




UNIVERSITY of CALIFORNIA
AT
LOS ANGELES
LIBRARY

GUERRES

DE LA

RÉVOLUTION

FRANÇAISE

ET DU PREMIER EMPIRE

PARIS. — IMPRIMERIE Vve P. LAROUSSE ET Cie
49, RUE NOTRE-DAME-DES-CHAMPS, 49

GUERRES

DE LA

RÉVOLUTION

FRANÇAISE

ET DU PREMIER EMPIRE

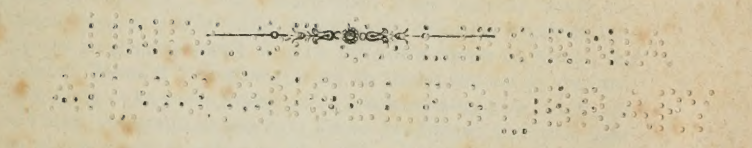
PAR UNE

SOCIÉTÉ D'ÉCRIVAINS MILITAIRES ET CIVILS

Ouvrage accompagné de 166 Cartes, Plans de villes et de batailles et d'un Atlas in-folio contenant 72 planches

---

TOME XII



PARIS

ABEL PILON, ÉDITEUR

33, RUE DE FLEURUS, 33

1876

GUERRES
DE LA
RÉVOLUTION
FRANÇAISE
ET DU PREMIER EMPIRE

LIVRE NEUVIÈME.

CINQUIÈME COALITION.
GUERRE D'ALLEMAGNE.

CHAPITRE PREMIER.

ANNÉE 1813.

Arrivée de Napoléon à Paris; organisation d'une nouvelle armée. — Conséquences de la défection du général York. — Situation morale de l'Allemagne au commencement de 1813. Suite de la retraite de Russie; les Français évacuent Kœnigsberg; le roi de Naples renforce la garnison de Dantzig. — Le prince Eugène prend le commandement de l'armée sur la Vistule. Préparatifs hostiles de la Prusse. Les Français quittent la ligne de la Vistule pour se retirer derrière l'Elbe. — Défection de la Prusse; évacuation de Dresde; affaire de Luneburg. — Combat de Moekern, attaque de Wittenberg; affaire de Celle; reprise de Harburg. Napoléon se met à la tête de sa nouvelle armée; combats de Wettin, de Halle, de Mersburg; positions respectives des deux armées; combat de Weissenfels.

Napoléon, en quittant son armée, comme on l'a vu précé- 1813.
demment, traversa, dans le plus strict incognito, les plaines de la Pologne, enfoncé et caché dans un traineau, avec les

1813. personnages qu'il avait choisis pour l'accompagner : Duroc, Caulaincourt, Lobau et Lefèvre-Desnouettes. Il ne s'arrêta que peu d'instants à Varsovie, où il vit son ambassadeur, M. de Pradt, et les principaux ministres polonais, dont il s'efforça de relever le courage abattu, leur promettant de revenir bientôt au milieu d'eux, à la tête d'une armée de 300,000 hommes. Il entra ensuite en Saxe, s'arrêta à Dresde où il vit le vieux roi Frédéric-Auguste, qu'il parvint presque à rassurer en lui promettant, comme aux Polonais, que sous peu de temps il reviendrait avec une puissante armée. Il se dirigea ensuite sur Weimar, passa le Rhin, et arriva le 18 décembre à onze heures du soir aux Tuileries, où l'on était loin de l'attendre si tôt. Le lendemain il fit appeler ses ministres, leur parla peu des désastres de Russie ; leur dit seulement que les éléments avaient été seuls cause des malheurs de l'armée, ce qui n'était pas exact ; mais il les blâma sévèrement de s'être laissé surprendre par la conspiration Malet. Le 20, il reçut le sénat, le conseil d'État et les grandes administrations, qui lui répétèrent les banalités des discours officiels, dans lesquels de méprisables adulateurs viennent jurer de mourir pour la cause de celui qu'ils sont prêts à trahir le lendemain.

De grandes fautes avaient été commises pendant la campagne de Russie ; mais Napoléon était doué du génie qui répare tout. Le premier objet dont il s'occupa sans relâche fut la réorganisation de son armée ; et la patrie, presque épuisée d'hommes et d'argent, mais menacée par une coalition formidable, consentit à faire un dernier et puissant effort pour arrêter l'ennemi et obtenir la paix. Si dès lors Napoléon eût changé sa politique sans songer à reconquérir ce qu'il avait perdu par sa faute, il pouvait encore sauver la France et sa couronne ; mais son orgueil froissé par des revers justement mérités, devait tôt ou tard précipiter dans l'abîme sa fortune et celle de la France.

A cette époque Napoléon croyait pouvoir compter encore sur 150,000 hommes restant de la grande armée, et établis sur le Niémen pour y arrêter les Russes, plus sur 50,000 alliés. Il avait à sa disposition 140,000 hommes de la conscription de 1813, levée en octobre 1812, et 100 beaux bataillons, de 1,000 hommes, des cohortes du 1er ban de la garde nationale organisés

dans le courant de la même année, ce qui allait fournir à la nouvelle armée 100,000 soldats solides et exercés. Avec ces 440,000 hommes joints à 60,000 qu'il amènerait de France, y compris sa garde réorganisée et les hommes qu'il pourrait encore tirer d'Espagne et des dépôts, il comptait entrer bientôt en ligne à la tête de 500,000 hommes. Mais, depuis son départ de Smorgony, l'armée était tombée en dissolution. De Wilna au Niémen un froid excessif et la misère en avaient tué les trois quarts. Les hommes qui jusqu'alors avaient eu la force physique et le courage de résister aux maux qui les accablaient s'étaient dispersés : chacun s'était enfui comme il avait pu. A peine restait il un millier d'hommes à Murat, avec lesquels Ney et Gérard avaient tenté de disputer un instant le Niémen aux Cosaques. 1813.

Un événement inattendu vint mettre le comble aux revers de la grande armée. Le corps auxiliaire prussien commandé, dans le principe, par le lieutenant général Grawert, qui s'était retiré par motif de santé, était passé sous les ordres du général York. Ainsi que tous ses compatriotes, celui-ci détestait Napoléon et les Français, et était en mésintelligence avec le maréchal Macdonald, qui, avec raison, se défiait de lui.

On savait déjà indirectement que York avait entretenu une correspondance secrète avec le général russe Paulucci, nommé gouverneur de Riga à la place du général Essen. Paulucci lui avait proposé de quitter le 10e corps pour se joindre aux Russes. York ne demandait pas mieux, mais il craignait de se compromettre. Dans la nuit du 16 au 17 décembre, le maréchal Macdonald ayant acquis la certitude que les débris de l'armée française suivis par Platoff, avaient déjà atteint la frontière prussienne, se décida à opérer sa retraite sur Tilsitt pendant les journées des 18 et 19. Le corps prussien formait l'arrière-garde, mais se retirait lentement, et York refusant, sous divers prétextes, d'obéir au maréchal, qui lui ordonnait de presser sa marche, se laissa devancer par les généraux Diebitsch et Löwis du corps de Wittgenstein qui se dirigeait sur Kœnigsberg pour couper la retraite au 10e corps. Pensant devoir saisir le moment tant désiré de se séparer des Français, qu'il considérait plutôt comme des ennemis que comme des alliés de la Prusse, le général York entra en pourparlers avec le général Diebitsch,

1813. chef d'état-major de Wittgenstein, et conclut avec ce général un arrangement à la suite duquel les hostilités furent suspendues de part et d'autre. Le 28 décembre, le corps prussien atteignit Tauroggen, où arriva le major Seydlitz, que York avait dépêché à Berlin pour prendre les ordres du roi sur ce qu'il devait faire dans la situation où il se trouvait. Le roi, fort embarrassé sur le parti qu'il convenait de prendre, répondit qu'il était résolu de renoncer à l'alliance française aussitôt que les autres circonstances politiques le permettraient. Mais York, jugeant que le moment était venu de prendre une détermination, de donner à la politique de la Prusse une autre direction et de lui rendre son ancienne indépendance, se mit immédiatement en rapport avec le général Diebitsch, et le 30 décembre la convention, déjà rapportée au volume précédent [1], fut arrêtée aux avant-postes entre les deux généraux.

La nouvelle de la défection du général York se répandit aussitôt en Prusse et dans toute l'Allemagne, où elle fut accueillie avec un enthousiasme qui prouvait qu'elle répondait aux sentiments des peuples opprimés depuis si longtemps par la fatale politique du chef des armées françaises. Le parti pris par le général York était une infraction formelle à l'obéissance passive imposée aux armées permanentes; mais ce général était prussien et partageait la haine de sa nation contre ceux qui l'opprimaient depuis six ans. Il profita d'une circonstance favorable pour affranchir du joug de l'étranger, non-seulement son pays, mais toute l'Allemagne. Au point de vue militaire son acte est blâmable et porte le caractère d'une lâche et infâme trahison; mais au point de vue politique, il peut paraître excusable; car les peuples ne respectent pas les traités qui leur sont imposés par la violence, sans, pour cela, s'écarter des principes conservateurs de tout ordre social, et prennent d'eux-mêmes l'initiative de la lutte contre l'oppresseur. C'est ainsi qu'agirent les Prussiens en considérant les hésitations apparentes de leur roi, qu'ils déclarèrent n'être pas libre.

L'exemple donné par York obtint l'approbation de toute la nation allemande, qui se disposa à profiter des désastres des

[1] Voir t. XI, pag. 628.

Français pour les rejeter hors de son territoire. Cette explosion 1813.
était toute naturelle en Allemagne : occupée militairement, contrainte dans ses relations commerciales, dans ses habitudes, elle avait le droit de crier à l'oppression et de s'en affranchir, n'importe par quels moyens; c'est ce qu'elle ne manqua pas de faire plus tard, comme on le verra.

La convention de Tauroggen rendait la liberté aux pays prussiens de la rive droite de la Vistule, en forçant les troupes françaises à se retirer rapidement sur la rive gauche. Le général Bulow, qui avait le commandement militaire des provinces de la rive droite, s'empressa sur-le-champ de rappeler sous les armes tous les soldats congédiés, leur assignant la place de Graudenz comme point de rassemblement, et arrêta tous les détachements destinés à renforcer le corps auxiliaire prussien. A la nouvelle de la défection du général York, le roi de Naples qui s'était arrêté à Kœnigsberg avec les débris des états-majors de l'armée, se retira à Elbing le 1er janvier 1813. Le général Bulow se mit également en retraite et forma l'arrière-garde de Murat. Le 9, le général York, poussé par les Russes, se porta sur Kœnigsberg, où il s'arrêta, fêté par la population, qui le proclamait le sauveur de la patrie. Pendant ce temps, le général Bulow, passant à la rive gauche de la Vistule, se retirait en Poméranie et établissait ses troupes aux environs de Neu-Stettin. Là il recevait presque journellement des ordres du prince Eugène de se réunir à lui, et des invitations des généraux russes de se réunir au corps de York, ou de conclure, comme celui-ci, une convention avec eux ; mais Bulow répondait aux uns et aux autres qu'il ne faisait pas partie du corps d'York, et qu'il se trouvait sous les ordres immédiats du roi. En apprenant la convention de Tauroggen, le roi de Prusse parut consterné. Il expédia sur-le-champ son aide de camp, le major Natzmer, au roi de Naples à Elbing, pour lui exprimer tout le ressentiment que lui faisait éprouver la conduite du général York, et lui faire connaître, en même temps, l'ordre envoyé au général Kleist de prendre le commandement du corps auxiliaire prussien, et de faire arrêter le général York si c'était encore possible. En même temps, le prince de Hatzfeldt fut envoyé à Paris pour écarter tout soupçon de complicité du roi avec le général York,

1813. et persuader à Napoléon que, loin de songer à rompre l'alliance avec la France, le roi Frédéric-Guillaume désirait s'y rattacher plus que jamais, et que son intention était de remplacer par un corps de 30,000 hommes, celui que le général York avait livré à l'ennemi. Le ministre, comte de Hardenberg, poussa la duplicité encore plus loin. Afin de tromper le comte de Saint-Marsan, ambassadeur de France à Berlin, ou pour le mettre dans le cas de tromper Napoléon, il l'engagea à écrire à Paris le 15 janvier, qu'il existait à la cour de Prusse un certain parti, auquel lui-même se rattachait, qui désirait le mariage du prince héréditaire avec une princesse de la famille impériale, pour rendre encore plus étroite l'alliance avec la France. Ces ouvertures furent accueillies à Paris comme elles le méritaient et sans y attacher plus d'importance.

Quant aux ordres adressés par le roi au général Kleist, ils ne furent pas exécutés, sous le prétexte que le major Natzmer, accompagné d'un officier français, s'étant présenté aux avant-postes russes, il ne lui avait pas été permis de passer outre, et par conséquent d'arriver à Kœnigsberg, où se trouvait le corps auxiliaire prussien. Pendant ce temps York, libre de ses actions, convoquait les États provinciaux de la vieille Prusse et appelait aux armes toutes les populations de la rive droite de la Vistule, mesure puissamment favorisée par l'esprit hostile des habitants de Kœnigsberg et par la présence de l'armée de Wittgenstein, qui, de cette ville, avait transféré son quartier général à Heiligenbeil.

Dès l'année 1810, il s'était formé en Allemagne un parti puissant, dont les efforts tendaient à faire passer dans l'esprit des classes inférieures de la société la haine implacable que la caste nobiliaire nourrissait contre la France, et surtout contre son chef victorieux, qui, par l'inconcevable mélange des principes de la révolution avec ceux du despotisme militaire, avait porté jusqu'alors les plus terribles atteintes aux institutions gothiques de la féodalité. Une association désignée sous le nom de *Tugendbund* [1] parut la première en Prusse,

[1] *Ligue de la vertu*, ou mieux *Société des amis de la vertu;* ce qui alors voulait dire : *Ligue* ou *coalition des peuples allemands contre la domination étrangère.*

et, par la manifestation de ses principes libéraux, parvint en peu de temps à s'emparer de la direction de l'esprit public. Forte de la propagation rapide de sa doctrine, elle s'était déjà crue en état, vers la fin de 1811, de déterminer une ligue puissante contre la France, en y entraînant, par son influence, le cabinet de Berlin; mais les immenses préparatifs que Napoléon faisait alors contre la Russie et l'apparition subite de ses armées sur l'Oder ayant révélé au gouvernement prussien tout le danger d'une rupture prématurée, les *Amis de la vertu* durent ajourner l'exécution de leur dessein. Toutefois, ils reprirent courage et leurs espérances se ranimèrent à la nouvelle des désastres de la retraite de Moscou. 1813.

A l'époque dont nous avons parlé plus haut, c'est-à-dire en 1810 et 1811, les fondateurs de la nouvelle société des *Amis de la vertu* se recrutèrent parmi quelques-uns des officiers de l'armée vaincue et dispersée à Jena. Liés entre eux par les liens les plus redoutables, les affiliés au *Tugendbund*, quoique peu nombreux, étendirent successivement leurs menées secrètes sur toute l'Allemagne, et le gouvernement britannique se chargea d'acquitter les frais des intrigues et des séductions. L'effet s'en fit ressentir même parmi les troupes alliées qui combattaient dans les rangs français. Justes ou injustes, tous les moyens furent mis en usage pour exciter la population. On fit considérer à la multitude l'élévation de l'un des frères de Napoléon sur le trône de Westphalie, la formation des départements sur la rive droite du Rhin, régis par les lois françaises, comme le commencement d'un système d'invasion contre l'Allemagne : on répandit le bruit que Napoléon avait résolu de dépouiller les princes allemands du second ordre, pour agrandir encore le territoire de son vaste empire. Au reste, l'orgueil germanique ne pouvait pardonner à la France vingt années de triomphe, soit que les armées républicaines eussent combattu pour la cause de l'indépendance, soit que les armées impériales eussent repoussé avec gloire d'imprudentes provocations; le *Tugendbund* rejetait tout l'odieux de la guerre sur la nation française, et lui attribuait toutes les agressions.

Et cependant lorsqu'en 1792 les Prussiens et les troupes de l'empereur d'Allemagne avaient envahi la Flandre, la Cham-

1813. pagne et la Lorraine; lorsque, sans déclaration de guerre préalable, ils étaient venus arborer leurs bannières sur les remparts des places frontières surprises; lorsqu'en 1799, en 1805, 1806 et 1809, ces mêmes armées ennemies avaient commencé les hostilités, pouvait-on proclamer aussi audacieusement que les Français s'étaient toujours montrés d'injustes agresseurs?

Au commencement de 1812, la société du *Tugendbund* exerçait la plus active influence. Lors du passage de l'armée française pour aller attaquer l'empereur de Russie sur son territoire, il était déjà facile d'apercevoir la nouvelle disposition des esprits : l'appareil des forces de Napoléon paraissait seul contenir ses alliés. Au retour sur le Niémen, l'impulsion était décidément donnée, et la catastrophe de Moscou, en anéantissant l'armée si nombreuse et si belle du vainqueur des coalitions, donna le signal d'une cinquième ligue contre la France. Le corps d'armée prussien abandonna le premier les aigles françaises : la politique connue du cabinet de Vienne ne permettait guère de douter que l'Autriche ne renonçât incessamment à une alliance plus dangereuse que profitable pour elle; et l'on devait s'attendre à voir les autres États de l'Allemagne suivre immédiatement cet exemple.

Telle était la situation morale de l'Allemagne au commencement de 1813.

Janvier. Allemagne. *Suite de la retraite de l'armée française de Russie; évacuation de Kœnigsberg; le roi de Naples renforce la garnison de Dantzig.* — Pendant que les *Amis de la vertu*, suivant avec opiniâtreté le plan qu'ils s'étaient tracé, préparaient par toutes sortes de voies la défection totale des alliés de la France, la retraite de Russie continuait, et les débris des corps qui avaient passé le Niémen gagnaient les bords de la Vistule. Nous avons indiqué à la fin du volume précédent les divers points de réunion que le roi de Naples avait assignés à chacun d'eux. Toutefois, comme ces corps, poursuivis par l'ennemi, ne présentaient plus qu'une faible masse d'hommes mutilés et la plupart sans armes, il était de toute impossibilité qu'ils tinssent longtemps sur la Vistule. En conséquence, le roi de Naples quitta, comme on vient de le voir, la place de Kœnigsberg, où il avait son quartier général, et se dirigea sur Elbing. La division Heudelet, du

11ᵉ corps[1], resta à Kœnigsberg pour maintenir la communication avec le 10ᵉ corps, qui s'avançait alors sur cette ville, et qui, depuis la défection du général York, ne se composait plus que de la division polonaise du général Grandjean. 1813. Allemagne.

Le 7 janvier, Murat partit d'Elbing avec le quartier général pour se rendre à Marienburg et de là à Thorn. Le prince Eugène était alors à Marienwerder avec le 4ᵉ corps. Les débris du 1ᵉʳ corps furent destinés à former la granison de Thorn, le 6ᵉ reçut l'ordre de venir de Plock à Posen, les 2ᵉ et 3ᵉ devaient repasser la Vistule à Marienburg, aussitôt qu'ils seraient joints par le 10ᵉ corps; ce qui eut lieu dans la nuit du 11 au 12.

Cependant le maréchal Macdonald, abandonné à Tilsit avec la seule division polonaise du général Grandjean, forte d'environ 7 à 8,000 hommes, et toujours suivi par le général Wittgenstein, avait continué le 1ᵉʳ janvier sa retraite sur Kœnigsberg, et y était entré le 3. Dans la nuit du 4 au 5, il s'était dirigé avec ses troupes et la division Heudelet sur Dantzig. Le général Bachelu, qui commandait l'arrière-garde de cette colonne, avait déjà eu à Tapiau un engagement avec l'ennemi. Il fut attaqué de nouveau à Stublau sur la Vistule et à Rosenberg. Dans ces différentes affaires, les Russes furent repoussés avec perte. Le général Gault, posté à Bohnsak avec une brigade appartenant à la garnison de Dantzig, culbuta également une partie de l'avant-garde ennemie, qui cherchait à s'avancer par la barre qui sépare la Vistule de la mer. Dès le 12, le maréchal Macdonald était arrivé à Dantzig; d'après les ordres qu'il avait reçus du roi de Naples, il remit ses troupes à la disposition du général Rapp, gouverneur de cette place, dont ce renfort porta alors la garnison au total de 26 à 28,000 hommes d'infanterie et 1,600 chevaux.

On a considéré comme une grande faute militaire la détermination prise par le roi de Naples de diriger sur Dantzig les divisions Heudelet de Grandjean, seuls corps qui offrissent encore une masse de combattants, sans se rendre compte des motifs qui portèrent ce prince à jeter dans une place forte,

[1] Cette division, qui n'était point entrée en Russie, était restée dans les environs de Kœnigsberg, et n'avait perdu que quelques hommes par les maladies et la désertion.

1813. Allemagne. déjà pourvue d'une garnison suffisante, des troupes qui lui étaient de la plus urgente nécessité pour tenir la campagne, arrêter les progrès de l'ennemi, donner aux débris des autres corps le loisir de se reformer, et aux troupes nouvellement mises sur pied le temps d'arriver sur le théâtre de la guerre.

Cette inculpation ne paraîtra pas fondée, si l'on considère : 1° la force de la garnison de Dantzig avant l'arrivée des deux divisions que nous venons de désigner plus haut; elle ne se composait en effet que d'une division napolitaine sous les ordres du général Destrées, et de la troisième brigade de la division Heudelet, présentant ensemble un total de 6,000 combattants; 2° la nécessité de conserver une place d'un aussi grand développement, renfermant des établissements militaires considérables, un arsenal, des approvisionnements, des munitions de guerre et d'armes de toute espèce, des magasins d'habillement.

Des motifs encore plus déterminants se réunissaient à ces considérations. Napoléon, en mettant ses soins à conserver Dantzig et les autres places fortes de la Vistule, espérait pouvoir contenir la Prusse, dont le soulèvement n'etait point encore décidé à cette époque. Cette occupation obstinée devait également imposer à l'Autriche et retarder sa défection. Murat avait suivi les instructions littérales de l'empereur son beau-frère; en ordonnant le mouvement que l'on a blâmé, il assurait la résistance de Dantzig. Il est plus que douteux que les deux divisions Heudelet et Grandjean, réunies aux tristes restes des autres corps de l'armée se fussent maintenues sur la Vistule durant le temps nécessaire pour la formation et l'arrivée de la nouvelle armée que Napoléon était allé organiser. La prise de Dantzig, résultat presque certain de l'insuffisance de sa garnison, et celle des autres forteresses, encore bien moins en état de se défendre, eût interdit aux Français tout retour sur la Vistule. C'est par ces considérations que cette place reçut un renfort indispensable, et que des garnisons furent jetées dans les villes qui n'en avaient point, et qui durent se préparer à soutenir un siége [1].

[1] « Ce n'est pas seulement pour la conservation en elle-même d'une

1813. — Allemagne. 18 janvier.

Le prince Eugène prend le commandement de l'armée retirée sur la Vistule. — Le roi de Naples ne croyant pas pouvoir rester à Thorn avec 10 à 11 mille hommes formant un rassemblement peu en état de défendre la Vistule, que l'ennemi passait de toutes parts sur la glace, se porta à Posen à moitié chemin de l'Oder. Étourdi par les désastres que l'armée venait d'éprouver et par la prévision de ceux qu'elle était menacée d'éprouver encore : se sentant d'ailleurs peu capable de résister à une pareille situation et de faire face aux événements qui se préparaient, Murat prit la résolution de retourner dans ses États qu'il croyait compromis. En conséquence, il appela à Posen le prince Eugène pour lui remettre le commandement de l'armée ; mais ce prince, qui ne croyait pas qu'une mission aussi importante pût être quittée ou remise sans l'ordre formel de celui qui l'avait donnée, refusa de s'en charger. Malgré ce refus, le roi de Naples partit sans attendre la décision du conseil des maréchaux, dont Eugène avait demandé la convocation. Alors le vice-roi se vit contraint, pour ainsi dire, en sa qualité de lieutenant de l'empereur, de prendre un commandement devenu vacant, et que Napoléon s'empressa de lui confirmer, à la grande satisfaction de toute l'armée.

En comptant les 10 à 11,000 hommes de toutes nations, Napolitains, Bavarois, débris de la garde impériale et quelques recrues destinées au 1er corps, établis à Posen avec le prince vice-roi, il ne restait plus, à cette époque, de la grande armée, qu'environ 73,000 hommes enfermés dans les places de la Vis-

grande quantité de grains, d'effets d'habillement, de munitions de guerre, d'artillerie et d'argent, ainsi qu'on l'a dit, que Dantzig ne fut pas abandonné ; c'était pour jouir plus tard des véritables avantages que procurerait cette grande place à une armée qui, réorganisée derrière d'Oder et l'Elbe, pouvait revenir triomphante sur la Vistule ; succès qui devait naturellement être favorisé par les différentes garnisons des places, dont l'investissement ou le siége assurait une grande diversion dans les forces ennemies. C'est alors que des magasins bien approvisionnés et des troupes bien acclimatées et disponibles étaient des secours vraiment précieux pour rééquiper et renforcer une armée qui, toute victorieuse qu'on la supposait, aurait infailliblement beaucoup souffert, après avoir livré plusieurs grandes batailles pour repousser l'ennemi jusqu'en Pologne. » (*Relation de la défense de Dantzig, en* 1813, par P. H. Dartois, capitaine du génie.)

1813. Allemagne. tule, depuis Dantzig jusqu'à Varsovie, ce qui était loin des 200,000 hommes que l'empereur comptait avoir encore sur le Niémen, à Kowno et à Grodno. Toute fois ne sont pas compris dans ce nombre de 73,000 hommes les Saxons du général Reynier, auxquels était réunie la division Durutte du 9e corps. Ces troupes étaient encore en Pologne avec le prince de Schwartzenberg. Berlin était occupé par 15 à 18,000 hommes du corps du général Grenier, venant d'Italie, et par environ 10,000 hommes de la division Lagrange du 11e corps, la seule qui était restée au maréchal Augereau.

L'armée russe, après avoir occupé Bromberg, s'arrêta sur la rive droite de la Vistule ; bien qu'elle eût été moins maltraitée par la rigueur du climat, elle avait cependant essuyé des pertes considérables. Ses sauvages soldats avaient supporté le froid, mais la fatigue et les privations les accablaient : ils avaient besoin de quelque repos afin de se refaire et de se réorganiser. Le prince vice-roi se hàta de profiter de l'inaction de l'armée ennemie pour donner une apparence de formation aux différents débris que le roi de Naples lui avait laissés dans le plus grand désordre. Il trouva, dans les 1er, 2e, 3e, 4e et 6e corps, réunis dans les environs de Posen, environ 17,000 hommes, plus ou moins en état de porter les armes. La place de Thorn en exigeait au moins 5,000, en raison du développement de ses ouvrages ; le prince choisit à cet effet les troupes qui, par leur situation physique et morale, se trouvaient le moins en état de résister aux fatigues d'une campagne active. Bavarois pour la plupart, ces soldats furent mis sous les ordres du général du génie Poitevin de Maureillan ; le reste de l'armée était en partie désarmé, privé d'artillerie, de munitions, et n'avait qu'une faible poignée d'hommes à cheval.

Cependant, dès le 14, la communication avec Dantzig avait été interceptée ; le 20, cette place fut tout à fait bloquée. Le prince Eugène, convaincu qu'il serait dans la nécessité de continuer sa retraite aussitôt que les Russes passeraient la Vistule, ne s'occupa plus qu'à donner le plus de régularité possible aux faibles troupes qu'il avait à sa disposition. La perte des magasins d'Elbing et de Bromberg le privait des objets les plus indispensables. Les bateaux que la glace avait

retenus dans ces deux dernières villes, étaient chargés de vivres, d'armes, de munitions; ils portaient même un double habillement. Le prince suppléa, par son incroyable activité, aux ressources qu'il n'était pas en son pouvoir de se procurer. Il fallait des armes, des munitions, de l'artillerie; les pièces que l'on fit venir des derrières de l'armée manquaient d'attelages; les chevaux nécessaires furent achetés dans le pays, les harnois confectionnés à Posen même : le prince, sans se donner un instant de repos, suivit, surveilla lui-même toutes ces opérations. Stettin, Custrin, Glogau, n'étaient pas assez garnis de pièces de campagne pour pouvoir en fournir; il fallut en tirer des forteresses de l'Elbe. En même temps, le vice-roi s'occupa de l'approvisionnement des places de l'Oder, qui avait été négligé par la Prusse en 1812. Le général Mathieu Dumas, intendant général de l'armée, chargé de cette opération, s'en acquitta avec une activité telle, que, lorsqu'on les abandonna, elles étaient en état de soutenir un siége. Les 1er, 2e, 3e, 4e et 6e corps, formant environ 11,500 hommes en état de servir, furent répartis en trois divisions : une française, sous les ordres du général Gérard; une bavaroise, et c'était la plus forte, commandée d'abord par le général de Wrede, ensuite par le général Rechberg; et une polonaise, sous les ordres du général Girard. La cavalerie se composait d'environ cinq cents chevaux de la garde, trois cents chevaux bavarois, et le squelette de deux régiments de lanciers lithuaniens, commandés par le prince Gedroitze. Les dépôts de ces différents corps furent renvoyés sur les derrières, et les maréchaux qui les avaient commandés rentrèrent en France. Le maréchal Gouvion Saint-Cyr resta seul auprès du prince, mais sans commandement déterminé. Le 23, un petit train d'artillerie et deux bataillons de la jeune garde, organisés à Stettin, arrivèrent à Posen; ces deux bataillons, avec deux autres de la vieille garde, formèrent une quatrième division de réserve, forte d'à peu près 2,000 hommes, et furent placés sous le commandement du général Roguet. 1813. Allemagne.

Ce fut avec ces faibles ressources que le prince vice-roi dut s'opposer à des troupes plus que décuples. Étant privé de ses communications avec Dantzig, et ne pouvant se placer en ba-

1813. Allemagne. taille derrière la Vistule, il prit une ligne oblique; sa droite se trouvait alors couverte, entre Thorn et Varsovie, par le 7e corps. Le prince se plaça en colonne derrière le fleuve, la division bavaroise à Gnesen, pour communiquer avec le général Reynier, et la cavalerie à Zirke sur la Wartha, afin de se lier avec les garnisons de Custrin et de Francfort.

Janvier. *Préparatifs hostiles de la Prusse.* — Cependant en présence de l'exaltation des peuples de l'Allemagne excités par les sociétés secrètes, qui prêchaient de toutes parts la guerre contre Napoléon et l'alliance avec Alexandre, le roi de Prusse était dans la perplexité. Malgré son profond désir de s'affranchir de la domination de la France, il redoutait de se compromettre en abandonnant résolument l'alliance de 1812 qui l'opprimait plus qu'elle ne le servait. Cédant enfin aux suggestions de la cour de Vienne, qui voulait aussi profiter des événements, il résolut d'armer et de porter à 120,000 hommes l'armée prussienne qui ne devait être que de 42,000 d'après le traité de Tilsitt. Pour exécuter cette mesure, le roi Frédéric-Guillaume ne se trouvant pas assez libre ni même en sûreté à Berlin au milieu des troupes françaises qui occupaient cette capitale, partit pour Breslau, où il arriva le 25 janvier. Le prince de Hatzfeldt, qui avait été envoyé à Paris, comme on vient de le dire, était chargé de présenter à Napoléon diverses propositions suivant lesquelles la Prusse s'engageait à rester fidèle à l'alliance du 24 février 1812. D'abord elle demandait l'extension de ses armements pour être plus en état de soutenir l'alliance; et comme il fallait de l'argent pour procéder à ces armements, le roi Frédéric-Guillaume réclamait le payement des fournitures faites à l'armée française pendant son passage à travers la Prusse pour atteindre les frontières de la Russie. La Prusse devait encore à la France 48 millions de frais de guerre, et estimait à 94 millions la valeur des subsistances et objets de toute nature fournis à l'armée française ; restait donc 46 millions à lui restituer, plus les places de l'Oder : Stettin, Custrin et Glogau, qu'elle prétendait devoir lui être rendues en vertu des traités. Napoléon, considérant que ces réclamations d'un allié dont il avait lieu de se défier cachaient une menace de défection, refusa et l'argent et la restitution des places de l'Oder ; car en

accueillant les propositions du roi de Prusse, c'eût été donner des armes à un ennemi presque déclaré. 1813. Allemagne.

Peu de jours après l'arrivée du roi dans la capitale de la Silésie prussienne, parurent plusieurs édits concernant la formation d'une nouvelle armée ; un détachement de chasseurs volontaires, dont le nombre n'était pas fixé, fut mis à la suite de chaque régiment d'infanterie et de cavalerie ; il fut ordonné en outre à tout individu, né sujet du roi de Prusse ou naturalisé, de porter la cocarde nationale prussienne. Ces levées, qui se faisaient dans la partie des États prussiens occupés par l'armée française, avaient également lieu dans la Prusse proprement dite. Le général York, au milieu des troupes russes, appelait au service tous les officiers et tous les soldats invalides ou renvoyés qui étaient dans son gouvernement. D'autre part, Bulow avait refusé d'entrer à Dantzig avec les troupes du maréchal Macdonal, et s'était retiré comme on l'a déjà vu, à Neu-Stettin où il se réorganisait, après avoir établi ses communications avec l'avant-garde russe [1].

[1] On a voulu donner à la levée d'armée qui eut lieu en Prusse en 1813 le mérite de la spontanéité et du plus pur dévouement. La vérité est que cette levée n'était pas plus volontaire que la première réquisition frappée par la convention nationale en France, et la conscription qui suivit. En effet, aucune disposition coërcitive ne fut négligée pour assurer l'exécution des édits du roi de Prusse en date des 3 et 22 février. Un des principaux articles portait : « Aucun jeune homme qui a atteint sa dix-septième année, qui n'a pas passé la vingt et unième, et qui n'est dans aucun service actif, ne pourra occuper une place, être revêtu d'une dignité, ou décoré d'un ordre, s'il n'a servi un an dans les troupes de ligne, ou dans les détachements de chasseurs. » A ces mesures, on en joignit d'autres plus sévères encore pour anéantir toute exception de service accordée antérieurement, et prévenir les substitutions des propriétaires fonciers en faveur de leurs fils. Les peines les plus rigoureuses furent en outre portées contre les individus qui se retireraient du service sous prétexte d'âge et de santé, et les châtiments les plus sévères infligés aux pères ou aux tuteurs qui chercheraient à en exempter leurs fils ou leurs pupiles. Nous sommes loin de vouloir blâmer ces mesures, toujours nécessaires dans les grands États, où il existe une masse considérable d'individus inaccessibles à toute espèce d'enthousiasme et de sentiments nobles ; notre but est seulement de réduire par les faits à sa plus simple expression ce patriotisme exclusif dont les Prussiens ont fait parade quand ils ont eu toute l'Europe pour auxiliaire. Cette force d'inertie, qui s'opposa d'abord aux résolutions du gouvernement prussien, est

1813. Allemagne. De son côté, l'Autriche protestait de sa fidélité à l'alliance, recommandait la paix dont l'Europe et même la France avaient besoin, et offrait son intervention pour l'obtenir; mais, habile à profiter des circonstances dans son propre intérêt, elle commençait à armer dans de fortes proportions; car pour intervenir entre les puissances belligérantes, il fallait, disait-elle, des forces capables de menacer celles qui repousseraient des conditions de paix raisonnables. L'Autriche disait tout cela sans faire connaître encore ces conditions.

Pendant qu'il recevait de ses alliés ces protestations de fidélité à l'alliance auxquelles il ne se fiait guère, et voyant les restes de la grande armée à peu près détruits, Napoléon résolut de rappeler, sur les classes antérieures, de 1809 à 1812, les hommes libérés et non mariés, et de demander, par anticipation, la conscription de 1814, pour compléter les 500,000 hommes qu'il voulait réunir, au moyen des 200,000 qu'il avait cru trouver encore sur le Niémen et sur la Vistule. Mais pour obtenir ce résultat, il fallait qu'un sénatus-consulte, accueilli par le sénat, autorisât l'emploi des cohortes hors des frontières, la levée de 100,000 hommes sur les classes de 1809 à 1812, et enfin l'appel sous les armes de la conscription de 1814. Le sénat, appréciant tous les dangers de la situation, accorda tout ce qui lui était demandé pour prévenir une invasion imminente et obtenir la paix au prix des plus grands sacrifices. Mais Napoléon, qui désirait aussi la paix, dont il avait besoin autant et même plus que tout le monde, ne voulait pas qu'elle lui fût dictée par ses ennemis. Il prétendait les vaincre d'abord, et leur en imposer les conditions comme il l'avait toujours fait jusqu'alors. Sans refuser d'entrer en négociations, il écrivait à son beau-père qu'il désirait sincèrement la paix, mais que dans les circonstances présentes il ne croyait pas de sa dignité de l'offrir; qu'il acceptait l'entremise de l'Autriche (dont il ne

d'ailleurs commune à tous les États monarchiques. La querelle du souverain ne devient jamais celle du peuple que lorsque la nation a acquis la certitude que le but de la guerre est d'empêcher son asservissement ou sa ruine. Rien ne peut alors comprimer l'élan de l'honneur national, et ce n'est qu'en s'appuyant sur lui que les gouvernements peuvent compter sur un succès certain.

connaissait pas encore les conditions de paix, mais qu'il n'était pas difficile de deviner) sans toutefois renoncer aux bases de l'*uti possidetis,* c'est-à-dire sans consentir à détacher de l'empire d'abord Rome, le Piémont, la Toscane, la Hollande et les territoires anséatiques, ensuite l'Espagne, Naples et la Westphalie. Quant au duché de Varsovie il n'en faisait pas mention, mais il n'était pas disposé à le céder à la Russie, ce qui devait convenir à la cour de Vienne, à cause de la partie de la Gallicie autrichienne alors réunie à ce duché et qu'elle prétendait réclamer. 1813. Allemagne.

Aussitôt qu'il eut obtenu du sénat ce qu'il avait demandé pour reconstituer son infanterie, Napoléon s'occupa de la formation des corps destinés à composer la nouvelle armée et de la réorganisation des anciens corps de la grande armée dont il restait à peine de quoi former un bataillon par régiment. Le matériel de l'artillerie qui avait été perdu en Russie fut remplacé par celui qui existait dans les arsenaux de terre et de mer, et les attelages furent achetés en France et en Allemagne. Quant à la cavalerie, qui avait été détruite presque entièrement, il était plus difficile de la remplacer. On ne put parvenir, même à prix d'argent, à trouver en France plus de 23,000 chevaux, qui, joints à 22,000 provenant de dons volontaires offerts par les principales villes de l'empire, présentaient environ 45,000 chevaux de cavalerie, nombre bien inférieur à la prodigieuse masse de cavalerie que possédait l'ennemi; mais on comptait que le général Bourcier, chargé des remontes à Hanovre, en procurerait encore environ 15,000 achetés en Allemagne. La garde impériale, réorganisée sur un nouveau pied, offrait une réserve de 40,000 combattants avec près de 300 bouches à feu.

Après avoir travaillé avec son étonnante activité à la reconstruction de son armée, avec laquelle il espérait se passer de ses anciens alliés, Napoléon s'occupa des finances de l'État, des affaires du culte, obtint du pape, qu'il retenait prisonnier à Fontainebleau, la signature d'un nouveau concordat, et le 14 février ouvrit en personne la session du corps législatif par le discours suivant, dont la hauteur et la fierté, accueillies avec acclamations, n'étaient malheureusement pas de nature à rassurer l'Eu-

1813. Allemagne. rope sur les intentions pacifiques de celui qui l'avait prononcé.

« MM. les députés des départements au corps législatif, la « guerre allumée dans le nord de l'Europe offrait une occa- « sion favorable aux projets des Anglais sur la péninsule ; ils « ont fait de grands efforts. Toutes leurs espérances ont été « déçues ; leur armée a échoué devant la citadelle de Burgos « et a dû, après avoir essuyé de grandes pertes, évacuer le « territoire de toutes les Espagnes.

« Je suis moi-même entré en Russie ; les armes françaises « ont été constamment victorieuses aux champs d'Ostrowno, de « Polotzk, de Mohilew, de Smolensk, de la Moskowa, de Ma- « lojaroslawetz. Nulle part les armées russes n'ont pu tenir de- « vant nos aigles : Moscou est tombé en notre pouvoir.

« Lorsque les barrières de la Russie ont été forcées et que « l'impuissance de ses armes a été reconnue, un essaim de Tar- « tares ont tourné leurs mains parricides contre les plus belles « provinces de ce vaste empire, qu'ils avaient été appelés à « défendre. Ils ont en peu de semaines, malgré les larmes et « le désespoir des infortunés Moscovites, incendié plus de « quatre mille de leurs plus beaux villages, plus de cinquante de « leurs plus belles villes, assouvissant ainsi leur ancienne haine « sous le prétexte de retarder notre marche en nous entourant « d'un désert ; nous avons triomphé de tous ces obstacles. « L'incendie même de Moscou, où, en quatre jours, ils ont « anéanti le fruit des travaux et des épargnes de quarante gé- « nérations, n'avait rien changé à l'état prospère de mes affai- « res ; mais la rigueur excessive et prématurée de l'hiver a « fait peser sur mon armée une affreuse calamité. En peu de « nuits, j'ai vu tout changer. J'ai fait de grandes pertes. Elles « auraient brisé mon âme si, dans ces grandes circonstances, « j'avais dû être accessible à d'autre sentiments qu'à l'intérêt, à « la gloire et à l'avenir de mes peuples.

« A la vue des maux qui ont pesé sur nous, la joie de l'An- « gleterre a été grande ; ses espérances n'ont pas eu de bornes. « Elle offrait nos plus belles provinces pour récompense à la « trahison. Elle mettait pour condition à la paix le déchire- « ment de ce bel empire : c'était, sous d'autres termes, pro- « clamer la guerre perpétuelle.

« L'énergie de mes peuples dans ces grandes circonstances, « leur attachement à l'intégrité de l'empire, l'amour qu'ils « m'ont montré ont dissipé toutes ces chimères et ramené nos « ennemis à un sentiment plus juste des choses.

1813. Allemagne.

« Les malheurs qu'a produits la rigueur des frimas ont fait « ressortir dans toute leur étendue la grandeur et la solidité « de cet empire, fondé sur les efforts et l'amour de 50 millions « de citoyens et sur les ressources territoriales des plus belles « contrées du monde.

« C'est avec une vive satisfaction que nous avons vu nos « peuples du royaume d'Italie, ceux de l'ancienne Hollande « et des départements réunis rivaliser avec les anciens Fran-« çais et sentir qu'il n'y a pour eux d'espérance, d'avenir et « de bien que dans la consolidation et le triomphe du grand « empire.

« Les agents de l'Angleterre propagent chez tous nos voi-« sins l'esprit de révolte contre les souverains. L'Angleterre « voudrait voir le continent entier en proie à la guerre civile et « à toutes les fureurs de l'anarchie; mais la Providence l'a elle-« même désignée pour être la première victime de l'anarchie « et de la guerre civile.

« J'ai signé directement avec le pape un concordat qui « termine tous les différends qui s'étaient malheureusement « élevés dans l'Église; la dynastie française règne et régnera « en Espagne. Je suis satisfait de la conduite de tous mes al-« liés; je n'en abandonnerai aucun. Les Russes rentreront dans » leur affreux climat.

« Je désire la paix, elle est nécessaire au monde; quatre « fois, depuis la rupture qui a suivi le traité d'Amiens, je l'ai « proposée dans des démarches solennelles. Je ne ferai jamais « qu'une paix honorable et conforme aux intérêts et à la gran-« deur de mon empire. Ma politique n'est point mystérieuse; « j'ai fait connaître les sacrifices que je pouvais faire.

« Tant que cette guerre maritime durera, mes peuples « doivent se tenir prêts à toute espèce de sacrifices; car une « mauvaise paix nous ferait tout perdre, jusqu'à l'espérance; « et tout serait compromis, même la prospérité de nos neveux.

« L'Amérique a recouru aux armes pour faire respecter la

1813. Allemagne. « souveraineté de son pavillon. Les vœux du monde l'accompagnent dans cette glorieuse lutte. Si elle la termine en « obligeant les ennemis du continent à reconnaître le principe « que le pavillon couvre la marchandise et l'équipage, et que « les neutres ne doivent pas être soumis à des blocus sur le « papier, le tout conformément aux stipulations du traité « d'Utrecht, l'Amérique aura bien mérité de tous les peuples. « La postérité dira que l'ancien monde avait perdu ses droits « et que le nouveau les a reconquis.

« Mon ministre de l'intérieur vous fera connaître, dans l'exposé de la situation de l'empire, l'état prospère de l'agriculture, des manufactures et de notre commerce intérieur « ainsi que l'accroissement toujours constant de notre population. Dans aucun siècle l'agriculture et les manufactures « n'ont été, en France, à un plus haut degré de prospérité.

« J'ai besoin de grandes ressources pour faire face à toutes « les dépenses qu'exigent les circonstances ; mais moyennant « différentes mesures que vous proposera mon ministre des « finances, je ne devrai imposer aucune nouvelle charge à mes « peuples. »

Ce fier langage tenu à la face de l'Europe déjà prête à se coaliser contre son dominateur, loin de calmer l'irritation générale des peuples du continent, allait enlever à l'Autriche, si elle était de bonne foi, la possibilité de suivre les négociations qui seules pouvaient conduire à la paix.

Le roi de Prusse, qui avait rempli avec exactitude toutes les conditions des traités de 1807 et de 1812, fut indigné qu'on lui refusât et l'argent et la restitution des forteresses que lui promettaient ces traités. Il affecta une grande irritation de manière à se préparer un motif de rompre l'alliance si des circonstances favorables lui en offraient l'occasion.

Des négociations ouvertes d'abord secrètement avec l'empereur Alexandre qui de Wilna s'était avancé jusqu'à Piock, prirent bientôt un caractère plus décidé. Un appel fait à la jeunesse du pays de s'armer et de se joindre à l'armée pour défendre la patrie, sans toutefois désigner l'ennemi qu'on allait combattre, ne laissait plus de doutes sur les intentions hostiles de la Prusse.

Une fois les premiers pas faits vers un soulèvement général

de la nation, le gouvernement prussien poursuivit avec activité ses armements, et malgré la présence des troupes françaises dans la marche de Brandebourg, un édit daté du 9 février y prescrivit la formation de compagnies de chasseurs volontaires à pied et à cheval, ainsi que l'appel sous les armes de tous les jeunes gens de 18 à 24 ans, sans distinction de classes ou de rangs. Ces levées s'opérèrent surtout en Silésie, sous le prétexte de faire respecter aux Russes la partie de cette province occupée par la cour de Prusse et de pouvoir mettre sur pied le corps auxiliaire de 30,000 hommes destiné à l'armée française. Pendant ce temps, on continuait secrètement avec la Russie des négociations tendant à la conclusion d'une nouvelle alliance entre les deux nations. Le négociateur prussien, le général de Knesebeck, se rendit à la mi-février au quartier général russe, et le 27 du même mois l'alliance fut conclue et signée à Kalisch, à l'arrivée dans cette ville du général Scharnhorst, qui dirigeait l'armement général de la Prusse. Sans prendre toutefois une attitude hostile envers la France, on commença à lui tenir un langage plus ferme qu'auparavant. On lui demanda l'évacuation de tout le territoire situé à l'est de l'Elbe, ainsi que celle de toutes les forteresses de la Vistule et de l'Oder, parce qu'alors on aurait l'espoir de parvenir à décider l'empereur de Russie à se retirer à la rive droite de la Vistule, et à consentir à un armistice devant conduire à la paix.

1813. Allemagne.

Pendant les négociations de la Prusse avec la Russie, le général York, qui s'était avancé le 17 février jusqu'à l'Oder, pénétra dans la marche de Brandebourg. Mais le roi Frédéric-Guillaume hésitait encore, malgré l'impatience du peuple prussien, à rendre officielle la déclaration de guerre arrêtée dans son conseil privé ; il se souvenait de la fâcheuse résolution, que, poussé par son peuple et par la Russie, il avait prise en 1806 ; il redoutait un nouveau désastre de Iena ; mais cette fois, on devait être plus rassuré, car les Russes arrivaient sur la Vistule, tandis qu'en 1806, l'armée prussienne n'existait déjà plus lorsqu'ils franchirent le Niémen.

Févr.-Mars.

Les Français abandonnent la ligne de la Vistule, etc.; défection de la Prusse. — Cependant l'empereur Alexandre,

1813. Allemagne. que les peuples de l'Allemagne proclamaient le sauveur de l'Europe, jaloux d'acquérir ce titre glorieux, se décida à marcher en avant et en donna l'ordre à ses généraux. Wittgenstein, à droite, à la tête de 34,000 hommes, avait laissé en arrière, pour observer les places de Thorn et de Dantzig, 15 à 16,000 hommes de l'armée de Moldavie, sous Barclay de Tolly, qui avait remplacé Tschitschagoff disgracié à cause du passage de la Bérésina qu'il n'avait pu empêcher par suite des ordres contradictoires qu'il avait reçus. Le général Bulow ayant ouvert ses rangs à Wittgenstein, celui-ci passa la Vistule au-dessus de Dantzig et se porta sur le Bas-Oder. Dans le même temps, l'Autriche ayant fait une déclaration de neutralité armée, le prince de Schwarzenberg, qui occupait Varsovie avec les corps du général Reynier et du prince Poniatowski, remit, le 6 février, cette capitale à 15 ou 20,000 Russes, et emmena, le lendemain, le corps autrichien en Gallicie où il entraîna le corps polonais. Le 8, les Russes entrèrent à Varsovie, d'après la convention conclue avec le général autrichien. Le même jour, les Prussiens qui formaient la garnison de Pilau ayant menacé de joindre leurs armes à celles des assiégeants, le général Castella, gouverneur de la place, fut obligé de capituler. Les Russes remirent sur-le-champ cette forteresse au général York, qui la livra aux Anglais.

Dans le même temps Barclay de Tolly, s'étant rapproché de Thorn et de Bromberg, le prince Eugène se vit forcé d'abandonner la position de Posen. La retraite du prince de Schwartzenberg en Gallicie compromettait le salut du petit corps de vétérans que le prince français avait réunis; il était d'ailleurs de la dernière importance pour le prince Eugène de couvrir Berlin et les communications avec la Saxe, afin de retarder le plus possible la défection imminente de la Prusse, et de ne pas s'éloigner des secours qu'il attendait. Déjà débordé à gauche par Wittgenstein, que les Prussiens avaient laissé passer, la grande armée russe menaçait sa droite par Plock et Varsovie, tandis que Barclay de Tolly s'approchait aussi de front. Le vice-roi jugea qu'en cet état de choses la ligne de l'Oder était la seule tenable, et il résolut de la prendre sans perdre de temps.

La division bavaroise, qui occupait Gnesen, reçut en conséquence l'ordre de se rapprocher de Posen par Pudwitz. Dans la nuit du 11 au 12, Czernicheff attaqua avec son corps de Cosaques les deux régiments de lanciers lithuaniens postés à Zirke. Trop faible pour résister à des forces aussi supérieures, cette brigade fut promptement défaite, et le prince Gedroitze qui la commandait tomba, avec la plupart des siens, au pouvoir de l'ennemi.

Le 12, le prince vice-roi quitta Posen, se retirant par Meseritz et Drosen, sur Francfort à la tête de 9,000 hommes. Le 16, l'avant-garde russe, sous les ordres de Woronzoff, entra à Posen. Le 18, le vice-roi arriva à Francfort-sur-l'Oder, après avoir été constamment inquiété en route par les troupes légères de l'ennemi.

Le général Reynier, qui ne voulut pas suivre le prince de Schwartzenberg en Gallicie, s'était replié sur Kalisch. Cependant les Saxons, se trouvant à l'extrême droite des Autrichiens, perdirent quelques jours par une marche de flanc qu'ils durent exécuter pour se porter à leur gauche et se lier aux troupes que le prince vice-roi avait réunies à Posen ; mais à peine cantonnés aux environs de Kalisch, ils furent attaqués inopinément le 13, par le général Wintzingerode qui avait passé la Wartha à Kolo avec de l'infanterie et 5 à 6,000 hommes de cavalerie. Ce détachement faisait partie du corps russe de gauche, fort de 40,000 hommes sous Miloradowitsch, Doctoroff et Sacken, qui avaient marché sur Varsovie. L'attaque fut si vive, que les divers régiments ne purent arriver au point de rendez-vous, fixé à Kalisch même, qu'en faisant une trouée. Néanmoins le général Reynier garda la position jusqu'au soir. Pendant la nuit, il se retira sur Kobylin, et de là sur Glogau, où il arriva le 19. Le général saxon Nostitz, ayant été coupé, fut fait prisonnier avec 500 hommes et quatre pièces de canon. Le général Gablentz, qui commandait l'avant-garde, se retira sur Csentoschau, où le prince Poniatowski le rejoignit, lorsqu'il eut appris l'affaire de Kalisch.

L'empereur Alexandre, avec le centre, composé de sa garde et de la réserve, et fort d'environ 20,000 hommes, avait gagné la Vistule à Plock, d'où il avait marché à Kalisch, se rappro-

1813. Allemagne.

chant ainsi de Breslau et de son allié naturel le roi de Prusse.

Napoléon avait autorisé le prince Eugène à attirer à lui le corps du général Grenier, qui occupait Berlin. Ce corps, composé de deux divisions, était fort d'environ 18,000 hommes, outre 1,000 hommes de cavalerie italienne [1]. Mais le prince vice-roi, se voyant entouré d'ennemis et ne jugeant pas sa position de Francfort meilleure que celle de Posen, avait résolu de se porter à Berlin. Il n'appela à Francfort que la division Lagrange, de l'ancien 11ᵉ corps, qui se porta à sa rencontre continuellement tourmenté par les partisans Czernicheff, Tettenborn et Benkendorf. Le premier, après le combat de Zirke, avait passé l'Oder près de Custrin, tandis que d'autres partis de Cosaques de l'avant-garde de Wittgenstein le passaient à Garz. Ces diverses troupes légères étaient le 17 à Strausberg, à 8 lieues de Berlin. Le général Poinsot, qui fut détaché contre elles avec deux bataillons et cent chevaux faisant partie de la garnison de Berlin, les attaqua, les battit, et les força à se diriger, par Fehrbelin, sur Potsdam, qu'elles espéraient tourner. Le prince vice-roi, informé que Czernicheff avait passé l'Oder et était arrivé avant lui devant Berlin, se décida à se rapprocher de cette ville ; il quitta Francfort le 20, et arriva à Berlin le 21 avec les 500 chevaux de la garde ; le reste de sa petite armée le suivit, sous les ordres du maréchal Gouvion-Saint-Cyr, qui fut chargé du commandement supérieur de cette capitale à la place du maréchal Augereau, qui en partit le 25 au soir pour retourner en France.

La rive gauche de l'Oder offrait une belle position appuyée des trois places fortes de Glogau, Custrin et Stettin, si l'on avait pris d'avance les dispositions nécessaires pour la formation de magasins de vivres suffisants. D'un autre côté, les partisans russes, protégés par le général Bulow, ayant passé le 17 l'Oder près de Zellin, à cinq lieues au-dessous de Custrin, avaient marché à Wrietzen, et s'étaient portés le 18 sur Berlin, en évitant

[1] Ce corps, organisé en Italie pendant l'hiver de 1812, en était parti au commencement de 1813 ; il se trouvait formé des bataillons de guerre restés dans le pays pendant la dernière campagne, et de bataillons de nouvelle formation des régiments italiens qui avaient été en Russie : il prit le nº 11, dans l'ordre des corps de la grande armée, lorsque celle-ci fut réorganisée par Napoléon.

1813. Allemagne.

la 31e division, que le maréchal Augereau avait placée, pour couvrir cette ville, sur les routes de Custrin et de Stettin. Mais ce maréchal, effrayé de l'audace des Cosaques, qui avaient pénétré jusque dans le rues de Berlin, malgré les forces françaises du 11e corps concentrées sur ce point, avait contribué à décider le prince Eugène à quitter sa position du Bas-Oder, qui était sa véritable position de défense. Malgré toute sa bonne volonté, sa résignation et son courage, le prince Eugène n'avait pas l'expérience d'une guerre défensive. En quittant le Bas-Oder, il découvrit toute la gauche de l'armée, et facilita aux partisans russes les moyens de s'approcher de Hamburg et d'y causer un soulèvement. Il est vrai qu'il manquait de cavalerie ; mais il ne devait pas tarder à recevoir celle qui lui était strictement nécessaire pour s'éclairer, ce qui lui suffisait. « Quant à l'infanterie, le vice-roi pouvait faire avancer « sur l'Oder tout ce qui était déjà arrivé sur l'Elbe ; et en don« nant cette direction à toutes les troupes qui arrivaient suc« cessivement de France, nous eussions été bientôt, dans cette « arme comme dans les autres, supérieurs aux Russes, même « avant l'arrivée de l'armée du Mayn qu'amenait Napoléon. « Alors le gouvernement prussien, incertain sur l'issue de la « lutte qui allait s'engager, et dans la crainte de se compro« mettre, eût au moins gardé la neutralité ; et je ne forme au« cun doute qu'il l'aurait scrupuleusement observée, si l'on eût « fait seulement avancer sur Berlin le 5e corps, qui était ar« rivé à Magdeburg vers la fin de février. Cette manœuvre « simple et facile aurait mis dans les mains du vice-roi « 50,000 hommes qu'il eût pu opposer aux Russes, s'ils avaient « tenté de passer l'Oder [1]. » D'ailleurs Wittgenstein, qui manœuvrait sur la gauche du prince Eugène, n'avait pas avec lui plus de 15,000 hommes ; Wintzingerode, qui était sur le Haut-Oder, n'en avait guère plus ; ils ne pouvaient donc pas attaquer 50,000 hommes dans une bonne position, couverte par un grand fleuve et par les place de Stettin, Custrin et Glogau, avec une réserve de 15,000 hommes à Berlin, si le général

[1] Maréchal Gouvion Saint-Cyr, *Mémoires pour servir à l'hist. mil. sous le Directoire, le Consulat et l'Empire*, t. 4, page 14 et suiv.

1813. Allemagne. Lauriston y eût été appelé avec le 5e corps qui venait de s'organiser à Magdeburg.

Arrivé à Berlin le prince s'occupa de donner une nouvelle formation à ses troupes; elles furent incorporées avec celles du général Grenier, et formèrent trois divisions, sous les ordres des généraux Charpentier, Fressinet et Gérard. La réserve se composa de deux bataillons de la vieille et de deux de la jeune garde, sous les ordres du général Roguet; la cavalerie comptait à peu près mille chevaux, tant de la garde française qu'Italiens et Wurtzbourgeois. La totalité des forces dont le prince vice-roi pouvait alors disposer, ne s'élevait pas au delà de 30,000 hommes, y compris la division bavaroise détachée à Crossen à douze lieues sud de Francfort sur l'Oder.

Vers les derniers jours de février, les troupes légères d'avant-garde de Wittgenstein commencèrent à s'approcher de Berlin. L'intention du prince vice-roi n'était pas de se défendre dans une ville déjà devenue ennemie; mais encore voulait-il ne l'abandonner qu'à la dernière extrémité, afin de couvrir la formation des nouveaux corps qui se rassemblaient derrière l'Elbe, et de forcer l'ennemi à faire un mouvement sur lui. En effet, chaque manœuvre qu'il faisait faire aux généraux russes, exigeait un espace de temps que l'empereur se hâtait de mettre à profit pour la création de ses nouvelles légions.

L'avant-garde du corps de Wittgenstein arriva le 2 mars à quelques lieues de Berlin, et le prince se prépara alors à se replier sur l'Elbe. Dans la nuit du 3 au 4, les troupes françaises quittèrent Berlin. Le 4 au matin, après un léger combat, qui eut lieu à la porte de Halle, quelques bourgeois, trop empressés de recevoir les Cosaques, ouvrirent les portes à l'ennemi, qui entra dans la ville vers onze heures du matin.

En quittant Berlin, l'armée française se dirigea sur Wittenberg en deux colonnes; celle de droite par Iuterbogk, et celle de gauche par Treuenbrietzen. Le 6, le quartier général était à Wittenberg; le 9, il se rendit à Leipzig, et l'armée prit position sur l'Elbe, occupant les positions suivantes : le corps sous les ordres du général Grenier resta en avant et en arrière de Wittenberg; le 7e corps, qui, après avoir été obligé de quitter Glogau, était arrivé le 2 mars à Bautzen, occupait alors Dresde;

la division bavaroise était à Meissen, le général saxon Thielmann à Torgau; le général Montbrun, avec quelques troupes de cavalerie, était à Dessau; le maréchal Davout, avec la division Lagrange, se trouvait à Leipzig, d'où, le 9, il se rendit à Dresde pour prendre le commandement des troupes qui étaient placées depuis cette ville jusqu'à Torgau; le maréchal Victor occupait Bernburg avec quelques bataillons destinés à former le noyau du 2e corps; le 2e corps de cavalerie s'organisait près de Brunswick; le 1er corps de la même arme se réunissait près de Magdeburg, où le général Lauriston formait les quatre divisions qui devaient composer le 5e corps; le général Morand, qu'il ne faut pas confondre avec le célèbre Morand de l'ancien 1er corps, et le général Carra-Saint-Cyr tenaient Stralsund et la Poméranie suédoise avec quelques troupes. 1813. Allemagne.

A cette époque, l'armée active du prince vice-roi ne se composait, à proprement parler, que de 40,000 hommes, y compris la division Durutte, appartenant au 7e corps, et les Bavarois. Derrière la ligne qu'elle occupait, se réunissaient les corps d'armée qui devaient entrer en campagne. Le nouveau 4e corps d'armée, formé en Italie et commandé par le général Bertrand[1], traversait alors le Tyrol. Wurtzburg, Francfort, Bamberg, Wesel, étaient indiqués comme points de réunion au 3e, au 6e corps, aux Bavarois, et au 1er corps sous les ordres du général Vandamme.

Le 9 mars, les Cosaques de Czernicheff étaient devant Magdeburg, et le corps du général Wintzingerode s'avançait par la route de Goerlitz et de Bautzen.

Le colonel Tettenborn, détaché avec un parti vers l'Elbe inférieur, arriva le 11 à Neustadt, d'où le général Morand se retira à son approche, pour se replier sur Hamburg avec le peu

[1] La formation de ce corps, dont la masse n'était elle-même composée que de conscrits réunis et disciplinés pendant le courant de l'année 1812, acheva d'enlever tous les vieux militaires qui se trouvaient encore dans les dépôts des différents régiments français et italiens. Après le départ de ces troupes, les garnisons d'Italie se trouvèrent (comme on le verra plus tard) absolument dégarnies, et les états de situation ne furent, pour ainsi dire, composés que des numéros des régiments, que représentaient les quartier-maîtres et un petit nombre d'éclopés.

1813. Allemagne. de troupes qu'il avait. Le 12, le général Carra-Saint-Cyr évacua cette dernière ville. Cependant le général Morand continuait sa retraite par Mœllen et Bergedorf ; encore qu'il n'eût guère avec lui que 1,000 hommes et quelques canons, il repoussa constamment les attaques de Tettenborn, qui l'avait suivi; traversa l'Elbe à Zollenspicker, et rejoignit le général Carra-Saint-Cyr, qui se retira sur Brême.

Tettenborn, entré à Hamburg le 18, rétablit l'ancienne forme de gouvernement, ouvrit le port aux vaisseaux anglais et occasionna une insurrection générale des habitants qui maltraitèrent les autorités françaises et les chassèrent de la ville, comme ils l'avaient déjà fait le 25 février, après l'évacuation de l'Oder inférieur, opération qui avait facilité l'approche de ce pays aux partisans ennemis.

L'initiative prise depuis quelques mois par le général York et par le colonel Tettenborn, dont la conduite n'avait été soumise à aucune enquête, indiquait facilement quelles étaient les véritables intentions du cabinet de Berlin. Les négociations ouvertes entre la Prusse et la Russie, dès les premiers jours du mois de février, s'étaient terminées par un traité d'alliance offensive et défensive, signé le 28 février. Néanmoins la Prusse ne s'était pas empressée de le dénoncer; à la faveur de ce silence, elle achevait tous ses préparatifs de guerre contre la France, et laissait au prince de Schwartzenberg le temps d'effectuer sa retraite en Gallicie, ainsi que le général autrichien l'avait stipulé, en livrant Varsovie aux troupes russes. Cependant l'armée russe s'étant mise en marche vers l'Elbe, après que l'armée française eut quitté Berlin et repassé ce fleuve, l'empereur Alexandre alla visiter son nouvel allié à Breslau, et séjourna dans cette ville depuis le 15 jusqu'au 19 mars. Alors il ne fut plus possible au gouvernement prussien de dissimuler davantage sa défection. Le 17 mars, le comte de Hardenberg remit au comte de Saint-Marsan la déclaration de guerre de la Prusse à la France, tandis que le duc de Bassano la recevait des mains du général Krusemark, alors ambassadeur du roi à Paris.

Cet événement quoique prévu produisit un effet immense sur les Allemands et leur procura l'occasion de déployer un

patriotisme concentré depuis longtemps, qui n'attendait pour éclater qu'un moment favorable. Toute la jeunesse prussienne courut aux armes, et ses cris de guerre retentirent chez tous les peuples de l'Europe. 1813. Allemagne.

Dès son arrivée à Dresde, le maréchal Davout avait mis la ville neuve à l'abri d'une incursion de cavalerie; des tambours en palissade avaient été établis à chaque barrière, et deux piles du pont avaient été minées, pour faire sauter l'arche qu'elles supportaient aussitôt que l'ennemi s'approcherait en force. Le 7ᵉ corps formait la garnison. Le 6, les troupes légères russes arrivèrent en vue de cette ville, que le roi de Saxe avait quittée depuis le 23 février, pour se retirer à Ratisbonne, après avoir enfermé dans Torgau l'infanterie saxonne du 7ᵉ corps. C'était pour s'éloigner du théâtre de la guerre que ce prince s'était enfui en Bavière avec sa cavalerie composée de 2,400 cavaliers superbes.

Le 11 mars, l'armée de Wittgenstein fit son entrée solennelle dans Berlin, où elle fut accueillie avec le plus grand enthousiasme; et le 14, ce fut avec la plus vive allégresse et avec un entraînement universel que la population de cette ville reçut et fêta le général York et son petit corps de troupes, qui depuis sa défection avait constamment suivi l'armée de Wittgenstein.

Le 22 mars parut une ordonnance du roi de Prusse qui légitimait la conduite du général York, le déclarait innocent et le reintégrait dans son commandement. Aussitôt que le corps du général York fut arrivé à Berlin, le roi Frédéric-Guillaume revint dans sa capitale, où il trouva l'armée russo-prussienne de Wittgenstein. De là il se rendit à Kalisch, où l'empereur de Russie était retourné en quittant Breslau.

Ce ne fut que dans les premiers jours de mars, quand on eut la certitude que les Français avaient évacué Berlin, Potsdam et toute la Prusse, et qu'ils avaient enfin repassé l'Elbe, que le roi de Prusse s'était décidé à déclarer la guerre à Napoléon. C'était déjà une faute d'avoir abandonné l'Oder, au lieu d'appeler à Francfort tout le corps du général Grenier et la division Lagrange de l'ancien 11ᵉ corps, ce qui eût empêché les partisans russes de se montrer aussi entreprenants qu'ils le devinrent, et eût procuré à Napoléon l'avantage de commencer

1813. Allemagne. la campagne sur l'Oder au lieu de l'ouvrir sur la Saale, comme il y fut obligé; on eût contenu le roi de Prusse qui n'aurait pas osé se déclarer contre la France, et en arrivant avec une partie de son armée du Mayn, Napoléon n'eût eu à combattre que les Russes, qu'il eût rejetés immanquablement sur le Niemen, ce qui lui procurait l'avantage de pouvoir réunir à son armée les garnisons abandonnées dans les forteresses de l'Oder et de la Vistule. Ce fut une faute aussi grave d'abandonner Berlin devant lequel le prince vice-roi eût infailliblement arrêté Wittgenstein en prenant une forte position en avant de cette ville et en attirant à lui le 5e corps qui était déjà à Magdeburg, et qu'il préféra aller rejoindre plutôt que de le faire venir à Berlin; il n'attendit seulement pas que l'ennemi eût effectué un mouvement d'attaque qui excusât ou motivât au moins cette marche rétrograde. Ces deux fautes, la seconde surtout, étaient la conséquence d'un excès de circonspection. Par ce dernier mouvement, qui commença le 4 mars et qui se termina le 7, toutes les troupes du prince Eugène se retirèrent sur la gauche de l'Elbe, et toute la Prusse se trouva évacuée à l'exception des places fortes, dont les garnisons furent abandonnées à elles-mêmes.

Au moment de la déclaration de guerre de la Prusse, son armée active montait à 100,000 hommes environ. La défection de cette puissance portait donc les forces de l'ennemi sur l'Oder et sur l'Elbe à 200,000 hommes évaluant tout au plus à 100,000 hommes ce que la Russie pouvait alors mettre en ligne; et le prince vice-roi n'en avait pas plus de 52,000 à leur opposer.

Cependant l'empereur Napoléon réunissait la nouvelle armée destinée à entrer en campagne. A l'exception du 4e corps, où se trouvaient quelques vieux bataillons tirés d'Italie, les autres n'étaient formés que de conscrits des cohortes dites du *premier ban*. Ces troupes, à peine habillées, n'étaient point encore suffisamment exercées; la cavalerie manquait absolument, et sa création demandait un espace de temps plus considérable; il fallait ou s'en passer, ou n'entrer en campagne que trois mois plus tard. L'empereur avait appris sans doute aux Français qu'ils avaient combattu et vaincu sans cavalerie; mais la cavalerie était indispensable après le combat pour re-

cueillir le fruit de la victoire. Comme il était essentiel avant tout de gagner du temps, les diverses manœuvres du prince vice-roi n'avaient point d'autre but. 1813. Allemagne.

Dès le mois de janvier 1813, l'empereur s'était occupé de réparer les désastres de la campagne précédente. Le sénatus-consulte, du 10 janvier, avait déjà mis à la disposition du ministre de la guerre 350,000 hommes, savoir : 100,000 hommes formant les cohortes du premier ban, 100,000 hommes à prendre sur les classes restantes des conscriptions de 1809 à 1812, et 150,000 conscrits de la levée de 1814. De ce dernier nombre, 60,000 seulement furent destinés à l'armée active; les autres furent assignés à la défense des côtes.

Mais, sur tout ce nombre d'hommes, il n'y avait que les 100,000 hommes des cohortes qui fussent d'abord disponibles, et il fallait au moins trois et même quatre mois pour mettre le surplus des levées en état d'entrer en campagne, les armer, les instruire. Dans cet état de choses, l'empereur ne pouvait commencer la guerre qu'avec des forces à peu près égales à celles de l'ennemi, et non pas plus nombreuses de moitié, ainsi que quelques écrivains étrangers l'ont positivement affirmé.

La défection de la Prusse et les dispositions équivoques de l'Autriche forçant Napoléon à recourir à de nouvelles levées, un second sénatus-consulte, du 3 avril, mit encore à la disposition du ministre de la guerre, 80,000 hommes par un nouvel appel sur les classes de la conscription des années 1807 à 1812, plus 10,000 hommes de cavalerie, sous le nom de *gardes d'honneur*, pris parmi les fils, déjà remplacés, de l'ancienne noblesse et des riches propriétaires.

Évacuation de Dresde; affaire de Lüneburg; combat de Mockern; attaque de Wittenberg; affaire de Celle; reprise de Harburg. — L'avant-garde de Wintzingerode étant arrivée devant Dresde, ainsi que nous l'avons dit plus haut, le maréchal Davout fit sauter, le 19 mars, les deux arches dont les piles avaient été minées, et se retira sur Leipzig avec les troupes qu'il avait amenées. Le général Durutte avait pris le commandement du 7e corps, en remplacement du général Reynier, malade; mais depuis que le roi de Saxe avait enfermé son infan- Mars.

1813. Allemagne. terie dans Torgau, avec défense d'en sortir, le 7e corps ne se composait plus que de la division Durutte, qui ne quitta Dresde que le 26, lorsqu'elle apprit que des partis de Cosaques avaient passé l'Elbe au-dessous de Meissen, et que le prince vice-roi reployait son armée derrière la Saale.

La division bavaroise Reichberg, qui avait brûlé le pont de Meissen en se retirant, formait l'arrière-garde du général Durutte; elle fut attaquée à Colditz, le 29, par trois régiments de cavalerie ennemie. Les Russes furent repoussés avec pertes, et le général Durutte, ayant passé la Saale, se dirigea vers Stolberg.

Il était devenu impossible au prince vice-roi de défendre l'Elbe depuis Dresde jusqu'à Magdeburg. Les corps de Wittgenstein et d'York marchaient sur cette dernière ville ; Bulow se dirigeait vers Torgau, et Wintzingerode était devant Dresde, tandis que Blucher partait de Breslau avec l'armée de Silésie dont il avait pris le commandement en chef. En risquant une affaire, ou en donnant trop d'étendue à sa ligne de position, le vice-roi découvrait Magdeburg, laissait l'ennemi maître du Bas-Elbe, et lui livrait Brême et les départements du nord de l'Allemagne. Le prince se décida à se placer à la direction que l'ennemi devait suivre pour gagner le Rhin et Mayence. En s'appuyant sur Magdeburg, et pivotant, la droite en arrière, sur cette forteresse, il était à même de faire une pointe au-delà de l'Elbe, et même de menacer Berlin. Par là l'ennemi était forcé de faire un mouvement latéral vers la droite, et de diriger ses principales forces sur lui. Outre que cette double manœuvre faisait gagner au prince vice-roi un espace de temps considérable, elle laissait les généraux ennemis dans un état d'incertitude telle, que Bulcher et Wittgenstein devaient se trouver dans l'obligation d'attendre la jonction des autres armées russes et prussiennes pour commencer leurs opérations.

Le quartier général du prince quitta Leipzig le 21 mars pour se rendre à Magdeburg. Le 11e corps quitta également les positions de Wittenberg, repassa l'Elbe pour se diriger sur Dessau. Le 23, la division Maison, du 5e corps, repassa l'Elbe, et occupa Mockern jusqu'au 28. Dans les derniers jours de mars, les généraux Montbrun et Lagrange battirent le parti-

san Dœrnberg [1], qui avait traversé l'Elbe, et le forcèrent à repasser ce fleuve. 1813. Allemagne.

Au 1er avril, l'armée du prince vice-roi se trouvait rassemblée derrière la Saale; le 11e corps occupait Magdeburg; le 5e s'étendait en descendant l'Elbe jusque vers Stendal et Werben; le 2e corps, sous les ordres du maréchal Victor et formé des cadres de l'armée de Russie répartis en huit bataillons, occupait Calbe et Bernburg; la division Durutte et les troupes bavaroises étaient au pied des montagnes du Hartz vers Stolberg.

Cependant les Anglais avaient fait une descente à l'embouchure du Weser, et, soutenus par les paysans du duché d'Oldenburg, ils s'étaient emparés des batteries de Blexen et de Bremerlehe. Deux bataillons du 152e régiment, partis de Brême, reprirent ces deux postes le 25, tuèrent plus de 200 hommes à l'ennemi, et lui enlevèrent deux canons. Le général Morand était parti de Brême avec 1,000 hommes d'infanterie, 4 canons et un piquet de cavalerie : cette faible colonne arriva à Lüneburg le 1er avril, et en chassa un détachement de Cosaques; mais les partisans Doernberg, Benkendorf et Czernicheff, informés du séjour du général Morand à Lüneburg, résolurent de profiter de leur supériorité numérique pour attaquer le général français. En conséquence, ayant passé l'Elbe au delà de l'aile gauche du prince vice-roi, ils se mirent aussitôt en marche; et, laissant quelques troupes pour garder les passages de la Netze, qu'ils quittaient, ils parurent le 2 avril devant Lüneburg avec environ 4,000 hommes de toutes armes. Un fort détachement eut ordre d'attaquer la ville à dos, tandis que les trois généraux ennemis l'attaquèrent de front avec ce qui leur restait de monde. Le combat fut long et opiniâtre, les soldats français et saxons du général Morand opposèrent la plus vigoureuse résistance; mais, vers le soir, ce général ayant été blessé à mort, sa petite troupe, diminuée de moitié, se vit réduite à capituler.

Le général Montbrun accourut le lendemain avec l'avant-garde de la division Lagrange. A son approche, l'ennemi se

[1] Dœrnberg, déserteur du service de Westphalie, était passé à la solde de l'Angleterre.

1813. Allemagne. hâta d'abandonner la ville ; on lui reprit quelques prisonniers. Le maréchal Davout, qui arriva à Lüneburg le 4, acheva de nettoyer la rive droite de l'Elbe de tous les partis ennemis, et fit occuper Stade. Deux divisions du 1[er] corps étaient déjà arrivées à Brême ; le prince vice-roi jugea dès lors inutile d'affaiblir davantage son armée par un détachement aussi éloigné du corps principal. L'effet de la diversion tentée, tant sur l'Elbe inférieur que par Magdeburg même, avait déjà été produit, et la présence du général Vandamme sur le Weser empêchait l'ennemi de pousser ses progrès vers ce fleuve. La division Lagrange rejoignit donc l'armée.

Cependant Wittgenstein s'était rapproché de l'Elbe au-dessus de Magdeburg, et semblait vouloir se diriger sur Leipzig ; il s'était porté avec ses troupes à Belzig sur la route de Wittenberg, tandis que Bulow, parti de Berlin, se dirigeait par Brandenburg sur Ziesar. En même temps, le général Borstel occupait Wahlitz, afin d'investir Magdeburg du côté droit de l'Elbe, tandis que le général Wittgenstein passerait ce fleuve vers Wittenberg, et marcherait sur Leipzig. Ce mouvement une fois achevé, le prince vice-roi était forcé de se retirer en toute hâte pour ne pas être coupé de Francfort, et les corps qui se trouvaient sur le Mein étaient gravement compromis. Le prince feignit donc de vouloir reprendre l'offensive, en faisant passer l'Elbe aux 5[e] et 11[e] corps, afin de rappeler les forces de l'ennemi sur lui.

Après avoir chassé le général Borstel de Wahlitz, et l'avoir repoussé en arrière de Mockern jusqu'à Gloina, le vice-roi mit ses troupes en position en avant de Magdeburg, de manière à garder les deux routes de Burg et de Gommern. Le 11[e] corps prit poste sur le plateau de Nedlitz, sa gauche s'appuyant au village, sa droite s'étendant vers Gommern : les trois divisions Maison, Puthod et Rochambeau, du 5[e] corps, commandé par le général Lauriston, s'établirent à Gerwisch, Walisch et Waltersdorf ; la garde fut placée en réserve à la digue de Clus : des postes de deux ou trois companines chaque gardaient le front de l'armée sur Wahlitz, Zehdenik et Ziepel. Le même jour 3 avril, le prince poussa une forte reconnaissance en avant de Mockern. Les troupes légères ennemies

furent culbutées sur tous les points, et l'épouvante se répandit jusqu'à Berlin, où l'on crut que les Français ne tarderaient pas à rentrer. 1813. Allemagne.

Le prince vice-roi, en déployant ses forces devant Magdeburg, s'attendait bien à être attaqué. En effet, le 4, Wittgenstein s'avança par Zerbst, tandis que Bulow marchait par Hohensitz; en même temps, Borstel marchait sur Dalchau, et York sur Leitzkau. Vers les deux heures après midi, l'ennemi attaqua avec vivacité. Le combat s'engagea chaudement sur tous les points, mais principalement vers Mockern et Leitzkau : les divers petits postes que le prince avait placés sur son front arrêtèrent longtemps l'ennemi; on se battit tout le reste de la journée. Ce ne fut que vers le soir que les lanciers français furent ramenés sur la route entre Nedlitz et Zehdenick ; mais l'ennemi qui s'était rendu maître de ce dernier village, n'avança pas au delà ; la nuit sépara les combattants.

Le but du prince vice-roi était atteint, puisqu'il avait forcé l'ennemi à rassembler près de 60,000 hommes sur ce point ; ne voulant point engager une affaire générale, il replia pendant la nuit le 11e corps sur Magdeburg.

Pendant que ces événements avaient lieu, le mouvement de l'aile gauche de l'armée russo-prussienne avait continué. Le général Wintzingerode n'avait fait que traverser Dresde, et marchait sur Leipzig ; le 11, il était à Halle : en même temps Blucher, se joignant par la droite au corps de Wittgenstein, s'avançait jusqu'à Rochlitz, étendant sa gauche vers Reichenbach, et poussant des partis sur Plauen et sur la route de Francfort.

Wittgenstein, ayant laissé le corps de Bulow devant Magdeburg, se rapprocha de nouveau de Leipzig; la division Kleist resta devant Wittenberg, les autres corps continuèrent leur marche : le 11, le corps d'York était à Koethen, et celui de Wittgenstein était à Dessau.

Le prince vice-roi, instruit de ce dernier mouvement, ainsi que de l'occupation de Halle par le général Wintzingerode, songea à rapprocher ses troupes de la Haute-Saale; par là il conservait ses communications avec Francfort, en même temps qu'il défendait le passage de la rivière ; une partie du 11e corps

1813. Allemagne. resta en réserve à Magdeburg ; le restant et le 5e corps vinrent occuper Aschersleben, Ermsleben, Ballenstedt et Quedlinburg; le maréchal Victor continua d'occuper Calbe et Bernburg. L'extrême droite, formée par la division Durutte et les Bavarois, était toujours à Stolberg. Le 11, le prince vice-roi était à Aschersleben; les 13, 14 et 15, il poussa de fortes reconnaissances de cavalerie sur Quensledt, Leimbach et Walbeck, et tint constamment l'ennemi en alerte. Le général Helfreich, du corps de Wittgenstein, tenta de s'emparer de Calbe, tandis qu'un autre corps de troupes se présentait devant Bernburg, et que le général York se présentait devant Alsleben; mais ces différentes attaques n'eurent aucun succès, et furent toutes repoussées par les troupes du maréchal Victor. Le prince vice-roi de son côté multipliait ses attaques, se montrait sur tous les points, et répondait aux mouvements de l'ennemi par des démonstrations non moins hostiles. En paraissant ainsi vouloir à chaque instant reprendre l'offensive, il tint les généraux ennemis dans un état d'incertitude perpétuelle, et força les corps qui avaient passé l'Elbe à attendre, pour agir, que toute leur armée eût traversé le fleuve : c'est ainsi qu'il parvint à conserver pendant un mois l'excellente position qu'il avait su choisir.

Le 17, le général Wittgenstein attaqua Wittenberg; le général Lapoype, qui commandait dans cette ville, fit une sortie le même jour, et tua 300 hommes à l'ennemi. Toutefois, Wittgenstein fit bombarder la ville le lendemain, et somma le gouverneur de se rendre. Celui-ci ayant renvoyé le parlementaire avec mépris, Wittgenstein, aussi mécontent de ses négociations que de ses tentatives d'attaque, prit alors le parti de se retirer le 20, après avoir brûlé une partie des faubourgs.

L'armée russo-prussienne avait passé l'Oder à Steinau, Radschutz, Koben et Francfort. Le 22, les Russes étaient à Freyberg, le corps prussien de Blucher à Altenburg, le corps de Woronzoff s'était dirigé, par Berlin, sur Dessau, pour se joindre à Wittgenstein; un corps prussien était établi à Halle, et l'avant-garde de Wintzingerode continuait d'occuper Leipzig et Merseburg.

A la même époque, le maréchal Davout ayant été appelé

au commandement de la trente-deuxième division militaire, ce maréchal partit pour Brême ; mais à peine avait-il évacué Lüneburg, que Doernberg repassa l'Elbe, et prit possession de cette ville ; le général Sébastiani, qui couvrait l'aile gauche du prince vice-roi avec son corps d'environ 1,500 chevaux et la division Lagrange, en position en avant de Brunswick, occupait Celle par un fort détachement aux ordres du général Maurin. Celui-ci ayant quitté cette ville le 17, Doernberg y envoya aussitôt 1,200 Cosaques, qui furent chassés le lendemain. Le général Sébastiani de son côté battit Doernberg, qui s'était retiré à Sprakenshel, et le poussa jusqu'à Ventzel. 1813. Allemagne.

Après quelques affaires d'avant-garde, le général Vandamme, dont le corps, composé alors des trois divisions d'infanterie Dufour, Carra-Saint-Cyr et Dumonceau, était réuni à Brême et à Minden, se porta en avant. Le 25, il poussa l'ennemi sur Rothenburg ; le 27, son avant-garde arriva devant Harburg : une compagnie de voltigeurs du cent cinquante-deuxième régiment, composé de cohortes du premier ban, s'étant présentée sous les murs de cette place, le sous-lieutenant Roulle passa le fossé avec deux sous-officiers, abattit le pont-levis, et les troupes françaises entrèrent sur-le-champ dans la forteresse, qui fut enlevée à la baïonnette. On prit dans le port un cutter anglais, qui n'eut pas le temps de gagner le large.

Capitulation des places de Thorn, Spandau et Czentoschau. — Pendant que ces opérations avaient lieu sur l'Elbe, les forteresses de Thorn, Spandau et Czentoschau avaient capitulé. Mars.-Avril.

Thorn n'avait été que bloqué jusqu'au 5 avril. Le 6, le général Langeron commença les opérations de siége ; dans la nuit du 8 au 9, la tranchée fut ouverte à la rive droite de la ville ; le 11, le feu de l'ennemi fit sauter un magasin à poudre ; le 15, les batteries furent ouvertes à deux cents toises des remparts ; la garnison ne comptait plus que 1,800 hommes en état de faire le service, et ce nombre était loin d'être suffisant pour garnir les ouvrages ; plus de 1,900 hommes étaient dans les hôpitaux, et 600 hommes avaient péri depuis le commencement du blocus : le général Poitevin, qui commandait la place, se vit donc forcé de capituler le 17 avril, et la garnison, prisonnière sur parole, dut être renvoyée en France.

1813. Allemagne.

Les cadres de l'ancien 3e corps, complétés au nombre de 3,000 hommes, formaient la garnison de Spandau. Cette place, dont le général Bruny était le commandant supérieur, fut attaquée le 17 avril. Au bout de quelques jours, le bombardement incendia une grande partie des maisons; le 18, le magasin à poudre du fort de la Sprée sauta avec une telle explosion, qu'une grande partie s'écroula; le même jour, un grand pan de murailles du rempart de la citadelle fut renversé. Le gouverneur profita d'une suspension d'armes de six heures, pour se mettre en état de repousser un assaut. Le 24, sur le refus de l'ennemi d'accepter les propositions offertes, le général Bruny capitula aux mêmes conditions que le commandant de Thorn. La conduite des autorités prussiennes, qui, d'après les conventions arrêtées, devaient assurer la marche de la garnison de Spandau, est loin d'être à l'abri de reproches. Au mépris de la foi jurée, des chefs, des magistrats n'eurent pas honte d'ameuter les paysans de Havelberg et de Spandau, pour désarmer cette même garnison, et l'égorger avant qu'elle passât l'Elbe. La présence d'un régiment de lanciers russes put seule arrêter ces furieux.

Czentoschzau n'était gardé que par 900 Polonais. Dès le 15 mars, cette ville fut investie par le général Sacken. Le 22, les magasins de la garnison étaient entièrement brûlés, la ville ne présentait plus qu'une masse de décombres enflammes ; le 25 elle capitula.

Plusieurs places importantes tenaient encore. Outre Dantzig, que le général Rapp défendait avec une grande vigueur, les Français occupaient encore Magdeburg, Wittenberg, Stettin, Custrin, Glogau, Modlin et Zamosc. Ces diverses places, pourvues de braves garnisons, que dirigeaient des généraux expérimentés, inquiétaient l'ennemi sur les derrières, et l'obligeaient à morceler ses forces, en laissant un corps de blocus devant chacune d'elles.

Cependant la défection de la Prusse avait produit à Vienne une émotion presque semblable à celle que cet événement excitait dans toute l'Allemagne, où l'exaltation devenait universelle autant par l'influence des proclamations de l'empereur Alexandre, qui se posait comme le sauveur de l'Europe, que par

les prédications du *Tugenbund* auquel étaient affiliés plusieurs généraux, tous les officiers de l'armée prussienne, les professeurs et les étudiants des universités. L'empereur d'Autriche et son ministre, M. de Metternich, n'approuvaient pas l'excès d'excitation auquel on poussait l'esprit public, surtout en Prusse où dominait principalement cet excès de déchaînement furieux contre la France et contre son empereur. La cour de Vienne ne voulait pas s'engager dans une nouvelle guerre contre Napoléon; elle ne demandait que la paix pour reconstituer une Allemagne libre et indépendante, et acceptait le rôle de médiatrice que Napoléon lui avait offert par sa dernière lettre à son beau-père, apportée à Vienne par M. de Bubna, qui avait été chargé de faire connaître à Paris les vues de la cour d'Autriche et d'offrir l'intervention de cette puissance auprès des ennemis de la France. Mais M. de Metternich, dans ses conférences avec M. Otto, ministre de France à Vienne, lui exprima la peine qu'il éprouvait de voir que l'empereur Napoléon n'admettait pour traiter de la paix générale que l'*uti possidetis*, comme il l'avait déclaré dans la lettre apportée par M. de Bubna et dans son discours d'ouverture de la session du corps législatif; car en annonçant d'avance de telles volontés absolues, c'était rendre impossible la médiation de la cour de Vienne, qui ne pouvait négocier avec l'Angleterre si l'on persistait à garder l'Espagne, ni avec la Prusse et la Russie si l'on voulait conserver intact le grand-duché de Varsovie, ni enfin avec l'Allemagne, si on ne voulait pas renoncer à ce prétendu protectorat de confédération du Rhin, ainsi qu'à l'adjonction aux départements français des villes et des territoires anséatiques.

1813.
Allemagne.

Napoléon avait autorisé le cabinet de Vienne à envoyer deux agents diplomatiques à Londres et à Kalisch pour offrir aux deux cours belligérantes l'entremise de l'Autriche, afin de parvenir à une paix générale; mais de part et d'autre il fut répondu aux agents de M. de Metternich que le discours de Napoléon à la chambre des députés ne laissant plus de doute sur sa résolution de n'admettre aucune condition raisonnable, il n'y avait plus aucun moyen de négocier. Ces dépêches furent communiquées immédiatement à Napoléon qu'elles n'émurent

1813. Allemagne. pas plus que la défection de la Prusse et les agitations de l'Allemagne dont il s'inquiétait fort peu, n'ayant de confiance qu'en lui-même et dans les forces qu'il organisait. Toutefois il ne voulait pas mécontenter l'Autriche qui, avant tout, tenait à la paix. Cette puissance, qui se préparait à prendre le rôle de médiatrice armée, avait déjà sur pied 100,000 hommes y compris le corps auxiliaire du prince de Schwartzenberg, et était en mesure d'en avoir bientôt 200,000. Elle pouvait dès lors sommer les puissances belligérantes d'entrer en négociation et peser de tout son poids sur celles qui refuseraient de l'écouter.

Voici, à peu près, les conditions de l'Autriche devant servir de base aux négociations : restitution de l'Espagne aux Bourbons, des villes anséatiques à l'Allemagne et du grand-duché de Varsovie à la Russie, à la Prusse et à l'Autriche qui, en outre, récupérerait l'Illyrie. La France conservait la ligne du Rhin et la Hollande, le royaume de Westphalie, le Piémont, la Toscane, Rome, la Lombardie et Naples. Tout cela était bien attrayant, sauf les modifications qu'y apporterait immanquablement un congrès général. Mais Napoléon qui, lui aussi, voulait la paix, n'admettait pas des conditions ainsi formulées ; il prétendait conquérir cette paix, ne se la laisser imposer par personne, s'en rendre l'arbitre par ses victoires, et en dicter lui-même les conditions comme il l'avait toujours fait jusqu'alors. Pour satisfaire l'Autriche, qu'il croyait malheureusement plus disposée à s'unir à la France qu'à la coalition, bien qu'il se défiât de ses allures et des rapports qu'elle entretenait avec ses ennemis, il envoya à Vienne, à la place de M. Otto, M. de Narbonne, chargé d'engager le cabinet autrichien à faire déboucher de Bohême en Silésie 100,000 hommes pour prendre en flanc les coalisés, tandis que l'armée française les aborderait de front et les rejetterait au delà du Niémen ? Alors l'Autriche reprendrait la portion de la Silésie que lui avait enlevée Frédéric II, la portion de la Gallicie cédée en 1809 au grand-duché de Varsovie, et enfin l'Illyrie, qui lui était promise si elle restait fidèle à l'alliance du 14 mars 1812.

Après avoir achevé l'organisation de ses nouveaux corps d'infanterie, moins celle de sa cavalerie qui exigeait plus de temps, Napoléon s'apprêtait à entrer en campagne vers la

mi-avril, sans trop regretter le terrain perdu par le prince Eugène, mais très-satisfait de voir les coalisés venir maladroitement sur l'Elbe s'offrir à ses premiers coups, ce qui l'obligeait à devancer l'époque des hostilités plus qu'il ne l'aurait voulu. Indépendamment des 300,000 hommes avec lesquels il comptait ouvrir la campagne, il formait sur l'Elbe un corps de réserve de 110,000 hommes sous les ordres des maréchaux Davout et Victor, deux armées de réserve sur le Rhin et une troisième armée de réserve en Italie, dont le prince Eugène devait prendre le commandement, et tout cela sans trop affaiblir son armée d'Espagne, dont il n'avait retiré que les cadres indispensables à l'organisation de ses nouveaux corps. 1813. Allemagne.

Avant de partir pour l'armée, l'empereur, voulant mettre l'État à l'abri de tout événement inattendu, conféra la régence à l'impératrice Marie-Louise en plaçant à côté d'elle l'archichancelier Cambacérès pour tout gouverner sous le nom de la régente. Au moment où il se disposait à rejoindre son armée dont tous les corps étaient en mouvement, le prince de Schwartzenberg arriva à Paris. Il y était envoyé par sa cour pour sonder les intentions de Napoléon à l'égard de la paix, et pour lui déclarer que l'Autriche ne se battrait pas contre les Allemands; qu'elle ne le ferait qu'à la dernière extrémité et s'ils n'acceptaient pas les conditions de paix qu'elle leur proposerait; mais qu'elle se joindrait même à eux si le refus de traiter venait de la part de Napoléon. Le prince de Schwartzenberg, dans la crainte de déplaire à l'empereur des Français auquel il devait de la reconnaissance, n'osa pas lui exposer franchement ce qui constituait la partie essentielle de sa mission; il lui parla seulement de la nécessité de faire la paix, du déchaînement des esprits en Allemagne et du violent fanatisme patriotique qui animait les troupes qu'il allait avoir à combattre. Sans s'arrêter à toutes ces raisons, Napoléon montra au prince l'état des forces considérables avec lesquelles il comptait battre bientôt les coalisés et les rejeter derrière la Vistule, tâchant, en même temps, de lui persuader que c'était le cas pour l'Autriche de rendre la paix certaine et immédiate en se prononçant en faveur de la France. Il partit ensuite pour Mayence, laissant à Paris le prince de Schwartzenberg, confondu de tout ce qu'il venait de voir et

1813. Allemagne. d'entendre. Après le départ de l'empereur, le représentant de l'Autriche tenta de dire la verité à M. de Bassano, qui, sans avoir l'air de comprendre, commença à entrevoir la situation extraordinaire dans laquelle on se trouvait; mais, lui aussi, au lieu d'instruire Napoléon de ce qu'il venait d'apprendre, se tut, dans la crainte de l'irriter contre l'Autriche. Ce fut ainsi que se termina la mission du prince de Schwartzenberg, qui partit de Paris sans avoir pu résoudre, par sa faute, l'importante question de guerre ou de paix qui était l'objet essentiel de son envoi auprès de Napoléon, qu'il avait trompé en lui cachant les principales vérités que son gouvernement l'avait autorisé à lui dire.

Avril. *Napoléon quitte Paris pour se mettre à la tête de sa nouvelle armée; combats de Wettin, de Halle, de Merseburg; position respective des deux armées; combat de Weissenfels.* — L'empereur Napoléon, parti le 15 avril de Paris, était le 17 à Mayence. Il mit sur le champ en mouvement la nouvelle armée qu'il venait d'organiser sans attendre la formation complète des corps de cavalerie qui aurait trop retardé l'ouverture de la campagne. Le 20, le 4e corps venant d'Italie, était déjà à Coburg; le 6e, à Gotha; le 3e, à Erfurt. La division Souham, de ce dernier corps, était entrée, dès le 18, à Weimar, après en avoir chassé 300 hussards prussiens; le 12e corps était à Bamberg, et la garde impériale à Eisenach. Le 26, Napoléon ayant fait tous ses préparatifs d'entrée en campagne, partit de Weimar où l'avait précédé le maréchal Ney avec le 3e corps.

Dans les derniers jours du mois, les différents corps ci-dessus continuèrent leur mouvement pour se concentrer entre Leipzig et la Saale. Le prince vice-roi, informé que le 3e corps était parti de Weimar, cherchait à opérer sa jonction avec lui le plus près possible de Leipzig; mais ignorant le point fixe où cette jonction pouvait avoir lieu, il avait été forcé, ainsi que nous l'avons dit, de couvrir sa gauche par la cavalerie du général Sébastiani et par la division Lagrange. Ces troupes, détachées vers d'Elbe inférieur, se trouvaient ainsi à la disposition du maréchal Davout et sous son commandement.

Le 25, le prince vice-roi avait avancé son quartier-général à Mansfeld.

Le 26, le 3e corps vint à Naumburg, après que la division Souham eut forcé le passage de la Saale; le 4e arriva à Iena; le 6e à Weissensée, ayant la division Compans à Auerstædt; le 12e à Saalfeld, et la garde à Weimar. 1813. Allemagne.

Le 27, le prince vice-roi pressa sa marche pour joindre l'armée de Napoléon. Son intention était de passer la Saale à Merseburg; mais afin de ne pas compromettre le 2e corps qui était resté à Bernburg et Calbe pour couvrir Magdeburg, et les 5e et 11e corps qui occupaient Alsleben, Sandersleben, Gerbstadt et Mansfeld, il était essentiel avant tout de s'emparer des têtes de pont établies par l'ennemi à Wettin et à Halle. La division Maison, du 5e corps, reçut en conséquence l'ordre d'enlever celle de Wettin. Après une canonnade assez vive, l'ennemi fut obligé de brûler le pont qu'il avait construit.

Le lendemain 28, l'empereur étant à Eckartsberg tout près d'Auerstædt, de glorieuse mémoire, la tête de pont de Halle fut attaquée par le 5e corps; les Prussiens abandonnèrent leurs ouvrages à la gauche de la rivière, et détruisirent également le pont, mais ils se maintinrent dans la ville. La canonnade dura de part et d'autre jusqu'au soir.

Le 29, le prince vice-roi entra à Merseburg, lorsqu'il eut forcé les troupes chargées de défendre cette ville à se retirer sur Leipzig, laissant 200 hommes et un major prisonniers. Le même jour, la division Souham, qui formait l'avant-garde du 3e corps, rencontra devant Weissenfels une division de cavalerie légère russe, forte de 6,000 chevaux. Le général Souham, qui n'avait point de cavalerie, se forma en carré, et couvert par douze pièces de canon que soutenaient ses tirailleurs, il marcha à l'ennemi. Les Russes opposèrent une artillerie égale, et tentèrent sur l'infanterie française plusieurs charges infructueuses. L'ennemi, perdant continuellement du terrain, fut obligé d'évacuer Weissenfels et de se replier derrière le ruisseau de Grünabach.

Ce fut seulement alors que Wittgenstein, qui venait de remplacer dans le commandement en chef des armées russes, le maréchal Kutusoff, mort à Buntzlau, apprenant que la grande armée française était aussi près de lui, se hâta de donner ordre au général Blucher, resté à Altenburg, de se réunir

1813 Allemagne. a lui afin de prendre la ligne de la Pleisse, et de s'opposer au mouvement de l'empereur Napoléon sur l'Elster.

Les armées russo-prussiennes occupaient au 20 avril les positions suivantes : Wittgenstein, avec le corps de Tormassoff et celui de York était à Zwenkau ; Blucher était à Borna avec les gardes russes et prussiennes et les réserves de cavalerie ; Miloradowitsch, avec 12,000 hommes, occupait Altenburg ; et Wintzingerode se portait sur Weissenfels, avec trois divisions de cavalerie et une d'infanterie.

Du côté des Français, la garde et le quartier général étaient à Weissenfels ; le 3e corps en avant de cette ville ; le 4e à Stossen, ayant passé la Saale à Dornburg et Camburg ; le 6e à Naumburg ; le 12e à Iena. Le prince vice-roi, après avoir réuni les 5e et 11e corps à Merseburg, renvoya au quartier général impérial la division de la garde commandée par le général Roguet, et opéra ainsi sa jonction avec la grande armée que commandait l'empereur en personne.

Le 1er mai, l'armée française continua son mouvement sur Leipzig ; l'intention de l'empereur était de passer l'Elster sur le pont de cette ville. Le 3e corps, sous les ordres du maréchal Ney, s'ébranla vers les neuf heures du matin. On distinguait alors l'ennemi sur les hauteurs en arrière de Poserna : c'était une division de cavalerie formant l'avant-garde de Wintzingerode. Le général Souham se mit aussitôt en marche vers la plaine qui commence au delà de Weissenfels ; sa division se forma en quatre carrés de quatre bataillons chacun, chaque carré à cinq cents toises l'un de l'autre, et ayant quatre pièces de canon. Derrière les carrés se plaça la division de cavalerie du général Laboissière, sous les ordres du comte de Valmy. Les divisions Girard et Marchand suivaient par échelon, formées de la même manière que la division Souham. Le maréchal Bessières tenait la droite avec toute la cavalerie de la garde. A onze heures du matin, le premier carré de la division Souham s'engagea au pas de charge dans le défilé de Poserna, les autres carrés suivirent ; les hauteurs en arrière furent emportées et la cavalerie ennemie forcée de reculer. Wintzingerode fit alors avancer ses deux autres divisions de cavalerie et celle d'infanterie avec vingt pièces de canon. Le feu

devint très-vif. La division Girard passa également le défilé et prit la direction de Pégau. L'empereur, voulant renforcer les batteries de cette troupe, lui envoya douze pièces de la garde sous les ordres du général Drouot; ce renfort décida le succès. Les rangs de la cavalerie ennemie furent bientôt éclaircis par la mitraille. La division Marchand, et successivement celles des généraux Brenier et Ricard, passèrent à leur tour le défilé; mais l'affaire était déjà terminée quand elles entrèrent en ligne. Wintzingerode quitta alors le champ de bataille et se retira derrière le Flossgraben pour couvrir les défilés de Pégau et de Zwenkau. La perte de part et d'autre fut peu considérable par le nombre d'hommes; mais les Français eurent à regretter dans cette journée le maréchal Bessières, duc d'Istrie : il s'était avancé au milieu des tirailleurs pour bien reconnaître la plaine près du village de Rippach, lorsqu'un boulet lui coupa le poignet, lui perça la poitrine et le renversa roide mort.

Au moment où l'artillerie de la garde déterminait la retraite de Wintzingerode vers Werben, le vice-roi débouchait de Merseburg à la tête des 5ᵉ et 11ᵉ corps; ayant entendu la vive canonnade qui avait lieu près de Lutzen, le prince se déploya par sa droite afin de garder la communication avec la grande armée et de pouvoir arriver sur le flanc de l'ennemi qu'il supposait, avec raison, avoir passé l'Elster pour marcher à la rencontre de l'empereur; mais le combat était terminé lorsque le prince joignit l'empereur près du monument élevé, dans la plaine, à la mémoire de Gustave-Adolphe.

Dans la soirée du 1ᵉʳ mai, les corps de Wittgenstein et d'York étaient à Zwenkau; celui de Blucher, avec les réserves et les gardes russes et prussiennes, à Pégau; Miloradowitsch était à Zeitz pour observer le 12ᵉ corps français; l'empereur Alexandre et le roi de Prusse se trouvaient de leurs personnes à Pégau.

Le 8ᵉ corps français était à Kaja, ayant la division Souham à Gross-Gorschen et occupant Klein-Gorschen et Rahna; le 6ᵉ était près de Poserna; le 5ᵉ s'était arrêté à Gunthersdorf sur la route de Merseburg à Leipzig; le 4ᵉ corps marchait de Stossen à Poserna; le 11ᵉ corps était à

1813. Allemagne.

Mark-Ranstædt ; et le 12e se dirigeait de Iena sur Naumburg.

Wittgenstein, en apprenant par le combat de Weissenfels que la grande armée s'avançait sur Lutzen, et voyant d'un autre côté que le prince vice-roi se portait sur Leipzig, dut nécessairement penser que le projet de Napoléon était de faire déboucher ses troupes par cette dernière ville, et de livrer bataille au delà ; mais ne se croyant pas assez fort pour risquer un engagement général en avant de l'Elbe, le général ennemi conçut le dessein d'attaquer l'empereur français en flanc pendant sa marche. Il supposait que le centre de l'armée française aurait dépassé Lutzen au moment où les troupes russo-prussiennes paraîtraient sur ce point, et qu'il n'aurait alors affaire qu'aux 4e et 6e corps. La grande supériorité de ses forces lui permettait, en ce cas, de compter sur la défaite de ces corps, que 25,000 hommes de cavalerie pouvaient, en les tournant, acculer sur le centre ; par là, l'armée française se trouvait coupée de la Saale et dans une position éminemment critique. Mais on va voir ce plan renversé par la rapidité des mouvements de Napoléon et les manœuvres du vice-roi [1].

[1] Telles étaient à cette époque la composition et la force de l'armée française :

1er corps, commandé par le général Vandamme, et ensuite par le maréchal Davout, sur l'Elbe inférieur. — Divisions : Carra-Saint-Cyr, Dufour, Dumonceau, Lagrange	24,000 h.
2e corps, — le maréchal Victor près de Magdeburg. — Huit bataillons	5,000
3e corps, — le maréchal Ney — Divisions : Souham, Brenier, Girard, Ricard, Marchand (*troupes badoises et hessoises*)	30,000
4e corps, — le général Bertrand. — Divisions : Morand, Peyri (*italienne*), Franquemont (*wurtembergeoise*)	22,000
5e corps, — le général Lauriston. — Division : Maison, Puthod, Rochambeau	18,000
6e corps, — le maréchal Marmont. — Divisions : Compans, Bonnet	12,000
11e corps, — le maréchal Macdonald. — Divisions : Charpentier, Gérard, Fressinet	18,000
12e corps, — le maréchal Oudinot. — Divisions : Pacthod, Lorencez, Raglowich (*bavaroise*)	18,000
A reporter	147,000

1813. Allemagne.

Report..	147,000
Garde impériale. — Divisions : Roguet (six bataillons de vieille garde), Dumoutier (seize bataillons de jeune garde).....	15,000
Cavalerie, — le maréchal Bessières. — Cavalerie de la garde et deux faibles divisions sous les ordres du général Latour-Maubourg.	4,000
TOTAL..	166,000

N. B. Il n'y eut d'engagé à Lutzen que le 3e corps, la division Morand du 4e, le 6e, le 11e, l'infanterie et la cavalerie de la garde, et les deux divisions du général Latour-Maubourg. Total.	85,000
A cette même bataille, les alliés, dont les forces s'élevaient au total de 118,000 combattants, avaient en ligne..............	107,000 *
Différence à leur avantage........................	22,000

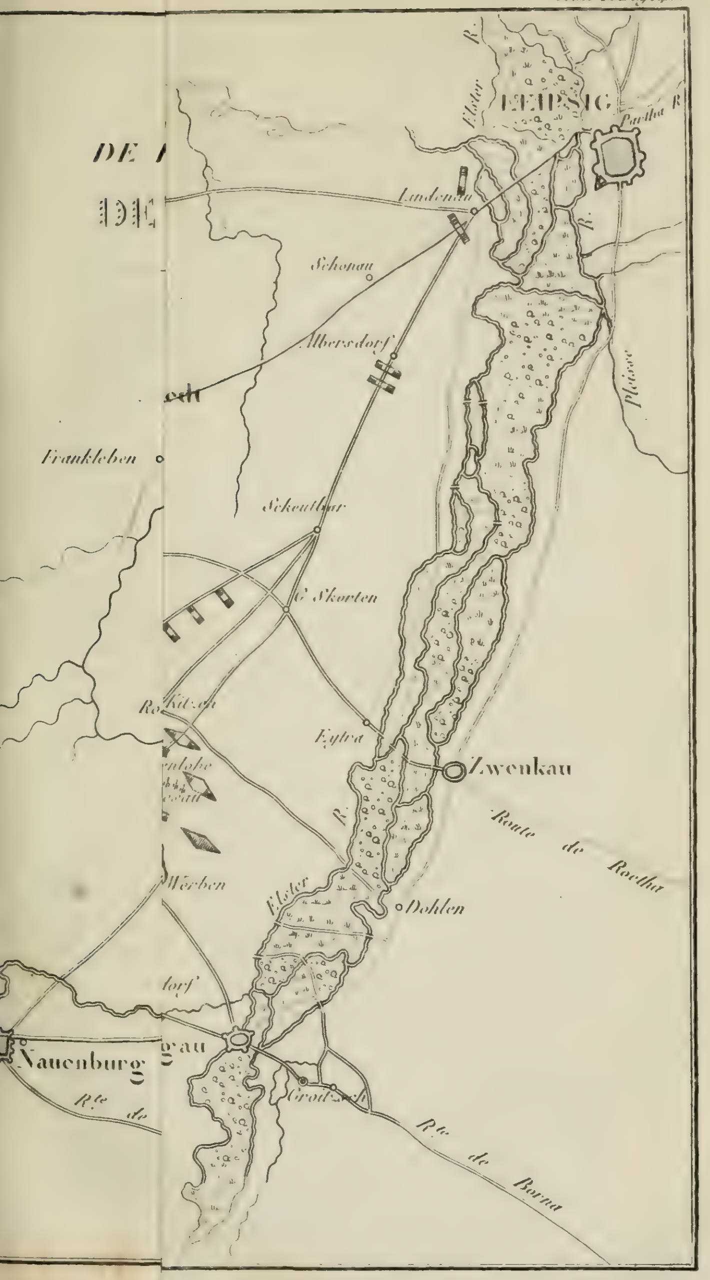
* Dont 25,000 de cavalerie.

CHAPITRE II.

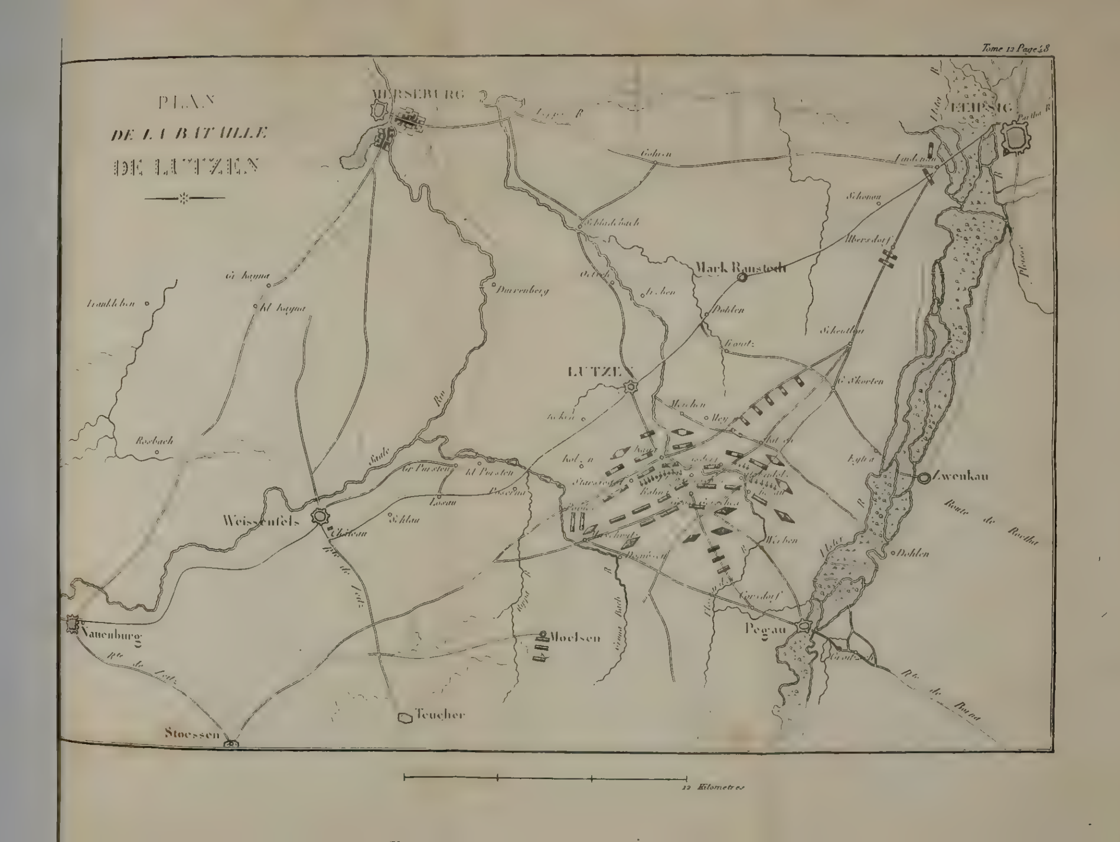
SUITE DE L'ANNÉE 1813.

Bataille de Lutzen. L'armée française entre à Dresde, et celle des alliés se retire sur Bautzen. Combats de Bischofswerda, de Kœnigswartha et de Weissig. Batailles de Bautzen et de Wurschen. Combats de Reichenbach, de Haynau, etc. Armistice. Mouvements du 12e corps de l'armée française. Entreprises des partisans ennemis sur les derrières de cette armée. Opérations sur l'Elbe inférieur. Combats de Zollenspicker, de Wilhelmsburg, de Reiderstieg. Occupation de Hambourg par les troupes françaises. Déblocus de Glogau. Préparatifs de la Prusse et de la Russie pour rouvrir la campagne. Dispositions de Napoléon ; négociations entre la France et l'Autriche. Position respective des armées françaises et alliées au moment de la dénonciation de l'armistice.

1813. Allemagne. 2 mai. *Bataille de Lutzen.* — L'intention de Napoléon était de faire pivoter son armée sur Leipzig, après qu'une partie des troupes sous les ordres du prince vice-roi aurait occupé cette dernière ville, que défendait la division prussienne du général Kleist. En conséquence, le 2 au matin, le général Lauriston, commandant le 5e corps, était parti de Gunthersdorf, que ses troupes avaient occupé pendant la nuit, pour marcher sur Lindenau, devant lequel il arriva vers neuf heures du matin. La canonnade s'engagea bientôt avec les postes ennemis qui défendaient le passage des différents bras de l'Elster et de la Pleisse. Le prince vice-roi, qui était venu de sa personne à Lindenau, se préparait à faire soutenir vigoureusement l'attaque du 5e corps, lorsque l'armée russo-prussienne déboucha à dix heures du matin dans la plaine, dans la direction du village de Kaja, sur plusieurs colonnes d'une grande profondeur. Cet événement inattendu dut nécessairement changer les dispositions de l'empereur Napoléon et le forcer à accepter une bataille qu'il n'aurait voulu livrer que le lendemain. Toutefois, sa résolution fut aussi prompte que l'exigeait la circonstance. Il fit envoyer au prince Eugène l'ordre de revenir sur ses pas, pour se mettre en ligne avec les autres corps ; au maréchal



LEIPSIG
Partha R.
Elster
Lindenau
Schonau
Albersdorf
Pleisse
Frankleben
Skorten
Eytra
Zwenkau
Route de Roetha
Werben
Dohlen
Elster
Nauenburg
R.te de
R.te de Borna


PLAN
DE LA BATAILLE
DE LUTZEN
MERSEBURG
LEIPSIG
Mark Ranstedt
LUTZEN
Weissenfels
Zwenkau
Pegau
Naumburg
Moelsen
Teucher
Stoessen
Durrenberg
Dohlen
Rosbach
Route de Borna
12 Kilometres

Marmont (6e corps), de quitter Poserna, pour former la droite de la ligne vers Starsiedel; et au général Bertrand (4e corps), de se diriger, en débouchant de Poserna, sur le flanc gauche de l'ennemi. Le maréchal Ney fit prendre sur-le-champ les armes au 3e corps qui formait le centre, et Napoléon plaça l'infanterie de sa garde en seconde ligne devant Lutzen. C'est dans cette disposition qu'il attendit l'attaque, que le 3e corps, par sa position, devait d'abord soutenir seul.

1813. Allemagne.

L'armée ennemie, réunie pendant la nuit sur les bords de l'Elster, entre Pégau et Zwenkau, avait passé cette rivière au point du jour, et, franchissant ensuite sur plusieurs colonnes, le canal appelé le Flossgraben elle s'était déployée entre les villages de Werben et de Dombsen. Après une heure de repos, qui fut employée à reconnaître la ligne française, le général Wittgenstein fit ses dispositions d'attaque, en plaçant son armée sur le champ de bataille qu'il venait de choisir, la droite vers Thesau, et la gauche un peu en arrière du village de Muschwitz. La réserve, composée du gros de la cavalerie russe et prussienne, prit poste près d'un mamelon en arrière, sur lequel l'empereur Alexandre et le roi de Prusse se tinrent pendant la bataille. Le corps d'armée du feld-maréchal Blucher était en première ligne, et devait engager l'action par l'attaque du village de Gross-Gorschen, occupé par la division Souham du 3e corps.

A onze heures et demie, une des divisions du corps de Blucher, soutenue par la réserve de cavalerie prussienne, et précédée par 28 bouches à feu, s'avança en effet sur Gross-Gorschen, et commença une canonnade terrible. Bientôt les troupes du général Souham, pressées de front par l'infanterie, et prises en écharpe par 16 pièces d'artillerie, tandis que la cavalerie ennemie, appuyant à gauche vers Starsiedel, les menaçait de flanc, furent contraintes de plier et d'évacuer le village. Elles allaient être chargées par la cavalerie ennemie, lorsque la division Girard, qui s'était portée en avant, soutenue de près par les divisions Brenier, Ricard et Marchand, accueillit les escadrons prussiens par un feu de mitraille si meurtrier, qu'ils tournèrent bride aussitôt. Les deux divisions Souham et Girard occupèrent ensuite les villages de Klein-Gorschen et Bahna, et arrêtèrent les progrès de l'infanterie ennemie.

1813. Allemagne. Blucher fit alors avancer une seconde division à l'appui de la première, pour emporter les villages que nous venons de nommer; et, afin de rendre cette attaque plus décisive, le général en chef Wittgenstein fit entrer en ligne les deux divisions du corps du général York, qui passèrent à droite et à gauche de Gross-Gorschen. Le maréchal Ney envoya également les deux divisions Brenier et Marchand au soutien des troupes de Souham et de Girard. Après un combat des plus opiniâtres, les villages de Klein-Gorschen et de Bahna furent forcés, et les divisions qui les défendaient obligées de se retirer sur les deux qui arrivaient pour les secourir.

Ces premiers succès redoublaient l'ardeur des troupes ennemies, et Wittgenstein, dont le projet était de forcer l'aile droite de l'armée française, en même temps qu'il pressait si vivement le centre, dirigea sur Starsiedel et Kolsen le corps du général Wintzingerode et la réserve de cavalerie russe. Dans ce moment, le 6e corps français entrait en ligne. Le général Compans, à la tête de la première division, marcha au-devant de l'ennemi, et l'arrêta court. Les régiments de marine, dont se composait la division française, soutinrent les charges de la cavalerie russe avec l'aplomb et l'intrépidité des vieux régiments de ligne, et couvrirent le champ de bataille d'hommes et de chevaux.

Cependant le combat se soutenait avec un grand acharnement au centre. Blucher venait de faire avancer la réserve de son corps d'armée, formée par la garde prussienne, afin de décider la victoire en sa faveur; ce renfort obligea les divisions françaises de céder le terrain, ce qu'elles ne firent pas toutefois sans faire acheter chèrement cet avantage à leurs adversaires. Les Prussiens atteignirent le village de Kaja, qui fut pris et repris plusieurs fois en peu de temps. C'était pour Wittgenstein la clef et le but principal de la bataille; aussi les troupes de Blucher firent-elles les plus grands efforts pour qu'il leur restât, et elles y parvinrent; mais de son côté Napoléon, déterminé à réoccuper ce point, qui seul couvrait Lutzen et la grande route de Leipzig, donna l'ordre de l'attaquer. Son aide de camp, le comte Lobau, conduisit en ligne la division Ricard, dernière réserve du 3e corps, et Kaja fut repris par cette

brave troupe. La bataille se soutint avec une vigueur nouvelle entre Bahna et Klein-Gorschen. Les divisions Souham et Girard, excitées par l'exemple de leurs chefs, firent des prodiges de valeur. Le général Girard, atteint de plusieurs balles et grièvement blessé, ne voulut point quitter le champ de bataille, et, toujours à la tête de ses braves soldats, il leur dit « que le moment était arrivé où tout Français qui avait de l'honneur devait vaincre ou périr les armes à la main. » 1813. Allemagne.

Wittgenstein, voyant que les Prussiens avaient été chassés de Kaja, et que les troupes de sa gauche étaient contenues par le maréchal Marmont résolut de tenter un grand et dernier effort sur ce centre, où il n'avait pas cru trouver une résistance aussi opiniâtre; mais alors le 4e corps arrivait sur le champ de bataille. La division Morand avait franchi le ruisseau dit le Grunabach, et était déjà engagée avec la gauche du corps de Wintzingerode. Wittgenstein fit avancer une division russe au secours des Prussiens; une charge vigoureuse de l'ennemi le rendit maître de Kaja, fit ployer les troupes du 3e corps, et y jeta quelque confusion; plusieurs bataillons se rompirent. Dans ce moment critique, Napoléon jugea qu'il convenait d'employer sa réserve. Les 16 bataillons de la jeune garde eurent ordre de s'avancer au pas de charge à l'appui du 3e corps, tandis que la vieille garde s'ébranlait en échelons, couverts par 24 bouches à feu, et suivis par la cavalerie. Cet effort suffisait sans doute pour arrêter l'ennemi; mais on devait regarder la bataille comme perdue s'il n'arrivait pas promptement de nouvelles troupes en ligne du côté des Français. En effet, l'ennemi n'avait point encore employé toutes ses forces, bien qu'il eût, à l'arrivée du corps du général Bertrand, envoyé de nouveaux renforts à son aile gauche. Une forte division russe, aux ordres du prince Eugène de Würtemberg, déboucha par les villages de Hohenlohe et de Kitzen, pour déborder l'aile gauche du 3e corps.

Cependant le prince vice-roi avait reçu devant Leipzig l'ordre de se rapprocher du champ de bataille. Les troupes du général Lauriston, après avoir poussé les différents postes ennemis jusqu'aux premières maisons de la ville, y éprouvaient une résistance qui fit juger au prince Eugène qu'il ne pouvait plus

1813. Allemagne. sans quelque danger, disposer du 5e corps, suivant l'intention de l'empereur, attendu que l'ennemi débouchant alors de Leipzig à la suite de ce corps, aurait retardé ou arrêté sa marche qui devait être de quatre lieues pour arriver à Lutzen. Le prince se détermina donc à partir avec le 11e corps seulement ; mais il ordonna au général Lauriston de porter une de ses divisions vers Albertsdorf, afin de maintenir la communication avec l'armée, et de contenir les nombreux pulks de Cosaques qui, de Zwenkau, s'étaient répandus dans la plaine. Il se rendit ensuite à Schonau où se trouvait le 11e corps, pour le mettre en mouvement vers Lutzen. Le maréchal Macdonald proposait de déboucher sur cette petite ville même ; le prince combattit cet avis, en représentant qu'il était plus convenable et plus stratégique d'attaquer l'armée ennemie en flanc, et de menacer ses communications avec les ponts de l'Elster. Le 11e corps prit, en conséquence, la direction de Scheutbar, en suivant le chemin qui conduit à Pégau. Il était quatre heures du soir quand les trois divisions du maréchal Macdonald se déployèrent sur les hauteurs à gauche du village de Meyen, la droite se dirigeant sur Eisdorf, la gauche sur Kitzen, et le front couvert par 60 pièces de canon dont le feu ne tarda pas à signaler la présence de cet important renfort.

Dans ce moment même les Prussiens occupaient Bahna, Kaja et Eisdorf; l'aile gauche de l'armée ennemie était encore vers Starsiedel et Pobles, et la division du prince de Würtemberg commençait à déboucher par Hohenlohe et Kitzen.

L'aile droite du 11e corps repoussa d'abord la division prussienne du corps d'York, qui s'était avancée au delà d'Eisdorf. Rentrée dans le village, cette division y fut jointe par celle du prince de Würtemberg qui venait de déboucher de Kitzen, qu'elle occupa. Dans cette position, les deux corps ennemis opposèrent une forte résistance ; mais les deux villages furent enlevés malgré un renfort de 13 bataillons de la garde russe que le général Wittgenstein y envoya. La division Fressinet passa le Flossgraben et se dirigea sur une hauteur ; la division Charpentier occupa Eisdorf, et celle du général Gérard se plaça en avant de Kitzen.

Sur ces entrefaites, la division Bonnet (deuxième du 6e

corps) s'était avancée entre Starsiedel et Kaja, et le général Bertrand, avec le 4e corps, avait reçu l'ordre de suivre ce mouvement, perpendiculairement au flanc gauche de l'ennemi, afin de refouler cette aile sur le centre. Les 16 bataillons de la jeune garde, conduits par le maréchal Mortier, se précipitaient au pas de charge sur Kaja, tandis que les 80 bouches à feu dont il a été parlé plus haut, conduites en une seule batterie par les généraux Dulauloi, Drouot et Devaux, exerçaient un grand ravage dans les rangs prussiens. Ceux-ci, déjà ébranlés par le mouvement du prince vice-roi, qui venait de culbuter leur droite et de menacer leurs derrières, furent enfoncés sur tous les points et chassés de Kaja, de Bahna et de Klein-Gorschen. L'aile gauche, engagée de front avec le 6e corps et poussée en flanc par le 4e, fut contrainte de suivre le mouvement rétrograde [1]. Le combat se soutint toutefois jusqu'à la nuit avec un grand acharnement, surtout de la part des Prussiens. Le manque de cavalerie empêchait Napoléon d'obtenir les brillants résultats des batailles d'Austerlitz et d'Iéna; mais l'armée ennemie était ramenée dans sa première position du matin : l'aile droite derrière le Flossgraben, vers Thesau et Hohenlohe; le centre en arrière de Gros-Gorschen, et l'aile gauche vers Muschwitz.

1813. Allemagne.

Cependant le 5e corps était entré dans Leipzig vers trois heures du soir; la division Kleist s'était retirée à Wurtzen, et le général Lauriston avait jeté quelques bataillons sur la rive droite de la Pleisse, dans la direction de Rotha. Le général Miloradowitsch, laissé en observation à Zeitz devant le 12e corps commandé par le maréchal Oudinot, s'était avancé lentement vers le champ de bataille; et il ne put arriver qu'à huit heures du soir à Moelsen. L'absence de ce corps n'avait pas peu contribué à décider l'avantage en faveur des Français.

Le mouvement du corps du maréchal Macdonald avait fait perdre à l'ennemi la communication de Zwenkau; le 5e corps, vainqueur du général Kleist, pouvait menacer, par Rotha ou

[1] C'est alors que Napoléon dit au général polonais Sokolnicki, qui se trouvait dans le groupe de l'état-major-général : « Allez à Cracovie, et répandez partout que je viens de battre les alliés. » Sokolnicki partit à l'instant, sans attendre d'autres instructions.

1813. Allemagne. par Borna, le passage de Pégau ; tous les corps de l'armée française se trouvaient réunis, et en faisant entrer en ligne le corps de Miloradowitsch, il était à craindre qu'il ne fût suivi par le maréchal Oudinot, et que la communication de Zeitz ne fût interceptée. Dans cet état de choses, le général Wittgenstein ne crut pas devoir tenter les chances d'une seconde bataille, et ordonna la retraite qui fut exécutée pendant la nuit. L'armée ennemie repassa l'Elster à Pégau, d'où les Prussiens se dirigèrent sur Borna, et les Russes sur Frohburg. Le corps de Miloradowitsch traversa l'Elster à Zeitz. Les deux monarques qui étaient venus après la bataille coucher au village de Lobstedt, entre Pégau et Borna, traversèrent le lendemain cette dernière ville pour gagner directement la capitale de la Saxe.

La perte des Français dans cette mémorable journée s'éleva à environ 18,000 hommes tués ou blessés, le plus grand nombre du 3e corps. L'ennemi avait fait 600 prisonniers aux différentes attaques de Kaja. Le général Gourré, chef de l'état-major du maréchal Ney, était tué ; les généraux de division Girard et Brenier, les généraux de brigade Chemineau et Guillot, étaient blessés assez dangereusement.

Les Prussiens et les Russes eurent 20,000 hommes tués ou blessés, et 2,000 prisonniers environ, non compris les blessés qui restèrent sur le champ de bataille. Le nombre des prisonniers eût été bien plus considérable, si, comme nous l'avons déjà fait observer, l'armée française eût eu une cavalerie proportionnée à son infanterie. Le prince de Hesse-Hombourg avait perdu la vie ; les généraux Blucher, Scharnhorst et Hunerbein, du côté des Prussiens, et Konownitzin, du côté des Russes, étaient blessés. L'armée prussienne supporta la plus grande partie de la perte de cette journée. La garde royale et les volontaires de Berlin furent surtout très-maltraités ; ce dernier corps était composé de jeunes gens presque tous appelés à suivre la carrière des sciences, des lettres et des arts. Un nombre considérable d'entre eux trouvèrent la mort sur le champ de bataille, et la Prusse ressentit encore longtemps une perte aussi fâcheuse.

Le gouvernement prussien voulut prévenir l'effet moral de la bataille de Lutzen, en ordonnant qu'un *Te Deum* solennel

serait chanté dans les principales églises du royaume; mais il n'en resta pas moins démontré que les Français avaient été vainqueurs dans une journée qui est sans doute l'une des plus glorieuses pour les armes nationales. En effet, les vétérans d'Austerlitz, d'Iena, de Friedland, de Wagram, avaient presque tous disparu des rangs. L'honneur de ces aigles si longtemps victorieuses, était remis à de jeunes soldats à peine instruits dans les exercices et non encore habitués aux fatigues de la guerre; et cependant ces bataillons de *conscrits*, sans cavalerie et avec une artillerie à peine suffisante, venaient de triompher en bataille rangée d'une armée numériquement supérieure, composée en grande partie de vieux guerriers que soutenaient une cavalerie et une artillerie formidables [1].

1813. Allemagne.

Le lendemain 3 mai, Napoléon monta à cheval dès la pointe du jour, visita le champ de bataille, fit relever les blessés et reconnut par l'inspection des positions des alliés qu'ils avaient voulu le tourner pendant qu'il les tournait lui-même. Il alla coucher le soir à Pégau d'où il partit à la tête de 140,000 hommes composés de la garde, des corps de Bertrand, d'Oudinot, de Macdonald, de Marmont et de Lauriston, qui marchèrent sur trois colonnes à la poursuite des coalisés, dans la direction de Dresde. Le maréchal Ney, dont le corps avait le plus souffert, resta à Lutzen pour reformer ses troupes, établir un hôpital pour ses blessés et faire transporter à Leipzig ceux qui étaient moins gravement atteints. De Leipzig, le maréchal devait marcher sur Torgau, y rallier l'infanterie saxonne, et se trouver, sous huit jours, à la tête de 80,000 hommes par la réunion à son corps de ceux de Reynier, de Victor et de Sébastiani.

L'armée française entre à Dresde, et celle des alliés se retire sur Bautzen. — Le 3, au point du jour, l'armée française

3-19 mai.

[1] Napoléon dit, le soir même de la bataille, aux généraux qui l'entouraient : « Depuis dix-sept ans que je commande les armées françaises, je n'ai jamais vu plus de bravoure et de dévouement. » Il faut convenir aussi que l'empereur français s'était lui-même exposé plus qu'il ne l'avait fait depuis qu'il avait ceint la couronne, bien convaincu que son exemple donnerait l'impulsion à une jeunesse devant laquelle on ne pouvait prononcer en vain les mots d'honneur et de patrie.

1813. Allemagne. se mit en mouvement pour suivre l'ennemi sur la route de Dresde, la seule qu'il pût prendre; elle traversa l'Elster à Zwenkau, Pégau, Zeitz et Leitkowitz, chaque corps conservant l'ordre de bataille dans lequel il avait combattu. Le 4, elle passa la Pleisse, et le 5 la Mulda. Le vice-roi se trouva en présence de l'ennemi à Colditz, et le força bientôt à se retirer sur Leissnig. D'autres engagements d'avant-garde eurent successivement lieu à Gersdorf, Waldheim, Etzdorf et Limbach. Le vice-roi y remporta constamment l'avantage sur le corps de Miloradowitsch, qui formait l'arrière-garde de l'armée combinée.

Le 8, l'armée française arriva à Dresde. Les Russes, après avoir détruit les ponts, s'étaient retirés sur la rive droite de l'Elbe. Dès le lendemain 9, l'empereur fit jeter un pont de bateaux à Priesnitz. L'ennemi tenta d'inquiéter les travailleurs. Quelques-uns de ses bataillons, soutenus par quarante pièces de canon, engagèrent même la fusillade à bout portant, malgré la mitraille qui les écrasait; mais 80 bouches à feu ayant été amenées sur le point attaqué, les Russes furent forcés à la retraite. Toutefois, comme ils tenaient encore dans la ville neuve, l'empereur fit établir une batterie de vingt pièces sur la terrasse de Bruhl; 300 voltigeurs furent jetés à la rive droite sous la protection de cette artillerie, et chassèrent l'ennemi qui n'eut que le temps de retirer ses pièces.

Le 11, le pont de pierre fut également réparé par une arche en charpente; les 11e, 4e et 6e corps se réunirent alors au 1er de cavalerie, et suivirent la route de Bautzen. Le maréchal Ney entra à Torgau avec le 3e corps, qui avait le plus souffert à Lutzen. Le général Thielmann remit cette forteresse au maréchal et passa à l'ennemi [1]. Le 3e corps prit alors position sur la rive droite de l'Elbe.

[1] Ce général saxon, un des patriotes allemands les plus exaltés, avait visité l'empereur Alexandre à son arrivée à Dresde et avait témoigné à ce souverain son dévouement à la cause de la coalition. Après la bataille de Lutzen, il avait tenté d'entraîner ses troupes et de les conduire aux Russes; mais celles-ci fidèles aux ordres de leur souverain, refusèrent de le suivre; ainsi compromis, Thielmann s'enfuit au camp russe à l'arrivée du maréchal Ney, et son infanterie rentra sous les ordres du général Reynier. Elle se composait d'environ 10,000 hommes.

Voici comment le roi de Saxe était revenu à Dresde. L'Autriche, qui avait contribué par ses conseils à éloigner de Dresde le vieux roi Frédéric-Guillaume à cause de son attachement à Napoléon, et l'avait engagé à refuser a celui-ci sa cavalerie et son infanterie, enfermée à Torgau, l'avait ensuite fait revenir de Ratisbonne à Prague pour en disposer plus facilement et lui faire adopter ses vues hostiles envers la France. Cette cour se proposait de le faire renoncer au grand-duché de Varsovie, de lui faire rappeler le corps polonais du prince Poniatowski qui avait suivi le prince de Schwartzenberg en Gallicie, en faisant traverser à ce corps les États autrichiens pour le renvoyer à Napoléon, afin de débarrasser les Russes de ce voisinage incommode. L'Autriche avait déclaré, le 12 avril, sa position de médiatrice armée que malheureusement Napoléon l'avait autorisée à prendre; et le 15, le roi de Saxe avait souscrit à tout ce que le cabinet autrichien lui avait demandé. Ce fut alors qu'il s'était décidé à venir à Prague pour se jeter dans les bras de l'Autriche dont il avait adopté la politique. Mais Napoléon, sans vouloir attribuer la conduite de ce prince à d'autre cause qu'aux mauvais conseils du cabinet autrichien, le somma, sous peine de déchéance, de revenir à Dresde. Ce pauvre roi de Saxe, qui ne croyait pas avoir trahi Napoléon en adhérant à la politique médiatrice de l'Autriche, partit immédiatement de Prague avec sa cour et sa belle cavalerie, arriva le 12 mai à Dresde, où Napoléon l'accueillit avec autant de respect que de dignité, l'embrassa affectueusement et le reconduisit en grande pompe à son palais où il dîna le même jour à sa table : la cavalerie saxonne, d'environ 3,000 hommes, fut mise le même jour sous les ordres du général Latour-Maubourg.

1813 Allemagne.

Cependant M. de Narbonne, envoyé à Vienne pour sonder les intentions de la cour d'Autriche, avait eu déjà plusieurs entretiens avec l'empereur François et avec son ministre, M. de Metternich, et n'en augurait rien de satisfaisant ni de rassurant pour la cause de la France. Il savait que ce ministre était engagé avec les Russes par une convention secrète ayant pour objet une suspension d'hostilité entre eux et le corps auxiliaire du prince de Schwartzenberg retiré à Cracovie sous les ordres du comte de Frimont, et demandait une explication catégori-

1813. Allemagne. que sur les vues ultérieures de l'Autriche, dont les armements continuaient sans en faire connaître le but; si elle restait oui ou non l'alliée de la France; et que dans le cas où elle resterait fidèle au traité du 14 mars 1812, elle fît agir ce corps auxiliaire selon les ordres qui lui seraient transmis par l'empereur Napoléon. M. de Metternich répondait à cela qu'étant médiateur il ne pouvait pas redevenir belligérant; qu'il restait, en principe, fidèle au traité d'alliance, mais qu'en action ce traité n'était plus applicable aux circonstances, et qu'il ne reviendrait belligérant que lorsque son rôle de médiateur serait épuisé par le refus de conditions de paix raisonnables, ce qui voulait dire, malgré les ambiguïtés dans lesquelles M. de Metternich se renfermait, que l'Autriche déclarerait la guerre au parti qui repousserait les conditions de paix qu'elle avait imaginées. Et comme il était probable qu'elles ne seraient pas acceptées par Napoléon, ce serait vraisemblablement contre lui qu'on se déclarerait. Ce n'était toutefois pas ce que disait M. de Metternich, qui prétendait que Napoléon serait raisonnable, bien qu'il eût déjà prévu le contraire. Cette cour, qui s'était montrée si humble tant qu'elle avait redouté l'épée du conquérant qui l'avait si souvent humiliée, redevenait menaçante au moment où, appuyée par une coalition formidable, elle allait se trouver l'arbitre de la paix ou de la guerre.

Napoléon, apprenant par M. de Narbonne ce qui se passait à Vienne, en était exaspéré; il regrettait d'avoir provoqué l'Autriche à se constituer médiatrice de la paix, s'exposant ainsi à en subir l'arbitrage dont il ne voulait pas, et d'avoir cru gagner à sa cause cette puissance par l'appât d'agrandissements territoriaux; tandis qu'elle tendait avant tout à reconstituer l'Allemagne pour devenir elle-même indépendante, ce qu'elle préférait à toute espèce d'agrandissement plutôt que de rester, même agrandie, sous le joug de Napoléon. Comme au nombre des propositions de l'Autriche il était question de donner à la Prusse une partie du grand-duché de Varsovie pour reconstituer cette puissance, Napoléon était indigné qu'on lui proposât de reconstituer la Prusse, qui l'avait trahi ostensiblement, tandis que l'Autriche, le trahissait secrètement. Aussi résolut-il de s'affranchir d'alliés aussi peu sûrs en s'en-

tendant avec la Russie, même avec l'Angleterre, plutôt qu'avec les puissances allemandes, de faire le sacrifice du grand-duché à la Russie et de l'Espagne à l'Angleterre, et au pis aller de continuer la guerre et d'en profiter pour conclure une paix dont il voulait être seul l'arbitre. Ces résolutions prises, il prescrivit à M. de Narbonne de ne plus rien demander à l'Autriche, de rester à son égard réservé et tranquille et de lui faire voir qu'on ne comptait plus sur elle.

1813. Allemagne.

Napoléon, qui était resté sept jours à Dresde, se préparait à se diriger sur Bautzen dont le maréchal Macdonald s'était déjà rapproché, appuyé à droite par le maréchal Oudinot, et à gauche par le maréchal Marmont et le général Bertrand. Le maréchal Ney, en quittant Torgau, s'était porté à Luckau et le général Lauriston à Dobriluch, prêts à marcher sur Berlin s'ils en recevaient l'ordre, ou sur Bautzen, en débouchant par Hoyerswerda, sur le flanc et sur les derrières de cette position a la tête de 60,000 hommes. Mais le 16 mai, au moment où Napoléon allait partir de Dresde, survint M. de Bubna, expédié de Vienne avec une lettre de l'empereur d'Autriche pour son gendre, et chargé de répéter à ce dernier ce qu'il connaissait déjà relativement aux propositions qu'on se disposait à faire accepter aux puissances coalisées. Napoléon, qui tenait à s'entendre avec la Russie et l'Angleterre plutôt qu'avec les puissances allemandes, se montrait facile à l'égard du grand-duché de Varsovie et de l'Espagne; mais repoussait les conditions par lesquelles on exigeait de lui les sacrifices en faveur de l'Allemagne, qu'il trouvait humiliants, et auxquels l'Autriche tenait le plus. M. de Bubna proposait, en outre, la réunion d'un congrès à Prague où l'on pourrait s'entendre, au gré de tous, sur les conditions de paix formulées par la puissance médiatrice. Napoléon, qui avait besoin de deux ou trois mois pour achever ses derniers armements et compléter ses forces, approuva la proposition de M. de Bubna et lui déclara qu'il était prêt à accepter un congrès et même, au préalable, un armistice. M. de Bubna, très-satisfait des bonnes dispositions que lui montrait Napoléon, retourna à Vienne, porteur d'une lettre affectueuse pour l'empereur François, dans laquelle le gendre exprimait à son beau-père l'espoir que bientôt des modifica-

1813. Allemagne. tions satisfaisantes seraient apportées aux conditions humiliantes qu'on avait voulu lui imposer.

Mais Napoléon, en dissimulant avec l'Autriche dont il feignait d'approuver les raisonnements, comptait bien gagner encore une bataille avant la conclusion d'un armistice, ce qui lui acquérerait plus d'influence et une meilleure position dans le prochain congrès, lui faciliterait le moyen d'entrer directement en relations avec l'empereur Alexandre, et l'affranchirait de l'influence de l'Autriche. Après avoir envoyé M. de Caulaincourt aux avant-postes pour négocier tout de suite une suspension d'armes, si l'on tenait à prévenir une nouvelle bataille vu le voisinage des armées, Napoléon partit le 18 mai pour se rendre devant Bautzen, où il arriva le lendemain matin presqu'en même temps que la garde.

Les dispositions de l'Autriche étaient trop connues des alliés pour que les préparatifs hostiles de cette puissance pussent leur porter aucun ombrage. Il était vraisemblable, au contraire, qu'elle se déclarerait pour eux lorsqu'elle aurait eu le temps d'augmenter ses forces, et qu'elle pourrait agir sur un théâtre d'opérations plus favorable. Il était donc essentiel pour les souverains coalisés d'empêcher que l'armée française ne se plaçât entre eux et les Autrichiens. A cet effet, l'armée combinée dut se retirer sur Bautzen, dans un camp retranché qui avait été préparé dès le mois de février. Cette position, forte par elle-même, avait encore été garnie d'une grande quantité d'ouvrages qui semblaient la rendre inexpugnable. L'armée des alliés commençait à réparer ses pertes : les Prussiens venaient de recevoir de Silésie 4,000 hommes de troupes fraîches ; les Russes attendaient le corps de Barklay de Tolly, qui avait fait le siége de Thorn, et le corps de Sacken, resté en observation dans le grand-duché de Varsovie. Ces renforts étaient en route, suivis d'une armée de réserve commandée par le général Labanoff; mais de toutes ces troupes il n'y eut que le corps de Barclay de Tolly qui put arriver à Bautzen vers le 14 mai.

Du côté des Français, les 4e, 6e et 11e corps avaient passé l'Elbe le 11, les deux premiers se dirigeant sur Kœnigsbruck. Le maréchal Macdonald, qui avait pris la direction de Bischofswerda, rencontra le 12 l'arrière-garde de Miloradowitsch et

l'attaqua. Les Russes se retiraient de position en position, lorsque la division Charpentier, qui était sur la gauche, ayant fait ployer leur aile droite, coupa une de leurs colonnes, et les força à une retraite précipitée sur Bautzen. Ils laissèrent 1,500 hommes tant tués que blessés sur le champ de bataille, et 500 prisonniers au pouvoir des Français. 1813. Allemagne.

L'ennemi, en se retirant, avait mis le feu aux magasins qui se trouvaient à Bischofswerda, ce qui causa l'incendie de la ville. A l'arrivée des premiers pelotons du 11ᵉ corps, elle était déjà réduite en cendres, à l'exception de trois maisons seulement.

Le même jour, le prince vice-roi partit pour aller prendre le commandement de l'armée qui se formait en Italie, et le 11ᵉ corps passa sous les ordres du maréchal Macdonald.

Le 15, le 11ᵉ corps remporta à Goëdau un nouvel avantage sur les troupes de Miloradowitsch.

Le 19, le général Bertrand détacha la division Peyri, du 4ᵉ corps, à Kœnigswartha, pour maintenir la communication du maréchal Ney, qui arrivait à Hoyerswerda avec l'aile droite de l'armée. Cette division ayant négligé de faire garder les bois qui étaient sur son front, fut attaquée, à quatre heures, par Barklay de Tolly et mise en désordre. Le général Balathier blessé, deux canons et 600 hommes tombèrent au pouvoir des Russes. Mais le général Kellermann, comte de Valmy, étant brusquement survenu avec la cavalerie de Ney, se mit à la tête de la division italienne qui s'était ralliée dans les bois voisins, et reprit la ville. Outre les prisonniers, les Italiens avaient perdu près de 1,200 hommes en morts ou blessés.

Pendant ce temps, le 5ᵉ corps attaquait le général York à Weissig; après un combat opiniâtre qui dura jusqu'au soir, la position de Weissig fut enlevée, et le général York forcé de repasser la Sprée et de se replier sur le corps russe de Barclay de Tolly après avoir perdu plus de 2,000 hommes.

Le 19 au soir, tout était préparé pour une bataille générale; l'armée ennemie, renforcée par ses petits corps détachés qui étaient rentrés, par de nouvelles levées venues de l'intérieur de la Prusse, par les corps de Kleist et par celui de Barklay de Tolly, comptait environ 110,000 hommes. Nous avons dit que

1813. Allemagne. le camp qu'elle occupait avait été fortifié sur tout son front. La droite, placée sur les hauteurs de Krekwitz, était couverte par des retranchements et des redoutes; devant le centre et la gauche, s'étendait une ligne de retranchements qui, commençant près du village de Litten, passait derrière Baschutz et Jenkowitz, jusqu'à la route de Loban, où elle faisait un coude et courait parallèlement à cette route jusque près de Hochkirch. Devant le front, la ville de Bautzen avait été mise en état de défense, crénelée, palissadée et garnie d'artillerie. Ce camp n'était d'ailleurs qu'une seconde position, et une première bataille devait être livrée pour défendre le passage de la Sprée.

Le 19 au soir, l'armée combinée attendait la bataille, occupant Bautzen et les hauteurs qui se trouvent à droite et à gauche de la ville; l'aile gauche et la réserve derrière les retranchements; le centre à Krekwitz et Litten; la droite entre les deux Sprée, en avant de Gottamelde, ayant une avant-garde à Klix, et occupant Malschwitz. Le roi de Prusse avait son quartier-général à Kumschütz, et l'empereur Alexandre, qui depuis la bataille de Lutzen avait pris en personne le commandement de l'armée combinée, était à Wurschen.

La grande armée française s'était augmentée du 7[e] corps, fort environ de 12,000 hommes, de 10,000 hommes de cavalerie et de 8,000 de la garde, ce qui, joint aux 5[e] et 12[e] corps, aux deux divisions du 4[e] qui n'étaient pas entrées en ligne à Lutzen, et aux 73,000 hommes restant des troupes qui avaient été engagées dans cette même journée, présentait un total d'environ 160,000 combattants.

20-21 mai. *Batailles de Bautzen et de Wurschen.* — Le 20, à huit heures du matin, Napoléon qui avait reconnu la veille les positions de l'ennemi, fit ses dispositions d'attaque : il donna ordre au maréchal Oudinot, placé à l'extrême droite, de passer la Sprée, et d'attaquer les hauteurs de Sinkwitz et de Doberschau, qui appuyaient la gauche de l'ennemi; le maréchal Macdonald dut jeter un pont de chevalets sur la Sprée, entre Bautzen et les montagnes, et attaquer la ville; le maréchal Marmont fut chargé de jeter un autre pont sur la Sprée, dans l'enfoncement que forme cette rivière sur la gauche, à une demi-lieue de Bautzen; le 4[e] corps, que l'empereur mit ce jour-là



PLAN
DES BATAILLES
DE BAUTZEN
ET DE
WURSCHEN
Ullersdorf
Mengelsdorf
Ebersbach
Holtendorf
Markersdorf
Route de Goerlitz
Reichenbach
Paulsdorf

PLAN DES BATAILLES DE BAUTZEN ET DE WURSCHEN

sous les ordres directs du maréchal Soult, qu'il avait rappelé d'Espagne, fut placé à la gauche du centre pour inquiéter la droite de l'ennemi ; le maréchal Ney, avec les 3e, 5e et 7e corps, reçut l'ordre de se rapprocher sur Klix, de passer la Sprée, de tourner largement la droite de l'ennemi pour se diriger sur Wurschen et de là sur Weissenberg ; les réserves de la garde furent placées en arrière du 11e corps, et à cheval sur la route de Bischofswerda. 1813. Allemagne.

A midi la canonnade commença. Le maréchal Macdonald n'eut pas besoin de jeter son pont de chevalets ; il trouva devant lui le pont de pierre sur la route de Dresde, qui n'avait pas été détruit, et s'en empara. Le maréchal Oudinot jeta un pont près de Grabschütz ; et le maréchal Marmont, un second au-dessous de Seydau. Le combat s'engagea avec opiniâtreté, et se soutint pendant cinq heures ; l'ennemi tenta plusieurs charges de cavalerie qui demeurèrent sans succès. Cependant les 6e et 12e corps continuaient d'avancer ; ce dernier couronna les hauteurs d'Ebendorf, et le 6e parvint à occuper celles de Seydau. Alors la division Compans attaqua vivement Bautzen, les voltigeurs français s'élancèrent par les rochers qui sont au pied des retranchements qui couvraient la ville du côté du faubourg dit des Vandales, s'emparèrent de la batterie avancée, escaladèrent les remparts et entrèrent dans la place. Dans le même temps, le maréchal Macdonald venait d'emporter les hauteurs de Preiswitz.

Les corps russes qui occupaient les hauteurs à droite et à gauche de Bautzen, voyant toutes leurs positions forcées, se replièrent derrière le ruisseau de Nieder-Kayna et sur les hauteurs de Weissig. Cependant le 4e corps ayant forcé le défilé de Nieder-Gurkt, s'établit sur l'autre rive du premier bras de la Sprée, vis-à-vis de Doberschütz, qu'occupait la division du général prussien Ziethen. La division Bonnet, du 6e corps, s'empara du village de Nieder-Kayna, et enleva au pas de charge un plateau qui dominait tout le centre de la position des Russes. Le maréchal Oudinot s'avança de son côté jusque vers les hauteurs de Kuhnitz, et le 11e corps se rapprocha du 2e vers Binewitz. A sept heures du soir, les corps de Kleist et de Miloradowitsch étaient rentrés dans les re-

1813. Allemagne. tranchements, et la bataille de Bautzen était gagnée. A huit heures, l'empereur Napoléon entra dans cette ville, où il prit son quartier-général ; la garde et les réserves occupèrent Taucher, Auritz et Nadewitz. L'armée française était à cheval sur la Sprée, ayant son extrême droite formée par le 12ᵉ corps, vers Kuhnitz et Schimberg ; la gauche formée par les 3ᵉ et 5ᵉ corps, arrivés en face de Klix ; le 7ᵉ corps se trouvait placé en arrière vers Stier. La continuité de la ligne de bataille n'était donc interrompue que par le corps de Blucher, qui continuait d'occuper Krekwitz, et par celui de Barclay, qui était encore à Klix ayant le maréchal Ney devant lui.

La journée de Bautzen n'était que le prélude d'un engagegement encore plus sérieux, et la défense de la Sprée n'avait été considérée par l'empereur Alexandre que comme un accessoire de la grande bataille qu'il était décidé à livrer le lendemain dans ses retranchements. Cependant cette position, que les alliés regardaient comme inexpugnable, avait déjà véritablement perdu beaucoup de sa force. En effet, les progrès des Français dans la journée du 20, rendaient un grand nombre de redoutes et d'immenses travaux inutiles. La droite de la position des Russes, opposée au 4ᵉ corps, était devenue leur centre, et ils devaient se trouver infailliblement dans la nécessité de jeter leur droite pour l'opposer au maréchal Ney, dans un lieu qu'ils avaient jugé d'abord tout à fait hors de leur position.

L'ennemi, abusé sur la force véritable de sa position, fut également trompé sur le but réel des mouvements du maréchal Ney. Les manœuvres de la journée du 20 le confirmèrent dans l'opinion qu'il serait attaqué par sa gauche.

Supposant que le maréchal Ney, avec les 3ᵉ et 11ᵉ corps, marchait sur Berlin, le général en chef des armées combinées porta la plus grande partie de ses forces à son centre et à sa gauche ; il ne laissa à son aile droite que les deux corps de Barklay et de Blucher, qui, comme nous venons de le voir, y étaient déjà la veille.

L'empereur Napoléon ne manqua pas de profiter de cette faute de l'ennemi ; et afin de le confirmer de plus en plus dans l'erreur où il était tombé, le 12ᵉ corps reçut l'ordre d'engager le combat le premier. Le 21, à cinq heures du matin,

le maréchal Oudinot attaqua donc la gauche des Russes; les troupes de Miloradowitch le reçurent avec vigueur et obtinrent quelque avantage. Dans ce moment l'empereur ordonna au maréchal Macdonald de se porter en avant et de soutenir le 12ᵉ corps, afin d'empêcher la gauche de l'ennemi de se dégarnir et de lui masquer la véritable attaque, dont le résultat ne pouvait pas se faire sentir avant midi ou une heure. Le combat se soutint à la gauche avec une opiniâtreté telle que l'empereur Alexandre y envoya de nouvelles troupes, et ne douta plus que les efforts de la journée ne dussent être dirigés sur ce point. 1813 Allemagne.

L'ennemi une fois engagé fortement par la gauche, c'était le moment d'agir d'une manière décisive à l'aile opposée. Aussi pendant que ces événements se passaient à la droite des Français le maréchal Ney, avec les 3ᵉ et 5ᵉ corps, culbutait le corps de Barklay de Tolly au village de Klix, passait la Sprée et menait battant ce qu'il avait devant lui jusqu'au village de Preititz; à dix heures le village fut enlevé et le flanc droit du corps de Blucher se trouva ainsi à découvert. L'empereur ne voulant laisser aucun repos à l'aile gauche de l'ennemi, donna alors l'ordre au 6ᵉ corps d'attaquer par Baschutz. Le maréchal Marmont se porta à mille toises en avant de sa position, et engagea une forte canonnade devant les redoutes et les retranchements ennemis.

Cependant le maréchal Ney n'était resté que peu d'instants maître de Preititz; Blucher, sentant que la perte de ce village l'obligerait à quitter sa position, y avait fait marcher de nombreux renforts. Vers une heure de l'après-midi, le maréchal Ney fut ramené et le village repris; mais les Prussiens ne purent passer outre, et des batteries françaises établies sur les hauteurs de Malschwitz commencèrent à canonner les retranchements de Krekwitz.

Dans ce moment, jugeant l'aile gauche des coalisés suffisamment occupée et leur centre assez dégarni par les troupes qu'ils avaient été obligés de détacher vers leur droite, l'empereur résolut d'attaquer le corps de Blucher de front. Le maréchal Soult, à la tête du 4ᵉ corps, reçut l'ordre de déboucher, à une heure après midi, par Pilskowitz et Doberschütz. Après

1813 Allemagne. avoir culbuté les troupes qui tenaient ces villages, le maréchal fit canonner de front les retranchements de Krekwitz.

L'artillerie française réussit à faire taire celle de l'ennemi. Le 4e corps se porta vivement en avant; les hauteurs et le village de Krekwitz, attaqués avec vigueur, furent emportés de la manière la plus brillante, bien que Blucher eût rappelé à lui sa réserve, qui avait réoccupé Preititz.

Le corps d'York reçut alors l'ordre de partir de Litten et de reprendre Krekwitz; mais l'empereur se hâta de marcher avec sa réserve au secours du 4e corps, qui, poursuivant Blucher en retraite sur Burschwitz, allait se trouver attaqué par des troupes fraîches et supérieures en nombre. L'empereur, par un mouvement à gauche, se porta en vingt minutes avec la garde, les quatre divisions du général Latour-Maubourg, et une artillerie nombreuse, sur le flanc de la droite de la position de l'ennemi, qui était devenu le centre de l'armée russo-prussienne. Le corps d'York fut ainsi pris en flanc. Le général Devaux établit une batterie dont il dirigea le feu sur les troupes de Blucher, qui s'ébranlait pour revenir sur ses pas et seconder l'attaque de la division Ziethen. Les généraux Dulauloi et Drouot, avec soixante pièces de batterie de réserve, se portèrent en avant; enfin le maréchal Mortier, avec les divisions Barrois et Dumoutier, de la jeune garde, se dirigea sur l'auberge de Klein-Burschwitz, coupant le chemin de Wurschen à Bautzen. L'ennemi fut obligé de dégarnir de nouveau sa droite pour parer à cette nouvelle attaque; le maréchal Ney en profita, et reprit le village de Preititz; s'avançant ensuite dans la direction de Wurschen, il continua de déborder la droite de l'armée alliée. A quatre heures, le centre et la droite de l'ennemi étaient en plaine retraite; à sept heures, les 3e et 5e corps arrivèrent à Wurschen.

Cependant le 6e corps avait reçu l'ordre de faire un mouvement inverse à celui de la garde impériale; suivant donc la route de Goerlitz, il entra sans résistance dans les retranchements dégarnis, et pivota à droite vers Kumschutz et Olnitz, afin de prendre à dos l'aile gauche ennemie. En même temps les 11e et 12e corps reprirent l'offensive. Miloradowitch se vit alors forcé de quitter toutes ses positions; il se retira sur Lau-

ban. Il fut suivi par les réserves qui, au commencement de la bataille, s'étaient portées vers l'aile gauche. L'aile droite des alliés, toute composée de Prussiens, suivit la chaussée de Wiessenberg. 1813. Allemagne.

A la nuit, l'armée française s'étendait de Hochkirch à Wurschen. Le quartier impérial fut établi à l'auberge de Klein-Burschwitz.

La perte de l'ennemi dans la double action de Bautzen et de Wurschen, où Napoléon développa sans contredit les plus savantes combinaisons de la stratégie, peut être évaluée à 15,000 hommes, tant tués que blessés, et 3,000 prisonniers; elle porta en grande partie sur les Prussiens, qui eurent encore à soutenir en cette nouvelle occasion le fort de la bataille. Les Français perdirent environ 12,000 hommes, tant morts que blessés. Le général Lorencez, du 12e corps, était au nombre des blessés, ainsi que les deux généraux würtembergeois Franquemont et Leneuffer.

Combat de Reichenbach. — Sur le point de marcher à Breslau et de rejeter les coalisés au delà de l'Oder, Napoléon détacha de la grande armée, contre le général Bulow, qui couvrait Berlin, le maréchal Oudinot à la tête de 24,000 hommes. Le lendemain, 22 mai, à quatre heures du matin, l'armée française, forte encore de 135,000 hommes, que le maréchal Victor, qu'on attendait, devait bientôt porter à 150,000, se mit en mouvement pour suivre l'ennemi sur les deux routes par lesquelles il avait effectué sa retraite. Le 12e corps seul resta dans les environs de Nieder-Kayna pour observer les mouvements du corps de Bulow, qui, après avoir abandonné le blocus de Magdebourg, s'était retiré sur Berlin avec le corps russe de Woronzoff. L'aile droite de l'armée combinée se porta par la route de Weissenberg à Reichenbach; elle suivit le chemin de Mengelsdorf, Kœnigshayn, Ebersbach et Ludwigsdorf, où elle passa la Neisse et prit position. L'aile gauche vint de Lobau à Reichenbach, passa la Neisse à Goerlitz, où elle prit également position. Miloradowitch, formant l'arrière garde de l'armée russe, ayant déployé ses troupes sur les hauteurs entre Reichenbach et Markersdorf, l'empereur Napoléon envoya contre lui le 7e corps, qui n'avait pas donné la veille, 22 mai.

1813. Allemagne.

et il le fit soutenir par la cavalerie du général Latour-Maubourg ; le combat s'engagea d'abord très-vivement sur tout le front du 7e corps. L'ennemi ayant ensuite fait avancer quelque cavalerie dans la plaine de Reichenbach, l'empereur la fit charger par les lanciers polonais et par les lanciers rouges de la garde ; la cavalerie russe fut forcée de plier ; mais Miloradowitch la fit soutenir par les divisions qui lui restaient. L'empereur, de son côté, fit avancer le corps de Latour-Maubourg ; après plusieurs charges brillantes exécutées par les cuirassiers français et par la cavalerie saxonne, l'arrière-garde russe fut décidément enfoncée et forcée de quitter le champ de bataille. Le général Reynier suivit l'ennemi jusqu'au village de Holtendorf. Dans cette affaire, le général Bruyères, officier de cavalerie de la plus haute distinction, eut les deux jambes emportées d'un coup de canon. A la fin de l'action, un boulet ennemi vint frapper sur une hauteur en arrière du 7e corps, le grand-maréchal du palais, Duroc, et le général du génie Kirgener ; ce dernier fut tué sur le coup, le maréchal Duroc survécut encore douze heures. L'empereur Napoléon perdit en lui un sujet dévoué et un ami fidèle [1].

Le 23 mai, l'armée combinée se remit en marche après avoir détruit les ponts sur la Neisse. La colonne de droite se dirigea sur Waldau, et celle de gauche sur Lauban. Vers les neuf

[1] Un écrivain allemand, qui, sous les dehors de l'impartialité, laisse souvent percer des dispositions peu favorables à Napoléon, rapporte le fait suivant, sous la date du 10 août, au moment de la rupture de l'armistice, et deux mois et demi après la mort du grand maréchal :

« Pendant la marche de Reichenbach à Goerlitz, Napoléon s'arrêta à Markersdorf, et montra au roi de Naples l'endroit où Duroc était tombé ; il manda le propriétaire de la petite ferme où le grand maréchal était mort, et lui assigna la somme de 20,000 francs, dont 4,000 francs pour un monument en l'honneur du défunt, et 16,000 francs pour le propriétaire de la maison, mari et femme. La donation fut accomplie dans la même soirée, en présence du curé et du juge de Markersdorf ; l'argent fut compté devant eux, et ils furent chargés de faire ériger le monument.

« Cette affaire accessoire fut accélérée avec tout l'empressement et toute l'exactitude possibles, par un adjudant et par quelques individus de la maison de Bonaparte, au milieu de l'embarras et des mouvements du quartier général. »

(*Campagne de Saxe*, en 1813, par le baron d'Odeleben, témoin oculaire.)

heures du matin, le 7e corps français arriva devant Goerlitz. 1813. Allemagne.
Les chevau-légers saxons qui étaient à l'avant-garde passèrent la Neisse, et attaquèrent l'ennemi ; pressés de front et de flanc par des forces supérieures appartenant à l'arrière-garde de l'aile gauche ennemie, ils furent obligés de repasser la rivière. Une vive canonnade s'établit d'une rive à l'autre. Protégé par ses batteries et par le feu de son infanterie, habilement disposée derrière quelques accidents du terrain, le général Reynier fit travailler en toute hâte à la construction d'un pont de bateaux. Les chevau-légers saxons, soutenus par plusieurs régiments de grosse cavalerie, traversèrent alors de nouveau la Neisse, tandis que le 7e corps débouchait par le pont de bateaux qui venait d'être achevé. Chargée vigoureusement par les divisions du général Reynier, l'arrière-garde ennemie ne tarda pas à se mettre en retraite.

L'armée française continua de poursuivre les coalisés, et traversa successivement la Queiss et le Bober, quelques soins qu'apportât l'ennemi à rompre les ponts établis sur ces deux rivières.

L'armée russo-prussienne accélérait son mouvement de retraite, son aile droite suivant les routes de Bunzlau, Haynau, Liegnitz, Mertzchutz, Sara, et son aile gauche le chemin de Loewenberg, Goldberg, Jauer et Striegau.

Affaire de Haynau. — Pendant cette retraite, quelques engagements de peu d'importance eurent lieu avec l'arrière-garde russo-prussienne. Nous ne parlerons que de celui de Haynau ; les bulletins ennemis ayant voulu présenter cette échauffourée comme une affaire très-sérieuse, il importe de la faire connaître. 26 mai.

Le 26, le 5e corps, en tête de l'aile gauche française, était arrivé à Haynau, encore occupé par 3 bataillons d'infanterie et 3 régiments de cavalerie légère prussienne. La division Maison déboucha de Haynau à la suite de l'ennemi, précédé par un bataillon d'avant-garde ; à une demi-lieue de distance, ce bataillon fut subitement chargé en flanc par 3,000 hommes de cavalerie prussienne, mis en désordre, et rejeté sur la division, qui perdit 2 canons, 3 caissons, un millier de prisonniers ; mais le général Maison, ayant réussi à rallier sa

1813. Allemagne. division, arrêta la cavalerie ennemie; le colonel prussien Dolffs, qui la commandait, fut tué : ce fut pendant leur retraite la seule occasion où les coalisés obtinrent quelque avantage. Au reste, les Français prirent amplement leur revanche deux jours après. Le maréchal Victor, qui à gauche se dirigeait sur l'Oder pour débloquer Glogau, ayant envoyé sur Sprottau le général Sébastiani avec son corps de cavalerie, ce dernier rencontra près de cette ville un convoi ennemi ; il lui prit 22 canons, 80 caissons et 500 hommes. Le 27 la colonne du centre, composée des corps de Reynier, de Lauriston, de Ney, de la garde et du quartier impérial, arriva à Liegnitz sur la Katzbach, tandis que la colonne de droite, formée des corps de Bertrand et de Marmont, marchait par Goerlitz, Lauban, Goldberg, Schweidnitz, en suivant le pied des montagnes.

Cependant les deux souveràins alliés, sur le point de voir leurs armées acculées dans la Haute-Silésie, avaient senti la nécessité de gagner du temps. Profitant donc des dispositions que l'empereur Napoléon avait manifestées d'entrer en négociation, sous la médiation offerte par l'Autriche, ils songèrent à proposer un armistice, espérant pendant sa durée compléter leur armée et déterminer enfin le cabinet de Vienne à se déclarer en leur faveur.

Le 29 le comte Schouwaloff, aide de camp de l'empereur de Russie, et le général prussien Kleist, se présentèrent aux avant-postes français, où ils furent reçus par le maréchal Berthier, major général, qui en référa sur-le-champ à l'empereur. Napoléon était disposé à conclure avec les souverains alliés une suspension d'armes, afin d'avoir le temps d'achever ses armements et de redevenir, malgré l'Autriche, l'arbitre des conditions de la paix. En conséquence il envoya, le 30 mai, M. de Coulaincourt aux avant-postes.

Le 30 une conférence eut lieu, dans un château près de Liegnitz. Les envoyés des alliés, d'accord sur le fait de l'armistice, ne l'étaient pas sur la ligne de démarcation. Ils voulaient l'établir aux frontières de la Prusse, obligeant ainsi l'armée française à repasser de l'autre côté du Bober. Néanmoins, ces conférences remplissaient sous quelques rapports l'intention des souverains alliés, dont le véritable but était, comme

nous venons de le dire, de gagner du temps et d'arracher enfin à l'Autriche son adhésion formelle à la coalition. Mais les commissaires prussien et russe ne voulaient pas admettre que Napoléon conservât pendant la durée de l'armistice Breslau, Hambourg et Lubeck, et ne voulaient pas accorder plus d'un mois de suspension d'armes. L'Autriche survint pour aplanir les difficultés en apportant quelques modifications aux conditions que Napoléon trouvait humiliantes. Voici les nouvelles propositions que M. de Bubna apportait au quartier général français : D'abord les villes anséatiques ne seraient restituées qu'à la paix avec l'Angleterre. Quant à la question de la confédération du Rhin, elle serait renvoyée également à la paix générale. Ces nouvelles conditions loin de satisfaire Napoléon lui révélèrent l'intention de l'Autriche d'intervenir immédiatement comme médiatrice armée, ce qui le décida à acquiescer, sauf de légères modifications, aux conditions des commissaires alliés. Le 31 mai, l'armée combinée se retira dans un camp retranché près de Schweidnitz, tenant ses arrière-gardes à Rosen. 1813. Allemagne.

Le même jour, le 4[e] corps se mit en mouvement vers Striegau, afin de reconnaître les forces de l'ennemi devant Jauer. La brigade wurtembergeoise du général Stockmayer s'empara du village de Bertsdorf, après un combat opiniâtre; vers les quatre heures elle marcha sur Rosen; mais l'ennemi se présenta en bataille sur les hauteurs voisines et l'on put juger de ses forces ; elles étaient trop supérieures pour que le général Bertrand, aussi éloigné qu'il l'était de l'armée, risquât d'attaquer avec son corps seul ; il fit donc rentrer ses troupes dans leur première position.

Armistice. — Le 1[er] juin, le 5[e] corps marcha de Lissa sur Breslau. Après avoir repoussé sur Olzau un corps de troupes prussiennes qu'il rencontra en arrière de Neukirchen, le général Lauriston occupa la capitale de la Silésie. 4 juin.

Le 2 juin, les commissaires convinrent, au village de Pleiswitz, d'une suspension d'armes de trente-six heures. Le 4 ils conclurent, malheureusement pour Napoléon et surtout pour la France, un armistice, qui fut ratifié le même jour de part et d'autre. Il devait durer jusqu'au 20 juillet, avec six jours de

1813. Allemagne. délai entre la dénonciation de l'armistice et la reprise des hostilités.

La ligne de démarcation entre les armées belligérantes fut fixée ainsi qu'il suit :

En Silésie, la ligne de l'armée combinée, partant des frontières de la Bohême, passant par Dittersbach, Pfaffendorf et Landshut, suivait le Bober jusqu'à Rudelsdorf, et de là passant par Bolkenhayn et Striegau, suivait le Striegauer-Wasser jusqu'à Cautz, et joignait l'Oder en passant par Bettlern, Oltarchin et Althof.

La ligne de l'armée française, partant aussi des frontières de la Bohême, passait par Schreibershau et Rimnitz, suivait le cours de la petite rivière qui se jette dans le Bober, près de Berteldorf, ensuite le Bober jusqu'à Lahn ; elle allait de là par Neukirch à la Katzbach, et suivait le cours de cette rivière jusqu'à l'Oder.

Tout le territoire compris entre la ligne de démarcation des armées françaises et combinées était neutre.

Depuis l'embouchure de la Katzbach, la ligne de démarcation suivait le cours de l'Oder jusqu'à la frontière de la Saxe, longeait cette frontière et celle de Prusse, joignait l'Elbe, en partant de l'Oder près de Mullrose, et suivait la frontière de Prusse, de manière que toute la Saxe, le pays de Dessau, et les petits États environnants des princes de la confédération du Rhin appartenaient à l'armée française, et que toute la Prusse appartenait à l'armée combinée.

L'Elbe jusqu'à son embouchure fixait et terminait la ligne de démarcation entre les armées belligérantes, sauf, pour la trente-deuxième division militaire, les modifications que pourrait exiger la position du maréchal Davout au 8 juillet, pour le Bas-Elbe. L'armée française occupait donc une ligne, qui, commençant à Travemünde, suivait la Trave jusqu'à Lubeck, comprenant un rayon d'un mille autour de cette ville ; s'étendait de là le long des frontières du Holstein jusqu'à l'Elbe près de Bergedorf. Pour l'armée combinée, la démarcation partait de Dessau au-delà de la Trave, suivait ensuite la frontière du Mecklenbourg, d'un côté jusqu'à la mer et de l'autre jusqu'au lac de Ratzburg, se prolongeait sur Hollerbeck,

suivait la Stecknitz, et gagnait l'Elbe jusqu'à Lauenburg. 1813. Allemagne.

Magdebourg et toutes les places fortes dans le pays ennemi avaient au delà de leur enceinte un rayon d'une lieue de France ; Magdebourg avait par conséquent sa frontière à une lieue sur la rive droite de l'Elbe.

Les places de Dantzig, Modlin, Zamosc, Stettin, et Custrin, devaient être ravitaillées tous les cinq jours, suivant la force de leurs garnisons, et les deux armées rendues le 12 juin dans leur nouvelle ligne.

Ce funeste armistice, qui n'était pas nécessaire à Napoléon, fut consenti par les alliés parce qu'il leur était indispensable et que Breslau leur était cédé comme territoire neutre. Il dépendait encore de l'empereur de marcher en avant et de rejeter ses ennemis au-delà de la Vistule ; car après Bautzen il lui restait au moins 135,000 hommes, que l'arrivée prochaine du maréchal Victor allait porter à 150,000, force plus que suffisante pour battre les coalisés, réduits à environ 80,000 combattants. C'était ce que prévoyait le prudent Barclay de Tolly, auquel Alexandre avait remis son commandement en chef. Il fut alors convenu, par les deux souverains alliés, de la nécessité d'une suspension d'armes, si l'on voulait éviter d'être anéantis dans une nouvelle rencontre avec Napoléon. Celui-ci signa ce déplorable armistice parce qu'il refusait d'adhérer aux conditions de paix de l'Autriche, au risque d'avoir bientôt cette puissance contre lui, et parce qu'il voulait se procurer deux mois pour être en mesure de repousser ces conditions et de devenir lui-même l'arbitre de cette paix, erreur fatale dont la France allait être bientôt la victime !

Dès le 10 l'empereur était de retour à Dresde avec sa garde ; les deux souverains alliés étaient à Peterswaldau, ayant leur quartier général à Reichenbach.

Mouvements du douzième corps français ; entreprise des partisans ennemis sur les derrières de l'armée française. — Nous avons laissé le maréchal Oudinot avec le 12e corps sur le champ de bataille de Bautzen, observant, avec 16,000 hommes, le corps de Bulow, qui, réuni à quelques divisions russes et prussiennes, était fort de plus de 30,000. Bulow était le 17 mai à Iüterbogk. Le 27, la division Pacthod ar-

1813. Allemagne. riva à Hoyerswerda, et y surprit une division de Cosaques. Le même soir, le 12e corps se trouva entièrement réuni à Hoyerswerda; sur ces entrefaites, Bulow ayant laissé neuf mille hommes devant Wittenberg, marcha par Kalau et Senftenberg sur Hoyerswerda, où il était arrivé le 27 au soir. Le lendemain au matin, le 12e corps fut attaqué sur les deux rives du Schwatz-Elster; Bulow, malgré la supériorité numérique de ses troupes, fut si vigoureusement reçu sur tous les points par les divisions Raglowitsch et Pacthod, qu'il se replia sur Cottbus, où il prit position, ayant une division à Guben, une autre à Drebkow, et une 3e à Iüterbogk.

Trop faible pour agir offensivement, le maréchal Oudinot, au lieu de marcher directement par Senftenberg sur Kalau, resta quelques jours à Hoyerswerda; le 1er juin il se porta sur Ruhland, et le 2 il était à Kirchhayn; averti par ces marches incertaines du corps français, Bulow, craignant de perdre Luckau, s'y rendit le 3. Si le maréchal Oudinot, sachant que Bulow était à Cottbus, s'était mis sur le champ en route pour Luckau, peut-être aurait-il eu la facilité de battre le général prussien en détail, avant que les troupes laissées à Guben et Iüterbogk ne se fussent réunies à lui. Quoi qu'il en soit, le maréchal Oudinot quitta Kirchhayn pour marcher vers Cottbus. Là, informé que Luckau était occupé depuis la veille par les troupes prussiennes, il se dirigea sur cette dernière ville. Le 4, son avant-garde attaqua l'ennemi vers neuf heures du matin, le força à rentrer dans la ville et occupa le faubourg.

Luckau, sans être fortifié, a cependant une enceinte de bonnes murailles et un fossé plein d'eau. Le 12e corps attaqua avec intrépidité; mais l'ennemi, à l'abri derrière ses murs, le reçut avec une vigueur égale. Bulow en sûreté au centre de sa position, put renforcer ses ailes. Le 12e corps fut alors attaqué à son tour par les deux flancs, et, après un combat opiniâtre, qui dura jusqu'à la nuit, forcé de se retirer ayant perdu 1,100 hommes et un obusier. La perte de l'ennemi ne fut guère moins considérable. Le maréchal Oudinot se dirigea par Sonnenwalde et Dobriluch sur Ubigau. Ce ne fut que dans cette dernière ville qu'il reçut communication de l'armistice.

En avançant vers la Silésie, l'armée française, contrainte de rassembler toutes ses forces, n'avait pu laisser aucun corps sur l'Elbe pour couvrir les grandes communications et balayer les partis russes et prussiens qui étaient restés en arrière. Ces derniers, appuyés par le corps de Woronzoff, qui avait repris le blocus de Magdebourg, parcouraient le pays dans tous les sens, et inquiétaient les derrières de l'armée française. Peu de jours après la bataille de Bautzen, un de ces partis surprit un convoi d'artillerie venant d'Augsbourg et escorté par des troupes würtembergoises. Le 23 mai, un corps nombreux de hussards, de houlans et de Cosaques attaqua, entre Bernbourg et Halle, le général Poinsot, qui conduisait de Brunswick à Leipzig un régiment de marche de 400 hommes de cavalerie. Le général Poinsot, après une vigoureuse défense, fut fait prisonnier avec 200 des siens; les autres gagnèrent Leipzig, où le duc de Padoue réunissait son corps de cavalerie. Le 30 mai, Czernicheff attaqua la faible escorte qui accompagnait un autreconvoi destiné pour Magdebourg, et s'empara de ce convoi. Quelques jours après, s'étant réuni aux corps francs de Lützow et de Petersdorf, et soutenu par Woronzoff, qui partit à cet effet de Dessau, le 6 juin le même Czernicheff résolut d'enlever les hôpitaux de Leipzig, où étaient environ 6,000 blessés sous la garde de deux bataillons d'infanterie et de quelques dépôts de cavalerie. Le 7, au matin, les 2 corps russes se présentèrent devant Leipzig; mais déjà la nouvelle de l'armistice était arrivée dans cette ville; elle fut notifiée aux généraux Woronzoff et Czernicheff, qui, après quelque hésitation, s'en rapportèrent à la parole du duc de Padoue, et repassèrent l'Elbe le même jour [1].

1813. Allemagne.

[1] L'adjudant-commandant Carrion-Nisas, attaché à l'état-major général de l'armée, fut destitué pour avoir refusé d'arrêter le colonel prussien Lützow, venu à lui en *parlementaire* à Géra.

L'empereur avait eu le malheur d'approuver l'idée, aussi inadmissible en procédés de guerre et d'honneur qu'insensée et dangereuse dans sa situation, de se venger, par un prétendu coup d'État, des entreprises de cet habile partisan; mais M. Carrion-Nisas ne se prêta point aux insinuations qui lui furent faites à cet égard.

Toutefois, ce que l'adjudant-commandant Carrion-Nisas avait refusé de faire, un autre le fit le lendemain; on attaqua contre la foi des traités, sur

1813. Allemagne. 9 juin.

Opérations sur l'Elbe inférieur ; affaires de Zollenspicker, de Wildemsburg et Reiderstiegerland ; occupation de Hambourg par les troupes françaises. — Maître de Harbourg, dont il s'était emparé le 27 avril, le général Vandamme, qui commandait devant Hambourg le 1er corps d'armée sous les ordres supérieurs du prince d'Eckmulh, fut forcé de suspendre pendant quelque temps toute opération militaire. La situation politique du Danemark à l'égard de la France, n'étant pas encore décidée, entraînait alors des négociations qui devaient nécessairement ralentir les hostilités sur ce point.

Le 6 mai, Tettenborn attaqua la brigade de Reuss, de la division Dufour, près de Zollenspicker, tandis que la légion anséatique débarquait de l'île de Wilhemsburg, près de Harbourg. L'ennemi fut repoussé des deux côtés ; les 9, 11 et 12 du même mois, ses tentatives ne furent pas plus heureuses ; dans la dernière affaire, qui eut lieu vers Reiderstieg, il fut forcé par la brigade Gengoult de se rembarquer en toute hâte, ayant perdu près de 400 morts ou blessés, un nombre égal de prisonniers et 6 pièces d'artillerie.

Le 19 mai, le général Vandamme occupait l'île de Wilhemsburg, et toutes les autres îles de l'Elbe. L'occupation de ces divers points le mettait à même de faire canonner Hambourg. En conséquence, le bombardement commença le même jour. Une division suédoise qui était entrée dans cette ville le 21 en sortit le 24. Le 29 le roi de Danemark, s'étant allié à la France, mit une division de ses troupes à la disposition du maréchal Da-

un ordre exprès, et l'on surprit au milieu de la nuit le colonel Lützow, qui, d'après les conventions qu'il venait de faire, s'acheminait vers le lieu qui lui était assigné pour prendre ses quartiers pendant le reste de l'armistice ; sa troupe tout entière fut prise ou massacrée ; il eut beaucoup de peine à se sauver de sa personne.

Indigné de cette violation, le général Bulow envoya un officier supérieur pour se plaindre et demander réparation ; inutilement le prince de Neufchâtel et les officiers qui l'entouraient firent auprès de Napoléon tous leurs efforts en faveur de la justice ; elle fut définitivement refusée. Peut-être cette conduite fut-elle une des causes de la rupture inopinée de l'armistice et des malheurs dont nous allons continuer le triste et pénible récit *.

* Le refus que fit plus tard le ravitailler Dantzig, assiégée, le prince de Wurtemberg, fut motivé sur la conduite des Français à l'égard de la légion Lützow.

vout. Dans la nuit du 30 au 31, Tettenborn évacua Hambourg, et se replia sur Boitzenburg; quelques heures après, les Danois entrèrent dans cette ville d'un côté, et les troupes françaises de l'autre. Le 2 juin, le maréchal Davout détacha une brigade danoise à Lübeck, dont elle prit possession. 1813. Allemagne.

Le 9, l'armistice fut notifié à Hambourg, et la ligne de démarcation établie d'après la position qu'occupaient les troupes françaises et danoises, ainsi que nous l'avons dit plus haut.

Déblocus de Glogau. — Comme la ville de Glogau fut la seule de toutes les forteresses investies qui resta en communication avec l'armée jusqu'à la reprise des hostilités, nous croyons devoir donner une relation abrégée de sa défense, nous réservant de parler subséquemment de celle des autres places fortes. 28 mai.

Dès le 20 février, la garnison de Glogau, réduite à moins de 5,000 hommes, avait tiré les premiers coups de fusil sur les Cosaques; mais ce ne fut que le 15 mars que la place fut complétement bloquée. Le général Saint-Priest, arrivé sous ses murs avec 8,000 hommes d'infanterie, 2,000 chevaux et 20 pièces d'artillerie, la somma de se rendre avec toutes les formalités d'usage. Cette sommation demeura sans réponse. Le 30, seconde sommation du général prussien Scholler, qui n'eut pas plus de succès que la première, bien qu'il canonnât la place avec 16 pièces de gros calibre et qu'il menaçât la garnison d'être confinée en Sibérie. Le 31, les batteries ennemies, réduites au silence, furent détruites dans une sortie. Néanmoins, comme le corps prussien de Scholler s'augmentait chaque jour de nouvelles levées, la garnison ne fit plus de sorties jusqu'au 30 avril, quoiqu'elle n'eût pas cessé d'avoir des postes en dehors des glacis. Le 1er mai, à une heure du matin, un corps prussien attaqua à l'improviste et avec fureur la tête de pont de la rive droite de l'Oder; il lâcha deux brûlots, qui éclatèrent avant que d'arriver aux contre-pilotis. L'ennemi pénétra jusqu'aux abatis; mais il ne put aller plus avant, et fut obligé de se retirer avec perte. Le chef de bataillon Marthe, du 92e régiment de ligne, se distingua particulièrement dans cette occasion.

Dans la nuit du 6 au 7, les Prussiens ouvrirent un boyau et le poussèrent jusqu'à cent toises des chemins couverts du

1813. Allemagne. fort de l'Étoile. Le 7, la garnison fit une sortie, et après un combat des plus vifs, elle combla les travaux de l'ennemi. Le 17, l'artillerie de siége arriva de Breslau. Le 21, l'ennemi tenta une seconde fois de détruire le pont à coups de canon; 300 hommes sortirent de la place à la garde montante, passèrent le pont, franchirent les abatis, coururent sur la batterie et la détruisirent. Les tirailleurs français, emportés trop loin, engagèrent cependant une vive fusillade avec des renforts qui arrivaient de Lerchenberg; mais vers les deux heures tout était rentré dans la place. Ce combat fut le dernier que la garnison eut à soutenir. Le 22, l'artillerie de siége retourna à Breslau, et dans la nuit du 27 au 28 la place fut débloquée.

Juillet. *Préparatifs de la Prusse et de la Russie pour rouvrir la campagne.* — Cependant les monarques de Russie et de Prusse, ainsi que nous l'avons dit précédemment, n'avaient proposé l'armistice que pour avoir le temps de compléter leurs armées, et laisser à leurs nouveaux alliés le loisir d'entrer en campagne. Leur but n'était plus que la conclusion de l'armistice amenât une paix solide, également avantageuse aux parties belligérantes. Il est impossible en effet de supposer que le roi de Prusse ait jamais eu le désir de voir cesser les hostilités : la proclamation de ce prince à ses sujets en date du 5 juin 1813 ne laisse aucun doute à cet égard. « L'ennemi a offert un armistice, dit-il; je l'ai accepté, ainsi que mon puissant allié, jusqu'au 20 juillet. Cela s'est fait afin que la force nationale que mon peuple a si glorieusement montrée puisse se développer entièrement. Une activité sans relâche et des efforts non interrompus nous y conduiront, etc., etc. » Au reste, tous les préparatifs de guerre furent continués en Prusse avec la plus grande ardeur : une ordonnance du 17 mars avait décrété la formation d'une *landwehr*, ou garde nationale mobile. Des bataillons de cette landwehr avaient déjà rejoint le corps de Bulow; son organisation fut encore augmentée. Une décision royale du 21 avril avait aussi ordonné la levée en masse, ou *landsturm*. Cette mesure, que quelques mois après les mêmes souverains ont voulu qualifier en France de violation du droit de la guerre, à laquelle ils ont opposé les plus terribles me-

naces, les punitions les plus sévères, fut soutenue par des dispositions tellement éloignées des mœurs des peuples civilisés [1], que son exécution eût entraîné la ruine du pays auquel il était prescrit de la mettre en usage. 1813. Allemagne.

Quoi qu'il en soit de la légitimité de ces différentes mesures, la Prusse se vit en état de faire entrer en campagne environ 45,000 hommes de la landwehr, dont 25,000 passèrent dans l'armée active, et le restant fut employé aux siéges ou blocus de Magdebourg, Stettin, Custrin et Glogau.

La Russie, de son côté, ne fit pas des préparatifs moins formidables. De nouveaux corps vinrent porter les anciens au grand complet. Les siéges de Dantzig, Modlin et Zamosc furent confiés aux milices. En sorte que l'armée active se trouva augmentée de 50,000 hommes, tandis qu'une nouvelle armée, forte de 80,000 hommes, s'organisait en Pologne sous les ordres de Beningsen. Dans le même temps, la Suède, à laquelle la France avait refusé sa coopération pour l'occupation de la Norvége, se lia d'intérêt avec la Russie et la Prusse, et se disposa à entrer ouvertement en lice.

Tandis que la Russie et la Prusse recrutaient ainsi leurs armées, et que l'Autriche organisait les siennes, l'empereur Napoléon complétait aussi l'armée qu'il avait en Saxe, activait ses levées, remplissait ses cadres et formait des réserves ; ses forces se trouvaient augmentées d'environ 100,000 hommes, et par conséquent égales à celles que pouvaient opposer jusque-là les deux souverains alliés.

Au milieu de ces immenses préparatifs de guerre, les négociations pour une paix prochaine semblaient néanmoins se poursuivre avec une sorte d'activité ; mais déjà le sort en était jeté. Les désastres de Moscou avaient laissé entrevoir la possibilité d'abattre la puissance française ; ce n'était déjà plus

[1] Voir l'ordonnance du roi de Prusse en date du 21 avril 1813.

Entre autres dispositions, un article contenait la suivante : « Le combat auquel le landsturm est appelé, sanctifie tous les moyens possibles ; les plus terribles sont les meilleurs : il faut en conséquence non-seulement harceler continuellement l'ennemi, mais *détruire* et *anéantir* tous ses soldats *isolés* ou en petites troupes. *Les prisonniers qui gêneront seront mis hors d'état de nuire* ; ceux qui voudront s'échapper seront égorgés ; les maraudeurs le seront aussi, etc.

1813. Allemagne. les conquêtes de l'empereur Napoléon dont il fallait seulement dépouiller la France; les Prussiens annonçaient hautement qu'ils ne s'arrêteraient qu'à ses plus anciennes limites.

Juillet, premiers jours d'août. *Suite des négociations entre la France et l'Autriche.* — L'envoi de M. de Caulaincourt aux avant-postes pour négocier l'armistice et chercher à traiter directement de la paix avec l'empereur Alexandre, allait révéler à l'Autriche la véritable pensée de Napoléon, qui consistait à se passer d'elle s'il parvenait à s'entendre avec la Russie. Dans ce cas l'Autriche n'aurait plus rien eu à prétendre en Pologne, en Illyrie ni en Italie; car la coalition lui offrait tout ce qu'elle voudrait, même le Tyrol, si elle se déclarait en sa faveur; et loin de recouvrer son indépendance par la reconstitution de l'Allemagne, chose à laquelle elle tenait le plus, elle retomberait sous la domination de Napoléon, pour avoir hésité trop longtemps à se réunir à la Prusse et à la Russie.

M. de Stadion, envoyé par la cour de Vienne au quartier général des alliés, en même temps que M. de Bubna arrivait au quartier général français, avait fait à son gouvernement un rapport exagéré sur la possibilité d'un arrangement direct entre la France et la Russie. Alexandre, qui n'avait pas voulu recevoir M. de Caulaincourt, et qui tenait surtout à abattre la puissance de Napoléon, se servit du prétexte de la présence de M. de Caulaincourt pour faire cesser les longues hésitations de l'Autriche. Il lui fit déclarer par son ministre, M. de Nesselrode, que le moment était arrivé de le secourir lui et son allié le roi de Prusse, sans quoi ils seraient forcés de traiter avec Napoléon et de conclure avec lui une paix exclusivement avantageuse à la Russie et à la Prusse.

Il n'en fallait pas tant pour donner l'éveil à la cour de Vienne. Dans la crainte d'un arrangement de la France avec la Russie, l'empereur d'Autriche et M. de Metternich s'étaient rendus le 3 juin à Gitschin, ville et résidence rapprochée des montagnes de la Bohême, afin de veiller de plus près aux événements. De cette résidence, M. de Metternich était parti pour Opotschna, ville et château du cercle de Kœnigingrætz, pour conférer avec les deux monarques alliés qui s'y trouvaient. A ce moment l'Angleterre venait de s'engager à fournir immédiatement à la

Russie et à la Prusse un subside de 112 millions de fr. à condition qu'on ne traiterait pas de la paix sans elle. L'Angleterre approuvait la médiation de l'Autriche, prévoyant bien que les propositions de paix qu'elle ferait seraient mal reçues par Napoléon, ce qui entraînerait cette puissance à la guerre. A Opotschna, où M. de Metternich reçut l'accueil le plus flatteur de la part des deux souverains alliés, il fut convenu également qu'on acceptait la médiation autrichienne et qu'on attendrait la fin de l'armistice, terme de rigueur auquel la puissance médiatrice déclarerait la guerre à la France si, comme on le disait alors, elle n'admettait pas des conditions de paix raisonnables. Les souverains alliés, convaincus que ces conditions seraient repoussées, cédèrent à tout ce que voulait l'Autriche, certains que bientôt elle serait forcée de se réunir à eux. 1813. Allemagne.

A son retour auprès de l'empereur François, M. de Metternich trouva l'invitation que Napoléon lui faisait de venir à Dresde pour s'entendre avec lui sur les questions importantes qu'il s'agissait de résoudre ; car inquiet de ce qui s'était passé à Opotschna entre le ministre autrichien et les deux monarques alliés, Napoléon, qui ne tenait nullement à conclure la paix que voulait lui imposer l'Autriche, était intéressé à pénétrer les desseins de la coalition et surtout à obtenir une prolongation de l'armistice, afin de traîner les négociations en longueur, et d'avoir ainsi le temps de compléter ses armements.

Après avoir signé l'armistice dont il prévoyait le danger, mais dont il croyait avoir besoin pour se procurer le temps d'armer contre l'Autriche prête à se joindre à la coalition, Napoléon s'occupa du bien-être de ses troupes et les répartit en Silésie dans de bons cantonnements depuis les montagnes de la Bohême jusqu'à l'Oder, les faisant vivre aux dépens de la Prusse qu'il n'avait nulle raison de ménager. Il s'achemina ensuite, avec sa garde, vers Dresde, où il arriva le 10 juin, comme on l'a déjà vu.

Dans la supposition de la guerre avec l'Autriche, Napoléon choisit l'Elbe pour sa ligne défensive, depuis Dresde jusqu'à Hambourg, car en voulant conserver les villes anséatiques et le protectorat de la confédération du Rhin, il ne pouvait pas reculer jusqu'à ce fleuve, ce qui l'eût forcé de livrer à la coali-

1813. Allemagne. tion, non-seulement ses alliés de Saxe, de Bavière, de Bade, mais les villes anséatiques, la Westphalie, même la Hollande, et l'eût mis en danger de voir le théâtre de la guerre transporté en France. Il avait donc résolu de s'établir fortement sur l'Elbe, et employa le temps de la suspension d'armes pour en fortifier les points principaux, tels que Kœnigstein et Lilienstein placés des deux côtés de l'Elbe, au débouché des montagnes de la Bohême, Dresde, centre de ses opérations, Torgau, Wittenberg, Magdebourg, Werben et enfin Hambourg où le maréchal Davout était entré quelques jours après le général Vandamme qui, à la tête de deux divisions, en avait chassé les partisans Tettenborn et Czernicheff.

Le 25 juin, M. de Metternich arriva à Dresde et eut le lendemain une première entrevue avec M. de Bassano. Leur conférence se passa pendant deux jours en vaines chicanes sur le traité d'alliance de 1812, sur le fond et sur la forme de la médiation. Le 28, Napoléon, qui n'avait pas voulu voir encore M. de Bubna, reçut M. de Metternich, se plaignit amèrement de ses relations avec l'Autriche, et exprima même le regret d'avoir épousé la fille de l'empereur François qu'il avait cru s'attacher par cette union; reprocha au ministre autrichien d'avoir conclu avec lui un traité d'alliance dont aujourd'hui son maître ne voulait plus; que sous prétexte de ménager la paix, il s'interposait entre lui et les ennemis de la France qui sans cette intervention, seraient déjà détruits; qu'après avoir armé, on venait comme médiateur lui imposer des conditions humiliantes, avec menace de lui déclarer la guerre s'il ne les acceptait pas. M. de Metternich répondit, faute d'autre argument plausible, que ce n'était pas la guerre qu'on venait lui déclarer, mais qu'on venait lui demander la paix, une paix nécessaire à tout le monde et à lui-même. Ce ministre énuméra ensuite, avec calme, les conditions de paix qui ont déjà été énoncées, ce qui irrita Napoléon au dernier point. Et malgré toutes les raisons que M. de Metternich s'efforça de faire valoir en faveur de la paix proposée, il se retira avec la conviction que Napoléon n'accepterait jamais les conditions posées par l'Autriche, qu'il préférait la guerre à toute paix qu'on aurait l'apparence de lui imposer, et dont il ne dicterait pas lui-même les condi-

tions; qu'en outre il repoussait la médiation autrichienne. Cependant Napoléon regrettant, à cause de l'emportement auquel il s'était livré, d'avoir perdu l'occasion d'obtenir une prolongation de l'armistice, provoqua, pour le 30 juin, une nouvelle entrevue dans laquelle s'attachant à complaire en tout à M. de Metternich qu'il flatta et caressa, il accepta la médiation telle que l'offrait l'Autriche. Il fut arrêté qu'en conséquence les plénipotentiaires des diverses puissances se réuniraient à Prague le 5 juillet au plus tard. Mais Napoléon objectant que, du 5 au 20 juillet, il serait impossible de terminer convenablement une négociation aussi importante qui avait pour objet une paix générale, M. de Metternich consentit à prolonger l'armistice jusqu'au 10 août, ce qui conduirait jusqu'au 16 en comptant les six jours devant précéder la reprise des hostilités. De retour à Gitschin le 1er juillet, M. de Metternich demanda de remettre au 8 juillet la réunion des plénipotentiaires, et, de leur côté, les alliés demandèrent une remise au 12. Quant à la prolongation de l'armistice jusqu'au 10 août, ils ne purent la refuser à l'Autriche qui, dans sa situation indépendante, était en droit de l'exiger. D'ailleurs ce délai leur était aussi avantageux qu'à Napoléon en les mettant à même d'attirer à eux de nombreux renforts.

1813. Allemagne.

Depuis longtemps, Napoléon avait formé le projet de visiter les bords de l'Elbe qui allaient devenir le théâtre de la guerre depuis Kœnigstein jusqu'à Hambourg. Il profita de la prolongation de l'armistice pour exécuter ce projet, et partit de Dresde le 10 juillet, après avoir désigné pour ses négociateurs au congrès de Prague, qui allait s'ouvrir le 12, M. de Narbonne son ambassadeur qui était déjà à Prague, et M. de Caulaincourt, duc de Vicence, qui était encore à Dresde. Dans son excursion Napoléon visita Torgau, Wittenberg, Magdebourg et revint à Dresde le 15, sans avoir envoyé à l'ouverture du congrès son second négociateur, tandis que les plénipotentiaires russe et prussien étaient arrivés dès le 11 à Prague, où ils avaient communiqué leurs pouvoirs à la puissance médiatrice. D'après cela Napoléon ne concevant plus l'espoir de négocier séparément avec la Russie, songea à retarder l'entrée en action de l'Autriche pendant quelques jours après la dénonciation de l'armis-

1813. Allemagne. tice, afin de se procurer le temps de battre les Prussiens et les Russes, et après cela de se jeter sur les Autrichiens; car M. de Metternich avait signifié à M. de Narbonne qu'au terme du 10 août il n'y aurait plus de paix à espérer, et que l'Autriche déclarerait la guerre à la France si l'empereur Napoléon refusait encore d'admettre des conditions raisonnables déjà acceptées par les autres puissances. M. de Narbonne, appréciant parfaitement la situation, écrivit à M. de Bassano que le moment était arrivé de se décider à négocier sérieusement, si l'on ne voulait pas avoir très-prochainement toute l'Europe sur les bras. Napoléon, peu touché de ces conseils, comptait qu'en ouvrant les négociations vers la fin de l'armistice, il pourrait obtenir de l'empereur François qu'on négociât en se battant, ce qui retarderait vraisemblablement l'entrée en action de l'Autriche, car elle serait retenue par l'espérance de voir enfin ses propositions de paix acceptées au moyen de quelques modifications qu'elle semblait disposée à accorder. On était arrivé alors au 20 juillet, et il ne restait plus que 21 jours pour atteindre le 10 août, terme fatal où l'Autriche allait se réunir à la coalition pour recouvrer l'indépendance que ses défaites successives lui avaient fait perdre. Cette résolution de l'empereur François devait sembler à Napoléon toute naturelle. Entraînée par l'esprit public de l'Allemagne et sollicitée par son propre intérêt, l'Autriche profitait de l'occasion où toute l'Europe se soulevait contre son vainqueur, pour s'affranchir de sa domination. On disait alors à Napoléon qu'il n'y avait aucun déshonneur, aucune humiliation pour la France de rendre à l'Allemagne les territoires anséatiques, dont elle avait besoin pour son commerce, et de renoncer au protectorat de la confédération du Rhin, pour lui rendre son indépendance. On ajoutait qu'en admettant les conditions de paix de l'Autriche après les victoires de Lutzen et de Bautzen, où l'honneur des armes avait été sauvé, la France, malgré les désastres de 1812, resterait encore aussi grande, aussi glorieuse qu'elle l'était avant cette inutile et fatale guerre de Russie. A tout cela Napoléon répondait que s'il cédait à ces conditions, bientôt on lui en imposerait d'inacceptables, telles que l'abandon de toute l'Italie à l'Autriche, de la Pologne à la Russie, de la Saxe à la Prusse,

de la Hollande et de la Belgique à l'Angleterre, ce qui rendrait la guerre interminable, et que, dans ce cas, il valait mieux la continuer et lutter contre l'Europe entière que de rien céder. Cette terrible résolution, qui perçait dans son attitude et dans ses discours, terrifiait ses ministres et ses généraux, qui comprenaient bien que ce n'était pas seulement pour la défense légitime du sol français que Napoléon voulait continuer la guerre, mais pour récupérer la prépondérance que la guerre lui avait acquise d'abord et fait perdre ensuite par des prétentions immodérées. Le refus de renoncer au protectorat de la confédération du Rhin, et à l'abandon des villes anséatiques qui importaient peu à la France, n'était donc qu'un prétexte pour ne pas accepter la paix qu'on lui offrait et pour gagner du temps jusqu'à la fin de l'armistice; c'était donc un duel à mort dont il jetait le cartel à l'Europe entière coalisée contre lui seul.

1813. Allemagne.

Pour apporter de nouvelles entraves à la marche des négociations, Napoléon résolut d'aller voir l'impératrice, à laquelle il avait donné rendez-vous à Mayence vers le 26 juillet, époque où le duc de Vicence devait se rendre à Prague muni des pouvoirs que l'empereur lui laissa en partant. Le 24 juillet, dix-sept jours avant le délai auquel la question de paix ou de guerre allait être résolue, Napoléon partit pour Mayence. L'empereur Alexandre et le roi de Prusse se trouvaient alors à Trachenberg, petite ville de la Silésie prussienne, à 9 lieues de Breslau. Ils s'y étaient rendus de leur quartier général de Reichenbach, et y reçurent l'ancien maréchal Bernadotte auquel ils firent l'accueil le plus brillant. Celui-ci venait de mettre en mouvement 25,000 Suédois, et pour prix de ce contingent, du reste excellent, il prétendait au titre de généralissime des armées de la coalition, ce qu'il croyait dû à son rang de prince royal de Suède et à ses talents militaires qu'il mettait bien au-dessus de ceux de Napoléon. Malgré ses hautes prétentions, qui révoltaient tous les généraux de la coalition, il dut se contenter du commandement de l'armée dite du Nord, destinée à couvrir Berlin. La présence des souverains alliés et de la plupart de leurs généraux à Trachenberg avait pour objet de conférer avec le prince de Suède sur le plan de la campagne qui allait s'ouvrir contre Napoléon. Ce plan, fondé sur la coopération des Au-

1813. Allemagne. trichiens, consistait à former trois grandes armées : la première en Bohême, de 250,000 hommes, dont 130,000 Autrichiens et 120,000 Russes et Prussiens, sous le prince de Schwartzenberg, devait opérer sur le flanc de Napoléon ; la seconde, en Silésie, de 120,000 Russes et Prussiens, sous Blucher, devait marcher directement sur Dresde, par Liegnitz et Bautzen, tandis qu'une troisième armée de 130,000 hommes composée de Suédois, de Prussiens, de Russes, d'Allemands et d'Anglais, sous Bernadotte, marcherait de Berlin sur Magdebourg et sur Hambourg. Indépendamment de ces 500,000 hommes, les coalisés en avaient 300,000 en réserve dans la Silésie, dans le Brandebourg, en Poméranie, en Pologne et en Bohême. L'Autriche allait avoir en outre une armée d'observation aux frontières de la Bavière et une armée active en Italie.

Il s'était élevé chez les coalisés une difficulté sur l'époque de la reprise des hostilités. Barclay de Tolly, mal instruit de ce qui avait été convenu à Dresde entre Napoléon et M. de Metternich, prétendait que l'armistice devait finir au 10 août, sans avoir égard au délai de six jours qui expirait au 16. Napoléon avait profité de ce malentendu pour retarder l'envoi du duc de Vicence à Prague. Mais cette difficulté levée, M. de Caulaincourt était parti le 26, et était arrivé à Prague le 28, muni de pouvoirs qui ne lui laissaient aucun moyen de travailler utilement à la paix dont les coalisés, assurés d'avance d'avoir l'Autriche pour eux, se souciaient aussi peu que Napoléon. Les plénipotentiaires prussien et russe avaient remis leurs pouvoirs au médiateur, comme on l'a déjà dit ; les instructions du duc de Vicence exigeaient au contraire qu'il ne remît ses pouvoirs qu'en assemblée commune, sous la présidence du médiateur, mais en conférence générale. M. de Metternich, sans paraître se formaliser de ces exigences, représenta à M. de Caulaincourt que les plénipotentiaires prussien et russe ne tenant pas beaucoup à la paix, ne consentiraient pas à céder sur ce point, qu'ainsi toute discussion avec eux à cet égard serait inutile ; que d'ailleurs il voyait bien que Napoléon, insistant ainsi sur des questions de forme, ne tenait pas plus à la paix que ses adversaires ; qu'en conséquence, il ne restait plus qu'à attendre jusqu'au dernier moment où il consentirait peut-être à traiter sur des bases ac-

ceptables; que dans le cas contraire, le 10 août, après minuit, l'Autriche serait engagée par la signature d'un traité d'alliance avec les puissances coalisées. 1813. Allemagne.

Dans ce moment Napoléon était à Mayence auprès de l'impératrice, qu'il ne voulut pas affliger en lui disant qu'il était résolu à la guerre contre son père, et lui laissant ignorer que M. de Metternich avait dit à M. de Narbonne que la politique avait fait le mariage et que la politique pourrait le défaire. Avec l'étonnante activité qui le distinguait, il expédia de Mayence un grand nombre d'affaires tant civiles que militaires et partit de cette ville le 1er août pour retourner à Dresde, où il arriva le 4 au soir. Le lendemain il s'occupa sérieusement de mettre à profit les derniers jours de l'armistice : il résolut de paraître aux yeux de l'Autriche vouloir entrer franchement en négociation pour arriver à une conclusion pacifique, retarder ainsi l'entrée en action de cette puissance et profiter de ce retard pour battre séparément les Russes et les Prussiens, et n'avoir plus affaire qu'aux Autrichiens. Mais au nombre des conditions qu'il chargea le duc de Vicence de présenter confidentiellement à M. de Metternich, il persistait à conserver le titre de protecteur de la confédération du Rhin et ne consentait pas à renoncer aux villes anséatiques qui avaient été ajoutées constitutionnellement au territoire français. Napoléon pensait que l'Autriche, au dernier moment, lui concéderait ces points auxquels il paraissait tant tenir. Le duc de Vicence reçut, le 6 août, les dépêches contenant ces propositions, et les communiqua immédiatement à M. de Metternich. L'empereur d'Autriche répliqua aux propositions de Napoléon par un *ultimatum* renfermant les conditions qu'on connaît déjà, savoir : la dissolution du duché de Varsovie et son partage entre l'Autriche, la Russie et la Prusse qui recevrait Dantzig; rétablissement de Hambourg et de Lubeck comme villes libres anséatiques; renonciation au protectorat de la confédération du Rhin, et indépendance de tous les souverains de l'Allemagne sous la garantie de toutes les grandes puissances; enfin reconstruction de la Prusse avec une frontière tenable sur l'Elbe et cession des provinces Illyriennes à l'Autriche. A cette déclaration M. de Metternich ajouta qu'à partir du 11 août l'Autriche serait liée avec les puissances coalisées et ne pourrait admettre

1813. Allemagne. aucune condition de paix que d'accord avec elles. Mais Napoléon ne voulant absolument pas céder les villes anséatiques ni renoncer au protectorat, ce qui lui eût fait perdre toute influence sur l'Allemagne, M. de Metternich, après avoir attendu pendant toute la journée du 10 août une réponse définitive à l'*ultimatum* de son maître, signa enfin l'adhésion de l'Autriche à la coalition, et annonça le 11 au matin à M. de Caulaincourt et à M. de Narbonne que le congrès de Prague était dissous, et que l'Autriche déclarait la guerre à la France [1].

Ainsi finit cette longue déception politique, cette prétendue négociation de Prague qui n'eut pas lieu. On ne put même échanger les pouvoirs et les plénipotentiaires ne se virent pas. Cette comédie diplomatique n'avait été qu'un moyen de s'abuser réciproquement; car personne ne voulait sincèrement la paix. L'Autriche était aussi intéressée que la Prusse à détruire l'influence de la France en Allemagne, et il n'était pas difficile de prévoir quelles seraient ses prétentions si l'on acceptait sa médiation. Il était donc complétement illusoire de croire que, dans cette position, elle prendrait les intérêts de la France plutôt que les siens. Il était même présumable qu'en admettant les conditions du cabinet de Vienne, on n'aurait pas évité la guerre. C'est ce que prévoyait Napoléon : les coalisés ayant trouvé dans l'armistice le temps de recevoir des renforts qui surpassaient de beaucoup ceux que l'empereur avait pu réunir, pouvaient dès lors déclarer inadmissibles les conditions qu'ils avaient d'abord paru accepter, car ils n'avaient plus autant besoin des secours de l'Autriche, qu'ils auraient toujours retrouvés quand ils auraient voulu, puisque de part et d'autre les intérêts étaient les mêmes.

Après Lutzen et Bautzen, les Français, malgré les pertes qu'ils venaient d'éprouver, avaient encore la supériorité du nombre sur les Russes et les Prussiens; ils pouvaient, en continuant de les pousser sans relâche, les rejeter au delà de la

[1] Ces détails plus politiques que militaires, mais qui révèlent l'intention de l'Autriche de se joindre à la coalition plutôt qu'à Napoléon, sont en partie extraits du tome XVI de *l'Histoire du Consulat et de l'Empire* par M. Thiers, qui a consulté et interprété, avec son talent ordinaire, toute la correspondance diplomatique de cette époque mémorable.

Vistule et les éloigner des Autrichiens, ce qui eût mis ces derniers, ainsi séparés des coalisés, dans l'impossibilité de coopérer plus tard avec eux. Mais Napoléon, se faisant illusion sur les véritables intentions de la cour de Vienne, tenant à échapper aux conditions de cette cour, et à gagner le temps nécessaire à l'arrivée de ses renforts, commit la faute grave de signer l'armistice de Pleiswitz dont ses ennemis avaient plus besoin que lui, et perdit ainsi tous les avantages qu'il avait obtenus dès le commencement de la guerre. 1813. Allemagne.

Forces respectives des armées françaises et alliées au moment de la dénonciation de l'armistice. — La prépondérance numérique que la défection de l'Autriche donnait aux coalisés, n'était pas encore le plus grand avantage qu'ils retirassent de la jonction de leur nouvel allié ; mais, outre que la balance proportionnelle était rompue entre les combattants, la ligne d'opération de l'armée française se trouvait compromise. Tant que l'Autriche était restée alliée ou neutre, cette ligne, qui s'étendait de Dresde à l'Oder, près de Liegnitz, avait ses deux ailes couvertes par les forteresses de l'Elbe et de l'Oder. Glogau assurait le passage de cette rivière, et l'ennemi, pour se joindre aux troupes qu'il avait laissées dans le Brandeburg et sur l'Elbe, se trouvait forcé de livrer une bataille ou de passer l'Oder et de gagner Kalisch et Posen. Mais la défection de l'Autriche, quelque prévue qu'elle pût être, détruisait tous ces avantages, et la ligne d'opération de l'armée française était menacée, non-seulement à Dresde, mais encore en arrière de cette ville. 10 août.

Dès avant l'armistice, l'empereur Napoléon avait songé à couvrir Dresde du côté de la Bohème, et à s'assurer un double passage sur l'Elbe à son entrée dans la Saxe, qu'il supposait avec raison devoir devenir le théâtre de sa défensive. Un camp retranché de près de 50,000 hommes, avait été élevé près de Pirna; un pont de bateaux jeté près de Kœnigstein, et une route militaire établie entre ce fort et Zobten. Les fortifications de Dresde avaient été réparées et augmentées ; celles d'Erfurt, de Hambourg, avaient été mises sur un pied de défense respectable, et les citadelles de Pétersberg et de Würtzburg disposées à offrir quelque appui en cas d'une rupture avec la Bavière.

1813. Allemagne. A la reprise des hostilités, l'armée française, divisée en 15 faibles corps d'infanterie et 5 de cavalerie, ne s'élevait qu'à 380,000 hommes, plus 20,000 hommes en Bavière, sous le maréchal Augereau, et 60,000 en Italie sous le prince Eugène, ce qui formait un total de 460,000 hommes. En y ajoutant 40,000 hommes tirés des garnisons des places de l'Elbe, de Kœnigstein à Hambourg, et dont on pouvait encore espérer le concours, plus 50,000 hommes de réserve qu'on pourrait peut-être réunir sur le Rhin, on aurait atteint le chiffre de 550,000 hommes dont 45,000 de cavalerie, et environ 1,000 bouches à feu.

Depuis l'adhésion de l'Autriche à la coalition, l'armée alliée disposait d'une force active de 500,000 hommes plus 25,000 Autrichiens en marche sur l'Inn, et 50,000 sous le général Hiller, opposés au prince vice-roi du côté de l'Italie, ce qui formait un total de 575,000 hommes. En y ajoutant 225,000 hommes de réserves que les coalisés avaient en Autriche, en Pologne et en Prusse, ils atteignaient le chiffre énorme de 800,000 hommes, dont 100,000 de cavalerie, et 1,500 bouches à feu.

Dans la réunion des souverains alliés à Trachenberg, il avait été convenu que trois armées principales marcheraient contre Napoléon. Ces armées étaient celles de Bohême, de 250,000 hommes, sous le prince de Schwartzenberg; de Silésie, de 100,000 hommes, sous le général Blucher; et celle du Nord, de 150,000 hommes, sous le prince royal de Suède, y compris 25,000 hommes sous le général russe Walmoden, formant la réserve du Bas-Elbe.

La première de ces armées se composait de 120,000 Autrichiens du prince de Schwartzenberg: de 70,000 Russes de Barclay de Tolly, et de 60,000 Prussiens du général Kleist. La deuxieme comprenait 44,000 Russes des corps des généraux Langeron et Saint-Priest, 38,000 Prussiens sous le général York et 18,000 Russes commandés par le général Sacken. Enfin la troisième, sous le commandement immédiat de Bernadotte, comprenait 25,000 Suédois et Allemands, sous le général Steding, 18,000 Russes du prince Woronzoff, 12,000 de Wintzingerode, 40,000 Prussiens sous Bulow et 30,000 sous Tauenzien.

Le plan des coalisés était de profiter de l'avantage que la position géographique de la Bohême leur donnait, pour porter les premiers coups dans le cœur de la Saxe, sur les derrières de l'armée française. En conséquence, le général Blucher dut rester en Silésie avec trois corps d'armée, dont deux russes et un prussien, formant un total de 100,000 hommes. Le reste des troupes, composé des corps russes sous Barklay de Tolly, du corps prussien de Kleist, et des réserves combinées, marcha par la Bohême septentrionale pour se réunir aux cinq corps de l'armée autrichienne rassemblés déjà dans les environs de Prague. Cette jonction d'une partie de l'armée russo-prussienne avec les Autrichiens, fut tellement combinée d'avance (c'est-à-dire pendant la durée même du congrès), que le mouvement eut lieu précisément le 10 août, jour de l'expiration de l'armistice. Toute cette armée se déploya entre Aussig et Kommotau, ayant sa réserve à Lowositz. Le prince royal de Suède campa, le 14 août, son armée sur la Sprée et le Havel, occupant Münchberg, Berlin, Oranienburg, Spandau, Brandeburg et Plauen. En même temps 6,000 hommes furent laissés devant Stettin, 5,000 devant Custrin, et 9,000 devant Magdebourg pour continuer le blocus de ces places.

L'empereur Napoléon, de son côté, distribua ses troupes de manière à inquiéter, par des démonstrations hostiles, l'armée du prince de Schwartzenberg, dite de Bohême, tandis qu'il porterait les premiers coups en Silésie.

Le 13 août, les 4e, 7e et 12e corps, ainsi que le 3e de cavalerie, se concentrèrent dans les environs de Dahme. Cette armée, forte de 70,000 hommes, était destinée à agir contre le prince royal de Suède. Les 3e, 5e 6e et 11e corps, au total d'environ 100,000 combattants, mis sous les ordres du maréchal Ney, étaient en Silésie, où l'ennemi avait lui-même une armée de 100,000 hommes. Les 1er, 2e et 8e corps[1], les 1er et 4e de cavalerie, formant une 3e armée de 70,000 hommes, se trouvaient aux environs de Zittau, prêts à soutenir l'armée de Silésie ou à entrer en Bohême. Le 14e corps, fort de

[1] C'était le corps polonais du prince Poniatowski, qui avait traversé la Galiicie et la Bohême et avait rejoint l'armée française à Zittau. Ce corps comptait environ 12,000 hommes d'excellentes troupes.

1813. Allemagne. 17,000 hommes, sous les ordres du maréchal Gouvion-Saint-Cyr, occupait le camp de Pirna et couvrait Dresde, où Napoléon se trouvait encore le 12 août, avec toute sa garde, au nombre de 48,400 hommes d'infanterie, et de 5,000 chevaux.

Le quartier général de l'armée autrichienne était à Prague au moment de la rupture de l'armistice. L'empereur Alexandre arriva dans cette ville le 15 ; il y fut suivi de près par le roi de Prusse et par le général Moreau, qui, fatigué sans doute de la glorieuse obscurité où il vivait depuis son exil volontaire de France, venait de quitter les États-Unis d'Amérique pour entrer au service de l'empereur de Russie, et porter les armes contre une patrie qu'il avait illustrée par ses exploits.

CHAPITRE III.

SUITE DE L'ANNÉE 1813.

Reprise des hostilités ; mouvements respectifs des deux armées. Napoléon reprend l'offensive sur l'armée alliée de Silésie ; combat de Goldberg. Bataille de la Katzbach. Attaque et bataille de Dresde. La grande armée alliée se retire sur la Bohême. Bataille de Kulm. Mouvements des 4e, 7e et 12e corps sur Berlin. Combat de Gross-Beeren ; affaire de Lübnitz. Le maréchal Ney remplace le maréchal Oudinot dans son commandement ; bataille de Iuterbogk. Opérations en Lusace, sur les frontières de la Bohême, etc. Mouvements des alliés sur les derrières de l'armée française. Opérations sur le Bas-Elbe ; combat de Goerde. Position des deux grandes armées française et alliée à la fin de septembre ; passage de l'Elbe par le général Blucher et le prince royal de Suède. Napoléon marche sur l'un et l'autre ; combat de Dessau. L'armée française se rapproche de Leipzig. Jonction du 13e corps ; combat de Wachau.

1813. Allemagne. 17-21 août.

Mouvements respectifs des Français et des alliés. — Les hostilités n'auraient dû commencer que le 17, aux termes de la dernière convention arrêtée ; mais les alliés, qui avaient déjà commencé à fouler aux pieds les traités et à afficher ce mépris du droit des gens dont ils n'ont plus cessé de se faire un moyen de guerre, n'attendirent pas l'expiration de ce délai. Dès le 14, leurs troupes se mirent en mouvement, et Breslau, capitale de la Silésie, fut occupé par le général Sacken. Le lendemain, le général Blucher envahit le territoire déclaré neutre par l'armistice, et établit son quartier général à Jauer. Son dessein était d'attaquer les positions des Français sur la Katzbach ; mais le maréchal Ney crut devoir les abandonner dans la nuit du 17 au 18. Ce maréchal replia le 3e corps de Liegnitz sur Hainau, en envoyant au général Lauriston, commandant le 5e corps, l'ordre de se retirer de Goldberg sur Loewenberg. Le corps russe du général Langeron était sur le Bober dès le 17, après avoir essayé d'enlever un bataillon du 11e corps, posté en avant de Loewenberg, et qui se fit jour à travers les assaillants. Le 18 au matin, le 5e corps fit sa jonction avec le 11e à Loewenberg, et le maréchal Macdonald fit marcher

1813. Allemagne. la brigade italienne du général Zucchi sur Laenn, dont les troupes de Langeron s'étaient emparées, et d'où elles furent repoussées. Ce même jour, le général Sacken entra à Liegnitz, après un léger engagement avec l'extrême arrière-garde du 3e corps, et le général en chef Blucher vint à Goldberg avec le corps d'York.

Le lendemain, ce dernier corps marcha directement sur Loewenberg. Les hauteurs en avant de cette ville étaient occupées par l'arrière-garde du général Lauriston, qui, après un combat assez vif, repassa le Bober, et en détruisit le pont. Pendant ce temps, l'avant-garde du corps russe de Langeron passait cette rivière à Zobten, et repoussait trois compagnies d'infanterie, placées en avant-poste au village de Siebeneichen. Le général Lauriston, informé du passage de l'avant-garde russe, envoya au-devant d'elle la division Rochambeau. La première brigade de ce corps, commandée par le général Lafitte, attaqua vigoureusement les Russes, les poussa sur Zobten, et les força à repasser une seconde fois le Bober.

Sur ces entrefaites, le maréchal Ney reconnaissant la nécessité de conserver ses communications avec les 5e et 11e corps, menacés à Lœwenberg, résolut de se porter sur ce point avec le 3e corps d'infanterie et le 2e corps de cavalerie, sous les ordres du général Sébastiani. Il envoya en même temps au maréchal Marmont l'ordre de se porter de Buntzlau sur Kreybau avec le 6e corps, pour observer et retarder le mouvement du corps de Sacken; mais Blucher ayant envoyé à la rencontre du 3e corps trois brigades du général York, qui n'en laissa qu'une devant Lœwenberg, le maréchal Ney crut devoir s'arrêter devant Graditzberg en présence de ces troupes ennemies. Pendant ce temps, l'avant-garde du 6e corps fut attaquée à Kreybau, et repliée sur Kaiserswalde, où elle se maintint avec vigueur. A la nuit elle se retira sur Ober-Thomaswalde.

Le maréchal Ney, se voyant coupé de Loewenberg et craignant d'être prévenu à Buntzlau, seul point où il pût traverser le Bober, se retira, dans la nuit du 19 au 20, sur cette dernière ville[1]. Dans la matinée du 20, Sacken attaqua de nou-

[1] Le maréchal avait eu le tort, bien excusable sans doute, de croire que

veau à Thomaswalde le maréchal Marmont qui se replia en combattant sur Buntzlau, dont il détruisit les retranchements et fit sauter le pont, lorsque ses troupes eurent passé le Bober à la suite du 3e corps. Les deux divisions du général russe Lieven occupèrent Buntzlau. 1813. Allemagne.

Napoléon reprend l'offensive sur l'armée alliée de Silésie ; combat de Goldberg. — Cependant Napoléon, parti le 15 août de Dresde avec toute sa garde, était le 18 à Gœrlitz. N'ayant encore aucun renseignement positif sur le mouvement des alliés, il résolut de pousser une forte reconnaissance sur la Bohême, dans le dessein de menacer les communications entre l'armée austro-prussienne et celle de Schwartzenberg. Arrivé à Zittau, où se trouvait le corps du prince Poniatowski (8e), il le porta avec une partie de ses troupes sur Gabel, tandis que le général Ulminski occupait, avec la cavalerie polonaise, Friedland et Reichenberg, et que le général Lefebvre-Desnouettes, avec une division d'infanterie et une de cavalerie de la garde, s'emparait de Rumburg et de Georgenthal. Ce mouvement apprit à l'empereur français qu'il n'avait devant lui qu'une division autrichienne sous les ordres du général Bubna, et que les corps russes de Barklay et de Wittgenstein, avec les réserves et la garde d'Alexandre, étaient à Prague, où s'étaient réunis les souverains alliés. Il était facile de juger que le dessein de ces derniers était, par cette concentration de forces, de se porter sur Dresde, et de menacer les communications directes de l'armée française avec le Rhin ; mais cette opération exigeait une promptitude que Napoléon ne supposait pas à ses ennemis, et, avant de retourner à Dresde pour déjouer leur projet, il résolut de marcher sur l'armée alliée de Silésie, pour la repousser 21-23 août.

l'ennemi remplirait fidèlement les conditions de l'armistice, c'est-à-dire que les hostilités ne commenceraient point avant l'expiration de ce traité. Toutefois, quelque confiance qu'il pût avoir dans la bonne foi des alliés, il aurait dû rassembler, dès le 11 août, les divers corps d'armée qu'il avait sous ses ordres. En établissant le 6e à Loewenberg, et les 5e et 11e à Goldberg, il ne découvrait pas sa véritable ligne de communication, qui passait à Loewenberg, et forçait Blucher à se présenter de front sur la Katzbach. Avec un adversaire aussi cauteleux que le général prussien, le maréchal Ney devait être en garde, et ne négliger aucune des précautions que commandait la très-prochaine cessation de l'armistice.

1813. Allemagne. et la vaincre même, si le général en chef Blucher avait la témérité d'accepter le combat. Laissant donc le général Vandamme avec le 1er corps d'armée à Rumburg, pour soutenir le général Lefebvre-Desnouettes, et le maréchal Victor avec le 2e à Zittau, pour appuyer les troupes du prince Poniatowski, postées à Reichenberg, Friedland et Gabel, l'empereur fit marcher, le 20, sur Lœbau, la garde et le corps de cavalerie du général Latour-Maubourg (Ier), et arriva de sa personne le 21 à Lœwenberg. Ce fut là qu'il apprit que les corps d'armée qu'il avait laissés en Silésie, étaient déjà tous repliés derrière le Bober. Il se détermina à reprendre sur-le-champ l'offensive. Des ponts furent jetés à Loewenberg avec la plus grande activité. A midi, le 5e corps commença à passer, la division Maison en tête; le 11e corps suivit immédiatement. Le corps du général York, qui était revenu en entier devant Lœwenberg, fut renversé et poussé sur la route de Goldberg. Le même jour, les 3e et 6e corps ayant repassé également le Bober à Buntzlau, attaquèrent vivement les troupes de Sacken, et les chassèrent de toutes leurs positions.

Blucher, voyant son centre menacé par les 5e et 11e corps, et obligé de se replier sur la Katzbach, mouvement qui pouvait compromettre sa gauche, formée par le corps de Langeron, réunit son armée derrière la petite rivière de Hainau, au delà de Graditzberg, la droite au village d'Adelsdorf, et la gauche à la route de Goldberg, à l'exception du corps de Sacken, qui se trouvait placé sur le chemin de Hainau à Wolfshayn, près de Kreybau.

Le 22, les 5e et 11e corps continuèrent leur mouvement en colonnes. L'aile gauche ennemie ayant été débordée par le général Lauriston, et attaquée de front par le maréchal Macdonald, le général Blucher se vit forcé de se retirer, avec les troupes de son centre et de sa gauche, derrière la Katzbach, pour ne pas être coupé de cette rivière. Le corps de Langeron occupa les penchants du Wolfsberg, à une demi-lieue en arrière de Goldberg; le corps d'York s'étendit à droite vers Rochlitz; une division prussienne et l'avant-garde de Langeron prirent poste sur la rive gauche de la Katzbach, en avant de Goldberg, aux villages d'Ober et de Nieder-Au. La cavalerie russe et

prussienne était en seconde ligne derrière les corps de Langeron et d'York. Dans le même temps, le maréchal Ney attaquait le corps de Sacken à Wolfshayn, et le poussait sur Liegnitz. Le soir Napoléon reçut un courrier expédié par le maréchal Saint-Cyr, qui lui annonçait que la grande armée de Bohême débouchait par Peterswald sur les derrières de Dresde. Napoléon, reconnaissant alors la nécessité de secourir Dresde, fit, ce même jour rétrogarder sa garde sur Gœrlitz, ainsi que le corps du maréchal Marmont et la cavalerie de Latour-Maubourg. Dans la même soirée du 22, un régiment de hussards westphaliens passa à l'ennemi, et donna ainsi le signal aux autres troupes allemandes, sur lesquelles le *Tugendbund* exerçait son influence. 1813. Allemagne.

Le 23, le général Lauriston, commandant provisoirement les 5ᵉ et 11ᵉ corps pendant l'absence momentanée du maréchal Macdonad, reçut l'ordre d'attaquer Goldberg. Le 11ᵉ corps, appuyé par une division de cavalerie légère du corps de Latour-Maubourg, marcha sur les troupes ennemies postées sur la rive gauche. La division du général Gérard fut spécialement chargée de l'attaque de Nieder-Au. Le 5ᵉ corps déboucha par Seifershau sur le flanc de la position de l'ennemi. L'action fut très-vive à Nieder-Au. La division prussienne du prince de Mecklembourg s'y défendit avec la plus grande vigueur ; mais ses batteries ayant été démontées et ses bataillons enfoncés, elle fut forcée à repasser la Katzbach, malgré les charges réitérées de sa cavalerie, qui furent toutes repoussées. L'avant-garde russe fut également chassée d'Ober-Au. A la droite, le 5ᵉ corps, après avoir dépassé Seifershau, engagea avec le corps de Langeron une action des plus opiniâtres. Les hauteurs du Wolfsberg furent prises et reprises jusqu'à trois fois ; mais enfin la division Rochambeau, ayant le 135ᵉ régiment en tête, gravit une dernière fois le mamelon au pas de charge, et en chassa définitivement les Russes, qui éprouvèrent une perte considérable. Blucher effectua précipitamment sa retraite sur Jauer, où il réunit son armée le 24. Les trois journées des 21, 22 et 23 avaient coûté aux alliés environ 8,000 hommes tués, blessés ou prisonniers ; la perte des Français depuis le 17 s'élevait à plus de 5,000.

Pendant le combat de Goldberg, le 3ᵉ corps et la cavalerie du

1813. Allemagne. général Sebastiani, arrivés devant Liegnitz, y avaient pris position. Le corps de Sacken avait repassé la Katzbach, et s'était établi sur les hauteurs de Pinkendorf.

26 août. *Bataille de la Katzbach.* — Persuadé que Blucher voulait éviter un engagement général, et satisfait d'avoir forcé ce général à rentrer dans ses positions, Napoléon n'hésita plus à se rendre de sa personne à Dresde. Il emmena avec lui le maréchal Ney, et confia le commandement de l'armée qui restait sur le Bober, c'est-à-dire des 3e, 5e et 11e corps, et du 2e de cavalerie, au maréchal Macdonald. Le général Souham prit le commandement particulier du 3e corps.

Le 24, les Français séjournèrent sur la Katzbach : le 3e corps en position près de Rothkirch, avec deux bataillons à Liegnitz ; le 5e en avant de Goldberg, et le 11e, ainsi que la cavalerie, en arrière de cette ville.

Blucher, ne se voyant point attaqué ce jour-là, jugea que l'empereur Napoléon était parti pour Dresde par suite du mouvement de la grande armée des alliés, et qu'il avait dû nécessairement faire rétrograder quelques troupes sur cette ville. Cette considération détermina le général prussien à reprendre sur-le-champ l'offensive pour mettre à profit l'affaiblissement de l'armée française et l'éloignement de son chef. Le 13, le corps de Sacken fut porté à Maltich, celui d'York resta à Jauer, tandis que celui de Langeron se déployait dans la position de Hermsdorf.

Le 26 août, à deux heures après midi, Blucher mit toute son armée en mouvement pour passer la Katzbach entre Liegnitz et Goldberg; les corps de Sacken et d'York devaient attaquer le 3e corps, tandis que Langeron remonterait la Katzbach pour contenir les 5e et 11e corps, que Blucher supposait encore à Goldberg, et s'avancer vers Prausnitz. Le maréchal Macdonald, de son côté, avait aussi résolu d'attaquer le même jour. Il pensait que l'ennemi n'avait pas quitté ses positions de Jauer. Le 5e corps dut se porter en avant par Seichau et Hennersdorf, à l'exception du général Puthod, qui reçut l'ordre de se diriger sur Schoenau, et de prendre là la route de Jauer. Le 3e corps dut passer la Katzbach près de Liegnitz, et s'avancer vers Jauer, en suivant la grande route par Neudorf et Tschernikau. Le 11e corps,

passant la rivière au gué de Schmochowitz, eut ordre de prendre la même direction par la rive droite de la Wüthende-Neisse, tandis que la cavalerie du général Sebastiani devait se rapprocher du 5e corps en remontant par l'autre rive.

1813. Allemagne.

Une pluie qui, durant depuis plusieurs jours, avait grossi tous les ruisseaux et formé de nombreux torrents, dérobait aux deux armées leurs mouvements respectifs. A peine les alliés avaient-ils commencé à s'ébranler, le corps d'York s'avançant sur les hauteurs de Brechtelshof, et celui de Sacken dans la direction d'Eicholz, que Blucher fut prévenu que l'armée française ayant passé la Katzbach, était en vue, et que les troupes de Langeron se trouvaient déjà vivement attaquées par le 5e corps. Le général prussien fit aussitôt ses dispositions de combat : le corps de Sacken s'arrêta derrière le plateau à gauche d'Eicholz, occupant les hauteurs par une forte batterie, qu'une autre batterie prussienne, de douze pièces, vint bientôt appuyer. Il était trois heures après midi ; le maréchal Macdonald, jugeant par les masses mises en action qu'il avait toute l'armée ennemie devant lui, se hâta de déployer ses lignes. Le 11e corps se développa entre Weinberg et Klein-Tintz ; le 3e corps et la cavalerie reçurent l'ordre de faire toute diligence pour entrer en ligne ; mais le général Souham, voulant éviter le détour de Rothkirch à Pinkendorf, dirigea le 3e corps par Kroitsch et Nieder-Krayn, et se croisa dans le premier village avec la cavalerie à laquelle cette même route avait été indiquée, ainsi que nous venons de le dire plus haut.

La droite des Français s'appuyait à la Wuthende-Neisse, mais la gauche était entièrement en l'air ; l'ennemi ne perdit pas un instant pour profiter de cette disposition désavantageuse : le général Wasiltschikoff, avec la cavalerie de Sacken et une partie de celle d'York eut ordre d'attaquer le front, un peu à droite d'Eicholz, l'extrême gauche du 11e corps, tandis que deux autres régiments de cavalerie débouchant entre Eicholz et Hochkirch la prendraient de flanc et qu'un fort détachement de Cosaques la tournerait en dépassant Klein-Tintz ; le corps d'York se déploya en même temps entre Weinberg et Triebelwitz.

Cependant la cavalerie ennemie pressait vivement l'extrême

1813. Allemagne. gauche du 11e corps ; les régiments du général Sebastiani, qui avaient à traverser le long défilé de Kroitsch à Nieder-Krayn, encombré par l'artilerie, des équipages et l'infanterie du 3e corps, n'arrivaient que lentement et successivement, et ne pouvaient fournir que des charges partielles, que la cavalerie ennemie, de beaucoup supérieure en nombre, repoussait avec avantage. Deux brigades du 3e corps en débouchant de Nieder-Krayn, essayèrent vainement d'appuyer quelques-unes des charges françaises ; ces troupes furent refoulées avec la cavalerie dans le défilé, où les Prussiens s'emparèrent du parc du 11e corps et de presque tous les bagages. Le maréchal Macdonald, ne pouvant plus se retirer que sur la Katzbach, vers le gué de Schmochowitz, dut songer à faire soutenir sa retraite sur ce point. Acculé à la Katzbach et à la Wuthende-Neisse par les corps de Sacken et d'York, qui s'étaient déployés de plus en plus devant lui, le 11e corps s'efforça de soutenir, au commencement de la nuit, un combat tout à fait inégal. Vers neuf heures du soir, les deux divisions du 3e corps, qui n'avaient pas donné, passèrent le gué de Schmochowitz et gravirent les hauteurs qui encaissent la Katzbach, conduites par le général Tarayre, chef d'état-major du 3e corps : elles avaient avec elles quinze pièces de canon, et le maréchal Macdonald espérait, par ce mouvement, opérer une diversion avantageuse ; mais son attente fut promptement déçue. Le corps de Sacken, qui était déjà à Schweidnitz, s'étant porté en entier sur la tête de la colonne du général Tarayre, la renversa et la força à quitter le champ de bataille avec une perte considérable. Pendant la nuit, le maréchal Macdonald ramena son armée à la rive gauche de la Katzbach, et se retira sur Buntzlau. Le cinquième corps, après avoir combattu toute le journée avec une grande vigueur contre celui de Langeron, fit sa retraite par Prausnitz. Le lendemain 27, Langeron l'attaqua aux portes de Goldberg ; pressé par un ennemi trois fois plus nombreux, le général Lauriston, qui n'avait point de cavalerie pour le soutenir, ne peut continuer sa retraite qu'en sacrifiant dix-huit pièces de canon, que la difficulté des chemins l'obligea d'abandonner. Le même jour, Langeron entra à Goldberg, et le 5e corps arriva devant Lœwenberg ; le 28 il vint rejoindre les 3e et 11e corps à Buntz-

lau. Le Bober avait été tellement grossi par les pluies, qu'il ne fut pas possible de le passer dans ce dernier endroit. Le maréchal Macdonald continua sa retraite, le 3e corps, qui avait le moins souffert, formant l'arrière-garde avec la cavalerie du général Sebastiani, et le 4 septembre il se trouvait derrière le Zöbaner-Wasser.

1813. Allemagne

Nous avons dit que dans la journée du 26 août le général Puthod avait été détaché avec sa division pour se porter par Schoenau et Jauer sur les derrières des alliés. Il était à Mochau, au tiers du chemin de Schoenau à Jauer, lorsque la nouvelle de la perte de la bataille de la Katzbach lui parvint; forcé de rétrograder, il se replia d'abord sur Goldberg; mais le général Lauriston n'ayant pu tenir assez longtemps pour lui donner le temps de rejoindre son corps d'armée, cette division se retira sur Hirschberg, où elle tenta vainement de passer le Bober; le pont avait été rompu, et le général Puthod se vit forcé de longer la rive droite pour tâcher de découvrir un passage plus bas. Le 29 il arriva vis-à-vis de Lœwenberg, et fit des tentatives inutiles pour atteindre le pont de cette ville. Attaqué bientôt par le général Langeron, il chercha à percer par Buntzlau, mais il n'était plus temps; le général Rudzewitcsh se trouvait déjà maître de la route de cette dernière ville, et la cavalerie du général Korf, soutenue par l'infanterie du prince Scherbatoff, s'établissait sur celle de Zobten, sa seule issue. Le général français se voyant cerné résolut de se défendre, ainsi que sa propre réputation et l'honneur de ses soldats l'exigeaient : il prit position sur la hauteur de Plagwitz, devant Loewenberg, et attendit l'ennemi de pied ferme. Attaquée de trois côtés par deux divisions d'infanterie et par une nombreuse cavalerie, la division française opposa longtemps la résistance la plus opiniâtre; enfin, manquant de munitions et accablée par le nombre, elle fut rompue et précipitée dans le Bober. Le général Puthod fut pris avec un de ses généraux de brigade, et sa division fut à peu près détruite.

La bataille de la Katzbach, les combats du 5e corps et de la division Puthod, entraînèrent pour les Français une perte de 10,000 hommes tués ou blessés, de 15,000 prisonniers et d'une trentaine de pièces de canon. La perte de l'en-

1813. Allemagne.

nemi, en tués et en blessés, ne fut guère moins considérable. Blucher ne fit passer la Katzbach à son armée que le 28. Le 1er septembre, il traversa le Bober. Il était le 2 à Lauban. Bien que la bataille de la Katzbach ait valu au général Blucher le titre de prince, il est à remarquer que cette affaire, qui influa d'une manière si funeste sur les opérations ultérieures de la campagne, offre le résultat bizarre de deux grandes fautes commises par les généraux en chef des deux armées opposées. La conduite militaire du général Blucher jusqu'au 25 août est sans contredit digne d'éloges ; il n'en est pas de même du système qu'il suivit dans cette journée. Son plan d'opération était exactement conçu contre toutes les règles de la stratégie : la communication directe de l'armée française avec les autres corps qui se trouvaient en Saxe partait évidemment de son aile droite, placée à Goldberg; c'était donc cette aile droite qu'il fallait attaquer et non la gauche, ainsi que le fit Blucher en portant toute son armée à la gauche de la Wuthende-Neisse ; il est présumable que les 80,000 hommes réunis sur ce point eussent battu les corps français formant la droite du maréchal Macdonald, laquelle ne s'élevait guère qu'à 20,000 combattants. Le 3e corps, placé à Rothkirch et à Leignitz, se fût trouvé gravement compromis, puisque de Goldberg les alliés auraient pu le devancer à Buntzlau, et par conséquent lui couper toute retraite sur le Bober. En cas de revers et lors même que Sacken eût été battu en détail et poussé derrière Jauer, le général en chef prussien avait sa retraite assurée, par Schoenau et Landshut, sur Glatz et la Bohême. Au reste, cette faute de Blucher a été reconnue par ses plus chauds partisans, et avouée par lui-même dans la suite.

Mais en faisant connaître les erreurs du général ennemi, qu'un heureux hasard le mit à même de si bien réparer, pouvons-nous garder le silence sur les dispositions faites par le maréchal Macdonald? Il est presque impossible, en effet, de concevoir comment ce maréchal put engager imprudemment son armée dans une position, la seule peut-être dans un espace de quarante lieues, où il dût éviter à quelque prix que ce fût, d'en venir aux mains. Par les mêmes raisons qui devaient déterminer Blucher à agir par sa gauche, le maréchal Macdonald n'avait

point de meilleur parti à prendre que d'opérer par sa propre droite. En portant la masse de ses forces sur la route de Goldberg à Jauer, ce maréchal couvrait sa ligne d'opérations et menaçait la plus importante communication des alliés, celle de leur gauche avec la Bohême. En marchant avec les 5e et 11e corps réunis par Prausnitz et Seichau, il eût infailliblement forcé Langeron à quitter la position de Hennersdorf, sans pouvoir être soutenu par Sacken et York, que le général Souham, par de fausses démonstrations, eût occupés sur la rive gauche de la Wuthende-Neisse. Langeron ayant une fois quitté sa position de Hennersdorf, la droite des Français s'avançait rapidement sur Jauer pour y passer la Wuthende-Neisse. Il ne restait plus alors à Blucher d'autre parti à prendre que de se retirer précipitamment sur la rive droite de l'Oder, abandonnant ainsi la plus grande partie de la Silésie et ses précieuses communications avec la grande armée du prince de Schwartzenberg.

1813. Allemagne.

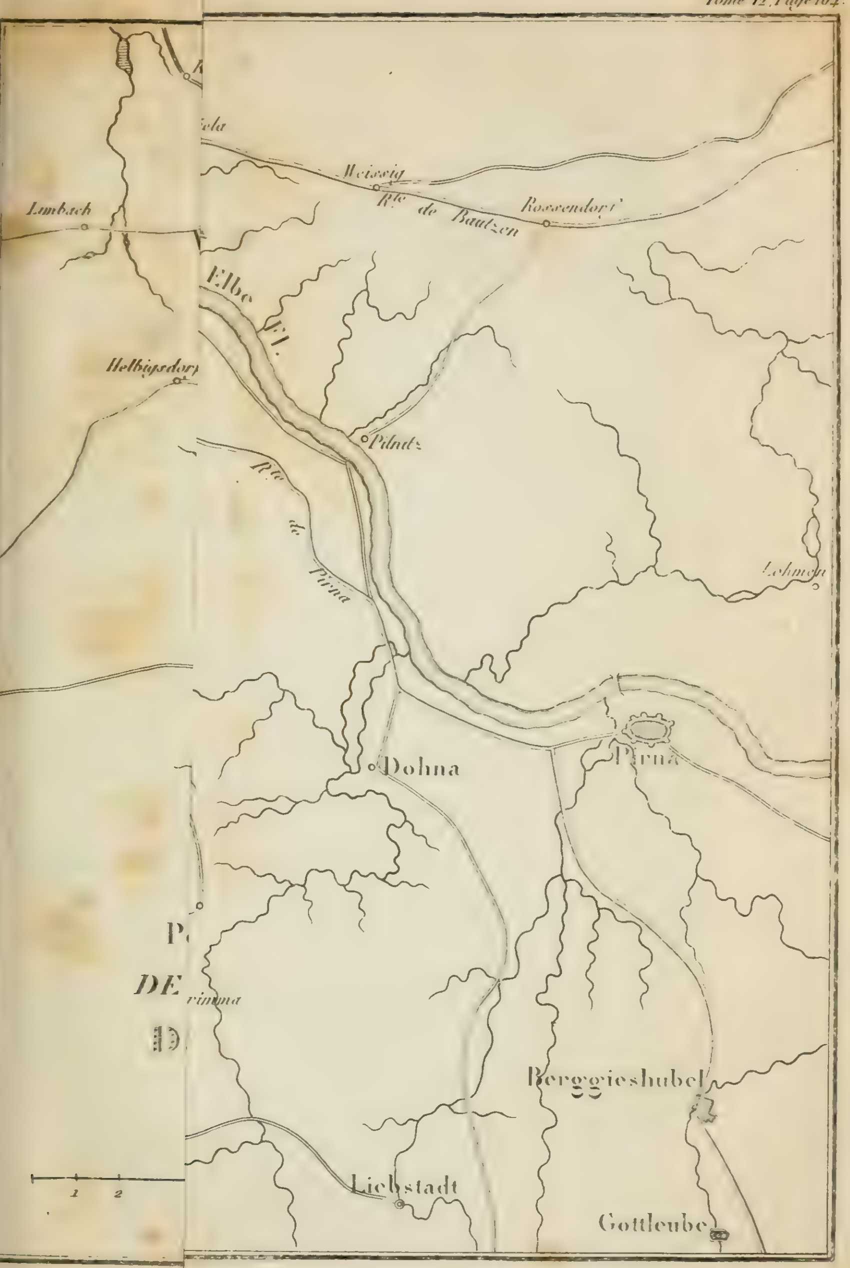
Si nous continuons d'examiner sans prévention les dispositions du maréchal Macdonald, le mauvais choix du point d'attaque n'est pas l'unique faute que l'on puisse lui reprocher : la dissémination de ses forces en est une non moins grave. En effet, la marche du 3e corps par la route de Liegnitz à Jauer, et le détachement de la division Puthod, par Schoenau, sur les derrières de l'armée combinée, affaiblissaient mal à propos la sienne sur le point décisif, et ne pouvaient avoir aucune influence sur l'issue de la bataille. Puisqu'enfin il entrait dans son plan de rassembler ses principales forces sur Jauer par la rive droite de la Wuthende-Neisse, il convenait mieux de réunir les 3e et 11e corps au gué de Schmochowitz, et de les faire passer ensemble. Alors l'ennemi en se présentant devant lui, l'aurait trouvé à la tête de 60,000 hommes, et la charge de Wasiltschikoff eût été sans succès décisif. Le 3e corps en cherchant à regagner le temps perdu par son ordre de marche, ne se serait pas croisé avec la cavalerie dans un défilé dont l'ennemi pouvait gagner la tête, ainsi qu'il le fit. Mais, loin de prendre ce parti, on voit le maréchal Macdonald s'engager avec 20,000 hommes dans un cul-de-sac fermé par des rivières débordées, et sans aucune autre communication qu'un gué difficile derrière lui et un défilé sur son flanc droit. Il faut donc

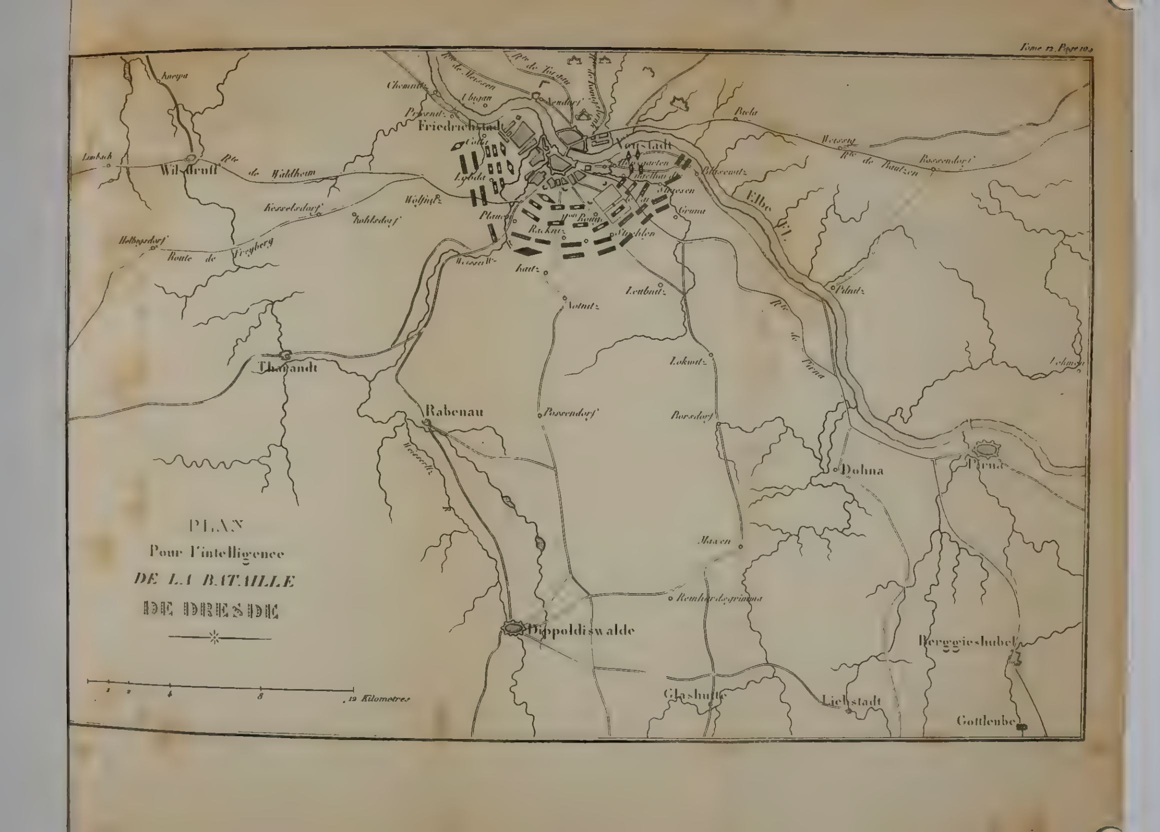
1813. Allemagne. convenir franchement que si les mesures du général Blucher ne furent pas prises de manière à lui donner la victoire en tout état de choses, celles du maréchal français sont encore plus fautives, et devaient amener la catastrophe de la Katzbach, où tant de Français demeurèrent victimes de leur opiniâtre intrépidité et de l'imprévoyance de leur chef[1].

26-27 août. *Attaque et bataille de Dresde; l'armée alliée se retire sur la Bohême.* — Pendant que ces événements se passaient en Silésie, d'autres, d'une importance non moins majeure, avaient lieu, à la gauche de l'Elbe.

On a déjà vu qu'à la réunion des souverains coalisés à Trachenberg, ils avaient résolu de déboucher à gauche par les montagnes de la Bohême avec la majeure partie de leurs forces, pour se porter sur Leipzig entre le Rhin et l'armée française établie à Dresde. Mais le général Moreau, et le général Jomini, qui avait quitté l'armée française pendant l'armistice pour passer aux Russes, improuvèrent le plan de marcher à Leipzig, où, une fois arrivé, on serait coupé de la Bohême par Napoléon, qui, à la tête de 380,000 hommes victorieux, occuperait les montagnes, en fermerait l'entrée, et, après une bataille gagnée, achèverait facilement la destruction de l'armée coalisée, à laquelle le passage de l'Elbe serait désormais interdit; car Napoléon occupait tout le cours de ce fleuve depuis Dresde jusqu'à Hambourg. Il fut, en conséquence, résolu, au quartier général des alliés, au lieu d'appuyer à gauche, de se rapprocher de l'Elbe et de tenter d'enlever Dresde pendant que Napoléon agissait contre Blucher en Silésie. Dans ce but, le 22 août, la grande armée de Bohême, qui avait déjà franchi les montagnes de l'Erzgebirge pour se porter à Leipzig, s'était dirigée à droite sur quatre colonnes : la 1re, composée des Russes de Wittgenstein venant de la Silésie, avait pris la route de Péterswald qui descend sur Dresde, en longeant le camp de Pirna, vaste plateau très-élevé, adossé à l'Elbe, appuyé à gauche au fort de Kœnigstein, à droite au château de Sonnenstein et à la ville de Pirna. La 2e colonne, formée du corps prussien de Kleist,

[1] La bataille de la Katzbach a cette ressemblance avec celle d'Iéna, que l'une et l'autre furent livrées obliquement à la ligne d'opérations et hors des communications de la base.


Lunbach
Helbigsdorf
Weissig
Rte de Bautzen
Rossendorf
Elbe Fl.
Pilnitz
Rte de Pirna
Lohmen
Dohna
Pirna
Berggieshubel
Liebstadt
Gottleube
DE
rimma
1
2


PLAN
Pour l'intelligence
DE LA BATAILLE
DE DRESDE
Friedrichstadt
Wilsdruff
Tharandt
Rabenau
Dippoldiswalde
Dohna
Pirna
Glashutte
Liebstadt
Berggieshubel
Gottleube
Elbe Fl.
Route de Freyberg
Rte. de Bautzen
Rte. de Pirna
Rte. de Meissen
Rte. de Wildheim
Kesselsdorf
Possendorf
Borsdorf
Lokwitz
Leubnitz
Reinhardsgrimma
Pillnitz
Blasewitz
Weissig
Rossendorf
Lohmen
Limbach
Plauen
Maxen
12 Kilometres

passait par Toeplitz, Zinnwald, Altenberg et Dippoldiswald. 1813.
La 3e, celle des Autrichiens, avait pris par Marienberg, Seyda, Allemagne.
et se dirigeait aussi sur Dippoldiswald. Enfin, la 4e, sous le général Klenau, suivait par Zwickau et Chemnitz jusqu'à Tharandt.

Les Français n'avaient à la gauche de l'Elbe que le corps du maréchal Saint-Cyr, qui se trouvait alors dans les environs de Pirna, ayant une division à Berg-Gieshübel pour couvrir le camp et éclairer les montagnes. Le 24, cette division du 14e corps fut attaquée par le corps de Wittgenstein, formant la droite de l'armée combinée. A l'approche de ces troupes, qui s'avançaient par la chaussée de Tœplitz passant par Peterswald, Hollendorf et Gottleube, et après une canonnade insignifiante, le maréchal Saint-Cyr ne voulant pas affaiblir inutilement le corps destiné à la défense de Dresde, se retira sur cette ville; le même jour les Russes occupèrent Pirna.

Ainsi que nous l'avons dit précédemment, la ville de Dresde avait été mise à l'abri d'un coup de main; on avait réparé les anciennes fortifications; les faubourgs avaient en outre été fortifiés et couverts par des ouvrages avancés. Quelques fortifications de campagne avaient été faites entre le Gross-Garten et l'Elbe, du côté de la *villa* Hopfgarten. Le *Gross-Garten*, vaste jardin public situé en face du faubourg de Pirna et fermé de toutes parts, était gardé par plusieurs bataillons. Une partie du 14e corps avait été placée dans les retranchements et l'autre mise en réserve; quoi qu'il en soit de ces diverses dispositions, la position du maréchal Saint-Cyr était éminemment critique. En effet, il était présumable que le prince de Schwartzenberg attaquerait le même jour, afin de ne pas donner le temps à l'empereur Napoléon d'accourir avec des troupes suffisantes pour sauver les communications et le passage de l'Elbe à Dresde, devenu le point central des opérations de l'armée française. Mais pour cela il ne fallait point perdre de temps. Le 25, il n'y avait dans Dresde que le 14e corps, fort de moins de 20,000 hommes, et l'armée combinée en avait déjà 150,000 sur le terrain. Néanmoins le prince de Schwartzenberg ne se crut pas encore assez fort, et l'attaque fut différée pour donner le temps aux réserves

1813. Allemagne. et au corps de Klenau d'arriver [1]. Le soir du 25 et la matinée du 26 se passèrent ainsi à attendre.

Cependant Napoléon, qui avait quitté la Silésie le 23, était le 25 à Stolpen ; il se remit en marche le 26 : la garde impériale, formant tête de colonne, était suivie du 1er corps de cavalerie et du 2e corps d'infanterie, que l'empereur avait fait venir de Zittau, ainsi que la cavalerie polonaise (4e corps), sous les ordres du général Kellermann, comte de Valmy; le 6e corps était un peu plus en arrière. Le général Vandamme, avec le 1er corps d'infanterie, avait été dirigé sur Kœnigstein pour débloquer cette forteresse, s'emparer du camp de Pirna et faire rétablir le pont. L'empereur, arrivé à Dresde le 26, à dix heures du matin, avec sa garde et le 1er corps de cavalerie, ne changea rien aux dispositions prises par le maréchal Saint-Cyr, se réservant de disposer des troupes qu'il amenait selon que l'exigeraient les circonstances.

Enfin, le même jour (26), à quatre heures après midi, le prince de Schwartzenberg se décida à ne pas attendre davantage le général Klenau. Trois coups de canon donnèrent le signal de l'attaque. Les alliés, formés en six colonnes, précédées chacune par cinquante bouches à feu, s'avancèrent sur les retranchements de Dresde. En peu d'instants la canonnade devint terrible ; l'artillerie de la redoute de la porte de Freyberg fut bientôt démontée par celle de l'ennemi; le général Colloredo réussit à prendre d'assaut la redoute du centre, près de la porte de Dippoldiswald ; le général Kleist obligea les troupes qui occupaient le Gross-Garten à se replier sur le faubourg, et le corps de Wittgenstein déboucha entre Striesen et l'Elbe ; l'artillerie ennemie ayant forcé les troupes françaises à évacuer les redoutes, le combat se porta aux palissades et aux retranchements des faubourgs. A quatre heures, toutes les réserves du 14e corps étaient engagées ; les obus et les boulets balayaient les rues de Dresde. L'empereur Napoléon jugea que c'était l'instant d'attaquer les deux flancs de l'ennemi, ce qu'il pouvait faire sans danger, son centre étant couvert par les retranchements de la ville. Il dirigea donc sa garde sur les flancs de l'attaque ; le

[1] Ce corps d'armée, parti de Commotau, avait fait un assez long détour par Marienberg et Freyberg.

Maréchal Ney, avec les deux divisions Decouz et Roguet, débouchа par la porte de Plauen sur la gauche, en même temps que le maréchal Mortier, avec les deux autres divisions Dumoutier et Barrois, sortait par la porte de Pirna contre la droite. Les alliés commencèrent à plier ; la redoute de Freyberg fut reprise ; le général Gros s'étant jeté le premier dans les fossés de cette redoute, au moment où des sapeurs ennemis travaillaient déjà à couper les palissades, fut blessé d'un coup de baïonnette. A l'entrée de la nuit, l'armée combinée fut rejetée en arrière des positions qu'occupaient les Français le matin. L'obscurité vint mettre fin au combat, dans lequel l'ennemi eut 4,000 hommes tués ou blessés, et 2,000 prisonniers; la perte des Français fut d'environ 3,000 hommes. Les généraux de la garde Dumoutier, Boyeldieu, Tyndall, Combelles et Gros étaient au nombre des blessés.

1813. Allemagne.

Bien que le prince de Schwartzenberg eût échoué dans l'entreprise qu'il croyait diriger sur le 14e corps seul, il résolut de livrer bataille le lendemain. Indépendamment du corps de Klenau, qui n'était pas encore sur le terrain, et de celui d'Ostermann, engagé avec le général Vandamme, le général en chef ennemi avait encore sur les forces de Napoléon une supériorité de 70,000 hommes.

L'arrivée des 2e, 6e corps et de la cavalerie, permit à l'empereur des Français de faire les dispositions convenables pour la journée du 27. Il donna au roi de Naples[1] le commandement de son aile droite, composée du 2e corps, qui se déploya devant Loebda, appuyant sa droite à Cotta, et de la cavalerie de Latour-Maubourg, qui fut placée en réserve au faubourg de Friedrichstadt. Le centre, commandé par l'empereur en personne, était formé des 6e et 14e corps; le premier fut placé à cheval sur la route de Dippoldiswald, s'étendant jusqu'aux Maisons rouges, le second se déployait en arrière de Strehlen, et tenait le Gross-Garten; les grenadiers et chasseurs à pied, et la cavalerie de la garde, étaient en réserve un peu à droite des Maisons rouges. L'aile gauche, sous les ordres du Maréchal Ney, et composée des quatre divisions de la jeune garde, était en

[1] Ce prince était venu joindre l'empereur à Dresde pendant l'armistice.

1813. Allemagne. bataille entre le Gros-Garten et l'Elbe, appuyée par le 4e corps de cavalerie placé en avant d'Engelhardt.

De son côté, le prince de Schwartzenberg déploya son armée en bataille dans la plaine et sur les hauteurs où elle s'était repliée la veille au soir : le corps de Wittgenstein, formant l'aile droite, s'étendit entre l'Elbe et le grand chemin de Pilnitz ; le corps de Kleist occupa le terrain de Striesen à Strehlen ; le général Colloredo, celui de Strehlen à Racknitz ; et le général Chasteler fut placé entre Rackniz et Plauen. Ces trois corps formaient le centre de l'armée combinée. Les réserves autrichiennes furent placées derriere Plauen, et les réserves russo-prussiennes derrière Strehlen. L'aile gauche s'étendit au-delà de la petite rivière de Weisseritz, le corps de Giulay jusqu'à Wolfnitz ; l'infanterie légère du général Metsko, prolongée dans la direction de Priesnitz, formait l'avant garde du corps de Klenau, qui devait arriver par la route de Freyberg. Le retard que ce corps éprouva dans sa marche mit l'aile gauche de l'armée combinée dans l'impossibilité de s'étendre jusqu'au Bas-Elbe, et la laissa conséquemment sans appui de ce côté.

Le temps était affreux, la pluie tombait par torrents ; les deux armées passèrent la nuit dans la boue et dans l'eau. Le 27, à la pointe du jour, l'empereur Napoléon s'apercevant que l'aile gauche de l'armée combinée était en l'air, et ne voulant pas laisser au prince de Schwartzenberg le temps de remplir l'espace qui la séparait de l'Elbe, donna l'ordre aux tirailleurs de commencer sur-le-champ le combat. A sept heures une forte canonnade s'engagea sur toute la ligne ; vers neuf heures, l'empereur fit marcher le 2e corps de front sur celui de Giulay, tandis que le roi de Naples, avec la cavalerie Latour-Maubourg, debouchant au-dessus de Cotta, chargeait en flanc la division Metzko, formant l'extrême gauche de l'ennemi. Les cuirassiers français rompirent les divisions de Giulay, et les acculèrent à la Weisseritz, pendant que la gauche, du 2e corps occupait le vallon et la partie du village de Plauen qui est à gauche de la rivière, et coupait toute communication entre le centre et l'aile gauche de l'ennemi. L'empereur faisait cependant redoubler la canonnade au centre, en face de Racknitz, où il avait fait amener trente-deux pièces de 12 de la garde,

dont il dirigeait et excitait lui-même le feu. A ce moment les boulets de ces batteries tombaient dans un groupe où se trouvaient l'empereur Alexandre et le général Moreau, qui conseillait à ce monarque de se retirer un peu en arrière pour ne pas être exposé à ce feu violent, lorsqu'un boulet français atteignit ce conseiller des coalisés, lui coupa les deux jambes et le précipita à terre lui et son cheval. Pendant ce temps, des colonnes d'attaque du 14e corps se formaient contre les troupes de Chasteler, et la cavalerie de la garde manœuvrait de manière à menacer tout mouvement que ce général pourrait tenter afin d'étendre sa gauche. Tandis que les Français avançaient par leur aile droite, leur aile gauche gagnait également du terrain. Les quatre divisions de la jeune garde n'avaient cessé de pousser le corps de Wittgenstein, et l'avaient acculé sur Blasewitz et sur le corps de Chasteler. Celui-ci, fortement occupé par le 14e corps et par deux bataillons de la vieille garde, avait été forcé pour son compte de rétrograder jusqu'à Gruna.

1813. Allemagne.

Le prince de Schwartzenberg, voyant son aile gauche accablée, pendant que la droite pliait, et que son centre ne résistait plus qu'à peine, se décida à rentrer en Bohême. Vers quatre heures après midi, il commença à retirer ses troupes, bien que le corps de Klenau, qui paraissait enfin, débouchât alors par Kohlsdorf. Il restait encore au général autrichien une supériorité numérique assez forte pour livrer une seconde bataille sur les hauteurs de Lockewitz ; mais ses deux meilleures communications, la route de Freyberg et celle de Pirna, étaient coupées par le roi de Naples et par le général Vandamme, qui, ayant passé l'Elbe à Kœnigstein, poussait devant lui le général Ostermann. Cette nouvelle bataille perdue, la seule voie de retraite qui restât aux coalisés, était de se jeter dans les mauvais chemins de Dippoldiswald sur Fürstenwald. A l'entrée de la nuit, l'armée alliée se mit en pleine retraite, sur trois colonnes, se dirigeant, par Fürstenwald, Altenberg et Marienberg, sur Tœplitz. Dès le matin les Français se mirent à leur poursuite dans toutes les directions. La perte de l'ennemi dans cette journée monta à plus de 30,000 hommes, dont 12,000 tués ou blessés et 18,000 prisonniers presque tous Autrichiens,

1813. Allemagne. 40 pièces de canon, 130 caissons, et 18 drapeaux. Les coalisés eurent en outre plusieurs généraux tués et blessés; mais la perte qui fut le plus sensible à Alexandre fut celle du général Moreau, qui mourut quatre jours après, à Taun, en Bohême.

29 août. *Bataille de Kulm.* — Dès le même soir, à sept heures, les coalisés avaient déjà rétrogradé jusqu'aux hauteurs qui entourent Dresde. Le 28 au matin, marchant sur trois colonnes, ils continuèrent leur retraite vers les défilés de la Bohême. Pour éviter un fâcheux encombrement sur les routes secondaires, la 1re colonne, composée des Russes et des Prussiens, sous Barclay de Tolly, avait l'ordre de suivre, par Dohna et Gieshübel, la chaussée de Peterswald pour aboutir à Tœplitz ; mais Barclay, craignant de trouver sur cette route le corps de Vandamme, pendant que les troupes françaises qui le suivaient l'attaqueraient en queue, prit sur lui de se jeter à droite sur la route de Dippoldiswald à Altenberg, réservée aux Prussiens de Kleist et à une partie des Autrichiens, ce qui, en produisant dans cette direction un grand encombrement et beaucoup de confusion, livrait à Vandamme le libre usage de la principale route de communication avec la Bohême, par Peterswald et Tœplitz. Les Autrichiens qui se trouvaient à la rive droite de la Weisseritz durent se retirer sur Duchs et Brix, par Dippoldiswald et Eichwald, tandis que les troupes de Klenau opéreraient leur retraite sur Commotau par Marienberg.

De son côté Vandamme, venu de Stolpen, et arrivé à Kœnigstein le 25 août, avait reçu de l'empereur l'ordre de reprendre le camp de Pirna, enlevé par les Russes du prince Eugène de Würtemberg, et d'aller s'établir en travers de la chaussée de Peterswald. Le 26 il avait débouché de Kœnigstein sur Pirna et repris le camp retranché, d'où il dominait la route de Peterswald sans l'intercepter entièrement au prince de Würtemberg, au secours duquel était accouru le général Ostermann. Ces deux généraux ne voulant pas abandonner cette route à Vandamme, qui irait sans obstacle s'établir au débouche de Tœplitz, où aboutissaient tous les chemins suivis par les diverses colonnes en retraite, résolurent de marcher à Peterswald et de devancer Vandamme au débouché de Tœplitz, quoique Ostermann, auquel on avait confié les troupes de la


PLAN
DE LA BATAILLE
DE KULM.
Knienitz
Rte d'Ausszig
Bohna
Kamnitz
Nollendorf
Tellnitz
Dilisch
Jonsdorf
Arbesau
Gorditz
Rte de Schenwald
Auschina
Deutsch Niederfeld
Schanda
Schebritz
KULM
Strisowitz
Rte d'Ebersdorf
Neudorf
Rte d'Ebersdorf
St Laurent
Straden
Predlitz
Rte d'Ebersdorf
Prisen
Karwitz
Geyersberg
Hundstein
Rte de Mittenberg
Marschen
Sobochleben
Rte de Schonfeld
Rte de Schonfeld
1
2
4 Kilomètres

garde russe, qu'il craignait de compromettre, eût reçu de Barclay de Tolly l'ordre de se diriger sur Maxen pour se réunir au gros de l'armée si la route de Zehist à Gieshübel était interceptée, ou, ce qui était encore plus vraisemblable, si celle de Kœnigstein à Höllendorf était coupée par l'ennemi. Malgré cet ordre, Ostermann prit sous sa responsabilité de continuer sa retraite dans la direction de Peterswald, pensant épargner ainsi de graves dangers au reste de l'armée coalisée. 1813. Allemagne

En conséquence, le 28, au matin les deux géneraux russes se mirent en marche avec la ferme résolution de vaincre tous les obstacles qu'allaient leur opposer la nature des lieux et l'ennemi. Ce fut ainsi qu'ils franchirent en combattant les défilés difficiles de Zehist et de Gieshübel, sans éprouver de grandes pertes, et parvinrent à gagner Höllendorf, à une lieue de Peterswald, constamment poursuivis par Vandamme.

Napoléon, qui au milieu du jour s'était porté à Pirna avec la garde, avait enjoint au maréchal Mortier, avec la jeune garde, et au maréchal Saint-Cyr, avec le 14e corps de se diriger sur Gieshübel pour s'y réunir à Vandamme, tandis que le maréchal Marmont, avec le 6e corps, suivrait les coalisés par la route d'Altenberg, et que Murat, avec sa cavalerie, et Victor, avec le 2e corps, les poursuivraient à outrance sur la route de Freyberg. Mais dans ce moment Napoléon reçut des dépêches lui annonçant l'échec éprouvé par le maréchal Oudinot à Gross-Beeren, et le désastre de la Katzbach, où le maréchal Macdonald, surpris par Blucher, venait d'éprouver des pertes considérables. Il résolut, en conséquence, de retourner immédiatement à Dresde pour y prendre les mesures que réclamait la situation, abandonnant ainsi à ses lieutenants le soin de recueillir le fruit de la victoire de Dresde, en continuant la poursuite de l'armée coalisée; mais aussitôt que sa main puissante en eut abandonné la direction, il n'y eut plus de précision dans l'exécution des ordres ni d'ensemble dans les mouvements. Cependant Vandamme, à la tête de quatre divisions d'infanterie et trois brigades de cavalerie formant environ 40,000 hommes avec 80 bouches à feu, reçut l'ordre d'entrer en Bohême, de descendre à Kulm et d'occuper Tœplitz et Aussig. Mortier resta à Pirna avec quatre divisions de la jeune

1813. Allemagne. garde pour, au besoin, secourir Vandamme, et Saint-Cyr, Marmont, Victor et Murat durent continuer à pousser les coalisés l'épée dans les reins.

Le 29, dès le matin, Vandamme assaillit une colonne russe entre Höllendorf et Peterswald, la culbuta et lui enleva 2,000 hommes. Continuant de suivre ses avantages, il franchit les montagnes sur les traces des Russes, et descendit ensuite sur Kulm avec 8 ou 10 bataillons ; mais, se voyant arrêté par Ostermann, qui avait encore environ 12,000 hommes, il fit avancer le reste du 1er corps, et Ostermann fut acculé jusqu'à une demi-lieue de Tœplitz. Toutefois, ayant senti que la perte de cette ville mettrait toute la partie de l'armée combinée qui s'y portait de Zinnvald dans la nécessité d'abandonner son artillerie, pour tâcher de gagner Brux par les chemins des montagnes qui conduisent à Ober-Leutersdorf, le général russe résolut de se défendre jusqu'à la derniere extrémité ; il espérait donner aux colonnes du prince de Schwartzenberg le temps d'arriver sur ce point. En effet, le même matin, les différents corps de l'armée combinée débouchèrent par Schœnewald, Zinnwald et Niklasberg. La vigoureuse résistance du général Ostermann couvrit Tœplitz ; vers le soir, la colonne ennemie qui venait de Zinnwald, étant arrivée à Eichwald, un corps de grenadiers et deux divisions de cuirassiers russes, qui formaient la tête de colonne, s'avancèrent au secours des troupes d'Ostermann engagées, et forcèrent le général Vandamme à se retirer sur Karwitz et ensuite sur Kulm.

La position du général Vandamme, isolé dans la plaine et dans l'impossibilité d'être soutenu par les autres corps, présentait aux alliés l'occasion la plus favorable de l'accabler avec les énormes masses qu'ils avaient déjà concentrées entre Duchs et Tœplitz. Le général français devait s'attendre à être attaqué le lendemain par toutes les forces réunies de l'armée de Schwartzenberg ; mais il ne pouvait pas douter qu'il ne fût soutenu, puisque ce jour même il avait reçu l'ordre de continuer sa marche sur Tœplitz.

Il ne fallait que trois ou quatre heures pour retrograder sur Nollendorf, et cette position était inexpugnable ; mais le général Vandamme ne crut pas pouvoir, d'après l'ordre de l'empe-

reur, se permettre d'effectuer ce mouvement. Qu'aurait-il répondu à Napoléon, s'il l'avait rencontré à Nollendorf, comme il devait raisonnablement le supposer ? Et l'ennemi reprenant la position de Kulm, ne devait-il pas empêcher, dans ce cas, le débouché de la grande armée, ainsi qu'il le fit les 16, 17 et 18 septembre, lorsque Napoléon lui-même s'y présenta? 1813. Allemagne.

Le 30 au matin, le général Vandamme prit position en avant de Kulm, sa droite vers Straden, sa gauche vers Neudorf, appuyée seulement par la brigade légère du général Corbineau. L'extrême disproportion qui existait entre ses troupes et celles qu'il avait devant lui ne lui avait pas permis d'occuper la montagne du Geyersberg, qui dominait entièrement son aile droite, dont l'occupation lui ménageait une retraite, ni de laisser une réserve à Nollendorf pour observer le défilé de Telnitz. Le prince de Schwartzenberg avait remis la direction de l'attaque du corps français à Barclay de Tolly, qui disposa son armée la droite vers Neudorf, le centre devant Karwitz, la gauche formée entre Priesten et le Geyersberg, dont les bois furent garnis de nombreux tirailleurs. Les réserves autrichienne et russo-prussienne furent placées vers Sobochleben. Le total des troupes ennemies qui furent employées contre le général Vandamme s'élevait à 70,000 hommes, dont 10,000 de cavalerie. Une charge de la cavalerie russe commença le combat à la gauche du corps français. Ébranlée par la cavalerie ennemie, à laquelle la cavalerie française ne pouvait répondre, en raison de sa faiblesse, et d'ailleurs complétement débordée par l'infanterie russe, l'aile gauche française perdait du terrain, à mesure que la cavalerie ennemie dépassait Neudorf et Schebritz, marchant dans la direction d'Arbesau. Bien que le centre et l'aile droite se maintinssent dans leurs positions devant Kulm et repoussassent vigoureusement les attaques de l'ennemi, la situation du général Vandamme n'en devenait pas moins très-critique ; il risquait de se voir coupé de Nollendorf, et enveloppé, si son aile gauche continuait à plier. Le combat se soutenait cependant avec la plus grande opiniâtreté de la part des Français, qui ne comptaient plus ce qu'ils avaient devant eux, lorsqu'un événement imprévu décida leur perte.

Le corps prussien de Kleist, que le maréchal Saint-Cyr avait

1813. Allemagne. l'ordre de suivre à la piste, s'était jeté, par Glasshütte, sur la gauche de la route d'Altenberg, encombrée de Russes et d'Autrichiens, et avait trouvé un chemin de traverse qui par Fürstenwald, et Streckenwald, l'avait conduit sur la route de Peterswald et par conséquent sur les derrières de Vandamme. Vers les deux heures, la tête de ce corps déboucha à Telnitz, qui n'était pas gardé ; le général Vandamme détacha d'abord quelques troupes pour le contenir : ce mouvement, qui désorganisait le centre du premier corps, seconda l'avantage que l'ennemi tirait de sa supériorité ; la gauche des Français fut acculée vers Arbesau, et bientôt leur retraite se changea en déroute : des colonnes d'infanterie et de cavalerie ennemie débouchèrent alors des deux côtés de la route, et les chargèrent en queue. Ils n'atteignirent qu'avec peine, et en abandonnant leur artillerie, le défilé de Telnitz, occupé par le général Kleist, qui leur barrait entièrement le passage. Dans cette extrémité, ne consultant que leur désespoir, ils résolurent de s'ouvrir un passage les armes à la main. Rien ne put arrêter la fureur de leur attaque. Le corps de Kleist, chargé en masse, fut rompu et culbuté dans le plus grand désordre, abandonnant une partie de son artillerie aux vaincus ; mais, toujours vivement poursuivis par les autres corps ennemis jusqu'à Peterswald, les Français furent bientôt forcés d'abandonner ces pièces qu'ils venaient d'enlever d'une manière si extraordinaire.

La journée de Kulm coûta au 1er corps plus de 12,000 hommes, dont 7,000 prisonniers ; 48 pièces de canon tombèrent en outre au pouvoir des vainqueurs. Le général en chef Vandamme, le général du génie Haxo, et le général Guyot, étaient au nombre des prisonniers. Les restes du 1er corps rejoignirent le 14e à Dittersdorf, en arrière de Liebenau.

Le 31, le roi de Naples était à Sayda, le maréchal Marmont à Zinnwald, et le maréchal Saint-Cyr à Liebenau.

On a attribué la catastrophe de Kulm à diverses causes : on en a rendu même Napoléon responsable, parce que en s'éloignant subitement de Pirna pour retourner à Dresde, il abandonna à ses lieutenants la poursuite de l'armée coalisée, au lieu de la diriger en personne, d'où il résulta qu'au moment du danger Vandamme ne fut pas secouru par Mortier, qui

resta à Pirna sans ordres précis, sans même éclairer la route de Giesshubel à Peterswald, et que Saint-Cyr, chargé de suivre Kleist dans toutes les directions, et de ne pas le perdre de vue, s'arrêta le 29, sans motif sérieux, à Reinhards-Grimma, et laissa Kleist disparaître, par une marche rapide, de Glasshütte à Fürstenwald, ce qui le porta sur les derrières de Vandamme, tandis qu'en le suivant sans cesse de près, comme il en avait l'ordre, Saint-Cyr eût été conduit lui-même sur les derrières du général prussien. 1813. Allemagne.

Quoi qu'il en soit, cette malheureuse journée du 30 août doit être mise au nombre des plus désastreuses de la campagne : elle fit perdre à l'armée française le fruit des succès obtenus les 26 et 27 devant Dresde, lui enleva l'avantage de l'offensive, et rendit aux ennemis la confiance qu'ils avaient perdue; car loin de renoncer à leurs premiers projets, après leur honteux échec de Dresde, ils résolurent de n'accorder aucun repos à Napoléon, de le combattre sans relâche et de l'écraser sous le poids de la plus formidable des coalitions.

Mouvements des 4e, 7e et 12e corps français sur Berlin; combat de Gross-Beeren; affaire de Lübnitz. — Pendant que les événements que nous venons de raconter avaient lieu en Saxe et en Silésie, la campagne s'était également ouverte du côté de Berlin. 18-30 août.

Informé de la dénonciation de l'armistice, le prince royal de Suède avait concentré son armée, le 17 août entre Berlin et Spandau, et placé son quartier-général à Charlottenburg. Le maréchal Oudinot, de son côté, qui avait reçu l'ordre formel de marcher sur Berlin et de s'en emparer, vint le 18 août à Baruth, où il prit position : son armée, formée des 4e, 7e et 12e corps, comptait environ 70,000 combattants; l'ennemi en avait 100,000.

Le maréchal Oudinot n'ayant fait aucun mouvement pendant les trois jours qui suivirent, le prince de Suède dut supposer que l'intention du général français n'était pas d'ouvrir encore la campagne, et il se décida à étendre les cantonnements de ses troupes, qui manquaient de subsistances. Il porta en conséquence son quartier général à Potsdam, et ses troupes occupèrent Belitz, Saarmund, Treuenbritzen, Juterbogk, Philip-

1813. Allemagne. sthal, Sputendorf, Trebbin, Thyrow, Wilmersdorf, Zossen, Mittenwald, Mariendorf, Dulhen et Zehlendorf.

Cependant le maréchal Oudinot se porta en avant le 21, et, quittant la route de Torgau à Berlin, il fit un mouvement de flanc sur la route de Wittenberg. A cinq heures du soir, les avant-postes ennemis, attaqués à Trebbin, Nunsdorf et Mœllen, furent culbutés, et forcés de rentrer à Thyrow, Wilmersdorf et Zossen. Le maréchal Oudinot établit alors le 12e corps sur les hauteurs en arrière de Trebbin, le 4e à Schulzendorf, et le 7e à la droite de Christinendorf. Le prince royal, voyant qu'une bataille pouvait seule empêcher les Français d'entrer à Berlin, employa la journée du 22 à concentrer son armée. Vers midi, le maréchal Oudinot fit attaquer par le 7e corps le général Thümen, qui était à Wilmersdorf. Ce village fut emporté, ainsi que la position de Wittstock. En même temps, le 4e corps, marchant par Schultzendorf, enleva le défilé de Juhndorf, ainsi que la redoute qui le défendait. Cette circonstance donnait à Bernadotte de vives inquiétudes pour sa gauche; il retira les troupes qu'il avait à Trebbin et Mittenwald, et fit avancer le corps du général Tauentzien à Blankenfeld. Le maréchal Oudinot passa la nuit du 22 au 23 dans les positions suivantes : le général Bertrand, avec le 4e corps, en avant de Juhndorf, dont il avait forcé le passage de la digue; le général Reynier, avec le 7e corps qui était parvenu à déboucher de Wittstock, entre Kertzendorf et Löwenbruch, et le 12e corps, en avant de Trebbin, gardant Thyrow avec une brigade.

Le 23 au matin, le maréchal Oudinot se remit en marche, donnant à son corps d'armée une position tellement divergente, qu'il est difficile d'expliquer cette faute autrement qu'en supposant au maréchal l'intention de battre l'ennemi en détail vers Blankenfeld et Teltow, et de forcer le prince de Suède, acculé sur Potsdam, à découvrir Berlin, ce qu'il eût pu obtenir d'une manière beaucoup plus sûre, en dirigeant également le 12e corps par le défilé de Juhndorf, dont le 4e s'était rendu maître la veille, et se contentant de pousser le 7e sur la route de Wittenberg. Établissant ainsi la masse de ses forces sur l'extrême gauche des alliés, il eût infailliblement obligé l'ennemi à abandonner Berlin, où les Français seraient entrés le lende-

main, et il aurait eu la gloire de remplir la tâche qui lui avait été prescrite, en frappant un coup d'éclat à l'ouverture de la campagne. Quoi qu'il en soit, les dispositions du maréchal Oudinot furent tout à fait différentes : le 7e corps fut dirigé sur Gross-Beeren, le 12e sur Aherensdorf, et le 4e sur Blankenfeld. 1813. Allemagne.

Ce dernier corps ne tarda pas à rencontrer celui du général Tauentzien, un peu en avant du bois de Glatow. Le combat s'engagea sur-le-champ. Bulow s'avança pour soutenir Tauentzien, étendit d'abord sa gauche vers Lichtenrade; mais le prince de Suède, jugeant que l'attaque sur Blankenfeld n'était qu'une fausse démonstration, lui fit bientôt après reprendre sa première position à Hennersdorf.

Sur ces entrefaites, le général Reynier, ayant chassé les Prussiens de Gross-Beeren, développa le 7e corps, sa droite appuyée à ce village, sa gauche au bois, un peu en avant de Neu-Beeren. Une forte ligne de tirailleurs garnit le bois vers Ruhlsdorf. Bernadotte sentit la nécessité de diriger tous ses efforts sur le centre des Français, dont la défaite entraînait celle des ailes, en raison de leur isolement. Bulow, qui reçut l'ordre d'attaquer, ayant resserré sa droite sur son centre, s'avança jusqu'à portée de canon : il était six heures du soir, et il n'avait cessé de pleuvoir toute la journée. Soixante pièces de canon, placées en avant du front des Prussiens, commencèrent l'action. Vivement canonné à sa droite, pris en flanc par les Suédois, qui, soutenus par une nombreuse cavalerie, s'avançaient par Ruhlsdorf, le 7e corps soutint le combat jusqu'à la nuit : mais alors la victoire se déclara pour les Prussiens; ils emportèrent le village de Gross-Beeren, et le général Reynier se mit en retraite dans la direction de Gottow. Le 12e corps, qui se portait, comme nous l'avons dit, par Ahernsdorf, avait suspendu son mouvement à la hauteur de ce dernier village; mais la vivacité du feu décida les généraux Guilleminot et Fournier, qui formaient têtes de colonne, à marcher vers le champ de bataille, appuyant un peu à droite sur Sputendorf et Ruhlsdorf. L'obscurité dérobant la vue de leurs forces, ces deux colonnes arrêtèrent sur ce point les progrès de l'ennemi. Après plusieurs charges fournies et reçues, la cavalerie prussienne évacua même Gross-Beeren, abandonnant le

1813. Allemagne. champ de bataille aux deux colonnes françaises. Cependant le 4e corps avait soutenu toute la journée, avec les troupes de Tauentzien, un combat assez inégal, attendant que le 12e et le 7e corps, qui pivotaient sur lui, fussent arrivés à sa hauteur. La défaite du 7e corps décida la retraite des deux ailes; le le 4e et le 12e corps se replièrent également sur Trebbin, lorsque la nuit fut venue. Le combat de Gross-Beeren coûta aux Français treize pièces de canon, et quinze cents prisonniers saxons, qui dès le lendemain passèrent au service de la Prusse.

Le maréchal Oudinot, après avoir occupé le 24 Baruth, Gottow et Gatzdorf, continua sa retraite le 25, prenant la direction de Wittenberg, par Juterbogk. Le même jour, les Cosaques, qui occupaient cette dernière ville depuis le 23, en furent chassés par quelques pelotons du 12e corps. L'ennemi n'avait suivi les Français qu'avec assez de lenteur; le 28, le général Wobeser entra à Luckau : le commandant de cette place ne se crut pas en état de soutenir une attaque de vive force, et capitula; sa garnison, forte de 700 hommes, fut déclarée prisonnière. Les Prussiens trouvèrent dans Luckau neuf pièces de canon et quelques magasins.

Au moment où le maréchal Oudinot se portait sur Berlin, le général Girard était sorti de Magdebourg avec une division de 4,000 hommes. Le 25, il se dirigea de Ziezar sur Belzig, cherchant à rejoindre l'armée du maréchal; mais ayant trouvé cette dernière ville occupée par les Cosaques de Czernicheff, il s'arrêta à Lübnitz afin d'y attendre des ordres; le 27, il y fut attaqué par la division Hirschfeld, qui, après le combat de Gross-Beeren, avait reçu l'ordre de retourner devant Magdebourg; les Français eurent d'abord l'avantage, mais les Cosaques de Czernicheff étant venus pendant l'action prendre la division française à dos, décidèrent l'affaire en faveur des coalisés. Le général Girard, blessé, fut repoussé vers Magdebourg, avec une perte de six canons et d'environ huit ou neuf cents prisonniers.

Les jours suivants, le maréchal Oudinot continua son mouvement de retraite par Tallichau et Schoenfeld sur Woltersdorff, où il prit position. Le 3, le 4e corps évacua le camp de Woltersdorf, et prit position en arrière de Wiessigk; les 7e et 12e

corps occupèrent les hauteurs en avant de Wittenberg. De son côté, le prince royal déploya son armée, occupant Seyda, Zahne, le défilé de Kœpenig, Marzahne, Plighos avec une avant-garde à Rabenstein, où le quartier général de l'armée des alliés, dite du nord, fut établi. 1813. Allemagne.

Le maréchal Ney remplacé le maréchal Oudinot dans son commandement ; bataille de Juterbogk. — Ces derniers événements détruisaient les espérances que Napoléon avait fondées sur le mouvement du maréchal Oudinot contre le prince royal de Suède. L'aile droite des alliés se trouvait sur l'Elbe ; la victoire de Dresde demeurait presque sans résultat par suite de la défaite de Kulm, et la perte de la bataille de la Katzbach allait amener de plus en Saxe une armée de 100,000 hommes à combattre. L'échec de Gros-Beeren était le plus facile à réparer. L'armée française avait peu souffert, et sous un chef habile elle pouvait ressaisir l'avantage. Mécontent des opérations du maréchal Oudinot dans les journées précédentes, l'empereur transmit son commandement au maréchal Ney, avec ordre de se reporter en avant. Ce maréchal, arrivé à son nouveau poste le 3 septembre, trouva ses troupes au nombre de 52,000 concentrées sous le canon de Wittenberg; il les passa en revue le 4, et reprit dès le lendemain l'offensive. 6 septembre

Le 5 septembre au soir, la division du général Guilleminot chassa successivement de Buttzig et de Zahne la division prussienne du général Dobschütz. Le corps de Tauentzien fut également repoussé de Seyda, où le 12e corps prit position. Les Prussiens se replièrent derrière Dennewitz. A la nuit, l'armée française était établie dans les positions suivantes : le 4e corps était à Naundorf, le 12e à Seyda, et le 7e entre les deux, en avant le Gadegast.

Le 6, à sept heures du matin, le maréchal Ney remit son armée en marche. Son intention n'était point d'engager une affaire, mais bien de doubler l'aile gauche de l'armée combinée par-devant Juterbogk et, en marchant rapidement sur Dahme, de se diriger sur Berlin par Baruth. Le 12e corps reçut donc l'ordre de s'avancer sur Oehna, le 7e sur Rohrbeck ; le 4e dut couvrir le mouvement de l'armée sur la chaussée de Juterbogk, en évitant toutefois cette ville. Bulow, qui était à

1813. Allemagne. Kurz-Lippsdorf, croyant, de son côté, que le général Bertrand marchait sur lui, vint prendre position, sa droite à Eckmansdorf et sa gauche à Malterhausen.

Cependant le général Bertrand, continuant son mouvement en colonne de marche sur la route de Juterbogk, rencontra l'avant-garde de Tauentzien, formée en arrière du village de Dennewitz. Celle-ci, à l'approche des Français, démasqua une batterie, et la fit jouer contre la division italienne Fontanelli, qui était en première ligne ; le général Bertrand fit alors soutenir cette division par celle du général Morand. Une des brigades wurtembergeoises se porta sur la route de Juterbogk, l'autre rétrograda avec le parc à un quart de lieue en arrière de Dennewitz ; une batterie de 12 fut placée sur un mamelon à gauche de la route, entre Göhlsdorf, sous la protection des deux divisions d'infanterie ; une autre du même calibre, fut établie sur les hauteurs, à côté du village, battant toute la plaine en avant. Le corps de Tauentzien s'étant ébranlé pour appuyer son avant-garde, fortement engagée, le 4e corps se déploya successivement ; les excellentes dispositions prises par le général Bertrand eurent d'abord le plus heureux succès : le village de Nieder-Goersdorf fut emporté, et l'aile gauche de Tauentzien perdit du terrain. Bulow s'étant mis en marche dès qu'il avait vu Dennewitz attaqué, déboucha alors en avant de Welmsdorf, menaçant Nieder-Goersdorf et Göhlsdorf de front, tandis qu'une partie de sa cavalerie faisait mine d'attaquer ce dernier village par sa gauche. Le 7e corps, ayant éprouvé quelque retard dans sa marche, arriva enfin pour appuyer le 4e, qui combattait seul depuis quatre heures ; le maréchal Ney le fit engager sur-le-champ. Une division prussienne qui était sur le point de s'emparer de Nieder-Goersdorf fut repoussée. Dans ce moment, la division de cavalerie légère du général Lorge, placée en réserve avec le 3e corps de cavalerie, ayant fait une fausse charge, l'infanterie du 7e corps se trouva à découvert, et les Français perdirent presque en même temps les deux villages de Nieder-Goersdorf et de Göhlsdorf. Le maréchal Ney voyant que le combat se prolongeait, et que les différents corps de l'armée ennemie débouchaient les uns après les autres, fit approcher le 12e corps du champ de bataille, et se présenta à la

gauche du 7e, entre Mellnitz et Welmsdorf; la division Guilleminot, formant tête de colonne, reprit Göhlsdorf, et le 7e corps rentra en ligne. Bulow ayant fait alors avancer le restant de sa réserve, le maréchal Ney lui opposa la division Puthod, et l'ennemi perdit encore du terrain. Mais à la droite, le 4e corps, fatigué du combat qu'il soutenait avec acharnement, venait de perdre Dennewitz; au même moment une division prussienne vint prendre part au combat; le général Borstell qui la commandait, et auquel le prince royal avait envoyé l'ordre de se diriger de Kropstadt sur Eckmansdorf, informé près de Tallichau de la nécessité de sa présence sur la droite des coalisés, s'y porta directement en toute hâte. Cependant la victoire était encore indécise; engagés sur tous les points, les Français en se retirant conservaient une attitude imposante; leurs masses repoussaient toutes les charges de cavalerie, et semblaient braver le feu de mitraille dont elles étaient couvertes. Le prince de Suède s'était porté de Lobessen et d'Eckmansdorf jusqu'à Kaltenborn; 70 bataillons, 10,000 chevaux et cent cinquante pièces de canon s'avancèrent pour renfoncer l'attaque de Bulow. En même temps 4,000 chevaux et 45 pièces de canon menaçaient, par Seehausen, l'extrême gauche de l'armée française. Le maréchal Ney, craignant alors d'être entièrement enveloppé, se retira en bon ordre sur Rohrbeck, où il prit une position plus resserrée, afin de se défendre jusqu'à la nuit, et de couvrir sa retraite sur Torgau, puisque celle sur Wittenberg lui était interdite; mais à peine les premiers régiments s'étaient-ils formés en bataille sur le point indiqué, que les deux divisions saxonnes du 7e corps, dont la fidélité était déjà ébranlée, lâchèrent pied, et prirent la fuite. Cet incident, qui jeta nécessairement quelque désordre dans les troupes voisines, sépara le 12e corps du 4e, et l'ennemi se hâta de porter des masses dans cette lacune. Le duc de Padoue essaya vainement d'arrêter l'ennemi; il fut renversé et entraîné dans la déroute. Le maréchal Ney ne put même parvenir à réunir les 12e et 4e corps; celui-ci se dirigea sur Dahme, et l'autre sur Schweinitz, où s'étaient aussi réfugiés les fuyards du 7e corps.

1813. Allemagne.

Le 7 septembre le général prussien Wobeser, qui était toujours à Luckau, se porta sur Dahme avec environ 4,000 hom-

1813. Allemagne. mes d'infanterie, pour attaquer le 4e corps dans sa retraite; le 23e régiment de ligne, qui était à l'arrière-garde, réussit à le contenir. Le 8, le maréchal Ney avait réuni son armée sous les murs de Torgau, ayant son quartier général à Eilenburg. Le prince royal établit le sien à Juterbogk.

La perte des Français à la bataille de Juterbogk ou de Dennewitz fut de 10,000 hommes tués, blessés ou prisonniers, de 25 pièces de canon et 17 caissons. Celle de l'ennemi s'éleva à 7,000 hommes, dont environ 6,000 Prussiens.

Après cette défaite, le maréchal Ney s'occupa de réorganiser son armée : le 12e corps fut dissous, et les troupes qui le composaient réparties dans les 4e et 7e corps, à l'exception des Bavarois, envoyés à Dresde pour en former la garnison. Vers le 25 il se mit en mouvement; il porta le 7e corps à Dessau, et se rendit avec le 4e à Oranienbaum. L'avant-garde suédoise évacua Dessau, et se replia sur la tête de pont de Rosslau. Aux premiers coups de fusil un bataillon saxon déserta à l'ennemi avec armes et bagages. Le 27, le maréchal poussa une reconnaissance sur Rosslau; les jours suivants de petits combats eurent lieu aux environs, mais sans amener aucun résultat, le prince de Suède ne voulant pas traverser l'Elbe avant que les coalisés n'eussent repris l'offensive, et le maréchal Ney se trouvant trop faible pour rien entreprendre de sérieux.

Cependant, à la nouvelle du résultat de la bataille de la Katzbach, Napoléon avait été forcé d'abandonner toute idée d'opération contre la Bohême, pour éloigner de Dresde l'ennemi, que le maréchal Macdonald attirait après lui. Le 3 septembre, il partit de Dresde avec la garde impériale, le 6e corps, la cavalerie de Latour-Maubourg, pour se rendre en Lusace; le 4, ayant rencontré l'armée du maréchal Macdonald, qui se disposait à abandonner la position de Hochkirch pour continuer sa retraite sur Bautzen, l'empereur l'arrêta, et lui fit faire un mouvement offensif, à la suite duquel l'avant-garde de Blucher, commandée par le général Wassiltschikoff, fut rejetée derrière le Lœbaner-Wasser.

Le 6, le gros des forces françaises s'étant porté sur Reichenbach, Blucher repassa la Neisse et la Queiss; le lendemain l'empereur retourna à Dresde.

Tout en fatiguant l'armée française par des combats partiels, le plan des coalisés était d'attendre l'arrivée de l'armée de Benningsen et la défection du restant de l'Allemagne. Leur supériorité numérique devait être alors de plus de 150,000 hommes; dans ce cas, ils concevaient l'espoir d'écraser les troupes de Napoléon sous une masse de forces plus que double. On verra ce résultat à la bataille de Leipzig; mais pour y parvenir, il fallait que les alliés réunissent leurs armées, séparées par la position centrale qu'avait prise Napoléon, et c'était là le but de toutes leurs manœuvres. 1813. Allemagne.

Opérations en Lusace et sur les frontières de la Bohême, etc. — Le prince de Schwartzenberg, informé que Napoléon avait quitté Dresde pour se porter vers l'armée de Silésie, avait mis, de son côté, ses troupes en mouvement. Le 5 septembre, le général Wittgenstein vint à Peterswald et à Höllendorf, et le lendemain à Berg-Giesshubel et Gross-Cotta. Dans le même temps, les généraux Pahlen et le prince Eugène de Würtemberg, avaient debouché en Saxe par Ebersdorf. L'intention du généralissime autrichien était de porter le gros de ses troupes par la droite de l'Elbe sur Rumburg et Zittau. Le 8, Napoléon, voulant arrêter les progrès des alliés de ce côté, quitta Dresde, où il était revenu la veille, et fit attaquer, près de Dohna, l'avant-garde de Wittgenstein, qui se replia sur Pirna. Le même jour, le prince de Schwartzenberg quitta Aussig avec les corps autrichiens et les réserves, et rentra dans la position de Tœplitz. Le 9, Napoléon se porta avec la majeure partie de ses forces sur Liebstadt. Par cette marche, qui tournait la gauche de l'avant-garde des alliés, il força Wittgenstein à se replier sur Nollendorf, où il rejoignit le corps de Kleist. Le même jour, le général Klenau, qui s'était avancé sur Chemnitz, revint à Sebastiansberg. Ayant des avant-gardes à Marienberg et à Seyda, les grenadiers et les cuirassiers russes se trouvaient à Kulm; les gardes russes et prussiennes entre cette ville et Tœplitz. Le 10, l'empereur des Français vint à Baerenstein; le 1er corps marcha sur Peterswald, et le 14me s'avança de Fürstenwald par Ebersdorf sur le défilé du Geyersberg; la division Bonnet s'empara même de cette montagne, mais la difficulté d'y transporter de l'artillerie la força à se retirer sur Ebersdorf, 5 25 septem.

1813. Allemagne. après trois heures d'une fusillade soutenue; le 12, Napoléon revint à Dresde, laissant le 1er corps à Höllendorf, le 2e à Altenberg, le 14e sur les hauteurs de Borna, et la jeune garde à Pirna.

Cependant l'armée du maréchal Macdonald était restée en position en avant de Hochkirch, en ayant son avant-garde à Goerlitz et sa droite appuyée par le 8e corps, qui était revenu de Gabel à Löbau. Avec ce renfort, les 3e, 5e, 11e corps, et la cavalerie du général Sebastiani, formaient une masse de 65,000 combattants à opposer aux 85,000 de Blucher. Ce général, retiré derrière la Queiss, soupçonna, par l'inaction des troupes qu'il avait devant lui, que Napoléon n'était plus à leur tête. En conséquence, dès le 9 il se reporta en avant. La division Saint-Priest, suivie du reste du corps de Langeron, passa la Pleiss à Ostritz, pendant que le général York la traversait également entre Ostritz et Goerlitz, pour couper la retraite à l'avant-garde française, qui occupait cette dernière ville. Prévenue à temps, cette avant-garde se retira à Reichenbach, et de là à Hochkirch. Le prince Poniatowski, attaqué par le corps de Langeron, fut forcé à Löbau, et se retira à Neustadt. Le 10, le maréchal Macdonald continua son mouvement rétrograde sur Bautzen; le 11, il était à Gotta, n'ayant plus qu'une avant-garde sur la Sprée; le 12, il se replia sur Bischofswerda, le 8e corps vint à Stolpen; les 3e, 5e et 11e corps arrivèrent ainsi près de Dresde, sans avoir brûlé une amorce. Cette retraite bizarre et la perte de la bataille de Juterbogk décidèrent la jonction des trois armées ennemies, que les savantes manœuvres de Napoléon avaient su prévenir jusqu'alors. Le 14, le roi de Naples, avec le 6e corps et la cavalerie de Latour-Maubourg, marcha sur Grossenhayn pour protéger l'arrivée d'un convoi de farine qui remontait l'Elbe. Blucher croyant sa droite menacée par ce mouvement y porta le corps de Sacken; la marche de ces dernières troupes détermina le maréchal Macdonald à quitter Bischofswerda pour venir à Hartha.

Le même jour le prince de Schwartzenberg fit pousser une grande reconnaissance sur les montagnes de l'Erz-Gebirge, afin de se procurer des renseignements certains sur la position de l'armée française; le corps de Wittgenstein se porta directement sur Höllendorf contre le 1er corps, tandis que celui

de Colloredo et la division du prince Auguste de Prusse marchaient par Breitenau et Ebersdorf, sur le 14e corps. La division Dumonceau, attaquée à Höllendorf, fut obligée de se retirer sur Peterswald; le 1er corps se replia à Berg-Giesshübel, le 14e, également découvert par sa gauche, fut obligé de suivre ce mouvement. 1813. Allemagne.

Napoléon, suivi de sa garde, se porta le 15 sur Berg-Giesshübel, déjà évacué par les Français, et dirigea de suite le premier corps avec une division du 14e, par Langen-Hennersdorf et Beraun, sur la droite du corps de Wittgenstein. Le général russe fut forcé d'abandonner Berg-Giesshübel et de se replier sur Peterswald. Le 16, à midi, Napoléon continua son mouvement en avant. Wittgenstein se replia sur Kulm; Colloredo prit poste sur les hauteurs de Strigewitz; et Kleist vint à Seberchen. Les troupes françaises occupèrent le soir les hauteurs de Höllendorf.

Le 17, la division Ziethen, qui avait été laissée en avant-garde dans les abatis qu'on avait faits entre Telnitz et Knietnitz, fut attaquée vers les trois heures par une division du 1er corps, et poussée sur Kulm, où le combat s'engagea avec le corps le Wittgenstein. Les Français, poursuivant leurs avantages, enlevèrent les villages d'Arbesau, de Dilitsch et de Johnsdorf; la division de la cavalerie de la garde, sous les ordres du général Ornano, fit une belle charge, et s'empara d'une batterie autrichienne, qu'elle reperdit presque aussitôt par une contre-charge de la cavalerie autrichienne. Pendant que le combat se soutenait ainsi dans la plaine de Kulm, le corps de Merfeldt s'avançait directement d'Aussig sur Höllendorf, et Colloredo, se portant de Neudorfel sur Knietnitz, attaquait vivement Arbesau. Une brigade de la jeune garde, qui avait été envoyée dans ce village, y perdit trois canons et mille prisonniers, au nombre desquels était le général Kreutzer; l'occupation d'Arbesau décida la retraite du 1er corps sur Höllendorf. Une nouvelle attaque que l'ennemi tenta sur Knietnitz fut repoussée; peu d'instants après un brouillard épais, qui devança la nuit, mit fin au combat; les deux jours suivants, les troupes françaises rétrogradèrent sur Berg-Giesshübel, les alliés réoccupèrent Peterswald.

1813. Allemagne. Après la bataille de Juterbogk, le prince royal de Suède avait fait, comme nous l'avons dit, jeter des ponts sur l'Elbe, à Rosslau et à Acken. Czernicheff passa l'Elbe sur ce dernier point, et poussa des postes jusqu'à Querfurth et Naumburg ; le corps de Tauentzien vint à Hertzberg, sur le Schwartz-Elster, et le général Bulow fit ouvrir la tranchée devant Wittenberg ; le 24, le général Horsfeld emporta les faubourgs, et dans la nuit du 25 au 26 les Prussiens commencèrent le bombardement de la place ; la première parallèle s'ouvrit à la lueur des incendies qui se déclarèrent presque aussitôt.

Tauentzien, qui avait reçu l'ordre de se rapprocher de Blucher, fut attaqué le 17 par le roi de Naples, et chassé de Mühlberg et de Liebenwerda ; le 18, les Prussiens, reprenant l'offensive, délogèrent à leur tour, de Mühlberg, un régiment de cavalerie française qui s'y trouvait ; le lendemain, ce même régiment fut attaqué à Borak, et perdit environ 100 prisonniers, parmi lesquels se trouvait le colonel Edmond de Périgord. Tauentzien remonta alors le Schwartz-Elster, et vint à Elsterwerda, ce qui obligea l'arrière-garde du roi de Naples qui occupait Stoltzenhayn, à se retirer sur Grossenhayn.

Cependant l'empereur Napoléon, arrivé à Dresde le 21, résolut de marcher de nouveau sur Blucher, soit pour le forcer à combattre isolément, soit pour l'éloigner encore une fois de Dresde. Le 22, il vint à Hartha, où nous avons laissé le maréchal Macdonald, et les 3e, 5e et 11e corps marchèrent de suite sur Bischofswerda, occupé par l'avant-garde de Blucher, sous les ordres du général Rudzewicz ; cette troupe ennemie, rejetée dans la forêt de Bischofswerda, se replia à Gotta, ayant perdu près de 400 hommes. Arrivé le 23 à ce point où commence la vaste plaine qui s'étend jusqu'à Bautzen, l'empereur se trouva en présence de l'armée de Blucher. Arrêté de front par des forces imposantes, et menacé sur sa gauche par Sacken, qui arrivait par Bocka, Napoléon ne pouvait risquer une bataille dans une semblable position. Le 24, les trois corps du maréchal Macdonald reçurent donc l'ordre de se concentrer dans la position de Weissig, à une lieue et demie en avant de Dresde ; le 8e corps repassa l'Elbe, mais le roi de Naples resta à Grossenhayn ;

le 14e occupait Pirna et Borna; le 1er Berg-Giesshübel; le 2e fut placé à Freyberg. Les avant-gardes de Blucher s'ébranlèrent le 25; un poste fut établi à Schandau sur l'Elbe; l'armée combinée de Bohême resta dans les positions de Tœplitz, et celle de Silésie continua d'occuper celles de Bautzen et de Kamentz. 1813. Allemagne.

Après la tentative inutile pour engager Blucher à une bataille rangée, la grande armée française se maintint tranquille dans les environs de Dresde. Napoléon, voyant approcher le moment critique où les alliés tenteraient de passer l'Elbe pour menacer Dresde avec des forces supérieures aux siennes de près de 200,000 hommes, pensa à réunir tout ce qu'il avait de disponible sur la droite du Rhin. En conséquence, le corps du maréchal Augereau, réduit à deux divisions d'infanterie [1] et au 5e corps de cavalerie, formant en tout 16,000 hommes, reçut l'ordre de quitter Wurtzburg et de s'avancer à Jena. L'empereur n'ignorait point que les négociations les plus pressantes, ouvertes entre la cour de Vienne et celle de Munich, se succédaient avec rapidité. La défection de la Bavière était imminente; or, la présence d'un corps de 16,000 hommes à Wurtzburg ne suffisait pas pour contenir l'armée bavaroise du général de Wrède et le corps autrichien du prince de Reuss, destinés à agir ensemble; le maréchal Augereau, hors d'état de résister sérieusement à ces 50,0000 hommes qui allaient quitter l'Inn, se fût trouvé gravement compromis; il valait donc mieux le rapprocher de la grande armée, et s'en servir pour couvrir Leipzig de flanc, ainsi qu'il le fit en occupant Jena.

Mouvements des alliés sur les derrières de l'armée française. Durant les quinze derniers jours de septembre, les partisans ennemis inondèrent les deux rives de la Saale. Le colonel autrichien Mensdorf s'était jeté sur la communication de Dresde et de Torgau à Leipzig; le général Thielmann, déserteur du service de Saxe, était le 11 septembre à Weissenfels, où il attaqua inutilement un convoi destiné pour Leipzig. Il se présenta devant Naumburg, et ensuite devant Merseburg, dont Septembre.

[1] L'empereur avait fait venir la 3e à Dresde pour renforcer le premier corps.

1813. Allemagne.

la petite garnison, de 500 hommes, capitula le 18. Le général Lefebvre-Desnouettes, détaché contre lui avec la division des chasseurs à cheval de la garde réunie aux troupes que le général Margaron avait pour défendre Leipzig, atteignit Thielmann près de Merseburg, le 24, le battit, lui reprit ses prisonniers, et lui tua environ 500 hommes. Thielmann se retira par Zwickau, et Lefèvre-Desnouettes vint à Altenburg. Sur ces entrefaites, l'hetman Platoff, sorti de la Bohême le 26, venait d'arriver à Chemnitz avec ses Cosaques et un corps d'infanterie et de cavalerie autrichienne; le 28 il marcha sur Altenburg, attaqua le général Lefebvre-Desnouettes, et le repoussa sur Zeitz, après un combat très-vif. Le petit corps français effectuait sa retraite par échelons, dans le plus grand ordre, lorsque Thielmann, étant prévenu, l'attaqua par le flanc; les troupes du général Lefebvre furent alors renversées et forcées de se retirer sur Weissenfels avec perte d'environ 400 prisonniers.

D'un autre côté, Czernicheff, détaché par le prince royal de Suède, avec 3,000 chevaux, poussa jusqu'à Cassel. Le général Allix était resté dans cette ville avec deux bataillons; il fut rejoint le 29 par le général westphalien Sandt, qui lui amena quelques compagnies d'infanterie et de cavalerie, avec quelques canons. Le 30, Czernicheff fit attaquer Cassel; pendant que la canonnade s'engageait aux portes, et que les troupes se défendaient aux postes qui leur avaient été assignés, l'insurrection s'organisait dans la ville. Au bout de quelques instants, les criminels, que l'ennemi avait mis en liberté dans la ville neuve, se répandirent dans la ville vieille; les étudiants se joignirent à eux; la populace s'ameuta, et voulut égorger les deux généraux après avoir désarmé le peu de troupes dont ils avaient pu disposer; enfin, une des portes ayant été ouverte à l'ennemi, le général Allix fut forcé de capituler; le même jour, Czernicheff entra dans Cassel, où il proclama la dissolution du royaume de Westphalie; le 3, ayant appris que des troupes s'avançaient, il quitta cette ville, emmenant avec lui des effets de l'arsenal, des dépôts civils, les caisses publiques, les chevaux et les voitures, le maire, le préfet, et quelques autres autorités; ses Cosaques étaient en

outre chargés d'un immense butin. Telle fut cette brillante expédition de Cassel, que quelques écrivains maladroits se sont efforcés de présenter comme un titre de gloire pour le général qui la commandait. 1813. Allemagne.

Opérations sur le Bas-Elbe ; combat de Goherde. — Nous devons rapporter maintenant les opérations qui avaient eu lieu sur le Bas-Elbe depuis la reprise des hostilités. Septembre.

Le 18 août, le maréchal Davout, dont les troupes formaient le 13e corps de la grande armée française, quitta ses cantonnements de Hamburg, et fit attaquer dans la soirée, à Lauenburg, par un bataillon du 30e de ligne deux bataillons du corps franc de Lutzow, chargés de défendre les retranchements qu'on avait élevés sur ce point, et qui les abandonnèrent dans la matinée du 19. Le maréchal Davout se dirigea ensuite sur Boitzenburg, détachant quelques troupes pour suivre le corps franc de Lutzow et les Cosaques de Tettenborn, qui se retiraient sur Vellahn. Le 20, Tettenborn, attaqué sur ce point, fut repoussé à Zarrenthin, où il rejoignit le général suédois Vegesack ; le même jour, les Français ayant emporté le pont de Zarensdorf, prirent la route de Wittenburg. Ce mouvement séparait de la Baltique l'armée ennemie, trop disséminée sur la ligne de l'armistice ; le général Walmoden, qui la commandait, se retira, avec son aile gauche et son centre, sur Grabow, laissant sa droite aux ordres de Vegesack, fortement compromise à Grevismühlen. Le 23, les troupes françaises, renforcées par la division danoise commandée par le prince de Hesse, prirent position à Wittenburg. Le 24, le maréchal Davout était à Schwerin ; le 25, il détacha sur Wismar la division Loison pour couper entièrement Vegesack, qui précipita sa retraite sur Rostock, où il fut poursuivi l'épée dans les reins. Le général Loison resta à Wismar, et le maréchal Davout à Schwerin. On doit supposer, par l'inaction du 13e corps après ce mouvement, que les instructions du maréchal lui enjoignaient de ne s'avancer que lorsque l'expédition du maréchal Oudinot sur Berlin aurait eu son plein succès. Toutefois quelques militaires ont pensé que le maréchal aurait pu, sans se compromettre, en faisant contenir le général Vegesack par les Danois, qui se seraient tenus en communication avec lui, pousser Walmoden un

1813. Allemagne. peu plus loin, et menacer plus fortement les mouvements du prince de Suède. Quoi qu'il en soit, cette opération offensive du 13e corps demeura sans résultat.

Le 2 septembre, sur la nouvelle du combat de Gross-Beeren, la division Loison reçut l'ordre d'évacuer Wismar, et le maréchal Davout lui-même quitta Schwerin pour se replier sur Schönberg; arrivés à ce dernier point, les Danois se séparèrent des Français. Loison s'établit derrière les retranchements qui avaient été élevés sur la Stecknitz, vers Ratzeburg. Les Danois, après avoir laissé une garnison dans Lubeck, se retirèrent à Oldeslöhe sur la Trave, où ils prirent position. Les alliés revinrent alors sur leurs pas : Walmoden à Schwerin, et Vegesack à Grevismülhen.

Cependant le général en chef ennemi, instruit de la faiblesse de ses propres moyens de défense, par l'expédition du maréchal Davout, organisa sans délai 20,000 hommes de landsturm dans le Mecklenburg et dans la Poméranie suédoise, et poussa des partis sur la rive gauche de l'Elbe. Un de ces partis intercepta une dépêche du maréchal Davout, qui révélait la marche du général Pécheux, détaché avec cinq bataillons, un escadron et six pièces d'artillerie, vers Magdeburg pour éclairer la rive gauche du fleuve. Walmoden vit l'occasion de l'accabler, et, laissant Vegesack à Schwerin pour observer le maréchal Davout, il se porta lui-même avec environ 16,000 hommes vers Domütz, où il avait fait établir un pont. Le 16 septembre, son avant-garde, aux ordres de Tettenborn, ayant poussé jusqu'à Danneberg, rencontra le général Pécheux à la tête de sa colonne, formée des quatre bataillons du 3e de ligne, d'un bataillon du 105e, et d'un escadron du 28e chasseurs. Tettenborn essaya d'abord d'attirer son adversaire dans une espèce d'embuscade; mais le général Pécheux, informé qu'il avait devant lui des forces supérieures, arrêta sa marche, et prit position près du village de Goehrde. Le général en chef Walmoden fit ses dispositions de manière à attaquer à la fois les Français par le centre et par les deux ailes. A midi, le combat s'engagea : l'artillerie française fut promptement démontée par la supériorité du feu de l'ennemi; mais les bataillons soutinrent le choc de l'infanterie et les charges redoublées de la cavalerie ennemie

avec la plus grande valeur. Enveloppé de tous côtés, le général Pécheux opéra sa retraite en carré, fit front à toutes les charges, et s'ouvrit le passage avec environ 2,500 hommes, laissant sur le champ de bataille ses canons démontés et 500 hommes tués et blessés; parmi ces derniers se trouvait le général Miaczinski, qui fut fait prisonnier. Les alliés perdirent 800 hommes dans ce combat, et Tettenborn suivit les Français jusqu'à Harburg. Le 18, le général Walmoden repassa à la droite de l'Elbe, et rentra dans sa position de Schwerin. 1813. Allemagne.

Position des armées française et alliée à la fin de septembre ; passage de l'Elbe par le général Blucher et le prince royal de Suède. — On a fait à l'empereur Napoléon le reproche de n'avoir pas abandonné la Saxe et replié même son armée derrière le Rhin, aussitôt que la défection de l'Autriche lui fut connue. Cette question peut être envisagée sous deux points de vue différents : sous le rapport politique, il était de la plus haute importance pour Napoléon que l'Allemagne ne cessât point d'être le théâtre de la guerre; en se retirant sur le Rhin, l'empereur des Français déterminait dès lors la défection des puissances secondaires, qui n'auraient pas manqué de renoncer aussitôt à son protectorat pour accepter celui de l'Autriche, soutenu par 400,000 baïonnettes. On ne saurait, en effet, supposer que Napoléon, par ce mouvement timide, eût obtenu de la modération des alliés la paix qu'il désirait, puisque aucune proposition de ce genre n'avait été faite, ni verbalement ni par écrit, au congrès de Prague; et ce que les souverains coalisés avaient refusé pendant l'armistice, l'auraient-ils accordé plus volontiers lorsque l'armée française se fût trouvée sur la frontière de l'empire? 4 octobre.

Examinée sous le rapport militaire, la question peut, à certains égards, être résolue de même. En appuyant l'armée française au Rhin dès le mois de juillet, Napoléon lui assurait, il est vrai, les ressources immenses de la France; mais pour en faire usage, il fallait que la guerre devînt nationale, et l'ambitieux souverain, abusé par sa prospérité passée, confiant dans son génie, croyait pouvoir se suffire à lui-même, s'isoler impunément de la nation dont il se croyait maître. Il avait su juger combien les guerres nationales sont peu favorables aux

1813. Allemagne. gouvernements absolus, parce qu'en donnant aux peuples la mesure de leurs forces, elles leur apprennent comment ils peuvent reconquérir leurs droits. Dans son système, il devait donc rester à Dresde et entretenir la guerre en Allemagne ainsi qu'il le fit.

« La lutte qu'il soutint pendant un mois après la bataille de Juterbogk prouve que sans les trois défaites de ses lieutenants il pouvait encore se maintenir en Saxe jusqu'à l'hiver. »

Telle était vers la fin de septembre la position de l'armée française : la garde, les 1er, 3e, 5e, 11e et 14e corps, occupaient Dresde et les camps de Weissig et de Pirna ; le 2e corps était à Freyberg ; le roi de Naples, avec le 6e et le 1er de cavalerie, à Meissen et Grossenhayn ; le maréchal Ney, avec les 4e et 7e corps, dans les environs de Dessau ; le prince Poniatowski, avec le 8e corps et la cavalerie légère du général Lefebvre-Desnouettes, occupait Penig et Altenburg ; le troisième corps de cavalerie était à Leipzig ; le maréchal Augereau, avec son corps et le 5e de cavalerie, approchait de Jéna[1].

Du côté des alliés, l'armée de Bohême, sous les ordres du prince de Schwartzenberg, était entre Aussig et Brux, ayant le corps de Klenau vers les débouchés de Chemnitz ; Blucher, avec l'armée de Silésie, était à Bautzen, et le prince de Suède, avec l'armée du nord, s'étendait de Hertzberg jusqu'à Jerbot ; d'autre part, Benningsen, à la tête de la nouvelle armée alliée formée en Pologne, ayant forcé sa marche, venait de faire sa jonction, à Leitmeritz, le 26 septembre, avec l'armée de Bohême.

L'arrivée de ce renfort, qui présentait un effectif de 60,000 combattants, fut pour les coalisés le signal de la reprise de leurs opérations offensives. Blucher se mit le premier en mouvement ; laissant le corps de Scherbatoff et la division Bubna pour couvrir la Lusace, il quitta Bautzen le 28 septembre avec le restant de ses troupes, et arriva le lendemain à Elsterwerda. La cavalerie de Latour-Maubourg, qui se trouvait à Grossenhayn,

[1] Arrivé à l'époque critique où le sort de la campagne allait se décider, Napoléon songea à compléter ses armées pour continuer la lutte en tout état de cause. Un sénatus-consulte autorisa, le 7 octobre, la levée de 280,000 conscrits ; savoir, 120,000 des classes de 1814 et années précédentes, et 160,000 de la classe de 1815.

reçut l'ordre du roi de Naples de rejoindre le 6e corps à Meissen. Blucher, pour masquer sa marche, ayant fait suivre la cavalerie française par celle de Wassiltschikoff, commandant l'avant-garde du corps de Sacken, le général russe canonna vivement la tête de pont de Meissen; mais le maréchal Ney ne se laissa point tromper par cette démonstration. Pendant la nuit du 1er au 2 octobre, le général Bertrand reçut l'ordre de partir de Dessau pour aller prendre position à Wartenburg. 1813. Allemagne.

Cependant le reste du corps de Sacken et ceux d'York et de Tauentzien s'avancèrent jusqu'à Jessen. Blucher fit jeter deux ponts au confluent de l'Elbe et du Schwartz-Elster, et le général York ayant passé le premier, les divisions Morand et Fontanelli (du 4e corps) repoussèrent toutes ses attaques depuis huit heures du matin jusqu'à cinq heures après-midi; mais de nouvelles troupes débouchèrent derrière le corps prussien, et le prince de Mecklenburg s'empara du village de Bledden; le général Bertrand, qui se voyait alors tourné par sa droite, se retira sur Kemberg et Düben, avec perte de 500 hommes hors de combat, et d'une centaine de prisonniers; les Prussiens avaient eu plus de 1,000 hommes tués ou blessés. Le 4, le restant de l'armée de Blucher passa sur la rive gauche de l'Elbe, à l'exception du général Thümen, qui fut laissé devant Wittenberg pour en continuer le siége. Pendant ce temps le prince de Suède fit passer également le fleuve à son armée sur le pont de Rosslau. Le maréchal Ney, n'ayant avec lui que le 7e corps, se retira sur Delitsch, où il fut rejoint le 5 par le général Bertrand. Le 6 le prince de Suède était à Dessau et Blucher à Düben.

Sur ces entrefaites, la grande armée de Bohême avait fait un mouvement par la gauche pour pénétrer en Saxe par Commottau et Chemnitz. Le 4, l'avant-garde de Klenau entra dans cette dernière ville. Le prince Poniatowski la fit attaquer par une partie de son corps, et les Autrichiens furent délogés; mais Platoff, qui était à Zwickau, ayant paru tout à coup sur le flanc droit des Polonais obligea ces derniers à se replier sur Penig et Mittweyda. Le 5, le quartier général du prince de Schwartzenberg fut établi à Marienberg.

Napoléon marche sur l'armée de Silésie et sur celle du 12 octobre.

1813. Allemagne. *prince royal de Suède; combat de Dessau.* — Aussitôt que le passage de l'Elbe par l'armée de Silésie fut connu, Napoléon résolut de se porter contre Blucher et le prince de Suède, afin de les rejeter au-delà du fleuve, et de retarder ainsi la concentration générale des armées alliées. Le 5 octobre, la garde impériale et le 11e corps reçurent l'ordre de se diriger sur Meissen par les deux rives de l'Elbe. Pour couvrir cette marche, le maréchal Macdonald, avec sept bataillons et quelques escadrons, se porta par Fischbach sur Stolpen, où se trouvait la division Bubna. Après un engagement de peu d'importance, le maréchal Macdonald regoignit le 11e corps; le roi de Naples réunissait à Freyberg les 2e, 5e et 8e corps, pour observer le mouvement de la grande armée de Bohême, et les 1er et 14e corps furent destinés à garder Dresde. Napoléon ne quitta cette dernière ville que le 7, et le 8 au soir il trouva à Wurtzen sa garde et les 3e et 11e corps; le 9, il fut joint à Eilenburg par les 4e, 6e et 7e corps; ces troupes portaient à 125,000 hommes les forces dont l'empereur français pouvait disposer sur ce point.

Un pareil mouvement devait prendre Blucher au dépourvu: instruit trop tard de l'arrivée de Napoléon, ses forces se trouvaient divisées; il n'avait avec lui à Düben que les corps d'York et de Langeron; Sacken était resté à Mokrehna sur la route d'Eilenburg à Torgau. Une manœuvre prompte et hardie tira le général en chef prussien de ce mauvais pas: le 9, il passa la Mulde, et rejoignit, par la rive gauche, l'armée du prince royal à Zorbig. Sacken avait dû suivre d'abord ce mouvement; mais, ayant trouvé Düben occupé par l'avant-garde française, il la tourna par sa droite, et, traversant la Mulde à Raguhn, il rejoignit Blucher le 10. Ce même jour, Napoléon porta son quartier général à Düben.

L'armée française avait deux lignes d'opérations à tenir, celle de Dresde et celle de Leipzig. Lorsque Napoléon vit que les trois armées combinées, au lieu de marcher sur lui se dirigeaient sur Leipzig pour couper les communications de sa première ligne d'opérations, et se placer en même temps sur la seconde, il conçut le projet d'une contre-manœuvre dont l'exécution faisait perdre aux coalisés tout le fruit de la campagne, et remettait les choses dans l'état où elles étaient avant la rup-

ture de l'armistice. Magdeburg, Wittenberg, Torgau et Dresde défendaient la ligne de l'Elbe. Cette ligne placée au milieu du pays ennemi, présentait effectivement un double front. L'armée française avait précédemment tenu l'un des deux, ayant sa droite à Dresde et sa gauche à Magdeburg ; l'empereur résolut de lui faire occuper le second dans une direction inverse, ayant alors sa gauche à Dresde et sa droite à Magdeburg. Outre les ressources que lui fournissait, pour la subsistance de son armée, cette dernière forteresse, abondamment approvisionnée, il s'appuyait aux Marches et au Mecklenburg, provinces qui n'avaient que légèrement souffert de la guerre. Walmoden se voyait dans l'impossibilité de tenir davantage le Mecklenburg, que le maréchal Davout et les Danois n'eussent pas manqué d'occuper aussitôt.

L'armée de Silésie ayant passé l'Elbe, ainsi qu'on vient de le voir, Napoléon avait dû se hâter de profiter de l'isolement où elle se trouvait des trois autres armées coalisées pour marcher sur elle, faisant masquer son mouvement à gauche par les trois corps que le roi de Naples avait à Freyberg. Trois chances également probables se présentaient : ou Blucher attendrait l'armée française et risquerait une bataille, et dans ce cas Napoléon avait assuré le succès en sa faveur ; ou Blucher chercherait à rejoindre le prince de Suède, alors l'empereur passait l'Elbe et prenait sa nouvelle ligne d'opérations ; ou enfin, les deux armées de Silésie et du nord repasseraient sur la rive droite de l'Elbe ; dans cette dernière supposition, le monarque français avait l'espoir de les forcer à une bataille pour défendre Berlin. Il se fût trouvé, il est vrai, avoir devant lui plus de 200,000 hommes ; mais le roi de Naples, quittant rapidement Freyberg, pouvait se joindre avec les trois corps, et laisser l'armée de Bohême éloignée de plus de huit journées de marche des deux autres, et son général en chef occupé à changer la direction de ses colonnes engagées dans les montagnes ; pendant ce temps, Blucher et le prince royal, battus devant Berlin, eussent été rejetés en arrière de cette ville.

Ce plan, que l'union de la Bavière à la coalition pouvait seule renverser, était profondément conçu. Il eût été couronné par le plus brillant succès, si la défection du cabinet de Mu-

1813. Allemagne. nich n'eût éclaté que quelques jours plus tard, ainsi que l'empereur l'avait calculé, dans la marche du maréchal Augereau.

Dans la nuit du 10 au 11 octobre, Blucher et le prince de Suède replièrent leurs armées sur la Saale, à Rothenburg et à Halle. Tauentzien fut laissé à Dessau pour couvrir ses ponts et veiller à la sûreté de Berlin. Le 11, l'empereur continua son mouvement ; le général Reynier reçut l'ordre de se porter sur Wittenberg avec le 7e corps. Le 12, il déboucha par cette ville, fit lever le siége au général Thümen, et le poussa par Coswig sur Rosslau. Pendant ce temps, le maréchal Ney fut chargé d'attaquer Dessau avec le 3e corps. Tauentzien, informé de l'approche du maréchal Ney, abandonna cette place, où il ne laissa qu'une de ses divisions, et se replia sur Rosslau. Le 12, le maréchal Ney fit attaquer Dessau par la division Delmas. L'arrière-garde prussienne, chargée vigoureusement au passage de la Mulde, perdit 3,000 hommes et 6 canons. Tauentzien, après avoir repassé l'Elbe et détruit le pont de Rosslau, se réunit à Thümen, et se retira par Zerbst sur Potsdam et Berlin. Le 13, le 7e corps rentra à Wittenberg.

Pendant ces derniers mouvements, Napoléon, ayant le 6e corps à Delitsch, était resté à Düben avec sa garde, les 4e, 11e corps et la cavalerie ; il attendait dans cette position la détermination que prendrait l'ennemi par suite de la marche des 3e et 7e corps sur Rosslau et Wittenberg. Le prince royal de Suède, devinant les projets de l'empereur, crut devoir alors se rapprocher de Berlin. Le 13, il repassa la Saale et vint à Coethen.

6-14 octobre. *L'armée française se rapproche de Leipzig; jonction du 13e corps; combat de Wachau.* — Sur ces entrefaites, la grande armée de Bohême, sous les ordres du prince de Schwartzenberg, continuait sa marche. Le 6 octobre, Klenau poussa jusqu'à Penig, où était une division du 8e corps, tandis que Wittgenstein arriva devant Altenburg, occupé par le prince Poniatowski avec sa seconde division d'infanterie. Ce même jour, le roi de Naples, qui manœuvrait sur sa droite avec le 2e corps d'infanterie et la cavalerie du général Kellermann, pour se tenir en communication avec les troupes qui étaient vers Düben et Wittenberg, et couvrir leur mouvement par une ligne intérieure ; le roi de

Naples, disons-nous, ayant rencontré sur la route de Chemnitz à Freyberg, la division autrichienne du général Murray (du corps de Giulay), la culbuta et la força de se retirer vers Walkirchen, avec perte de plusieurs centaines de prisonniers.

Le 7, les troupes de Wittgenstein entrèrent dans Altenburg, que le prince Poniatowki évacua pour se retirer sur Frohburg; Klenau attaqua Penig, et força le général Sulkowski à se replier sur Rochlitz.

Le roi de Naples quitta le 8 sa position de Schellenberg, et descendit la Zschoppa sur Mittweida; afin de couvrir ce mouvement, le prince Poniatowski se reporta sur Penig et en chassa les Autrichiens. Le lendemain, le général Klenau ayant fait attaquer cette dernière ville, tandis qu'une autre division de son corps s'emparait de Lunzenau, le prince Poniatowski, pour ne pas être tourné par la gauche, évacua Penig et se replia sur Rochlitz, où il trouva le roi de Naples. Le 10, le 4[e] corps de cavalerie eut un engagement très-vif avec le comte Pahlen, débouchant de Frohburg; la cavalerie russe fut ramenée aux premières charges, mais le roi de Naples ayant appris que tout le corps de Wittgenstein faisait un mouvement vers Borna, sur son flanc gauche, se retira sur Eila. Le lendemain il prit position, avec les 2[e], 5[e], 8[e] corps et sa cavalerie, à Wachau et Liebertwolkwitz, ayant des avant-postes à Thrana, Gross-Possna et Naunhof.

Le quartier général du prince de Schwartzenberg, qui était le 8 à Chemnitz, fut établi le 11 à Altenburg. Wittgenstein, Kleist et Klenau, occupèrent Borna et ses environs.

Nous avons dit précédemment que le maréchal Augereau avait reçu l'ordre de marcher en Saxe. Son corps d'armée, qui avait quitté Würtzburg le 26 septembre, était arrivé à Naumburg le 9 octobre. Le prince Maurice de Lichtenstein et le partisan Thielmann s'étant présentés de front pour arrêter la marche du corps français, furent culbutés sur Pretsch avec une perte très-considérable. Le 12, le maréchal Augereau arriva à Leipzig. Le même jour, Giulay se porta sur Weissenfels, où il s'empara de l'hôpital, renfermant 1,200 blessés.

Aussitôt après que l'empereur Napoléon eut quitté Dresde, Benningsen et Colloredo, qui avaient été laissés par le prince

1813. Allemagne. de Schwartzenberg dans la position de Tœplitz, pour couvrir Prague, s'avancèrent à leur tour. Le 8, l'avant-garde de Colloredo avait poussé jusqu'à Zehist; le même jour, Bubna attaqua la tête de pont de Pirna; la garnison l'évacua, et se retira à Dresde avec les bateaux. Le 9, l'avant-garde du 1er corps ayant été poussée jusqu'à Dohna, le comte de Lobau se retira à Dresde. Le 10, Benningsen fit pousser une reconnaissance sous le canon de cette ville, et prit ensuite sa marche par Colditz sur Leipzig. Le général Tolstoy fut laissé devant cette place avec 20,000 hommes, et Chasteler, avec 10,000, resta à Tœplitz pour couvrir la Bohême.

Le 13 octobre, les avant-postes du roi de Naples furent repoussés de Thrana, Gross-Pössnau et Naunhof sur Wachau et Liebertwolkwitz. Le 14, Schwartzenberg fit faire une reconnaissance générale sur Leipzig par les deux corps de Klenau et de Wittgenstein. L'avant-garde de Pahlen, soutenue par le corps de Wittgenstein, se porta sur Wachau par Gröbern et Gossa, que l'avant-garde française venait d'évacuer, tandis que Klenau se dirigeait sur Liebertwolkwitz. Le roi de Naples, avec 3,000 chevaux du 4e corps, formés en masse, se précipita sur la cavalerie de Pahlen. Après plusieurs charges fournies et reçues, la cavalerie russe, ramenée par son flanc droit, se retirait en désordre, lorsque douze escadrons de cuirassiers prussiens et la cavalerie de Klenau vinrent rétablir le combat. On se retira de part et d'autre dans les positions du matin; mais la canonnade dura jusqu'à la nuit.

Ce même jour, 14, l'empereur Napoléon, qui était à Düben, apprit la déclaration de guerre de la Bavière. Les frontières de France, depuis Huningue jusqu'à Mayence, se trouvaient ainsi à découvert, et il était probable que les troupes du général de Wrède et le corps autrichien du prince de Reuss, qui jusque-là s'étaient observées sur l'Inn, allaient se porter ensemble dans cette direction. La déclaration de guerre de la Bavière entraînait nécessairement avec elle la défection du Würtemberg et de Baden; le plan d'opérations de l'empereur Napoléon par l'Elbe se trouvait désormais inexécutable; il était urgent de se rapprocher en toute hâte de la ligne d'opérations de Leipzig, afin de n'y être pas prévenu par la centralisation des armées

combinées, et conséquemment coupé des frontières de France. 1813. Allemagne.

Le 15, Napoléon arriva avec sa garde et le 11e corps à Reudnitz, devant Leipzig. Le 4e corps vint occuper Lindenau et garder les ponts sur l'Elster et la Pleisse ; le 6e corps rétrograda de Delitsch à Lindenthal ; le 7e était à Eilenburg, et le 3e à Düben, d'où ils continuèrent le lendemain leur marche sur Leipzig. Le prince de Schwartzenberg avait son quartier général à Pégau. Blucher était en marche de Halle à Schkeuditz ; le prince royal de Suède était dans les environs de Zorbig.

CHAPITRE IV.

SUITE DE L'ANNÉE 1813.

Batailles de Wachau et de Leipzig. Retraite de l'armée française. Bataille de Hanau. Les Français repassent le Rhin. Suite des opérations sur l'Elbe inférieur; reddition de Brême; blocus de Hambourg; armistice conclu par les troupes danoises. Combat devant Dresde; le maréchal Gouvion-Saint-Cyr capitule dans cette ville; les alliés violent la capitulation. Reddition des places de Stettin, Torgau, Zamosc et Modlin. Siége et capitulation de Dantzig, etc.

La force de l'armée française rassemblée dans les environs de Leipzig était de 134,000 hommes d'infanterie et de 22,000 chevaux. Les troupes alliées, partagées en quatre armées, présentaient un total de 340,000 combattants, y compris 54,000 hommes de cavalerie.

1813. Allemagne. *Bataille de Wachau.* — Le 16 octobre au matin, l'armée française occupait les positions suivantes : le 8e corps (prince Poniatowski) entre Mark-Kleberg et Konnewitz, pour défendre les bords de la Pleisse ; le 13e corps (maréchal Augereau) sur le versant du plateau de Wachau, vers Dosen, flanqué par les 4e et 5e corps de cavalerie; le 2e corps (maréchal Victor) en arrière de Wachau ; le 5e corps (général Lauriston) à Liebertwolkwitz ; le 11e corps (maréchal Macdonald) devait déboucher de Holzhausen, et se former à la gauche du 5e ; les 1er et 2e corps de cavalerie à la gauche du 5e d'infanterie; la garde impériale en réserve, en avant, du côté de Probstheyda.

A la gauche de cette ligne, le 6e corps (maréchal Marmont) et deux divisions du 3e (maréchal Ney) avaient pris position entre Mockern et Eutritzsch, et à Gross-Wetteritzsch; le 3e de cavalerie était en avant de Gohlis ; la division Delmas, du 3e corps, était en marche, avec l'artillerie de ce corps, sur la route de Düben ; le 7e s'avançait, par la route d'Eilenburg, sur Taucha ; le 4e corps, destiné à garder le passage de l'Elster, avait pris position devant Lindenau.

Le prince de Schwartzenberg, généralissime des alliés, s'était décidé, d'après l'avis des principaux généraux, à combattre l'armée française, bien que l'armée austro-russe dite de Pologne, et l'armée dite du nord, commandée par le prince royal de Suède, n'eussent pas encore joint. En conséquence, les deux autres armées (celles de Bohême et de Silésie), au total de 198,000 hommes de pied et de 38,000 chevaux, furent mises en bataille. Les alliés espéraient surprendre l'armée française, avant sa concentration devant Leipzig, et profiter des avantages que leur offrait le terrain qui est en avant de Wachau et de Liebertwolkwitz. Ils prirent donc les positions suivantes : A la gauche fut placé le corps de Giulay (moins la division Murray, laissée devant Weissenfels) ; la division Lichtenstein et les partisans de Thielmann à Klein-Zschocher ; le corps de Merfeldt entre la Pleisse et l'Elster, près de Gautzsch ; ce corps devait forcer le passage de la Pleisse à Dölitz ; la réserve, aux ordres du prince de Hesse-Hombourg, en arrière des troupes de Merfeldt, à Zobigker, les corps de Wittgenstein et de Kleist étaient entre Gröbern et Gossa, disposés en trois colonnes, afin d'attaquer vigoureusement les positions de Wachau et de Mark-Kleberg. Le corps de Klenau, renforcé par la division prussienne de Ziethen, était à Gross-Pössnau, les Cosaques de l'hetman Platoff flanquaient la droite à Seyfartshayn et Klein-Pössnau ; le corps de grenadiers russes de Rajewsky fut placé entre Magdeborn et Gohren ; les gardes russes et prussiennes à la gauche de Magdeborn ; l'armée de Silésie était arrivée à Schkeuditz, sur la route de Halle, et s'y formait [1]. 1813. Allemagne.

A neuf heures du matin, les trois grandes colonnes formées par les corps de Wittgenstein et de Kleist débouchèrent, couvertes par 200 pièces d'artillerie ; celle du général Kleist, s'avançant par Gostewitz, se porta sur Mark-Kleberg, dont elle

[1] On verra, par l'inspection de la carte, que cette disposition, qui séparait un corps du reste de l'armée par deux rivières, et en renfermait deux autres dans une espèce de cul-de-sac encombré de bois et de marais, n'était pas aussi avantageuse que se le promettait le prince de Schwartzenberg. On dit que, sans l'empereur de Russie, le généralissime aurait placé les réserves russe et prussienne derrière la réserve autrichienne à Zobigker. Si cela fût arrivé, la chance était tout autre pour l'armée française.

1813. Allemagne. s'empara, continuant sa marche vers Dölitz. Napoléon, posté sur un tertre qui dominait le plateau de Wachau, fit avancer une partie du 5e corps de cavalerie, pour arrêter le mouvement de la colonne ennemie ; mais les régiments français, pris eux-mêmes en flanc par une division de cuirassiers russes, furent ramenés, et deux bataillons qui les appuyaient entamés. Dans le même moment les batteries françaises placées sur le plateau faisaient un feu tellement vif, que la cavalerie russe, ne pouvant se maintenir, fut bientôt obligée de repasser le ravin de Mark-Kleberg. Ce feu contint également le corps de Kleist; mais le 8e corps échoua dans les attaques qu'il voulut tenter contre ces dernières troupes, pour profiter de l'effet de l'artillerie, qui les incommodait sur leur front. Le prince Eugène de Würtemberg, commandant la deuxième grande colonne d'attaque, s'avança également à neuf heures de Gossa sur Wachau, tandis que le général Klenau marchait, avec son corps, de Pössnau sur Liebertwolkwitz. La troisième grande colonne, formée par la division russe de Gortschakoff et la division prussienne de Pirsch, s'était ébranlée de Störmthal en arrière de Gossa, pour appuyer l'attaque de Liebertwolkwitz; mais la distance qu'elle avait à parcourir ne lui permit pas d'arriver avant que le corps de Klenau ne fût fortement engagé avec les troupes du général Lauriston. La colonne du général Kleist, restant stationnaire à Mark-Kleberg, contenue par le maréchal Augereau, tous les efforts des alliés se dirigèrent sur Wachau et Liebertwolkwitz : l'action fut très-vive et très-meurtrière sur ces deux points; les villages que nous venons de nommer furent successivement attaqués jusqu'à six fois, et à chacun de ces efforts l'ennemi fut repoussé et culbuté en désordre par les troupes du maréchal Victor et du comte Lauriston et par les 1er, 2e et 5e corps de cavalerie aux ordres des généraux Latour-Maubourg, Sebastiani et Milhaud.

Vers onze heures, le maréchal Macdonald déboucha avec le 11e corps, en avant de Holzhausen, et marcha vers le ruisseau de Liebertwolkwitz, à la gauche de ce village. La division Charpentier, qui était en tête de colonne, prenant l'attaque de Klenau en flanc, enleva une batterie ennemie au-delà du ruisseau.

A midi, le 2e corps repoussait la 6e attaque des alliés sur le

centre. Napoléon crut que le moment était arrivé de faire un grand effort sur le centre ennemi pour décider la victoire en sa faveur ; il fit avancer sa réserve en ligne. La vieille garde marcha sur Dölitz pour soutenir le 8e corps, que le général Merfeldt attaquait alors avec vigueur ; le général Kleist était alors engagé avec le corps du maréchal Augereau. Le maréchal Oudinot, à la tête de deux divisions de la jeune garde, se dirigea sur Wachau et le maréchal Mortier, avec deux autres, se porta vers la gauche de Liebertwolkwitz pour appuyer le mouvement offensif du 11e corps.

Aussitôt que le maréchal Oudinot paraît près de Wachau, le maréchal Victor débouche de ce village avec le 2e corps, sous la protection de 60 bouches à feu de la garde, commandées par le général Drouot. Les troupes du prince de Würtemberg sont culbutées et vivement poursuivies. Pour les recueillir, le prince de Schwartzenberg fait avancer de Gohren le corps de grenadiers de Rajewski, appuyé par une division de cuirassiers ; une des divisions de grenadiers prend poste en arrière de la bergerie de Auenhayn et l'autre à Gossa, pendant que les cuirassiers s'avancent au-delà des colonnes françaises. Celles-ci culbutent les escadrons ennemis ; mais les grenadiers russes tiennent ferme et permettent aux troupes du prince de Würtemberg de se rallier derrière eux.

Dans le même temps, le 5e corps, après avoir si glorieusement résisté dans Liebertwolkwitz, débouchait de ce village, et le 11e s'avançait sur les hauteurs qui se trouvent à gauche. Les divisions Gortschakoff et Pirsch sont repoussées vers Gossa : le 5e corps, ayant en tête la division Maison, se rend maître du bois de Gross-Pössnau. Le corps de Klenau, pressé de front par les troupes du maréchal Macdonald, et menacé de flanc par celles du général Lauriston, est contraint de plier malgré une charge qu'il fait faire à sa cavalerie, et qui est vigoureusement repoussée par le corps du général Sebastiani. Le général Klenau, replié entre Gross-Pössnau et Seyfertshayn, sur la route de Grimma, eut peine à s'y soutenir jusqu'à la nuit.

Le prince de Schwartzenberg, voyant le centre de son armée prêt à être enfoncé, donna l'ordre à la réserve autrichienne, postée, comme on l'a vu, à Zobigker, de repasser la Pleisse pour

1813. Allemagne. soutenir les troupes engagées à la ferme d'Auenhayn et à Gossa. De son côté Napoléon, voyant ses troupes arrêtées sur ces deux points par la résistance des grenadiers de Rajewski et la bataille se prolonger en une canonnade meurtrière et indécise, prend la résolution de faire agir sa cavalerie en grandes masses. Entre deux et trois heures, le général Kellermann débouche par la droite de Wachau, avec la cavalerie polonaise (4e corps) et les dragons de la garde; soutenu par quelques bataillons formés en carré, il s'avance sur Gostewitz et Gröbern. Au même instant, le roi de Naples, à la tête de la cavalerie Latour-Maubourg (1er corps), débouche à gauche de Wachau se portant sur Gossa. Le maréchal Victor renouvelle son attaque sur les grenadiers de Rajewski et sur la colonne du prince Eugène de Würtemberg.

La cavalerie polonaise culbute la division de cuirassiers russes du général Lewachoff, et la poursuit le sabre dans les reins jusqu'à Gröbern; mais dans ce moment le prince de Hesse-Hombourg débouche avec les trois divisions de cavalerie autrichienne de réserve; ces troupes venaient de passer la Pleisse près de Gaschwitz. Le général Nostitz, qui commandait la première, tombe sur le flanc de la cavalerie du général Kellermann, tandis que les autres divisions l'arrêtent de front. Le 4e corps est rompu et rejeté sur les hauteurs de Wachau, où il s'arrête.

Cependant le roi de Naples, après avoir renversé la division de grenadiers russes qui couvrait Gossa, enfonçait le corps du prince de Würtemberg, et les troupes du 2e corps venaient de s'emparer de la bergerie d'Auenhayn.

Le centre de l'armée alliée se trouvait ainsi dans la position la plus critique, lorsque l'empereur de Russie porta en avant les Cosaques de sa garde. Le général Orloff-Denisoff, qui était à leur tête, rencontra la cavalerie Latour-Maubourg au moment où, venant d'enlever une batterie de 26 bouches à feu, elle était dans le désordre qui suit une charge à fond. Cette cavalerie fut ramenée à son tour et perdit 24 des pièces qu'elle avait prises. Le général Latour-Maubourg eut la cuisse emportée dans cette action. Les grenadiers de Rajewski ayant de leur côté résisté à l'attaque de l'infanterie française, le combat restait encore indécis.

A trois heures, la réserve autrichienne était entrée en ligne : une division se porta au centre pour soutenir les grenadiers de Rajewski, et les gardes russes et prussiennes marchèrent en même temps de Magdeborn dans la direction de Gossa, tandis que la division de grenadiers autrichiens du général Bianchi, relevant, à Mark-Kleberg, le corps de Kleist, tournait ses batteries contre les colonnes d'attaque du 2e corps, prenait ces troupes à revers entre Wachau et Auenhayn, et les forçait à rétrograder sur leur première position. 1813. Allemagne.

Napoléon, sentant que si la victiore lui échappait dans cette journée, il lui serait difficile de la ressaisir les jours suivants sur des troupes renforcées par plus de 150,000 hommes [1], résolut de tenter un dernier effort. A cinq heures, il fit concentrer sa cavalerie en arrière de Liebertwolkwitz ; les 2e et 5e corps se reformèrent en colonnes d'attaque; couvertes par une nombreuse artillerie, et marchèrent sur Gossa, qui fut enlevé. Le corps de Gortschakoff fut enfoncé; mais la division prussienne Pirsch, s'étant portée en avant, réussit à arrêter les progrès des colonnes françaises, et reprit le village. Cette division, renforcée bientôt par deux régiments des gardes russes, et flanquée par une batterie de 80 bouches à feu, établie à la gauche de Gossa, fit échouer toutes les tentatives des Français pour réoccuper le village[2]. Une très-forte canonnade sur la ligne prolongea le combat jusqu'à la nuit.

A la gauche de la Pleisse, le prince Poniatowski[3] avait défendu le passage de cette rivière et les Autrichiens s'étaient consumés toute la journée en vains efforts pour le forcer. Cependant, à la nuit tombante, les troupes du général Merfeldt réussirent à franchir un gué près de Dölitz. A peine étaient-elles établies sur la rive droite, que la division Curial, de la vieille garde, envoyée pour appuyer le 8e corps, tomba sur elles, les

[1] Le corps autrichien de Colloredo, qui arrivait par Borna; l'armée de Benningsen, s'avançant par Coldiz; et celle du prince royal de Suède, marchant, par Breitenfeld, sur la Partha.

[2] Le général de brigade Bachelet-Dauville fut tué, le général Maison blessé à la main, et le général Beauvais eut deux chevaux tués sous lui.

[3] L'empereur récompensa la belle conduite du prince Poniatowski dans cette journée, en le nommant maréchal d'empire sur le champ de bataille.

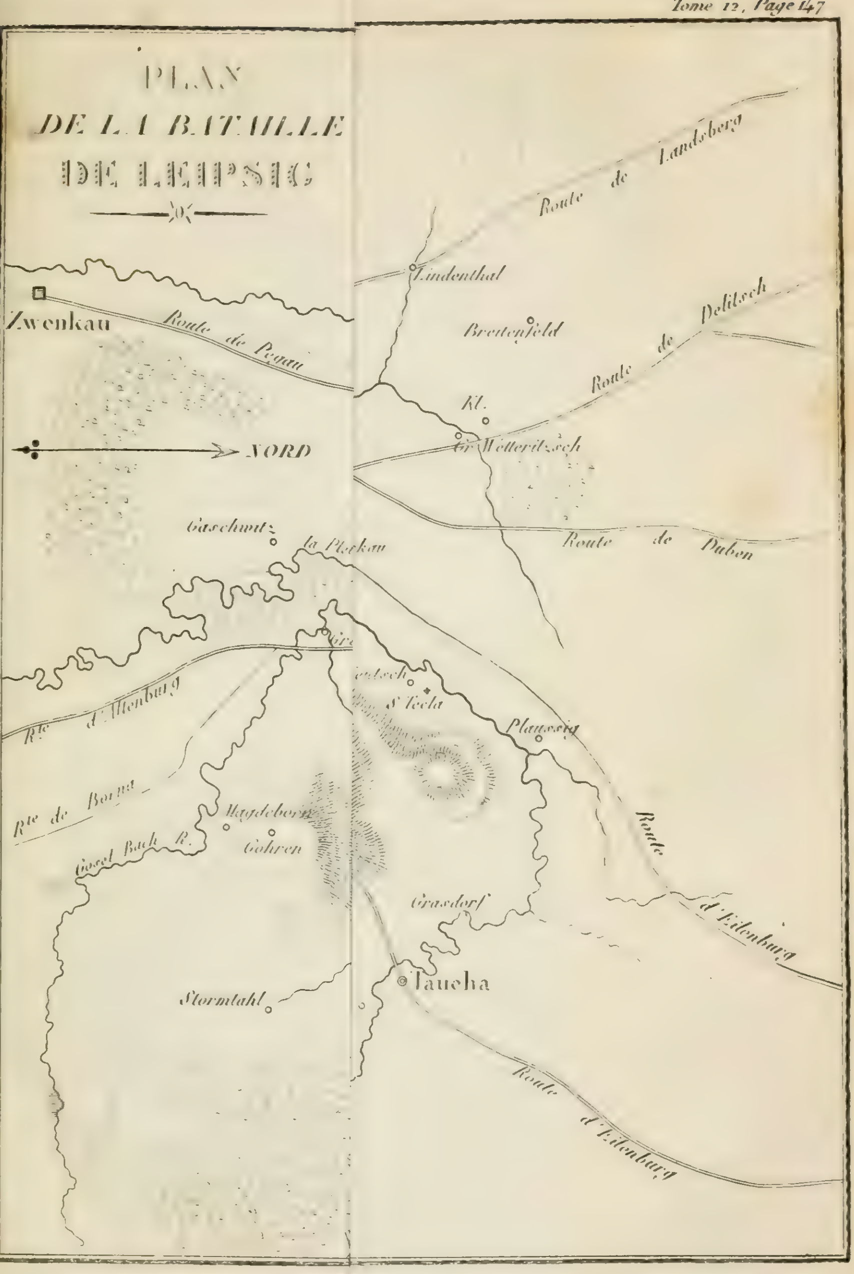
1813. Allemagne. culbuta dans la rivière, et fit le général Merfeldt prisonnier.

A la gauche de l'Elster, le général Giulay avait réussi, après sept heures de combat, à se rendre maître de Plagwitz ; mais tous ses efforts avaient échoué sur Lindenau, vaillamment défendu par la brigade du général Morio-Delisle.

Le général Bertrand, qui s'était retiré avec le 4e corps derrière la petite rivière de Luppe, craignant que l'ennemi ne parvînt enfin à forcer Lindenau et à couper le pont de ce village, attaqua à son tour le général Giulay avec une telle vigueur, qu'il le repoussa jusque dans sa première position de Klein Zschocher.

Nous devons rapporter maintenant ce qui s'était passé à l'aile gauche de l'armée française pendant la bataille de Wachau. L'armée de Silésie s'était mise en marche à la pointe du jour. Cependant, à neuf heures, le maréchal Ney, ne voyant rien paraître du côté de Schkeuditz, et entendant une forte canonnade dans la direction de Wachau, crut pouvoir détacher les deux divisions Ricard et Brayer[1], du 3e corps, et les envoyer rejoindre la grande armée vers Gohlis. Cet excès de zèle du maréchal Ney, qui le porta à se priver du secours de deux de ses divisions, doit être considéré comme une des circonstances les plus fâcheuses de la journée. Le 6e corps, resté seul avec la cavalerie du duc de Padoue, ne tarda pas à voir arriver l'ennemi sur lui. Gross et Klein-Witteritzsch furent attaqués par le corps de Langeron, qui les prit et perdit plusieurs fois de suite. Pendant ce temps, le général York attaquait Möckern ; le combat qui avait commencé à midi, se soutint pendant quelque temps à avantage égal, malgré l'énorme disproportion des forces. Blucher avait déjà donné l'ordre de faire avancer sa réserve, formée du corps de Sacken, lorsqu'enfin le village de Möckern fut emporté. Les troupes qui le défendaient se retirèrent sur Eutritzsch et Gohlis. La division Delmas, du 3e corps, qui arrivait alors par la route d'Eilenburg, se porta par un à droite sur Gross-Witteritzsch, que la perte de Möckern l'obligea bientôt d'abandonner. Cette

[1] La troisième division, commandée par le général Delmas, était encore en marche pour arriver sur le champ de bataille, comme on le verra plus bas.


PLAN
DE LA BATAILLE
DE LEIPSIC
Zwenkau
Route de Pegau
NORD
Route de Landsberg
Lindenthal
Breitenfeld
Route de Delitsch
Kl.
Gr. Wetteritzsch
Route de Duben
Gaschwitz
la Pleckau
Rte d'Altenburg
St Tecla
Plaussig
Rte de Borna
Magdeborn
Göhren
Gosel Bach R.
Grasdorf
Route d'Eilenburg
Taucha
Stormtahl
Route d'Eilenburg



PLAN
DE LA BATAILLE
DE LEIPSIG
NORD
LEIPSIG
Lindenau
Kl. Zschocher
Gr. Zschocher
Route de Pegau
Zwenkau
Lobstädt
Connewitz
Mark Kleeberg
Probstheida
Stötteritz
Reudnitz
Thonberg
Sellerhausen
Paunsdorf
Holzhausen
Zuckelhausen
Liebertwolkwitz
Baalsdorf
Sommerfeld
Taucha
Kl. Possna
Gr. Possna
Störmthal
Schönefeld
Mockau
Breitenfeld
Lindenthal
Route de Landsberg
Route de Delitzsch
Route de Düben
Route d'Eilenburg
Gr. Wetteritzsch
Plaussig
Möckern
Gohlis
Pfaffendorf
Wachau
Dösen
Markkleeberg
Gautzsch
8 Kilomètres

manœuvre servit seulement à couvrir la marche du parc du 3e corps, que cette division escortait depuis Düben. A six heures, le maréchal Ney fit passer la Partha, vers Schönefeld, au 6e corps et à la division Delmas. Le duc de Padoue et le général Dombrowski se replièrent jusqu'à Pfaffendorf, à l'entrée du faubourg de Halle. L'affaire de Möckern coûta aux Français 2.000 hommes tués, blessés ou prisonniers, et douze pièces de canon. Les généraux Compans, Friederichs, et le maréchal Marmont, étaient au nombre des blessés.

Stratégiquement parlant, les Français obtinrent l'avantage à la journée du 16, puisque l'ennemi, qui avait attaqué, fut repoussé et forcé le 18 de partir du même point que le 16 au matin. Toutefois, dans la situation où se trouvait l'armée française, cette espèce de succès était de peu d'importance, puisqu'il ne prévenait pas la concentration des forces énormes qui devaient combattre le 18. Les coalisés s'attribuèrent la victoire, en raison, disaient-ils, de la supériorité numérique de l'armée française; la vérité est que les Français n'avaient qu'environ 50,000 hommes d'engagés dans la plaine de Wachau, tandis que les alliés en eurent 75,000[1].

Bataille de Leipzig. — Pendant que l'on se battait à Wachau et à Möckern, les corps de l'armée combinée qui étaient en marche se rapprochaient du champ de bataille. Le 16 au soir le prince royal de Suède était à Landsberg, Benningsen à Colditz, et Colloredo à Borna. Le 17, à deux heures après midi, l'armée combinée devait recommencer le combat; mais les mauvais chemins ayant retardé l'arrivée de Benningsen, l'attaque fut remise au lendemain, et la journée se passa tranquillement de part et d'autre, hormis à l'aile gauche de l'armée française. 18 octobre.

Dans la matinée, la cavalerie du duc de Padoue s'étant portée à droite de l'avant-garde d'infanterie établie à Eutritzsch, Blucher supposa qu'il allait être attaqué, et voulut prendre

[1] Du côté des Français, la jeune garde, le 2e corps, une partie du 5e, et les 1er, 2e, 4e et 5e de cavalerie; du côté des alliés, les corps de Gortschakoff, du prince de Würtemberg, de Rajewski, les gardes russes et prussiennes, trois divisions de Kleist, les grenadiers de Weissenwolf et la cavalerie de réserve.

1813. Allemagne

l'initiative. Un corps nombreux de cavalerie prussienne s'ébranla, protégé par 24 bouches à feu. La canonnade s'engagea. Le duc de Padoue fit charger l'ennemi par sa première ligne; mais la cavalerie française, s'étant trop abandonnée à la poursuite des Cosaques, fut prise en flanc par quatre régiments de hussards, et rejetée sur la seconde ligne, qu'elle entraîna. Quatre pièces de canon demeurèrent au pouvoir de l'ennemi. La cavalerie française ne se reforma qu'au faubourg de Leipzig, sous la protection de l'infanterie, qui arrêta l'ennemi.

A quatre heures après midi, le corps de Colloredo se réunit à l'armée combinée, et prit poste à Gröbern; vers le soir, l'armée de Benningsen vint bivouaquer aux environs de Naunhof, et le prince royal de Suède arriva sur les hauteurs de Breitenfeld. Ainsi le 17 au soir toutes les forces des coalisés se trouvaient réunies sur le champ de bataille, et l'empereur Napoléon, de son côté, fut rejoint par le 7e corps (général Reynier), qui prit position vers Paunsdorf.

Environné de toutes parts par des forces plus que doubles, Napoléon reconnut la nécessité de rétrécir son front pour remplir l'intervalle qui le séparait de son aile gauche, et par lequel les coalisés auraient pu prendre à revers la position de l'armée française. En conséquence, le 18, à deux heures du matin, le centre de cette même armée exécuta un changement de front la gauche en arrière, en pivotant sur la droite appuyée à Konnewitz. Le maréchal prince Poniatowski resta à droite près de ce dernier village, soutenu par le 4e corps de cavalerie; le corps du maréchal Augereau suivait vers Probstheyda; celui du maréchal Victor occupait ce village, et était appuyé à sa gauche par le 5e et le 1er corps de cavalerie; le maréchal Macdonald formait avec son corps la gauche de cette ligne, derrière Holzhausen; le général Lauriston avait été placé en seconde ligne, à Stötteritz, avec le 2e corps de cavalerie. La garde impériale était en réserve à Thonberg. Des détachements avaient été laissés à Dölitz, Dosen, à la bergerie de Meysdorf, à la Tuilerie, à Zuckelhausen, Klein-Pössnau, Baaldsdorf et Molkau. L'aile gauche, aux ordres du maréchal Ney, occupa les positions suivantes: le corps du maréchal Marmont à Schönefeld, bordant la Partha; le 3e corps à Neutsch

et Sanct-Thecla, à la droite du précédent; le 7e corps, à Paunsdorf, avec une avant-garde à Heiter-Blick; le 3e corps de cavalerie et le général Dombrowski, restèrent à Leipzig, dans le faubourg de Halle. Afin d'assurer sa ligne de retraite, Napoléon se rendit à trois heures du matin à Lindenau, et prescrivit au général Bertrand de marcher sur Weissenfels pour balayer la plaine de Lutzen et s'assurer du passage de la Saale. A midi ses ordres étaient exécutés, et Bertrand était maître du pont de Weissenfels. 1813. Allemagne.

Informé que les Français avaient évacué Wachau et Liebertwolkwitz, le prince de Schwartzenberg fit aussitôt ses dispositions d'attaque. La grande armée et celle de Pologne formèrent trois colonnes; celle de droite, aux ordres de Benningsen, composée de son armée, du corps de Klenau, des divisions Bubna et Ziethen, eut ordre de se porter de Seyfartshayn et Gross-Pössnau sur Holzhausen; la colonne du centre, commandée par le général en chef russe Barklay de Tolly, et où se trouvaient les corps de Kleist et de Wittgenstein, ayant les grenadiers russes et la garde russo-prussienne pour réserve, se réunit à Gossa, et fut dirigée sur Wachau. Celle de gauche, aux ordres du prince de Hesse-Hombourg, composée de son corps de réserve, de la division Aloys de Lichtenstein, du corps de Merfeldt, et ayant en seconde ligne celui de Colloredo, se réunit à Gostewitz pour marcher sur Dölitz. Une division du corps de Meerveldt fut laissée sur la rive gauche de la Pleisse pour masquer le débouché de Konnewitz. Les Cosaques de Platoff furent placés à droite sur la route de Wurzen pour communiquer avec le prince de Suède. Ce dernier, avec le corps de Langeron, qui fut détaché de l'armée de Silésie et mis sous ses ordres, quitta Breitenfeld pour passer la Partha au-delà de la droite du maréchal Ney. Blucher, avec les corps d'York et de Sacken, resta devant Möckern et Eutritzsch, pour observer Leipzig.

A huit heures du matin, la grande armée combinée s'ébranla; la colonne de gauche, ayant dépassé Wachau, s'empara d'abord de Dölitz et de Dosen; mais ce ne fut pas sans éprouver une perte considérable. Le prince de Hesse-Hombourg fut blessé en emportant ce dernier village. Le général

1813. Allemagne. Bianchi le remplaça dans son commandement. La colonne du centre attaqua et força la bergerie de Meysdorf et la tuilerie; la colonne de droite, subdivisée en trois, traversa le ruisseau de Liebertwolkwitz. A dix heures les armées etaient en présence, et la canonnade s'engagea sur toute la ligne. La division Ziethen emporta d'abord Zuckelhausen, pendant que le corps de Klenau se présentait devant Holzhausen. Le maréchal Macdonald, qui soutenait ce point, reçut l'ordre de se replier sur Stötteritz, pour éviter d'être débordé par la manœuvre de Benningsen, qui déjà, maître de Baaldsdorf, se dirigeait sur Zweinaundorf. Benningsen ne trouvant devant lui que de faibles détachements, les rejeta vers Molkau. Le 5e corps fut alors rapproché de Probstheyda, qui formait le sommet de l'angle saillant de la ligne de défense de l'armée française. Cependant, à la droite des Français, la colonne de Bianchi pressait vivement le 8e corps vers Konnewitz. Les deux divisions de la jeune garde sous les ordres du maréchal Oudinot reçurent l'ordre de marcher au secours du prince Poniatowski; les deux autres, que commandait le maréchal Mortier, gardèrent les débouchés de Leipzig, et la vieille garde, formée sur quatre colonnes, se dirigea vers les quatre principaux points d'attaque. Le prince Poniatowski, soutenu par le maréchal Oudinot, reprit l'offensive sur la colonne de Bianchi, et la culbuta jusque sur Dölitz avec une perte considérable. Le prince de Schwartzenberg donna alors l'ordre à Giulay, qui était à Auenhayn, de marcher sur-le-champ au secours de Bianchi; mais lorsque celui-ci arriva, deux divisions envoyées par Colloredo avaient déjà rétabli le combat. Poniatowski, attaqué par des forces supérieures, fut obligé de se replier sur Konnewitz. Il s'y maintint, et les Autrichiens ne purent parvenir à déboucher de Lössnig.

Les coalisés avaient fait quelques progrès tant qu'ils n'avaient eu affaire qu'aux corps avancés; mais lorsqu'ils arrivèrent devant la véritable ligne de l'armée française, ils rencontrèrent une résistance opiniâtre et invincible. A deux heures après midi, le prince de Schwartzenberg ordonna aux divisions du général Pirsch et du prince Auguste de Prusse d'emporter Probstheyda. Ce village était occupé par le 2e corps soutenu par le 5e; deux batteries établies sur ses flancs en défendaient

l'accès. Cependant les Prussiens pénétrèrent, jusqu'aux premières maisons. Une charge vigoureusement poussée les rejeta dans le vallon. Le prince Auguste et le général Pirsch s'étant mis à la tête de leurs troupes, les portèrent en avant, et réussirent à se loger dans le village, d'où une nouvelle charge les rechassa bientôt; l'ennemi fit alors avancer des troupes fraîches, pour soutenir celles qui étaient engagées à Probstheyda, et le 5e corps, de son côté, porta du secours au 2e. Pendant ce temps, la division Ziethen, ayant marché de Zuckelhausen, dont elle s'était emparée, sur Stötteritz, engagea avec le 11e corps une vive canonnade qui n'eut d'autre résultat que d'incendier Stötteritz. 1813. Allemagne.

L'empereur Napoléon fit avancer à cinq heures ses réserves d'artillerie, et les fit mettre en batterie sur le plateau de Probstheyda; les masses ennemies furent foudroyées dans le vallon. Le prince de Schwartzenberg, pour soustraire ses troupes à l'effrayante activité des batteries françaises, se replia sur le plateau opposé, qu'il garnit également de toute son artillerie. Les 2e et 5e corps voulurent profiter de ce mouvement rétrograde et déboucher de Probstheyda, qu'ils continuaient d'occuper; mais le feu terrible de l'ennemi les en empêcha. Cette canonnade épouvantable se prolongea de part et d'autre jusqu'à la nuit. Les bataillons français, immobiles devant la mitraille qui les écrasait, gardèrent inébranlablement la position qui leur avait été assignée. Les admirables défenseurs de Probstheyda surtout essuyèrent des pertes accablantes, sans que rien pût altérer leur intrépide sang-froid. Les généraux Vial et Rochambeau furent tués en donnant à leurs troupes l'exemple du plus beau dévouement. L'ennemi ne fut pas moins maltraité, car si l'artillerie française était moins nombreuse de moitié, elle était mieux servie, et portait sur des masses beaucoup plus profondes.

Pendant que la grande armée combinée était ainsi arrêtée par l'héroïque constance des masses françaises qu'elle avait devant elle, le prince royal et Blucher étaient aussi entrés en action. A huit heures, le prince royal avait levé son camp de Breitenfeld, et mis son armée en mouvement sur quatre colonnes, qui traversèrent la Partha à Taucha, Grasdorf, Plaussig

1813. Allemagne. et Mockau. Le maréchal Ney, voyant que l'ennemi allait menacer son aile droite à revers, fit sur-le-champ un changement de front, l'aile droite en arrière ; le 6e corps continua d'appuyer la gauche à Schönefeld, et le 3e vint se joindre à la gauche du 7e, en sorte que l'intervalle entre la gauche et le centre des Français se trouva rempli. L'armée française réunie, décrivit alors une ligne circulaire autour de Leipzig. La cavalerie russe qui avait passé la Partha à Taucha arriva à Heiter-Blick. A l'approche des premières divisions russes, l'avant-garde du 7e corps, formée d'une brigade de cavalerie saxonne et d'un bataillon de la même nation passa à l'ennemi. Ce honteux exemple fut bientôt suivi par deux autres brigades saxonnes, et par la brigade de cavalerie wurtembergeoise du général Normann. Ces troupes passèrent à l'ennemi avec toute leur artillerie, et se hâtèrent, avant même que d'être arrivées à distance, de tourner contre la division Durutte [1] les 40 pièces de canon qu'elles emmenaient avec elles. Il ne resta dans les rangs français que cinq cents Saxons et le lieutenant général Zeschau. Fidèle à sa parole, ce loyal officier crut que l'honneur lui commandait de rester au poste où son souverain l'avait placé, quelque fâcheux revers que la fortune semblât préparer d'ailleurs à la cause pour laquelle il combattait. Cette lâche et odieuse trahison des troupes saxonnes fit perdre Paunsdorf aux Français. Attaqué par le corps de Bulow, le général Reynier, réduit à moins de 4,000 combattants, fut obligé d'évacuer ce village. Dans le même temps le général Langeron attaquait Schönefeld. La possession de ce village fut vivement et longtemps disputée. Deux fois les Russes s'en rendirent maîtres, et deux fois le 6e corps parvint à les en chasser ; mais le maréchal Marmont, ayant manqué un instant de munitions, fut obligé d'abandonner ce poste. Vers trois heures, le 3e corps vint relever le 6e ; Langeron de son côté engagea deux divisions qui n'avaient pas encore donné ; Schönefeld fut encore pris et repris plusieurs fois ; enfin, à cinq heures, ce village jonché de cadavres resta aux Russes. La perte des Français fut très-considérable ; les Russes laissèrent un général ; et 5,000 morts sur le champ de bataille ; le maréchal Ney

[1] Cette division française faisait partie du 7e corps.

se replia sur Reudnitz, où le corps de Langeron le suivit. 1813. Allemagne.

L'armée suédoise et le corps de Wintzingerode, n'ayant devant eux que la seule division Durutte, qui, incitée par son brave général, faisait bonne contenance, malgré son extrême faiblesse numérique, s'étaient avancés jusqu'aux maisons qui sont en avant de Kohlgaerten ; lorsque la division Delmas, soutenue par la brigade légère du général Beurmann, fut portée sur ce point, et en chassa les Suédois ; mais bientôt cette poignée de braves, assaillie de toutes parts par plus de 30,000 hommes, fut repoussée à son tour. Le 10e de hussards et les dragons badois furent culbutés, et le général Delmas blessé à mort. Les Suédois continuèrent à s'avancer par Kohlgaerten sur Leipzig. L'empereur Napoléon, apprenant la défection des Saxons et les progrès du prince de Suède sur sa gauche, fit avancer sur-le-champ ses réserves ; il s'y porta de sa personne, avec une division de la garde à pied et les grenadiers à cheval. Reudnitz fut repris. Les grenadiers à cheval et une division de cuirassiers se portèrent sur Kohlgaerten, et repoussèrent l'ennemi jusque sur Schönefeld, où il se maintint, soutenu par une forte batterie que le prince royal de Suède y avait fait établir. Cependant l'empereur des Français, ayant remarqué une lacune entre l'armée de Benningsen et le prince de Suède, donna l'ordre au général Nansouty de se jeter dans cet intervalle avec la cavalerie légère de la garde, soutenue par la division Durutte et par vingt pièces de canon, et d'attaquer les Suédois par leur gauche qui se trouvait à découvert. A peine le général Nansouty débouchait-il de Molkau, que la division Bubna, qui formait la gauche de Benningsen, le prit d'un côté, tandis que de l'autre il était attaqué par une division de Bulow, que suivit bientôt tout le reste de ce corps prussien. Ce mouvement de l'ennemi fut soutenu par l'artillerie saxonne, qui venait de passer de leur côté, et par une batterie à *la Congrève*, que le prince royal envoya sur ce point. Le général Nansouty fut repoussé, et Bulow s'empara des villages de Stunz et de Sellerhausen, où il se maintint le reste de la journée.

Sur ces entrefaites, le corps de Sacken avait attaqué le faubourg de Leipzig sur la route d'Eilenburg ; mais les troupes qui y étaient s'y défendirent, malgré leur petit nombre, avec la

1813. Allemagne. même opiniâtreté que sur les autres points du champ de bataille, et tous les efforts des Russes demeurèrent sans résultat. A la nuit, Blucher, voyant les équipages de l'armée française filer par la route de Weissenfels, dirigea le corps d'York vers Halle, afin de prévenir les Français au passage de la Saale.

Ainsi se termina la fameuse bataille du 18 octobre. Quelque funestes qu'aient été les événements qui l'ont suivie, l'armée française pouvait encore l'envisager comme un de ses premiers titres à la gloire. L'armée combinée, abstraction faite des corps de Giulay et de York, avait donné tout entière, c'est-à-dire, 300,000 hommes. L'armée française, moins le 4e corps et les Saxons (et l'on a vu quelle fut l'odieuse conduite de ces derniers), ne s'élevait qu'à 135,000 combattants. Les troupes du maréchal Ney, c'est-à-dire les 3e et 6e corps et la division Durutte, se distinguèrent surtout par leur héroïque opiniâtreté ; moins de 40,000 hommes avaient lutté toute la journée contre 150,000 sans être soutenus, si ce n'est le soir seulement, par quelque cavalerie et par une division de la garde impériale [1].

19 novembre et jours suiv. *Retraite de l'armée française.* — Bien qu'ils eussent éprouvé de grandes pertes, les Français n'étaient point vaincus, et malgré la trahison des Saxons ils avaient conservé leur position de Probstheyda. Dans toute autre circonstance, Napoléon aurait pu risquer une troisième bataille générale ; mais ici il devenait raisonnablement impossible de la livrer : c'eût été seconder le plan que s'étaient tracé les coalisés, en continuant à se battre sans autre résultat que de perdre et de tuer des hommes. Les alliés gardaient leur supériorité numérique ; elle devenait à chaque instant plus sensible, et la lutte se fût nécessairement terminée par l'anéantissement total de l'armée française aux dépens des deux tiers de la leur. A ces motifs se joignait la position du maréchal Ney, qui allait se trouver attaqué de front et en queue, et, par-dessus tout, le manque prochain

[1] La constance, l'intrépidité des troupes, l'énergie, le sang-froid et la valeur personnelle des généraux de cette partie de l'armée française, comme du centre et de la droite, sont au-dessus de tous les éloges. Jamais toutes les vertus guerrières ne brillèrent d'un plus grand éclat, et jamais des efforts aussi généreux ne furent suivis de malheurs aussi grands.

de munitions. Depuis cinq jours on avait consommé plus de 250,000 coups de canon ; le 18 même on en avait tiré 95,000 ; il n'en restait plus que 16,000 dans les parcs, et cette quantité suffisait à peine pour entretenir le feu pendant deux heures ; on se fût alors trouvé sans munitions pour les événements ultérieurs, et les réserves les plus voisines étaient à Magdebourg et à Erfurt. Cet état de choses rendait nécessaire un prompt mouvement sur un des deux grands dépôts de l'armée française, et l'on concevra sans peine que l'empereur dut se décider pour Erfurt. Dès le soir du 18 les parcs, les équipages et l'artillerie filèrent par Lindenau sur Lutzen. Au jour les 3ᵉ et 5ᵉ corps, celui du maréchal Augereau et les cinq corps de cavalerie avaient repassé l'Elster ; mais l'exécution de ce mouvement de retraite offrait de grandes difficultés. De Leipzig à Lindenau, il y a un défilé de deux lieues, traversé par cinq ou six ponts. On avait proposé à l'empereur Napoléon de mettre 6,000 hommes et 60 pièces de canon sur les remparts de Leipzig, d'occuper cette ville comme tête de défilé, et d'incendier ses vastes faubourgs, autant pour empêcher l'ennemi de s'y loger qu'afin de donner jeu à l'artillerie française. Quelque odieuse que fût la défection de l'armée saxonne, Napoléon ne put se résoudre à faire détruire une des plus belles villes de la Saxe, et cela sous les yeux du roi, qui n'avait point voulu se séparer de son allié, et auquel la trahison de ses propres troupes était étrangère. Cette mesure eût cependant sauvé plus de 15,000 hommes à l'armée française, et une nombreuse artillerie [1].

1813. Allemagne.

Déterminé à défendre les faubourgs de Leipzig, pour couvrir la retraite des équipages d'artillerie et des corps d'armée qui restaient encore à la rive droite de l'Elster et de la Pleisse, Napoléon fit ses dispositions en conséquence. La ville proprement dite est d'une médiocre étendue et d'une forme irrégulière ; son enceinte consiste dans une vieille chemise de maçonnerie, couverte d'un fossé presque effacé et sans contrescarpe, autour

[1] La généreuse résolution de Napoléon ne préservait pas d'ailleurs Leipzig des malheurs d'un assaut, puisqu'il n'était pas probable que, dans une guerre essentiellement destructive, l'ennemi arrêtât son mouvement pour épargner une ville dont le sort, quelqu'il fût, n'intéressait nullement les coalisés, qui considéraient le roi de Saxe comme un ennemi.

1813. Allemagne. duquel règne un large boulevard, planté de deux rangées d'arbres. Les faubourgs qui s'étendent sur les côtés sud et est, entourés d'une muraille qui a des barrières sur les principales routes, sont d'une assez bonne défense. Le faubourg dit de Halle, situé au nord, est couvert par la Partha, sur laquelle se trouve un pont; mais le faubourg de Rosenthal, renfermé dans une presqu'île formée par les courbes que décrivent la Pleisse et un bras de l'Elster, et celui de Ranstadt sur la route de Lutzen, sont de véritables défilés, où l'on ne peut tenir dès que l'ennemi a passé la Partha au-dessus du confluent de la Pleisse, ou qu'il est maître du faubourg de Halle. Le faubourg de Ranstadt surtout, traversé dans toute son étendue par un long canal, n'a pour issue qu'une rue étroite qui mène à la barrière de la route de Mark-Ranstadt, par où devait défiler l'armée française. Leipzig n'a point de faubourgs du côté occidental, qui fait face à une plaine basse et marécageuse, arrosée par les eaux de la Pleisse et de l'Elster, lesquelles se divisent et se confondent tout à la fois en plusieurs canaux.

La défense de Leipzig fut ainsi arrêtée : La division Durutte, reste du 7e corps, fut placée au faubourg de Rosenthal; le 6e corps s'étendit jusqu'à la barrière de Grimma, le 3e prit poste entre les routes de Wurtzen et Naunhof, les 11e et 8e s'étendirent depuis là jusqu'à la Pleisse. Le maréchal Macdonald et le prince Poniatowski étaient chargés de faire l'extrême arrière-garde, et d'exécuter eux-mêmes le passage du défilé à onze heures. Le pont sur la Pleisse avait été miné, et devait sauter lorsque les dernières troupes seraient passées.

Le 19, au point du jour, les généraux ennemis, ayant appris que les Français étaient en retraite, mirent aussitôt leurs masses en mouvement. L'armée combinée tout entière s'ébranla, et précipita sa marche vers Leipzig.

L'empereur Alexandre et le roi de Prusse, qui avaient couché à Rotha, rejoignaient l'armée, lorsqu'une députation, sortie par la porte de Peters-Thor, vint les supplier d'épargner les habitants. Cette demande fut rejetée. Un parlementaire, envoyé dans le même but par le maréchal Macdonald, ne fut pas

[1] Voyez la carte.

plus heureux. Ainsi Leipzig, attaqué par toutes les forces des alliés, était destiné à subir le sort d'une ville prise d'assaut. Avant d'entrer en action, Blucher fit faire à l'armée française la ridicule sommation de poser les armes. Vers huit heures, les colonnes des coalisés étaient devant les faubourgs. Colloredo et les réserves arrivèrent par la route de Pegau ; Kleist, Wittgenstein et Klenau, par celle de Naunhof ; Bulow et les Suédois, en face de la barrière de Grimma ; Langeron, sur la route d'Eilenburg ; et Sacken, au nord de la ville, sur celle de Halle.

1813. Allemagne.

Sacken s'approcha de la Partha pour attaquer de front le faubourg de Halle. Les troupes du 6e corps occupaient la fabrique de Pfaffendorf, à cinq cents pas du pont qui sert d'entrée au faubourg. Une première attaque de Sacken ayant échoué, le corps de Langeron s'avança pour le soutenir. Cette seconde tentative ne fut pas plus heureuse. Le régiment d'Archangel y fut presque détruit, et les Russes furent vivement repoussés. Langeron voulut alors faire tourner la fabrique par un gros détachement poussé le long de la Partha ; mais ce corps, foudroyé par l'artillerie française, fut obligé de renoncer à son projet. Enfin, un dernier effort des deux corps russes réunis les rendit maîtres de la fabrique ; le pont de la Partha fut forcé sous le feu de deux pièces dont la mitraille joncha la chaussée de cadavres. Les Russes pénétrèrent dans la grande rue du faubourg ; mais dans cette extrémité les Français ne lâchèrent pas prise, et firent pleuvoir une grêle de balles sur les colonnes ennemies, qui n'avançaient qu'avec beaucoup de difficultés. Pendant ce temps, le prince de Suède, après avoir forcé les défilés de Reudnitz, était arrivé devant les faubourgs de l'est ; un combat opiniâtre s'engageait aux palissades de Hinterthor et de Kohlgaertenthor. Woronzoff attaquait le faubourg de Grimma et l'hôpital ; mais les troupes du 3e corps, comme celles du faubourg de Halle, se logèrent dans les maisons et arrêtèrent l'ennemi. Les colonnes de Benningsen et l'armée autrichienne forcèrent les barrières du midi de la ville, et acculèrent les 8e et 11e corps sur le boulevard.

A dix heures Napoléon monta à cheval, et alla faire ses adieux au roi de Saxe, l'engageant à demeurer dans ses États, afin

1813. Allemagne. de les préserver des malheurs que pouvait attirer sur eux l'esprit insurrectionnel de ses troupes. Un bataillon saxon formé à Dresde et joint à la jeune garde fut mis en bataille devant le palais du roi pour lui servir de garde et le préserver du premier mouvement de l'ennemi. Prêt à sortir de la ville, l'empereur trouva la barrière de Ranstadt trop encombrée, et fut obligé de longer le boulevard de l'ouest pour gagner la route de Lutzen. A cet instant les portes de Halle et de Grimma étaient forcées, celle de Saint-Pierre livrée aux Autrichiens par les troupes badoises ; du haut des remparts et des maisons, les troupes saxonnes qui étaient dans la ville commençaient à tirer sur les Français.

L'encombrement était à son comble dans les faubourgs de Ranstadt et de Rosenthal; néanmoins, la fusillade se soutenait encore avec vigueur ; les Français ne cédèrent le terrain que pied à pied ; le jardin de Reichel était intrépidement défendu par quelques centaines de Polonais. Encore deux heures, et l'arrière-garde française était sauvée ; mais des tirailleurs du corps de Langeron s'étant glissés le long de l'Elster, jusqu'au pont par où défilait l'armée française, un caporal des troupes du génie, placé à ce poste, crut que l'instant était arrivé de mettre le feu aux poudres qui devaient faire sauter le pont. Cette explosion interdit toute retraite à ce qu'il y avait encore de troupes sur les boulevards et dans les faubourgs[1]. Le désespoir

[1] La destruction du pont de l'Elster a fait jeter sur la conduite du colonel de génie Montfort (depuis maréchal de camp) un blâme qu'il n'a point mérité. L'honneur de cet officier distingué nous fait un devoir d'entrer dans quelques détails à ce sujet.

Le colonel Montfort avait reçu l'ordre de se concerter avec le général Dulauloi, commandant l'artillerie de la garde, pour préparer les moyens de couper les ponts du défilé de Lindenau. Il prit, avec les faibles ressources mises à sa disposition, toutes les mesures convenables, et fit placer les poudres nécessaires pour faire sauter le pont sur le bras de l'Elster, qui se trouve à l'issue du faubourg de Ranstadt. En même temps, il envoya le seul officier du génie qu'il eût avec lui et les hommes qui n'étaient pas employés à ce premier travail, pour préparer la rupture des autres ponts du défilé, et de ceux en grand nombre qui existaient sur les divers bras de l'Elster, à droite et à gauche de la route.

Cependant le mouvement de retraite, qui avait commencé la veille et qui s'était continué toute la nuit, devenait plus rapide et plus irrégulier.

s'empara de ces guerriers infortunés ; les plus braves ne songèrent plus qu'à vendre chèrement leur vie, et se firent ensevelir sous les décombres du faubourg de Ranstadt. Les autres, connaissant désormais toute l'inutilité de leur résistance, cherchèrent à traverser la Pleisse et l'Elster. Le maréchal Macdonald passa cette rivière à la nage ; le maréchal prince Poniatowski, déjà blessé, s'y noya ainsi que le général Dumoutier. Vers deux heures le combat finit entièrement à Leipzig. 1813. Allemagne.

Dans la soirée l'armée française était réunie à Mark-Ranstadt. L'armée combinée resta en grande partie à Leipzig.

La perte de l'armée française dans les journées des 16, 17, 18 et 19 octobre, s'éleva à 20,000 morts et 30,000 prisonniers (y compris environ 22,000 malades ou blessés non transportables, qui se trouvaient dans les hôpitaux de Leipzig) ; 150 pièces de canon, et plus de 500 chariots tombèrent au pouvoir de l'ennemi. Le maréchal prince Poniatowski, les généraux Vial, Rochambeau et Dumoutier étaient morts ; le maréchal Ney, le maréchal Marmont, les généraux Souham, Compans, Latour-Maubourg et Friedrichs se trouvaient au nombre des blessés. Les généraux Lauriston, Reynier, Delmas, Roznietzski, Krazinski, le comte de Hochberg et le prince Émile de Darmstadt ; les généraux de brigade Valory, Bertrand, Dorsenne, d'Etzko, Coulomy, Bronikowski, Sliwowicz, Malakowski, Rautenstrauch et Stockkorn, presque tous

Peu de temps après que Napoléon eut passé, vers une heure, le désordre fut extrême ; des soldats appartenant aux divers corps d'armée passaient pêle-mêle, tant sur le pont qu'au-dessus et au-dessous, ou essayaient de traverser la rivière à la nage. Le colonel Montfort avait attendu depuis le matin les ordres qu'on devait lui transmettre pour lui faire connaître le moment où le pont devait être coupé. Dans cette situation critique et n'ayant personne à envoyer, il crut devoir se rapprocher de l'empereur pour obtenir des ordres précis ; à peine eut-il fait deux cents pas, que le désordre et la foule augmentèrent de plus en plus ; il ne put avancer qu'avec beaucoup de peine et de lenteur. Voyant dès lors qu'il ne pourrait pas joindre l'empereur, il voulut revenir au pont ; mais il lui fut impossible de se faire jour à travers la masse qui se pressait sur lui, et bientôt après le pont sauta. Le colonel apprit ensuite que les sapeurs qui y étaient n'avaient mis le feu aux poudres qu'au moment où l'ennemi y arrivait, et que les troupes qui se trouvèrent coupées étaient déjà séparées du pont par des colonnes ennemies, qui leur enlevaient tout espoir d'y arriver.

1813. Allemagne. blessés, furent faits prisonniers. Le roi de Saxe fut également compté, par les coalisés, au nombre des prisonniers. La perte des alliés peut être évaluée à 80,000 hommes hors de combat. Ils eurent huit généraux de tués et onze de blessés.

L'empereur Napoléon ne pouvait se dispenser de livrer la bataille du 16 ; agissant ainsi il éloignait l'armée autrichienne de Leipzig et gagnait du temps. Il n'est pas aussi facile d'expliquer les raisons qui purent déterminer ce grand capitaine à combattre le 18. Dès que la bataille de Wachau n'avait pas produit le résultat qu'il en attendait, il ne pouvait espérer de fixer la victoire sous ses aigles, lorsque ses adversaires avaient vu grossir leurs masses de plus de 100,000 hommes de troupes fraîches. Loin de rester dans l'inaction le 17, il devait ou tenter les dernières chances que lui offrait encore l'éloignement des renforts des alliés, ou profiter du moment de relâche que lui laissait l'ennemi, pour faire déblayer, le 16 au soir, la plaine de Lutzen par le 4e corps. Dès le 17, au matin, l'armée et les bagages eussent alors commencé à effectuer tranquillement leur retraite ; 50,000 hommes suffisaient pour contenir l'armée autrichienne, tandis que les 6e et 7e corps auraient tenu Blucher en échec et couvert le passage des autres corps.

Le 20 l'armée française arriva à Weissenfels ; l'empereur fit jeter des ponts sur la Saale, afin de prendre la direction de Freyburg ; le même jour la cavalerie de Sacken eut à Mark-Ranstadt un engagement avec l'arrière-garde française, à laquelle elle fit quelques centaines de prisonniers. Le 21 l'armée arriva à Freyburg ; l'arrière-garde, pressée au passage de l'Unstruth par le corps d'York, perdit quelques canons. Le 4e corps, après avoir battu Giulay sur les hauteurs de Kosen, rejoignit l'armée pendant la nuit à Eckartsberg [1]. Le 22, l'empereur vient à Ollendorf ; ayant appris que Weimar était occupé par des troupes légères ennemies, il détacha sur cette ville le général Lefebvre-Desnouettes, avec les six escadrons de chasseurs de la garde ; mais ce général y trouva le corps de Cosaques de Platoff, avec plusieurs régiments de dragons autrichiens. Entourés de tous côtés par cette cavalerie nombreuse, les chas-

[1] Le général Morio de Lisle se distingua en cette occasion en sauvant le parc d'artillerie du 4e corps, que l'ennemi attaquait vivement

seurs français effectuèrent leur retraite en bon ordre, par échelons, et faisant constamment face à l'ennemi. Le capitaine Lemercier fut cité particulièrement pour sa belle conduite dans cette journée. Le 23, l'armée française vint à Erfurt, où elle prit séjour le lendemain, tant pour se réorganiser que pour s'approvisionner en vivres et en munitions, qui manquaient. 1813. Allemagne.

Ce qui restait encore des troupes de la Confédération avait déserté dans le trajet de Leipzig à Erfurt.

Dès le 20 l'armée combinée s'était mise en mouvement sur deux colonnes, l'une par Naumburg, l'autre par Pegau et Jena. Klenau avait été envoyé sur Dresde; Benningsen et le prince de Suède marchèrent sur Cassel.

Le 25, l'armée française s'étendit de Gotha à Eisenach; le 26, elle était à Hunefeld; ce même jour, l'arrière-garde française, attaquée par Blucher entre Gotha et Eisenach, perdit plus de 2,000 hommes dans ce combat. Ce fut le dernier. Les coalisés s'avancèrent très-lentement, et après la sortie de la forêt de Thuringe, il n'y eut plus d'affaire d'arrière-garde. Néanmoins les Cosaques de Platoff, de Czernicheff, d'Orloff-Denisoff continuèrent de marcher sur les flancs et de ramasser les traînards et les malades. Tous ceux qu'ils ne pouvaient emmener étaient impitoyablement égorgés.

Bataille de Hanau. — Ce fut à Schluchtern, où l'armée arriva le 28, que Napoléon eut des renseignements positifs sur les mouvements de l'armée austro-bavaroise, et fut informé de sa présence sur la route de Francfort. 30 octobre.

Peu de jours après que la Bavière eut accédé à la coalition contre la France, le corps autrichien sous les ordres du prince de Reuss, fort de 18,000 hommes, s'était réuni à l'armée bavaroise, et ces troupes, placées sous le commandement du général de Wrède, avaient quitté les bords de l'Inn le 15 octobre, pour se rendre, à marches forcées, sur les derrières de l'armée française. Prenant sa route par Landshut, Neuburg, Nordlingen, Anspach, Uffenheim, la nouvelle armée alliée arriva le 24 devant Wurtzburg. Cette place n'était gardée que par une garnison de 1,100 hommes, sous les ordres du général Tarreau; le général de Wrède résolut de s'en emparer. Canonnée d'abord par 18 bouches à feu, et bientôt par 80, la garnison

1813. Allemagne. française refusa par trois fois de se rendre; de Wrède se disposa alors à donner l'assaut; le général Tarreau, hors d'état de résister à une attaque de vive force, céda la ville, et se retira dans la citadelle.

Le 27, l'armée austro-bavaroise se porta sur Aschaffenburg, laissant trois bataillons pour le blocus de la citadelle de Wurtzburg. Le 28, à huit heures du matin, une brigade de cavalerie légère s'empara de Hanau; mais elle en fut chassée à deux reprises différentes par les premiers détachements français qui arrivaient par la route de Gelnhausen. Vers huit heures, une division bavaroise, partie d'Aschaffenburg, étant survenue, reprit possession de la ville, et repoussa du faubourg, au-delà de la Kintzig, une brigade d'infanterie française qui s'y était établie avec quelques canons.

Le 29, le général de Wrède porta la brigade autrichienne Wolkmann sur Alten-Hasslau, où elle prit position; le gros de l'armée bavaroise arriva vers midi à Hanau, et s'établit dedans et derrière cette ville. Il y fut joint par les corps d'Orloff-Denisoff, de Czernicheff, et par les partisans autrichiens du colonel Munsdorf; cependant la division Lamotte ayant rencontré le matin, sur la route de Gelnhausen, une colonne française d'environ 2,500 hommes, formée des débris des corps qui avaient le plus souffert le 19, l'avait fait charger par la brigade Deroy. Après un engagement assez vif, la colonne française fut forcée de se replier sur Gelnhausen. La division Lamotte s'arrêta à Langensebold.

Ce même jour, le gros de l'armée française partit de Schluchtern, et rencontra dans la matinée la brigade autrichienne envoyée par le général de Wrède pour occuper Alten-Hasslau et Gelnhausen. L'ennemi fut aisément culbuté sur Hailer, et le pont sur la Kintzig ayant été promptement rétabli, les colonnes françaises continuèrent leur mouvement. Elles arrivèrent à quatre heures à Langensebold, en présence de la division Lamotte, qui s'y était portée. Le combat s'engagea sur le champ, et la division bavaroise fut forcée de se replier sur Rückingen. L'empereur passa la nuit à Langenselbold.

Le 30, à sept heures du matin, le maréchal Macdonald reçut l'ordre d'attaquer l'avant-garde ennemie, formée de six ba-

taillons bavarois postés sur les hauteurs de Rückingen ; le général Charpentier fut porté en avant avec 3,000 tirailleurs que soutenaient la division Friant, de la vieille garde, la cavalerie du général Sébastiani et celle de la garde. Les Bavarois furent rompus et culbutés en désordre sur leur armée. Celle-ci était rangée sur la Kintzig, en avant de Hanau, la droite appuyée au pont de Lamboy, son centre entre ce pont et la grande route de Gelnhausen, sur laquelle était établie une batterie de 60 pièces de canon, protégeant la gauche, formée de presque toute la cavalerie, établie de l'autre côté de la chaussée; un corps de réserve bordait la rive gauche de la rivière, et se trouvait lui-même protégé par la place, gardée par une brigade autrichienne. Les Cosaques de Czernicheff et d'Orloff-Denisoff observaient la chaussée de Friedberg, en arrière de l'aile gauche ennemie. Affaiblie par le détachement laissé à Wurtzburg, et par la division Rechberg, qui occupait Francfort, l'armée austro-bavaroise ne comptait guère que 45,000 combattants. L'armée française continua sa marche dans la forêt de Lamboy, sa droite flanquée par la cavalerie de la garde du général Lefebvre-Desnouettes et par celle du général Milhaud, qui se dirigeaient par Issingheim et Bruckobel. Les Cosaques de Czernicheff, qui se trouvaient de ce côté, furent chargés à plusieurs reprises, et fort maltraités. A midi, les tirailleurs du général Charpentier cherchèrent à déboucher du bois, mais l'artillerie ennemie les en empêcha, et la fusillade s'engagea vivement entre les tirailleurs des deux partis. L'empereur, voulant gagner du temps pour réunir ses forces et faire avancer son artillerie, poussa alors contre l'aile droite ennemie une brigade de 2,000 tirailleurs du 2e corps, sous les ordres du général Dubreton. Les 5,000 Français s'étant alors étendus sur toute la lisière du bois, l'engagement se soutint jusqu'à trois heures après midi. A ce moment l'artillerie et toutes les troupes françaises avaient joint, et l'empereur ordonna une attaque vigoureuse contre la gauche des alliés. Le général Curial, avec deux bataillons de la vieille garde, se porta sur les tirailleurs ennemis, les chassa du bois et occupa le débouché de la plaine. Pendant ce temps, le général Drouot, qui le suivait avec 50 bouches à feu de la garde, mit successivement

1813. Allemagne.

1813. Allemagne. ses pièces en batterie au-delà du défilé. Bientôt l'artillerie française commença à foudroyer les masses austro-bavaroises; l'artillerie ennemie ne répondit d'abord que faiblement, et cessa bientôt tout à fait de tirer, faute de munitions. Le général de Wrède, dont les parcs de réserve n'avaient pu suivre la marche forcée de l'armée, avait négligé de faire venir des places voisines l'approvisionnement qui lui manquait. Couverte par l'artillerie du général Drouot, la cavalerie du général Nansouty s'était déployée sur la droite, tandis que quelques bataillons contenaient l'extrême gauche de l'ennemi. Le général Nansouty fit dans ce moment charger la cavalerie qui lui était opposée, par les grenadiers à cheval, les dragons de la garde et les cuirassiers du général Saint-Germain. Cette charge, exécutée à fond, eut les plus brillants résultats : infanterie et cavalerie, tout fut culbuté. En vain les escadrons autrichiens et bavarois cherchèrent à se rallier derrière les Cosaques de Czernicheff; cette troupe, rompue elle-même, ne put rétablir le combat. Écrasée par la mitraille et chargée tour à tour par les dragons de la garde et par les cuirassiers français, l'aile gauche de l'armée combinée disparut. Le général de Wrède, se voyant sur le point d'être pris en flanc par les colonnes d'infanterie française qui allaient déboucher du bois, et sentant l'impossibilité de garder plus long temps sa position, ordonna la retraite; mais ce n'était pas une tâche facile que de sortir en bon ordre du défilé où il s'était engagé. Afin d'y parvenir, il fit sur sa droite un effort qui fut arrêté par deux bataillons de la vieille garde, que le général Friant fit avancer sur la ferme de Neuhof. L'armée austro-bavaroise, contenue dans le défilé où elle s'était placée, repassa la Kintzig en toute hâte et dans le plus grand désordre, et vint se rallier sous la protection de la place de Hanau, près de la ferme de Lehrhof.

La perte des Français à la bataille de Hanau s'éleva à 3,000 hommes tués ou blessés, et à un pareil nombre de prisonniers, en grande partie composés d'isolés, qui, précédant confusément l'avant-garde, furent ramassés du 28 au 30. Les coalisés comptèrent 6,000 hommes, tués ou blessés, et 4,000 prisonniers.

L'armée française continua de filer, pendant la nuit, sur

Wilhelmsbad, d'où elle se dirigea, par Hochstaedt, sur Francfort. Le maréchal Mortier, avec deux divisions de la jeune garde et la cavalerie de Latour-Maubourg, était resté le 30 à Gelnhausen ; le général de Wrède prit position, avec toute son armée, derrière la route d'Aschaffenburg, gardant le pont de Lamboy, et faisant occuper Hanau par une brigade autrichienne. Vers minuit, une faible division du 3ᵉ corps, commandée par le général Charrière, tenta un coup de main pour pénétrer dans la ville par le moulin contigu au rempart; mais elle échoua dans son attaque.

L'empereur avait laissé, le 30, le maréchal Marmont devant Hanau, avec les 3ᵉ, 4ᵉ et 6ᵉ corps. Le 31, à deux heures du matin, Marmont, qui avait l'ordre de prendre cette ville et de contenir de Wrède, commença à jeter dans la place des obus qui y mirent le feu. Le bombardement continua jusqu'à huit heures du matin; alors la brigade autrichienne évacua la place. A peine maître de Hanau, Marmont, avec une partie de ses troupes, força le pont de Lamboy et attaqua l'aile droite de l'ennemi. Les Austro-Bavarois furent enfoncés, poussés sur Auenheim, et acculés au Mayn. Si ce mouvement, au lieu d'être partiel, eût été soutenu par le gros de l'armée française, l'armée ennemie, coupée d'Aschaffenburg et n'ayant d'autre retraite que le Mayn, courait risque d'être entièrement détruite; mais le maréchal Marmont ne voulait qu'assurer le passage de l'arrière-garde, et ses manœuvres, qui n'étaient véritablement qu'une simple démonstration, n'avaient pour but que d'empêcher le général de Wrède de reprendre l'offensive. Le combat finit donc à une heure après midi. Le maréchal replia alors ses troupes derrière la Kintzig, et prit la route de Francfort avec les 6ᵉ et 3ᵉ corps. Ils furent relevés dans leur position par le 4ᵉ corps, qui resta seul devant Hanau. La division Fontanelli eut une de ses brigades au faubourg, et l'autre dans la ville. La division Guilleminot, avec la brigade commandée par le général Morio de l'Isle [1], occupèrent le pont de Lamboy, et

[1] Cette dernière ne faisait point positivement partie du 4ᵉ corps; elle se composait de la garnison de Leipzig, et avait suivi les mouvements du général Bertrand depuis le 14 octobre.

1813. Allemagne. la division Morand forma la réserve. Le général de Wrède, qui s'aperçut du mouvement rétrograde des Français, crut pouvoir se mettre à leur poursuite après s'être emparé de Hanau. En conséquence il se mit à la tête d'un bataillon de grenadiers et d'un bataillon de chasseurs autrichiens, força la porte dite de Nuremberg, culbuta les Italiens qui défendaient la ville, et les poussa vers le pont de la Kintzig, sur lequel il dirigea sa colonne; il n'en était plus qu'à cinquante pas lorsqu'il reçut une balle dans le bas-ventre. En même temps l'artillerie du général Morand ayant commencé à mitrailler de flanc la colonne ennemie, les bataillons autrichiens montrèrent quelque hésitation, et les Italiens, ayant alors repris courage, chargèrent l'ennemi, qui, obligé de rebrousser chemin, fut chassé de la ville.

Pendant ce temps, deux divisions ennemies attaquaient le pont de Lamboy pour venir prendre Hanau à revers. Il s'engagea sur ce point une forte canonnade; le général Guilleminot, qui n'avait que douze pièces pour répondre à trente qui lui étaient opposées, tenait toujours ferme, lorsque 1,000 à 1,200 Bavarois furent imprudemment lancés sur les longerons du pont brûlé. Les Français accueillirent ces assaillants à coups de baïonnette, et les précipitèrent dans la rivière, où un grand nombre se noyèrent; 200 furent faits prisonniers. Rendu plus circonspect par cet échec, le général autrichien, Fresnel, qui avait remplacé le général de Wrède, attendit le lendemain pour déboucher par Hanau. A sept heures du soir, le 4e corps continua tranquillement sa marche sur Francfort.

Sur ces entrefaites, le maréchal Mortier, qui faisait l'arrière-garde de l'armée, faussement informé que le 4e corps avait été écrasé, avait changé de direction à droite, à la hauteur de Langensebold; il n'arriva à Hochstaedt que le 31, dans la soirée.

La division Rechberg, qui occupait Francfort depuis le 30 à midi, se retira, à l'approche de l'armée française, dans le faubourg de Sachsenhausen, dont elle coupa le pont. Pendant la journée, une fusillade assez vive s'engagea d'une rive à l'autre. Un coup de main que l'on tenta sur le pont, après y avoir établi une batterie, n'eut aucun succès. Le 31, au soir,

la garde impériale, les 2e et 11e corps étaient à Francfort, où arrivaient les 3e et 6e ; le 4e était en marche de Hanau ; le maréchal Mortier arrivait à Hochstaedt, et la cavalerie du général Sébastiani sur la Nidda [1]. 1813. Allemagne.

L'armée française repasse le Rhin. — Le 2 novembre, l'empereur Napoléon quitta Francfort ; le même jour, toute l'armée française repassa le Rhin. Le 4e corps seul, sous les ordres du général Bertrand, resta sur la rive droite, occupant Cassel et Hochheim. Ce corps était formé des divisions Morand et Guilleminot. 2-9 decemb.

Le maréchal Victor se rendit à Strasbourg, le maréchal

[1] Voici le jugement que d'habiles militaires ont porté sur le mouvement du général de Wrède, qui reçut, pour prix de sa défection et de ses fautes stratégiques, le titre de prince, quelque temps après la bataille de Hanau :

« Il est difficile de concevoir comment le général de Wrède put former sérieusement le projet d'arrêter, avec 50 et quelques 1,000 hommes, les 80,000 que Napoléon ramenait sur les frontières de France. Si c'est une maxime reçue à la guerre de faire un pont d'or à un ennemi vaincu, pour ne pas le forcer à recourir aux dernières ressources du désespoir ; s'il est imprudent de se placer, même à forces égales, sur l'unique ligne de retraite qui lui reste, quelle témérité n'y a-t-il pas à s'y exposer lorsqu'on se trouve moins fort que lui de près de moitié ? Le général de Wrède place son armée l'aile droite et le centre dans un défilé, entre un bois et une rivière, et sa gauche tout à fait en l'air, en sorte que cette aile une fois battue, il n'a plus qu'à se retirer, par son extrême droite, sur un pont, défilant ainsi devant tout le front de l'armée française. A ces deux fautes il en ajoute une troisième, qui n'est pas moins grave, celle d'envoyer une de ses divisions à Francfort. Pourquoi ce morcellement de ses forces ? Si son attaque sur Hanau réussit, ce détachement est inutile ; si elle échoue, sa division est compromise, et peut être écrasée par les masses françaises qui marchent sur elle pour s'ouvrir un passage. C'était sur l'arrière-garde du maréchal Mortier que le général de Wrède devait marcher ; en débouchant de Hanau, il coupait le corps français à la hauteur de Rosdorf, et prenait sur lui l'avantage de sa supériorité numérique et de ses positions. Que si l'on compare la manœuvre du général de Wrède sur la Kintzig à celle de l'amiral Tschitschagow sur la Bérézina, on reconnaît que le général russe était au moins couvert par une rivière marécageuse que l'armée française était inévitablement obligée de passer ; tandis que le général bavarois n'avait rien devant lui qui pût justifier l'audace de son mouvement. C'eût été déjà une faute assez grave que de se mettre dans le cas d'être forcé à combattre dans une position semblable ; c'en était une bien plus grande encore d'être venu la choisir volontairement. »

1813. Allemagne. Macdonald à Cologne, le maréchal Kellermann à Metz; le maréchal Marmont resta à Mayence.

L'armée austro-bavaroise était le 4 à Francfort. Napoléon arriva à Paris le 9 novembre.

Pendant que ces événements avaient lieu, la grande armée, combinée avec celle de Silésie, continuait à s'avancer vers le Rhin. Le 5 décembre, l'empereur Alexandre fit son entrée à Francfort, à la tête de 20,000 chevaux. Le même jour, le prince de Schwartzenberg força le passage de la Nidda, et arriva à deux lieues de Mayence, ayant son quartier général à Höchst; Blucher appuya à droite, et prit le sien à Giessen. Le 9, le prince de Schwartzenberg fit attaquer Hochheim, que le général Bertrand travaillait à retrancher. Le corps de Giulay attaqua le bourg de Hom, tandis que le prince Aloïs de Litchtenstein tournait le 4e corps par la droite vers Mallenheim. Giulay emporta Hochheim, défendu par la division Guilleminot; la division Morand, qui formait la réserve, ayant été attaquée en même temps par sa gauche, le général Guilleminot se replia sur Cassel, laissant deux canons démontés au pouvoir de l'ennemi. 300 hommes, coupés dans Hochheim, furent en outre faits prisonniers.

Après ce combat, les souverains coalisés résolurent de suspendre le cours de leurs opérations sur le haut Rhin, afin d'achever leurs préparatifs politiques et militaires pour consommer l'invasion de la France. En conséquence, les armées coalisées durent prendre des cantonnements sur le fleuve. L'armée de Silésie fut placée entre Coblentz et le Mayn. La grande armée, de Hochheim occupa au centre l'intervalle entre le Mayn et le Neckar, et l'armée austro-bavaroise s'étendit sur l'autre rive de cette dernière rivière.

Nous avons dit qu'après la bataille de Leipzig le prince royal de Suède s'était dirigé sur Cassel avec son armée et celle de Benningsen. Celle-ci demeura aux environs de Magdeburg, pour bloquer cette place et soutenir le général Klenau, dans le cas où le maréchal Gouvion-Saint-Cyr chercherait à sortir de Dresde. Le 28 octobre, le corps de Saint-Priest occupa Cassel. Le général Rigault, ayant évacué cette ville l'avant-veille, avec quelques bataillons, se retira sur Dusseldorf où il repassa

le Rhin, poursuivi par l'avant-garde de Wintzingerode. Ce dernier entra dans Cassel le 12 novembre, et bientôt les coalisés furent maîtres de tout le duché de Berg. L'armée du nord, à laquelle se joignit l'avant-garde de Benningsen, se dirigea par Göttingen et Eltze sur Hanovre, où le prince de Suède établit son quartier général le 6 novembre. Wintzingerode s'étendit dans l'Oldenburg et l'Ost-Frise, et Bulow, qui avait l'ordre de se porter sur la Hollande pour y faire déclarer l'insurrection, était le 5 novembre à Munster. 1813. Allemagne.

Suite des opérations sur l'Elbe inférieur; reddition de Brême; le général Woronzoff forme le blocus de Hambourg; armistice conclu par les troupes danoises. — Le maréchal Davout occupait toujours la position de Ratzeburg. Walmoden, de son côté, n'avait fait aucun mouvement, si ce n'est l'expédition de Tettenborn sur Brême, le 13 octobre. Cette ville n'était gardée que par 1,100 hommes. Attaquée à l'improviste par un corps nombreux d'assaillants, la petite garnison de Brême opposa néanmoins la plus vigoureuse résistance tant que vécut le colonel Thuillier, qui la commandait. Mais ce brave officier, ayant été tué le 24, la garnison, craignant d'être égorgée par la populace soulevée, capitula le lendemain. Elle obtint de repasser le Rhin; mais les Suisses qui en faisaient partie, officiers et soldats, se firent un mérite de passer le même jour dans les rangs de Tettenborn. 13 octobre-15 novembre.

Cependant le prince royal de Suède, ayant résolu de se joindre à Walmoden pour opérer de concert avec lui, quitta Hanovre le 20 novembre, et arriva par Celle et Lüneburg à Boitzenburg, le 24. Le maréchal Davout, informé de ce mouvement, quitta le 13 sa position de Ratzeburg, et repassa la Stecknitz. Les corps russes de Woronzoff et de Strogonoff furent détachés par le prince de Suède pour balayer la rive gauche de l'Elbe. Woronzoff se présenta devant Stade, dont il voulut se rendre maître par assaut; mais il fut repoussé avec perte; néanmoins, la garnison, n'étant pas assez forte pour soutenir aussi heureusement une seconde attaque de ce genre, évacua la place pendant la nuit, et s'embarqua pour Glückstadt, où elle fut reçue par les Danois. Strogonoff releva alors Woronzoff, qui était resté devant Haarburg, et ce dernier rejoignit l'armée sué-

1813. Allemagne. doise à Boitzenburg. Le prince royal avait fait ses dispositions pour attaquer le maréchal Davout le 2 décembre; mais ce maréchal, craignant d'être coupé de Hambourg, quitta sa nouvelle position derrière la Stecknitz pendant la nuit du 1[er] au 2 décembre, et se replia derrière la Bille. Ce mouvement rétrograde isola les Danois, qui se retirèrent eux-mêmes sur Lubeck et derrière la Trave. Le maréchal Davout, dont le corps s'élevait à peine à 25,000 hommes, apprenant que Walmoden avait passé la Stecknitz le 4, rentra dans Hambourg, où il fut bloqué par Woronzoff. L'ennemi se présenta en forces devant Lubeck, où commandait le général français Lallemand, avec une garnison danoise. Celle-ci évacua la ville par convention, et se retira le même jour à Segeberg, sur le gros du corps danois. Elle fut suivie dans sa retraite par la cavalerie suédoise, tandis que Walmoden, marchant par Oldeslohe, cherchait à couper le prince Frédéric de Hesse de Rendsburg. Les Danois prirent alors leur route par Kiel, et, se rabattant brusquement sur Walmoden, qui avait étendu ses troupes d'Ekernefolde à Ostenrode, ils l'attaquèrent, le battirent et lui prirent une pièce de canon. Le prince de Hesse, après le combat, se retira à Rendsburg, que le prince de Suède, arrivé à Kiel, acheva de cerner. A la même époque Tettenborn, ayant passé l'Eyder, prit Tonningen, Friedrichstadt et Husum. Le prince de Hesse, se voyant hors d'état de résister, conclut le 15 un armistice de quinze jours, qui devait conduire à la paix du Danemark avec les puissances coalisées [1].

Novembre-Décembre. *Invasion de la Hollande par les alliés; le général Molitor se retire derrière la Meuse; affaire de Neuss.* — La Hollande se trouvait entièrement dégarnie de troupes; on n'y comptait pas au-delà de 6,000 hommes de troupes de ligne, dont la plus forte partie se composait de deux régiments allemands à la

[1] Nous regrettons de n'avoir pas pu entrer dans de plus grands détails sur la belle et noble conduite du corps auxiliaire danois dans cette campagne sur l'Elbe. La relation qu'en a donnée le prince Frédéric de Hesse, beau-frère du souverain de Danemark, prouve d'une manière incontestable que les chefs et les soldats de cette brave armée sont restés fidèles jusqu'au dernier moment à leurs engagements avec la France, et que jamais il ne vint dans la pensée d'aucun d'eux de prêter l'oreille aux suggestions des prétendus *amis de la vertu*.

solde de la France. A l'approche de Bulow, qui arrivait par Munster, et de Wintzingerode, qui avait reçu la même destination, toutes ces troupes vinrent se réunir à Utrecht sous les ordres du général Molitor. La garnison d'Amsterdam, ayant évacué cette ville le 18 novembre, la révolution eut lieu, mais avec calme, et il se forma sur-le-champ un gouvernement provisoire, dont M. d'Hogendorp prit la présidence. Le général Molitor, trop faible pour arrêter les progrès de l'insurrection, se retira derrière la Meuse, laissant encore quelques poignées d'hommes dans le Helder, Naarden, Gorcum, Bois-le-duc et Berg-op-Zoom. Les deux régiments dits étrangers passèrent à l'ennemi.

1813. Allemagne.

Favorisées par l'esprit d'insurrection dont tout le pays était agité depuis un certain temps, les troupes légères des coalisés s'y répandirent bientôt de toutes parts. Dès le 12 novembre l'avant-garde de Wintzingerode était entrée en Frise, où elle prit Swol, Kampen, et Groningen, défendues seulement par quelques brigades de gendarmes. Le 24, 300 Cosaques entrèrent à Amsterdam, où ils furent bientôt suivis par le corps de Benkendorf. En même temps que Wintzingerode occupait la Frise et la Hollande septentrionale, Bulow s'avançait sur l'Yssel. Le 23 novembre, la division d'Oppen prit Doesburg et Zutphen; elle se porta sur Arnheim, où se trouvaient environ 3,000 hommes, que le maréchal Macdonald y avait envoyés. Oppen resta en présence jusqu'au 30. Ce jour-là Bulow arriva avec le reste de son corps d'armée, moins une division, détachée pour bloquer Wesel. Arnheim est une ville à peu près ouverte, n'ayant qu'un mauvais rempart, dont le fossé est comblé. Les Prussiens attaquèrent par escalade. La garnison, ne pouvant résister à une attaque d'assaut, se retira sur Nimègue, ayant perdu 300 prisonniers et deux pièces de canon. D'Arnheim, Bulow vint à Utrecht pour donner quelques jours de repos à ses troupes.

Le 2 décembre, trois faibles bataillons français, qui étaient en garnison à Neuss, se gardant mal, furent attaqués à l'improviste par deux bataillons de la division Borstel et un escadron de hussards prussiens du corps de Bulow. Le colonel du 150e régiment français fut pris dans son logement avec une

1813. Allemagne. soixantaine d'hommes et son aigle. Le 3, le général Beauvais marcha sur Neuss avec environ 400 hommes d'infanterie du 5e corps et 150 chevaux. 60 hussards ennemis qui voulurent tenir furent sabrés, l'infanterie se hâta de repasser le Rhin, et la ville fut réoccupée.

Du 17 octob. au 19 novembre. *Combat devant Dresde; le maréchal Gouvion-Saint-Cyr capitule dans cette ville; violation de la capitulation par les alliés.* — Nous avons vu que Benningsen, en se portant sur Leipzig, avait laissé devant Dresde le comte de Tolstoy avec un corps de 20,000 hommes. Le maréchal Saint-Cyr, qui en avait 25,000 sous ses ordres, se décida à l'attaquer. Le 17 octobre, des six divisions formant la garnison de Dresde, quatre sortirent, et se portèrent sur Racknitz, où l'ennemi élevait des redoutes. Deux divisions d'infanterie, soutenues par la brigade de cavalerie du général Gérard, attaquerent l'ennemi de front, tandis que deux autres le tournaient par Plauen. Les redoutes furent enlevées, et les Russes repoussés sur Dohna avec perte de 1,200 prisonniers, dix canons, une vingtaine de caissons, et un équipage de pont. Tolstoy se replia alors sur Berg-Giesehübel, où il se réunit aux 10,000 Autrichiens du général Chasteler, qui s'avançait de Tœplitz à son secours. Le maréchal Saint-Cyr se rapprocha alors de Dresde. Immédiatement après la bataille de Leipzig, le prince de Schwartzenberg ayant détaché, comme nous l'avons dit, le corps de Klenau, ce renfort arriva devant Dresde le 26 octobre, et força dès lors le maréchal à renfermer ses troupes dans l'enceinte des ouvrages qui couvraient les faubourgs. Le blocus de Dresde ne pouvait être de longue durée. Le pays environnant, parcouru dans tous les sens par les armées belligérantes, était entièrement dévasté, et n'offrait aucune ressource pour approvisionner convenablement l'armée assiégée. Bientôt une horrible disette se fit sentir, et menaça d'anéantir en peu de jours et ceux qui défendaient la ville, et ses malheureux habitants. Le 5 novembre, le maréchal Saint-Cyr conçut le projet de forcer la ligne de blocus à la droite de l'Elbe, de marcher sur Torgau et Wittenberg. Réunissant à lui la garnison de ces deux places, il espérait avec ces renforts pouvoir s'ouvrir un chemin les armes à la main jusqu'aux frontières de France; son projet échoua. Ses têtes de

colonne, arrêtées par les forces de Tolstoy et de Klenau, qui s'étaient portées sur ce point, ne purent déboucher, et il se vit contraint de rentrer dans la ville sans avoir pu améliorer sa position. Enfin, le 11, cédant à des considérations d'humanité, qui lui prescrivaient de ne pas entraîner avec la ruine des braves qu'il commandait, celle de la capitale d'un allié fidèle et malheureux, le maréchal offrit une capitulation qui fut acceptée. La garnison devait poser les armes, se rendre en France, et ne pas servir avant parfait échange. Les troupes qui étaient dans Dresde s'élevaient à environ 25,000 combattants, et 8,000 malades ou blessés dans les hôpitaux. L'armée du maréchal défila en six colonnes du 12 au 17 novembre, et continua sa route vers la France. Arrivée à Altenburg, Chasteler signifia au général français que le prince de Schwartzenberg avait refusé de ratifier la capitulation. On lui proposa de le ramener à Dresde, et de rendre les armes à ses troupes. Cette proposition dérisoire ne pouvait être acceptée. Le maréchal Saint-Cyr se rendit. Cette violation manifeste du droit des gens et des lois de la guerre révélait le système que se proposaient de suivre à l'avenir les nouveaux dominateurs de l'Europe. La capitulation de Wurmser à Mantoue avait été établie sur les mêmes bases que le fut celle de Dresde ; pourquoi, dans des circonstances semblables, la conduite des deux généraux vainqueurs fut-elle si différente ? N'est-il donc que ceux qui sont habitués à vaincre qui sachent user noblement de la victoire ?

1813. Allemagne.

Capitulation des places de Stettin, Torgau, Zamosc et Modlin. — La forteresse de Stettin, après avoir soutenu neuf mois de blocus, se rendit, le 5 décembre. La garnison, forte de 7,500 hommes, y compris les malades, sous les ordres du général Dufresse, resta prisonnière de guerre. 1,500 Hollandais prirent parti dans l'armée combinée.

Décembre.

La défense de Stettin fait beaucoup d'honneur au général Dufresse. Au 17 février 1813, jour où cet officier en prit le commandement supérieur, cette place n'était point approvisionnée ; quatre colonnes, détachées de la garnison, y ramenèrent bientôt une quantité de vivres et de fourrages. Les fortifications furent réparées et augmentées ; les mesures de police furent telles, qu'il n'y eut pas une seule rixe entre les militaires et les

1813. Allemagne. habitants. Des sorties faites à propos détruisirent souvent les travaux de l'ennemi, et le tinrent longtemps éloigné du corps de la place. Nous ne parlerons pas de toutes les insinuations que repoussa le général Dufresse, de toutes les démarches de l'ennemi pour l'engager à précipiter la reddition du poste qui lui était confié; il nous suffira de dire qu'après avoir tenu la conduite la plus honorable, le général Dufresse ne capitula qu'à la dernière extrémité. Le gouvernement prussien dut lui savoir gré d'un procédé qui dévoile toute la loyauté du caractère militaire français. Il existe sur la place d'armes de Stettin une statue de Frédéric le Grand ; le général Dufresse la fit couvrir par des blindages, pour la mettre à l'abri des bombes et des boulets que l'ennemi lançait sur la ville.

Après la bataille de Leipzig, le général Ryssel, avec les troupes saxonnes qui avaient passé à l'ennemi, fut chargé du blocus de Torgau. Le 23 octobre, il fut relevé par Tauentzien. Le 1er novembre, l'investissement de Torgau fut achevé, et la tranchée ouverte le 22. Le 28, un armistice fut conclu pour régler les articles d'une capitulation ; mais le général Dutaillis, qui avait remplacé le général comte de Narbonne, mort d'une chute de cheval, ayant insisté pour une évacuation pure et simple, les hostilités reprirent le 6 décembre. Enfin les forts avancés, étant au pouvoir de l'ennemi, et le corps de la place entamé, le général Dutaillis, à qui il restait un nombre d'hommes insuffisant pour faire le service, se vit forcé de capituler le 26 décembre. La garnison, forte de 10,000 hommes, y compris les malades, fut faite prisonnière de guerre. Les Prussiens n'osèrent prendre possession de la place que le 10 janvier, de peur d'être infectés par l'épidémie qui y exerçait les plus terribles ravages.

Dans le duché de Varsovie, le fort de Zamosc, bloqué depuis les premiers jours de janvier 1813, capitula le 22 décembre suivant. Le général Haugk se rendit prisonnier avec sa garnison. Le général Daendels, qui commandait à Modlin, eut le même sort le 25 décembre.

29 décembre. *Siége et capitulation de Dantzig* [1]. — Nous avons dit plus

[1] Voir, pour l'intelligence des mouvements, le plan du siége de Dantzig en 1807, tome IX, page 100.

haut que la garnison de Dantzig avait été renforcée dans le courant de janvier 1813 par les divisions Heudelet et Grandjean, des 9e et 10e corps de l'armée de Russie. A cette époque, le général Rapp acheva de prendre toutes les dispositions qui pouvaient assurer la défense de la place dont Napoléon lui avait confié le gouvernement. De nouveaux travaux augmentèrent la force des anciens ouvrages; l'artillerie répara les armes portatives, construisit des affûts, des caissons, confectionna une grande quantité de munitions et d'artifices de guerre de tous genres; des bâtiments furent convertis en hôpitaux, pourvus de médicaments et de tout ce qui était nécessaire à ce service; les troupes reçurent une nouvelle organisation. La force de la garnison s'élevait alors à 35,900 hommes et 3,600 chevaux; mais de ce nombre il faut distraire près de 6,000 hommes aux hôpitaux, et la plupart incapables de reprendre du service par la suite. 1813. Allemagne.

Dès le 18 janvier le général Rapp fit rentrer la plus grande partie de ses troupes dans la place, ne laissant qu'une brigade à Saint-Albrecht et une chaîne de postes établis à une lieue autour des ouvrages avancés.

Les troupes ennemies qui formaient le blocus se composaient alors d'un certain nombre d'escadrons de troupes légères, et surtout de Cosaques, sous le commandement de l'hetmann Platoff. Bientôt des corps d'infanterie vinrent successivement renforcer cette cavalerie. Le 29 janvier, le gouverneur de Dantzig fit faire une reconnaissance dans le but de s'assurer des forces de l'ennemi en arrière de Striesen. Le général Grandjean, qui déboucha de ce village avec quatre bataillons, un peloton de cavalerie et deux pièces de canon, délogea l'ennemi d'un mamelon qu'il occupait, tandis que le général Bachelu avec deux autres bataillons le battait sur un autre point. Un engagement plus sérieux eut lieu à la suite d'une seconde reconnaissance, faite le 4 février sur le même point. Le général Destrées, ayant débouché de Langenfurth avec quatre bataillons d'infanterie napolitaine, quatre escadrons et trois pièces de canon, fut ramené assez vivement par 1,800 Cosaques qui lui auraient enlevé tous ses tirailleurs sans une charge que fit très à propos le colonel Farine. L'ennemi obtint un autre avantage sur un

1813. Allemagne.

détachement parti de Stolzenberg, et qui perdit 22 officiers et 243 hommes. Les Russes restèrent maîtres de Langenfurth.

Le 6, le général Rapp, voulant prendre sa revanche, fit marcher sur ce point le général Grandjean avec les brigades d'infanterie Bachelu et Husson et celle de cavalerie aux ordres du général Cavaignac. L'ennemi fut chassé avec perte de bon nombre de tués et de blessés.

Le 5 mars les Russes, renforcés par six régiments d'infanterie et deux de Cosaques qui venaient du siége de Pillau, attaquèrent à la fois les postes de Langenfurth, de Stolzenberg, de Schidlitz et d'Ohra ; ils furent repoussés de Langenfurth et contenus par quatre bataillons que le général Rapp y envoya ; mais du côté de Stolzenberg et d'Ohra ils firent d'abord quelques progrès ; le général Destrées les arrêta avec un régiment napolitain. En même temps, le général Bachelu, débouchant de Schidlitz, les prit en flanc, les enfonça et les repoussa jusqu'en arrière de Neukau. Alors le général Rapp, ayant laissé trois bataillons et quatre pièces d'artillerie en face de Pitzkendorf, et trois autres bataillons avec un pareil nombre de canons devant Wonneñberg, fit avancer le général Bachelu avec sa colonne, forte de quatre bataillons, 150 chevaux et une batterie légère sur Ohra ; une charge vigoureuse culbuta le corps de 8,000 Russes qui s'y trouvait, et le rejeta sur Saint-Albrecht. L'ennemi perdit dans cette affaire près de 1,500 hommes tués ou blessés, un obusier et 500 prisonniers. Les généraux Bachelu et Devilliers, le colonel d'Egloffstein, le major Horadam, l'adjudant-major Delondre, du 29e de ligne, le lieutenant Bouvenot et le sergent-major Tarride se distinguèrent particulièrement ; la garnison n'eut guère plus de 200 hommes tués et environ 500 blessés.

Le général Rapp fit une sortie le 24 mars, dans le but de ravitailler la place, qui commençait à manquer de subsistances ; il la dirigea sur Matschkau et Schweinkœpfe. L'ennemi fut successivement chassé de Matschkau et de Borgfeld par le général Bachelu. Le général Gault entra dans Saint-Albrecht, où il enleva l'hôpital ennemi. Les Russes eurent dans cette expédition plus de 800 hommes hors de combat, dont 350 prisonniers.

Cependant l'épidémie exerçait ses ravages sur la garnison de Dantzig ; elle prit un caractère si terrible dans la dernière quinzaine de mars que l'on perdit jusqu'à 200 hommes par jour. Les habitants furent également atteints par ce fléau, qui n'épargna point la classe la plus opulente. Parmi les nombreuses victimes qui succombèrent, la perte qui affligea le plus la garnison fut celle du général Gault : il mourut le 6 avril, après des souffrances inouïes. Toutefois, vers le milieu de ce mois le nombre des malades diminua sensiblement, et les hôpitaux, moins encombrés, ne reçurent bientôt que le nombre d'hommes dans la proportion ordinaire, et relativement à la force numérique de la garnison. 1813. Allemagne.

Dans la première quinzaine d'avril, l'ennemi, intimidé par le résultat de la sortie du 24 mars, ne fit aucune attaque importante, et se borna à prendre des mesures défensives contre les nouvelles entreprises de la garnison.

Le 15, le général Rapp fit attaquer le village de Brentau par deux bataillons polonais, sous les ordres des commandants Szembeck et Potocki. Les Russes qui défendaient ce poste en furent chassés avec une perte considérable. On y trouva un hôpital de 300 malades, dont on se contenta de briser les armes. L'ennemi, poussé dans la plaine par le chef de bataillon Szembeck, se réfugia sous le canon du fort d'Oliva.

Malgré les menées de l'ennemi pour séduire les soldats étrangers qui faisaient partie de la garnison, malgré les privations, les fatigues et les maladies, le meilleur esprit continuait de régner parmi les défenseurs de Dantzig. L'intrépide gouverneur ne négligeait rien d'ailleurs de ce qui pouvait soutenir le moral du soldat, et l'engager à attendre avec patience et résignation le moment de la délivrance qu'il s'efforçait de faire envisager comme prochain malgré les événements politiques.

Vers la fin d'avril, le général Rapp résolut de faire une expédition dans la presqu'île de Nehrung, où il espérait se procurer d'abondantes ressources, en raison de la richesse du pays et de la fertilité du sol. La présence du duc de Würtemberg [1], qui venait de remplacer le général Löwis dans le commandement de

[1] Ce prince était oncle de l'empereur Alexandre.

1813. Allemagne. l'armée de blocus, faisait présumer au gouverneur de Dantzig que les Russes ne tarderaient pas à recevoir des renforts considérables et à commencer définitivement le siége; cette nouvelle considération entrait dans le but de l'expédition projetée, et qui fut confiée à l'actif général Bachelu.

Le 27 avril, à la pointe du jour, ce général, à la tête de 1,200 fantassins d'élite pris parmi les troupes françaises et étrangères, de 350 chevaux commandés par le colonel Farine, sortit de l'île de Holm, et s'avança sur Heubude, premier village de la presqu'île de Nehrung. Cette colonne avait avec elle une batterie d'artillerie légère polonaise et une autre à pied, servie par des canonniers français. En même temps un second détachement d'infanterie, parti du fort de Weichselmunde, suivait le bord de la mer pour chasser les postes ennemis qui pouvaient être dans la forêt qui couvre une partie de la presqu'île. Ce détachement arriva sur les dunes, à la hauteur de Heubude, au moment où les troupes du général Bachelu entraient dans ce village. Le colonel Farine repoussa les avant-postes ennemis jusqu'à Bohnsack, et leur fit 60 prisonniers. Les Russes, au nombre de 2,600 hommes d'infanterie et de 900 chevaux, voulurent défendre cette position; mais ils furent mis dans la déroute la plus complète. Le général Rapp suivait en personne avec deux battaillons le mouvement du général Bachelu : celui-ci, poursuivant toujours l'ennemi, arriva à la hauteur de Pasevalck, à huit lieues de Dantzig, y prit position pour s'occuper ensuite d'enlever les bestiaux, les grains et les fourrages qu'il pourrait trouver. La réserve, devenue inutile par la promptitude avec laquelle le général Bachelu avait conduit son expédition, rentra dans Dantzig avec le gouverneur. Ce mouvement était combiné avec celui d'une flottille de canonnières montées par des marins français, qui firent preuve d'un zèle digne des plus grands éloges.

Le général Bachelu resta quatre jours dans la Nehrung; il fouilla avec le plus grand soin toute la partie qu'il avait envahie, et ramena plus de 500 bêtes à cornes, 400 têtes de menu bétail, du foin, de la paille et de l'avoine en grande quantité : tout ce butin fut transportée à Dantzig, sur des barques préparées à cet effet. Les Russes avaient perdu plus de

300 hommes tués sur le champ de bataille et 260 prisonniers. 1813. Allemagne.

Dans le courant du mois de mai, l'armée de blocus se renforça de plusieurs détachements venus de l'intérieur de la Russie, et de levées faites dans la vieille Prusse. Le duc de Würtemberg comptait au moins 30,000 combattants au 1er juin.

Après quelques engagements peu importants, le général Rapp résolut, le 9 juin, de faire encore une sortie pour éloigner l'ennemi et fourrager. La veille, les Russes avaient attaqué sur trois points à la fois le poste du Stolzenborg, et les gardes, bien inférieures en nombre, avaient été obligées de se retirer sous la protection des batteries du Bischofsberg.

Le 9 juin au matin, la plus grande partie de la garnison se déploya devant la place. Le gouverneur plaça le général Grandjean avec sa division, celle aux ordres du général Devilliers, et 6 pièces de canon entre Langenfurth et Schidlitz ; le général Heudelet avec partie de sa division et de celle du général d'Estrées, et quatre escadrons de cavalerie sous les ordres du général Cavaignac, dut se développer sur le terrain compris entre la vallée de Schidlitz et le petit bois d'Ohra. La canonnade s'engagea vers midi ; les Russes attaquèrent sans succès les troupes du général Heudelet ; le général Granjean repoussa un mouvement dirigé sur lui vers quatre heures. L'ennemi fut obligé d'abandonner son camp de Pitzkendorf, après avoir éprouvé de grandes pertes. On fit rentrer dans Dantzig une assez grande quantité de seigles verts coupés pendant que le général Heudelet avait eu devant lui les principales forces de l'ennemi. A sept heures du soir, le général Rapp fit cesser le feu et ordonna la retraite.

L'ennemi perdit dans cette journée en tués, blessés et prisonniers, plus de 1,800 hommes. La perte de la garnison ne fut que de 400 hommes tués ou blessés.

Le lendemain, le capitaine Planat, aide de camp du général Drouot, arriva à Dantzig ; il était envoyé par le major général de la grande armée française, pour prévenir le gouverneur de la conclusion de l'armistice du 4 juin, et du ravitaillement de la place, aux termes de l'article 7 de ce même armistice. Napoléon, voulant encourager les nouveaux efforts de la garnison, et lui tenir compte de ceux qu'elle avait déjà

1813. Allemagne. faits, transmettait par cette même voie les récompenses qu'il jugeait convenable d'accorder, et autorisait le général Rapp à donner de l'avancement jusqu'au grade de capitaine. Les journaux français apportés par le capitaine Planat apprirent à la garnison les détails glorieux des événements de la campagne, et lui firent attendre avec calme l'issue des négociations. On pouvait croire en effet que Napoléon, qui semblait avoir enchaîné de nouveau la victoire à son char, ne tarderait pas à s'avancer sur la Vistule si les alliés refusaient de conclure une paix définitive.

Le général Rapp et le duc de Würtemberg nommèrent respectivement deux commissaires chargés d'arrêter ensemble le mode de ravitaillement de la place et la démarcation des limites.

Pendant le mois qui s'écoula depuis le commencement de l'armistice, l'ennemi ne fit qu'avec la plus grande lenteur des livraisons de vivres incomplètes, et le 1er juillet, le duc de Wurtemberg prévint, par une dépêche, qu'il venait de recevoir du grand quartier général des alliés l'ordre de suspendre les fournitures qui avaient été faites jusqu'à ce moment à la garnison. Cette détermination était motivée sur l'attaque faite contre le corps de partisans de Lutzow durant l'armistice.

Les négociations relatives à cette difficulté traînant en longueur, les deux partis en profitèrent : l'un pour se préparer à recommencer l'attaque avant l'expiration légale de la suspension d'armes, l'autre pour augmenter ses moyens de défense. Toutefois, l'attitude qu'avait prise le général Rapp au 20 juillet, jour où il fit donner lui-même le signal de la reprise des hostilités, détermina le duc de Würtemberg à envoyer le 22 un officier pour annoncer au gouverneur qu'il était prêt à fournir les vivres arriérés. Ces livraisons ne commencèrent que le 26 ; mais elles étaient toujours incomplètes, bien que le général Rapp témoignât, à plusieurs reprises, tout le mécontentement qu'il éprouvait d'une pareille conduite [1]. En dé-

[1] Il dit un jour à un aide de camp du duc de Würtemberg, qui était venu l'engager à prendre patience au sujet du retard qu'éprouvait la livraison des vivres : « Dès le commencement j'ai vu, par les *belles* phrases de M. le duc, qu'il n'agissait pas avec loyauté. J'ai eu affaire avec les Turcs, que

finitive, la garnison ne reçut à peu près que les deux tiers de vivres qui lui avaient été assurés par la convention faite le 16 juin. 1813. Allemagne.

Le duc de Würtemberg fit annoncer la rupture de l'armistice le 6 août, et la reprise des hostilités fut fixée au 24.

Les assiégés conçurent alors le projet de construire un vaste camp retranché pour couvrir une partie du front des hauteurs, en profitant des positions favorables qui se trouvaient en avant du Hagelsberg. Trois ouvrages commencés en arrière du Zigankenberg, et qui n'avaient primitivement pour but que de protéger les avant-postes et de leur donner un refuge assuré, formèrent la gauche de ce camp. Trois autres positions intermédiaires, jusqu'à une batterie établie à gauche de l'avenue de Langenfurth, suffirent pour occuper suffisamment les intervalles, en se flanquant réciproquement, et pour éclairer d'énormes ravins, qui, en raison de leur profondeur et de leurs sinuosités, n'étaient point découverts par les feux de la place [1]. Cette nouvelle ligne de défense fut prolongée jusqu'à la Vistule, au moyen de deux autres ouvrages qui se prêtaient également un mutuel appui [2].

Le général Rapp prit encore d'autres mesures de défense également opportunes, et fit des dispositions intérieures qui ne devaient pas avoir une moins heureuse influence sur la durée de la défense. Tous les employés des administrations furent organisés en bataillon; trois autres furent formés avec les officiers et sous-officiers qui excédaient dans les cadres des compagnies existantes et ceux dont les compagnies étaient en-

vous appelez des barbares, et j'ai trouvé parmi eux plus de franchise et plus de loyauté que parmi vous. Dites au prince que nous sommes ici quinze généraux, qui avons chacun vingt campagnes sur le corps, et que nous ne sommes pas gens à être traités ainsi. Nous sommes ici, et nous serons encore ce que nous avons été envers les Russes à AUSTERLITZ, à Eylau, à Friedland, à la Moskowa. »

[1] C'est à la faveur de ces ravins, où ils déposèrent tous leurs approvisionnements de tranchée, que les Français, en 1807, parvinrent à établir leur première parallèle, justement au même endroit où le général Rapp faisait construire les nouveaux ouvrages avancés.

[2] Tous ces ouvrages reçurent chacun le nom d'un général français mort au champ d'honneur dans les dernières campagnes.

1813. Allemagne. tièrement détruites. Ces quatre bataillons formèrent un régiment provisoire, que le gouverneur nomma *régiment du roi de Rome*, et qui fut chargé du service intérieur de la place. Tous les habitants qui n'étaient pas portés sur la liste des contribuables et n'avaient aucun moyen de se procurer des vivres reçurent ordre de sortir de la ville.

La reprise des hostilités commença le 24 août; le 28, l'ennemi tenta vers Ohra une attaque qui fut repoussée à la baïonnette, et dans laquelle les Russes et les Prussiens éprouvèrent une perte considérable. Le lendemain, au point du jour, quatre régiments d'infanterie russe et un régiment de Cosaques attaquèrent la porte de Langenfurth, sur deux colonnes; le détachement polonais qui s'y trouvait les força bientôt à se replier sur les hauteurs qui dominent le village; le général Rapp étant survenu, fit enlever cette position, qui fut ensuite abandonnée, parce que l'ennemi se présenta de nouveau avec des forces supérieures. Ce premier engagement décida le gouverneur à faire prendre les armes à la garnison. L'ennemi fut rejeté derrière Pitzkendorf; mais pendant ce temps, une diversion était tentée sur la ligne des avant-postes de la place, depuis Schidlitz jusqu'à Niederfeld. Cette attaque eut un caractère sérieux à Ohra : les Russo-Prussiens s'étaient emparés du bois et de la tête de ce village, lorsque le général Husson, étant arrivé avec une colonne, réussit à les en chasser. Indépendamment d'un grand nombre de morts et de blessés, l'ennemi perdit dans cette journée 180 prisonniers, qui furent ramenés dans la place.

Le 2 septembre, après avoir fait canonner le fort de Neufahrwasser et de Weichselmunde, par sa flottille, qui jusqu'alors n'avait pris, pour ainsi dire, aucune part aux opérations militaires, l'ennemi déboucha à la fois par la vallée de Kœnigsthal et le village de Striesen, sur Langenfurth, Neu-Scottland et Schell-Mühl. Pendant que ces postes opposaient une vive résistance, le général Rapp fit sortir de la place deux fortes colonnes qui se portèrent sur Langenfurth et Schell-Mühl.

L'ennemi, qui était déjà maître de ce dernier point, réussit à s'emparer du premier, parce que la colonne qui s'avan-

çait pour le secourir trouva devant elle des forces si considérables, qu'elle ne put parvenir jusqu'aux maisons crénelées de ce village. Le capitaine Fahrbeck, qui en commandait une, avec 80 soldats bavarois, westphaliens et napolitains, réussit toutefois, après la plus admirable résistance, à se retirer sur la place, secondé par un petit détachement que le brave capitaine Marnier, aide de camp du général Rapp, amenait à sa rencontre. Le général de Villiers fit également recueillir par un détachement tiré de la réserve qu'il commandait le poste d'une seconde maison crénelée, qui n'avait pas été défendue avec moins de bravoure et d'opiniâtreté que la première. 1813 Allemagne.

D'autres affaires, également honorables pour la garnison, eurent lieu jusqu'aux premiers jours d'octobre ; les assiégés redoublèrent d'efforts pour accélérer la construction des ouvrages avancés. Mais à cette époque, l'armée de blocus ayant reçu de nouveaux renforts et l'artillerie nécessaire pour commencer un siége régulier, le duc de Würtemberg fit armer et approvisionner de nouvelles batteries. Le 8, on commença à lancer des bombes qui tombèrent entre les deux enceintes de la place. Le 9 et le 10 l'ennemi continua son feu sur la ville, l'île de Holm et le camp de Zigankenberg ; quatre mortiers et une quarantaine de canons ou obusiers tiraient sans interruption, en même temps qu'une batterie placée à mi-côte sur le contrefort du Kœnigsthal lançait une très-grande quantité de fusées à la Congrève. Dix de ces derniers projectiles seulement arrivèrent dans l'intérieur de la place ; une partie éclata en l'air, et le plus grand nombre dans les fossés et sur les glacis. L'incendie s'étant manifesté au couvent des dominicains, converti en hôpital, on parvint à sauver la plupart des malades, qui étaient tous des prisonniers de guerre.

L'ennemi avait formé son attaque principale sur le faubourg avancé appelé Schottenhäuser, et sur les trois redoutes qui le couvraient, en même temps qu'une fausse attaque se dirigeait, des ouvrages en avant de Langenfurth, sur la porte d'Oliva. Après avoir été culbutés plusieurs fois en attaquant les ouvrages en avant de Schottenhäuser, les assiégeants parvinrent à s'y loger avec perte de plus de mille hommes.

Le 17, l'ennemi termina la construction et l'armement de

1813. Allemagne. toutes ses nouvelles batteries, qui commencèrent aussitôt à jouer. Plusieurs bombes arrivèrent dans l'enceinte, endommagèrent un magasin et mirent le feu à deux casernes. Le 18 le feu prit encore dans sept à huit endroits de la ville; mais on parvint à l'éteindre. Le bombardement, qui continua dans la nuit du 18 au 19 et tout le jour suivant, occasionna l'incendie complet de vingt-deux magasins et casernes ainsi que d'un grand nombre de maisons particulières; la perte pour les habitants fut estimée à neuf millions de francs. On réussit toutefois à sauver les magasins de vivres.

Un grand nombre d'habitants vinrent, dans la matinée du 20, supplier le général Rapp de leur permettre d'implorer la bonté du duc de Würtemberg en faveur de leur malheureuse ville, dont la ruine totale semblait la suite inévitable d'un pareil bombardement. Mais le gouverneur refusa cette demande, et permit seulement au sénat de prier le duc de laisser passer toutes les personnes qui désireraient se soustraire aux calamités dont la ville était accablée. Cette lettre fut envoyée, et pour toute réponse l'ennemi fit continuer le bombardement avec la même violence les jours suivants.

Cependant les Russes et les Prussiens renouvelèrent, pour ébranler la fidélité des troupes étrangères qui formaient une grande partie de la garnison, les tentatives dans lesquelles ils avaient échoué jusqu'à cette époque. Parmi les diverses proclamations qu'ils réussirent à faire parvenir dans la place, à l'aide des agents secrets qu'ils y avaient, celle du prince royal de Suède, adressée aux Saxons, produisit un effet funeste, en faisant connaître les revers éprouvés par la grande armée française en Silésie, en Prusse et en Saxe. Plusieurs soldats des troupes de la Confédération cédèrent enfin à l'influence de ces proclamations signées de généraux connus. La désertion, qui avait commencé à se manifester faiblement dans les premiers jours du mois, prit un accroissement inquiétant, et le gouverneur se vit obligé de n'employer au service extérieur que les troupes sur la fidélité desquelles il pouvait compter; les Bavarois furent de ce nombre, parce que le général Rapp jugea, d'après leur conduite, qu'ils méritaient son entière confiance.

Dans la nuit du 1er au 2 novembre, pendant que l'ennemi

attaquait en force les avant-postes de Schidlitz, de Stolzenberg et d'Ohra, défendus avec la plus grande valeur, le feu consuma, dans l'intérieur de la place, les magasins d'habillement, plusieurs casernes, les principaux hôpitaux, et une grande partie des approvisionnements de vivres. Ces malheurs irréparables, qui devaient avoir une si grande influence sur la défense, ne purent rien changer aux résolutions de l'intrépide gouverneur de Dantzig. Il continua à prendre toutes les dispositions nécessaires pour opposer la plus opiniâtre résistance à l'ennemi, qui paraissait déterminé à faire le siége du Bischofsberg.

1813. Allemagne.

Cependant un brave officier de la garnison, nommé de Chambure, avait sollicité et obtenu l'autorisation de former une compagnie franche de 100 hommes notoirement connus par leur intrépidité, leur constance et leur sang-froid. Cette troupe était destinée aux entreprises les plus périlleuses et les plus téméraires. Elle devait surprendre pendant la nuit les postes des assiégeants, s'introduire dans leurs tranchées, dans leurs camps, détruire leurs ouvrages sous le feu de leurs batteries, enclouer les pièces, intercepter les convois ; en un mot, tenter les coups de main les plus hardis et les plus décisifs. Le nouvel état des choses fournit bientôt à cette association de braves l'occasion de se signaler.

Le 3, l'ennemi ouvrit sa première parallèle, et le siége régulier commença. Le général Husson essaya de reprendre avec sa brigade le plateau du Stolzenberg ; mais les forces qu'il y trouva l'obligèrent de renoncer à son entreprise.

Tandis que les assiégeants poussaient leurs travaux en avant du Bischofsberg, le capitaine de Chambure, embarqué avec sa compagnie à Neufahrwasser, le 5 novembre, au milieu de la nuit, surprit les Russes au village de Bohnsack, mit le feu à des caissons de munitions, et détruisit plusieurs magasins. Ce coup de main, qui fit perdre à l'ennemi plus de 150 hommes tués ou blessés, ne coûta que trois hommes à la compagnie franche. Elle eut quelques jours après d'autres engagements non moins heureux, qui répandirent la terreur parmi les troupes assiégeantes. Celles-ci ne se crurent plus en sûreté dans leurs tranchées, ni derrière les palissades de leurs batteries. Les lieutenants Jaimebon, Rosay et Surimont étaient les dignes rivaux

1813. Allemagne. du capitaine de Chambure, dans ses expéditions audacieuses, qui rappelaient la valeur surnaturelle des flibustiers.

Peu de jours après l'incendie des magasins de vivres, le général Rapp avait expédié par mer son aide de camp, le capitaine Marnier, pour faire part à l'empereur de sa pénible situation.

Cet officier, dont la bravoure égalait l'intelligence, s'embarqua le 8 novembre à Neufahrwasser. Après avoir échappé, par bonheur et par sa présence d'esprit, à dix bâtiments de guerre que l'ennemi détacha à sa poursuite, il réussit à gagner Copenhague, où les derniers événements de la campagne le forcèrent à séjourner jusqu'après l'abdication de Napoléon et l'entrée de Louis XVIII à Paris, époque à laquelle il revint en France. Dans la traversée de Dantzig à la capitale du Danemarck, il avait rencontré deux bricks portant pavillon britannique ; il fit diriger sur l'un d'eux son petit bâtiment de guerre que commandait un courageux officier de marine, nommé Dumoutier. Bien que son équipage ne fût que de huit hommes, le capitaine Marnier n'hésita point à attaquer le navire ennemi, armé de quatre canons, avec vingt-cinq hommes d'équipage; au moment où il le prenait à l'abordage, son propre bâtiment disparut dans les flots. A la suite de ce brillant coup de main, le capitaine Marnier vogua pendant quatre jours au milieu d'un convoi anglais, dont le bâtiment capturé faisait partie, et essuya une tempête épouvantable avant de passer le Sund.

Le duc de Würtemberg prit occasion du départ de cet officier, dont il eut connaissance, pour renouveler au gouverneur de Dantzig la proposition qu'il lui avait déjà faite quelques jours auparavant, d'entrer en négociation pour la reddition de la place, l'assurant que le capitaine Marnier venait d'être pris, avec ses dépêches, par un cutter anglais. Cette circonstance mettant le prince entièrement au fait de l'état de la garnison de Dantzig et de toutes ses ressources, il ne pouvait se dispenser, disait-il dans sa lettre, d'engager le général Rapp à accepter des propositions, qui plus tard ne seraient pas aussi avantageuses. Il est superflu de rapporter la réponse noble et énergique du loyal gouverneur.

Enfin, tous les ouvrages extérieurs de la place ayant été successivement emportés l'un après l'autre, malgré la résistance toujours héroïque des assiegés, et les maladies produites par les fatigues excessives et par l'insuffisance de la nourriture ayant diminué de beaucoup le nombre des troupes de la garnison, déjà affaiblie par une désertion considérable, le général Rapp se vit forcé de capituler, le 29 novembre. Les conditions de ce traité étaient honorables : la garnison obtenait sa libre rentrée en France, sous la condition de ne pas servir jusqu'à l'échange. 1813. Allemagne.

Elle se composait, à cette époque de 8,859 Français, 3,626 Polonais, 2,371 Allemands, et de 1,676 Napolitains; en tout 16,532 hommes, dont 1,806 malades ou éclopés.

Aussitôt après la signature de la capitulation, les troupes évacuerent les ouvrages que le gouverneur était convenu de livrer; et le 4 décembre le colonel du génie Richemont [1], partit en courrier pour se rendre auprès de l'empereur Napoléon.

Le 12 les troupes bavaroises, wurtembergeoises et celles des autres princes de la Confédération sortirent de la place. Les Bavarois firent aux Français les adieux les plus touchants; ils avaient contracté au sein de l'adversité et au milieu des dangers une amitié fondée sur une mutuelle estime.

Une première colonne des éclopés de la garnison partit le 23 décembre; on se préparait le 24 à remettre les ouvrages de Weichselmunde et de l'île de Holm, ainsi que tous les magasins de la place, lorsque le général Rapp reçut une lettre du duc de Würtemberg qui lui annonçait que l'empereur Alexan-

1 « La bravoure du colonel Richemont, son zèle ardent et l'affabilité de son caractère lui avaient acquis l'estime et la confiance des officiers et des soldats, qui le connaissaient tous. Il n'y eut point d'opération importante dont il ne fît partie, point de missions délicates qui ne lui fussent confiées. L'estime dont il jouissait auprès du duc de Würtemberg, ses vues conciliantes, ses manières persuasives furent très-utiles à la garnison lors des négociations qui furent entamées avec les Russes, à l'époque de l'armistice du 10 juin. Il ne rendit pas de moins grands services, soit comme directeur des fortifications, soit dans le conseil du gouverneur, soit enfin dans les dernières négociations relatives à la reddition de la place. »

(*Relation du siège de Dantzig*, par le capitaine du génie, Dartois.)

1813. Allemagne. dre approuvait la capitulation du 29 novembre, à l'exception, toutefois, de ce qui concernait le retour en France. Le monarque russe ordonnait au duc de faire conduire la garnison de Dantzig, prisonnière de guerre, en Russie, jusqu'à son parfait échange. On peut juger de l'effet terrible que produisit l'annonce de cette violation d'un traité aussi solennel. Mais il fallut se soumettre à la force des circonstances. Un nouvel acte, qui ne différait du premier que dans les articles relatifs au retour en France, et aux Polonais et Westphaliens, qui durent être renvoyés dans leur pays, fut signé le 29 décembre. Le 2 janvier 1814 toute la garnison était sortie de la place; les officiers conservèrent leurs armes; les sous-officiers et soldats décorés de l'aigle de la Légion d'honneur purent garder leurs sabres [1].

Ainsi se termina le second siége d'une place que les Français défendirent avec la même valeur et le même dévouement qu'ils avaient apportés à sa prise en 1807. Réduits au nombre de 5,200, lorsqu'ils abordèrent le sol glacé de la Russie, ils supportèrent seuls, par l'abandon de toutes les troupes auxiliaires que l'ennemi renvoya dans leur patrie, le poids injuste de la plus douloureuse captivité.

A la fin de cette campagne, il ne restait plus à la France au delà du Rhin que les places de Hambourg, Magdeburg, Wittenberg, Custrin, Glogau, et les citadelles de Wurtzburg et d'Erfurth. Le général qui commandait dans cette dernière ville, ne se trouvant pas en état d'y soutenir un siége, s'était retiré, par suite d'une convention conclue le 20 décembre, dans la citadelle dite *le Petersberg*.

[1] Il resta dans les hôpitaux de Dantzig environ quinze cents malades, avec les chirurgiens et employés nécessaires pour les soigner. Le chef de bataillon Marquessac, sous-chef de l'état-major du général Rapp, fut nommé commandant de ce dépôt. Cet officier avait servi avec une grande distinction pendant tout le cours du siége.

LIVRE NEUVIÈME,

(SUITE).

CINQUIÈME COALITION.

GUERRE D'ITALIE.

CHAPITRE CINQUIÈME.

SUITE ET FIN DE L'ANNÉE 1813.

Situation défensive du royaume d'Italie. Le prince Eugène organise une armée d'observation. Mouvements de cette armée sur les frontières du royaume. Les Autrichiens envahissent les provinces illyriennes. Affaires de Villach, de Feistritz, etc. Suite des mouvements de l'armée française; déploiement de l'armée autrichienne; affaires de San-Marin; combats de Weichselburg, de Jelszane, de Fiume. Nouvelle organisation de l'armée d'Italie; mouvements des Autrichiens sur la Save et sur la Drave; affaires de San-Hermagor, de Tchermetz, de Zirknitz, etc. Retraite de l'armée d'Italie sur l'Isonzo; affaire de Saffnitz. Opérations dans le Tyrol; l'armée d'Italie continue sa retraite sur le Tagliamento; affaire de Volano. Combat de San-Marco; affaire devant Bassano; le vice-roi repasse la Brenta et l'Adige. Progrès des Autrichiens dans l'Istrie et en Dalmatie; prise de Trieste; dispositions prises pour la défense de Venise. Position et force de l'armée d'Italie sur l'Adige; mouvement vers Roveredo. Combat de Caldiero, combat de San-Michele; débarquement de l'ennemi vers les embouchures du Pô; reprise de Ferrare. Le roi de Naples met son armée en mouvement; dispositions hostiles de ce prince. Suite des opérations de l'aile droite de l'armée d'Italie. Combats de Rovigo et de Boara. Affaires d'Edolo et de Ponte-di-Legno. Nouvelles dispositions du prince vice-roi; progrès des Autrichiens dans la Romagne; débarquement des Anglais sur les côtes de Toscane. Les Autrichiens achèvent d'envahir la Dalmatie; prise de Zara, etc. Blocus de Venise; situation de l'armée d'Italie au 31 décembre.

Le prince Eugène avait quitté la grande armée française d'Allemagne dans les premiers jours de mai, afin d'activer en Italie la levée et la formation des troupes destinées à remplacer 1813. Italie.

1813. Italie. celles des trois corps successivement fournis par ce royaume pour les campagnes de 1812 et 1813. Nous avons déjà dit que, pour compléter celui qui était commandé par le général Bertrand, non-seulement on avait été obligé de faire marcher tout ce qui restait de soldats dans les dépôts, mais qu'on y avait encore ajouté les instructeurs, les ouvriers, enfin tout ce qui paraissait susceptible d'un service actif. Ainsi la conscription, qui devait recomposer les éléments d'une armée réduite à des quartiers-maîtres et à un très-petit nombre d'éclopés, ne pouvait plus que chercher en elle-même ses guides et ses instructeurs. Napoléon avait à la vérité renvoyé de Moscou en Italie un certain nombre de cadres de bataillons supprimés ; mais par suite des événements de la campagne, ces cadres, déjà diminués dans le trajet jusqu'aux frontières de l'Allemagne, se trouvaient renfermés dans la place de Glogau.

Mai. *Situation défensive du royaume d'Italie.* — Le 18 mai, le prince vice-roi d'Italie était de retour à Milan. Il s'y occupa de suite de l'objet de sa mission. Les instructions qu'il avait reçues pour la formation d'une nouvelle armée en Italie étaient pressantes, et ne laissaient aucun doute sur la promptitude avec laquelle l'empereur Napoléon en exigeait l'exécution ; mais les moyens manquaient pour remplir le cadre prescrit. Les corps qui devaient composer l'armée comptaient à peine une vingtaine d'individus de tous grades, présents, appartenant aux régiments anéantis dans la campagne de Russie : d'autres étaient des régiments provisoires, qui devaient venir de France, et dont la formation était encore sur le papier ; enfin, dans le tableau de la formation générale, le prince de Neuchâtel avait fait entrer des régiments croates, qu'on ne pouvait plus tirer de leur pays, et des Napolitains, que l'imprudent Murat ne devait bientôt plus faire servir que contre la France.

Les pouvoirs du vice-roi devaient être fort étendus, afin de parvenir à remplir les intentions de l'empereur ; aussi le furent-ils. Il se vit le maître d'organiser, d'après les résultats existants ou possibles, l'armée qu'il devait commander. Il disposa, indépendamment de la conscription du royaume, de celle des départements les plus voisins, c'est-à-dire des provinces ita-

liennes incorporées à l'empire français, et d'un petit nombre de départements situés à l'ouest et au pied des Alpes [1].

Dans l'intervalle qui s'écoula entre le retour du vice-roi à Milan et les premières hostilités de l'Autriche, la conscription du royaume et celle des départements français d'Italie se réunirent avec activité ; les cadres de divers régiments commencèrent à se remplir ; mais il manquait des officiers, des sous-officiers et des armes ; les dépôts et les magasins des corps étaient épuisés ; ceux de l'État ne pouvaient suffire à l'armement absolu d'une armée qui devait être au moins de 50,000 hommes [2]. A la vérité, Napoléon avait ordonné au ministre de la guerre de faire venir en poste, d'Espagne en Italie, trois cents officiers et sous-officiers ; et le vice-roi avait été autorisé à prendre les armes dans différents arsenaux, même jusqu'à Barcelone ; mais encore fallait-il le temps matériel pour pouvoir disposer de ces ressources.

L'activité du prince Eugène et le zèle des estimables agents qui le secondaient, tels que le lieutenant général Vignolle, son chef d'état-major, lui firent multiplier, pour ainsi dire, les faibles moyens qui lui avaient été donnés et créer des ressources qui eussent échappé à un chef ordinaire. L'habillement, réduit au strict nécessaire, fut confectionné en toute hâte ; les armes existantes furent réparées, et l'on en réunit de nouvelles trouvées à proximité. Les conscrits furent exercés

[1] « Cette dernière disposition, que la nécessité seule pouvait dicter et justifier, eut, il est vrai, l'effet direct qui en avait été le motif ; mais les événements qui se développèrent donnèrent à cette mesure des conséquences qu'il était sans doute difficile de prévoir alors, et qui devaient faire évanouir l'espérance des secours que la France pouvait tirer, pour sa défense intérieure, de l'armée d'Italie, devenue presque entièrement italienne. A l'époque où il aurait fallu peut-être que cette armée repassât les Alpes, les intérêts nationaux, s'ils n'avaient pas changé, s'étaient au moins partagés. L'honneur trouve sa véritable patrie sur la terre qui l'a vu naître, et qui couvre les tombeaux de ses ancêtres : les Toscans, les Piémontais, abandonnaient la leur pour defendre une terre étrangère. » (*Précis des operations de l'armée d'Italie*, en 1813 et 1814, par le lieutenant général Vignolle.)

On verra plus tard la preuve de ce raisonnement judicieux.

[2] Le prince major général Alexandre Berthier l'avait portée à 80,000 hommes, en y comprenant les troupes illyriennes et les Napolitains.

1813. Italie. avec persévérance, et fournirent parmi eux la plus grande partie des sous-officiers qui devaient les guider et les commander devant l'ennemi [1].

La formation de l'armée d'Italie, que Napoléon avait voulu accélérer pour tâcher de retenir le cabinet autrichien dans son alliance, était cependant, à l'époque de la déclaration de guerre de cette puissance, fort au-dessous du complet des cadres. Il importait à la politique de l'empereur des Français de chercher à inquiéter l'Autriche par la menace d'une armée formidable aux frontières de l'Italie. Ce moyen, tant de fois utile, n'aurait pas manqué son effet si les intérêts de la France et de son souverain eussent été ceux de tous les hommes qui servaient l'un et l'autre ; mais les alliés avaient déjà la mesure des forces réelles de l'empire français, et de la différence qui allait exister à l'avenir entre les projets et les ordres de Napoléon et leur exécution. Rien ne pouvait donc les empêcher de marcher à leur but.

L'armée d'Italie portée par un décret impérial, à sept divisions au complet, fut organisée sous cette forme, et figura aux yeux du public sous un cadre factice, et ce cadre devait prêter d'autant plus à l'illusion, qu'on y trouvait les numéros des régiments qui avaient été en Russie. Le prince Eugène reconnaissait bien le danger où allait le mettre la presque impossibilité de remplir un tableau exagéré. A la difficulté de compléter les corps qu'il avait sous ses yeux, se joignait le désavantage de devoir compter parmi ses forces disponibles les corps français dont la formation et l'arrivée en Italie dépendaient uniquement du ministre de la guerre, duc de Feltre.

Juin. *Le prince Eugène organise une armée d'observation.* — Tout en laissant marcher la force numérique et presque idéale que lui avaient prescrite successivement les décrets impériaux,

[1] « Lorsque l'armée entra en campagne, on vit des recrues, la plupart en veste et en bonnet de police, conduits par d'autres recrues, portant leurs cartouches dans leurs poches, combattre vaillamment et soutenir la réputation des corps auxquels ils appartenaient et dont ils n'avaient reçu en héritage que le nom seul. » (*Le général Vignolle.*)

N. B. Nous avons cru pouvoir, sans scrupule, faire de nombreux emprunts à l'excellent ouvrage de cet officier général, dont la réputation est connue. Il nous eût été difficile de puiser dans de meilleures sources.

le vice-roi s'était particulièrement occupé de l'organisation d'un noyau d'armée solide et qui pût se trouver prêt à repousser une invasion. 1813. Italie.

La première mesure qu'il prit fut de centraliser la formation du corps d'observation de l'Adige, déjà ordonnée par un décret de Napoléon, en date du 18 avril, et dont le commandement avait été d'abord confié au général Vignolle, chargé jusqu'alors du commandement des dépôts français stationnés en Italie. Ce corps était porté à trois divisions d'infanterie française, une italienne, et une division de cavalerie[1]. Le général Grenier avait ensuite remplacé le général Vignolle; mais le travail de ces deux chefs, qui s'était borné, en raison du peu d'espace de temps, à la préparation des cadres, fut continué activement par le prince. Il établit les points de réunion des troupes dans un cercle plus rapproché, afin de pouvoir incessamment tirer parti de tout ce qui se trouverait en état de combattre. Une des divisions françaises fut placée en première ligne, et s'organisa à Padoue, Trévise et Bassano; une autre fut mise en seconde ligne, à Vicence, Vérone et Roveredo; la troisième à Mantoue, Bozzolo Montechiaro; la division italienne à Brescia et aux environs; et enfin, la cavalerie à Crémone, Valeggio et Castiglione delle Stiviere.

Au mois de juin, le vice-roi reçut du ministre de la guerre de France l'avis que douze bataillons devaient se rendre en Italie, ce qui portait l'armée du prince à 76 bataillons; il la forma en cinq divisions, non compris celle de cavalerie; et comme dès cette même époque on pouvait prévoir la réunion de l'Autriche à la coalition, les troupes furent encore plus rapprochées des frontières orientales : elles occupèrent Udine, Cividale, Gemona, le pays entre Trévise, Bassano, Pordenone et Venise; une division de réserve se forma à Montechiaro; la cavalerie dut être placée entre Castiglione delle Stiviere, Mantoue et Vérone. Le vice-roi ajouta à ce cadre, les six bataillons de la garde royale, qui devaient se rendre à Brescia pour y former la réserve du quartier général.

L'état de situation n'était qu'illusoire, et bien au-dessus de

[1] Le roi de Naples devait fournir six bataillons et six escadrons.

1813. Italie.

la force réelle de cette armée. Il comprenait en effet, outre les troupes napolitaines et croates, plusieurs régiments qui n'étaient qu'annoncés, et bien loin de se trouver en Italie. Il n'y avait réellement dans ce royaume que soixante bataillons (y compris ceux de la garde royale) incomplets, en partie manquant d'armes, et composés de recrues non instruites.

Au 15 juillet l'armée ne se composait encore que de 72 bataillons incomplets, soit présents en Italie, soit en route pour s'y rendre; et la cavalerie sur laquelle on pouvait compter ne s'élevait pas au delà de douze escadrons. Le prince répartit le cadre en trois lieutenances, ou corps d'armée, et leur attribua les généraux qui devaient les commander [1].

[1] Voici le tableau de cette formation :

Le prince vice-roi d'Italie, général en chef.

Le général de division Vignolle, chef de l'état-major général.

Le général Saint-Laurent, commandant l'artillerie.

Le colonel Simon-Moydier, commandant le génie.

Première lieutenance (le général Grenier, commandant).

Première division, général Quesnel : — 12 bataillons et 18 bouches à feu	7,777 h.
Deuxième division, général Gratien : — 11 bataillons, 16 bouches à feu	8,200
Deuxième lieutenance (commandement vacant).	
Première division, général Verdier : — 11 bataillons, 18 bouches à feu	7,486
Deuxième division, général Marcognet : — 11 bataillons, 20 bouches à feu	7,189
Troisième lieutenance (général Pino. Troupes italiennes).	
Première division, général Palombini : 12 bataillons, 16 bouches à feu	9,562
Deuxième division, général Lecchi : — 12 bataillons (dont six de la garde), 16 bouches à feu	7,891
Réserve (général Bonfanti).	
Trois bataillons	2,469
Cavalerie (le général Mermet).	
Douze escadrons	1,800
A reporter	52,374

1813. Italie. Juillet. — Août.

Mouvements de l'armée d'Italie sur les frontières du royaume. — L'armée commença son mouvement en avant le 15 juillet, et le continua jusqu'à ce qu'elle fût au delà de l'Adige. La première lieutenance passa la Piave, ayant une division derrière la ligne de l'Isonzo, et l'autre sur le Tagliamento; la deuxième lieutenance occupa Vicence, Castel-Franco, Bassano et Feltre; la troisième vint à Vérone et Padoue, ayant une brigade détachée à Trieste, Fiume et Laybach; la cavalerie occupa Padoue et Trévise; la réserve resta à Montechiaro.

Jusqu'au 7 août, les troupes gardèrent ces positions sans avoir fait d'autre mouvement que celui de trois bataillons que le vice-roi envoya à Villach. Le 10, ce prince transporta son quartier général à Udine. L'artillerie de campagne fut mise à la suite des divisions, et l'armée commença à se déployer. Le 12 elle occupait les positions suivantes : la première lieutenance, c'est-à-dire les deux divisions sous les ordres du général Grenier, était concentrée entre Udine et Gorizia; les divisions Verdier et Marcognet, entre Codroipo et San-Daniele; la division Palombini vint se placer en avant de la forteresse de Palma-Nova; la garde royale resta en réserve à Pordenone, et la cavalerie s'établit à Latisana. L'armée continua, jusqu'au 16, son déploiement par la gauche. La division Gratien occupa Tarvis et Villach; celle du général Quesnel se tint en arrière de Gemona. Dans cette position, le prince vice-roi gardait les deux grands débouchés de l'Italie, par Laybach et Ponteba.

Cependant le gouvernement autrichien avait ordonné le rassemblement de l'armée destinée à agir en Italie. Le général

Report	52,374

Artillerie.

Réserve, 12 pièces de 12, six obusiers.
Grand parc, 6 pièces de 6, vingt obusiers.

Total général.	Hommes	52,374
	Chevaux	1,800
	Bouches à feu	130

N. B. Le nombre d'hommes disponibles ne pouvait être réellement compté au-delà de 45,000 hommes d'infanterie et 1,500 chevaux.

1813. Italie. Hiller, chargé du commandement en chef, concentra ses troupes à Wolkermarkt, dans les premiers jours d'août ; menaçant Villach par sa droite, il s'étendait par sa gauche jusqu'à Agram, où il avait deux divisions. Un des premiers soins du général en chef autrichien avait été de mettre sur le pied de guerre les régiments de la Croatie autrichienne [1] ; et il avait envoyé des agents dans la partie cédée à la France, pour disposer les habitants à un mouvement insurrectionnel qui pût faciler son invasion.

Instruit des menées de son adversaire, le prince Eugène se hâta de mettre son armée en mouvement vers cette province, dans l'espoir de prévenir l'invasion de l'ennemi, et afin de prendre la ligne de la Save, appuyant sa gauche aux sources de cette rivière, avant que les troupes autrichiennes ne débouchassent d'Agram. En conséquence, il établit, le 19, son quartier général à Gorizia, d'où il publia un ordre du jour par lequel il annonçait à l'armée qu'elle était appelée à partager les dangers et la gloire d'une nouvelle guerre avec l'Autriche.

Les troupes françaises continuèrent le même jour leur mouvement jusqu'à Adelsberg; les divisions du général Grenier s'étendaient le 20 de Wippach à Alben ; la division Palombini couvrait Trieste, et le général Lecchi avait une de ses brigades à Laybach.

Août. *Les Autrichiens envahissent l'Illyrie, la Croatie et la Dalmatie.* — Pendant ce temps, les Autrichiens étaient entrés en Illyrie. Le 17, au matin, deux colonnes passèrent la Save à Sizsek et à Agram, prenant leur direction sur Carlstadt et Fiume. Le général Jeanin, qui était dans la première de ces villes, fit des préparatifs de défense ; mais lorsque les habitants de cette partie de la Croatie virent que l'on allait couper le pont de la Kulpa, qui est sur la route d'Agram, ils s'insurgèrent. Abandonné par tous les soldats croates qu'il avait sous ses or-

[1] On sait que cette province est divisée en un certain nombre de districts ou arrondissements dont tous les habitants sont enrégimentés. La partie située sur la droite de la Save avait été cédée à la France par l'Autriche, et était alors comprise dans les provinces dites illyriennes. Napoléon lui avait conservé son organisation militaire.

dres, et menacé par la populace de Carlstadt, le général Jeanin se vit forcé de se retirer sur Fiume [1], avec une poignée d'hommes qui lui restaient. 1813. Italie.

L'insurrection que les Autrichiens venaient de fomenter en Croatie s'étendit bientôt, par les mêmes moyens, en Dalmatie, dans le pays de Raguse et aux bouches du Cattaro, où commandaient les généraux Montrichard, Roize et Gauthier. Ceux-ci n'avaient qu'un petit nombre de troupes italiennes et quelques bataillons croates, qui, par suite de l'insurrection de leur pays, loin de servir à la défense, contribuèrent, au contraire, à faciliter les succès ultérieurs des Autrichiens dans ces provinces.

Au 21 août la force de l'armée autrichienne qui s'avançait sur les frontières de l'Italie s'élevait à 60,000 hommes, savoir : 20,000 à Klagenfurt, 15,000 devant Cilly, 10,000 vers Neustadt et Treffen, 3,000 en marche sur Fiume, 6,000 se dirigeant sur la Dalmatie, 3,000 à Spital et Sachsenburg, et à peu près autant à Rastadt, sur les frontières du duché de Salzburg.

L'infériorité numérique de l'armée franco-italienne et plus encore l'inexpérience de la presque totalité des soldats qui la composaient ne permettaient pas au vice-roi de songer à une guerre offensive. Ne pouvant pas reprendre la ligne de la Save, que l'ennemi avait déjà dépassée, ce qu'il avait de mieux à faire était de prolonger la défense des frontières du royaume et de gagner assez de temps pour compléter la formation de son armée. La principale masse des forces autrichiennes était d'ailleurs à Klagenfurt et aux environs, et tout annonçait que l'intention du général Hiller était de forcer les positions de Villach et de Tarvis. Ce mouvement aurait débordé la gauche de l'armée d'Italie, et ouvert par le vallon de la Drave l'accès du Tyrol à l'ennemi. Le prince Eugène se décida donc à faire une contre-marche avec trois divisions, la garde royale et une brigade de cavalerie, en remontant l'Isonzo par Canale, Caporetto et Pletz. La division Palombini fut dirigée sur Laybach.

[1] Les employés de l'administration française furent très-maltraités par les insurgés; M. de Contades, intendant de la province, faillit même perdre la vie.

1813. Italie. Les divisions Verdier et Marcognet se réunirent dans le camp retranché de Tarvis; celle du général Quesnel se porta d'Arnoldstein sur Frukenstein, pour soutenir le général Gratien, qui était à Federaun et Hart.

24-29 août. *Affaires de Villach, de Feistriz, etc.* — Le général Gratien avait évacué Villach le 23; mais le lendemain ayant appris le mouvement du vice-roi, et sachant que le général Quesnel était déjà arrivé à Tarvis, il avait fait attaquer Villach par deux bataillons du 35e léger et un du 36e, sous les ordres du colonel Duché. Villach fut enlevé, et les trois bataillons français, dont la belle conduite fut citée à l'ordre de l'armée, firent 300 prisonniers. Toutefois, le colonel Duché reçut ensuite l'ordre de revenir à Federaun.

L'ennemi venait de jeter des ponts sur la Drave, à Roseck, et les avait fait couvrir par des ouvrages à la rive droite, ce qui décida le vice-roi à attaquer à la fois les deux points de Villach et de Roseck. Le général Gratien eut ordre de reprendre le premier; le général Quesnel marcha sur Roseck, et força l'ennemi à repasser la Drave et à détruire ses ponts; le général Verdier vint à Reckersdorf pour soutenir le général Gratien. Les troupes de ce dernier, au nombre de neuf bataillons, s'étant mises en mouvement de Federaun, le général en laissa le tiers en réserve aux bains, et attaqua vigoureusement Villach avec le restant. Les Français ne purent d'abord emporter que les faubourgs, mais le général Quesnel ayant chassé l'ennemi de Roseck, comme on vient de le voir, les Autrichiens évacuèrent Villach le 29, dans la matinée, après y avoir mis le feu. Le général Gratien y entra aussitôt, et le vice-roi vint y établir son quartier général [1].

Dans les derniers jours d'août les troupes de l'aile gauche de l'armée franco-italienne occupaient Villach, Federaun, San-Marein, Roseck et Wurtzen. Le vice-roi envoya son aide de

[1] A cette époque le prince fit quelques changements dans l'organisation de son armée. Le géneral Verdier prit le commandement de la 2e sous-lieutenance, et fut remplacé dans celui de sa division par le général Rouyer. La réserve du général Bonfanti fut augmentée de 2,000 hommes. Le total général des troupes s'élevait à 57,159 hommes; mais dans ce nombre se trouvaient plusieurs corps qui n'avaient pas encore rejoint l'armée.

camp, le général Giflenga, avec un parti, à Paternion, pour observer l'ennemi. 1813. Italie.

Cependant celui-ci achevait de déployer son aile gauche contre la droite de l'armée d'Italie. De Neustadt il envoya des reconnaissances à Weichselburg; le corps campé près de Cilly poussa des partis jusqu'au pont de Tshernuz, occupé par une brigade de la division Lecchi. Le 27, le général Nugent prit possession de Fiume. Le général Grenier avait évacué cette ville la veille pour se retirer à Scheplane; il y fut attaqué par les Autrichiens, qui le forcèrent à continuer sa retraite jusqu'à Materia.

Le 26 août, le général Pino avait fait attaquer par une brigade les retranchements que l'ennemi avait sur le mont Leobel; mais cette entreprise ayant échoué complétement, les Italiens battus s'étaient retirés d'abord sur Krainburg, et quatre jours après sur Zwischen-Wasser. C'est à la suite de cette retraite que le général Pino avait fait occuper le pont de Tshernuz. Le vice-roi, qui n'approuvait point ce dernier mouvement, donna l'ordre au général Pino de faire occuper Lohitsch par 3 bataillons, et de faire attaquer Krainburg par la brigade qui l'avait évacué. Cette attaque réussit, et le général Belotti s'établit, le 2 septembre, à Krainburg, avec le 3e régiment d'infanterie légère italienne.

Afin de s'assurer du passage de la Drave, qu'ils avaient perdu par la prise de Villach et la destruction des ponts de Roseck, les Autrichiens venaient d'élever des retranchements à Feistriz. De ce point ils pouvaient marcher directement sur Tarvis ou entrer dans la vallée de la Haute-Save, couper la communication entre les deux premières lieutenances et la troisième, et forcer ainsi l'armée franco-italienne à se retirer derrière l'Isonzo et les Alpes Juliennes. Cette considération décida le prince Eugène à rapprocher les troupes du général Grenier de Krainburg, et à faire attaquer les retranchements de Feistriz.

Le 6 septembre, à trois heures après midi, le prince vice-roi donna au général Grenier l'ordre de se porter en avant; celui-ci fit attaquer les retranchements des Autrichiens par les brigades des généraux Dupeyroux et Schmitz; celle du général Campi,

1813. Italie. franchissant tous les obstacles, marchait sur le revers des montagnes; les redoutes furent emportées avec impétuosité; l'ennemi fut culbuté et poursuivi jusqu'à plus de deux lieues l'épée dans les reins. A cinq heures, la position et les retranchements de Feistriz étaient complétement enlevés, et le général Grenier avait dignement rempli les ordres du prince vice-roi. La perte de l'ennemi dans cette affaire s'éleva à 350 hommes tués, 400 blessés, et 500 prisonniers. La perte des Franco-Italiens ne fut guère que d'une centaine de tués et de 300 blessés[1].

Septembre. *Suite des mouvements de l'armée d'Italie; déploiement de l'armée autrichienne; affaire de San-Marein; combats de Weichselburg, de Jelschane, Fiume, etc.* — Le 7, la division Quesnel occupa la position de Feistriz; les postes de droite s'étendirent jusqu'à Hohlenburg et un peu au-delà. Les communications entre cette division et celle du général Marcognet furent rétablies par le Leobel. Le 8, le quartier général était à Krainburg. Le général Belotti, qui y était avec le 3e léger italien, eut ordre de se rendre de nouveau au pont de Tshernuz, étendant sa droite jusqu'à Sallock. En même temps, le général Palombini, avec une brigade, dut prendre position à San-Marein, sur la route de Weichselburg. Ces dispositions n'étaient que le préliminaire de l'attaque projetée par le vice-roi sur Stein; elles devaient en outre contenir le général Nugent et l'empêcher de marcher sur Trieste. Trompé par de faux rapports, inquiété des mouvements qui se faisaient à sa droite, et de la présence d'un camp ennemi à Lippa, craignant d'être coupé de Gorizia et de Trieste, le général Pino crut et annonça au prince que les Autrichiens marchaient en force sur Trieste. Le vice-roi se vit donc forcé de suspendre son attaque sur Stein. Le général Palombini dut se porter, avec une de ses brigades, de Vochitz sur Adelsberg, poussant des reconnaissances jusqu'à Lippa. Le prince plaça aussi deux bataillons en avant de San-Marein, dans la vue d'inquiéter le détachement ennemi

[1] Le général Grenier fit, dans son rapport au vice-roi, une mention particulière des généraux Quesnel, Campi, Dupeyroux, Schmitz; des colonels Pegot (du 84e), Fontenelle, de Marzy; du chef de bataillon Fonvielle, et d'un grand nombre d'officiers, sous-officiers et soldats des 7e, 9e, 52e et 84e de ligne. Le brave chef de bataillon Charrier, du 9e régiment, avait été tué.

qui se trouvait de ce côté. Cependant le général Belotti, parti le 8 au matin de Krainburg, au lieu de suivre le cours de la Save par Perbacz et Flodnig, et de couvrir son mouvement par la chaîne des coteaux qui bordent cette rivière, se laissa tromper par ses guides, qui le menèrent beaucoup plus à gauche, sous prétexte de trouver un chemin plus facile pour l'artillerie; il prit donc par Fornig et Navreg, se dirigeant vers Mansburg et Fritzen, où il devait rejoindre la grande route. Ce mouvement imprudent l'amena en vue des camps ennemis de Stein et de Stob. A peine arrivé à la hauteur de Kaplafas, il fut attaqué brusquement par des forces très-supérieures, et culbuté sur les villages de Navreg et Utich. Sa colonne, formée du 3e léger italien, fut dispersée dans les collines après avoir opposé la plus vive résistance. Le général lui-même, blessé d'un coup de feu, demeura prisonnier avec 400 des siens; l'ennemi s'empara en outre de deux pièces régimentaires. 1813. Italie.

Cet échec, qu'il était impossible de prévoir, força de nouveau le prince vice-roi à suspendre son attaque sur Stein; les rapports du général Pino et du général Fresia annonçaient que l'ennemi se renforçait vers Fiume et ne tarderait pas à menacer les communications de l'armée par Gorizia et Fiume. Le général Pino, se croyant menacé de front par des forces imposantes, fit abandonner Adelsberg et rapprocha de lui le général Palombini. Le général Nugent profita de ce mouvement rétrograde en poussant des partis sur Adelsberg et Materia. Il se trouvait secondé d'ailleurs par l'insurrection de l'Istrie, organisée par un officier nommé Lazarich, et à laquelle les Anglais avaient abondamment fourni des fusils, de l'artillerie et des munitions.

Dans cette circonstance, le prince vice-roi, forcé de porter toute son attention à son extrême droite, résolut de se débarrasser du général Nugent, qui le menaçait de flanc. En conséquence, la division Palombini dut se porter sur Lippa, en même temps que le reste de l'armée se déployait dans le vallon de la Save, prolongeant son centre jusqu'à Laybach; le général Verdier, avec les divisions Rouyer et Gratien, fut chargé de la défense de la Drave, appuyant sa gauche à Paternion, sa droite à Feistriz et Hohlenburg, et plaçant deux

1813. Italie. bataillons à Villach, et son quartier général à Finkenstein. Le général Grenier, chargé de défendre la Haute-Save, établit la division Quesnel à Krainburg et Neumarkt, ayant deux bataillons sur le Leobel, en communication avec la droite du général Verdier; la division Marcognet fut placée devant Laybach, occupant le pont de Tshernuz, avec des postes à Salleck et à Kaltenbrunn.

Le 11 septembre, le prince vice-roi vint avec la garde royale et le quartier général à Laybach.

Cependant l'ennemi continuait ses mouvements sur l'aile droite de l'armée franco-italienne; toutes ses troupes paraissaient se renforcer sur ce point, tandis qu'il dégarnissait son centre. Les reconnaissances poussées par le vice-roi vers Cilly ne rencontraient que peu de troupes, tandis que celles qui étaient dirigées sur Weichselburg et Lippa étaient constamment arrêtées par des corps nombreux. Tout semblait donc indiquer que le général Hiller méditait une manœuvre par sa gauche, et qu'il avait renoncé à pénétrer en Italie par Tarvis, pour y entrer par Trieste et Gorizia. Ce fut le motif des fréquentes reconnaissances que le vice-roi fit faire sur San-Marein, et de l'obstination qu'il mit à y tenir une avant-garde. Le 13, la garde royale eut dans ce village un engagement avec les Autrichiens, qui remportèrent l'avantage.

Alors le prince, jugeant que l'intention des Autrichiens était non d'attaquer directement Laybach, mais bien de se porter directement sur Aldelsberg, laissa le 59e régiment au pont de Tshernuz, et fit marcher à San-Marein le reste de la division Marcognet. Les Autrichiens s'étant déjà retirés de ce dernier village, le général Jeanin poussa jusqu'à Weichselburg, y atteignit l'ennemi, l'attaqua et le força à se replier sur Treffen. La division française retourna ensuite devant Laybach. Le 16 septembre, l'ennemi ayant reçu du renfort, les avant-postes de la garde royale, placée à San-Marein, furent surpris, et ses bataillons, chargés à l'improviste, se virent contraints de rétrograder sur Laybach. Le prince vice-roi fit marcher alors des forces plus considérables sur ce point, pour arrêter le mouvement de l'ennemi. Le 17 la division Marcognet, relevée au pont de Tshernuz par

une brigade de la division Quesnel, marcha de nouveau sur San-Marein, où elle prit position.

Sur ces entrefaites, le général Pino avait achevé son mouvement sur Lippa avec la division Palombini. Le 14, le général Nugent fut attaqué à Jelschane, à quelque distance en avant de Lippa et battu avec perte de 300 hommes tant tués que blessés, d'une pièce d'artillerie et de 200 prisonniers. Le 15, la brigade Ruggieri, soutenue par la cavalerie du général Perreymond, marcha sur Fiume et en chassa l'ennemi, après lui avoir pris deux canons [1]. Après cette expédition, le général Pino, ayant laissé le 2e régiment de ligne italien devant Lippa, et envoyé le 3e sur Trieste, revint avec le reste de la division Palombini à Adelsberg. Le général Pino obtint la permission de quitter l'armée pour raison de santé, et fut remplacé dans son commandement par le général Palombini.

Le général Nugent, de son côté, ne voulant point s'exposer à une seconde défaite, se replia sur Castua, et de là sur Pisino, où il attendit le momemt de se porter en avant : aidé par les Anglais, qui bloquaient tous les forts, il prit en peu de jours les places de Pola, Capo-d'Istria et Monte-Maggiore.

Pendant que ces événements avaient lieu, le général Bonfanti, avec sa division de réserve, avait quitté Monte-Chiaro pour se rendre à Trente, où toutes ses troupes étaient réunies le 12 septembre, à l'exception d'un bataillon du premier régiment étranger qui était à Brixen avec une compagnie à Mühlbach. Le 11, cette compagnie ayant été attaquée par une avant-garde ennemie, la plupart des soldats qui la formaient désertèrent, les autres en petit nombre furent faits prisonniers. L'ennemi avança alors sur Botzen ; ce mouvement causa une telle inquiétude au général Bonfanti, qu'il abandonna Trente pour se rapprocher de Vérone ; toutefois, il revint dans cette première ville deux jours après. Le prince vice-roi, justement mécontent de la conduite de cet officier, lui retira le commandement de la division de réserve, qu'il donna au général Giflenga, l'un de ses aides-de-camp.

[1] L'archiduc Maximilien, qui se trouvait alors dans cette ville, eut à peine le temps de s'échapper en s'embarquant sur un vaisseau anglais commandé par l'amiral Freemantle.

1813. Italie Septembre.

Nouvelle organisation de l'armée d'Italie ; mouvements des Autrichiens sur la Save et sur la Drave. Affaires de San-Hermagor, de Tshernuz, de Czirknitz, etc. — Cependant le général en chef Hiller avait à peu près dégarni son centre, et manœuvrait par ses ailes ; sa droite ne paraissait pas encore destinée à agir, mais sa gauche continuait son mouvement avec activité, dans le but de masquer Laybach et de marcher sur Trieste ; d'autre part le vice-roi, instruit par ses reconnaissances que les Autrichiens avaient porté de fortes masses aux deux extrémités de leur ligne d'opérations, jugea convenable de leur opposer une disposition semblable, en rappelant à lui les troupes dont il pouvait disposer, sans dégarnir toutefois son aile gauche. En conséquence, l'armée d'Italie reçut une nouvelle organisation, et fut divisée en deux corps : celui de droite, sous les ordres du prince vice-roi en personne, et celui de gauche [1], commandé par le général Grenier. Ces deux corps occupaient les positions suivantes au 20 septembre : la division Quesnel était devant Laybach, la division Marcognet à San-Marein, la divison Palombini à Edelsberg, la division Rouyer entre Feistriz et Finkenstein, la division Gratien à la droite de Finkenstein, occupant toujours Villach et Paternion; la brigade Campi avait appuyé à gauche vers Neumarkt, et la division Giflenga était à Trente.

Le vice-roi avait décidé de faire attaquer le 21 le corps autrichien qui était à San-Marein. Cette attaque de front devait être exécutée par la division Marcognet et soutenue par un mouvement de flanc de la division Palombini ; mais le général Rebrovitz, prévenu de la défaite du général Nugent vers Fiume, et favorisé par un brouillard très-épais, se retira de grand matin. Le général Marcognet prit alors position en avant

[1] Voici leur composition et leur force respective :

Corps de droite : Divisions Quesnel, Marcognet Palombini ; division de cavalerie du général Mermet, 23,833 hommes et 70 bouches à feu.

Corps de gauche : Divisions Rouyer, Gratien ; une brigade détachée sous les ordres du général Campi ; réserve commandée par le général Giflenga, 23, 372 hommes et 50 bouches à feu.

N. B. La garde royale n'est point comprise dans cet effectif ; sa force était à peu près la même que dans les situations précédentes.

de Grosslup. Le 22, le général Jeanin, avec deux bataillons et un escadron, s'établit à Weichselburg : trop faible néanmoins pour attaquer l'ennemi, qui était à Posendorf, il se contenta de le faire observer par de fréquentes reconnaissances. Pendant ce temps, le reste de la division Marcognet s'avançait sur la route de Neustadt. En même temps, le général Palombini, ayant pris poste à Czirknitz et Studentz, envoya à Oberbruk le général Perreymond avec deux bataillons et un escadron : ce détachement poussa par Seissenberg des reconnaissances sur Posendorf. Le général Rebrovitz, se voyant menacé à la fois de front par le général Jeanin, et de flanc par le général Perreymond, quitta la position qu'il occupait. Une partie de sa troupe se retira sur Treffen, et l'autre vers Littay : il fut suivi des deux côtés dans cette retraite excentrique, et perdit quelques prisonniers. 1813. Italie.

Cependant comme le général Hiller, en manœuvrant à la fois sur Tarvis et sur la Haute-Save, menaçait de couper les deux ailes de l'armée d'Italie et de les isoler l'une de l'autre, le vice-roi fit replier le 23 la division Marcognet sur San-Marein, où elle se réunit et prit position; le général Palombini resta à Czirknitz et Studentz, la brigade de cavalerie du général Perreymond fut placée à Gross-Laschitz.

Le 25, une colonne autrichienne d'environ 3,000 hommes attaqua la tête de pont de Tshernuz, défendue par un bataillon du 84e de ligne français, un du 3e de ligne italien, et 100 chasseurs à pied de la garde. Après quatre heures d'un combat opiniâtre, l'ennemi fut contraint à la retraite, avec perte de plus de 400 hommes.

Dès le 12, pendant que le général Rebrovitz marchait sur San-Marein, le général en chef Hiller étendait ses troupes dans la vallée de la Drave, jusqu'au delà de Spital, menaçant de tourner Villach et de déborder l'extrême gauche de l'armée d'Italie. Le général Verdier, qui n'avait pas quitté le commandement de la seconde lieutenance, détacha à San-Hermagor le général Piat avec quelques troupes. L'ennemi profita de ce mouvement, qui en étendant le front de la seconde lieutenance affaiblissait nécessairement la ligne de défense. Le 18, le général Piat fut attaqué par des forces supé-

1813. Italie. rieures, et forcé de se retirer sur Tarvis, ayant perdu 200 hommes. Le lendemain le général Hiller, après avoir fait rétablir les ponts de Hohlenburg, passa la Drave, tandis que le général Frimont forçait le passage de Roseck. Le général Verdier, menacé par ses deux flancs, se hâta de retirer les troupes qu'il avait à Villach et Paternion, et concentra ses deux divisions entre Arnoldstein et Reckersdorf. Privé de ses communications avec les troupes qui étaient à sa droite, par la retraite des postes d'Assling et de Wurtzen, et craignant que l'ennemi, qui avait passé à Roseck, ne se fût jeté dans la vallée de la Haute-Save, pour le couper par Wurtzen, le général Verdier allait commencer son mouvement de retraite, dans la direction de Tavis; mais ayant été prévenu, par le général Grenier, que le vallon de la Haute-Save était occupé par la brigade Campi, il rentra dans sa position à Arnoldstein et Reckersdorf.

Quelques jours après, en conséquence de la nouvelle organisation de l'armée, la brigade du général Campi quitta sa position entre Neumarkt et Assling pour appuyer plus à gauche de Wurtzen. Les Autrichiens, de leur côté, maîtres de Villach, s'étendirent sur le Gail. A la faveur des nombreux passages que les Alpes Juliennes offrent entre Tarvis et San-Hermagor, ils inquiétèrent bientôt les postes que le général Grenier avait établis pour garder les débouchés de sa gauche; ils poussèrent même jusqu'à Ponteba, dont ils surprirent et enlevèrent la petite garnison. Le général Frimont, qui se trouvait maître des passages de la Drave entre Hohlenburg et Roseck, cherchait à augmenter la lacune qui existait déjà entre les deux corps de l'armée d'Italie. Le 23, le général Campi fut attaqué à Assling, et forcé de concentrer ses troupes à Wurtzen. Alors le général autrichien s'étendit entre Krainburg et Ratmansdorf, poussant des partis considérables dans le Frioul, jusque vers Tolmino et Caporetto.

En même temps que les Autrichiens tentaient de s'emparer du pont de Tshernuz, ils attaquèrent ce même jour 25 la brigade de cavalerie qui occupait Gross-Laschitz. Le général Perreymond, après avoir soutenu un engagement assez vif contre des forces très-supérieures, fut contraint de se replier sur la

division Palombini, qui se concentra à Czirknitz. Le 27, le général Palombini fut attaqué lui-même à Czirknitz par un corps de 9,000 hommes; sa division, qui ne comptait que 5,000 hommes présents sous les armes, après s'être défendue avec vigueur, fit sa retraite sur Maunitz, et de là sur Adelsberg, où elle prit position le 28. Ce combat coûta environ 300 prisonniers à l'armée d'Italie, presque tous du 2ᵉ de ligne italien. 1813. Italie.

Pendant que deux brigades autrichiennes se dirigeaient sur Adelsberg et Prevald, par Czirknitz, le général Nugent s'approchait des mêmes points par la route de Fiume; deux corps marchaient sur Laybach, l'un par Weicheselburg et l'autre par Cilly; en même temps, le général Hiller, maître de la vallée de la Save, depuis Neumarkt jusqu'à Assling, s'étendait jusqu'à Krainburg, et menaçait également Laybach de ce côté.

Dans cette situation, le vice-roi, n'ayant plus de communication directe entre ses deux corps d'armée, ne pouvait pas réunir des forces assez imposantes à Krainburg pour rejeter de ce côté l'ennemi derrière la Drave sans dégarnir et conséquemment compromettre les passages qui devaient, en cas d'événement, lui servir de voie de retraite. L'ennemi, qui paraissait menacer sérieusement Adelsberg, pouvait en outre forcer ce poste; par là l'aile gauche de l'armée d'Italie aurait été fortement compromise. A ces motifs s'en joignait un dernier, de la plus haute importance, qui devait changer la face des affaires et décider du sort de la campagne. Tout annonçait à cette époque un prochain changement dans la situation politique de la Bavière. L'armée bavaroise, campée sur les bords de l'Inn, n'avait fait aucune démonstration pour arrêter les Autrichiens qui s'avançaient en force dans les vallons de la Drave vers le Tyrol; cette inaction donnait à l'ennemi la facilité d'entrer dans les plaines de l'Adige; un corps autrichien avait déjà dépassé Lienz; les négociations qui amenèrent la convention de Nied étaient ouvertes et fort avancées, et l'instant où la Bavière se détacherait de la France livrerait le cœur de l'Italie à la merci des armées autrichiennes. L'armée franco-italienne se trouvant alors beaucoup plus éloignée du haut Adige que l'ennemi, courait les plus grands dangers,

1813. Italie. même pour repasser le Pô à son embouchure, et pour s'abandonner à la foi d'un allié qui négociait sa défection. Ces diverses considérations décidèrent donc le vice-roi à sortir sans retard du défilé à la tête duquel il se trouvait ; par là il se rendait plus maître de ses mouvements, mettait entre lui et l'ennemi ces mêmes défilés qu'il avait à passer pour rentrer en Italie, et prévenait le général Hiller sur l'Adige, sans toutefois lui donner, par une marche précipitée, les avantages que le général autrichien n'avait pu conquérir jusque-là par la force des armes. Les dispositions furent prises pour que le corps de droite vînt occuper la ligne de l'Isonzo.

Octobre. *Retraite de l'armée d'Italie sur l'Isonzo, affaire de Saffnitz.* — Le corps de droite commença son mouvement de retraite le 27 septembre : la division Marcognet quitta la position d'Ober-Laybach ; le quartier général s'était déjà rendu dans cette ville après avoir laissé dans le château une petite garnison de malades et d'éclopés. Le général Fresia, qui commandait en Illyrie, évacua Trieste le même jour [1]. Le corps de droite continua sa retraite par échelons, suivant la route de Gorizia. Les divisions Quesnel et Marcognet, marchant à une étape l'une de l'autre, par Adelsberg et Wippach ; la division Palombini, en se dirigeant de Prevald sur Senosechia et Opschina, poussa des patrouilles jusqu'auprès de Trieste, ce qui força l'ennemi à retirer ses postes. A Duino, la division reprit la route de Gorizia, où elle arriva le 5 octobre. Les Autrichiens, après avoir fait réoccuper Trieste, suivirent le mouvement de l'armée de tres-près; mais ils ne l'attaquèrent que deux fois : à Alben, le 30 septembre, et à Adelsberg, le 1er octobre. Dans l'une et l'autre rencontre, ils furent repoussés avec perte. Le 6 octobre, le mouvement du corps de droite fut achevé, et la division Quesnel fut placée en réserve derrière cette ville ; celle du général Marcognet, sur la rive droite de l'Isonzo, depuis Gradisca jusqu'en face de Gorizia ; la division Palombini s'étendit de Gradisca à la mer ; le quartier général du vice-roi s'établit à Gradisca.

[1] Le colonel Rabié, laissé avec une poignée de soldats dans le château de cette ville, capitula le 29 octobre, après une défense qui le couvrit de gloire.

Les ordres du prince portaient que le corps de gauche ferait son mouvement immédiatement après celui de l'aile droite. Le général Grenier, informé que les Autrichiens occupaient Tolmino et s'étendaient sur l'Isonzo, de Canale à Caporetto, commença dès le 4 octobre à réunir ses troupes devant Tarvis. Le 5 tout le corps de gauche était concentré dans le camp retranché de Tarvis, et le 6 il exécuta son mouvement rétrograde en échelons, par la vallée de la Fella. La division Gratien fut laissée dans le camp, qu'elle ne devait évacuer que le 8, afin de donner le temps de rejoindre à la brigade Campi, détachée à Caporetto pour garder le passage de Pletz.

1813. Italie.

Voulant hâter le mouvement de retraite du corps de gauche, ce que la supériorité numérique des troupes autrichiennes rendait facile, le général Hiller se décida à manœuvrer contre Tarvis. Le 7, il mit en mouvement quatre colonnes de huit à dix bataillons chacune. Deux de ces colonnes furent dirigées sur Weissenfels, la troisième sur Gogau sur la gauche de Tarvis ; la quatrième, avec quatre pièces de canon, partit de Feistritz et s'avança dans la direction de Saffnitz. Le général en chef ennemi espérait que le général Grenier, intimidé par ces diverses masses qui menaçaient ses dernières, se hâterait d'abandonner Tarvis ; mais il fut déçu dans son attente. Vers deux heures après midi, la colonne ennemie venant de Feistritz déboucha sur Saffnitz. Ce poste était gardé par trois bataillons des 42ᵉ, 102ᵉ et 131ᵉ de ligne, qui soutinrent le choc avec la plus grande résolution. Le combat dura jusqu'au soir ; mais enfin les Autrichiens, malgré leur supériorité numérique, furent battus et rechassés au delà de la montagne. Leur perte s'éleva à 600 hommes tués ou blessés, et une centaine de prisonniers. Les bataillons français n'eurent pas plus de 120 hommes tués ou blessés [1].

Les autres colonnes ennemies, qui ne devaient déboucher que dans le cas où l'attaque sur Saffnitz aurait réussi, ne se montrèrent pas. Toutefois, comme le mouvement rétrograde du

[1] L'adjudant-commandant Montfalcon, le major Vantier, du 102ᵉ ; les chefs de bataillon Dousse et Scharff, des 102ᵉ et 131ᵉ ; l'ajudant-major Catel, et le sergent de voltigeurs Lemoine, du 131ᵉ, se distinguèrent particulièrement dans cette affaire.

1813. Italie. corps de gauche était commencé, Tarvis fut évacué. Le lendemain, le général Grenier continua sa retraite en échelons par le vallon de la Fella, et le 11 octobre ses troupes se trouvèrent réunies dans la vallée du Tagliamento, au débouché de la plaine du Frioul. La division Rouyer prit poste à Venzone, et la division Gratien à Ospedaletto et Gemona. Depuis l'affaire de Saffnitz, l'ennemi n'avait plus inquiété le mouvement du corps de gauche. Le 13, le général Grenier fit pousser une reconnaissance afin de connaître la position des Autrichiens ; le général Schmitz ayant rencontré leurs avant-postes à Resutta, les attaqua et les culbuta sur Roccolada, en leur faisant une soixantaine de prisonniers.

Dès son arrivée à Gradisca, le prince vice-roi donna tous ses soins à recompléter son armée, numériquement affaiblie par le grand nombre de combats partiels qu'elle avait livrés depuis l'ouverture de la campagne. Bien que l'avantage fût presque toujours de son côté, le résultat n'en avait pas moins été une diminution sensible dans tous les corps. Mais cette conséquence inévitable de la guerre de postes et du système défensif adopté par le vice-roi, avait atteint, sous un autre rapport, le but que ce prince s'était proposé. Les jeunes soldats de l'armée d'Italie s'étaient familiarisés avec les fatigues de la guerre, leurs forces physiques pouvaient désormais seconder le courage qui les animait; habitués aux privations, à la dicipline, il était possible de donner à chaque corps un nombre de conscrits sans en diminuer la valeur. Mais la conscription italienne pouvait seule remplir les cadres dont le vice-roi se proposait d'augmenter son armée. La situation des affaires en Allemagne ne lui laissait aucun espoir d'obtenir des secours actifs de la France. Les moments étaient précieux, il n'y avait pas un instant à perdre ; la Bavière venait d'abandonner les aigles françaises ; sa défection était connue, et bientôt l'armée franco-italienne allait être forcée de se rapprocher des débouchés du Tyrol. Le vice-roi se hâta d'employer toutes les ressources qui étaient en son pouvoir : dès le 5 octobre un décret, daté de Gorizia, ordonna la formation d'une division de réserve qui devait se réunir à Vérone. Un autre décret, du 11, prescrivit la levée de 15,000 conscrits. Les finances d'Italie devinrent également l'objet de ses

soins ; une proclamation pleine d'énergie engagea les Italiens à réunir tous leurs efforts pour la défense de la patrie. 1813. Italie.

Dans le même temps la garnison de Palma-Nova fut augmenté de trois bataillons ; celle de Venise dut être portée à 12,000 hommes ; la défense de cette place, dont le général Seras était gouverneur, fut divisée, pour le service de terre, en quatre arrondissements sous les ordres du général de brigade Dupeyroux, du contre-amiral Duperré, et des généraux Schitt et Daurier ; la défense maritime resta tout entière au contre-amiral Duperré.

Redoutant l'effet moral que ne manquerait pas de produire sur les nouvelles levées la retraite de l'armée d'Italie derrière l'Adige, retraite que les circonstances rendaient inévitable et prochaine, le prince vice-roi résolut de garder la ligne de l'Isonzo jusqu'à la dernière extrémité. Douze jours suffisaient pour terminer les opérations relatives au classement et au départ des conscrits ; le prince, calculant le circuit que l'armée autrichienne serait forcée de décrire pour arriver à Vérone par Trente, jugea qu'il pouvait rester derrière l'Isonzo le temps nécessaire à la mise en activité de ses nouveaux soldats.

Opérations dans le Tyrol ; l'armée d'Italie continue sa retraite sur le Tagliamento. — Nous devons maintenant rappeler l'attention du lecteur sur les événements qui avaient eu lieu dans le Tyrol pendant les divers mouvements que nous venons de décrire. Le général Giflenga, arrivé le 21 septembre à Trente, se dirigea le même jour, avec sa divison, sur Brixen. Les Autrichiens s'étaient retirés en arrière de cette ville, après l'affaire de Mühlbach, que nous avons rapportée plus haut. Ce détachement ennemi était trop faible pour avoir pu songer sérieusement à se maintenir dans une position aussi éloignée de son armée. N'occupant Mühlbach que pour couvrir le mouvement d'une forte colonne qui s'avançait par Lientz, il avait posté une avant-garde de 600 hommes vers Aicha, sur la route de Brixen. Le 25 septembre, le général Giflenga s'avança sans obstacle jusqu'à cette dernière ville. Le même jour, le général Mazuchelli, à la tête de l'avant-garde, attaqua l'ennemi à Aicha, et le culbuta. Les Autrichiens se retirèrent sur Prunecken, où ils prirent position en avant de la ville. Le 28, Octobre.

1813. Italie. le général Giflenga les attaqua de nouveau, les battit encore et les força de se replier sur Nieterndorf et Toblach. Un nouvel engagement eut lieu le 5 octobre ; l'avant-garde ennemie fut repoussée sur Nieterndorf avec perte de 300 hommes hors de combat et 25 prisonniers. Mais le général Fenner, arrivé à Toblach avec sa division, renforcée d'un bataillon et d'un escadron, que lui avait envoyés le général Hiller, attaqua à son tour la divison italienne. Divers petits combats eurent successivement lieu à Percha, Prunecken et Mühlbach ; l'avantage fut presque toujours en faveur des troupes italiennes. Toutefois, le général Giflenga, ne voyant pas la possibilité de résister, avec 1,500 hommes qui lui restaient, à un corps de 8,000 hommes qu'il avait devant lui, fit sa retraite sur Botzen, et de là sur Trente. Le 15, se voyant au moment d'être attaqué par les Autrichiens, qui l'avaient suivi pas à pas, il se retira sur Volano, où il prit position. Le 16, le général Fenner entra à Trente, et commença le blocus du château, où la division italienne avait laissé 400 hommes de garnison.

En apprenant la retraite du général Giflenga et l'invasion de l'ennemi dans le pays de Cadore, le vice-roi se décida à étendre son armée en échelons vers l'Adige. Le 17, le général Palombini reçut l'ordre de partir sur-le-champ avec la brigade Galimberti pour se rendre à Conegliano et y attendre les ordres du général Grenier, qui devait le suivre ; l'autre brigade de cette division se réunit à Palma-Nova, d'où elle devait occuper la tête de pont du Tagliamento, près de Codroipo, et couvrir la droite du mouvement de l'armée. Le général Grenier quitta la position de Venzone et d'Ospedaletto, avec les divisions Rouyer et Gratien, pour passer le Tagliamento et s'approcher de Feltre et de Bellune. Le mouvement du centre et de la droite de l'armée autrichienne indiquait au vice-roi que l'ennemi, maître de Trente et de Bellune, ne manquerait pas de porter d'abord des troupes sur la gauche de l'armée d'Italie, pour inquiéter de flanc sa marche sur Vérone. Le prince pensait qu'en détachant le général Grenier avec deux divisions, dont la marche précéderait celle de l'armée de trois jours, il forcerait le général Hiller à retirer ses corps avancés dans le Tyrol, et à les rapprocher de la grande masse de l'armée au-

trichienne, qui n'était pas encore arrivée à Prunecken. Dégagé sur sa gauche et tranquille sur ses communications avec Vérone, n'ayant d'ailleurs devant lui que l'aile gauche ennemie, forte de 25,000 hommes, il était certain, avec les trois divisions qui lui restaient, de prendre une position derrière la Piave, et d'y tenir quelques jours. Il ne devait y arriver que lorsque le général Grenier, en position devant Bassano avec ses deux divisions, aurait déjà couvert la ligne de marche qu'il devait parcourir. Le 19, le prince vice-roi commença à dégager le front de son armée, en mettant en mouvement la gauche ; le général Quesnel rallia la brigade Campi, qui faisait partie de sa division, à Cividale ; la brigade Soulier prit poste à Ospedaletto, pour remplir le vide qu'avait causé le départ du corps de gauche ; la division Marcognet, quittant les bords de l'Isonzo, se concentra à Cormons ; la cavalerie du général Bonnemain (seconde brigade du général Mermet [1]) dut rejoindre le général Grenier ; le quartier général et la garde furent à Gradisca : le 23, le quartier général était à Udine. Le général Soulier, ayant reçu le 24 l'ordre de se replier sur San-Daniele, fut attaqué a l'improviste par les généraux Mayer et Vecsey. Forcés dans leurs positions, après une vigoureuse résistance, les bataillons français effectuèrent leur retraite en bon ordre, et presque sans perte, sous la protection du fort d'Osopo. Le 25, le général Soulier passa le Tagliamento, et s'établit à Spilimbergo. Le 26 le vice-roi était à Valvasone, et le 30 l'armée se trouvait sur la Piave, et le quartier général à Spreziano.

1813. Italie.

Pendant ce temps, l'ennemi assuré, le 24, que le vice-roi abandonnait la ligne de l'Isonzo, fit passer la rivière à son avant-garde, partie à gué, partie sur de petits bateaux, et s'occupait sans retard de faire réparer les ponts de Gorizia et de Sagrado. Le 25, tout le corps autrichien du général Radivojevitsch passa l'Isonzo, et prit position sur la Torre, en avant de Cormons, et dans la direction de Palma-Nova ; une brigade investit cette dernière ville. Le général Nugent était toujours à Trieste, où, aidé par l'artillerie de l'escadre

[1] Elle se composait du 31e régiment de chasseurs, récemment arrivé à l'armée, et du 4e de chasseurs italiens.

1813. Italie. anglaise qui était en rade, il faisait depuis le 15 le siége de la citadelle.

Octobre. *Combats de Volano et de San-Marco ; affaire devant Bassano ; le vice-roi répasse la Brenta et l'Adige.* — Nous avons laissé le général Giflenga dans sa position de Volano, en arrière de Caliano : il s'y était fortifié, autant que la faiblesse de ses moyens le lui avait permis. Cependant, comme il n'avait pas assez de troupes pour occuper en force le val Fulgaria, il risquait d'être tourné de ce côté. Les Autrichiens, connaissant la partie faible de cette position, se présentèrent le 26 sur deux colonnes, l'une pour attaquer de front par Volano, et l'autre de flanc, en se dirigeant sur Serada, où le général Mazuchelli avait été placé pour couvrir la droite de la division. Les attaques de l'ennemi furent d'abord repoussées avec succès par les troupes postées à Volano ; mais le général Mazuchelli ayant été forcé à Serada, et obligé de se replier sur Roveredo, il fallut abanbonner aussi la position de Volano. La division fit sa retraite en bon ordre, et s'établit à Serravalle. Dans cette affaire, le général ennemi fut blessé et mis hors de combat. Le 27, le général Giflenga attaqua à son tour les troupes qui avaient pris position à San-Marco ; c'étaient celles du général Fenner, alors remplacé par le général Vlasitsch. La division franco-italienne obtint d'abord l'avantage ; mais le général Vlasitsch, ayant reçu des renforts envoyés par le général Sommariva, commandant l'aile droite de l'armée autrichienne, alors en mouvement vers le Tyrol, un bataillon italien lâcha pied, jeta ses armes, et mit le désordre dans les troupes voisines. L'ennemi gagna alors du terrain, et ce ne fut qu'avec les plus grands efforts que le général Giflenga parvint à rallier ses troupes et à mettre quelque ordre dans sa retraite. Il s'arrêta le soir en arrière d'Ala, et y prit position. Les Autrichiens le suivirent, et occupèrent la ville. Le 28, le général Giflenga continua sa retraite sur la Chiuza, où il prit position sur les deux bords de l'Adige, occupant Rivoli, et ayant des postes avancés à la Corona et à Ferara. A la première nouvelle de l'évacuation de Trente [1], le général Palombini, qui se dirigeait

[1] Le château de Trente, vivement pressé et canonné pendant plusieurs jours, se rendit le 31 octobre, au général autrichien Suden.

sur Conegliano avec la brigade Galimberti, avait reçu l'ordre de se rendre à Vérone, pour soutenir la retraite du général Giflenga, et il était arrivé dans cette ville le 27. 1813. Italie.

Comme le mouvement du général Palombini sur Vérone découvrait entièrement Bassano, le général Grenier, arrivé le 25 à Postuma, continua son mouvement le 26, et vint prendre position en avant de Castel-Franco, la division Gratien à San-Zenone, la division Rouyer à Rossano, la brigade de cavalerie du général Bonnemain à Bessega. L'ennemi était en position devant Bassano, faisant face à Castel-Franco. Vers le soir, il y eut entre les deux avant-gardes une légère escarmouche, sans avantage marqué de part ni d'autre. Des rapports exagérés présentaient les forces de l'ennemi comme trois fois plus nombreuses qu'elles ne l'étaient réellement. Le 27 et le 28 se passèrent donc en reconnaissances. Le 29 les Autrichiens se décidèrent à prendre l'offensive, et firent occuper Casoni, afin d'intercepter les communications entre les deux divisions franco-italiennes, qui se trouvaient à une distance de près d'une demi-lieue. Le général Bonnemain, placé à Bessega pour couvrir la communication entre Rossano et San-Zenone, pouvait ainsi être déposté par une brusque attaque, et une des divisions fortement compromise. En conséquence, le général Grenier résolut de faire reprendre Casoni. A cinq heures du soir, le général Bonnemain partit de Bessega avec un bataillon du 7e régiment, deux compagnies du 9e de ligne, et un escadron du 31e de chasseurs [1] ; un autre escadron du même régiment fut dirigé par Cassola pour prendre l'ennemi en flanc. Le chef de bataillon Fonvielle, du 7e de ligne, arrivé devant Casoni, attaqua ce village, et l'emporta après la plus vive résistance ; la nuit mit fin au combat : la cavalerie ramassa quelques prisonniers, et rouvrit les communications entre Rossano et San-Zenone. Le lendemain l'ennemi, ayant voulu reprendre Casoni, fut battu, et forcé de se retirer sur Bassano. Outre une centaine de prisonniers, sa perte fut assez considérable en tués et en blessés.

[1] Ce régiment, sous les ordres du colonel Desmichels, se distingua fréquemment dans le cours de cette campagne. Le colonel Desmichels s'était déjà fait connaître de la manière la plus honorable dans la guerre d'Espagne.

1813. Italie. Le prince vice-roi, arrivé le même soir, de sa personne, à Rossano, résolut de ne pas laisser longtemps l'ennemi en possession de Bassano, d'où il pouvait inquiéter la marche de l'armée, et surtout le passage de la Brenta, puisqu'il ne restait plus aux troupes franco-italiennes pour effectuer leur passage que le pont de Fontaniva. Sous un autre rapport, l'intention du prince n'était point de livrer bataille sur les bords de la Piave; non qu'il craignît le résultat d'un combat, mais parce qu'il ne voulait pas être suivi de trop près, afin de pouvoir compléter la garnison de Venise, et faire passer, ainsi qu'il l'avait résolu, le grand parc de l'armée par Padoue et par Legnago.

Le général Grenier reçut l'ordre de s'emparer de Bassano. Le lendemain 31, vers midi, la pluie qui tombait presque continuellement depuis trois jours, ayant un peu cessé, les 2e et 3e divisions, et la cavalerie du général Bonnemain marchèrent en avant sur trois colonnes; celle de gauche se dirigea par la route de Casoni; celle de droite, que commandait le prince vice-roi en personne, déboucha par la route de Musolente; et celle du centre dut marcher par la route latérale de Bassano à Castel-Franco; la garde royale fut laissée en réserve en avant de Poggiano. L'ennemi, en position devant Bassano, avait sa droite à Rezzonico; sa gauche à San-Giacomo, avec une avant-garde à Casa-Negri, et des postes avancés vers Rosa et Casoni. Rien ne put contenir l'impétuosité des trois colonnes franco-italiennes; avant la nuit les Autrichiens furent culbutés sur tous les points. Ils cherchèrent vainement à se défendre dans Bassano pour couvrir leur retraite, qu'ils avaient commencée aussitôt que les progrès de la colonne de droite leur avait fait craindre d'être coupés. Cette retraite se fit en désordre, partie dans la vallée de la Brenta, et partie vers Rubio sur la route d'Asiago. La perte de l'ennemi s'élevait à environ 500 morts, 300 prisonniers et une pièce de canon. Le soir, la colonne de droite du général Grenier prit poste à Cavallino, et les autres dans Bassano, où le prince vice-roi se rendit également.

Le 1er novembre, les divisions françaises qui étaient sur la Piave, depuis le 30 octobre, continuèrent leur mouvement sur

l'Adige, en se dirigeant sur Legnago et Verone; la division Marcognet (quatrième), prit la route de Trévise et de Padoue, afin de couvrir le mouvement du grand parc d'artillerie, qui fut dirigé sur Vallegio. Les divisions Quesnel, Rouyer et Gratien dépassèrent Castel-Franco et Vicence. Le 4 novembre le quartier-général fut établi à Vérone, où se trouvait la division Palombini, envoyée dans cette ville sur les instances réitérées du général Pino [1], qui n'avait cessé de se croire dans le danger le plus imminent et de réclamer du secours. A cette époque finit le mouvement de l'armée d'Italie de l'Isonzo à la ligne de l'Adige, où elle prit position ne laissant à la rive gauche que quelques troupes pour couvrir Vérone. Le général Bonnemain, avec trois bataillons d'infanterie et sa brigade de cavalerie, fut chargé de former l'arrière garde.

1813. Italie.

Le prince vice-roi ayant appris à Bassano le résultat de l'affaire Volano, conçut le projet de forcer le corps autrichien de Fenner à reculer dans les vallées de l'Adige; par là il attirait nécessairement l'attention de l'ennemi sur Roveredo, et l'empêchait de se porter sur Brescia pour inquiéter les derrières de l'armée; mais dans ce cas il importait avant tout de retarder la marche des colonnes ennemies qui s'avançaient par Castel-Franco et Bassano. En conséquence, le général Bonnemain reçut l'ordre de ralentir, autant que possible, la marche de son arrière-garde, et de détruire tous les ponts derrière lui. Ceux de Bassano, Fontaniva, sur la Brenta, furent rompus, et successivement tous ceux de l'Alpon et des nombreux torrents qu'il faut passer entre Vicence et Villanova. Le général Bonnemain resta en position derrière l'Alpon pendant la journée du 5; le 6 seulement il s'établit à San-Martino, avec des avant-postes à Vago, et sa réserve à San-Michele. Les pluies continuelles qui tombaient depuis quelque temps avaient tellement grossi les rivières, que l'ennemi ne put inquiéter ni même suivre l'arrière-garde. Ce fut le 8 seulement que le corps du général Radivojevitsch arriva sur l'Alpon, ayant sa gauche vers Lonigo et sa droite à Villanova.

[1] Le général Pino avait été chargé d'organiser dans cette ville six bataillons de réserve, qui devaient être tirés, en majeure partie, des compagnies départementales.

1813. Italie. Pendant que l'aile droite de l'armée autrichienne prenait position à Vo près d'Ala, le général Hiller, avec les troupes du centre, était venu se remettre en front de celle d'Italie; il avait le 12 son quartier-général à Vicence.

Octobre. *Progrès des Autrichiens en Istrie et en Dalmatie; prise de Trieste; dispositions pour la défense de Venise.* — Vers le même temps le général Nugent poussait le siége de Trieste; cette place ne capitula qu'à la dernière extrémité. Le 22 octobre, les Anglais et les Autrichiens emportèrent un des ouvrages avancés les plus importants, dit la vieille poudrière. Une batterie de brèche put alors être établie au second assaut. Le fort tint cependant jusqu'au 31; mais alors, toutes les défenses étant ruinées, la garnison, qui jusque-là avait insisté sur la condition d'une simple évacuation, fut contrainte de se rendre prisonnière de guerre. L'ennemi ne fut pas moins heureux en Dalmatie. Le 16 octobre il était maître des bouches du Cattaro et des forts Espagnol, de Castel-Nuovo, Perasto et Saint-Georges, que les troupes croates lui livrèrent sans coup férir. Le 30 le général Tomasilsch enleva la ville de Knin. Le 2 novembre la garnison croate de Sebenico se révolta, assassina son commandant, et livra la place aux Autrichiens. Spalatro, assiégé par une petite escadre anglaise, capitula le même jour. D'autre part, le général Csisvitsch resserra de plus en plus le blocus de Palma-Nova, et prit successivement tous les petits forts qui se trouvent le long de la mer, depuis l'embouchure de l'Isonzo jusqu'à celle de la Piave, à l'exception toutefois de celui de Grado, qu'il ne pouvait assiéger.

La garnison de Palma-Nova avait été complétée avant que l'armée d'Italie ne repassât le Tagliamento; celle de Venise reçut également un renfort lorsque l'armée eut repassé la Piave. La défense maritime des lagunes venait d'être achevée; des divisions de prames, batteries flottantes, chaloupes et bateaux canonniers avaient été stationnées dans tous les canaux qui pouvaient offrir un accès à l'ennemi. Toutes les entrées de ces mêmes canaux avaient été barricadées avec des pieux et des estacades flottantes; cette première ligne de défense était protégée par le feu des bâtiments de guerre. L'artillerie de

cette flottille s'élevait 336 bouches à feu de toutes espèces et de tous calibres. Outre cet armement, le plus fort qui ait jamais existé à Venise, on mit en construction un certain nombre de barques de chaque espèce, afin de suppléer aux pertes qu'on pouvait essuyer, et en même temps pour prévenir les émeutes que l'inaction et la misère des ouvriers aurait pu causer. La garnison, en y comprenant les malades de l'armée que le vice-roiy avait fait entrer, ne comptait que 8,000 hommes de troupes de terre, dont 6,000 en état de combattre. Les troupes pour le service de la marine étaient au nombre de 3,200 hommes. 1813. Italie.

Position et force de l'armée d'Italie sur l'Adige; mouvement vers Roveredo. — En arrivant sur l'Adige, l'armée d'Italie se trouvait considérablement diminuée de sa force primitive. La nécessité de compléter les garnisons des places qu'on laissait à découvert en se retirant, avait amené la distraction d'un certain nombre de bataillons. Ceux qui restaient étaient affaiblis par les nombreux combats qu'ils avaient déjà soutenus et par la désertion, qui commençait à se manifester alors parmi les soldats des départements que l'armée venait d'abandonner. Le vice-roi se détermina à supprimer la division Gratien, qui était la plus faible, et à la fondre dans les autres. Le nombre des bataillons fut en même temps diminué, et les cadres de ces bataillons supprimés, renvoyés sur les derrières pour s'y remplir par la conscription. L'armée ainsi réduite à quatre divisions, fut répartie en deux lieutenances sous les ordres des généraux Grenier et Verdier, chacune formée de deux divisions. Le prince y ajouta deux corps détachés, un sur chaque aile. Celui de droite fut chargé de la défense du Bas-Adige, et celui de gauche de garder les vallées qui aboutissent sur Brescia et Bergame. L'armée réunie le 6 novembre à la rive droite de l'Adige, présentait une force totale de 32,000 combattants, avec 80 bouches à feu. Elle occupait par sa droite Zevio, Ronco, Legnago; par sa gauche, Bussolengo, Rivoli, la Corona. Le quartier général était à Vérone. Le corps détaché de droite s'étendait depuis Legnago jusqu'à Roverchiaro; le corps détaché de gauche partait de Dezenzano et s'étendait jusqu'à Salo, et dans les vallées du Brescian. La cavalerie était éta- Novembre.

1813. Italie. blie à Isola Porcarizza, San-Pietro près de Legnago et San-Giovani Lupatolo. La réserve d'artillerie à Goito et Roverbella, le grand parc à Valeggio.

Le 9 novembre, un parti autrichien ayant pénétré dans le Val Trompia, s'avançait vers Brescia. Le général Giflenga se porta avec une partie de son corps au-devant de l'ennemi, le battit et le força à repasser les monts. Le même jour, le vice-roi se mit en mouvement sur Roveredo avec la 2e lieutenance, dirigeant la division Palombini par la rive droite et la division Rouyer par la rive gauche. Le général Darnaud ayant rencontré l'ennemi en position à Ossenigo, l'attaqua et le força à la retraite. Le général Palombini, de son côté, trouvant les Autrichiens retranchés à Belluno, les en chassa et les poussa jusqu'au-delà de Mama, sur Avio. Le 10, la division Rouyer enleva les positions retranchées de Vo, de Struzzina et d'Ala; le corps du général Fenner fut poursuivi en désordre jusqu'à Marani. A l'autre rive, le général Palombini emporta les retranchements de Campagnola, après un combat assez opiniâtre, et repoussa les Autrichiens jusqu'à Pilcante. Mais le 11 le vice-roi, informé que l'aile gauche des Autrichiens avait déjà dépassé Vicence, et menaçait ses derrières par Caldiero, replia les deux divisions Rouyer et Palombini sur leurs premières positions. Son dessein avait été, par son mouvement offensif, d'appeler l'attention de l'ennemi sur Roveredo, et de l'obliger à rappeler les troupes qu'il faisait filer vers Brescia. La perte de l'ennemi dans ces différentes affaires fut de près de 800 hommes hors de combat et de 600 prisonniers; celle des Franco-Italiens ne s'éleva pas au delà de 250 hommes tués; le général Verdier était au nombre des blessés.

Le 10, un vaisseau anglais débarqua à l'embouchure de la Piave cinq cents Autrichiens et Anglais qui s'emparèrent du fort de Cortelazzo, et le lendemain de la redoute de Cavalino. Le même jour, le colonel Desmichels échangea quelques coups de carabine avec une reconnaissance qu'il rencontra sur le chemin de Caldiero; le 12, 3 bataillons et 2 escadrons ennemis, avec 4 canons, attaquèrent les avant-postes de l'armée à Vago. Une compagnie de voltigeurs et un piquet de 50 chevaux du 31e de chasseurs tinrent ferme derrière le canal et

donnèrent le temps au général Bonnemain d'envoyer 4 compagnies du 53e et un obusier à leur secours; l'ennemi fut rejeté sur Caldiero. 1813. Italie.

Combat de Caldiero. — Cependant l'aile gauche de l'armée autrichienne était arrivée en présence. Une division forte de 14,000 hommes avait déjà pris position à Caldiero et sur les hauteurs de Cologrola, et s'y était fortement retranchée. L'intention de l'ennemi paraissait être d'attaquer Vérone et d'emporter de front le passage de l'Adige. Le prince vice-roi résolut de déjouer ces projets, en prenant l'initiative de l'attaque. S'il réussissait à chasser l'ennemi de la belle position de Caldiero, le même but qu'il s'était proposé dans l'expédition d'Ala se trouvait atteint : il forçait le général en chef autrichien à manœuvrer, et le laissait livré à une incertitude toujours préjudiciable dans la guerre offensive; en un mot, il gagnait du temps, et c'était un grand avantage pour lui. 15 novembre

Les dispositions d'attaque sur Caldiero avaient été faites pour le 14; mais le mauvais temps fit retarder le mouvement jusqu'au lendemain. Le 15, la division Marcognet et la brigade de cavalerie du général Bonnemain, avec seize bouches à feu, débouchèrent de Vago sur la grande route, se portant sur la position de Caldiero. La division Quesnel, débouchant par la Fontana, dirigea sa brigade de droite sur Colognola et celle de gauche sur Illasi, afin de déborder la droite des Autrichiens et de tourner Caldiero. Cette division ayant à agir dans un terrain montueux ne devait avoir avec elle qu'un escadron et une demi-batterie. Le général Mermet, avec la brigade de la division Rouyer, la brigade de cavalerie Perreymond, et six bouches à feu, déboucha de San-Martino, se dirigeant sur Rotta, afin de tourner la gauche de l'ennemi, et d'arriver sur ses derrières par Cassoletto et Villa-Bella. Le général Rouyer, avec sa seconde brigade, devait soutenir le général Marcognet. Le vice-roi, laissant deux bataillons de la garde royale à Vérone, en envoya deux en réserve à San-Martino. Un bataillon du 14e léger fut placé à Pojana, à l'entrée du val Polisella.

L'attaque commença à sept heures du matin. La brigade Jeanin (de la division Marcognet) prit à gauche de la route,

1813. Italie.

et ayant fait replier tous les postes de l'ennemi se présenta devant les retranchements dont il s'était couvert, sur les hauteurs de San-Pietro, à gauche de la poste de Caldiero. La brigade Deconchy se dirigea sur le mamelon qui est à droite de la route. Le général Jeanin ayant fait emporter les hauteurs de San-Pietro par une brusque et vigoureuse attaque du 53e régiment, et continuant son mouvement en avant, se trouva avoir bientôt dépassé le mamelon de Caldiero, défendu par le régiment de Jellachisch. Ce mamelon, principale position de l'ennemi, était en même temps vivement attaqué par la brigade Deconchy. Le général Jeanin, poursuivant ses succès, se rabattit dessus avec une partie de ses troupes, et le prit à revers. Le régiment ennemi [1] se voyant attaqué de flanc et presqu'à dos par le 53e régiment, que le général Jeanin conduisait en personne, fut obligé d'abandonner ses retranchements, ce qui ne put se faire sans quelque désordre. En même temps un peloton du 31e régiment de chasseurs, gravit l'escarpement du côté des bains, et chargea sur la troupe autrichienne pendant que la brigade Deconchy entrait de front dans les retranchements, et que la brigade Jeanin culbutait tout ce qui cherchait à lui opposer quelque résistance. Le régiment de Jellachisch perdit beaucoup de prisonniers et presque toutes ses armes.

Dès que les deux positions avancées eurent été enlevées, le général Bonnemain put déboucher par la grande route et dépasser la division Marcognet. Au-delà des mamelons, le général Bonnemain mit son artillerie en batterie à demi-portée de fusil des retranchements ennemis. Le feu de ces pièces, principalement dirigé sur la troupe en position sur les hauteurs de Colognola, força bientôt les Autrichiens à abandonner leur poste, et permit à la division Quesnel d'achever son mouvement sur Colognola. Cette division dépassa alors le village, et poursuivant l'ennemi de position en position, le renversa jusque sur les hauteurs de Soave et de Monteforte, où il se reforma. Le

[1] Le régiment de Jellachisch avait la réputation d'être un des meilleurs de l'armée autrichienne; ce qui doit ajouter sans doute un nouvel éclat à la gloire dont se couvrirent le général Jeanin et le 53e régiment dans le combat de Caldiero.

centre des Autrichiens, qui tenait la grande route, poussé également la baïonnette dans les reins, fut rejeté au delà de l'Alpon; là il se rallia derrière une brigade de grenadiers en position au pont de Villanova. Le général Bonnemain suivit l'ennemi sur la grande route jusque près de ce pont, et le renversa chaque fois qu'il voulut se former. Arrivé à Villa-Bella, il engagea une cannonade très-vive avec les batteries autrichiennes placées sur la digue de gauche de l'Alpon. Le général Grenier mit alors à la disposition du général Bonnemain six autres bouches à feu, que celui-ci plaça à sa gauche, les diririgeant sur les hauteurs de Soave. La droite des Autrichiens, qui s'étaient reformés sur ce point, toujours menacée de front par la division Quesnel, et prise alors en flanc par cette nouvelle batterie, se décida à la retraite, et se replia au delà de l'Alpon derrière Monteforte. Quoique le centre et la gauche de l'ennemi eussent déjà exécuté leur mouvement rétrograde, la canonnade se prolongea cependant jusqu'à la nuit. La perte de l'ennemi fut d'environ 1,500 hommes hors de combat, 900 prisonniers et deux pièces de canon. L'armée franco-italienne ne perdit pas au-delà de 500 hommes. Elle en avait eu 11,000 d'engagés, et les Autrichiens 18,000 [1].

1813. Italie.

La journée du 16 fut employée à relever les blessés et à détruire les ouvrages de l'ennemi ; le 17, l'armée retourna à Vérone.

Combat de San-Michele. — Le 18, les Autrichiens restèrent dans leurs positions de Colognola et d'Illasi, et attaquèrent Vago en forces. Poussant des reconnaissances vers Lavagno, la brigade Jeanin, qui était restée en position derrière le torrent de Vago, les contint pendant quelque temps ; mais le général Marcognet, qui occupait San-Martino avec la brigade

18 novemb.

[1] Nous voudrions pouvoir citer le nom de tous les braves qui se signalèrent dans cette affaire. Les 20e, 42e, 84e, 53e et 102e régiments d'infanterie; le 31e de chasseurs à cheval, la 4e compagnie du 4e régiment d'artillerie légère, se conduisirent avec leur bravoure accoutumée. Le général Grenier s'empressa de payer un juste tribut d'éloges à la brillante valeur et aux talents que deployèrent les généraux Jeanin et Bonnemain, les colonels Grosbon et Desmichels, le commandant d'artillerie de Collière, le chef de bataillon Moreau, conduisant les voltigeurs, et le capitaine d'artillerie Faure.

1813. Italie. Deconchy, voyant que l'ennemi portait ses principales forces dans la direction de Lavagno et de Montorio, craignit une attaque de flanc, et concentra la brigade Jeanin à San-Martino, faisant occuper Montorio par 2 bataillons du 101e régiment. Le 19, l'ennemi se mit en mouvement pour attaquer l'avant-garde de l'armée. Les avant-postes, en raison de leur faiblesse, furent aisément repliés; tandis qu'une brigade autrichienne, soutenue par deux régiments nouvellement arrivés, parvenait, après un combat opiniâtre, à faire évacuer Montorio aux deux bataillons du 101e, qui occupaient ce village. Le vice-roi, voyant Montorio occupé par l'ennemi, et jugeant que la position de San-Martino, dominée de toutes parts, n'était pas tenable par une seule brigade, donna l'ordre au général Marcognet de faire replier la brigade Jeanin sur San-Michele. Alors le général Hiller ayant réuni toutes ses forces, se porta en masse sur ce dernier village. Les Autrichiens attaquèrent avec confiance les 7 bataillons[1], formant toutes les forces que le général Jeanin avait à sa disposition; mais ils furent repoussés, et toutes leurs attaques échouèrent. Vers le soir, deux bataillons du premier régiment étranger vinrent prendre part à la dernière réception qui fut faite à l'ennemi. Le combat se soutint avec acharnement jusqu'à la nuit fermée, sans que les Autrichiens pussent forcer le général Jeanin à quitter sa position. Alors ils se décidèrent à la retraite. L'ennemi employa trente-un bataillons et presque deux régiments de cavalerie, c'est-à-dire au moins 25,000 baïonnettes, contre les sept faibles bataillons du général Jeanin et les deux du premier régiment étranger, qui tous ensemble ne présentaient pas plus de 4,000 hommes. Il perdit dans cette journée 1,100 hommes mis hors de combat, et 200 prisonniers. Le général Jeanin n'eut pas moins de 760 hommes tant tués que blessés.

Le 20, la brigade Jeanin, qui avait beaucoup souffert dans les combats précédents, rentra à Vérone, et fut remplacée par la division Rouyer, que le prince vice-roi crut devoir placer en entier à San-Michele. La brigade Deconchy resta à Ronco.

14-27 nov. *Débarquement d'un corps d'Autrichiens et d'Anglais vers*

[1] Ces 7 bataillons appartenaient aux 20e, 53e, 101e et 102e régiments.

les embouchures du Pô; reprise de Ferrare sur l'ennemi. — 1813. Italie.
Sur ces entrefaites, le général Nugent, à la tête d'un corps de trois mille hommes, partie Autrichiens, partie Anglais, Calabrois ou déserteurs italiens, avait débarqué le 15 près de l'embouchure du canal de Mesola, entre Goro et Volano. Après s'être emparé de ces deux forts, il se dirigea sur Ferrare. Les dépôts qui étaient dans cette place l'avaient évacuée; le général autrichien y entra sans difficulté le 20, et prit position en avant de la ville, poussant ses avant-postes jusqu'à Malalbergo. Ce mouvement, peu important d'ailleurs par lui-même, pouvait cependant devenir très-préjudiciable à l'armée d'Italie, en ce qu'il l'obligeait à étendre son front pour couvrir les départements situés à l'embouchure du Pô et sur la mer Adriatique. Dès le 17, au premier avis du débarquement du général Nugent, le prince vice-roi avait envoyé le major Merdier, du 42e, avec trois bataillons, pour couvrir Ferrare ou reprendre cette ville, si l'ennemi en était déjà maître. Le 22, les Autrichiens firent quelques préparatifs en face de Ronco dans le dessein apparent de passer l'Adige sur ce point. La brigade Jeanin reçut, en conséquence, l'ordre de se rendre à Isola-Porcarizza, en seconde ligne de la brigade Deconchy; mais le prince jugea, par la prise de Ferrare, que ce mouvement n'était qu'une fausse démonstration tendant à couvrir ceux que l'ennemi ferait sur le bas Adige. Il se décida donc à envoyer des troupes vers Rovigo pour soutenir la colonne du major Merdier; le général Deconchy reçut l'ordre de partir le 24 avec une brigade d'infanterie et le 3e régiment de chasseurs à cheval italien.

Cependant le major Merdier ayant passé le Pô à Ostiglia, était arrivé le 25, avec sa petite colonne, à Malalbergo; le 26 il marcha sur Ferrare, culbuta tous les postes de l'ennemi, les rejeta sur la ville, et ne fut arrêté que par le feu des remparts. Pendant ce temps un escadron du 31e chasseurs, que le général Deconchy avait envoyé en reconnaissance sur Ferrare, surprit et enleva à Occhio-Bello, les avant-postes ennemis. Le général Nugent, se voyant menacé de flanc et de front, crut prudent de se retirer; il évacua donc Ferrare dans la nuit, et se retira à Mesola. Le 27, au matin, le major Merdier entra dans la ville.

1813. Italie.

Ce même jour, le prince vice-roi fit sortir une reconnaissance de Legnago, sous les ordres du général Mermet, afin de connaître les forces que l'ennemi avait laissées devant cette place. Les avant-postes autrichiens furent repoussés jusqu'à Bevilacqua, et perdirent une soixantaine de prisonniers. Dans cette affaire, le vice-roi fut atteint d'une balle à la cuisse.

Derniers jours de novembre.

Le roi de Naples met son armée en mouvement; dispositions hostiles de ce prince. — Vers la fin du mois de novembre, le prince Eugène reçut du général Miollis, gouverneur de Rome, l'avis de la prochaine arrivée d'un corps de troupes napolitaines qui devait se rendre dans la haute Italie. La première division, commandée par le lieutenant général Carascosa, et forte de quatre régiments (huit bataillons) d'infanterie, deux de cavalerie et huit bouches à feu, devait arriver à Rome du 25 novembre au 2 décembre; la 2e division, sous les ordres du lieutenant général Ambrogio, était de neuf bataillons d'infanterie et de huit bouches à feu; elle se dirigeait, par les Abruzzes, sur Ancône, où elle devait arriver du 2 au 4 décembre; la division de la garde, commandée par le lieutenant général Millet, était de cinq bataillons, huit escadrons et seize bouches à feu. Elle se dirigeait sur Rome, marchant après la division Carascosa.

Placé sur le trône de Naples par Napoléon, Joachim Murat ne se croyait plus enchaîné alors ni par les liens du sang, ni par ceux de la reconnaissance. Quatre jours après la bataille de Leipzig, il avait pris congé de son suzerain en vassal cauteleux, sous le prétexte d'aller presser dans ses États la levée des nouveaux bataillons qui devaient entrer dans la formation de l'armée du vice-roi, et organiser lui-même une armée assez respectable pour interdire aux troupes autrichiennes et anglaises l'invasion non-seulement de son royaume, mais encore de tout le sol italien. Séduit par l'exemple et les succès du guerrier français appelé à la succession du trône de Suède, l'ingrat Joachim, à peine arrivé dans sa capitale, avait entamé des négociations avec les ennemis de la France, sans cesser toutefois de protester de sa fidélité à remplir ses engagements envers l'homme auquel il devait sa fortune. Des conseillers dont l'ambition seule égalait la perfidie, triomphèrent de l'irrésolution

où le tenait encore un reste de pudeur politique et, disons-le, d'attachement à sa patrie. Il osa concevoir le téméraire projet de jouer en Italie le rôle de Bernadotte en Allemagne. Peut-être n'eût-il pas échoué dans ses desseins, peut-être eût-il échappé pendant quelques années encore à la catastrophe qui devait terminer une carrière jusque-là si brillante, si la science de la politique lui eût été aussi familière que le métier des armes. Mais ce monarque *improvisé*, d'un caractère naturellement faible et facile à dominer, avait plus d'emportement que d'énergie, plus de vivacité que de vigueur, plus de désir de paraître grand aux yeux du vulgaire que de volonté ferme de le devenir. Sur un champ de bataille, la passion de la gloire animait son cœur et conduisait son bras. Là, jamais la moindre hésitation, jamais le plus léger indice d'incertitude. Dans le cabinet, livré à lui-même, avec des conceptions dont sa première éducation et la vie tumultueuse des camps n'avaient point agrandi la sphère, il était incapable de se soustraire à l'influence de quelques individus qui avaient su capter sa confiance en flattant les travers de son cœur et de son esprit. Il ne savait ni prendre un parti de lui-même, ni suivre, après l'avoir pesé, un conseil profitable.

1813. Italie.

A l'époque où nous sommes arrivés, rien d'officiel, cependant, ne transpirait encore sur la détermination de Murat, et Napoléon lui-même était loin de soupçonner la fidélité de son beau-frère, de son compagnon d'armes. Le gouvernement napolitain, en annonçant l'arrivée prochaine des troupes qu'il devait joindre à l'armée d'Italie, demandait que la libre disposition des magasins de vivres et de munitions lui fût accordée dans les places dépendantes du royaume. Le ministre de la guerre de l'empire français avait obtempéré à cette demande pour les départements romains et toscans; le prince vice-roi crut devoir y accéder également.

Le passage des troupes napolitaines s'effectua ainsi qu'il avait été annoncé, mais on remarqua de plus une division forte de huit bataillons, qui n'avait pas été comprise dans le premier tableau de mouvement, et que commandait le lieutenant général Pignatelli Cucchiara. La marche de ces troupes fut lente et dura tout le mois de décembre. Le roi de Naples, qui

1813. Italie. attendait le résultat de ses négociations avec les alliés, mettait avec intention de longs intervalles entre les marches des différentes colonnes, et les généraux avaient l'ordre de prolonger autant que possible leur séjour dans chaque ville. Les quatre divisions napolitaines formaient un total de 30 bataillons et 16 escadrons au grand complet, ayant à leur suite 50 bouches à feu. La force des troupes françaises, dans la 30e division militaire [1], ne montait à cette époque qu'à 4,000 hommes, dont 2,500 seulement en état de servir activement. Ces troupes étaient réparties à Civita-Vecchia, au château Saint-Ange et sur la côte.

7 novembre décembre. *Suite des opérations de l'aile droite de l'armée d'Italie; combats de Rovigo et de Boara.* — Cependant le général Deconchy, que nous avons laissé à Ronco avec sa brigade, s'étant avancé, le 27 novembre à Fratta et Villanova, envoya des reconnaissances sur Rovigo, que l'ennemi venait d'évacuer, fit occuper Lendinara, et se lia, par des postes intermédiaires, sur la rive droite de l'Adigetto, avec celui de Badia. Informé, pendant la nuit du 28 au 29, qu'un détachement du corps ennemi chargé du blocus de Venise s'était porté à Boara pour y passer l'Adige, le général français marcha sur ce point, et ayant dépassé Rovigo, il se trouva en présence du général Marschall, qui occupait Boara avec des forces supérieures. N'ayant point d'artillerie avec lui, le général Deconchy ne crut pas devoir tenter l'attaque qu'il avait projetée, et se retira sur Fratta et Villanova, ensuite sur Trecenta, pour y attendre des renforts en hommes et en artillerie.

Il reçut le 1er décembre un bataillon du 106e régiment et deux pièces de canon, ce qui le décida à marcher de nouveau sur Rovigo et Boara, afin de couper la communication entre le général Marschall et le général Nugent, qui s'était dirigé sur Crespino pour y passer le Pô. Il s'avança donc, le 2 et le 3, par les deux rives de l'Adigetto, dans la direction de Rovigo, passant pas Villanova et Villa della Costa. Il ne tarda pas à rencontrer l'ennemi. Trois bataillons que le général Marschall avait placés en échelons à Villanova, à Villa della Costa et à

[1] Les États romains.

Villa di Roverdière, furent successivement culbutés, bien que le général français n'eût avec lui que deux bataillons et deux escadrons. L'ennemi, battu, fut obligé de repasser l'Adige en désordre. Un bataillon qui était à Lendinara fut contenu par deux compagnies du 106e, parties de Badia pour rejoindre à Villanova. Toutefois la faiblesse de la colonne que le général Deconchy avait avec lui, et dont le nombre n'excédait pas de beaucoup celui des prisonniers qu'elle venait de faire, l'obligea à se replier encore le même soir sur Fratta et Villanova, au lieu de rester en position à Boara, ainsi qu'il l'eût fait s'il avait eu des forces plus considérables à sa disposition. La perte de l'ennemi s'éleva à 400 hommes hors de combat, et 900 prisonniers, dont un major et 12 officiers. Celle des Français fut d'une trentaine de morts et de 120 blessés.

Le prince vice-roi, jugeant que l'intention du général en chef autrichien était de se rendre maître du passage de Boara et de Rovigo, afin de communiquer avec le général Nugent, qui devait s'avancer dans la Romagne, et de compléter en même temps le blocus de Venise, se décida à envoyer une division tout entière sur le bas Adige. Le 6, le général Marcognet, avec les 8 bataillons qui lui restaient, vint prendre position entre Lendinara et l'Adige, appuyant sa gauche à Rocca Sabadina, et se liant par ses postes de droite avec la brigade Deconchy à Villanova. Par suite des combats du 15, du 18, du 19 novembre et du 3 décembre, la division Marcognet se trouvait réduite à moins de 5,000 combattants. L'ennemi occupant la tête du pont de Boara-Polesine, Conca di Rame et Rovigo, avait des forces presque doubles.

Le 8 décembre, le général Marcognet ayant laissé en réserve à Lendinara, un bataillon du 106e régiment, se mit en mouvement sur trois colonnes. Celle de gauche, commandée par le général Jeanin, se dirigea par Lusia sur Conca di Rame; celle du centre prit la direction de Villa del Bornio, pour suivre ensuite la rive gauche de l'Adigetto. Le général Deconchy, formant la colonne de droite, devait suivre la rive droite du même canal. A peine la colonne de gauche était-elle arrivée devant Conca di Rame, qu'elle se trouva fortement engagée avec l'ennemi; elle fut même obligée de plier. Mais le général

1813. Italie. Marcognet, qui se trouvait alors à sa hauteur, vers Gronpo, avec la colonne du centre, lui ayant envoyé un bataillon du 53e de ligne, le combat se rétablit, et après une lutte opiniâtre, l'ennemi fut forcé d'abandonner Conca di Rame, laissant une partie de son détachement entre les mains du vainqueur ; il se retira sur Boara. La colonne du centre et celle de droite, continuant leur mouvement, chassèrent l'ennemi de Rovigo, et le forcèrent à rentrer dans la tête de pont qu'il avait construite à Boara et devant laquelle le général Marcognet prit position.

Ce combat avait cessé à la nuit ; mais vers les dix heures les Autrichiens, ayant reçu des renforts, firent une sortie vigoureuse, et forcèrent les troupes qu'elles avaient devant elles à se replier sur Rovigo. Le général Marcognet, se voyant en présence de forces supérieures et désespérant de faire repasser l'Adige à l'ennemi, se décida à la retraite. Le 9, il prit position à Villanova et Fratta, appuyant sa gauche à Rocca Sabatina. Cette affaire coùta plus de 600 hommes à la brigade Jeanin. Le 53e de ligne souffrait beaucoup ; le brave colonel Grosbon, qui le commandait, fut blessé. Le 10, la division Marcognet continua sa retraite et prit position à Trecenta, Villa Canda, Salvaterra et Lendinara. Le 11, le vice-roi la fit replier en arrière de Castagnaro, sa gauche vers la Villa-Bartolomeo, sa droite à Trecenta. Une tête de pont fut établie en face de Castagnaro.

Après que le combat de Boara eut livré le passage de l'Adige à l'armée autrichienne, le général Nugent, voyant ses communications assurées, quitta sa position de Mesola, et arriva le 10 à Ravenne. Ce général adressa, de cette ville, une proclamation aux peuples d'Italie, leur promettant *la paix, la liberté, le souverain bonheur*, sous le gouvernement paternel de la maison d'Autriche. Quelque exagérées que fussent les expressions de cette proclamation, elle ne laissa pas de rallier un grand nombre de mécontents. L'insurrection commença à se propager dans les montagnes entre Faenza et Rimini [1].

[1] « Pendant la campagne de 1813, les proclamations étaient devenues à la mode en Italie, et s'y sont conservées même longtemps après, malgré le ridicule que leur donnaient les exagérations et l'inconvenance de la plupart. Anglais, Russes, Prussiens, Autrichiens, généraux, officiers, sous-officiers,

Affaires d'Edolo et de Ponte-di-Legno. — Tandis que ces événements avaient lieu à la droite de l'armée d'Italie, une colonne autrichienne venant du Tyrol avait passé le mont Tonal et s'avançait sur Edolo, se dirigeant sur Brescia par le val Camonica. Le général Giflenga y fit marcher un bataillon du 16ᵉ de ligne, en même temps qu'un détachement de troupes de la Valteline, sous les ordres du colonel Neri, se portait, par les montagnes, de Tirano à Edolo. Le 7, l'ennemi attaqué par le colonel Neri, fut battu et repoussé au delà des montagnes, ayant perdu 200 hommes tués et blessés ou égarés dans les neiges, 100 prisonniers, ses bagages et ses munitions. Une seconde tentative que les Autrichiens firent dans la nuit du 27 au 28 sur Ponte-di-Legno, n'eut pas plus de succès. Le colonel Neri les battit encore et les força de se retirer dans le val di Gale.

1813. Italie. Décembre.

Nouvelles dispositions du prince vice-roi ; progrès des Autrichiens dans la Romagne ; débarquement des Anglais sur les côtes de Toscane, etc. — Cependant le feld-maréchal comte de Bellegarde, qui venait de remplacer le général Hiller dans le commandement en chef de l'armée autrichienne, manifestait l'intention de forcer l'armée franco-italienne dans sa ligne de l'Adige. D'autre part, les troupes napolitaines approchaient déjà d'Ancône, sans que les véritables intentions du roi Joachim fussent encore connues. Ces diverses causes déterminèrent le prince vice-roi à jeter les yeux sur la rive droite du Pô. Il ordonna, en conséquence, la construction d'un pont à Borgo-Forte, et fit armer le fort de Plaisance. En même temps, afin d'être en mesure de repousser le maréchal de Bellegarde, dans le cas où il mettrait promptement ses desseins à exécution, le prince concentra un peu plus son armée. Il ne laissa à Castagnaro que deux bataillons du 106ᵉ et un du 36ᵉ léger, sous les ordres du général Deconchy. Le reste de la division Marcognet prit poste à Roverchiaro. La brigade Darnaud rentra à Vérone, la bri-

Décembre.

commissaires de police, tout le monde s'en mêlait, et faisait placarder, tant sur les poteaux plantés au croisé des routes, qu'aux murs d'une cabane, ou à la porte d'un palais, sa sollicitude pour le genre humain, et l'engagement qu'il prenait de rendre les peuples heureux. » (*Précis des opérations de l'armée d'Italie,* par le lieutenant général comte Vignolle.)

1813. Italie. gade Schmitz garda sa position de Ronco ; la brigade Campi resta seule d'avant-garde à San-Michele. Le 24, une colonne autrichienne de 3,000 hommes attaqua le général Deconchy à Castagnaro; après un combat très-vif, cette colonne fut repoussée avec perte d'environ 400 hommes. Le général Deconchy n'eut que 110 blessés. Cette nouvelle tentative de l'ennemi engagea le prince vice-roi à porter quelques troupes sur sa droite ; la division Marcognet s'approcha de Castagnaro, et prit poste à la Villa Bartolomeo, d'où elle envoya un bataillon de renfort au général Deconchy. La brigade Schmitz appuya également un peu à droite, et se rapprocha de Legnago.

Le général Nugent se mit en marche pour achever d'occuper la côte de l'Adriatique jusqu'à Rimini, et se rapprocher des troupes napolitaines qui étaient à Rimini et Imola. Les Autrichiens tenaient Cesène et Faenza, sans être nullement contrariés par les généraux napolitains. Ceux-ci, tout en continuant de proclamer leur souverain l'allié de la France et de l'Italie, refusèrent cependant de concourir à une expédition sur Ravenne, alléguant un armistice avec les Autrichiens, et parce que le roi, disaient-ils, ne leur avait pas encore envoyé d'ordres.

Le 25 décembre, un bataillon du 53e de ligne français et un du premier étranger, qui se trouvaient à Forli et Cervia avec deux canons, attaqués par le général Nugent, avec des forces très-supérieures, furent presque entièrement détruits ou dispersés. Leurs débris se retirèrent à Bologne, où ils se réunirent avec deux bataillons de volontaires qui venaient d'être organisés.

A la faveur de leur alliance et des ordres de leur gouvernement, les Napolitains s'étaient introduits dans Ancône. Le général Barbou, qui commandait cette place, ayant bientôt eu lieu de soupçonner la fidélité de ses nouveaux hôtes, crut devoir faire garder plus soigneusement que jamais la citadelle. L'ordre qui ouvrait aux Napolitains les places fortes ne s'étendit pas au delà de la ville, bien que le général Macdonald, qui s'y trouvait avec une brigade de réserve, insistât pour qu'on lui remît la citadelle, sous prétexte d'arrêter la désertion de ses troupes ; mais le général Barbou était trop sur ses gardes pour faire droit à une demande aussi ridicule. Le 30 décembre, la brigade

napolitaine du général Filangieri, venant de la Toscane, entra à Bologne. Le général Fontana, qui commandait dans cette dernière ville, fit partir pour Mantoue et Milan les dépôts et le peu de troupes qui s'y trouvaient, et se retira de sa personne à Modène. Les Autrichiens ne tardèrent pas à entrer à Bologne à la suite des Napolitains. 1813. Italie.

Aussitôt que les troupes napolitaines eurent dépassé Rome, les Anglais se mirent en mouvement sur les côtes de Toscane. Un premier débarquement eut lieu le 10 sur la côte de Lucques; mais les 800 hommes qui avaient pris terre ne tardèrent pas à se rembarquer, sur la nouvelle qu'un corps de troupes se réunissait à Lucques. Un second débarquement de 1,800 hommes fut effectué le 13 à Vareggio. Les postes français furent enlevés ou repoussés. Le 14, les Anglais ayant tenté une attaque sur Livourne, furent repoussés avec perte de 300 hommes, et se rembarquèrent en hâte le lendemain à l'embouchure de l'Arno. Quatre vaisseaux et quatre frégates anglaises restèrent devant Livourne.

A la même époque, les divisions autrichiennes venant de Dresde et du haut Rhin pour joindre l'armée d'Italie, passèrent entièrement l'Inn.

Les Autrichiens achèvent d'envahir la Dalmatie; prise de Zara, etc. — En Dalmatie, l'ennemi avait également fait de grands progrès. Après un mois d'attaques préliminaires, de siége, de bombardement effectué; après avoir déployé la plus grande énergie pour étouffer les révoltes journalières des troupes croates qu'il avait sous ses ordres, le brave général Roize, commandant la place de Zara, se vit obligé de consentir à laisser sortir les révoltés avec armes et bagages. Il renvoya également, le 2 décembre, les officiers et vingt-deux canonniers croates qui lui restaient. La garnison se trouva ainsi réduite à moins de 600 hommes de troupes fidèles. Au bout de quelques jours, l'insurrection se manifestant aussi parmi les habitants, le général Roize fut forcé de capituler. Le 6 décembre, l'ennemi prit possession de Zara, la garnison fut renvoyée en France, sous la condition de ne pas servir jusqu'à l'échange. Le 10, le fort de Clissa fut investi, et le bombardement commença; le chef de bataillon Bouillerot ayant été trahi par le comte Grisogno, Décembre.

1813. Italie. qui commandait un corps de Pandours, fut obligé de capituler et de se rendre prisonnier le 28.

Blocus de Venise; situation de l'armée d'Italie au 31 *décembre.* — A Venise, la désertion fomentée parmi les troupes italiennes par les manifestes de l'ennemi, commença à se faire sentir. Le 11, le fort de Cavallino fut enlevé : le 12 les Autrichiens, maîtres des deux extrémités de l'île de Cortelazzo, firent entrer des chaloupes armées dans le canal de Pordelio, et tentèrent de surprendre le port de Treporti; mais ils furent repoussés avec perte, et forcés de renoncer à leur entreprise. Le même jour, le général Dupeyroux, voulant dégager Brondolo, qui était menacé en flanc par le poste que l'ennemi avait à Conche, fit faire une sortie de Chioggia, par un détachement de deux compagnies de la garde de Venise, de quarante douaniers et de soixante marins, sous la conduite du lieutenant de vaisseau Saint-Priest. Comme l'ennemi était en force et retranché à Conche, cette sortie fut repoussée, avec perte d'une vingtaine d'hommes, parmi lesquels l'enseigne de vaisseau d'Heureux, blessé mortellement. Vers le 15 décembre, le feld-maréchal-lieutenant Marschall, qui avait sous ses ordres les deux fortes brigades Mayer et Rebrovitsch, resserra tellement le blocus de Venise, que toute communication avec le continent devint impossible.

Dans les derniers jours du mois de décembre, les débris des troupes italiennes qui avaient fait la guerre en Espagne étaient rentrés, et les divers corps de l'armée avaient reçu un nombre suffisant de conscrits, armés, équipés et instruits au dépôt d'Alexandrie. Le vice-roi encadra aussi les restes de la division italienne employée à la grande armée d'Allemagne; ils étaient arrivés à Milan depuis quelques jours.

L'armée d'Italie, réorganisée en six divisions, présentait alors un total de 41,322 hommes, dont 3,310 de cavalerie; mais elle n'avait qu'environ 35,000 combattants en ligne : son artillerie se composait de 80 bouches à feu; 76 seulement étaient en ligne.

La première lieutenance, sous les ordres du général Grenier, avait son quartier général à Isola Porcarizza. La division Rouyer (deuxième) occupait Vallese et Isola Porcarizza; la

division Marcognet (quatrième), Legnagno et Castagnaro; la division Zucchi (sixième) était à Mantoue. 1813. Italie.

La deuxième lieutenance, commandée par le général Verdier, avait son quartier général à Vérone. La division Quesnel (première) occupait Véronette et San-Michele; la division Fressinet (troisième), Vérone; la division Palombini (cinquième), Caprino, Rivoli et Bussolengo.

La cavalerie était à Vigo, San-Giovanni, Lupatolo et Bovolone.

La garde royale occupait Vérone et Villafranca; le grand quartier général du prince était à Vérone.

La réserve d'artillerie était à Valeggio, avec 14 bouches à feu; le grand parc d'artillerie, avec le matériel conservé, se trouvait à Mantoue; le matériel excédant avait été envoyé à Alexandrie.

LIVRE NEUVIÈME

(SUITE).

CONTINUATION DE LA GUERRE D'ESPAGNE.

CHAPITRE SIXIÈME.

SUITE ET FIN DE L'ANNÉE 1813.

Suite des événements militaires en Espagne. Le roi Joseph prend le commandement des armées du midi, du centre et de l'ouest, après le départ du maréchal Soult. Grand mouvement offensif de l'armée anglo-portugaise. Lord Wellington tourne la ligne du Duero. Retraite de l'armée française sur l'Èbre. Bataille de Vittoria. L'armée du roi Joseph évacue le territoire espagnol. Événements militaires en Catalogne, en Aragon et dans le royaume de Valence; combats d'Yecla, de Biar et de Castella. Le maréchal Suchet force les Anglais à abandonner le siége de Tarragone. Combat de Xucar. Prise du fort de Requena. Combat de Bañolas. Le maréchal Soult prend le commandement de l'armée des Pyrénées. Commencement du siége de Saint-Sébastien. L'armée des Pyrénées reprend l'offensive; combat de Çubiry. Suite du siége de Saint-Sébastien. Nouveau mouvement de l'armée française pour débloquer cette place; affaires sur la Bidassoa. Occupation de la ville de Saint-Sébastien par les alliés. Retraite de l'armée française sur la rive droite de la Bidassoa. Capitulation de la garnison de Saint-Sébastien. L'armée alliée passe la Bidassoa, et s'empare des postes de la Croix-des-Bouquets et de la Bayonnette. Capitulation de Pampelune; le maréchal Soult fortifie ses lignes dans les Pyrénées. L'armée alliée attaque l'armée française. Affaires sur la Nive; combat de Saint-Pierre d'Irube. Position respective des deux armées à la fin de décembre. Suite des opérations dans l'est de l'Espagne. Le maréchal Suchet se retire sur la Catalogne. Les Anglais assiégent de nouveau Tarragone; le maréchal Suchet dégage la garnison et fait sauter les fortifications de cette place. Affaire sur le Llobregat. Combat du col d'Ordal.

1813. Espagne. Les succès annoncés par les vingt-cinq premiers bulletins de la grande armée de Russie, avaient fait espérer aux troupes de l'armée d'Espagne que la guerre du Nord serait promptement

terminée, et que Napoléon, revenant alors dans le midi de l'Europe avec une partie des vainqueurs de Smolensk et de la Moskowa, expulserait enfin les Anglais de la Péninsule et assurerait la couronne à son frère. Cette illusion fut de courte durée. Le 29e bulletin révéla, dans les premiers jours de janvier, les terribles désastres de la retraite de Moscou. Dès lors on dut penser que cette issue de la campagne de Russie, augmentant l'audace et les forces des ennemis de la France, l'armée d'Espagne serait bientôt obligée de se concentrer vers la frontière et peut-être même d'évacuer entièrement un pays dont l'occupation incomplète avait coûté aux vainqueurs tant de travaux et de sang. Dans cet état de choses, tous les regards se portaient sur le maréchal Soult, dont l'habileté pouvait encore arrêter les progrès de lord Wellington, lorsque ce maréchal fut rappelé par l'empereur pour prendre une part active à la nouvelle campagne qui allait s'ouvrir en Allemagne. Le roi Joseph prit alors le commandement de l'armée et choisit le maréchal Jourdan pour son major général.

1813. Espagne.

Mais tandis que les forces françaises s'affaiblissaient journellement par le départ successif de différents corps, surtout de cavalerie, qui se dirigeaient vers l'Allemagne, Wellington recevait de nouveaux renforts, réorganisait son armée et se préparait à rouvrir la campagne, en s'assurant toutes les chances de succès.

Pendant le printemps de 1813, aucun mouvement hostile un peu remarquable n'eut lieu, à l'exception d'une tentative que firent les Français pour surprendre le poste de Bejar, dans le royaume de Léon, et qui demeura sans effet. Les deux armées restèrent dans leurs positions respectives jusque vers le milieu de mai.

A cette époque, l'armée anglo-portugaise postée sur les frontières de Portugal était forte de 65,000 hommes d'infanterie et de 6,000 chevaux. Les Espagnols, de leur côté, avaient mis sur pied environ 50,000 hommes, sans compter le corps du général Elio, qui observait, de concert avec le corps anglais du général Murray, l'armée du maréchal Suchet dans le royaume de Valence. Ces forces auxiliaires, réparties en trois corps, sous les ordres des généraux Giron, Freyre et comte de l'Abis-

1813. Espagne. bal, étaient en Galice, dans le royaume de Léon, et sur les frontières de la Nouvelle-Castille.

L'armée commandée par le roi Joseph, et formée des troupes des ci-devant armées de Portugal, du centre et d'Andalousie, présentait un effectif de 75 à 80,000 mille hommes, disséminés en Castille, dans le royaume de Léon et les provinces du nord, pour avoir la facilité de se procurer des vivres, et pour faire face aux différents corps de partisans, qui depuis l'affranchissement du midi de l'Espagne s'étaient considérablement accrus dans toutes les directions.

20-30 mai. *Grand mouvement offensif de l'armée anglo-portugaise ; lord Wellington tourne la ligne du Duero.* — Encouragé par l'inaction de cette armée dans ses cantonnements, et n'ayant point à redouter d'être inquiété sur sa droite par la présence d'un corps qui aurait pu prendre avantage de ses mouvements, lord Wellington se détermina à tourner la ligne occupée par les Français sur le Duero, par un mouvement de flanc à travers la province portugaise de Tras-los-Montes. Il réunit à cet effet un grand nombre de bateaux, et le 20 mai quatre divisions de son armée passèrent, sur divers points, le Duero, entre Lamego et la frontière espagnole, se dirigeant vers Zamora ; tandis que Wellington, en personne, s'avançait par la route directe de Salamanque, avec deux autres divisions, le corps espagnol du général Freyre, et quelque cavalerie.

Le 26, Salamanque fut occupé par l'avant-garde ennemie, qui voulut poursuivre l'arrière-garde française ; mais celle-ci fit si bonne contenance, que les Anglais n'osèrent pas s'avancer au delà de Huerta. Le 1er juin les divisions qui avaient remonté le Duero par la rive droite occupèrent Zamora et Toro, que les troupes françaises venaient d'évacuer à leur approche, après avoir rompu les ponts. Toute l'armée anglo-portugaise se réunit dans cette dernière ville, sur la rive droite du fleuve.

7-14 juin. *Retraite de l'armée française sur l'Èbre.* — Par suite de ce grand mouvement offensif, le roi Joseph fit évacuer successivement Madrid et Valladolid, et concentra ses troupes sur la grande route de Burgos, afin de tirer parti des positions défensives qu'elle présente ; mais lord Wellington, continuant de

manœuvrer à sa gauche, passa le Carrion à Palencia, le 7 juin; les jours suivants, ses troupes prirent poste sur les deux rives de la Pisuerga, et se trouvèrent ainsi assez près de la ligne de communication des Français, pour donner à ceux-ci des craintes sérieuses sur sa conservation. 1813 Espagne.

Le 12, le corps du général Reille, attaqué dans ses positions de las Hermozas et d'Estepar par des forces considérables, fut contraint de se retirer sur Burgos, où les autres divisions de l'armée française avaient également rétrogradé, pour venir prendre ensuite la ligne de l'Èbre. Également dépourvue de munitions et de vivres, qu'elle avait sacrifiés à l'approvisionnement de l'armée, la place de Burgos n'offrait plus les mêmes ressources que dans la campagne précédente. Ses moyens de défense avaient changé ; les fortifications avaient reçu un trop grand développement, et les ouvrages nouveaux battaient les anciens. Le château n'était plus susceptible d'une résistance aussi prolongée qu'en 1812 ; on ne balança point à le détruire, avant de continuer la retraite sur l'Èbre. L'ordre en fut exécuté le 14 juin. Un génie malfaisant semblait présider alors a toutes les opérations militaires, et jamais explosion ne fut combinée avec plus d'imprudence et de maladresse. L'officier qui en était chargé ayant laissé dans le fort une masse de projectiles dont il n'avait pas calculé les effets, le feu fut mis aux poudres, avant que la dernière colonne de l'armée eût entièrement évacué la ville. Aussitôt une pluie d'éclats de bombes et d'obus, de balles, tomba sur les troupes qui défilaient encore. L'armée eut à regretter, par cette funeste explosion, la perte inutile de plusieurs centaines de braves, qui périrent, pour ainsi dire, de la propre main de leurs compatriotes.

L'armée française fit sa retraite sur Pancorvo, et une partie occupa les mêmes positions qu'avait prises le général Clausel dans sa retraite de l'année précédente, après la bataille des Arapiles. Le roi Joseph jeta une garnison de 300 hommes dans le fort de Pancorvo, avec quelques approvisionnements en munitions et en vivres. Le général Clausel descendit l'Èbre jusqu'à Logroño avec les deux divisions qu'il commandait ; le général Foy était déjà, avec la sienne et quelques autres troupes, au-delà de Vittoria, pour contenir les différents partis qui in-

1813. Espagne. festaient la Biscaye et compromettaient les communications avec la France.

D'après les rapports des espions et des déserteurs, le roi Joseph s'attendait à être attaqué de front par la grande route de France ; tandis qu'au contraire lord Wellington manœuvrait pour tourner la ligne de l'Èbre, comme il avait tourné celle du Duero. Le 15 juin, l'aile gauche et une partie du centre de l'armée anglo-portugaise traversèrent ce fleuve par les ponts de San-Martino et de Fuente-de-Arenas, se dirigeant par la grande route de Bilbao.

Le roi Joseph, soupçonnant un peu trop tard le mouvement dont nous parlons, se décida, le 17, à envoyer le général Reille avec ses deux divisions et une partie de la cavalerie de l'armée sur Bilbao. Ce corps, présentant un total de 8,000 hommes d'infanterie et de 1,200 chevaux, rencontra l'ennemi dans sa marche, et réussit à l'arrêter quelque temps, en se retirant de position en position, et disputant vaillamment le terrain. Arrivé à la route de Puebla, le général Reille la suivit pour rejoindre le gros de l'armée. C'est ainsi que le roi fut instruit qu'il était tourné par sa droite, et que l'ennemi occupait la communication de Vittoria à Bilbao.

L'armée anglo-portugaise se réunit sur la petite rivière de Bayas ; elle flanquait ainsi la ligne de mouvement des Français, et n'était séparée de leur point de concentration à Vittoria que par une chaîne de hauteurs peu difficiles à franchir.

Dans cet état de choses, le roi Joseph commit une faute capitale, en ne prenant point position sur les hauteurs de Salinas et de Mondragon, pour en défendre les défilés ; il conservait ainsi la liberté de ses communications avec Bayonne, et il aurait pu y attendre des secours de cette ville et des départements méridionaux ; mais la crainte de compromettre les corps des généraux Foy et Clausel, en quittant un terrain sur lequel on leur avait donné rendez-vous, obligea, dit-on, le roi d'arrêter le reste de l'armée en avant de ces hauteurs.

21 Juin. *Bataille de Vittoria.* — Le 20, l'armée française vint prendre position devant Vittoria. Cette ville capitale de la province d'Alava est située au milieu d'une plaine de deux lieues d'étendue, bornée à droite par la chaîne des Pyrénées occiden-

tales, à gauche par les petites montagnes qui séparent l'Alava du Señorio de Biscaye. Pour arriver à la Puebla, éloignée de trois lieues de Vittoria, il faut traverser un défilé très-étroit, et qui ne laisse que le passage de la route. La plaine, d'ailleurs assez inégale, offre plusieurs monticules, sur lesquels on peut poster avantageusement des troupes et du canon. 1813. Espagne.

L'armée française fut disposée de la manière suivante : la droite occupait les hauteurs qui sont devant la petite rivière de Zadorra, au-dessus du village d'Abechucho, le centre s'étendait le long de la rive gauche de la Zadorra, et la gauche derrière cette rivière, entre Aruñez et la Puebla de Arganzon, ayant un petit corps détaché dans une position avantageuse, au milieu des hauteurs de la Puebla, afin de soutenir le centre, qui aurait sans cela présenté un point saillant trop faible de ce côté.

Dans cette situation, l'armée couvrait chacune des trois grandes routes qui aboutissent à Vittoria : celle de Logroño par son aile gauche, celle de Madrid par son centre, et celle de Bilbao par sa droite. On a vu qu'avant de traverser l'Èbre, le roi avait détaché le général Foy, avec 12,000 hommes, à la droite de Vittoria, dans le Señorio, autant par la nécessité de ramasser des subsistances pour l'armée que pour tenir en respect les nombreuses bandes de Mina, de Longa et autres chefs. Le général Clausel avait été envoyé, dans le même but, sur Logroño, avec un corps de 15,000 hommes. Ces deux détachements réduisaient l'armée française en position devant Vittoria à un peu plus de 45,000 combattants.

Dans la soirée du 20 juin, lord Wellington, à la suite d'une reconnaissance sur tout le front de la ligne française, fit ses dispositions pour une action générale; et le lendemain, à la pointe du jour, l'armée anglo-portugaise et espagnole, partagée en trois fortes colonnes, s'avança sur les hauteurs qui la séparaient de l'armée française. La colonne de droite, sous les ordres du général Hill culbuta d'abord les postes de cavalerie placés en avant de Puebla; les troupes qui défendaient ce village et le défilé furent forcées après une vigoureuse résistance, et rejetées sur le village de Subijana-de-Alba, dont l'ennemi s'empara après avoir passé la Zadorra. Ce premier succès, privant

1813. Espagne. le centre des Français de son principal appui, le général Cole, à la tête du centre de l'armée ennemie, saisissant le moment favorable, traversa également la rivière sur plusieurs ponts qu'on avait eu la négligence de ne pas couper, et attaqua vigoureusement cette partie de la ligne. Soutenu par la réserve aux ordres du général lord Dalhousie, le général Cole poussa le centre français sur Vittoria.

Cependant le corps de gauche ennemi, sous les ordres du général Thomas Graham, ayant fait dès avant le jour un long détour pour tourner la droite de l'armée française, se trouva vers neuf heures en présence de la division Sarrut, qui couvrait la route de Bilbao, au-dessus du village d'Abechucho. Cette division se défendit avec la plus grande valeur, et repoussa différentes fois les troupes ennemies que Wellington fit renforcer à plusieurs reprises par des détachements tirés de son centre. Le général Dijeon, soutenant l'infanterie avec sa division de dragons, exécuta plusieurs charges brillantes, qui forcèrent l'ennemi à rétrograder. Le brave général Sarrut fut tué presqu'au commencement de l'action.

Le roi Joseph, jugeant par la vigueur de l'attaque des Anglais sur sa droite, que ceux-ci cherchaient à se rendre maîtres de la route de Bayonne, fit marcher des troupes pour occuper les deux villages de Gamarra (Mayor et Menor) sur la Zadorra, où la route touche presque les bords de cette rivière. La possession de ces points le mettait à même de disputer le passage et de couvrir la marche des convois et la retraite de l'armée ; mais le général Graham, qui s'était aperçu de ce mouvement, fit avancer sur les deux villages le corps de partisans espagnols commandé par Longa et une division anglo-portugaise, tandis que lui-même, avec le reste de ses troupes, attaquait avec une nouvelle vigueur le village d'Abechucho. Gamarra Mayor fut emporté à la baïonnette par la brigade anglaise du général Robinson. Abechucho le fut également après une assez vive canonnade ; mais le général Reille s'étant porté au soutien des divisions engagées avec le reste de son corps d'armée et quatre pièces de canon, arrêta les progrès de l'ennemi sur ce point.

Sur ces entrefaites, le maréchal Jourdan, qui dès le commencement de l'action s'était porté à la gauche de l'armée

française, voyant que cette aile allait être tournée, l'avait fait rapprocher du centre. Quarante-cinq pièces disposées en batterie continrent pendant quelque temps les masses anglaises ; mais une division, au lieu de s'arrêter dans la position qui lui avait été indiquée, ayant continué son mouvement rétrograde, laissa un vide qui mit à découvert le flanc des troupes que commandait le général comte d'Erlon. Le général Hill en profita pour achever de culbuter l'aile gauche française. Dans cette situation critique, le roi Joseph, voyant l'ennemi déjà maître de la route de Bayonne, ordonna la retraite par la seule voie qui restait alors, celle de Pampelune. 1813. Espagne.

Mais, par la plus fatale imprévoyance, le grand parc de réserve de l'armée, où se trouvaient plus de 80 pièces d'artillerie de différents calibres et toutes les munitions, le parc de réserve, disons-nous, avait été placé près d'un marais à quelque distance de Vittoria. Lorsque, vers quatre heures, on envoya l'ordre au directeur de ce parc de commencer son mouvement sur Pampelune, un chariot fut culbuté et renversé de manière à empêcher le convoi d'avancer. En vain veut-on mettre en route les voitures du roi et de la cour, celles où se trouvaient les réfugiés espagnols de toutes les conditions, et les fourgons du trésor ; la confusion est au comble, aucune voiture ne put faire un pas. Dans ce moment, deux escadrons de hussards anglais, qui avaient passé dans l'intérieur des lignes, par la route de Saragosse, se montrent à peu de distance, et plusieurs obus éclatent au milieu de la colonne. Culbutés par les fuyards, qui se sont empressés de quitter les voitures, les soldats d'escorte quittent leurs rangs, ceux du train d'artillerie coupent les traits de leurs chevaux pour s'enfuir plus vite. Quelques-uns, conservant l'espoir de sauver leurs pièces, se jettent sur les côtés de la route, et vont tomber dans des fossés voisins. Des voitures chargées d'effets précieux, des caissons remplis d'argent sont abandonnés, sans que l'on fasse attention à leur valeur. Dans cet affreux tumulte, les malheureux réfugiés espagnols se préparent à mourir sous le fer de leurs compatriotes irrités ; ils jettent un dernier regard sur leurs familles tremblantes, et versent des larmes de sang en songeant aux dangers qui menacent ce qu'ils ont de plus cher au monde. Toute-

1813. Espagne. fois le plus grand nombre, éprouvant le désir de la conservation, prennent leurs enfants dans leurs bras, entraînent leurs femmes, et cherchent à s'éloigner d'un champ de désolation et de mort. Arrêtés par des pièces abandonnées, des chevaux abattus, des fossés encombrés de débris de voitures et de caissons renversés, on les voit bientôt errer çà et là, poussant des cris de désespoir, implorant la pitié des soldats, les suppliant de ne pas les livrer à l'implacable vengeance des Espagnols. Une épaisse poussière couvre toute l'armée, elle empêche de distinguer les objets les plus rapprochés ; le roi Joseph lui-même est séparé de sa suite ; le cheval du maréchal Jourdan s'abat. Cependant, au milieu de cet horrible chaos, la générosité du soldat français s'exerce sur les êtres les plus faibles ; des femmes, des enfants sont recueillis par des soldats de cavalerie, et portés en croupe ou dans leurs bras.

A sept heures du soir, l'aile gauche des Français était en pleine retraite ; quelques corps placés au centre, les deux divisions et la cavalerie de l'armée de Portugal, qui formaient l'aile droite, tenaient encore. Si dans ce moment on eût mis les 80 pièces de réserve en batterie, en les faisant soutenir par la cavalerie et l'infanterie, au lieu de donner à ces corps l'ordre de retraite, ainsi qu'on le fit, et qu'on eût mitraillé les troupes légères anglaises qui se montraient à l'avancée, l'armée française pouvait encore arrêter l'ennemi, et peut-être même espérer la victoire. Mais la fortune jalouse en avait ordonné autrement. Les divisions qui se battaient reçurent l'ordre de prendre la route de Salvatierra, et le champ de bataille fut abandonné à l'ennemi. 120 pièces d'artillerie, 400 caissons avec plus de 14,000 gargouses, et environ 2,000,000 de cartouches, 1,500 voitures de bagages, parmi lesquelles se trouvaient le trésor et tous les équipages du roi Joseph, tombèrent au pouvoir des vainqueurs.

La bataille de Vittoria fut perdue par le manque d'ordre et d'ensemble dans les dispositions. L'ennemi était beaucoup plus nombreux que les Français ; cependant tout porte à croire que si l'on eût pris d'autres mesures, si l'on eût attendu les 15,000 hommes que commandait le général Clausel, et les 12,000 qui étaient dans le Señorio, sous les ordres du général

Foy, les alliés eussent pu se repentir de leur attaque. Une défaite forçait Wellington à se retirer sur Ciudad-Rodrigo. Si la marche du général anglais sur la rive droite du Duero fut savamment calculée, ses manœuvres dans la journée de Vittoria ne méritent pas tout à fait les mêmes éloges. Les Français furent mal attaqués et encore plus mal poursuivis; 3,000 hommes de cavalerie fraîche eussent peut-être suffi pour les empêcher de se rallier sous la protection des remparts de Pampelune. Au reste, quelques fautes qu'ait pu commettre lord Wellington, on est contraint de reconnaître que son adversaire n'était pas de force à lui disputer la victoire.

1813. Espagne.

La perte des alliés fut de 4,000 hommes. Les Français perdirent 6,000 tués et blessés, et 800 prisonniers. Ils ne ramenèrent que quelques pièces d'artillerie.

Fin de juin

L'armée française évacue le territoire espagnol. — Cependant le général Clausel, ayant quitté Logroño, s'était mis en marche sur Vittoria. Le jour même de la bataille il arriva aux portes de cette ville. Ayant reconnu que les Anglais s'en étaient rendus maîtres, il se retira promptement, craignant d'être coupé; il traversa la Navarre, gagna Saragosse, et se retira en France par Jaca et Oleron, sans avoir eu aucun combat à livrer. De son côté, le général Foy, en apprenant la perte de la bataille, se hâta de réunir ses toupes pour marcher sur Tolosa. Il arriva dans cette ville presque en même temps que le général Graham, qui s'avançait pour lui couper la retraite. Après s'être défendu quelque temps dans cette ville, dont il avait barricadé les rues, le général Foy réussit à effectuer sa retraite sur Irun.

Enivré de son triomphe, l'ennemi perdit un temps précieux à compter ses trophées, et l'armée française n'avait été que faiblement suivie sur la route de Pampelune. Cette place, approvisionnée et munie d'une garnison suffisante, fut livrée à ses propres forces. Après une courte halte sur les glacis, l'armée continua sa retraite sur les Pyrénées. Sa droite était encore en vue de la place quand la droite et le centre de l'ennemi parurent et furent arrêtés par le feu des remparts. Cette place fut complétement investie dès le 26 par les Espagnols. L'armée française atteignit les gorges de Roncevaux et la vallée de Bastan.

1813. Espagne. Le général Foy quitta Irun, dont il fit sauter le pont, et rentra sur le territoire français.

Le comte de l'Abisbal, commandant la réserve espagnole, qui s'était avancé à la suite de l'armée de lord Wellington, ayant fait bombarder le fort de Pancorvo, s'en empara le 1er juillet. L'occupation de ce poste rendait libre la communication de Vittoria à Burgos.

La place de Saint-Sébastien se trouvant, ainsi que celle de Pampelune, abandonnée à elle-même par la retraite de l'armée française, lord Wellington se décida à l'assiéger la première, comme la plus voisine de la mer, et comme celle dont la prompte réduction, en raison de la facilité des moyens d'attaque, lui ouvrirait un point de communication avec l'Angleterre. Il se fiait au moyen, plus lent, de la famine pour entrer en possession de Pampelune, qu'il fit en conséquence bloquer par un petit corps de troupes et environner d'une ligne d'ouvrages très-forts.

Mais, avant de continuer le récit des opérations de la campagne dans les Pyrénées et sur le territoire français, nous devons faire connaître les événements qui avaient eu lieu en Catalogne, en Aragon et dans le royaume de Valence, pendant la période de temps qui vient de s'écouler, c'est-à-dire pendant les six premiers mois de 1813.

Janv.-Avril. *Événements militaires en Catalogne, en Aragon et dans le royaume de Valence ; combats d'Yecla, de Biar et de Castalla.* — Les troupes françaises chargées de la défense de la Catalogne, continuellement aux prises avec un ennemi opiniâtre, déployaient toujours cette constance et cette intrépidité dont elles avaient donné des preuves si honorables dans les campagnes précédentes. Du mois de janvier à celui d'avril, un grand nombre de combats et d'engagements partiels eurent lieu sur différents points de cette vaste province, et partout l'habileté des chefs et la valeur des soldats triomphèrent de l'astuce et de l'audace de leurs adversaires. Nous regrettons de ne pouvoir pas entrer dans les détails de ces actions multipliées, et d'ailleurs d'une importance secondaire. Il nous suffira de dire que le général Lamarque dans la haute Catalogne, le général Maurice Mathieu en avant de Barcelone et dans des expéditions assez

éloignées de cette place, le général Bertoletti autour de Tarragone, dont il était le gouverneur; enfin, le général Henriot, dans les plaines de Lérida, ajoutèrent à la réputation qu'ils s'étaient acquise. 1813. Espagne.

Il en fut de même en Aragon, où les généraux Severoli dans l'intérieur, Paris sur les frontières de la Navarre, Pannetier sur celles de la Vieille-Castille, battirent constamment les partis qui cherchaient à troubler la tranquillité de cette province et à intercepter les communications.

Le général Montmarie eut également à soutenir, dans les environs de Sagonte, plusieurs engagements, dont il sut se tirer avec un constant avantage.

Depuis neuf mois l'armée espagnole sous les ordres du général Elio et le corps anglais commandé par le général lord Murray étaient restés inactifs dans leurs positions autour d'Alicante. Vers les derniers jours de mars ces troupes firent quelques mouvements pour se rapprocher vers Villena, et les Anglais vinrent occuper Biar et Castalla. Des renforts récemment arrivés de la Sicile et de l'intérieur de la Péninsule avaient fait prendre aux généraux ennemis cette détermination offensive.

Malgré l'avantage des nouvelles positions occupées par ces forces combinées, le maréchal Suchet résolut de prévenir une attaque qui lui paraissait prochaine. Il réunit à cet effet, par des marches rapides, dans la journée du 11 avril, ses divisions actives autour de Fuente Higuera, sur la frontière du royaume de Murcie.

La division du général Harispe rencontra le même jour, près d'Yecla, deux divisions espagnoles, les battit complétement et leur fit 900 prisonniers. Ce succès fut acheté par la perte du chef d'escadron Colson, du 4e de hussards, l'un des plus intrépides officiers de son arme ; le chef de bataillon Heremberger fut blessé grièvement.

Le lendemain, le général Harispe attaqua de nouveau les Espagnols à Villena, et les mit en déroute après un combat opiniâtre. La garnison qu'ils avaient imprudemment jetée dans le fort de Villena, qui n'était alors muni ni d'artillerie ni de vivres, fut obligée de mettre bas les armes et de se constituer prisonnière de guerre.

1813. Espagne.

Les positions escarpées de Biar, défendues par la brigade anglaise du colonel Adams, furent emportées avec la plus grande résolution par les troupes du général Habert.

Après ces échecs successifs, qui valurent aux Français près de 3,000 prisonniers, un général, deux drapeaux et quelques pièces de canon de montagne, que les Anglais abandonnèrent à Biar, lord Murray, qui avait le commandement en chef de l'armée alliée, la posta sur les montagnes qui dominent Castalla, et un peu en arrière du champ de bataille illustré l'année précédente par la valeur des troupes aux ordres du général Delort.

Les positions occupées par l'armée alliée étaient du plus difficile abord ; en cas d'échec, elle en trouvait d'aussi favorables à peu de distance, et pouvait effectuer sa retraite de montagne en montagne, jusque sous les murs d'Alicante. Dans cet état de choses, il fallait nécessairement sacrifier beaucoup de soldats pour obtenir des succès sans résultats ; et la prudence voulait que le maréchal Suchet s'abstînt d'attaquer ses adversaires, en se contentant des avantages glorieux qu'il venait de remporter. Tel fut d'abord son avis ; mais, entraîné par les sollicitations de quelques-uns de ses généraux, qui répondaient de surmonter tous les obstacles avec les braves qu'ils conduisaient, le maréchal ordonna l'attaque. Le 13 au matin les compagnies d'élite des divisions Habert et Robert l'exécutèrent avec toute la valeur et l'audace qu'on pouvait attendre d'elles. Les Anglais les laissèrent approcher du sommet des montagnes jusqu'à portée de mousquet, et faisant alors un feu terrible, ils jonchèrent bientôt le terrain de morts et de blessés. Cet accueil inattendu força toutes les colonnes à rétrograder précipitamment, et leur perte fut considérable. Le maréchal Suchet, revenu à sa première idée par suite de ce déplorable engagement, n'entreprit point de renouveler ses attaques, et se borna à réparer le désordre qui s'était introduit dans ses troupes. Celles-ci effectuèrent leur retraite sur Biar et Villena, dans une attitude si imposante, que les Anglais ne furent point tentés de les poursuivre. Mais ce revers compensait aux yeux des Espagnols les pertes des journées précédentes, et lord Murray ne balança point à s'attribuer l'honneur d'une victoire

complète et décisive, bien que de son propre aveu *il n'en eût recueilli aucun trophée* [1]. 1813. Espagne.

Quelles que soient les fanfaronnades du général anglais, ce nouveau combat de Castalla ne fut qu'une de ces affaires indécises et sans résultats, où la perte est à peu près égale des deux côtés, et dont chaque parti, toujours habile à pallier ses défaites comme à faire valoir ses succès, s'arroge sans scrupule toute la gloire. Toutefois, le maréchal Suchet avait atteint son but primitif, qui était de reconnaître les forces de l'armée anglo-espagnole.

Après cette action, les deux armées reprirent les positions respectives qu'elles occupaient précédemment, et dans les petits combats d'avant-poste qui suivirent l'avantage demeura toujours aux Français. Lord Murray, avec des forces bien supérieures à celles du maréchal Suchet, fut encore plus circonspect qu'auparavant, et ne fit pas la moindre tentative pour gagner du terrain.

Enfin, soit qu'il désespérât d'attaquer avec succès une armée dont il avait si récemment éprouvé la valeur et la discipline, soit (ce qui paraît encore plus vraisemblable) que des ordres supérieurs, tenant à un plan offensif et général pour toute la Péninsule, lui eussent assigné subitement une autre destination, le général anglais retira ses troupes, les fit rembarquer le 31 mai à Alicante, pour venir aborder sur les côtes de Catalogne, où dès le 2 juin il insultait la place de Tarragone.

Le maréchal Suchet force les Anglais à abondonner le siége de Tarragone. — Autant pour remplir le vide occasionné par le départ du corps anglais, que pour obliger le maréchal Suchet à ne rien détacher de ses propres forces au secours de Tarragone, le duc del Parque était venu rejoindre le général Elio, avec un renfort de 15,000 hommes, tirés des réserves d'Andalousie; il remplaça les troupes britanniques dans le camp re- Juin.

[1] « Je n'ai point appris que nous ayons recueilli quelques trophées, dit le noble lord dans son rapport au généralissime Wellington............. Je n'ai pris aucun canon à l'ennemi.................................

« Nous n'avons pas eu la possibilité de faire des prisonniers, excepté quelques blessés restés en notre pouvoir et dont on ignore encore le nombre. »

1813. Espagne. tranché de Castella. Par là, le général en chef espagnol se trouvait en mesure d'attaquer l'armée d'Aragon (dans le cas où le maréchal se déciderait à faire un détachement sur Tarragone), de forcer les faibles lignes du Jucar, et de s'emparer de Valence, dépôt central de toutes les munitions de guerre et de bouche des Français.

Les opérations des deux corps anglais et espagnol étaient sans doute bien combinées; mais elles allaient embrasser une ligne de plus quatre-vingts lieues, sur laquelle le maréchal Suchet n'avait pas, à la vérité, les moyens d'opposer une résistance efficace.

Les principales fortifications de Tarragone ayant été rasées, parce qu'elles exigeaient une garnison trop nombreuse, lord Murray pouvait surprendre cette place par le débarquement inopiné de ses troupes et l'enlever par un coup de main. Cet espoir était d'autant mieux fondé, que le général Lascy, commandant l'armée espagnole de Catalogne, avait les moyens de réunir des forces imposantes pour concourir à l'entreprise. La jonction des Anglais et des Espagnols effectuée sous les murs de Tarragone, le général Decaen n'etait pas en mesure de secourir cette place à temps; et cependant sa conservation était pour les Français de la plus haute importance. Si lord Murray parvenait à s'en rendre maître, il est évident que la communication entre l'armée d'Aragon et le corps de Catalogne se trouvait coupée, et que le maréchal Suchet se voyait contraint d'évacuer en toute hâte le royaume de Valence; d'un autre côté, cet événement prolongeait indéfiniment la résistance des Catalans, devenus plus audacieux que jamais, après avoir recouvré un de leurs principaux boulevards, qui leur assurait un débouché commode, et au moyen duquel ils ne pouvaient manquer nulle part de vivres, d'armes et de munitions.

Le général Elio et lord Murray, dont les opérations étaient coïncidentes, pouvaient attaquer les Français aux deux extrémités et au centre de leur longue ligne, se porter sur leurs derrières et sur leurs flancs, et intercepter les communications. Battus sur un point, il était facile aux Anglais de se porter rapidement sur un autre, à l'aide de leur flotte. Un seul combat avantageux décidait du succès de cette grande opération.

La position du maréchal Suchet était d'autant plus critique, que le fort San-Felipe de Balaguer, qui domine la seule route praticable pour les voitures entre Valence et Tarragone, investi aussitôt après le débarquement des Anglais, venait de tomber, le 7 juin, en leur pouvoir. Ce poste essentiel, défendu par une faible garnison commandée par un lieutenant, avait résisté pendant cinq jours; mais l'explosion du magasin à poudre décida sa reddition. Aucune brèche, toutefois, n'était ouverte aux murs; un officier plus résolu et plus dévoué, conservant l'espoir d'être promptement délivré, eût prolongé une résistance qui pouvait influer si fortement sur les destins de l'armée d'Aragon et du corps de Catalogne. 1813. Espagne.

Cependant le maréchal français, informé de l'embarquement des Anglais à Alicante, était parti à marches forcées pour secourir Tarragone, emmenant avec lui la division Musnier, la brigade du général Pannetier et la réserve de cavalerie aux ordres du général Daigremont. A Valdellos, les chevau-légers westphaliens culbutèrent un régiment de dragons qui s'y trouvait détaché. Un bataillon du 5e léger repoussa à lui seul cinq bataillons anglais jusqu'à l'Ospitalet; le général Maurice Mathieu, corformément aux ordres qu'il avait reçus de seconder ce mouvement, arriva par Villafranca et menaça de couper aux Anglais leur point de débarquement, en se portant sur Salon et l'Ospitalet. Des feux allumés sur toutes les montagnes environnantes avertirent la brave garnison de Tarragone, qui depuis dix jours et dix nuits repoussait avec une rare constance tous les efforts dirigés sur une place démantelée et réduite à une enceinte sans fossés, que les troupes réunies du maréchal Suchet et du général Maurice Mathieu allaient la délivrer.

Ces marches exécutées avec tant de précision répandirent la terreur parmi les Anglais, et le 12 juin ils se rembarquèrent en toute hâte, après avoir abandonné trente pièces de canon ainsi que d'immenses provisions de vivres, coupé les jarrets à bon nombre de chevaux et fait sauter le fort de Balaguer; dans le trajet de la côte de Balaguer à Alicante, dix-huit bâtiments de transport échouèrent sur les sables de l'embouchure de l'Elbe, et une frégate de quarante-quatre canons se perdit devant le grao de Murviedro.

1813. Espagne. 13 juin.

Combat du Jucar. Pendant cette expédition, le général Harispe, à la tête de deux divisions et de la brigade de cavalerie du général Delort, arrêtait, sur le Jucar, les forces réunies d'Elio et du duc del Parque. Dès le 10 le général Harispe avait replié ses postes pour occuper les positions retranchées de la rive gauche de ce fleuve. Le général Elio suivit, avec une nombreuse cavalerie, ce mouvement rétrograde, qui s'effectuait dans le plus grand ordre. Le 11, le général Mesclop, pressé vivement, fit volte-face, chargea l'ennemi à la tête d'un escadron du 4e de hussards, lui tua une trentaine d'hommes, et lui fit autant de prisonniers, parmi lesquels le colonel irlandais O'Ronam, chef d'état-major du général Elio.

Le 13, l'ennemi, fort de 25,000 hommes, s'avança sur deux colonnes par les routes d'Alberique et d'Alcira, et vint occuper, sur la rive droite, les hauteurs qui dominent le Jucar. Le général Elio tenta vainement de s'emparer d'une maison crénelée qui défendait le passage du fleuve. 80 voltigeurs résistèrent pendant six heures à 3,000 hommes et au feu meurtrier de plusieurs batteries. Cette belle défense ayant donné au général Harispe le temps de réunir sa division, il repassa sur la rive droite, vint débloquer la maison crénelée, et présenta, quoique inférieur en forces, le combat à l'ennemi. Une vive canonnade s'engagea alors de part et d'autre; quelques escadrons ennemis, placés à l'entrée de la plaine, furent facilement culbutés par la cavalerie du général Delort; mais l'infanterie espagnole restant constamment en bataille sur des hauteurs escarpées, à droite et à gauche de la route, il fut impossible d'entreprendre de les débusquer. Tandis que le général Harispe provoquait inutilement l'ennemi au combat, le général Habert, sortant d'Alcira à la tête des 14e et 16e régiments d'infanterie et d'un escadron de hussards, attaquait le duc del Parque dans Carcajente, et renversait pêle-mêle ses colonnes d'infanterie et de cavalerie. L'ennemi se retira avec perte de 500 hommes tués ou blessés, 640 prisonniers, dont 30 officiers, un drapeau et 2,000 fusils.

Cependant une partie de l'armée espagnole menaçait Valence par la route de Requena; le général Delort, envoyé pour la contenir, avec six escadrons et quatre bataillons, se porta à

Buñol, Chiva, Cheste, tint les Espagnols occupés sur tous les points, et par des mouvements continuels les empêcha de rien entreprendre. 1813. Espagne.

Ainsi, malgré la grande supériorité de ses forces, les projets de l'ennemi avaient échoué dans un espace de près de quatre-vingts lieues. Le 24 juin, les troupes que le maréchal Suchet avait conduites au secours de Tarragone rentrèrent dans Valence.

Prise du fort de Requena. — Afin de tirer tout le parti possible de sa position présente et des avantages qu'il venait d'obtenir, le maréchal résolut de profiter de l'absence du corps anglais pour attaquer le duc del Parque dans son camp, sur la rive droite du Jucar. A cet effet, il réunit son armée le 26 au matin ; mais l'ennemi, refusant toujours d'en venir aux mains, abandonna les hauteurs sur lesquelles il s'était retranché. Les divisions Harispe et Habert se mirent à sa poursuite et entrèrent dans San-Felipe. L'arrière-garde ennemie, quoique établie avantageusement au col d'Olleria, fut dépostée par le major Durand, à la tête de sept compagnies des 14e et 44e régiments. Les Espagnols rentrèrent alors dans leur camp retranché de Castalla, où ils attendirent que les Anglais vinssent de nouveau se joindre à eux. Les divisions Harispe et Habert quittèrent la rive gauche du Jucar, et vinrent prendre position l'une à San-Felipe, l'autre à la même hauteur sur la route royale. En même temps, pour achever de dégager son flanc droit, le maréchal Suchet pensait à rejeter le général Elio au delà de Requena. Le général Musnier, chargé de cette expédition, s'empara, le 27 juin, de cette ville. Le château, bien qu'il fût pourvu de vivres et de munitions, se rendit sans qu'un seul coup de canon eût été tiré, et, ce qui ne peut s'expliquer, sans que le général Elio, à la tête d'un corps d'armée considérable, et à proximité d'agir, fît le moindre mouvement pour le dégager. Le 28, le général Musnier marcha sur Utiel, suivant de près un corps de neuf cents chevaux qui couvrait la retraite des Espagnols. 27 juin.

Combat de Bañolas. — Les Anglais n'avaient pas borné leurs desseins à la reprise de Tarragone : une escadre de quinze vaisseaux de ligne, dont plusieurs trois-ponts et des bâtiments 23 juin.

1813. Espagne. de transport, parurent devant Palamos le 23 juin, tandis que le marquis d'Ayroles, à la tête de 5,000 hommes et de deux cents chevaux, descendait des montagnes pour favoriser le débarquement. Déjà le fort de Bañolas était assiégé. Le général Lamarque ne perd pas un moment; il marche, avec les 23ᵉ et 63ᵉ de ligne et un escadron du 29ᵉ chasseurs, contre les Espagnols, qui occupaient Bañolas et trois mamelons détachés, couverts de vignes et d'oliviers, et qui, coupés en ressauts de huit à dix pieds de hauteur, présentaient un abord très-difficile. Après avoir opposé une résistance opiniâtre, l'ennemi est chassé de la ville et des fortes positions qui l'avoisinent avec une perte de 600 hommes tués, blessés ou pris. Le brigadier général Coxa, commandant la cavalerie espagnole, était au nombre des morts. Les Français dans cette affaire perdirent presque autant de monde que les Espagnols.

Le maréchal Suchet, à peine de retour de Tarragone, fit reprendre à l'armée d'Aragon ses anciennes positions au delà du Jucar; vers le même temps lord Bentinck débarqua à Alicante, avec de nouveaux renforts, qu'il amenait de Sicile; ce général remplaçait, dans le commandement des troupes britanniques, lord Murray, que le gouvernement anglais avait cru devoir livrer à un conseil de guerre pour rendre compte de sa conduite devant Tarragone. Des dispositions étaient déjà faites par le maréchal pour repousser avec vigueur les tentatives de son nouvel adversaire, lorsque les revers récemment éprouvés dans l'ouest de l'Espagne, et la perte de la désastreuse bataille de Vittoria, qui rejetait les troupes du centre et du nord jusque sur les frontières de France, durent entraîner l'évacuation du royaume de Valence. Dans ce fâcheux état de choses, le maréchal Suchet pouvait opérer sa retraite ou sur Saragosse ou sur Barcelonne; il se décida pour ce dernier point. La Catalogne, plus difficile à conquérir, était plus importante à conserver. Plusieurs places fortes, dans lesquelles l'armée d'Aragon allait laisser des garnisons considérables, échelonnaient sa route depuis Sagonte jusqu'à Figuières, et lui rouvraient ainsi le chemin de Valence dans le cas où les armées du nord et du centre parviendraient à rentrer dans la capitale des Espagnes. Toutefois, comme cette dernière espérance of-

frait alors peu de chances de probabilité, et qu'il était évident 1813. Espagne.
que l'on diminuait en pure perte des forces déjà peu nombreuses par ces détachements, qui ne pouvaient manquer de tomber un peu plus tard au pouvoir de l'ennemi, nous devons croire que le maréchal Suchet n'aurait point pris une pareille mesure, dont il connaissait mieux que personne le grave inconvénient, si le gouvernement ne lui en avait pas transmis l'ordre impératif. Libre de se déterminer pour le parti le plus sage, le prévoyant maréchal n'eût pas balancé à faire sauter les forteresses dans lesquelles il fut obligé de renfermer tant de braves soldats réclamés par la patrie désolée pour concourir efficacement à la défense de son territoire.

Le maréchal Soult prend le commandement de l'armée française dans les Pyrénées. — L'armée vaincue à Vittoria était rentrée sur le territoire français le 27 juin, presque désorganisée et sans point d'appui. Par cet esprit de confiance aveugle, qu'une série non interrompue de succès pourrait à peine rendre excusable, Bayonne, première place frontière, n'était pas même à l'abri d'un coup de main. Frappées de stupeur, les autorités civiles et militaires n'avaient pris aucune disposition, et les Anglais se seraient emparés sans coup férir de ce poste important s'ils avaient eu la hardiesse de continuer leur poursuite au delà du pas de Bioby. 12 juillet.

C'est au moment où l'ennemi, stupéfait de ses propres triomphes, et arrêté par la bonne contenance de quelques divisions ralliées, n'osait entreprendre l'envahissement des Basses-Pyrénées, que Napoléon apprit à Dresde la nouvelle foudroyante de la retraite des armées françaises d'Espagne, et la présence des Anglo-Portugais sur la frontière. Il n'y avait pas un moment à perdre : le maréchal Soult alors employé à l'armée d'Allemagne, mais sans commandement particulier, fut investi de celui des armées d'Espagne, sous le titre de lieutenant général de l'empereur, avec un pouvoir illimité.

Arrivé en toute hâte à Bayonne le 12 juillet, le maréchal Soult prit du roi Joseph, ou plutôt du maréchal Jourdan, son major général, le commandement des troupes. Promptement réorganisée, l'armée forma neuf divisions et une réserve. L'aile droite fut mise sous les ordres du général Reille, le centre sous

1813. Espagne. ceux du général comte d'Erlon, l'aile gauche fut confiée au général Clausel. Dans cet état de choses, l'infanterie présentait un effectif de 60,000 combattants; la cavalerie se composait de deux divisions de dragons, une de chasseurs et hussards; l'artillerie avait 100 pièces de canon.

L'armée ennemie, composée d'une foule d'éléments différents, comptait 90,000 fantassins (non compris le corps espagnol chargé du blocus de Pampelune), et 20,000 chevaux.

Secondé par les autorités locales et le commerce de Bayonne, le maréchal Soult ne tarda pas à réorganiser le service administratif, et à assurer les subsistances et la solde journalière de ses troupes, en même temps qu'il donnait ses soins à des objets non moins importants. Nous avons déjà dit que Bayonne n'était point en état de défense : ses remparts se trouvaient dégarnis d'artillerie et dégradés; la citadelle n'était pas mieux pourvue. Le maréchal donna des ordres non-seulement pour l'armement des fortifications déjà existantes, mais encore pour l'élévation de nouveaux ouvrages extérieurs. On fit le tracé de plusieurs camps retranchés, à l'abri desquels un corps considérable de troupes pût défendre les approches de la place. Ces travaux furent poussés avec une extrême activité, et Bayonne, qui n'avait été considéré jusqu'alors que comme une place du troisième ordre, parut devoir être bientôt un des plus respectables boulevards de la France. Les places ou forts de Saint-Jean-Pied-de-Port, Navarreins, Socoa, Lourdes, furent également armés et approvisionnés.

Juillet. *Commencement du siége de Saint-Sébastien.* — Cependant l'armée ennemie, suivant les divisions françaises dans leur retraite, avait paru presque aussitôt qu'elles sur les Pyrénées, depuis l'embouchure de la Bidassoa, jusqu'en arrière de Saint-Jean-Pied-de-Port. Elle occupait les cols de Berra, de Maya, de Roncevaux, et les débouchés des vallées de Bastan, de Baigorry. On sait déjà que les places de Pampelune et de Saint-Sébastien avaient été étroitement bloquées dans les derniers jours de juin, et que toute l'attention de lord Wellington s'était portée sur la dernière de ces forteresses, dont la possession était infiniment importante pour les alliés, afin d'y appuyer

la gauche de leur ligne, et surtout pour avoir un port qui pût recevoir les convois venant d'Angleterre, et errant dans le golfe de Gascogne, si fertile en naufrages. En conséquence, le général sir Thomas Graham, à la tête d'un corps de 15,000 hommes, Anglais, Portugais et Espagnols, fut chargé d'en faire le siége.

1813. Espagne.

Le général Emmanuel Rey, gouverneur de Saint-Sébastien, avait avec lui une garnison d'environ 3,000 hommes. Dès le 28 l'ennemi parut devant la place, établit ses logements, et mit en batterie 35 bouches à feu, destinées à ruiner les défenses et à faire brèche. Les assiégés, ayant fait une sortie le 3 juillet et une autre le 6, détruisirent une partie des travaux que l'ennemi avait commencés. Toutefois celui-ci réussit à ouvrir une brèche, et envoya le 22 un parlementaire pour sommer le général Rey, qui, refusant de l'entendre, se disposa à soutenir l'assaut.

Journellement informé des progrès de l'ennemi devant Saint-Sébastien, et de la position critique où cette place allait se trouver, le maréchal Soult savait également que celle de Pampelune n'avait des vivres que pour quarante jours. Il y en avait déjà trente que cette forteresse était bloquée, lorsque le maréchal se décida à exécuter les ordres de l'empereur, qui lui prescrivaient de reprendre l'offensive, et de forcer l'ennemi, par une attaque brusque et inattendue, à abandonner les frontières de France, et par suite le siége des deux forteresses dont nous parlons; ce mouvement, en ouvrant le chemin de l'Espagne à l'armée française des Pyrénées, dégageait le maréchal Suchet en Catalogne.

L'armée française reprend l'offensive; combat de Çubiry. 25 juillet.
— Le maréchal Soult, ayant donné avis de son entreprise au général Rey, afin que celui-ci prît ses mesures en conséquence, rassembla à Saint-Jean-Pied-de Port, du 20 au 24 juillet, les divisions Foy, Lamartinière et Maucune, appartenant à l'aile droite, et les divisions Conroux, Vandermaessen, Taupin et Abbé, formant l'aile gauche. Le comte d'Erlon reçut en même temps des instructions pour attaquer à jour fixe, avec les divisions du centre Darricau, Maransin et d'Armagnac, le col de Maya; tandis que le général Villate, avec 10,000

1813. Espagne. hommes de réserve, contiendrait l'ennemi sur la basse Bidassoa. Malgré la difficulté des chemins, que les pluies avaient rendus presque impraticables, la cavalerie et l'artillerie rejoignirent également à Saint-Jean-Pied-de-Port.

L'armée française se trouvait occuper une ligne de près de onze lieues d'étendue. Le 25 juillet, avant le jour, le général Reille prit avec l'aile droite la route qui conduit au passage de Lindus. Le soir du même jour le général Clausel, marchant avec l'aile gauche par la route directe de Pampelune, chassa l'ennemi d'une forte position qu'il occupait en avant du défilé d'Altobiscar, et parut au pied du col d'Ibagnetta. Dans la nuit l'ennemi abandonna les deux positions de Lindus et d'Ibagnetta, pour se retirer sur le gros de l'armée, en position devant Çubiry, point de jonction des deux routes qui conduisent à Saint-Jean-Pied-de-Port.

Le genéral Reille, qu'un fort brouillard empêchait d'éclairer la droite de l'armée et de se lier avec le comte d'Erlon, fut contraint d'obliquer à l'est, pour rejoindre à Lincoin la colonne du général Clausel : il s'établit à Espinal. Le 26 au soir le maréchal Soult fut informé par le comte d'Erlon que le col de Maya avait été enlevé la veille par les divisions d'Armagnac et Maransin le corps ennemi divisé en deux et battu, avec perte de 1,800 hommes et de 4 pièces de canon; mais après ce premier succès, au lieu de poursuivre vivement sa marche et d'empêcher que les ennemis ne tinssent au mont Atchiola, où ils s'étaient ralliés, le comte d'Erlon avait cru devoir rester en position dans la nuit du 25 au 26 sur le col de Maya. Le maréchal, en apprenant ce retard, fit parvenir à son lieutenant l'ordre de continuer sur-le-champ sa marche en avant, et de ne point s'arrêter qu'il ne se fût rapproché de l'armée.

L'ennemi, repoussé la veille aux cols de Maya, de Lindus et d'Ibagnetta, ne pouvait tenir dans sa nouvelle position sans risquer d'être écrasé. Le maréchal Soult, inquiet de la marche du comte d'Erlon, quoique arrivé longtemps avant la nuit devant la position de Çubiry, ne jugea pas à propos de l'attaquer dans la soirée même, avant que le centre ne fût parvenu à hauteur. Ce retard fut la cause de grands malheurs.

Les alliés, qui le 26 au soir ne présentaient que 15 à 18,000 hommes, savoir, 12,000 Anglais, et le reste Espagnols, du corps de Mina, reçurent de puissants renforts dans la nuit. Lord Wellington accourut lui-même de son quartier général de Huerta. Les troupes chargées du blocus de Pampelune ne laissèrent qu'un faible cordon devant cette place, et se portèrent à Çubiry; enfin, l'ennemi se mit en mesure d'opposer une résistance à laquelle les Français étaient loin de s'attendre. 1813. Espagne.

Le 27, au point du jour, le maréchal Soult voyant que l'ennemi n'avait fait aucune disposition pour évacuer sa ligne se disposa à l'attaquer. Les alliés occupaient une position formidable par son escarpement. La gauche était appuyée à un torrent, le long duquel est pratiquée la route de Pampelune; la droite était bornée par les sommets élevés des montagnes, qui ne pouvaient être tournées. La force des Anglo-Espagnols avait été augmentée de 10,000 baïonnettes pendant la nuit, et pendant la journée on vit arriver de nouveaux renforts, accourant en toute hâte de Pampelune pour prendre part à l'action.

D'autre part, le terrain qu'occupaient les Français était peu propre pour disposer leurs colonnnes d'attaque; sa configuration ne permettait de déployer qu'une seule division à la fois. On fut donc obligé d'aborder l'ennemi par divisions successives. Les troupes françaises se présentèrent au pied des escarpements, et les gravirent au pas de charge; mais les alliés, mettant en œuvre ce genre de feu qui leur avait réussi dans d'autres occasions, attendirent tranquillement, derrière leurs rochers, que les divisions françaises eussent atteint, après beaucoup d'efforts et de fatigue, la crête des positions; alors un feu de file subit et bien nourri les arrête, les fait chanceler, et les contraint enfin à la retraite. Chaque division se présente à son tour, avec assurance, au péril que la précédente n'a pu surmonter; elle éprouve le même sort et les mêmes pertes. L'artillerie française en batterie dans les bas-fonds, obligée de tirer à toute volée sur l'ennemi posté au sommet de la montagne et masqué par les accidents du terrain, ne put, quoique servie avec activité, produire de grands effets. Le maréchal, rebuté par une suite d'attaques infructueuses, se

1813. Espagne. décida à donner l'ordre d'une retraite générale. Ce fut dans ce moment que parurent les têtes de colonne du comte d'Erlon. Ce général, supposant que l'ennemi, par sa retraite forcée de la veille, devait être déjà sous les murs de Pampelune, était arrivé à une lieue et demie de cette place dans la matinée; mais entendant le canon en arrière sur sa gauche, il s'y porta sur-le-champ; ce mouvement en avant et ensuite rétrograde l'empêcha d'arriver à temps pour prendre part à l'affaire de Çubiry; il est à croire que s'il fût arrivé dès le matin sur le terrain, manœuvrant sur la droite de l'ennemi, il aurait décidé la victoire.

L'armée française se mit en retraite le 28, au point du jour : la colonne du général Reille dans la direction de Saint-Jean-Pied-de-Port, celle du général Clausel obliquant à gauche vers Echalar et Sarre, et celle du comte d'Erlon par le chemin qu'elle venait de parcourir vers Maya. Lord Wellington fit marcher deux corps de troupes sur leurs traces. Pressées à la gauche par les Anglais, les divisions françaises rencontrèrent, dans la journée du 28, le corps de Mina qui les avait devancées pour leur couper la retraite; mais ce mouvement ne pouvait ralentir que faiblement leur marche, et elles continuèrent leur route après avoir laissé quelques voitures de bagages dans les mains du hardi chef des guerillas. Les généraux Reille et Clausel débouchèrent le 29 sur Saint-Jean-Pied-de-Port et Ascain, tandis que le comte d'Erlon atteignait Urdax et ses premières positions en avant d'Ainhoué.

Ainsi se termina, en cinq jours, la marche sur Pampelune. Couronnée par le succès, elle eût passé pour une opération militaire du premier ordre. La lenteur et le défaut d'ensemble, l'hésitation dans les mouvements du 27 au soir, la firent échouer; elle coûta à l'armée française près de 8,000 hommes hors de combat, parmi lesquels plusieurs officiers généraux. La perte de l'ennemi fut bien moins considérable, et le succès redoubla la confiance qui l'animait depuis Vittoria.

Pendant que le maréchal Soult pénétrait en Navarre et faisait à Çubiry des efforts aussi infructueux pour obliger lord Wellington à abandonner sa ligne sur les Pyrénées, les garnisons de Pampelune et de Saint-Sébastien n'étaient point restées

dans l'inaction. Le départ de la plupart des troupes qui entouraient la première de ces places, pour se porter le 26 à la rencontre des Français, lui permit de faire une sortie à une lieue et demie, de s'emparer des produits de la moisson qui venaient d'être recueillis, et de réapprovisionner ses magasins. En sorte que malgré la malheureuse issue de ses opérations, le projet du maréchal pour le ravitaillement de Pampelune fut du moins en partie rempli. Mais l'espoir de délivrance dont la garnison s'était un moment flattée en entendant, le 27, gronder le canon si près de ses remparts s'évanouit bientôt; le prompt retour des colonnes anglaises sous les murs de la place ne lui offrit plus le lendemain que la perspective d'une triste et prochaine capitulation.

1813. Espagne.

Suite du siége de Saint-Sébastien. — L'ennemi, après avoir sommé inutilement Saint-Sébastien le 22 juillet, s'occupait, par un feu continu, de rendre la brèche, déjà faite, accessible de toutes parts. Il en avait ouvert deux nouvelles les 23 et 24, et le feu s'était déclaré dans plusieurs endroits de la ville, par le jet des bombes et des obus. Le général Graham, jugeant enfin l'occasion favorable, se décida à faire donner l'assaut. Le 25, à trois heures du matin, les masses anglo-portugaises vinrent se former au pied des remparts. L'explosion d'un fourneau établi dans un conduit qui traversait une place d'armes rentrante fut pour les assiégeants le signal de l'assaut. Quatre régiments de ligne anglais marchent en avant avec la plus grande résolution; mais sur tous les points la garnison leur oppose une résistance invincible. Pendant que les Anglais, à l'aide d'échelles, s'efforcent d'escalader la demi-lune, une colonne portugaise, pénétrant dans le chemin couvert, fait un feu roulant sur le bastion et l'ouvrage à corne; mais les Français[1] ne se laissent point intimider par le nombre toujours croissant de leurs ennemis; tout ce qui paraît sur la brèche est renversé blessé ou mort dans le fossé. Le pied de la brèche, celui du rempart du

[1] Le commandant Dutaillis, du 22e, fut blessé mortellement par un biscaïen. Plusieurs officiers, le voyant tomber, s'approchèrent pour lui porter quelque secours. « *Retirez-vous*, dit cet intrépide officier ; *j'exige que personne ne m'approche avant que l'ennemi ait été repoussé.* » Il expira peu de temps après.

1813. Espagne.

bastion Saint-Jean et de la fausse braye, offrent un spectacle de destruction et de carnage. Les morts, les mourants, les blessés et les fuyards roulent confondus sur les pierres glissantes que la mer vient à peine de quitter. Un grand nombre se précipitant dans les flots pour échapper aux balles et à la mitraille trouvent la mort en voulant l'éviter. En même temps le bataillon du 62e régiment marche dans le chemin couvert, et passe à la baïonnette les Portugais qui y sont entrés et que les palissades arrêtent dans leur fuite précipitée. Des pièces qui flanquaient les brèches, tirent plusieurs fois à bout portant et à double boîte de mitraille dans les masses ennemies, tandis qu'une pluie de boulets creux, d'obus et de grenades jetées à la main, un feu de mousqueterie non interrompu, portent la confusion et la mort parmi les assaillants. Enfin, sir Graham ayant perdu l'élite de ses meilleurs soldats, et convaincu de l'inutilité de sa tentative, se décide à faire retirer ses colonnes, et le carnage cesse. Alors à ces scènes de destruction succède un spectacle d'un genre nouveau, et plus admirable sans doute : les soldats de la garnison se précipitent à l'envi du haut des brèches et de la fausse braye pour aller porter du secours aux blessés ; amis et ennemis sont également relevés et accueillis. Ces mêmes Anglais qui peu d'instants auparavant étaient repoussés avec toute l'intrépidité du désespoir sont maintenant soignés par leurs vainqueurs avec la même sollicitude que l'on témoignerait à des compagnons d'armes. On s'empresse à les retirer d'entre les morts, à poser un premier appareil sur leurs plaies, et, par un rapprochement bizarre, ils sont transportés sur ces mêmes échelles qu'ils avaient préparées pour la destruction des assiégés. Le général Rey, sur la brèche, dirige et encourage cet élan d'humanité, tandis que le général anglais, avec plusieurs de ses officiers, placé sur l'épaulement de sa tranchée, observe avec autant d'admiration que de surprise une conduite si peu commune [1].

La perte de l'ennemi dans cette journée fut évaluée à 900 hommes restés dans les revêtements et dans les défenses avan-

[1] Un parlementaire vint le lendemain, au nom du général Graham, remercier le général Rey des soins généreux que la garnison avait prodigués, après l'assaut, aux blessés anglais.

cées. Plusieurs centaines de prisonniers et de blessés furent en outre recueillis dans la place. 1813. Espagne.

Voulant profiter de ses succès et des bonnes dispositions de la garnison de Saint-Sébastien, le général Rey ordonna le 27 une sortie. Cette expédition fut confiée à l'adjudant commandant Songeon, chef de l'état-major de la place, et qui se trouvait chargé du commandement des ouvrages de gauche dans la mémorable journée du 25. Ce brave officier, après avoir nettoyé les boyaux ennemis du côté des faubourgs brûlés de Sainte-Catherine et de Saint-Martin, et refoulé les assiégeants assez loin de la place, y rentra au bout de trois quarts d'heure, avec sa colonne et 180 prisonniers; sa perte fut de 6 hommes tués et 32 blessés : lui-même avait reçu deux balles. L'ennemi avait eu un nombre à peu près égal de tués et de blessés.

Après ce brillant fait d'armes, la valeureuse garnison de Saint-Sébastien continua de disputer opiniâtrément à l'ennemi la possession d'une place qui ne présentait plus qu'un monceau de cendres et de ruines.

Cependant, comme tout portait à croire que le général anglais ne tarderait pas à s'en rendre maître, le maréchal Soult résolut de tenter un second effort pour la débloquer. Dans la nuit du 30 au 31 août, deux fortes colonnes d'attaque furent formées, l'une sous la basse Bidassoa, commandée par le général Reille, et composée des divisions Foy, Lamartinière et Maucune; l'autre, sous les ordres du général Clausel, et composée des divisions Taupin, Vandermaessen, d'Armagnac et Maransin, se réunit en avant d'Ascain; la réserve du général Villate se disposait également à agir au centre de la ligne; la division Conroux garda le débouché de Sarre; le général Abbé, celui d'Urdax et de la haute Nivelle.

Nouveau mouvement offensif de l'armée française pour débloquer Saint-Sébastien; affaire d'Irun. — Le 31, au point du jour, les colonnes françaises se mirent en mouvement. Les corps des généraux Villate et Reille, ayant passé la Bidassoa au gué vers Biriatu, rencontrèrent bientôt l'ennemi, et firent des efforts inouïs pour enlever la gauche de ses positions en avant d'Irun et pour se rapprocher de Saint-Sébastien; mais 31 août.

1813. Espagne. Wellington, informé à temps des projets du maréchal Soult, avait renforcé, en avant de la basse Bidassoa, sa ligne de gauche qui couvrait le siége, en même temps qu'il donnait l'ordre au corps faisant face aux divisions Couroux et Abbé, à Sarre et à Urdax, de marcher en avant, d'attaquer eux-mêmes pour donner de l'inquiétude au maréchal sur ce point et jeter du vague dans ses opérations. Les généraux Reille et Villate ne purent surmonter les obstacles qui leur furent opposés ; mais le général Clausel, qui, avec ses quatre divisions, avait franchi la Bidassoa au-dessous de Berra, fut plus heureux dans l'attaque du col du même nom. Les alliés, abordés de front et tournés par leur flanc, se virent contraints d'abandonner ce col après des pertes considérables. Toutefois, le peu de succès de la gauche et du centre força bientôt le général Clausel à s'arrêter. Le général Conroux, assez mollement attaqué en avant de Sarre, n'eut pas de peine à se maintenir ; il n'en fut pas de même de la division Abbé, dont une brigade, chargée par un corps nombreux et Portugais, fut obligée d'abandonner ses positions d'Urdax et de se concentrer en avant d'Ainhoué ; le général Raymond, qui la commandait, fut blessé assez grièvement.

Pendant que les opérations présentaient des succès plus ou moins satisfaisants sur les divers points de la ligne, le général Rey, prévenu du mouvement que le maréchal opérait en sa faveur, essayait de le seconder. Le 30 les dispositions des assiégeants, qui cherchaient à adoucir les rampes des brèches, annonçaient un assaut pour le lendemain. Le gouverneur de Saint-Sébastien, dont l'activité augmentait avec les dangers, se prépara de son côté à bien recevoir l'ennemi. Le 31, à la pointe du jour, le feu des batteries, très-vif la veille, recommença de nouveau. En même temps les assiégés aperçurent beaucoup de mouvement dans les tranchées. A dix heures et demie, la marée étant basse, l'ennemi commença à déboucher de ses boyaux ; quelques minutes après, une mine qui aboutissait à quelques toises de la gorge des tranchées éclata, et fit beaucoup de mal aux colonnes, qui continuèrent toutefois, après un court intervalle, de défiler sous un feu non interrompu de mousqueterie, d'obus et de mitraille. Les Anglais

abordèrent franchement les brèches du bastion Saint-Jean et du saillant de la courtine, et malgré les plus grands efforts ne purent parvenir à s'y établir. Quatre fois l'ennemi réitère ses assauts, fait succéder des troupes fraîches à celles qui ont déjà donné, et quatre fois il est écrasé par les obus, les grenades et repoussé avec une perte considérable. On se bat pendant plus de trois heures avec un acharnement difficile à décrire. Le capitaine d'artillerie Duhamel établit une pièce de 8 dans la casemate du cavalier, et la dirige, tandis que le capitaine Gosse, commandant l'artillerie de l'ouvrage à cornes, s'établit à découvert sur le terre-plein de la courtine, avec une pièce de 4, et mitraille les troupes qui montent à l'assaut. Ces feux croisés, réunis à ceux des brèches, portent le ravage dans les rangs ennemis. Dans le même temps, quelques pièces, un mortier et un obusier tirent du fort, avec un succès complet dans les tranchées et en avant des brèches. Cependant l'artillerie des assiégeants ne demeure pas oisive et foudroie les assiégés; mais ceux-ci, fermes à leurs postes, voient sans être intimidés tomber à leurs côtés un grand nombre de leurs braves camarades; officiers et soldats rivalisent d'intrépidité et de dévouement; à leur tête se distinguent le général Rey et l'adjudant-commandant Songeon [1]. Enfin, rebutés par les pertes énormes qu'ils avaient faites, et par l'inutilité de leurs efforts, les Anglais étaient sur le point de faire leur retraite, lorsqu'un de leurs projectiles vient mettre sur la courtine le feu à des artifices destinés à être jetés aux assiégeants. Un grand nombre de grenadiers des 1er et 22e de ligne et quelques sapeurs sont tués par cette explosion. Le chef de bataillon Cramaille qui commandait à la brèche, et cinq autres officiers sont brûlés ou grièvement blessés. A la faveur du désordre inséparable d'un pareil événement, l'ennemi reprend courage et se résout à

1813.
Espagne.

[1] A ce dernier assaut, l'adjudant-commandant Songeon se porta, à plusieurs reprises, sur la brèche, à la tête des troupes, les animant du geste et de la voix : « Vive l'empereur! en avant l'honneur français! » s'écriait-il, son chapeau au bout de son épée, et un tambour à ses côtés battant la charge. Ce mouvement électrique allait avoir les suites les plus avantageuses, lorsque l'explosion sur la courtine eut lieu, et força la colonne française à se retirer dans le fort Lamothe.

1813. Espagne. tenter un cinquième assaut. Une colonne portugaise traverse les sables et la rivière sous le feu le plus meurtrier, se dirige vers l'extrême gauche de la brèche, et parvient à s'établir sur la petite brèche, à l'extrémité du chemin de ronde et dans les décombres des maisons, à la gauche de la grande brèche, d'où elle ne peut être délogée.

Instruit des progrès de l'ennemi, qui par sa position tournait une partie des défenses de l'intérieur de la ville, le général Rey fit alors évacuer la droite de la brèche, et donna l'ordre de faire la retraite en arrêtant l'ennemi aux traverses de la courtine, afin de protéger la rentrée des postes extérieurs; la garnison dut gagner le fort Lamothe par le port. Ce mouvement s'exécuta sans confusion et sans trouble, et le soir du même jour les troupes renfermées dans le château avaient pris leurs nouvelles positions sur les points qu'elles étaient destinées à défendre.

A l'exception du chef de bataillon Brion, commandant l'artillerie, et du commandant Thomas, du 34e de ligne, tous les chefs de corps avaient été tués ou blessés depuis le commencement du siége, ainsi que tous les officiers du génie, des sapeurs et des pionniers. Le lieutenant du génie, Gobelet, restait seul pour commander cette arme.

La perte des assiégés dans la journée du 31 août avait été de 640 hommes tués ou blessés, dont 24 officiers; celle des Anglais s'élevait à 2,800 hommes, dont 50 officiers. Le colonel Feltcher, commandant l'artillerie, avait été tué; le lieutenant général Leith, et les majors généraux Robinson et Oswald étaient au nombre des blessés.

31 août. *Occupation de la ville de Saint-Sébastien par les alliés.* — La retraite de la garnison dans le fort Lamothe laissant à l'ennemi la faculté d'occuper la ville, les Anglo-Portugais s'y précipitèrent avec l'ardeur et dans le désordre de troupes auxquelles on a promis le pillage.

Des historiens étrangers et de mauvaise foi se sont plu à tracer, en plusieurs occasions, un tableau exagéré des vexations et de la licence effrénée dont les troupes françaises se seraient rendues coupables, selon eux, dans la Péninsule; mais aucun de ces récits mensongers n'approche des atrocités réelles

que les Anglo-Portugais commirent alors dans la ville de Saint-Sébastien. Ni l'âge ni le sexe ne furent respectés; sous le prétexte que les habitants avaient favorisé les Français dans leur défense, amis et ennemis devinrent indistinctement les victimes de la fureur du soldat [1]. Le pillage dura quatre jours sous les 1813. Espagne.

[1] Nous croyons devoir rapporter ici quelques fragments du manifeste présenté à la nation espagnole par la junte constitutionnelle, le chapitre ecclésiastique, et les habitants de Saint-Sébastien, sur la conduite que tinrent dans cette ville les troupes anglo portugaises, le 31 août 1813 et les jours suivants.

« La ville de Saint-Sébastien a été incendiée par les troupes alliées qui l'assiégeaient, après avoir éprouvé de la part desdites troupes un sac horrible et ses habitants un traitement tel qu'on n'en a pas d'idée dans l'Europe civilisée........... Le patriotisme des loyaux habitants de Saint-Sébastien, longtemps comprimé par la sévérité de l'ennemi (les Français), éclata de toutes les manières, ainsi que la joie et l'affection avec lesquelles les alliés furent reçus ; mais ceux-ci, insensibles à des démonstrations aussi sincères, aussi pathétiques, y répondirent par des coups de fusil tirés contre ces mêmes croisées et balcons d'où partaient ces félicitations et sur lesquels périrent un grand nombre d'habitants, victimes de l'expression de leur amour pour la patrie, présage terrible de ce qui devait suivre........ Ces horreurs n'étaient que le prélude de beaucoup d'autres, dont le souvenir seul fait frémir. O jour à jamais malheureux ! ô nuit cruelle ! on négligea jusqu'aux précautions que semblaient exiger la prudence et l'art militaire dans une place à l'extrémité de laquelle se trouvait l'ennemi, acculé au pied du château, pour se livrer à des excès inouïs, que la plume se refuse à décrire. Le pillage, l'assassinat, le viol, furent poussés à un point incroyable ; et le feu, que l'on découvrit pour la première fois à l'entrée de la nuit, après la retraite des Français dans le château, vint mettre le comble à ces scènes d'horreur : on n'entendait de toutes parts que des cris de détresse, des femmes que l'on violait, sans avoir égard ni à leur tendre jeunesse ni à leur ancienneté respectable ; des épouses outragées sous les yeux de leurs époux, des filles déshonorées en présence de leurs parents ; une fille fut victime de la brutalité du soldat sur le cadavre de sa mère : d'autres crimes plus horribles encore, et que la pudeur nous empêche de nommer, furent commis dans cette journée. Jetons un voile sur ce triste tableau, et portons nos regards sur un autre, non moins déplorable : nous avons vu égorger des citoyens innocents et même ayant bien mérité. D. Domingo de Goycochea, ancien et respectable ecclésiastique, et un grand nombre d'autres, que nous nous dispenserons de nommer, furent assassinés ; l'infortuné Joseph de Larramaga fut tué, essayant, après avoir été volé, de sauver sa vie et celle de son jeune fils, qu'il tenait dans ses bras. Un grand nombre de personnes mouraient chaque jour des mauvais traitements qu'elles avaient reçus. Les citoyens qui ne furent ni tués ni blessés eurent à souffrir de

1813. Espagne. yeux des officiers, qui ne tentèrent aucun effort pour réprimer de si honteux excès. Enfin, pour mettre le comble à toutes ces atrocités, cette malheureuse ville, livrée aux flammes, fut entièrement détruite, à l'exception de quelques maisons habitées par des généraux anglais ou portugais. Tel fut le sort de la capitale de la province de Guipuscoa, bien que, dévouée au roi Ferdinand, elle eût sacrifié pour sa cause sa prospérité commerciale et l'élite de sa jeunesse, sous le régime même des Français.

1er septembre. *Retraite de l'armée française sur la rive droite de la Bidassoa; affaire de Berra.* — L'insuccès des attaques des généraux Reille et Villate, sur le centre de la ligne ennemie en

mille manières ; beaucoup d'entre eux furent dépouillés et laissés entièrement nus............ Poursuivis par les soldats, ils enviaient le sort de quelques personnes qui avaient trouvé un asile momentané sur les toits ou dans les cloaques........... Ces excès durèrent plusieurs jours après l'affaire, sans qu'on prît aucun moyen pour les arrêter....... Ils paraissaient autorisés par les chefs, puisque les effets volés dans la ville étaient vendus publiquement, à la vue et dans le voisinage du quartier général des alliés, par des Anglais et des Portugais........ Lorsqu'on croyait la spoliation terminée, les troupes alliées trouvèrent que les flammes ne faisaient pas d'assez rapides progrès ; elles se servirent d'un mélange d'artifices qu'elles jetaient dans des chaudrons, et au moyen desquels elles propagèrent le feu avec une effrayante rapidité....... De cette manière a péri la ville de Saint-Sébastien. De six cents et quelques maisons que contenaient ses remparts, il n'en reste que trente-six. Il est remarquable que ces maisons sauvées se trouvent toutes voisines du château qu'occupait l'ennemi. Les deux églises paroissiales ont aussi été conservées, attendu qu'elles servaient de quartier et d'hôpital aux vainqueurs. Tout le reste a été livré aux flammes..... Quinze cents familles errent sans pain, sans asile, traînant une existence pire que la mort. Effets, meubles, marchandises, magasins, boutiques, tout a été la proie de la rapacité ou de l'incendie...... Saint-Sébastien n'existe plus....... O malheureuse ville ! Honneur de la Guipuscoa !..... toi qui avais donné tant de preuves de ta constance, qui avais regardé les Anglais comme tes libérateurs, pouvais-tu croire que tu serais détruite par les mêmes mains qui devaient rompre tes chaînes ! A combien de dangers les habitants s'étaient-ils exposés pendant les cinq ans qu'a duré l'occupation française ! Lorsque, le 25 juillet, nous vîmes arriver des prisonniers anglais et portugais, nous volâmes à leur secours ; les femmes les plus délicates couraient à l'hôpital leur prodiguer du linge, des vivres et des soins ; la récompense de tant de fidélité a été la destruction de notre ville.

« Nous répondons sur notre tête de l'exacte vérité de cette relation que nous vous présentons, et que nous avons tous signée. »

avant de la Bidassoa avait décidé le maréchal Soult à ordonner la retraite. Ce mouvement devait être exécuté le soir même du 31 août, ainsi que le passage de la Bidassoa ; mais une pluie abondante, étant survenue tout à coup, grossit de plusieurs pieds cette rivière, qui reçoit les torrents des deux versants opposés des Pyrénées. Elle avait été passée à gué le matin ; le soir elle n'était plus guéable sur aucun point. Le grand pont de Bioby avait été rompu dès le commencement de la campagne ; l'armée française fut donc obligée de remonter la rivière pour en chercher un autre plus haut. 1813. Espagne.

Le pont de Berra était couvert, du côté de l'Espagne, par un fortin qui en formait la tête, et dont on avait négligé de débusquer l'ennemi la veille. L'armée française fut donc obligée de défiler sur ce passage étroit, tandis que l'ennemi, faisant feu par les créneaux du fort, n'avait que l'embarras du choix de ses victimes. La perte de 2,000 Français paya un oubli trop funeste ; et cette perte eût été beaucoup plus considérable si une batterie de 12 pièces établie sur la rive droite par le général Tirlet, n'eût contenu la garnison du fort, en même temps que le général Vandermaessen, avec 500 voltigeurs, l'occupait à la tête du défilé. Parmi les braves qui succombèrent en cette occasion, l'armée eut à regretter les généraux de division Vandermaessen et Lamartinière. L'amitié la plus étroite les unissait depuis longtemps ; ils moururent au même instant, et pour ainsi dire frappés du même coup. Dans la journée du 2 septembre, les corps de l'aile droite, de l'aile gauche, et les réserves du général Villate, reprirent leurs premières positions en avant de Saint-Jean-de-Luz, d'Ascain, et sur la basse Bidassoa. Les divisions d'Armagnac et Maransin rentrèrent au camp de Suraïde, qu'occupait le comte d'Erlon.

Capitulation de la garnison de Saint-Sébastien. — Cependant la garnison de Saint-Sébastien, retirée dans le fort Lamothe, prolongeait sa belle résistance. Le 1er septembre le général Graham proposa au gouverneur l'échange des prisonniers ; mais le général Rey, ne voulant pas faire connaître sa position, s'y refusa. Il répondit de même négativement à une sommation qui lui fut envoyée le 4, et proposa une suspension d'armes de quinze jours, sous la clause que s'il n'était pas se- 9 octobre.

1813. Espagne. couru, la garnison évacuerait le fort et rentrerait en France, ou elle resterait prisonnière de guerre jusqu'à parfait échange. Ces conditions ne furent pas acceptées.

Les 5, 6 et 7 l'ennemi continua son feu; il avait changé la direction de ses batteries de brèche sur les sables, et les Français voyaient leurs pertes se multiplier sans pouvoir se défendre. Le 8 septembre au matin, les Anglais ouvrirent le feu de leurs batteries avec cinquante-quatre pièces de gros calibre; la batterie de brèche était armée de dix-sept pièces. En quelques heures le belveder s'écroula, la muraille d'enceinte fut entièrement détruite, et le fort ne présenta plus qu'une position à enlever à la baïonnette.

La garnison, dépourvue de vivres et d'eau, avait usé tous ses moyens de défense. La plupart des affûts étaient brisés, la lumière des bouches à feu qui restaient encore dans le fort s'était agrandie par un tir multiplié au point de ne plus permettre aux projectiles de se mouvoir; le soldat, faute d'abri, était depuis neuf jours au bivouac, sous le feu de l'artillerie la plus formidable, et par une pluie continuelle qui l'empêchait de faire usage de son fusil, la dernière ressource qui lui restât. Le général Rey n'ayant plus possibilité de prolonger sa résistance, se détermina enfin à capituler[1].

Le 8 au soir, les Anglais prirent possession des postes du fort Lamothe. Le 9, à midi, la garnison française, réduite de 3,200 hommes à 1,135, dont 570 blessés, sortit avec les honneurs de la guerre, et déposa ses armes, non sur les glacis de la place, mais au milieu des décombres de la ville. Le général Graham se plut à lui donner devant ses troupes réunies des témoignages authentiques de son admiration et de son estime : témoignages scellés d'ailleurs du sang de 8,000 Anglo-

[1] Lorsque l'adjudant-commandant Songeon se présenta pour capituler, sir Graham l'embrassa, et, lui présentant une plume, « Monsieur le colonel, dit-il, lorsqu'on s'est défendu ainsi que vos troupes l'ont fait, on n'est point vaincu, et l'on a le droit de dicter des conditions; écrivez-les... — Monsieur, répondit le chef d'état-major du général Rey, nous ne demandons que les honneurs de la guerre et le transport en France de nos blessés : nous ne pouvons exiger d'autres conditions; car il ne nous reste plus un boulet pour soutenir la négociation dont je suis chargé. » La capitulation fut signée aux conditions demandées.

Portugais mis hors de combat au pied des brèches. La garnison de Saint-Sébastien, prisonnière de guerre, fut conduite en Angleterre, d'où elle revint dans les premiers mois de 1814. Le siége avait duré deux mois et neuf jours. Napoléon crut devoir, en cette occasion, récompenser le courage malheureux ; la plupart des officiers qui avaient combattu sous les ordres du brave général Rey, reçurent dans les prisons même d'Angleterre leur nomination à un grade supérieur[1]. 1813. Espagne.

Après la reddition de Saint-Sébastien, aucun autre événement remarquable n'eut lieu pendant le mois de septembre. L'armée française s'occupa à construire ou à remettre en état plusieurs ouvrages en terre sur divers points de sa ligne. L'ennemi, de son côté, après avoir donné un nouvel ordre aux divers éléments qui composaient son armée et aux troupes qui arrivaient chaque jour de l'intérieur de l'Espagne, se mit en mesure de donner une activité offensive à ses prochaines opérations. Il le pouvait désormais sans inconvénient, puisque la possession de Saint-Sébastien lui assurait un port propre à recevoir les convois destinés à alimenter cette armée immense, forcée d'agir dans un pays ruiné par la guerre et manquant de tout.

L'armée alliée passe la Bidassoa, et s'empare des postes de de la Croix des Bouquets et *de la Baïonnette.* — Le 8 octobre, à huit heures du matin, une colonne anglaise franchit la Bidassoa, et attaqua brusquement les divisions Villate et Boyer, chargées de défendre le passage sur la rive droite. La première de ces divisions fut surprise et repoussée ; la seconde, entraînée par le mouvement de celle qui la précédait, battit également en retraite. L'ennemi poursuivit ses progrès, mais il fut arrêté par la redoute construite en avant du village d'Urrugne. Il se présenta ensuite devant la position de la Croix des Bou- 8 octobre.

[1] Nous ne devons point passer sous silence la conduite généreuse du général Rey. Connaissant l'état de dénûment dans lequel se trouvaient les officiers, qui depuis longtemps n'avaient point reçu leur solde, il fit remettre 100 francs à chacun des blessés et 60 aux autres. En distribuant également quelque argent à la troupe, il regretta de n'avoir pas les moyens de venir au secours de tous les braves qui l'avaient secondé dans cette brillante défense.

1813. France. quets sur le Mont-Chonille, défendue par la division Maucune, qui, après quelque résistance, fut forcée de se replier un peu en avant de Siboure et de Saint-Jean-de-Luz.

Les troupes du général Taupin défendaient le poste, presque inexpugnable, de la Baïonnette, sur le Mandale, en avant d'Ascain. Cette division avait pris les armes au point du jour, ainsi qu'il est d'usage aux avant-postes. L'ennemi avait également quitté ses bivouacs, sans donner d'ailleurs aucun indice d'un mouvement offensif. A neuf heures, la troupe anglaise s'ébranle; le général Taupin, sur le point de faire rompre les rangs, retient ses régiments en ligne, et donne l'ordre au chef de bataillon Gillet, du 88e, renfermé dans la redoute de la Baïonnette, de la défendre jusqu'à la dernière extrémité. Cependant les alliés, au nombre de 20,000, marchent de front sur la montagne, et la débordent sur ses flancs. Le général Taupin, après les plus grands efforts, se voit forcé d'abandonner ses positions et de se retirer sur Ascain. Le bataillon du 88e se fait massacrer avec une résolution digne d'un meilleur sort, et ses débris tombent au pouvoir de l'ennemi ainsi que la redoute qu'ils défendent.

Cependant la division Conroux, en position en avant de Sarre et dans la redoute dite Sainte-Barbe, se disposait à passer dans quelques heures la revue du maréchal. Elle est attaquée et surprise à la même heure que les autres points de la ligne. La redoute, mollement défendue, tombe au pouvoir de l'ennemi avant que le général Conroux soit arrivé pour donner des ordres. Mais la bonne contenance des régiments de la division, lorsque le général se fut mis à leur tête, arrêta les alliés. Le même jour, vers neuf heures, les avant-postes du général d'Armagnac, sur la Nivelle, en avant d'Ainhoué, furent attaqués par les troupes qui leur faisaient face. Les progrès des Anglo-Portugais avaient déjà mis le général d'Armagnac dans la nécessité d'abandonner sa position, lorsqu'un mouvement de flanc de la division Darricau, descendant à son secours du camp de Suraïde, contint l'ennemi, qui, repoussé bientôt après, fut contraint à rentrer dans ses positions du matin avec une perte de 400 hommes. Quelque diligence qu'il apportât, le maréchal Soult, occupé le 7 au matin à passer une revue à Espelette,

à cinq lieues de sa droite, ne put arriver qu'à une heure après midi pour arrêter les progrès des alliés. Les généraux Reille et Clausel s'attendaient à recevoir sur-le-champ l'ordre de reprendre, sous la conduite du maréchal, les positions perdues; mais celui-ci, que les tentatives infructueuses faites précédemment pour dégager Pampelune et Saint-Sébastien, avaient rendu circonspect, se contenta de pourvoir à la sûreté des avant-postes, et donna des instructions aux divers généraux pour augmenter la force de la ligne tenue par l'armée [1]. 1813. France.

Capitulation de Pampelune; le maréchal Soult fortifie la ligne occupée par l'armée dans les Pyrénées. — Après avoir consommé ses premiers approvisionnements de vivres, et ceux qui avaient été ramassés dans la sortie du 27 juillet, la garnison de Pampelune, étroitement serrée par un corps espagnol, fut obligée d'ouvrir les portes de cette forteresse le 13 octobre : elle fut conduite prisonnière de guerre en Angleterre, vers la fin du même mois. Octobre.

Cependant un renfort de 30,000 conscrits étant venu réparer les pertes que l'armée avait éprouvées dans les affaires précédentes, le maréchal Soult, en même temps qu'il pressait l'instruction de ses nouvelles troupes, s'occupa, pendant le mois d'octobre, à fortifier la ligne qu'il occupait encore dans les Pyrénées. Il s'en fallait de beaucoup que cette ligne fût susceptible du même degré de résistance sur tous les points. Quelques-unes des positions, déjà fortes par elles-mêmes, avaient été rendues inexpugnables; d'autres, naturellement faibles, n'avaient encore qu'une défense médiocre, bien qu'elles fussent soutenues par un grand nombre d'ouvrages, accumulés depuis Saint-Jean-de-Luz jusqu'au mont Daren. Dans l'intervalle entre ce point et Saint-Jean-Pied-de-Port, qui présente une chaîne de montagnes escarpées, que l'ennemi ne pouvait

[1] Les événements de la journée du 8 octobre donnèrent lieu à divers commentaires sur une attaque faite, à point nommé, au moment où le général en chef était à cinq lieues des postes attaqués, et où les régiments de la division chargée de défendre le passage de la Bidassoa, ne pouvaient qu'être surpris, les fusils étant démontés dans les mains des soldats, qui se préparaient à passer une revue. La manière surnaturelle dont lord Wellington avait été servi par ses émissaires, devait être en effet un grand sujet d'étonnement pour toute l'armée.

1813. Espagne. espérer de franchir, les seuls passages de Bidarray et de Saint-Jean-Pied-de-Port étaient gardés.

Quatre chemins débouchent de l'Espagne dans les Basses-Pyrénées. La route de Madrid à Bayonne, battue en avant de Saint-Jean-de-Luz, et flanquée à droite et à gauche par des hauteurs couronnées d'ouvrages, ne pouvait être franchie ; il en était de même de celle de Pampelune à Saint-Jean-Pied-de-Port. Le double passage qui, partant de Maya, se dirige vers Urdax et le mont Daren, battu par des points moins forts que les précédents, en avant et en arrière d'Ainhoué, et au-dessus d'Espelette, pouvait encore être disputé avec avantage ; mais aucune défense accessoire n'était capable de couvrir le défaut de la position de Sarre, qui laisse ouvert un intervalle de plus d'une demi-lieue, entre la hauteur de la Rhune et le pont d'Amotz sur la Nivelle, en présentant à l'ennemi un débouché facile pour pénétrer en France et tourner la ligne des Pyrénées. Une seule redoute, dite *de Sainte-Barbe*, défendait ce passage : l'ennemi s'en était rendu maître le 8 octobre ; mais le 20 du même mois, après une attaque extrêmement vive, les généraux Conroux et Reille, chargeant à la tête d'une colonne de grenadiers, rentrèrent dans ce poste, et s'y maintinrent.

Une seconde ligne d'ouvrages s'étendait depuis Saint-Jean-de-Luz jusqu'à Combo, dont le pont sur la Nive avait une tête assez étendue, et qui couvrait toute la partie élevée de ce village. Sur cette ligne se trouvaient les camps en avant d'Espelette et de Suraïde, les ouvrages à hauteur de Sarre, et le camp de Serres.

Enfin, une troisième ligne, dont les travaux n'étaient qu'ébauchés, s'élevait au point d'Abuacen-Borda, en arrière de Saint-Pè, sur le chemin d'Ustaritz. Afin de ne pas exposer les batteries de campagne, les redoutes étaient armées de canons de six, pris dans l'arsenal de la marine à Bayonne. On parvint, après des travaux inouïs, à hisser ces pièces sur les points les plus élevés : on suivit à peu près les dispositions de lignes établies dans la guerre de 1793. Vers la fin d'octobre, les ouvrages des deux premières lignes étaient entièrement terminés.

L'aile droite de l'armée française occupait Urugne, la droite et la gauche de la route de Saint-Jean-de-Luz, et les ouvrages

en avant de cette ville. L'aile gauche était à Ascain, au camp de Serres, à Sarre, dans la redoute Sainte-Barbe, et sur la montagne de la Rhune. Le centre occupait les divers points en avant d'Ainhoué, le camp de Suraïde, le mont Daren, et le mont Chaporra, en avant d'Espelette. Une division, détachée de l'aile droite, gardait les débouchés de la vallée d'Osses à Bidarray, une brigade couvrait Saint-Jean-Pied-de-Port; les dragons formant la cavalerie de l'armée étaient en avant de Saint-Jean-de-Luz, d'Ascain et de Sarre. L'intervalle à défendre était de cinq lieues de pays, depuis Urugne jusqu'à Combo. La tête du pont de ce dernier endroit était gardée par deux bataillons de garde nationale du département des Landes. 1813. Espagne.

L'armée alliée attaque l'armée française dans ses lignes. 18 novemb. — Le 10 novembre, au point du jour, les avant-postes français furent attaqués. Une fausse alerte, donnée par l'ennemi en avant de Saint-Jean-de-Luz, fixa l'attention du maréchal français sur ce point : vraies ou fausses, le général Reille repoussa toutes les attaques dirigées contre lui. Pendant ce temps, lord Wellington, manœuvrant sur la gauche du général Clausel, vers Sarre, débouchait avec 30,000 hommes derrière la Rhune, et tombait sur la division Conroux, qui occupait cette montagne, le camp de Sarre, et la redoute Sainte-Barbe. Après une vive résistance, ce dernier ouvrage resta à l'ennemi. Les troupes qui défendaient le sommet de la Rhune, voyant l'ennemi, maître de Sainte-Barbe, déboucher de tous côtés, craignirent d'être enlevées, et, sans attendre d'ordres, elles abandonnèrent le point qui leur était confié, et descendirent dans la plaine. La perte de cette montagne, démasquant le flanc gauche du général Clausel, permit alors à l'ennemi de déborder par ce point. Dès ce moment, la ligne de Sarre à la mer se trouvant tournée, n'était plus tenable ; le général Reille se replia en arrière de Saint-Jean-de-Luz sur Bidart, tandis que le général Clausel battait également en retraite par delà Ascain et Sarre. En même temps le général Darricau, en position au camp de Serres, exécuta un quart de conversion à gauche, et se retira sans être entamé.

Pendant que l'ennemi s'emparait de la redoute Sainte-Barbe, la division d'Armagnac était attaquée dans ses positions en

18.

1813. France. avant d'Ainhoué et à la forge d'Urdax. Elle opposa d'abord quelque résistance ; mais, cédant bientôt au nombre, elle fut forcée de se replier sur la gauche du camp de Suraïde. Sa droite, appuyée au camp d'Amotz, entra dans les redoutes, et se déploya sur les côtés de ces ouvrages ; mais, craignant avec raison d'être pris à dos par la colonne ennemie qui s'était emparée de Sarre, tandis que le corps qui occupait Ainhoué l'attaquerait de front, le général d'Armagnac se décida à abandonner les redoutes et la droite du camp, essayant de prendre une position transversale, perpendiculaire à ce camp, pour tenir en respect le corps anglais maître de Sarre, et se ménager une retraite. Le terrain montueux, coupé et boisé, favorisait peu ce mouvement rétrograde, qui s'exécuta sur Ustaritz avec quelque confusion. La retraite de la division d'Armagnac livra la droite du camp de Suraïde à l'ennemi, qui, sans perdre de temps, marcha sur le général Abbé, occupant, avec une de ses brigades, la gauche du camp et les redoutes construites de ce côté. Le général français, sans s'inquiéter du nombre des ennemis qu'il a devant lui, se dispose, avec sa seule brigade, à tenir en échec les 12,000 hommes qui le menacent, et à leur disputer à outrance la possession des deux redoutes qui lui sont confiées ; mais le comte d'Erlon, tout en admirant le dévouement du général Abbé, est contraint, pour éviter de voir sa brigade écrasée, de lui donner l'ordre de la retraite sur Espelette. Par suite de ce mouvement, la brigade Maucomble, de la même division, est obligée d'abondonner les postes inexpugnables du mont Daren et du Chaporra, sans avoir brûlé une amorce. La retraite de la division Abbé livre Espelette aux coalisés. Vers deux heures, ils étaient maîtres de Saint-Jean-de-Luz, d'Ascain, de Serres, de Sarre, d'Ainhoué et de Suraïde. Les ouvrages construits en seconde ligne, en arrière d'Ascain, quoique en état, présentaient des solutions de continuité, et tombèrent peu après au pouvoir de l'ennemi, qui les débordait de tous côtés avec des forces supérieures. C'est en défendant avec vigueur ces derniers retranchements, que le brave général Conroux, frappé d'une balle à la poitrine, réalisa la prédiction qu'il avait faite, quelques jours auparavant, « que Sarre serait son tombeau. »

Nous avons dit que les ouvrages en troisième ligne sur Abaucen-Borda étaient à peine ébauchés ; le général Clausel continua donc son mouvement de retraite jusqu'en avant d'Arrauns. A la nuit tombante, l'armée française occupait une position à peu près parallèle à celle du matin, mais à deux lieues environ en arrière; la gauche appuyée sur la Nive à Ustaritz, la droite à Bidart et à la mer : la tête de pont de Cambo était gardée. 1813. France.

Au premier signal d'un engagement sur la ligne, le maréchal Soult avait donné l'ordre au général Foy, posté dans la vallée d'Ossès, d'attaquer l'ennemi par Bidarray, afin de faire diversion et de lui donner des inquiétudes sur ses derrières. Cette attaque eut un plein succès. Le général Foy culbuta les troupes qui lui étaient opposées, franchit les Pyrénées, pénétra jusqu'à Maya, et répandit la consternation sur divers points servant d'appui à la droite des alliés ; mais ce mouvement, qui pouvait avoir les plus brillants résultats, si la position de Sarre n'eût pas été enlevée tout d'abord, devint par cela même inutile. Le général Foy fut contraint de se replier, emmenant des prisonniers, des bagages, et des troupeaux capturés à l'ennemi.

Dans la soirée du 10, l'armée anglo-espagnole-portugaise établit son quartier général à Saint-Jean-de-Luz.

Le 11, lord Wellington ne fit aucun mouvement offensif sur l'armée française; mais il poussa une reconnaissance sur la tête de pont de Cambo, que le général Foy était chargé de défendre. Les ouvrages de Cambo, quoique à l'épreuve, étaient mal défilés. Plongée par l'artillerie anglaise, la division française perdit quelques hommes; toutefois, ses pièces firent taire celles de l'ennemi, qui finit par s'éloigner. Le général Foy, après avoir fait sauter le pont, prit position, et se retrancha dans le Bas-Cambo.

Cependant une pluie abondante, tombée dans la journée du 11, gonfla tellement les eaux de la Nive, que cette rivière ne fut plus guéable jusqu'au-dessus de Cambo et d'Jatzu. Cette circonstance inspira au maréchal Soult l'heureuse idée de faire de la Nive sa ligne naturelle, et d'occuper les différents points où l'ennemi eût pu la franchir. Par là l'armée alliée se trouvait

1813. France. circonscrite dans les seuls cantons de Saint-Jean-de-Luz, d'Espelette et d'Ustaritz, que lui avait livrés l'affaire du 10. Dès le 12 au matin, la division Darricau traversa Bayonne, et descendit la rive droite de la Nive, jusqu'au village d'Jatzu, en face d'Ustaritz, dont le pont avait été coupé. La division d'Armagnac fut établie à Villefranque; la division Abbé se cantonna en réserve à Saint-Jean-le-Vieux-Mouguerre, la division Foy fut placée au gué entre Jatzu et Cambo : à l'aile gauche, les divisions Taupin, Maransin et Rey [1], s'établirent en avant du château de Marrac, avec des avant-postes retranchés à Moncrau. L'aile droite, formée des divisions Maucune et Boyer, et les réserves du général Villate, prirent poste sur la route de Saint-Jean-de-Luz, leurs avant-postes à hauteur de Biaritz. Le but du maréchal, en repliant ainsi ses deux ailes sur Bayonne, était de les concentrer, de couvrir et de protéger la construction des travaux immenses sur les fronts de cette place, où le grand quartier-général fut établi le 12.

8-13 décemb. *Affaires sur la Nive; bataille de Saint-Pierre d'Irube.* — Pendant que les innombrables armées des puissances coalisées dans le nord semblaient redouter de franchir la frontière de France, lord Wellington, déjà maître des Pyrénées, se disposait à donner dans le midi le signal de l'invasion. La Nive, grossie par les pluies de novembre, et l'attitude des divisions françaises derrière cette rivière, lui présentaient de puissants obstacles; néanmoins, le temps étant devenu serein dans les premiers jours de décembre, et la Nive étant guéable, le général anglais résolut de ne plus retarder le passage de cette rivière.

Le 9 décembre au point du jour, un grand feu, allumé sur une hauteur en arrière de Cambo, donna le signal de l'attaque aux troupes anglo-portugaises réparties sur la gauche de la Nive. De leur côté, les trois divisions françaises, chargées de la défense de cette rivière, se préparèrent à combattre. L'ennemi ayant passé la rivière au gué entre Cambo et Jatzu, le général Foy se porta au-devant de ses colonnes, et leur opposa la plus vigoureuse résistance; mais enfin, forcé de céder au nombre,

[1] Le général Rey avait remplacé le général Conroux comme divisionnaire.

il fit sa retraite sur les hauteurs en arrière, et s'arrêta à la ferme de Lormentua. Sa deuxième brigade, restée au bas de Cambo, se trouvait, par le brusque passage de la Nive au-dessous de ce point, séparée du reste de la division. Le général Berryer, qui la commandait, se replia par la route de Saint-Jean-Pied-de-Port, sans être poursuivi par l'ennemi, qui craignait une surprise dans un pays qu'il ne connaissait pas assez. Le général Berryer, ayant fait faire halte à sa petite troupe, manœuvra sur le flanc de la colonne anglaise, traversa le bois d'Hasparren, et rejoignit le général Foy, vers deux heures de l'après-midi, à la ferme de Lormentua, sans avoir essuyé aucune perte.

1813. France.

Le signal allumé par les Anglais ayant donné l'éveil sur toute la ligne française, la division Abbé, cantonnée aux vieux et petit Mouguerre, avait pris les armes dès le point du jour; le comte d'Erlon la dirigea au secours du général Foy, tandis que les divisions d'Armagnac et Darricau, placées en arrière à droite sur la Nive inférieure, défendaient le passage de la rivière. On se battit avec l'acharnement le plus vif sur les deux points. Les divisions Abbé et Foy tinrent l'ennemi en échec à la ferme de Lormentua, et l'empêchèrent de dépasser ce point.

Les succès étaient également balancés entre les divisions d'Armagnac et Darricau et les corps qui leur faisaient face. Quoique maîtres de la rive droite de la Nive, ces derniers ne faisaient point de progrès. Ce ne fut que vers le soir que le plateau de Villefranque, enlevé d'abord par les Anglo-Portugais, et repris ensuite par la division d'Armagnac, finit par rester aux premiers, après une perte considérable. La nuit venue, l'ennemi, ayant passé la Nive sur les trois points de Cambo, Ustaritz et Villefranque, se trouvait à cheval sur la grande route de Saint-Jean-Pied-de-Port, à deux lieues environ en avant de Bayonne.

Rentré le même soir à Bayonne, où nous avons dit qu'était établi le quartier général, le maréchal Soult conçut le plan d'une de ces opérations militaires que Napoléon lui-même n'eût pas désavouées.

L'armée combinée, séparée en deux par la Nive, occupait

1813. France. une ligne de bataille de trois lieues d'étendue. Quelques ponts jetés en toute hâte, le matin même, n'assuraient que faiblement ses communications ; la journée avait été pluvieuse. La rivière, continuant à grossir de plusieurs pieds pendant la nuit, devait infailliblement rompre les ponts, et achever ainsi de couper la communication qui existait entre les deux rives. Le maréchal Soult résolut de rassembler toutes ses forces sur l'un des deux côtés de la rivière, et de tomber vigoureusement sur l'ennemi, qui ne serait en mesure de lui opposer sur ces deux points que des forces divisées. Tel fut le mouvement que le maréchal ordonna dans la nuit du 9 au 10 décembre. Quatre divisions se portèrent, par le pont de bateaux établi au-dessus de Bayonne, sur la rive gauche de la Nive, et prirent position en avant du camp retranché de Marrac. Trois grands corps d'attaque furent disposés avant le jour : le premier à droite, sur la route de Saint-Jean-de-Luz, composé des divisions Foy, Boyer, Leval, et des réserves du général Villate, destinées à agir directement sur Bidart, sous les ordres du général Reille ; le second, commandé par le général Clausel, et formé des divisions Taupin, Maransin et Darricau, devait agir au centre de l'attaque ; enfin, les divisions Abbé et d'Armagnac, sous les ordres du comte d'Erlon, étaient destinées à couvrir les avenues de la Nive inférieure, en avant de Moncrau, et à observer l'ennemi sur la route d'Ustaritz ; 40 bouches à feu, commandées par le général Tirlet, devaient seconder les diverses attaques.

La ligne occupée par les divisions françaises embrassait environ trois quarts de lieue d'étendue. Le 10, au point du jour, le général Reille, avec les divisions Leval et Boyer, attaque les bois de Barouillet, en chasse l'ennemi, et le repousse sur Bidart, où deux divisions anglaises étaient retranchées. Le général Clausel fait marcher la division Taupin sur le plateau de Bassussary, au centre de la ligne. Les alliés, culbutés, abandonnent le plateau et se retirent derrière leurs retranchements d'Arcangues.

Toutefois, l'évacuation de la rive droite de la Nive, par le comte d'Erlon, avait fait soupçonner à l'ennemi la concentration de l'armée française sur la rive droite de cette rivière. Dans cette circonstance, lord Wellington donna au général

Hill l'ordre de faire repasser la Nive à une partie de son corps d'armée, auquel le mouvement du comte d'Erlon avait permis de s'avancer jusqu'au camp retranché de Mousseroles. En conséquence, le général Hill, avec environ 15,000 hommes, se reporta sur la rive gauche, et vint renforcer les troupes anglo-portugaises dans leur ligne de Bidart, d'Arcangues et d'Arauns. 1813. France.

Il était midi; le général Reille, voulant poursuivre ses succès, s'avançait sur Bidart; mais l'ennemi, profitant des accidents du terrain, s'était mis à l'abri derrière les haies et les fossés qui séparent les propriétés. Le sapeurs français se présentent à la tête des colonnes, et pratiquent des passages vers lesquels celles-ci se précipitent; les alliés arrêtent leur impétuosité par un feu terrible, et les forcent à rétrograder. Ces attaques partielles sont renouvelées avec énergie, mais sans succès. Les alliés, forts de leur nombre et de leur position, tout en éprouvant de grandes pertes dans la défense des points abordés avec tant d'intrépidité, restent maîtres de leurs postes.

La droite du plateau de Bassussary correspondait aux points sur lesquels agissait le général Reille. Le général Clausel y déploya ses divisions, et marcha sur la position d'Arcangues. L'ennemi était fortement retranché dans le village, et surtout dans l'église, bâtie sur une éminence; le général Clausel fait appuyer son attaque par une batterie de 12 pièces, placée au centre du plateau. La pluie qui ne cessait de tomber abondamment, en rendant le terrain glissant, empêche la troupe française de charger avec succès, et ajoute un nouvel avantage à ceux que les alliés retirent déjà de leur position et des renforts qui leur arrivent. Cependant le général Clausel, à la tête des divisions Taupin et Maransin, pénètre dans le village d'Arcangues et jusqu'au pied des murs de l'église; mais les Anglo-Portugais, à couvert, font le feu le plus meurtrier sur les assaillants, tandis que la pluie, qui tombait par torrents, ne laisse à ceux-ci que l'usage de leurs baïonnettes. La nuit vint mettre un terme à ces différentes attaques, renouvelées plusieurs fois avec un acharnement toujours croissant. Le général Clausel se replia, et prit position sur le plateau de Bassussary, enlevé dès le matin; la division Abbé y était déjà campée. La division

1813 France. d'Armagnac, gardant les défilés d'Arauns et d'Ustaritz, n'avait pas pris part à l'action.

Ainsi se termina la journée du 10; jamais l'ennemi, de son propre aveu, ne s'était trouvé dans une situation aussi critique. Ce plan, si habilement conçu par le maréchal Soult, aurait obtenu un succès décisif, si le mauvais temps n'eût pas constamment contrarié le dévouement et l'intrépidité des troupes françaises. L'ennemi n'eut pas moins de 5,000 hommes hors de combat, et 1,000 prisonniers. Les Français perdirent 2,500 hommes. Le général Villate avait été légèrement blessé.

Pendant la nuit du 10 au 11, 2,000 hommes des régiments de Nassau, du grand-duché de Francfort, et d'autres troupes de divers princes de la confédération du Rhin, établis à la droite de la route de Saint-Jean-de-Luz, levèrent spontanément leur camp, et passèrent aux Anglais. Le 11, vers dix heures du matin, Wellington, voulant profiter du découragement que la défection de ces troupes avait pu jeter dans l'armée française, fit avancer quatre régiments sur le prolongement à droite du plateau de Bassussary. Les divisions Darricau et Boyer, en position derrière ce prolongement, marchèrent à l'ennemi, le culbutèrent, et le forcèrent à rentrer dans ses lignes, avec perte d'une centaine de prisonniers.

La journée du 12 se passa tout entière sans qu'aucun mouvement hostile eût lieu sur les deux lignes. Cependant le maréchal Soult, ayant aperçu quelques troupes en arrière de la droite de l'armée alliée, vers Arauns, jugea qu'elles ne pouvaient appartenir qu'au corps du général Hill, qui avait repassé la Nive le 10 et le 11, et que l'attention de l'ennemi était fixée sur la rive gauche. Le maréchal résolut alors d'aborder les Anglo-Portugais par la rive droite, et de les attaquer à Saint-Pierre-d'Irube, en y portant rapidement ses troupes. La position de Bayonne favorisait cette manœuvre; car le trajet pour passer d'un côté de la Nive à l'autre, en traversant la ville, était de trois quarts de lieue pour les troupes françaises, et de trois lieues pour l'ennemi.

Les divisions d'Armagnac, Abbé, Foy, Darricau et Maransin, placées sous le commandement du comte d'Erlon, s'ébranlèrent dans la nuit du 12 au 13; et, se portant par Bayonne sur

la rive droite de la Nive, elles vinrent camper avant le jour au bas de Saint-Pierre-d'Irube. 1813. France.

Le 13, à sept heures du matin, la division Abbé se précipite de front par la grande route de Saint-Jean-Pied-de-Port, vers l'ennemi en position au haut de Saint-Pierre-d'Irube, sur les hauteurs de Losterenia. La division Darricau suit la rive droite de la Nive pour tourner la gauche des alliés, en prenant à sa naissance le contrefort sur lequel ils sont établis. Pendant que le général Foy s'avance vers le vieux Mouguerre pour attaquer la droite, et que la division d'Armagnac agit en seconde ligne pour seconder ce mouvement, le général Tirlet fait mettre 22 pièces en batterie, par le colonel Lambert; 16 sont destinées à débusquer l'ennemi du haut de Saint-Pierre, et 6 doivent appuyer le mouvement du général Foy. L'ennemi est abordé avec la plus grande résolution sur toute la ligne, et le combat s'engage par un feu d'artillerie soutenu avec une activité prodigieuse. Tout portait à croire qu'une manœuvre faite pendant la nuit et dans le plus grand silence, serait couronnée d'un plein succès; mais par une négligence inconcevable, les divisions françaises qui ont laissé éteindre leurs feux en face d'Arcangues, en ont au contraire allumé à Mousserolles. Cette circonstance tire lord Wellington de sa sécurité, et vient l'éclairer sur les projets de son adversaire. Aussitôt trois fortes divisions vont renforcer le corps du général Hill. Au lieu de 20,000 hommes, 50,000 viennent successivement se ranger en bataille sur la forte position du haut Saint-Pierre-d'Irube, la gauche à la Nive, et la droite établie sur des sommités qui correspondent avec Saint-Jean-le-Vieux-Mouguerre.

Le général Abbé, par une attaque vigoureuse que protége un bon feu d'artillerie, pousse l'ennemi, la baïonnette aux reins, jusque dans ses lignes, et va atteindre le haut Saint-Pierre. S'il reçoit sur-le-champ des secours, quelle que soit la supériorité numérique des alliés, l'affaire est gagnée sur le point où les opérations sont les plus décisives. L'artillerie anglo-portugaise, menacée, est déjà en pleine retraite. Dans le même temps, la division Foy et une brigade du général d'Armagnac, précédées par 6 pièces d'artillerie à cheval, ont marché sur la montagne de Partouhiria pour tourner la

1813. France. droite de l'ennemi par Saint-Jean-le-Vieux-Mouguerre. La montagne est enlevée, et la division Foy est presque en potence sur le flanc droit des alliés, au moment où le général Abbé atteint le haut Saint-Pierre, après les plus grands efforts. Les Anglo-Portugais voient la bataille perdue. Lord Wellington, qui, aux premiers coups de canon, s'est porté d'Ustaritz sur la ligne, ne comptant plus sur le succès, donne les premiers ordres de retraite sur une seconde ligne, lorsque l'arrivée de ses renforts, accourant en toute hâte de la rive gauche de la Nive sur la ligne, rétablit son ordre de bataille.

Cependant le secours demandé par le général Abbé n'arrivait pas; de moment en moment, la position des troupes parvenues jusqu'au haut Saint-Pierre, devient plus critique. Les deux aides de camp du général de division sont blessés mortellement à ses côtés. Le général Maucomble, qui commande une des brigades, est également mis hors de combat. Enfin, le général Abbé, perdant l'espoir d'être secouru, se voit obligé de céder du terrain. Réduit à ses propres forces, il revient néanmoins deux fois à l'attaque du haut Saint-Pierre; mais l'ennemi qui ne cesse de recevoir de nouveaux renforts, ne peut être déposté. Contrainte un instant de se retirer, l'artillerie anglaise est bientôt remise en batterie, et foudroie la poignée d'hommes déterminés qui l'avait obligée à ce mouvement rétrograde.

Sur ces entrefaites, le comte d'Erlon, jugeant que la division Abbé est dans l'impossibilité d'agir si elle n'est soutenue, donne au général d'Armagnac l'ordre de mettre la brigade Gruardet en bataille sur la route de Saint-Jean-Pied-de-Port, et de la faire marcher en avant. Ces ordres sont exécutés, mais l'énorme quantité de blessés qui se détache de la division Abbé, empêche que les évolutions commandées par le général Gruardet ne s'exécutent avec toute la précision nécessaire. Cette brigade éprouve même une sorte de fluctuation, quelques efforts que fasse d'ailleurs le comte d'Erlon pour lui donner une meilleure contenance. Tandis qu'au centre, le général Abbé, avec les débris de sa division, s'efforce de lutter contre un ennemi qui joint l'avantage de la position à celui du nombre, le général Darricau poursuit son chemin le long de la rive droite

de la Nive, de manière à tomber sur la gauche et sur les derrèires de l'ennemi, vers Villefranque ; mais les mouvements, ralentis par la configuration du terrain, ne peuvent coïncider assez exactement avec ceux de la division Abbé. Le général Darricau, après un engagement où le succès est balancé, se voit obligé, vers midi, de se conformer au mouvement rétrograde de la division Abbé, pour éviter d'être tourné lui-même; et il vient reprendre sa position du matin. 1813. France.

La division Abbé qui, loin d'être secourue par la brigade Gruardet, trouve celle-ci désunie, se détermine à venir se former en bataille à la naissance de la position occupée par l'ennemi. De leur côté, les généraux Foy et d'Armagnac se replient également et en bon ordre vers leur première position, où se trouve déjà la division Darricau, comme on vient de le voir.

Le maréchal Soult, sans calculer si, dans de semblables circonstances, sa vie importe au salut de tous, s'élance aux avant-postes; il marche avec les tirailleurs, les exhorte, les encourage, leur rappelle leurs triomphes passés, la honte de voir une armée anglaise sur le territoire français, la confiance que le souverain a placée dans leurs efforts si longtemps éprouvés ; il leur montre la patrie n'attendant plus rien que de leur absolu dévouement. Animés par la présence du maréchal, et par ses puissantes exhortations, les tirailleurs se battent avec un acharnement inconcevable, et le combat se soutient jusqu'au soir.

L'ennemi n'avait fait aucun progrès sur le front de l'armée française; mais tandis qu'une partie des alliés marchait sur la route de Saint-Jean-Pied-de-Port, un corps nombreux s'était dirigé vers le Vieux-Mouguerre. La division Maransin, qui n'avait point encore donné, reçut alors l'ordre de quitter le camp de Marrac; elle s'avança en toute hâte sur Mouguerre, et arrêta les Anglo-Portugais. Mais l'ennemi ne renonça point à son projet, et après des pertes énormes, réussit à appuyer sa droite à l'Adour.

Pendant que l'on disputait avec tant d'opiniâtreté à l'ennemi la possession du haut Saint-Pierre-d'Irube, le général Soult, commandant la cavalerie légère de l'armée, s'était avancé de

1813. France. Mendiondé à la hauteur de Cambo, pour couper le chemin qui conduit de la grande route de Saint-Jean-Pied-de-Port à la Nive. La cavalerie légère française rencontra les troupes espagnoles de Morillo, et plusieurs escadrons anglais, sur les hauteurs de Choni, près d'Hasparren; de part et d'autre, il y eut quelques blessés et des prisonniers; le soir, le général Soult, jugeant que les opérations sur la Nive inférieure n'avaient point eu tout le succès que son frère en espérait, se retira en arrière à droite sur Bouloc.

La bataille de Saint-Pierre-d'Irube est sans contredit une des plus sanglantes que l'armée française d'Espagne ait livrées, et d'autant plus fâcheuse, qu'elle demeura sans résultats. La perte fut énorme des deux côtés. L'ennemi évalua lui-même la sienne à 8,000 hommes; les Français n'en eurent pas moins de 6,000 hors de combat, et deux généraux blessés.

Le plan d'attaque si savamment conçu, préparé avec tant de soins et de mystère, n'eut point une exécution aussi heureuse qu'on pouvait l'attendre. Plusieurs des causes qui rendaient les efforts des troupes françaises inutiles, ne sont pas parfaitement connues. On peut cependant assigner comme telles, outre la négligence commise dans la nuit du 12, à l'égard des feux, la trop grande précipitation qui rompit la simultanéité des attaques, et principalement l'excessive supériorité numérique de l'ennemi, circonstance qui doit le plus souvent rendre insuffisantes toutes les ressources du génie. Les généraux de l'armée alliée ont avoué que deux fois la retraite *fut sur le point* d'être ordonnée le 10, lors de l'attaque d'Arcangues par le général Clausel, et le 13, au moment où le général Abbé atteignait le haut Saint-Pierre. La consternation de l'ennemi, dans la première de ces journées, était telle, que les habitants de Saint-Jean-de-Luz s'attendaient à ce que le soir même l'armée française viendrait réoccuper leur ville.

Les affaires de la Nive, qui durèrent du 9 au 13 décembre, coûtèrent 16,000 hommes aux Anglo-Portugais, et 10,000 à l'armée française; si l'on ajoute à ces résultats les pertes précédentes de toute nature, on verra que le maréchal Soult avait 20,000 hommes de moins qu'à l'ouverture de la campagne des Pyrénées. Beaucoup de blessés pouvaient, il est vrai, être mis

en état de reprendre du service; mais leur guérison était lente; 1813. France.
et les conscrits qui arrivaient n'étaient pas encore assez exercés pour entrer en ligne. Les pertes des Français ne pouvaient donc se réparer, tandis que les alliés recevaient chaque jour de nouveaux renforts. Vers la fin de décembre, leur armée fut encore augmentée des corps espagnols de Galice et d'Andalousie.

Position respective des deux armées, française et alliée, à la fin de décembre. — La journée du 13 décembre avait mis lord Wellington en possession de la rive gauche de l'Adour, depuis ses avant-postes devant Bayonne jusqu'à Urt. L'armée alliée inonda le territoire d'Hasparren et de la Bastide de Clarence; sa gauche était appuyée à la mer et s'étendait jusqu'à Ustaritz; son centre occupait les deux rives de la Nive, et sa droite arrivait jusqu'à l'Adour; elle formait ainsi un demi-cercle autour de Bayonne, dans un rayon d'environ deux lieues. Le quartier général de lord Wellington était toujours à Saint-Jean-de-Luz.

Le maréchal Soult, forcé, par la présence de l'ennemi sur l'Adour, de changer sa ligne de bataille et son plan de défense, laissa le général Reille avec les divisions Abbé, Leval et Maransin, en avant des fronts de Mousseroles, de Marrac et de la porte d'Espagne; la division Boyer fut placée en réserve à Saint-Etienne, au-dessus de la citadelle de Bayonne; le comte d'Erlon devait garder la ligne de l'Adour, depuis le Saint-Esprit jusqu'à l'embouchure des Gaves; la division Foy s'établit à Saint-Martin-des-Signaux, et la division d'Armagnac à Saint-Laurent; le général Clausel, avec les divisions Taupin et Darricau, était en avant de la Bidouse, se liant avec la cavalerie légère du général Soult, placée à Mendiondé, et avec la brigade Paris établie à Saint-Jean-Pied-de-Port. L'armée française, occupant ces positions, décrivait une courbe depuis Saint-Jean-Pied-de-Port jusqu'à l'embouchure de l'Adour. Le 20 décembre, le quartier général fut transporté à Peyrehorade.

La bataille de Saint-Pierre-d'Irube, en terminant la campagne de 1813 à l'armée des Pyrénées, prépara les grands événements qui devaient avoir lieu quelques mois après.

Suite des opérations militaires dans l'est de l'Espagne; le Espagne. Juillet.

1813. Espagne. *maréchal Suchet se retire sur la Catalogne.* — Après avoir laissé environ 12,000 hommes de troupes dans Denia, Murviedro, Peniscola, Tortose, Lerida, Mequinenza et les autres forteresses qu'il se trouvait forcé d'abandonner à elles-mêmes, le maréchal Suchet quitta Valence dans les premiers jours de juillet. Le général Delort, chargé de couvrir la retraite, remit les portes de Valence à la garde nationale que le maréchal avait organisée dans cette ville. Le maréchal Suchet reçut en cette occasion la récompense la plus honorable du noble usage qu'il avait fait de la victoire. Partout, sur son passage, les autorités et le peuple l'accueillirent avec les mêmes démonstrations de bienveillance et de respect qu'aux jours de son entrée triomphale dans leurs murs. Les troupes espagnoles même parurent respecter les sentiments des habitants, et pas un seul coup de fusil ne fut tiré depuis Saint-Philippe jusqu'aux frontières de la Catalogne. Durant cette longue marche, la retraite s'effectua dans le plus grand ordre et sans la plus légère infraction aux lois de la discipline. L'armée d'Aragon arriva ainsi à Barcelone; le maréchal Suchet établit son quartier général dans cette ville, et répartit ses troupes dans les cantonnements voisins; mais elles ne devaient pas y jouir d'un long repos.

Août. *Les Anglais assiégent de nouveau Tarragone; le maréchal Suchet dégage la garnison et fait sauter les fortifications de cette place.* — Dès le 29 juillet, lord Bentinck, qui venait de succéder au général Murray, passant entre Tortose et la mer, et traversant l'Èbre sur des ponts volants à Amposta, investit Tarragone par terre et par mer avec des forces considérables. La flottille qui suivait les mouvements de l'armée de terre facilitait cette opération. Le 30, une brigade anglaise, forte de 3,000 hommes, s'avança en bataille du côté du Francoli, sur un ouvrage armé d'une pièce, et construit sur les décombres de l'ancien fort royal; l'ennemi fut repoussé avec une perte considérable en tués et en blessés. Toutefois la place fut bientôt si étroitement bloquée que toute communication devint impossible; on était aux plus ardentes chaleurs de la canicule; l'ennemi, maître des aqueducs, ne tarda pas à réduire la garnison aux privations les plus insupportables. Cependant le gouverneur, dans une place démantelée, et avec une garnison bien

insuffisante, refusait de recevoir les parlementaires, et s'obstinait à ne pas apporter moins d'opiniâtreté dans cette seconde défense que dans la première. 1813. Espagne.

Pendant que la garnison, trop faible d'ailleurs pour risquer des sorties, s'efforçait d'éloigner l'ennemi par un feu soutenu d'artillerie et de mousqueterie, lord Bentinck s'occupait sérieusement des préparatifs du siége. Les travaux en furent commencés le 3 août.

Le maréchal Suchet, connaissant l'impossibilité où allait se trouver cette place de prolonger sa résistance, résolut de s'en rapprocher pour en retirer la garnison et faire sauter les ouvrages qui restaient. Les divisions Harispe, Habert, Maurice Mathieu et Lamarque, et la division de cavalerie du général Delort furent réunies à Villafranca. Le même jour deux divisions d'infanterie et toute la cavalerie marchèrent sur Vendrell et Nuestra-Señora de Bara, aux bords de la mer. Les Anglo-Espagnols furent dupes de cette manœuvre. Lord Bentinck supposa que le général français allait déboucher par la route royale et attaquer de vive force les hauteurs retranchées d'Alta-Fulla. En conséquence, il fit replier pendant la nuit les divisions Wittingham et Roche, qui occupaient le col de Santa-Cristina et de Rocadelleure, et dégarnit ses fortes positions sur la rive droite de la Caya. Le mouvement simulé du maréchal ayant ainsi atteint son but, il retira dans la nuit du 14 au 15 les troupes postées sur la grande route, et franchit rapidement les défilés de Rocadelleure, tandis que les divisions Lamarque et Maurice Mathieu débouchaient avec la même rapidité par le col de Santa-Cristina; l'ennemi, débordé par sa gauche, ne disputa que faiblement le passage de la Caya, et abandonna toutes les hauteurs environnantes. Bientôt les divisions du corps de Catalogne, commandées par le général Decaen, arrivèrent à Walls. L'avant-garde de l'armée d'Aragon avait rencontré près de Nulles 900 chevaux anglais; deux escadrons du 4e de hussards chargèrent cette cavalerie, et la forcèrent à tourner bride. L'ennemi, malgré la supériorité de ses forces et l'avantage de ses positions, opéra alors sa retraite sur tous les points, et l'armée d'Aragon arriva sous les murs de Tarragone sans avoir eu un seul engagement. La division Habert et la cava-

1813. Espagne. lerie du général Delort furent dirigées sur Canonge à la poursuite de l'ennemi ; les lanciers westphaliens chargèrent les dragons anglais avec vigueur, les culbutèrent, et les poursuivirent, avec une perte assez considérable en tués et en blessés, jusqu'au pied des murs de Cambrils, où ils se réfugièrent sous la protection de lignes formidables d'infanterie.

Les Anglais, appuyés par leur flotte, qui suivait tous leurs mouvements et couvrait leur droite, cherchaient à attirer l'armée d'Aragon dans les montagnes escarpées et vers les défilés de Balaguer ; mais le maréchal Suchet, qui n'avait point oublié la journée de Castalla, concentra ses troupes sur Tarragone, et apporta toute son activité à faire sauter les murs de cette place. Les travaux des mines éprouvaient de grands obstacles ; ces murs, construits par les Romains, étaient unis par un ciment plus dur que la pierre ; cependant, le 18 au soir, à la chute du jour et au signal de trois coups de canon, les remparts de cette ville célèbre s'écroulèrent de toutes parts avec des détonations effroyables, pendant que l'armée d'Aragon, rangée en bataille, protégeait cette terrible destruction.

Après s'être renforcé de la garnison de Tarragone, le maréchal établit son quartier général à Villafranca, et répartit ses troupes dans les environs de cette ville. La disette de vivres le força bientôt à étendre ses cantonnements jusqu'à San-Saturni ; mais à peine un bataillon de la division italienne était-il établi dans ce village, que les bandes de Manço, rassemblées à Esparguera, exécutant une marche de huit lieues, s'emparèrent avant le jour de toutes les issues de San-Saturni, et firent de si bonnes dispositions, que le bataillon italien, attaqué de tous côtés, fut entièrement détruit ou pris, après quelques heures de combat.

11 septemb. *Affaire sur le Llobregat.* — Le maréchal Suchet réunit ensuite son armée derrière le Llobregat, près du pont de Molins del Rey. Un second échec dut bientôt lui apprendre qu'il ne devait pas juger des Catalans par les Valenciens, et qu'avec ces premiers nulle précaution n'était impunément négligée. L'avant-garde française, sous les ordres du général Mesclop, avait été chargée d'observer, depuis le pont de Molins del Rey, les deux rives du Llobregat ; un bataillon du 7e

de ligne, appuyé par un escadron du 4e de hussards, devait spécialement garder la route de Martorell. Cet escadron, au lieu de bivouaquer aux bords de la rivière, ainsi que le lui prescrivaient ses ordres et le danger de sa position, s'établit dans Palleja, où il se crut en sûreté sous la protection de l'infanterie. Dans la nuit du 11 septembre, la nombreuse et redoutable bande de Manço descend en silence des montagnes, cerne le village, attaque, avec autant de promptitude que de vigueur, le bataillon du 7e de ligne, qui se défend avec acharnement, pour donner à l'escadron le temps de se réunir; mais ce bataillon est écrasé par des forces supérieures: son brave commandant, le capitaine Lagrange Chancel[1], succombe, et les hussards, surpris, sont massacrés ou faits prisonniers. A peine quelques-uns, à moitié nus, parviennent-ils à s'échapper pour apporter la nouvelle de leur défaite. Ces deux expéditions, auxquelles les journaux anglais et espagnols donnèrent une importance exagérée, ne firent que redoubler la confiance et le courage des Catalans.

1813. Espagne.

Combat du col d'Ordal. — Sur ces entrefaites, les armées anglaise et espagnole s'approchaient de Barcelone. Lord Bentinck, après que le maréchal Suchet eut quitté Villafranca, avait établi son quartier général dans cette dernière ville, et concentré ses troupes dans les environs. Son avant-garde, composée du 27e régiment anglais, de trois bataillons espagnols, et d'un bataillon de Calabrois sous les ordres du colonel Adams, occupait déjà, avec 4 pièces d'artillerie légère, la forte position du col d'Ordal. Le maréchal résolut de faire payer cher à l'ennemi les légers avantages qu'il avait remportés à San-Saturni et à Palleja. En conséquence, les deux armées d'Aragon et de Catalogne durent se mettre en marche dans la nuit du 13 septembre. L'armée d'Aragon se dirigeait, savoir, la division d'infanterie du général Harispe et la division de cavalerie du général Delort par la route royale, et la division Habert par les défilés de Begas et d'Avinyonet, menaçant ainsi le flanc droit de l'ennemi. Le corps de Catalogne avait l'ordre de se porter de Teressa sur Martorell, San-Estevan et San-Saturni,

13 septemb.

[1] Le capitaine Lagrange-Chancel était petit-fils du poëte auteur des *Philippiques*.

1813. Espagne. pour tourner le col d'Ordal. Malgré l'extrême difficulté des chemins, ces mouvements combinés de l'aile droite et de l'aile gauche sur le centre de l'armée n'éprouvèrent qu'un très-léger retard. Le 14 au matin toutes les troupes françaises étaient réunies devant Villafranca, en face de l'armée anglo-espagnole. Vers minuit, le col d'Ordal est attaqué par les 7e et 44e régiments de la division Harispe; les Anglais opposent l'élite de leurs meilleures troupes : enfin, après deux heures de combat, les deux régiments français, conduits par le général Mesclop, enlèvent les redoutables positions des Anglais, en sont chassés, et les emportent de nouveau avec un courage irrésistible[1].

Tandis que ce combat nocturne avait lieu, le général Delort était placé en réserve, avec sa division de cavalerie, près du champ de bataille, et à portée de profiter du succès de l'attaque. Il avait inspiré aux hussards du 4e, prêts à se lancer sur l'ennemi, le plus ardent désir de venger l'affront fait à leur régiment deux jours auparavant. Les positions d'Ordal sont à peine emportées, que les hussards, ayant à leur tête le colonel Christophe et le général Delort, sont déjà sur les traces des fantassins. Par une course audacieuse et rapide, que le feu très-vif de quelques bataillons embusqués à quinze pas de la route ne peut ralentir un instant, ils enlèvent aux Anglais les 4 pièces de canon qui appuyaient leur avant-garde, sabrent et dispersent les canonniers et les troupes d'escorte, et ramènent 300 prisonniers, avec une quantité considérable de munitions et de bagages. Les hussards poursuivent les Anglais l'épée dans les reins jusqu'à une énorme coupure faite sur la route royale, près de Villafranca, et derrière laquelle l'ennemi s'est formé en bataille sur trois lignes. L'armée anglo-espagnole présente une masse d'infanterie formidable, appuyée par une belle et nombreuse cavalerie, et par 35 pièces de canon.

Seul en présence de ces forces imposantes, le 4e de hussards fait halte à la hauteur de San-Cujat. De son côté, l'ennemi, après plusieurs manœuvres insignifiantes, tourne

[1] Les chefs de bataillon Bugeaud (bien connu depuis comme maréchal et gouverneur général de l'Algérie) et Feuchères, le chef d'escadron Harlaux et le capitaine de sapeurs Branville, se distinguèrent dans cette attaque.

par sa gauche, dans le but de s'emparer du village. Une fois maître de ce point, il forçait les troupes françaises à rétrograder en désordre sur le col d'Ordal. A cet instant, le commandant Bugeaud, qui arrive avec son bataillon, reçoit du général Delort l'ordre de précipiter sa marche afin d'arriver avant l'ennemi à San-Cujat. Ce mouvement s'exécute au pas de course. Le bataillon français se précipite dans le village, et repousse par une vive fusillade la cavalerie et l'infanterie légère anglaises, sur le point de s'en emparer. L'occupation de San-Cujat décide l'ennemi à la retraite, qu'il exécute d'ailleurs sans confusion.

Sans perdre un moment, le général Delort, qui vient de réunir en totalité sa division de cavalerie, se porte en avant de San-Cujat, sur le flanc gauche des Anglais, et manœuvre devant eux comme sur un champ d'exercice. Les tirailleurs ennemis sont partout chargés et sabrés par le 4e de hussards, qui ramasse quelques prisonniers.

Après ces escarmouches, la cavalerie fut de nouveau divisée. La première brigade suivit, par la grande route, le mouvement rétrograde de l'ennemi, appuyant l'artillerie, qui ne cessait de soutenir un feu bien dirigé sur les masses en retraite. Le général Meyer, avec la seconde brigade, fut chargé de tourner la position de Villafranca et toute la gauche de l'ennemi. Au delà de cette ville, des charges meurtrières furent exécutées, de part et d'autre, avec une singulière intrépidité. Les chevau-légers westphaliens, le 4e de hussards, le 24e de dragons et le 13e de cuirassiers rivalisèrent d'efforts et de bravoure. Enfin l'avantage resta à la cavalerie française, et avec lui la possession du champ de bataille, si longtemps et si opiniâtrément disputé. L'ennemi eut 200 chevaux pris, 400 hommes tués ou blessés, 3,500 prisonniers ou déserteurs. Les hussards dits *de la mort* furent presque entièrement détruits. Les Français comptèrent 300 hommes tués ou blessés.

Après avoir établi sa réserve en arrière d'un ravin profond et d'un pont détruit, l'ennemi effectua sa retraite sur Tarragone. L'approche de la nuit et l'extrême fatigue des troupes qui avaient combattu ne permirent pas de le poursuivre plus longtemps.

1813. Espagne.

Sur ces entrefaites, le corps d'armée de Catalogne, sous les ordres du général Decaen, après avoir culbuté et mis en fuite les divisions de Manço et d'Eroles, sur tous les points où il les avait rencontrées, arrivait à Villafranca au moment même où les Anglais opéraient leur retraite au-delà de cette ville. Le maréchal donna l'ordre au général Decaen de prendre position et de faire reposer les troupes, que le trajet long et pénible qu'elles venaient de parcourir avait épuisées de fatigue.

Ainsi deux régiments d'infanterie, les 7e et 44e de ligne, et un régiment de cavalerie, le 4e de hussards, avaient suffi pour écraser l'avant-garde des Anglais, forte de plus de 5,000 hommes de troupes d'élite, soutenue par quatre pièces d'artillerie et occupant une position formidable. Toute l'armée anglo-espagnole, bien supérieure en nombre à celle du maréchal Suchet, même en supposant la totalité de ses forces réunies, s'était retirée, sans attendre le combat, devant les seules divisions du général Harispe et du général Delort, qui réussirent cependant encore à lui faire essuyer des pertes considérables[1].

Le combat du 14 septembre fut le dernier événement remarquable qui eut lieu dans les provinces de l'est de l'Espagne, vers la fin de 1813. Bientôt les revers éprouvés par les armées

[1] Parmi les traits de courage qui signalèrent ce combat et valurent à un grand nombre d'officiers et de soldats l'honneur d'être cités dans l'ordre du jour de l'armée du 16 septembre, le dévouement du maréchal-des-logis Honné, du 13e régiment de cuirassiers, mérite une mention spéciale. Ce sous-officier, alors détaché comme ordonnance près du général Delort, avait été envoyé au col d'Ordal pour avertir quand l'ennemi aurait été débusqué de cette position, et pour examiner si quelque obstacle sur la route pouvait gêner et arrêter les mouvements de la cavalerie. Il venait de remplir cette mission périlleuse, lorsque, voyant l'ennemi ébranlé, il s'élance seul au milieu d'un bataillon anglais, et saisit par les cheveux l'officier supérieur qui le commandait. Son cheval, tué sous lui au même instant, l'empêche de recueillir le prix de sa bravoure. Comme il marque la plus vive douleur de n'être plus à même de s'associer au succès de la cavalerie, un des premiers chevaux pris sur l'ennemi lui est offert. Ce brave sous-officier le monte, accourt hors d'haleine, rejoint son régiment au galop, exécute avec lui une dernière charge, tue un officier anglais, et ramène le cheval que celui-ci montait.

Ce n'était pas la première fois que le brave Honné se fût distingué par son sang-froid et son inconcevable audace.

françaises, soit au nord de la Péninsule, soit en Allemagne, forcèrent le maréchal Suchet à ramener vers les frontières de France l'armée d'Aragon et le corps de Catalogne. 1813. Espagne.

A la fin de décembre les troupes françaises étaient concentrées vers Gironne, où le maréchal avait établi son quartier général.

LIVRE DIXIÈME.

SIXIÈME COALITION.

GUERRE DE FRANCE.

CHAPITRE PREMIER.

ANNÉE 1814.

Situation politique et militaire de la France. Négociations entamées avec l'Espagne et les puissances coalisées. Communications faites au sénat et au Corps législatif; ce dernier est ajourné. Mesures préparatoires de Napoléon pour entrer en campagne. Plan d'invasion des alliés ; force et emplacement de leurs armées. Insurrection de la Hollande ; invasion de ce pays par l'armée aux ordres du prince royal de Suède. Force et emplacement des armées françaises au 31 décembre 1813. Mouvements des armées alliées depuis le Rhin jusque dans les hautes vallées de la Marne et de la Seine. Passage du Rhin par le corps d'armée russe du général Wintzingerode ; retraite du maréchal Macdonald jusqu'aux anciennes frontières de France. Suite des opérations militaires en Belgique ; défense d'Anvers. Le général Maison se rapproche des frontières de France, et manœuvre l'ennemi. Surprise de Berg-op-Zoom ; belle défense de la garnison de cette place et défaite des Anglais. Derniers mouvements des troupes françaises et alliées en Belgique.

1813. France. Napoléon n'eut pas plus tôt repassé le Rhin qu'il s'occupa de réorganiser l'armée d'Allemagne, qu'il ramenait en France dans l'état le plus déplorable ; il ordonna que de ses débris trois corps fussent formés à Strasbourg, Mayence et Cologne, sous le commandement des maréchaux Victor, Macdonald et Marmont, pour couvrir la ligne du Rhin, entre la Suisse et la Hollande ; il envoya à Metz le maréchal Kellermann pour y prendre le commandement des dépôts, sur lesquels les conscrits devaient être dirigés, et qui plus tard devaient former la réserve. Dans de telles conjonctures, la présence de Napoléon au milieu de ses troupes paraissait sans doute nécessaire ; on ne

pouvait douter que l'attaque ne fût très-prochaine ; mais il connaissait l'inquiétude générale de la France, et il crut devoir ressaisir avant tout les rênes du gouvernement. Il partit donc de Mayence le 8 novembre, et coucha le 9 à Saint-Cloud. Dès le lendemain de son arrivée il présidait le conseil de ses ministres et un conseil de finance, le 11 un conseil d'administration de la guerre, le conseil d'État et un conseil privé : il appliquait, en un mot, aux mesures du gouvernement son ordinaire activité. Trois sénatus-consultes, discutés le 11 dans le conseil d'État, portés le 12 au sénat, votés et promulgués le 14, furent publiés le 17 dans le journal officiel, avec les discours des orateurs du gouvernement et les rapports faits au sénat par les commissions. 1813. France.

Le premier de ces sénatus-consultes mettait à la disposition du ministre de la guerre 300,000 conscrits des classes de 1814 et des années antérieures, jusques et y compris 1803 ; la moitié pour compléter les corps, et le reste pour former des armées de réserve à Bordeaux, Metz, Turin, Utrecht, etc.

Le second sénatus-consulte prorogeait pour la prochaine session du Corps législatif les pouvoirs de la quatrième série ; il était trop tard pour convoquer les colléges électoraux, et surtout il était à craindre que le choix des nouveaux députés ne se ressentît de l'effervescence des esprits, de l'angoisse et de la perplexité de tous les Français, qui, malgré les plus pénibles sacrifices, se voyaient sur le point de perdre les frontières naturelles conquises dans les premières guerres de la révolution.

Le troisième sénatus-consulte appelait en corps le Sénat et le conseil d'État aux séances d'ouverture du Corps législatif, et supprimait les listes de candidats à la présidence. Napoléon semblait vouloir honorer deux corps plus soumis, en les faisant assister aux séances impériales de cette assemblée, à laquelle il offrait ainsi des exemples à suivre ; et, pour être plus maître de ses délibérations, il se réservait exclusivement le choix du président.

Dans la séance du 11 on avait délibéré dans le conseil d'État, et l'empereur avait signé de suite un décret qui ajoutait 30 centimes à la contribution des portes et fenêtres, 30 cen-

1813. France. times à celle des patentes, et 20 centimes par kilogramme au prix du sel; et sans attendre le vote légal du Corps législatif ces impôts furent mis aussitôt en recouvrement. Ils étaient en partie affectés au payement des *réquisitions* faites pour l'approvisionnement des places, les subsistances, les remontes et autres services de l'administration de la guerre, qui, au lieu de *la valeur factice* donnée par les circonstances, ne devait payer que la valeur réelle des objets requis.

Napoléon voulut aussi réveiller l'émulation dans l'armée, et il accorda de nouveaux titres, de nouvelles décorations aux généraux les plus distingués; le maréchal Suchet fut nommé colonel général de la garde impériale, et le comte Bertrand grand-maréchal du palais [1].

Négociations entamées avec l'Espagne et avec les puissances coalisées. — L'opinion publique paraissait accuser le duc de Bassano, ministre des relations extérieures, d'exciter son maître à ne pas céder un pouce de terrain, l'ennemi fût-il sur les hauteurs de Montmartre; et l'empereur, que cette incrimination avait sans doute fait sourire plus d'une fois, parut la prendre en considération, en retirant le portefeuille des mains de ce ministre, pour le confier au duc de Vicence, auquel il prescrivit de suivre avec chaleur les négociations pour la paix : il prorogea ensuite jusqu'au 19 décembre l'ouverture de la session du Corps législatif, avec l'intention de dérouler sous les yeux de cette assemblée les pièces propres à la convaincre de la sincérité de ses vœux pour la cessation de la guerre, et des efforts qu'il avait déjà faits et qu'il se proposait de renouveler, auprès des souverains alliés, pour atteindre ce but, sans toutefois avouer qu'il avait dépendu de lui de conclure à Prague une paix autrement avantageuse pour la France que celle que les alliés, parvenus jusqu'au Rhin, consentiraient à lui accorder. En même temps il songea à terminer la guerre d'Espagne; mais il voulut faire acheter à Ferdinand sa liberté et lui faire connaître ses intentions par une lettre autographe, dont fut chargé le comte Laforêt, ancien ambassadeur près la cour de Madrid. Le roi, à qui sa fierté ne permettait pas de souscrire à des con-

[1] Le premier en remplacement du maréchal Bessières, duc d'Istrie; le second en remplacement du général Duroc, duc de Frioul.

ditions qu'il pouvait pourtant ne pas remplir dès qu'il serait rétabli sur son trône, et qui vit d'ailleurs dans une pareille démarche de son oppresseur l'aveu d'une détresse trop évidente, répondit qu'il ne signerait rien que du consentement de la régence. Toutefois, le 8 décembre, le duc de San-Carlos et le comte Laforêt conclurent un traité de paix, qui rétablissait les relations des deux États sur le même pied qu'en 1792, et le duc de San-Carlos partit pour le mettre sous les yeux de la régence. 1813. France.

Cette démarche fut sans résultat et l'on verra plus tard l'empereur faire partir Ferdinand pour ses États, sans avoir rien obtenu ni de lui ni de la régence.

Dans le même temps, le baron de Saint-Aignan, ministre plénipotentiaire de France près les cours de Saxe, arrêté comme prisonnier à Weimar, réclamait près du comte de Metternich contre cette infraction du droit des gens; dans ses entrevues à Francfort, il avait reçu des ministres d'Autriche, de Russie et d'Angleterre, des ouvertures en réponse à celles dont Napoléon avait chargé le général comte de Merfeldt, lorsque après la bataille de Leipzig il avait renvoyé ce prisonnier sur parole. Les bases générales et sommaires pour l'ouverture d'un congrès étaient « que la France serait resserrée dans ses limites naturelles, entre le Rhin, les Alpes et les Pyrénées; que l'Espagne reviendrait sous son ancienne dynastie; et que l'Italie, la Hollande et l'Allemagne seraient établies comme États indépendants de la France et de toute puissance prépondérante. »

M. de Saint-Aignan arriva le 11 novembre à Paris, chargé de communiquer à Napoléon les propositions de paix des souverains alliés réunis à Francfort. Napoléon ne pouvait pas les repousser dans l'état de détresse où il était réduit; mais les accepter immédiatement c'était dévoiler à la coalition l'impuissance de la France à continuer contre toute l'Europe une lutte que l'épuisement de ses ressources et sa désaffection du régime impérial rendaient désormais impossible. Napoléon fit répondre le 16 par M. de Bassano qu'il acceptait la paix que lui offrait la coalition; mais sans s'expliquer sur les bases proposées, ce qui devait faire penser qu'il n'était pas dans l'intention d'y accéder immédiatement.

1813. France.

Le 25 novembre M. de Metternich avait répondu à la note de M. de Bassano que les souverains réunis à Francfort avaient appris avec plaisir que l'empereur eût enfin reconnu dans la mission donnée à M. de Saint-Aignan un désir sincère de paix, mais qu'on ne voyait pas avec le même plaisir le soin que le gouvernement français mettait à éviter toute explication sur les bases sommaires proposées à Francfort; et on ne pouvait se dispenser de demander avant toute négociation l'adoption formelle ou le rejet de ces bases. Malheureusement on perdit encore huit jours avant de répondre à M. de Metternich; enfin, M. de Caulaincourt, qui avait succédé à M. de Bassano en qualité de ministre des affaires étrangères, ayant insisté auprès de Napoléon pour qu'on répondit comme on aurait dû le faire depuis dix-huit jours, afin de prendre la coalition au mot pour l'empêcher de se dédire, écrivit le 2 décembre à M. de Metternich, qui était devenu le ministre influent de la coalition, qu'en accédant à l'idée d'un congrès on accédait d'une manière expresse aux bases sommaires du message de M. de Saint-Aignan.

De son côté, Napoléon, doutant de la bonne foi des alliés et ne croyant pas qu'ils pussent lui offrir sérieusement les bases de paix arrêtées à Francfort, s'occupa, avec sa prodigieuse activité, à tirer le meilleur parti des ressources mises à sa disposition. Il pensa d'abord aux places fortes, qu'il importait de mettre en état de défense, et travailla jour et nuit à l'organisation de sa nouvelle armée, bien certain qu'avant peu de temps il aurait sur les bras toutes les forces de l'Europe coalisée. En effet, une insurrection, comme on va le voir ci-après, ayant éclaté en Holllande à l'approche du corps prussien du général Bulow, détaché par Bernadotte, ce mouvement pouvait s'étendre bientôt jusqu'en Belgique, où le peuple était tout prêt à s'insurger contre le gouvernement français, qui, depuis quinze ans le pressurait par la conscription, par l'impôt, et qui anéantissait par la guerre maritime tout commerce extérieur. De tels événements éveillèrent aussitôt l'ambition du gouvernement britannique, dont le ministre, lord Aberdeen, avait adhéré aux propositions de paix de Francfort; et, saisissant cette occasion favorable d'enlever à la France l'Escaut et Anvers, compris dans

ses limites naturelles, et de s'emparer en même temps de la belle flotte stationnée à Flessingue, il modifia immédiatement les conditions de paix admises à Francfort, en demandant la continuation de la guerre et en n'accordant à la France que ses limites 1790. Ces vues de l'Angleterre, tout à son avantage, furent accueillies unanimement par tous les membres de la coalition, qui voulaient qu'on passât hardiment le Rhin et qu'on marchât sur Paris. Les Prussiens surtout, animés d'une haine implacable contre Napoléon, demandaient de marcher les premiers en avant. L'empereur Alexandre lui-même, par ressentiment contre Napoléon, partageait les vues des Prussiens. De leur côté, les Autrichiens ne manquaient pas de motifs pour continuer une guerre qui pouvait leur offrir d'immenses avantages. Il n'en fallut pas plus pour décider les coalisés à adopter les nouvelles conditions du cabinet britannique et à continuer sans relâche une lutte que depuis vingt ans le gouvernement anglais entretenait sur le continent. Enfin, le 10 décembre M. de Metternich répondit à la note de M. de Caulaincourt, qui lui avait annoncé que le gouvernement français adhérait formellement aux bases sommaires formulées à Francfort, que l'on avait accepté bien tard ces propositions; que cependant il allait communiquer cette acceptation à tous les alliés. Cette réponse ambiguë ne pouvait laisser aucun doute sur un changement subit des premières dispositions manifestées par les cours alliées. Napoléon avait prévu ce changement; il croyait très-peu à la possibilité d'une paix acceptable, et ne l'attendait que d'une dernière lutte contre les armées de la coalition. 1813. France.

La continuation de la guerre étant résolue à Francfort, les puissances coalisées, dans la crainte d'un soulèvement général des populations françaises, mirent le plus grand soin à rassurer les esprits, et dès le 1er décembre elles publièrent à Francfort une déclaration portant que ce n'était pas à la France, mais à l'empereur seul, qu'elles faisaient la guerre, ou plutôt à cette prépondérance qu'il avait trop longtemps exercée hors des limites de son empire, pour le malheur de l'Europe et de la France.

Napoléon avait résolu, en rentrant en France, d'assembler le Corps législatif pour en tirer les ressources extraordinaires dont il allait avoir besoin et réveiller le patriotisme de la nation, as-

1813. France. soupi depuis longtemps sous le poids du plus lourd despotisme. Mais, redoutant les pertes de temps et des discussions importunes à l'instant où il avait tant besoin d'hommes et d'argent, il s'adressa au Sénat seul pour voter les mesures urgentes que la situation réclamait. La réunion du Corps législatif devait avoir lieu le 2 décembre; elle fut ajournée au 19 de ce mois, et le Sénat, convoqué pour le 15 novembre, avait voté sans objection la levée de 300,000 hommes à prendre sur les classes antérieures à 1814.

Cependant le gouvernement n'était pas rassuré sur les intentions des membres du Corps législatif, en grande partie réunis à Paris depuis le commencement de décembre; ils y étaient arrivés le cœur plein des sentiments de leurs départements, désolés par la conscription, par les réquisitions arbitraires, l'accroissement de l'impôt et les souffrances ordinaires des soldats français, abandonnés mourants et sans secours sur les champs de bataille de ces horribles guerres lointaines et inutiles à la France. Sans que le public sût encore ce qui s'était passé à Prague, où une coupable obstination de Napoléon avait repoussé la paix la plus avantageuse à laquelle il pouvait prétendre, chacun était persuadé, qu'après les victoires de Lutzen, de Bautzen et de Dresde c'était lui qui n'avait pas voulu la faire. De là naquit le plus dangereux dénigrement contre le coupable emploi que le chef du gouvernement faisait des ressources militaires et financières de la France. Malheureusement ce n'était pas l'instant de récriminer; le danger était imminent, et il était du devoir de tout bon citoyen d'apporter sa part d'appui au gouvernement pour repousser l'ennemi, qui procédait déjà à l'envahissement du territoire. Il fallait alors imiter le général Carnot, qui comme membre du Tribunat ayant voté avec énergie contre le consulat à vie et contre la création d'un empereur, venait aujourd'hui offrir ses services à Napoléon par la lettre suivante, qui est un de ses plus beaux titres de gloire : « Sire, écrivait-il « à l'empereur, le 24 janvier 1814, aussi longtemps que le « succès a couronné vos entreprises, je me suis abstenu d'offrir à « V. M. des services que je n'ai pas cru lui être agréables. Au- « jourd'hui, Sire, que la mauvaise fortune met votre constance « à une grande épreuve, je ne balance plus à vous faire l'offre

« des faibles moyens qui me restent. C'est peu de chose, sans « doute, que l'effort d'un bras sexagénaire; mais j'ai pensé que « l'exemple d'un ancien soldat dont les sentiments patriotiques « sont connus pourrait rallier à vos aigles beaucoup de gens « incertains sur le parti qu'ils doivent prendre, et qui peuvent « se laisser persuader que ce serait servir leur pays que de les « abandonner. Il serait encore temps pour vous, Sire, de con- « quérir une paix glorieuse et que l'amour du grand peuple « vous soit rendu. » 1813. France.

Malheureusement un très-grand nombre de citoyens, en se trouvant placés dans une alternative si désespérante, regardaient le joug de la conquête, toujours essentiellement temporaire, comme moins dangereux qu'une intention de despotisme et d'égoïsme politique dont la persévérance se déguisait si peu. Au milieu de tous les malheurs qu'une invasion allait faire fondre sur la France, Napoléon aurait eu besoin, pour la sauver et conserver son propre pouvoir, que la nation tout entière prît les armes pour son indépendance; la liberté seule pouvait renouveler tous les prodiges des armées de la révolution.

Dans les circonstances présentes, les étrangers, au contraire, non moins nombreux, mais plus unis que dans les premières coalitions, n'avaient à combattre qu'une armée dont la faiblesse numérique ne permettait de défendre ni la rive droite ni la rive gauche du Rhin. En effet, à la rentrée en France des débris de l'armée d'Allemagne, les 4e, 7e, 12e et 16e corps, réunis en un seul sous le général Morand, et chargés de défendre Mayence, ne comptaient pas 12,000 hommes. Les 3e et 6e corps, réunis sous le maréchal Marmont, chargé de défendre le cours du Rhin de Manheim à Coblentz, ne comptaient pas 8,000 hommes. Le maréchal Victor devait défendre le haut Rhin avec le 2e corps, réduit à moins de 5,000 combattants. Enfin, le maréchal Macdonald, chargé de couvrir le bas Rhin de Coblentz à Arnheim, avec les débris des 5e et 11e corps, ne disposait pas de 9,000 hommes valides, ce qui constituait en tout une force d'environ 34,000 hommes pour disputer le passage du Rhin à plus de 300,000 alliés victorieux et exaspérés. La cavalerie française, formée en quatre corps et presque entièrement à pied, ne s'élevait pas à 10,000 hommes. La garde

1813. France. elle-même était réduite de 40,000 hommes à 10,000; ce qui en résumé ne présentait sous les armes qu'environ 50 à 60,000 combattants, dont les officiers et soldats étaient tous attaqués dans leur moral; le dégoût, la fatigue, les calamités de tous genres, le typhus, qui enlevait journellement des milliers d'hommes accourus de tous les dépôts pour périr dans les hôpitaux; tout semblait se conjurer pour achever la dissolution de ces faibles restes de l'armée; et cependant Napoléon avait espéré créer pendant l'hiver une force capable de tenir la campagne au printemps prochain, comptant que les alliés ne commenceraient les hostilités qu'au mois d'avril, ce qui lui permettrait d'achever ses armements. Il ignorait alors qu'au sein de la coalition on allait prendre la résolution de continuer la guerre par une campagne d'hiver.

Mesures préparatoires de Napoléon. — Il ne laissait en ligne que le premier bataillon et le premier escadron de chaque régiment; déjà il avait fait refluer sur les dépôts tous les officiers et sous-officiers excédant le complet des cadres; il voulait avoir une armée de 343 bataillons, qui au complet de 840 hommes, devait former une masse de 288,000 hommes, partagés en huit corps.

On avait dirigé sur la Sarre et la Meuse tous les chevaux provenant de la réquisition du 30e cheval, et l'on s'occupait de remonter les 3 à 4,000 vieux cavaliers démontés qui avaient repassé le Rhin. Les conseils d'administration de chaque dépôt achetaient des chevaux; l'artillerie, le train, ainsi que huit nouveaux régiments d'éclaireurs (dont trois seulement purent être formés) reçurent des chevaux d'un mètre 417 millimètres, la pénurie de chevaux forçant à prendre cette mesure. L'empereur ordonna la formation de huit nouveaux régiments de la garde, et augmenta de deux compagnies les cadres de chaque bataillon des anciens. Pour éviter toute confusion, tout encombrement, il ne fit diriger sur les dépôts que les 160,000 conscrits de 1815 appelés en octobre 1813, lesquels, une fois habillés et armés, devaient être remplacés par les contingents du 15 novembre.

Un décret mobilisa 121 bataillons de gardes nationales, qui devaient être licenciés aussitôt que l'étranger serait chassé du

territoire de l'empire. Les places fortes et les côtes furent confiées également à la garde nationale, soit urbaine, soit mobile. 1813 France.

Un comité de fortification et de défense s'occupait avec activité de la situation de chaque place, et devait indiquer aux généraux en chef les positions ou lignes à occuper, suivant la marche de l'ennemi.

Plan d'invasion des alliés; force et emplacement de leurs armées. — Mais si Napoléon travaillait avec tant d'ardeur à organiser la défensive, les souverains alliés, appelant aux armes toute la population vigoureuse de leurs États, réunissaient en toute hâte leurs troupes sur la rive droite du Rhin ; plaçaient, pour plus de sûreté, les princes de l'ancienne confédération sous la dépendance d'un département central, chargé de la garde et de l'entretien des places fortes, de la levée des hommes, de la rentrée des contributions de guerre et des autres fournitures qui furent évaluées au produit net d'une année de revenus. Les contingents de ces États devaient être doubles de ceux qu'ils fournissaient à Napoléon ; et conjointement avec les forces anséatiques, ils devaient mettre sur pied 140,000 hommes, tant en troupes de ligne qu'en *landwehr*, sans compter la *landsturm* ou levée en masse que l'on se réservait la faculté de mettre en activité.

En même temps, un conseil militaire discutait, à Francfort, le plan d'invasion. Supposant que Napoléon n'avait que 80,000 hommes à opposer aux 280,000 qui composaient la grande armée alliée, celle de Silésie et celle du nord, que la coalition pouvait faire entrer en France vers la fin de décembre, on ne voulait pas donner à ce monarque actif le temps de refaire son armée, de remplir ses cadres épuisés ; et l'on décida une campagne d'hiver. Le Rhin était la base d'opération. Les réserves devaient être, en première ligne, le reste de l'armée dite du nord, les huit corps allemands en pleine formation, la réserve prussienne de Westphalie, environ 10,000 Hollandais, 8,000 Anglais, le tout formant plus de 180,000 hommes ; en deuxième ligne, 100,000 hommes des réserves autrichiennes qui se formaient sur l'Inn, et des réserves russes qui se rassemblaient en Pologne.

1813. France. Si l'on joint à ce nombre les 100,000 hommes employés aux blocus et siéges des places occupées par les Français en Allemagne, les 80,000 Autrichiens de l'armée d'Italie, les 80,000 Anglais, Espagnols et Portugais sous les ordres de Wellington, et les 60,000 opposés au maréchal Suchet en Catalogne, on voit que la coalition avait près de 900,000 combattants.

Enfin, après de longues discussions, il fut arrêté que l'armée du prince royal de Suède traverserait le Rhin entre Dusseldorf et Cologne, et serait chargée de la conquête de la Hollande et de la Belgique; que l'armée du prince de Schwartzenberg, forte d'environ 160,000 hommes, passerait le Rhin au point où il sort de la Suisse, dont on violerait la neutralité si elle voulait s'opposer à ce passage, laissant des troupes devant Genève et Besançon; et que le feld-maréchal Blucher avec 60,000 hommes franchirait ce fleuve entre Coblentz et Mayence, qu'il devait faire bloquer par des corps d'observation; que ces deux dernières armées marcheraient sur Paris et opéreraient leur jonction sur la Meuse ou sur la Marne, dans les plaines de Champagne.

Enfin la coalition ayant réglé, du 10 au 20 décembre, tous les détails de sa marche au delà du Rhin, le franchit le 21 du même mois, et le prince de Schwartzenberg fit précéder ses troupes par la proclamation suivante :

« Français!

« La victoire a conduit les armées alliées sur votre frontière; elles vont la franchir.

« Nous ne faisons pas la guerre à la France; mais nous repoussons loin de nous le joug que votre gouvernement voulait imposer à nos pays, qui ont les mêmes droits à l'indépendance et au bonheur que le vôtre.

« Magistrats, propriétaires, cultivateurs, restez chez vous, le maintien de l'ordre public, le respect pour les propriétés particulières, la discipline la plus sévère, marqueront le passage des armées alliées. Elles ne sont animées de nul esprit de vengeance; elles ne veulent point rendre les maux sans nombre dont la France, depuis vingt ans, a accablé ses voisins et les contrées les plus éloignées. D'autres principes et d'autres vues que

celles qui ont conduit vos armées chez nous, président aux conseils des monarques alliés. 1813. France.

« Leur gloire sera d'avoir amené la fin la plus prompte des malheurs de l'Europe. La seule conquête qu'ils envient est celle de la paix pour la France, et pour l'Europe entière, un véritable état de repos. Nous espérions le trouver avant de toucher au territoire français; nous allons l'y chercher. »

A la nouvelle du passage du Rhin à Bâle, le 21 décembre, Napoléon, qui avait espéré employer l'hiver à lever 600,000 hommes, se trouvait réduit à se servir tout de suite d'environ 110,000 conscrits qu'il avait pu lever dans les mois de novembre et de décembre, et les versa dans tous les corps répartis en Belgique, le long du Rhin, et aux environs de la capitale, où tous les dépôts des différents corps de l'armée avaient l'ordre de se replier. Les maréchaux Marmont et Victor sortirent, le premier, de Mayence, pour se porter en deçà des Vosges, et le second évacua Strasbourg en n'y laissant que les gardes nationales et quelques cadres de bataillons. Napoléon s'occupa en même temps de créer une armée de réserve sous Paris, composée des nouveaux bataillons de la garde qui s'organisaient dans la capitale; et une nombreuse artillerie fut préparée à Vincennes. Ne pouvant appeler, à lui, en totalité les deux armées d'Espagne à cause de la présence de Wellington qui déjà avait pénétré dans le midi de la France, il prescrivit au maréchal Suchet de faire partir de son armée 12,000 hommes de ses meilleures troupes pour Lyon, et au maréchal Soult d'en envoyer également de ses meilleures 14 ou 15,000 sur Paris. Avec les admirables soldats des armées d'Espagne, Napoléon aurait pu refouler la coalition au delà du Rhin; mais il était bien douteux qu'il pût en disposer à temps.

Napoléon n'avait pu réunir encore qu'une force d'environ 120,000 hommes pour arrêter l'invasion de 280,000 coalisés débouchant du nord et de l'est, pour marcher en masse sur Paris, lorsque, le 19 décembre, il ouvrit en personne la session du Corps législatif par le discours suivant :

« Sénateurs, conseillers d'État, députés des départements au Corps législatif,

1813.
France.

« D'éclatantes victoires ont illustré les armes françaises dans cette campagne. Des défections sans exemple ont rendu ces victoires inutiles. Tout a tourné contre nous. La France même serait en danger sans l'énergie et l'union des Français.

« Dans ces grandes circonstances ma première pensée a été de vous appeler près de moi. Mon cœur a besoin de la présence et de l'affection de mes sujets.

« Je n'ai jamais été séduit par la prospérité : l'adversité me trouverait au-dessus de ses atteintes.

« J'ai plusieurs fois donné la paix aux nations lorsqu'elles avaient tout perdu. D'une part de mes conquêtes j'ai élevé des trônes pour des rois qui m'ont abandonné.

« J'avais conçu et exécuté de grands desseins pour la prospérité et le bonheur du monde !... Monarque et père, je sens tout ce que la paix ajoute à la sécurité des trônes et à celle des familles. Des négociations ont été entamées avec les puissances coalisées. J'ai adhéré aux bases préliminaires qu'elles ont présentées. J'avais donc l'espoir qu'avant l'ouverture de cette session le congrès de Manheim serait réuni ; mais de nouveaux retards, qui ne sont pas attribués à la France, ont différé ce moment, que presse le vœu du monde.

« J'ai ordonné qu'on vous communiquât toutes les pièces originales qui se trouvent au portefeuille de mon département des affaires étrangères. Vous en prendrez connaissance par l'intermédiaire d'une commission. Les orateurs de mon conseil d'État vous feront connaître ma volonté sur cet objet.

« Rien ne s'oppose de ma part au rétablissement de la paix. Je connais et je partage tous les sentiments des Français ; je dis des Français, parce qu'il n'en est aucun qui désirât la paix au prix de l'honneur.

« C'est à regret que je demande à ce peuple généreux de nouveaux sacrifices, mais ils sont commandés par ses plus nobles et ses plus chers intérêts. J'ai dû renforcer mes armées par de nombreuses levées : les nations ne traitent avec sécurité qu'en déployant toutes leurs forces. Un accroissement dans les recettes devient indispensable. Ce que mon ministre des finances vous proposera est conforme au système de finances que j'ai établi. Nous ferons face à tout sans emprunt, qui consomme l'avenir,

et sans papier-monnaie, qui est le plus grand ennemi de l'ordre social. 1813. France.

« Je suis satisfait des sentiments que m'ont montrés dans cette circonstance mes peuples d'Italie.

« Le Danemark et Naples sont seuls restés fidèles à mon alliance.

« La république des États-Unis d'Amérique continue avec succès sa guerre contre l'Angleterre.

« J'ai reconnu la neutralité des dix-neuf Cantons suisses.

« Sénateurs, conseillers d'État, députés des départements au Corps législatif,

« Vous êtes les organes naturels de ce trône : c'est à vous de donner l'exemple d'une énergie qui recommande notre génération aux générations futures. Qu'elles ne disent pas de nous : « Ils ont sacrifié les premiers intérêts du pays ! Ils ont reconnu « les lois que l'Angleterre a cherché en vain, pendant quatre « siècles, à imposer à la France ! »

« Mes peuples ne peuvent pas craindre que la politique de leur empereur trahisse jamais la gloire nationale. De mon côté, j'ai la confiance que les Français seront constamment dignes d'eux et de moi ! »

Communication faite au Sénat et au Corps législatif; ce dernier est ajourné. — Il fut convenu que le Sénat et le Corps législatif nommeraient chacun une commission de cinq membres pour prendre connaissance des pièces diplomatiques qui devaient prouver, comme l'annonçait le discours de l'empereur, que des négociations avaient été entamées avec les puissances alliées, et que rien ne s'opposait de sa part au rétablissement de la paix. Le Sénat choisit pour commissaires de grands personnages : MM. de Fontanes, de Talleyrand, de Saint-Marsan, Barbé-Marbois, et Beurnonville. Le Corps législatif choisit des hommes indépendants, partisans très-prononcés de la liberté publique. Ce furent MM. Lainé, Raynouard, Maine de Biran, de Flaugergues et Gallois.

Les communications se firent chez l'archichancelier Cambacérès. La commission sénatoriale fut admise la première, le 23 décembre, et celle du Corps législatif le 24 ; et après avoir reçu communication des pièces originales qui leur furent présentées,

1813. France. elles reconnurent, par les actes de Francfort, que Napoléon avait voulu réellement la paix. Les deux commissions présentèrent ensuite les rapports sur leurs opérations. Celui de M. de Fontanes au Sénat ne fut nullement sérieux ; il n'en fut pas de même de celui de M. Lainé au Corps législatif : ce rapport constatait qu'à Francfort les puissances alliées avaient fait à la France des ouvertures de paix sur la base des frontières naturelles : le Rhin, les Alpes et les Pyrénées ; que la France avait accueilli ces ouvertures, mais qu'elle était prête à sacrifier tout son sang pour le maintien de ces conditions ; que l'empereur serait supplié de faire cette déclaration aux puissances, et de prendre des mesures de défense si elle n'était pas écoutée. Le rapport ajoutait qu'il fallait convaincre le peuple français que la defense de la patrie et des lois protectrices réclamaient seules les nouveaux sacrifices qu'il allait faire ; que le moment était venu de garantir invariablement aux citoyens la liberté, la sûreté, la propriété et le libre exercice de leurs droits politiques. Il fut décidé que l'on rédigerait une adresse à l'empereur, conçue dans l'esprit de ce rapport qui serait imprimé pour les membres seuls du Corps législatif, ce qui assurait malheureusement la publicité des paroles de M. Lainé à l'étranger où il aurait fallu qu'elles restassent inconnues.

Napoléon eut connaissance immédiatement de ces bases de l'adresse qui devait lui être présentée et en fut très-courroucé ; il traita de factieux ceux qui les avaient approuvées, et s'écria qu'on l'outrageait au moment même où il avait besoin d'être énergiquement soutenu. Redoutant donc le danger de laisser publier le rapport de M. Lainé et de laisser siéger pendant la guerre une assemblée qui pourrait peut-être faire spontanément une tentative factieuse, il décréta le 31 décembre l'ajournement du Corps législatif et fit détruire partout où l'on put le trouver le rapport de M. Lainé. Ces actes produisirent dans le public un effet bien plus regrettable que ne l'eût fait la publication du rapport ; et l'ajournement du Corps législatif convertit en ennemis du gouvernement les députés qui n'avaient voulu qu'exprimer le désir de voir mettre un terme aux actes arbitraires de l'administration qui dégénéraient en véritable tyrannie. On répandit de toutes parts que l'empereur était en désaccord avec

les pouvoirs publics et qu'il avait repoussé la paix qu'ils voulaient lui imposer. Le 1er janvier 1814 il convoqua le Corps législatif avec les autres corps de l'État et l'apostropha dans un discours aussi imprudent qu'inconvenant [1]. Ce discours eut un déplorable retentissement dont le résultat fut que Napoléon parut à tout le monde avoir contre lui les représentants de la France. 1813. France.

Insurrection de la Hollande et invasion de ce pays par l'armée du prince royal de Suède. — Les dispositions prises par Napoléon pour l'exécution de son plan de défensive eussent été sans doute couronnées par le succès, s'il ne se fût pas fait d'abord illusion sur le nombre et les desseins de ses ennemis, et sur les ressources tant matérielles que politiques qui lui restaient. On va voir bientôt ses combinaisons renversées et l'espoir des étrangers surpassé. Maintenant, nous devons faire connaître l'événement qui accéléra une catastrophe dont il était permis de douter encore, au retour des débris de l'armée française sur le Rhin. « Dans le plan de l'empereur le cours du Rhin, depuis Mayence jusqu'à son embouchure, devait être observé par trois corps d'armée : celui de droite, aux ordres du comte Morand, stationné dans les environs de Mayence, comme celui de gauche, commandé par le comte Maison, placé sous Anvers, auraient reçu leurs instructions du maréchal Macdonald, qui se serait tenu au centre vers Nimègue, et aurait combiné, le cas échéant, ses opérations avec les leurs.

« La frontière menacée se trouvait divisée, dans ce projet, en quatre grands commandements :

« Le premier, sous les ordres du maréchal Victor, devait comprendre toute la plaine des départements du Haut et du Bas-Rhin, et couvrir les débouchés par lesquels l'ennemi pouvait gagner la crête des Vosges, depuis les cols de Sainte-Marie-aux-Mines et du Bon-Homme jusqu'à Thann.

« Le deuxième, commandé par le maréchal Marmont, aurait renfermé le bassin de la Moselle, la chaîne des Vosges, et ses revers sur le Doubs, depuis le col de Drummont jusqu'à la haute vallée de Saône, communiquant avec le premier par le débouché de Thann.

[1] Voir *Hist. du Consulat et de l'Empire*, par M. Thiers, tome XVII, page 179.

1813. France. « Le troisième commandement, réservé au maréchal Ney, s'étendait sur tous les débouchés du Morvan jusqu'à la Saône. Une forte division aurait occupé le pont de Saône et Gray, point d'où l'on peut, à volonté, suivre l'offensive sur Besançon et Vesoul, et soutenir la défensive vers les débouchés qui mènent du bassin de la Saône dans ceux de l'Yonne et de l'Armançon.

« Le quatrième, destiné au maréchal Augereau, aurait porté de Belley, comme centre, sa sphère d'activité sur les crêtes, les cols ou défilés entre le pont de Bellegarde et Châtillon de Michaille d'une part, les Échelles et Pont-Beauvoisin de l'autre.

« La liaison entre les commandements du Rhône et du Morvan eût été faite par un corps intermédiaire, composé d'une simple division d'infanterie et d'une brigade de cavalerie légère, qui aurait surveillé les débouchés de la Suisse et de Porentruy, dans la Franche-Comté.

« En cas d'offensive, la garde impériale, aux ordres des maréchaux Mortier et Oudinot, se serait rassemblée à Chaumont, sinon elle aurait été cantonnée dans les environs de Langres.

« Sur la frontière des Pyrénées, les maréchaux Soult et Suchet, déjà sur la défensive, ne reçurent aucune instruction; ils devaient par conséquent agir d'une manière tout à fait indépendante, tant l'un de l'autre que de la grande armée.

« Le prince vice-roi avait ordre de reprendre l'offensive en Italie, aussitôt qu'il aurait été rejoint par l'armée napolitaine. L'empereur espérait que ce renfort mettrait son fils adoptif à même, sinon de chasser les Autrichiens du royaume d'Italie, du moins de les forcer à tenir sur les frontières de la Carinthie une armée de cent mille hommes pour couvrir Vienne.

« Cette distribution de forces, qui eût été convenable si les alliés avaient donné le temps de réorganiser l'armée, devenait impraticable dès qu'ils étaient décidés à tenter l'invasion pendant l'hiver, etc. [1]. »

Après la bataille de Leipzig, le prince royal de Suède avait marché contre le corps d'armée du maréchal Davout, et détaché

[1] (Extrait *des Mémoires pour servir à l'histoire de la campagne de* 1814, par le général Koch.)

sur la gauche les généraux Bulow et Vintzingerode. La prochaine arrivée en Hollande et les proclamations de ces généraux firent éclater, le 16 novembre, une insurrection à Amsterdam ainsi que dans plusieurs autres villes. 1813. France.

Le général Molitor, voyant qu'il ne pouvait conserver la 17e division militaire et les îles de la Zélande, avec 14,000 hommes de mauvaises troupes, en jeta 9,000 dans l'île de Gorée et dans plusieurs forts, et se retira avec 5,000 hommes à Utrecht, établissant ses avant-postes à Amersfort. Le maréchal Macdonald renforça aussitôt sa gauche, et menacé par les avant-postes ennemis, réunit à Deventer les douaniers et gendarmes aux ordres du général Lauberdière, et les 2,000 hommes formant la division du général Amey.

Bientôt le général Wintzingerode força le passage de l'Yssel à Zwol; et, s'étant embarqué à Harderwyk avec 1,200 fantassins et quatre escadrons, il entra dans Amsterdam le 23 novembre avec les députés de cette ville, qui étaient venus le prier de prendre possession de la Hollande. Aussitôt l'indépendance de ce pays fut proclamée, et le prince d'Orange fut rappelé.

Cependant le général Molitor, pressé sur sa droite par les Prussiens, et se croyant menacé sur son front par le corps russe supposé en forces à Amsterdam, évacua Utrecht et vint prendre possession de passages du Wahal sous Gorcum. L'ennemi n'avait plus que ce fleuve à franchir pour entrer en Brabant; les gardes-côtes, tous Hollandais, et les soldats des régiments étrangers, auxquels la garde des îles de Zélande avait été forcément confiée, tournèrent leurs armes contre leurs chefs; le général Rostollant fut fait prisonnier au fort Duquesne; le général Ducos se vit obligé d'abandonner Zerick-Zée avec trente soldats; le général Gilly dans l'île de Walcheren, le général Rousseau dans le pays de Cadsand, étaient menacés du même sort; les clefs de la Belgique, Gertruydenberg, Berg-op-Zoom, Bois-le-Duc et Bréda, gardés par quelques centaines de marins et de vétérans, n'étaient pas même à l'abri d'un coup de main; Anvers n'avait presque pas de garnison; et le maréchal Macdonald était obligé de s'éloigner de l'Yssel pour soutenir le général Sébastiani, qui venait de faire reprendre, par les généraux Beauvais et Quinette, le poste de Neuss sur le Rhin, surpris

1813. France. par un détachement prussien de la division Borstell, employée au blocus de Wesel.

Le 17, à la première nouvelle qui lui avait été transmise par le télégraphe, de l'insurrection de la Hollande, l'empereur avait fait partir pour Anvers le duc de Plaisance, son aide de camp, avec le titre de commandant du premier corps *bis* de la grande armée, et la mission d'organiser les troupes qui devaient former ce corps.

Peu de temps après, le comte Decaen arriva avec le titre de général en chef de l'armée de Hollande. Le duc de Plaisance se trouva alors spécialement chargé de la défense d'Anvers, des forts Lillo et de Batz, de la surveillance supérieure des places de Bréda, Berg-op-Zoom, Willemstadt, ainsi que des îles de Gadzand, Walcheren, nord et sud Beveland, de Gorée, et de toutes les batteries qui en dépendent ; ce fut par ses soins que ces places furent approvisionnées, fournies de garnisons et mises en état de défense, autant que le permettraient les faibles moyens mis à sa disposition.

Le général Decaen reçut, le 30 novembre, l'ordre de se rendre à Gorcum, et de réunir sous son commendement les troupes des 17e et 31e divisions militaires, commandées par les généraux Molitor et Ambert, ainsi que les gardes nationales de l'arrondissement maritime d'Anvers, le premier corps *bis* que le duc de Plaisance organisait à Anvers, et la division Roguet, de la jeune garde, dont les 12e et 13e régiments de tirailleurs allaient former la réserve à Bruxelles, d'après les ordres de l'empereur.

Le maréchal Macdonald plaça son quartier général à Clèves, et borda le Rhin avec deux corps d'infanterie et deux corps de cavalerie, dans l'ordre suivant : la première division du 11e corps, de 4,000 hommes, occupait Wesel ; une division de 600 chevaux, du 2e corps, sous le général Exlmans s'étendait de Wesel à Nimègue, soutenue par les 2,000 fantassins de la 2e division du 4e corps. Le général Molitor occupait Venloo avec 1,400 fantassins ; et le général Dommanget, avec 800 chevaux de cavalerie légère du 2e corps, était devant Maestricht et sur la route de Bruxelles ; les 3,000 hommes du 5e corps d'infanterie, aux ordres du général Sébastiani, et les 1,500

chevaux du 3e corps de cavalerie aux ordres du duc de Padoue, étaient sur la rive gauche du Rhin, depuis Remagen jusqu'à Wesel. 1813. France.

Le général Decaen devait principalement s'attacher à mettre en état de défense les îles de Woorn, de Gorée et d'Overflack, ainsi que Briel, Helvoët-Sluys et Willemstadt; garder la double tête du pont du Leck, à Schoor-Howen et Niewport; empêcher le débarquement des Anglais aux bouches de la Meuse; mais le 4 décembre, à son arrivée, l'ennemi était presque maître de cette ligne de défense, et il resta à Anvers. Sur son invitation, le vice-amiral Missiessi et le préfet maritime Kersaint fournirent tous les matelots et ouvriers dont ils pouvaient disposer, pour former les garnisons de plusieurs places fortes, et l'on s'occupa des travaux les plus urgents pour la défense de Berg-op-Zoom et d'Anvers.

Sur ces entrefaites, l'avant-garde de Bulow, poussant des partis sous Gorcum, s'empara de la digue de la Vieille-Meuse, investit ou prit plusieurs forts, et s'avança jusque sous Bréda. Le général Decaen autorisa le général Ambert à évacuer cette dernière place, où il ne pouvait résister à l'ennemi depuis que toute communication était coupée avec Gertruydenberg et Gorcum. On y laissa 200 malades qui ne purent être emmenés faute de transport. Le colonel Legrand reçut de son côté l'ordre d'évacuer Willemstadt; l'ennemi y trouva un matériel d'artillerie considerable, avec un port commode et sûr pour débarquer l'expédition anglaise. Le général Lorcet, qui occupait Gertruydenberg, avec une centaine d'hommes, sommé de se rendre, capitula sous la condition de rentrer en France.

Le 17 décembre, le général Bulow fit resserrer le blocus de Gorcum, et s'empara de plusieurs points importants sur la rive gauche du Wahal, dont il força le passage avec un corps nombreux et 60 pièces de canon; en même temps il envoya une brigade pour couper aux Français la retraite sur Anvers. Séparé ainsi des troupes du général Decaen, le général Molitor dut se retirer en bon ordre, repasser la Meuse à Crèvecœur, et prenant la route de Grave, se réunir au corps du maréchal Macdonald.

L'empereur, en apprenant l'évacuation de Willemstadt et de

1813. France. Bréda, rappela le comte Decaen, et fit faire une enquête sur la conduite de ce brave général, qui n'avait sacrifié ces places que pour être à même de défendre celle, bien autrement importante, d'Anvers. Le général Maison, nommé au commandement en chef du 1er corps d'armée, arriva à Anvers le 27 décembre. La division de cavalerie de la garde, sous les ordres du général Lefebvre-Desnouettes, celle d'infanterie du général Barrois [1], ainsi que les divisions de vieille garde, des généraux Friant et Laferrière, commandées par le maréchal Mortier, reçurent ordre de se rendre à Bruxelles. Ces troupes devaient reprendre Bréda et faire repasser la Meuse et le Wahal à l'ennemi en attendant que le 1er corps fût formé à Anvers.

Mais Napoléon, dans l'impatience de recouvrer Bréda, donna bientôt l'ordre au général Roguet de marcher d'Anvers sur cette place pour tâcher de s'en rendre maître par un coup de main, et de rouvrir la communication avec Gorcum, en lui annonçant qu'il serait secondé par le maréchal Macdonald, qui devait se porter de Grave sur Bois-le-Duc.

Le général Roguet s'étant mis en marche avec 6,000 hommes d'infanterie et 800 chevaux, chassa les avant-postes du général Stall, arriva le 20 devant Bréda, et commença le bombardement à la nuit. Il espérait que la place allait se rendre, lorsque le prince Gagarin parvint à y faire entrer un convoi d'artillerie et de munitions expédié de Willemstadt; alors, tous les efforts du général français devinrent infructueux ; il eût été plus heureux peut-être en brusquant l'attaque au moment de son arrivée.

Sur ces entrefaites, arriva le général Lefebvre-Desnouettes, qui prit le commandement en chef comme le plus ancien général de la garde, ayant sous ses ordres le général Roguet pour l'infanterie, et le général Castex pour la cavalerie; et comme l'ennemi marchait en force sur Bréda, il leva le blocus, favorisé par un épais brouillard, et vint prendre position en avant d'Anvers, à Hooghstraeten, Minderhout, Braschaet et Malines. Dès ce jour, Napoléon dut renoncer à l'espoir de ressaisir la ligne de la Meuse et du Vahal.

[1] La division de jeune garde du général Roguet était déjà à Anvers depuis le commencement de décembre.

Force et emplacement des armées françaises au 31 *décembre* 1813. — Avant de retracer le commencement d'exécution du plan d'invasion arrêté à Francfort, nous allons faire connaître la force et l'emplacement des armées françaises. 1813 France.

L'empereur avait encore 300,000 hommes sous les armes; mais le 13e corps, fort d'environ 30,000 hommes, commandé par le maréchal Davout, était acculé aux bouches de l'Elbe, et ne servait plus qu'à occuper un corps d'observation, depuis qu'un armistice, conclu entre les Danois et les Russes, l'empêchait d'agir de concert avec la garnison de Magdebourg; les armées d'Espagne, réduites à 90,000 vieux soldats, avaient à contenir 150,000 ennemis; 70,000 hommes étaient répandus dans les places fortes de l'Oder et de l'Elbe, de la Hollande, de l'Allemagne, de la Dalmatie et de l'Italie; le prince Eugène ayant ordre de tenir sur l'Adige, ne pouvait envoyer les 30,000 Français qu'il avait dans son armée, depuis surtout que le roi de Naples menaçait de tourner contre son beau-frère les 20,000 hommes sur lesquels l'empereur comptait pour défendre l'Italie.

Il convient de compter *pour mémoire* les faibles garnisons jetées dans les places fortes frontières, qui, dénuées d'approvisionnements et peu liées entre elles par des places moins considérables, n'étaient presque d'aucun secours contre l'invasion; et les divisions de jeune garde et de troupes de ligne que l'on s'efforçait d'organiser dans l'intérieur. Ainsi, malgré l'envoi de quelques renforts, à la fin de décembre, les forces disponibles ne s'élevaient pas au-dessus de 80,000 hommes, divisés en 8 corps d'armée qui occupaient les positions suivantes sur toute la ligne du Rhin :

Le maréchal Victor, avec le 2e corps d'infanterie, de 8,500 hommes, et le 5e de cavalerie, de 3,600, observait le Rhin depuis Bâle jusqu'à Strasbourg; le maréchal Marmont, avec le 6e corps d'infanterie, de 10,000 hommes, et le 1er corps de cavalerie, de 1,200 chevaux, couvrait ce fleuve de Strasbourg à Mayence.

Le général Morand observait le Rhin depuis Mayence jusqu'à Coblentz, avec 18,000 hommes du 4e corps d'infanterie.

Le général Sébastiani gardait le Rhin et le pays situé entre la

1813. France. Moselle et le confluent de la Lippe, avec le 5e corps d'infanterie réduit à moins de 5,000 hommes, et 1,200 chevaux du 3e corps de cavalerie; le maréchal Macdonald garnissait l'intervalle entre Crevelt et Nimègue, avec le 11e corps, qui comptait à peine 9,000 combattants, et 1,500 chevaux du 2e corps.

Le général Maison était chargé de couvrir Anvers et de protéger la Belgique. Il avait avec lui les cadres de deux divisions de jeune garde, les dépôts des 17e et 24e divisions militaires et 800 chevaux.

Une partie de la garde impériale (infanterie et cavalerie), sous les ordres du maréchal Mortier, était, comme nous l'avons déjà dit, en réserve dans la Belgique.

Napoléon comptait sur la neutralité que la Suisse venait de notifier aux alliés, et qu'elle se proposait de faire respecter par une levée de troupes décrétée le 18 novembre; mais ce pays offrant deux excellents débouchés sur la France et les moyens de couper ses communications avec l'Italie, les alliés ne se firent point scrupule de le traverser, et n'eurent pas même besoin d'être excités à cette violation du territoire par les oligarques du canton de Berne, qui, ayant d'anciens droits à revendiquer, et leur fortune personnelle à rétablir au milieu des bouleversements politiques, saisissaient avidement cette occasion d'anéantir le pacte fédéral.

Mouvements des armées alliées depuis le Rhin jusque dans les hautes vallées de la Marne et de la Seine. — Le 21 décembre, après une note remise la veille au landamann par l'envoyé d'Autriche, le passage de la grande armée alliée commença sans obstacle. Elle avait quitté les cantonnements qu'elle occupait dans le grand-duché de Baden, le Brisgau, sur les frontières de la Suisse, et se trouvait réunie, du 16 au 20 décembre, presque tout entière, dans le grand coude que forme le Rhin sur la rive droite vis-à-vis de Bâle, lorsque le prince de Schwartzenberg fit passer ce fleuve sur six colonnes dans l'ordre suivant: le prince héréditaire de Hesse-Homburg, avec les gardes et réserves autrichiennes, passa à Schaffhausen, et se dirigea par Zurich sur Berne, où il arriva le 29 décembre; le corps du général Giulay passa également à Schaffhausen, mais marcha par Soleure sur Arberg, où il était rendu le 26.

Le général Colloredo, avec le 1er corps, passa à Lauffenburg et se dirigea par Arau et Arberg, sur Berne. 1813 France.

Le comte de Bubna, avec la première division légère et le corps du prince Louis de Lichtenstein, passa à Bâle et marcha par Soleure et Berne sur Fribourg, où il s'arrêta le 25 après avoir envoyé de forts détachements sur Neuchâtel et Pierre-Pertuis pour observer l'Immenthal et la route de Travers à Pontarlier; les divisions Bianchi et Crenneville, flanquant la droite, marchèrent par Bâle sur Biel, qu'elles atteignirent le 21 ; le corps austro-bavarois du comte de Wrede, après avoir marché également par Bâle, vint former le blocus d'Huningue, et détacha la division Rechberg sur Béfort.

Le prince royal de Würtemberg s'établit sur la rive gauche du Rhin, aux environs de Lorach, pour former la réserve, conjointement avec la première colonne des gardes et réserves russes et prussiennes, aux ordres du comte Barclay-de-Tolly; le corps du général Wittgenstein fut cantonné sur la rive droite, aux environs d'Altkirch; dès le 30 décembre, c'est-à-dire dès leur arrivée, les Cosaques de l'hetmann Platoff furent jetés sur la rive gauche.

Aussitôt que l'armée fut ainsi placée en ligne, le comte de Wrede reçut ordre de réduire Huningue le plus promptement possible, et de rappeler le général Rechberg, dont la division fut remplacée au siége de Béfort par le corps du prince royal de Würtemberg. Le comte de Bubna continua son mouvement, par Lausanne, sur Genève ; cette place mal gardée, commandée par le général Jordy, vieillard infirme, et abandonnée de son préfet, fut livrée presque immédiatement après la première sommation ; la garnison se retira sur Rumilly en toute hâte, laissant un matériel d'artillerie considérable, que le général Montfort ne put sauver. En même temps, le prince de Schwartzenberg fit avancer les corps du prince de Hesse-Hombourg, du comte de Colloredo, du prince Louis de Lichtenstein, et du comte de Giulay.

Le premier de ces corps se porta de Berne sur Neuchâtel, Monboson, et arriva sans obstacle le 19 janvier à Dijon ; le général Vaux avait évacué la veille cette ville, dont il ne pouvait défendre l'approche avec les 600 hommes de la compa-

1813. France. gnie départementale et des dépôts de la 18e division militaire.

Le comte Colloredo, arrivé à Neuchâtel, forma deux colonnes de deux divisions chacune, et marchant sur Langres par Baume-les-Dames, Monboson et Vesoul, avec la colonne de droite, il dirigea, par Salins et Dôle, la colonne de gauche; celle-ci était composée de la division Wimpffen, qui devait se porter ensuite sur Châtillon-sur-Seine, et de la division légère Maurice Lichtenstein (actuellement sous les ordres du comte Colloredo), qui avait ordre d'investir Auxonne. Cette place fut défendue par le brave général Lambert, qui s'y retira après avoir tenté inutilement de défendre le pont de Dôle, avec les dépôts des 35e et 70e de ligne.

1814. Le corps du prince Louis de Lichtenstein investit, le 6 janvier, Besançon, où il arriva par la route de Neuchâtel, Pontarlier et Ornans. Le comte de Giulay entra le 3 janvier à Monbéliard, et le 5 à Vesoul, où il fit quelques prisonniers; il y fut rejoint par la division Bianchi, qui passa sous ses ordres. Après trois jours de séjour à Vesoul, il s'avança, le 8 janvier, sur deux colonnes, dans la direction de Langres, où nous avons dit que se trouvaient deux divisions de la vieille garde.

Napoléon n'eût pas plutôt appris le passage du Rhin par l'ennemi, à Bâle, qu'il ordonna au maréchal Mortier, arrivé le 24 décembre à Namur, de se rendre sur-le-champ à Reims, et de couvrir la capitale, en manœuvrant à volonté sur la route de Bâle ou sur celle de Metz.

Ce maréchal reçut à Reims un nouvel ordre de marcher en toute hâte sur Langres, où la cavalerie du général Laferrière entra le 10, deux jours avant la division d'infanterie du général Friant.

Les avant-postes français s'étant avancés le 13 janvier sur la route de Gray et sur celle de Port-sur-Saône, rencontrèrent à Chassigny et à Fay-le-Billot les avant-gardes du comte Giulay, et furent obligés de rentrer à Longean et à la Griffonnotte. Le maréchal Mortier, voulant connaître la force de l'ennemi, fit pousser ensuite une reconnaissance sur Chatenay et Mont-Landon, occupés par des détachements autrichiens. Ces deux villages furent d'abord emportés, mais une fois arrivés devant le gros des troupes du général Hecht, les Fran-

çais, trop peu nombreux, furent obligés de se replier et de rentrer dans Langres. Menacé bientôt dans cette ville par le corps ennemi qui se réunit sous ses murs le 16 janvier, le maréchal Mortier crut devoir se retirer sur Chaumont, craignant d'être rejeté, pour le reste de la campagne, hors de la ligne d'opérations de l'armée française, s'il était prévenu, dans cette dernière ville, par les autres corps de la grande armée alliée. Il laissa dans Langres une petite garnison de 125 hommes d'un régiment de ligne, et 59 grenadiers de la garde, éclopés; le tout sous les ordres du colonel Simon. Mal secondée par la garde urbaine, qui aurait pu rendre quelques services, mais qui ne voulut pas courir la chance d'une défense sans objet, cette faible garnison capitula quelques jours après, et se rendit prisonnière.

1814. France.

On a vu plus haut que le corps bavarois du général de Wrede avait investi Huningue, et envoyé une de ses divisions sur Béfort et le fort Mortier. Le commandant de la première de ces places, le colonel Chancel; celui de Béfort, le capitaine Legrand; et le capitaine Sans, commandant au fort Mortier, inaccessibles à la séduction, résistèrent avec intrépidité aux premières attaques de vive force dirigées contre eux; et bientôt le général bavarois, inquiété par les sorties fréquentes de ces garnisons, résolut, pour étendre ses cantonnements, couvrir plus immédiatement les deux siéges, et éclairer la route de Brisach, de porter le corps autrichien du baron de Frimont, qui formait sa droite, jusqu'à Colmar; mais l'avant-garde de ce dernier corps ne fut pas plutôt établie, le 24 décembre, à Sainte-Croix, que le général Milhaud, qui se trouvait à Colmar avec le 5ᵉ corps de cavalerie, marcha à sa rencontre avec la division de dragons du général Collaert. La brigade du général Montelegier attaqua de front, tandis que deux escadrons tournaient cette position. Les 2ᵉ, 6ᵉ et 11ᵉ de dragons chargèrent avec impétuosité, culbutèrent l'ennemi, tuèrent ou blessèrent 400 hommes, et lui firent 150 prisonniers. Cette première rencontre de l'armée française empêcha le baron de Frimont de remplir les intentions du général de Wrede, et le força de s'arrêter à Rixheim, ayant ses avant-postes à Ensisheim. Mais le 31 décembre, le prince royal de

1814. France. Würtemberg ayant passé le Rhin sur un pont de bateaux, vint s'établir sur cette même ligne entre Sainte-Colombe et Ensisheim, bloqua Brisach et appuya sa gauche à l'Ill, touchant à la droite du comte de Wrede.

Ce mouvement opéré, et la communication établie, le général bavarois marcha sur Colmar, qu'il occupa après un faible engagement. Pressé par des troupes nombreuses, le général Milhaud ne put se replier par Molsheim sur Saverne, ainsi qu'il lui était prescrit par le maréchal Victor et il se dirigea sur Baccarat par la vallée de Sainte-Marie-aux-Mines. Le comte de Wrede marcha ensuite par les deux rives de l'Ill sur Schelestadt, qu'il investit.

Sur ces entrefaites, le prince de Schwartzenberg ordonna au comte de Wittgenstein, qui avait relevé, aux environs de Kehl, le corps du prince royal de Würtemberg, de jeter un pont vers Seltz, de passer le Rhin, de faire bloquer Strasbourg par une partie de son corps, et traversant avec le reste la chaîne des Vosges, de venir former l'extrême droite de la grande armée, à la gauche de l'armée de Silésie. En conséquence, le comte de Witgenstein rassembla, sans perdre de temps, la majeure partie de son corps entre Stollhofen et Spielfeld.

Il comptait effectuer le passage dans la nuit du 1er janvier; mais comme les pontons furent emportés par le courant, les troupes russes ne traversèrent le fleuve que le 3; elles s'emparèrent sans peine des forts Vauban et d'Alsace, détruits depuis 1794, et qui n'étaient gardés que par 200 hommes et 50 chevaux. Le 10, les deux divisions d'infanterie du prince Gortschakoff et la division Mezenzoff, ayant été relevées devant Kehl et Strasbourg par le corps badois sous les ordres du général Hochberg, passèrent le Rhin à leur tour, et Wittgenstein leur fit bloquer Landau, Phalsbourg, Petite-Pierre, Lichtemberg et Bitche. La division Schaschofskoy, laissée sur la rive droite pour les appuyer au besoin, rejoignit également le corps d'armée qui se mit en marche, le 19, sur la grande route de Nancy, avec le prince de Schwartzenberg, pour aller prendre son camp dans la ligne sur la Marne moyenne. Le général Budinger, qui marcha sur Wantznau, fit, après une légère escarmouche, 50 prisonniers à un parti de la garnison de Strasbourg, et com-

muniqua par des patrouilles avec la gauche de l'armée de Silésie. 1814. France.

D'après les ordres du généralissime, le comte Barclay-de-Tolly, laissant 2,000 hommes au blocus de Béfort, passa le Rhin à Laurach, avec la partie de son corps d'armée qui était restée sur la rive droite, et marcha par Mollans et Frahière sur Vesoul, où il arriva le 17, et où il trouva l'autre partie du corps d'armée qui, d'Altkirch, était venu par Montbéliard et Villersexel. A la suite de plusieurs marches et contre-marches, Barclay fit prendre à ses troupes leur ordre de bataille entre Fay-le-Billot et Rençonnière, et fixa son quartier général à Langres.

Revenons maintenant à l'armée française : après avoir jeté 3,000 hommes dans Landau, 4,900 dans Strasbourg, 3,000 dans Brisach, 2,600 dans Schelestad, 3,000 dans Huningue, 2,000 dans Béfort; en tout, 18,500 conscrits ou gardes nationaux qu'il avait reçus sur la fin de décembre, le maréchal Victor se trouvait toujours réduit à moins de 9,000 combattants. Ne voyant alors arriver ni les secours demandés, ni les renforts promis, et recevant de l'empereur, pour toute instruction, l'ordre de défendre les gorges des Vosges, le maréchal, dans la crainte d'être rejeté dans Strasbourg, résolut de se concentrer sur Saverne, et de tenir ferme dans cette position jusqu'à l'arrivée du maréchal Marmont; mais l'armée de Silésie, arrivée le 7 janvier sur la Sarre, empêcha cette jonction. C'est alors que la cavalerie du général Milhaud et une partie de l'infanterie furent établies à Baccarat, ayant en première ligne, à Raon-l'Étape, la division Duhesme, forte de cinq bataillons, la division de cavalerie légère du général Piré, et une batterie d'artillerie à cheval.

Par l'effet de cette retraite, les alliés, maitres des débouchés de Colmar sur Nancy, pouvaient entrer dans le bassin de la Moselle, et s'emparer des deux saillants de la chaîne des Vosges et du Hundsrück, vers Béfort et Landau. Une division d'infanterie de la jeune garde, composée de quatre régiments de voltigeurs, et à peine organisés depuis quinze jours à Sarre-Louis; deux batteries et 400 chevaux du dépôt général des remontes, telles étaient les forces avec lesquelles le maréchal Ney

1814. France. se trouvait chargé d'arrêter les progrès de l'ennemi dans cette direction.

Vers le même temps, et d'après de nouvelles instructions, le prince royal de Würtemberg se rapprochait de l'armée de Silésie; une brigade d'infanterie sous les ordres du général Rousseau, et 200 chevaux commandés par le général Duvigneau, que le maréchal Ney avait envoyés de Nancy sur Épinal, se retirèrent devant le corps ennemi, et furent vivement poursuivis jusqu'à Charmes, tant par l'avant-garde wurtembergeoise que par les Cosaques qui formaient l'avant-garde de l'hetmann Platoff.

Le maréchal Victor, qui voulait tenter un dernier effort pour éloigner l'ennemi et s'établir à Épinal, Remberviller et Saint-Diey, croyait Épinal occupé seulement par des troupes légères; il fit donc marcher sur cette ville le général Cassagne, avec une colonne d'infanterie et 300 chevaux; mais cette troupe, écrasée par le nombre, se retira avec peine, et perdit presque toute sa cavalerie, sabrée ou enlevée par les Wurtembergeois. La division de dragons du général Briche réussit à s'établir à Remberviller, après avoir culbuté 200 Cosaques; la division Duhesme, qui devait occuper Saint-Diey, rencontra le corps du comte de Wrede, qui, sur l'ordre du prince de Schwartzenberg, et après avoir laissé la division Becker devant Schelestadt, Brisach et Huningue, s'approchait de la grande armée sur Langres. Les avant-postes de ce corps, établis en avant de Saint-Diey, venaient d'être repoussés jusqu'à Sainte-Marguerite par les dragons du général Lhéritier, lorsque le général Duhesme, après avoir inutilement cherché à rompre la brigade Deroy, placée derrière le passage, fut repoussé jusqu'au pont de la Meurthe, derrière lequel il voulut recommencer le combat; mais foudroyé par l'artillerie, il dut se retirer sur Saint-Diey, qui fut bientôt enlevé de vive force par l'ennemi. Le colonel Treuberg, remplaçant le général Deroy, grièvement blessé au commencement de l'action, porta ses avant-postes sur les routes de Raon et de Bruyères, et le général Duhesme se retira par Saint-Michel sur Remberviller, après avoir perdu beaucoup de monde.

Malgré cet échec et la crainte que lui inspirait le corps du

prince de Würtemberg, qui manœuvrait sur sa droite dans la Haute-Marne, le maréchal Victor ne voulait pas abandonner la défense des Vosges; mais informé que la gauche de l'armée de Silésie débouchait par Château-Salins, et allait le couper, il se retira par Saint-Nicolas, et joignit le maréchal Ney à Nancy. N'ayant plus d'ennemis sur son front, et voyant sa droite assurée, le comte de Wrede marcha alors sur Neuf-Château, où il entra en ligne le 20, ouvrant la communication avec l'armée de Silésie, et formant la droite de la grande armée alliée réunie entre Langres et Neuf-Château. 1814. France.

Celle-ci, par suite des divers mouvements qu'on vient de lire, n'ayant plus devant elle que les troupes du maréchal Mortier, venues de Langres à Chaumont, ainsi que nous l'avons dit plus haut, le prince de Schwartzenberg ordonna au comte Giulay et au prince royal de Würtemberg de marcher sur Chaumont. Le premier s'avança par la route directe; le prince royal de Würtemberg, qui prit la route de Bourbonne et Montagny, chassa de la Ville-au-Bois les avant-postes français; et il s'était déjà emparé de Choignes et du pont en avant de ce village, lorsqu'il en fut chassé par 400 vieux grenadiers, qui culbutèrent deux bataillons wurtembergeois dans la Marne. Toutefois, attaqué sur sa droite et sur son front par ces deux corps d'armée, et menacé sur sa gauche par le comte de Wrede, le maréchal Mortier, qui n'avait avec lui que la division d'infanterie et celle de cavalerie avec lesquelles il avait quitté Langres, opéra tranquillement sa retraite sur Bar-sur-Aube, où il fut rejoint par la deuxième division d'infanterie de vieille garde, qui porta son corps d'armée à 8,000 fantassins et à 2,000 chevaux.

Le 24, les deux corps ennemis s'avancèrent sur Bar; mais le maréchal Mortier en avait fait occuper les hauteurs à droite et à gauche par une partie de ses troupes, et avait porté la division Michel au village de Fontaines, entre cette ville et l'Aube. L'artillerie française, placée dans une position avantageuse, porta la mort dans les rangs de l'avant-garde du corps de Giulay, qui avait débouché par Clairvaux. Les colonnes autrichiennes, mises en désordre par ce feu meurtrier, furent chargées bientôt par la première brigade du général Michel, qui traversa l'Aube avec rapidité; mais une brigade ennemie étant accourue sur la gau-

1814. France. che, les Français se virent contraints de repasser la rivière. Ils furent suivis par leurs adversaires, qui, à deux reprises, pénétrèrent dans Fontaines et en furent chassés autant de fois par la brigade des fusiliers et des vélites de la garde, sous les ordres du général Christiani.

Le maréchal Mortier avait placé 2,000 fantassins et 400 chevaux au village de Colombey-les-deux-Églises, pour observer l'ennemi sur la route de Chaumont. Ce détachement, sous les ordres du général Letort, après avoir soutenu l'attaque du corps du prince royal de Würtemberg, se retira en bon ordre jusque sur le plateau de Rouvré, où se trouvaient la division Friant et l'artillerie, qui forcèrent le prince à se retirer.

Après ces deux combats, livrés sur deux points différents, et bien que les Français se fussent maintenus à Bar, ils ne pouvaient défendre plus longtemps cette ville contre l'armée du prince de Schwartzenberg; ils se retirèrent donc dans la nuit sur Troyes, et, le lendemain 25 février, le comte Giulay entra à Bar; ce corps d'armée, ainsi que celui du prince de Würtemberg, qui resta à Colombey-les-deux-Églises, et celui du comte de Wrede, qui était à Neuf-Château, formaient la première ligne de la grande armée alliée; en seconde ligne, se trouvaient le prince de Hesse-Hombourg, et le comte de Colloredo à Dijon, le comte Barclay-de-Tolly à Langres, et le comte de Wittgenstein à Vézelize, en marche sur Nancy.

1er janvier. *L'armée alliée, dite de Silésie, passe le Rhin.* — Cependant l'armée de Silésie, après s'être étendue entre le Neckar et la Lahn, conformément au plan de campagne arrêté à Francfort, avait passé le Rhin sur plusieurs points, dans la nuit du 31 décembre au 1er janvier.

Le corps d'armée russe du baron Sacken effectua son passage, par un épais brouillard, sur une flottille, vis-à-vis de Manheim, après un combat opiniâtre avec la garde de la redoute en avant du bois de Friesenheim, qui, forcée à se retirer sur Mayence, abandonna 6 bouches à feu et 100 hommes hors de combat. Le corps prussien d'York et une partie du corps d'armée du général Langeron passèrent tranquillement à Kaub sur un pont de bateaux, et la division Saint-Priest (du corps de Langeron), après avoir, avec les bateaux de la Lahn, effectué un

double passage au confluent de cette rivière et par l'île de Niederwerth, entoura dans Coblentz la division Durutte; le général français eut de la peine à se faire jour, et fut obligé d'abandonner dans la ville 7 pièces de canon, 200 prisonniers et un grand nombre de malades; il était vivement poursuivi, lorsqu'il fut secouru par le comte Ricard, qu'il venait de relever : ce général, qui allait rejoindre à Neustadt le maréchal Marmont, ne balança point à revenir par le Hundsrück vers Coblentz; leur jonction eut lieu à Halzenbach; de là ils gagnèrent la Sarre par Lambach : le corps d'York, qui était déjà à Stromberg, les empêchait de rejoindre le maréchal Marmont dans les environs de Landau. 1814. France.

Un parti, envoyé par le général Saint-Priest sur Andernach, fut culbuté, entre Ober-Winter et Mehalen, par une forte reconnaissance faite par les généraux Albert et Jacquinot, d'après les ordres du comte Sébastiani, qui craignait de voir ses cantonnements enlevés. Le général russe éprouva beaucoup de difficultés pour le passage de son artillerie et de sa cavalerie, et resta plusieurs jours dans les environs de Coblentz. Dans le même temps, le général de brigade Choisi, avec deux régiments de gardes d'honneur et 100 fantassins, observait la Nahe; il fut attaqué par le général Langeron, qui allait investir Mayence, et obligé de se jeter dans cette dernière place; 300 hommes lui furent pris, et il fut coupé du premier régiment des gardes d'honneur, qui rejoignit, en partisans, le maréchal Marmont sur la Sarre.

Pressé sur son front par le baron Sacken, qui poursuivait son mouvement par Turkheim; débordé sur sa gauche et sur ses derrières par le général York, qui se dirigeait sur Lautereck et Cusel, le maréchal Marmont marcha, en toute hâte, le 5 janvier, sur Hombourg et Sarguemines, et, le 6, il s'établit sur la rive gauche de la Sarre, à Forbach; de là il fit défendre l'espace entre Sarrelouis et Sarguemines par les divisions Ricard et Durutte, envoya de l'artillerie et de la cavalerie pour défendre les endroits guéables au-dessus de Sarrelouis; la division Lagrange et la cavalerie légère furent chargées de protéger l'approvisionnement de Bitche.

C'est dans cet état de choses que le maréchal Marmont reçut,

1814. France. au lieu de renforts nécessaires, l'ordre d'observer et de contenir Blucher entre Luxembourg, Thionville, Marsal et Metz. Le major général annonçait aussi que le maréchal Macdonald réunissait son corps vers Namur, et qu'il avait ordre d'opérer, tout en couvrant les débouchés de Paris, sur le flanc droit de l'ennemi, s'il forçait le maréchal Marmont à repasser la Moselle, auquel cas ce maréchal devait jeter la division Durutte dans Metz, et disputer pied à pied le terrain.

Cependant le général Sacken bordait la Sarre, de Sarralbe à Sarrebrück, et le général York de Sarrebrück à Mertzig. Le 10 janvier, des ponts furent dressés, et le maréchal Marmont, poursuivi par la cavalerie et l'artillerie légere russe, se retira sans combattre : son arrière-garde fut attaquée le lendemain à Neu-Mühlen par l'avant-garde ennemie. Le corps d'York était chargé de rejeter le maréchal sur la Moselle, en même temps que Blucher investissait Sarrelouis et Thionville. Afin de pouvoir communiquer par sa gauche avec la grande armée, ce géneral s'avança sur Nancy.

Le 12 janvier, le maréchal Marmont prit position sous Metz. Sur cette ligne, protégée par de bonnes places, il aurait pu se maintenir quelques jours contre l'armée de Silésie, empêcher la réunion de Blucher avec le généralissime, et ne pas priver la France des conscrits de la moitié d'un département, si le défaut d'unité dans le commandement, ou peut-être les instructions de l'empereur, n'eussent pas empêché la jonction de ce corps d'armée avec celui du maréchal Victor, lié lui-même à celui du maréchal Ney. Privé de ce secours, et ne pouvant empêcher le général York de s'établir le 13 janvier à Longeville, sur la rive droite de la Moselle, et d'investir Metz et Thionvillle, le maréchal Marmont, voulant d'ailleurs s'assurer des forces ennemies qui pouvaient déborder sa droite, envoya le général Ricard à Pont-à-Mousson par la vieille route, avec ordre de pousser des reconnaissances sur Nancy. Il apprit que l'ennemi, maître de cette ville, avait déjà fait passer des troupes sur les ponts de Rouxières et Frouard, ce qui le décida, après avoir jeté à la hâte dans Metz des vivres et le général Durutte, avec les cadres de deux régiments de sa division, a faire sa retraite sur Verdun, derrière la Meuse, avec la cavalerie, la division Lagrange, la di-

vision Decouz (de la jeune garde), et la division Ricard, qui abandonna Pont-à-Mousson sans en détruire le pont. 1814. France.

Le maréchal Kellermann, duc de Valmy, avait quitté Metz depuis trois jours avec le grand quartier général, les administrations et le grand parc d'artillerie, et avait été s'établir à Châlons-sur-Marne. Le maréchal Ney, surpris par l'arrivée du général Sacken, qui continuait sa marche sur Nancy, évacua cette ville, en y laissant imprudemment 500 prisonniers espagnols [1], et se retira, par Toul, sur Ligny, Bar-le-Duc et Saint-Dizier, où il donna rendez-vous au maréchal Victor. Par une sorte de fatalité, les ponts de Frouard et de Rouxières n'ayant point été coupés dans cette retraite, l'ennemi put sans obstacle poursuivre le maréchal Victor sur la route de Toul, et le prévenir à Commercy et à Saint-Mihiel : toutefois, il fut chassé de cette dernière ville par le général Briche, soutenu par quelques régiments d'infanterie du maréchal Victor, et par la division Decouz, du corps d'armée du maréchal Marmont.

Le 19 janvier, l'arrière garde de ce dernier, aux ordres du général Picquet, attaquée et rejetée d'abord dans Manheulle, fut soutenue par l'infanterie, reprit l'offensive, et força l'ennemi à se replier avec perte. Le maréchal Victor, craignant d'être coupé sur la Meuse, laissa dans Toul le chef de bataillon Chaudron avec 300 hommes et de l'artillerie, et s'établit derrière cette rivière avec le maréchal Marmont, sans qu'on songeât encore cette fois à détruire les ponts de Vaucouleurs, Void et Commercy.

Ainsi les trois corps français se trouvaient rejetés de la Moselle sur la Meuse par les seules avant-gardes de Blucher. On a lieu de s'étonner que Napoléon n'ait pas formé une seule masse de toutes ces troupes, ou du moins réuni ces trois corps, confiés à des généraux de division, sous le commandement d'un seul maréchal; il est certain qu'alors les mouvements eussent été mieux combinés.

Mais ce ne fut pas l'unique faute de l'empereur français; il laissait son armée sans solde et sans distributions; on vivait chez l'habitant comme en pays conquis, et les choses en étaient au

[1] Ces prisonniers prirent sur-le-champ du service dans l'armée alliée.

1814 France. point que les chevaux de la cavalerie et de l'artillerie n'ayant pu être ferrés à glace, faute de fonds, et 300 ayant déjà péri dans la marche de Baccarat à Nancy, le maréchal Victor fut forcé de frapper un emprunt de 15,000 francs sur cette ville. Les magistrats montrèrent si peu de dévouement dans cette circonstance, qu'une somme qui aurait dû être offerte en don volontaire, ne fut versée dans la caisse militaire qu'après l'enlèvement du maire et de ses adjoints.

Le maréchal Blucher entra le 18 à Nancy, dont il se fit apporter les clefs. Cette comédie, jouée dans une ville ouverte et sans fortifications, ne peut être comparée qu'à sa réponse aux magistrats : il leur promit la suppression d'impôts onéreux et vexatoires, en les assurant des bons procédés des troupes alliées.

Le 20, le général Liéven, avec la 10e division d'infanterie russe formant la gauche de l'armée de Silésie, fut chargé d'enlever Toul, qui fermait la chaussée de Nancy à Bar. Le commandant de la place ne crut pas pouvoir tenir contre des forces aussi nombreuses, et se rendit prisonnier sans la moindre résistance. Les alliés firent ensuite garder Toul par les 500 prisonniers espagnols laissés à Nancy, et que cette ville eut ordre d'habiller et d'équiper.

Sur ces entrefaites, le corps prussien qui venait de passer le Rhin à Coblentz, et le corps russe de Langeron, qui venait d'être relevé au blocus de Mayence par des troupes allemandes, rejoignaient le gros de l'armée, laissant toujours le général York aux blocus de Metz, Thionville, Luxembourg et Sarrelouis. Le maréchal Blucher divisa, le 21, le reste de ses troupes en deux colonnes : la première composée de la moitié du corps du baron Sacken, et précédée d'une forte avant-garde, aux ordres de généraux Wassiltschikoff et Scherbatoff, s'avança, par Ligny et Bar-le Duc, sur Saint-Dizier; la seconde, formée du reste du corps de Sacken, ayant pour arrière-garde les troupes du général Alsuwieff, marcha par Vaucouleurs et Gondrecourt sur Joinville. Craignant ainsi d'être prévenu à Ligny sur sa gauche, et voyant sa droite menacée par la grande armée qui occupait Neuf-Château, le maréchal Victor se retira à Ligny, pour s'établir sur cette ligne; le maréchal Marmont établit son

quartier général à Verdun, la division Lagrange à Chaumont-en-Aire, et la division Decouz, qui, retirée de Saint-Mihiel, en avait fait sauter le pont, à Naives. 1814. France.

Le maréchal Victor jugea, avec raison, que sa position en avant de Ligny était d'une mauvaise défense. En effet, il ne pouvait effectuer sa retraite que par une rampe rapide, longue et dangereuse, qui se prolonge jusqu'à l'entrée même de cette ville. Il allait s'établir dans la position opposée et défendre le défilé qui conduit à Saint-Dizier, lorsque le major général, prince de Neufchâtel, arrivé le 22 à Ligny, annonça que l'empereur ordonnait de tenir ferme sur l'Ornain. On reprit aussitôt l'offensive : le général Milhaud se porta sur Saint-Aubin ; mais, comme il n'était pas soutenu par l'infanterie, et qu'il avait affaire à toute l'avant-garde du baron Sacken, il fut obligé de se replier sur Ligny, où le général Scherbatoff entra le lendemain, après un combat opiniâtre avec l'arrière-garde française, qui se retira sur Saint-Dizier. Le maréchal Marmont, pour être à hauteur des autres maréchaux, fut obligé de se retirer par Saint-Dizier, où il arriva le 24, faisant couvrir la route de Verdun à Châlons par le général Ricard, qu'il plaça à l'entrée du défilé des Islettes.

Attaqués par l'avant-garde du prince Scherbatoff, et menacés d'être coupés à Joinville, sur leur droite, par la deuxième colonne du maréchal Blucher, les trois corps français se retirèrent le 24, et vinrent s'établir, la division Duhesme, avec 600 chevaux et deux batteries, en arrière de Saint-Dizier, observant cette ville et les routes de Joinville et de Bar-le-Duc ; le quartier général et le reste du corps du maréchal Victor à Perthe; le corps d'armée du maréchal Ney à Vitry-le-Français; celui du maréchal Marmont également à Vitry-le-Français, moins la division Lagrange, établie à Vitry-le-Brûlé, et la cavalerie légère à Changy et Outrepont.

L'armée de Silésie occupait, le 25 janvier, les positions suivantes : le corps de Sacken à Dommartin ; Blucher et le général Alsuwieff à Joinville ; Scherbatoff à Saint-Dizier, ainsi que la cavalerie du général Landskoy ; celle-ci devait toutefois observer la route de Châlons, et attendre, pour se réunir à Scherbatoff, le corps du général York, qui arriva sur la ligne, le 30 janvier.

1814.
France.
Janvier.

Passage du Rhin par le corps d'armée russe du général Wintzingerode; retraite du maréchal Macdonald jusqu'aux anciennes frontières de France. — De son côté, le maréchal Macdonald s'étant vu menacé sur sa droite par le comte Saint-Priest, qui avait passé le Rhin à Coblentz, avait dû craindre d'être prévenu sur sa ligne de retraite par le général Bulow, alors à Bréda, en même temps qu'il serait attaqué sur son front par le général Wintzingerode, en pleine marche de Munster pour se rapprocher des bords du Rhin. Dans cette situation critique, le maréchal prit le parti de concentrer ses forces. Cologne et Neuss étaient déjà occupés par le 5ᵉ corps d'infanterie et le 3ᵉ de cavalerie; le 11ᵉ corps d'infanterie et le 2ᵉ de cavalerie occupèrent Gueldres et Venloo, communiquant avec Wesel, dont la garnison, composée de troupes suisses, fut relevée par des bataillons français, et reçut une garnison de 1,400 hommes; Nimègue et Clèves furent évacués.

Le général Wintzingerode n'ignorait pas la situation de son adversaire. Ayant appris le succès de Bulow et la marche de l'armée de Silésie, il devait s'attendre à être renforcé par les corps des généraux Woronzoff et Strogonoff, détachés sur le Bas-Elbe. Il ne se décida toutefois à passer le Rhin que le 12 janvier seulement, vraisemblablement après avoir reçu les ordres du prince royal de Suède, toujours occupé devant les Danois, qui différaient la conclusion d'un traité désavantageux.

Les Russes commencèrent leur passage le 13; mais les glaces que charriait le fleuve rendaient la navigation si difficile, qu'à quatre heures l'ennemi n'avait encore sur la rive gauche que 800 chasseurs à pied et une centaine de Cosaques. Cependant, avec cette petite troupe, le général Czernicheff chassa les postes français jusqu'à Neuss : là, s'étant trouvé en présence de deux détachements du 5ᵉ corps d'infanterie et du 3ᵉ de cavalerie, qui occupaient cette petite ville sous les ordres des généraux Lorge et Beauvais, il fut contraint de rétrograder sur Ober-Cassel. Si les Français avaient mieux connu leur position, ils auraient pu facilement acculer au Rhin ce parti ennemi, et le faire prisonnier en totalité. Czernicheff occupa Neuss le lendemain, pendant que le reste de l'avant-garde continuait

le passage du Rhin près de Dusseldorf. Le 15, un corps de Cosaques entra à Cologne, évacué la veille par le général Sébastiani et par le duc de Padoue, qui se retiraient dans la direction d'Aix-la-Chapelle. Le reste de l'armée russe passa successivement le Rhin sans obstacle, et jeta des partis sur la Meuse jusqu'à Ruremonde; un petit corps fut laissé devant Wessel pour continuer le blocus de cette place. 1814. France.

Le général Wintzingerode établit son quartier général à Dick.

Cependant le maréchal Macdonald, ne pouvant s'opposer à ce passage, s'était retiré devant l'avant-garde russe, et après avoir jeté 1,500 hommes et 200 chevaux dans Juliers, il était le 18 à Liége avec les 5e et 11e corps, les 2e et 3e de cavalerie. Il allait continuer sa retraite sur Namur, lorsque, le 19, il reçut ordre de l'empereur de se porter par les Ardennes sur Châlons-sur-Marne. Le 27, son arrière-garde, formée des troupes du général Sébastiani (5e corps), coucha à Mézières.

Le général Wintzingerode ne pressait point sa marche, bien qu'il n'eût plus d'ennemis devant lui. Arrivé à Aix-la-Chapelle, le 23 janvier seulement, il se borna, le lendemain, à envoyer une reconnaissance sur Bruxelles, par Saint-Tron, afin de savoir ce qui se passait à sa droite.

Dans le même temps, le général Maison qui venait, ainsi que nous l'avons dit, de remplacer le général Decaen dans le commandement du corps d'armée français en Belgique, avait envoyé, de son côté, un fort détachement pour reconnaître la position du maréchal Macdonald, avec lequel il avait ordre de lier ses opérations. Cette troupe, forte de 1,200 hommes d'infanterie, 800 chevaux et 2 pièces de canon, sous les ordres du général Castex, rencontra la reconnaissance russe en avant de Saint-Tron. Le général Benkendorf, n'ayant avec lui que deux régiments de Cosaques, tourna bride sur-le-champ, et se replia en toute hâte sur le faubourg de Liége. Poursuivi vivement par la cavalerie française, il allait être atteint et sabré, si Czernicheff ne fût accouru à son secours avec son corps de Cosaques et deux pièces d'artillerie. Ce renfort rétablit le combat, et le termina à l'avantage des Russes. La cavalerie du général Castex fut bientôt tournée par une partie des Cosaques, tandis que

1814. France. l'autre la chargeait de front. Tout le détachement français fut contraint de se replier sur Saint-Tron, après avoir perdu une centaine d'hommes ; le général Castex était au nombre des blessés. Bien que rassuré par le rapport que lui firent Czernicheff et Benkendorf, le général Wintzingerode ne mit pas plus de célérité dans son mouvement en avant, et ne vint que le 2 février à Namur pour y établir son quartier général.

Nous terminerons ce chapitre en rapportant de suite les opérations du corps d'armée français chargé de la défense de la Belgique ; parce qu'étant à peu près indépendantes de celles qui vont avoir lieu dans l'intérieur de la France, nous n'avons pas cru devoir diviser l'attention des lecteurs, en les intercalant dans le récit de ces dernières.

Suite des opérations militaires sur la frontière de la Hollande et en Belgique; défense d'Anvers. — Nous avons déjà dit que le corps français en Belgique se trouvait pressé de front par les Prussiens, du côté de la mer par les Anglais, du côté de la Meuse par les Russes, et que presque toutes les places, bâties pour interdire l'accès des ports des Pays-Bas, étaient délabrées et sans garnison comme sans approvisionnement. Dans cet état de choses, il fallait couvrir à la fois Anvers et la Belgique. Ne pouvant remplir littéralement les instructions qu'il avait reçues, le général Maison se décida à agir dans leur esprit et à tenir la campagne avec un corps volant; il comptait ainsi donner le change aux alliés sur ses forces et sur ses projets, profiter de toutes leurs fautes, et n'accepter jamais de combat, à moins d'avoir toutes les chances en sa faveur.

Afin de couvrir Anvers et d'assurer la communication de cette place avec Berg-op-Zoom, le général Maison établit l'infanterie du général Roguet à Hooghstraeten et Turnhout, et la cavalerie du général Lefebvre Desnouettes entre ce bourg et celui de Brecht; le général Ambert, avec 4 bataillons, 200 chevaux et 4 pièces de canon, à Donek et Braschaet. Pendant les dix premiers jours de janvier, il n'y eut que des escarmouches d'avant-postes, et le général en chef eut le temps d'achever tous ses préparatifs.

Bulow, voulant empêcher l'effet des dispositions prises, arrêta une attaque sur trois points, pour le 10 janvier; ce jour-

là même, le général Roguet, surpris de l'apparition des Cosaques sur les routes d'Eindhoven et de Hammont, allait pousser une grande reconnaissance, et la brigade Flamant était déjà sous les armes, quand le général Borstell deboucha de Meer et de Wortel avec la colonne de droite. Le général Roguet, voyant qu'on cherchait à l'envelopper, plaça aussitôt un bataillon dans le cimetière de Minderhout, deux, avec quatre pièces, à cheval sur la route en avant de Hooghstraeten, et deux en arrière sur celle d'Ostmael; il flanqua la gauche de la route de Meer par un bataillon, et ordonna au général Aymar d'abandonner Turnhout, et de se retirer avec lui sur Anvers. Le général Thumen, forçant Loenhout et West-Wesel, attaqua, avec la colonne du centre, la brigade Aymar, qui fut coupée à Vestmael, et obligée de se jeter à Lier, après avoir rallié les fortes patrouilles poussées sur Kaam et Tilbourg. Quant au général Oppen, chargé de la colonne de droite, la gelée avait tellement rendu impraticable la route de West-Wesel à Hooghstraeten et Anvers, qu'il lui fut impossible de prendre part au combat.

1814. France.

Le général Maison, convaincu que les alliés voulaient tenter un coup de main contre Anvers, ordonna au général Ambert de se retirer, dans la nuit, en arrière de Merxhem, au général Roguet de s'établir à Wineghem, et, sortant d'Anvers avec environ 1,000 fantassins, une batterie d'artillerie légère et deux à pied, il alla, le 13, à Lier, se mettre à la tête de la cavalerie du général Castex et de la division Barrois, arrivée de Bruxelles en une marche forcée. Parvenu à Lier, il en fit partir la brigade Aymar pour renforcer la garnison d'Anvers.

Cependant le général Bulow continua son mouvement offensif, et fit en sorte de s'emparer d'une position, d'où le général anglais Graham, qui, de Rosendaal, devait y conduire une forte colonne de toutes armes pût brûler l'escadre française. A cet effet, le 13, il fit attaquer les positions de Merxhem et Wineghem. La première, bien qu'assez forte, ne put résister aux Prussiens et aux Anglais, qui l'abordèrent de front et de flanc; le général Ambert en fut chassé, après un combat assez vif dans lequel fut tué le général Avy, jeune officier qui donnait les plus belles espérances, et il eut beaucoup de peine à rallier,

1814. France. à Damme, sa division, composée de conscrits marchant au feu pour la première fois. L'ennemi éloigna d'abord également de Wineghem les deux bataillons qui le défendaient, et leur enleva une pièce de canon ; mais sur l'ordre du général Roguet, la brigade Flamant, qui était à Deurne, marcha à leur secours, et la pièce de canon ainsi que la position furent reprises. De Merxhem, les Anglais construisaient des batteries derrière la digue Saint-Ferdinand, et les Prussiens avaient déjà jeté des obus dans le faubourg d'Anvers, quand, informés du rassemblement de Lier, et craignant qu'un gros de troupes ne fût prêt à manœuvrer sur leurs derrières par Wommelghem, les généraux Graham et Bulow battirent en retraite à la chute du jour ; le premier s'établit à Oudensbosch, ayant ses avant-postes à Rosendael ; le second à Bréda, avec les siens à West-Wesel et à Loenhaut. Chacun des deux partis eut, le 13, près de 300 tués et 700 blessés.

Quelques jours après, le général Bulow chargea le colonel Howen de tenter sur Bois-le-Duc, avec un régiment de la réserve prussienne, un coup de main que devaient seconder les habitants. Attaquée dans la nuit du 25 au 26, la garnison, forte seulement de 650 hommes, commandés par le colonel Laraitrie, eut toutefois le temps de se réfugier dans la citadelle, où elle fut forcée de se rendre, le lendemain, faute de vivres. Par suite de la perte de cette place et de l'échec essuyé par le général Castex (ainsi qu'il a été dit plus haut), le général Maison, craignant de se voir enfermé dans Anvers, s'il continuait à rester devant cette place, préféra l'abandonner à ses propres forces, et tenir la campagne avec les divisions Barrois et Castex, entre Bruxelles et la Meuse, au risque d'encourir de nouvelles réprimandes du ministre et du prince de Neuchâtel, dont il ne suivait point les instructions.

Anvers se trouvait alors à l'abri d'une attaque de vive force, et l'escadre, désarmée et blindée dans le bassin, n'avait plus rien à craindre d'un bombardement ; le camp retranché qui couvre les chantiers à droite de la citadelle, était abandonné, parce qu'il aurait fallu 20,000 hommes pour le défendre ; mais on avait retranché la digue de Saint-Ferdinand, Merxhem, le pont de Damme et le village de Deurne ; cette enceinte, plus resserrée,

était proportionnée à la faiblesse de la garnison. C'est dans cette situation que le général Bulow, vivement sollicité par le duc de Clarence, fit une seconde tentative contre Anvers. A cet effet, le 30 janvier, les brigades Thumen et Krafft se mirent en marche de West-Wesel pour aller former le blocus de cette place; mais le mauvais temps ayant empêché le débarquement des munitions et des troupes récemment arrivées d'Angleterre, elles ne furent soutenues que par 4,800 Anglais et un mauvais train d'artillerie hollandais. De son côté, le général Borstell fut chargé de s'emparer de Malines, de s'établir sur les Deux-Nèthes et d'inquiéter les flancs du corps d'armée du général Maison. 1814. France.

A l'approche de l'ennemi, le duc de Plaisance jeta la division Ambert à Braschaet et Schooten, avec ordre de ne se replier sur Merxhem qu'à la dernière extrémité. Wineghem, dont les retranchements étaient incomplets, fut évacué par la division Roguet, dont les avant-postes furent placés à hauteur du château d'Aecul, sur la route de Deurne, observant celle de Schooten. Le pont du canal d'Herenthals fut fortement occupé; le colonel Vautrin fut posté à Berghem avec son régiment et 4 pièces, la brigade Flamant forma réserve à l'entrée du faubourg de Borgerhout, le reste des troupes de la garnison fut réparti dans l'intérieur d'Anvers. Les alliés, de leur côté, combinèrent leur mouvement d'attaque contre Wineghem.

Le 1er février, vers huit heures du matin, le général Thumen, chargé de l'attaque de front, se porta, par la route de Belmont, sur Deurne, où la brigade Aymar était placée en avant du parc de Rivine, à cheval sur la chaussée que battaient 10 bouches à feu. Trois fois il chercha à enlever d'assaut les bons retranchements derrière lesquels les Français tiraient à coups sûrs, trois fois il fut repoussé; mais enfin, après six heures de combat, il marcha en force sur le pont de Schin, qui n'était point couvert; alors le général Aymar reçut ordre du duc de Plaisance d'abandonner Deurne, qui était en feu, et de s'établir en avant de Borgerhout. Les bataillons en retraite furent assaillis à bout portant par une nuée de tirailleurs qui se rabattirent sur la droite en avant du marais, précédant une forte masse qui débouchait du pont, jusqu'à ce que le général Roguet eût fait exécuter

1814. France. fort à propos une charge de front par le chef d'escadron Bricqueville, à la tête de 100 lanciers, en même temps qu'il faisait aborder les flancs de cette colonne par deux bataillons. Les Prussiens furent enfoncés et rejetés jusqu'au delà de Deurne; leurs tirailleurs, coupés, essayèrent de se sauver en traversant le marais qui paraissait gelé : plus de 100 furent engloutis, et 60 furent faits prisonniers. Deurne resta au pouvoir des Français.

Sur la fin du jour, le général Ambert fut forcé d'abandonner Braschaet aux Anglais, et de se retirer à Merxhem, où il rallia également les trois bataillons placés à Schooten; ceux-ci avaient soutenu un engagement assez chaud contre le général Krafft, dont la marche fut favorisée par l'évacuation de Wineghem, qu'il était chargé de prendre de revers. Le général Oppen, qui avait la même mission, se dirigea par la route de Herenthals; mais il ne put franchir le canal, et fut arrêté au pont toute la journée par un simple poste.

Le colonel Vautrin repoussa facilement une fausse attaque faite contre Berghen, par le général Borstell, qui voulut ainsi masquer son mouvement sur Malines.

Les alliés n'étant pas encore assez près pour bombarder Anvers avec espoir de succès, résolurent une attaque pour le lendemain. Au point du jour, le feu recommença sur toute la ligne; le général Ambert résista à un premier assaut; mais vers dix heures, il fut chassé de Merxhem par les Anglais, et repoussé jusque sous le canon de la place. Les Prussiens ne purent forcer les ponts de la Schin et du canal de Herenthals; leurs tentatives furent constamment déjouées par le général Roguet.

Ce jour-là même le général Carnot arriva à Anvers, et releva le duc de Plaisance comme gouverneur. Il prit toutes les mesures possibles pour éteindre le feu partout où il se manifesterait, et pour prévenir toute espèce de désordre et de confusion; il rappela dans la place la division Roguet, et ne conserva au dehors que Berghem et Borgerhout, comme avant-postes. Les alliés établirent pendant la nuit leurs batteries incendiaires; mais ce fut en vain qu'ils commencèrent de grand matin le bombardement, et qu'ils le continuèrent les 4 et 5;

l'artillerie de la place riposta avec vigueur à celle de l'ennemi qui décampa le 6; il ne fut point poursuivi, parce que le repos nécessaire à la garnison ne pouvait être mis en balance avec quelques centaines de prisonniers, que peut-être il eût été facile de ramasser. 1814. France.

Cette courte et honteuse expédition des alliés coûta aux troupes françaises environ 80 morts et 420 blessés, ainsi qu'une centaine de prisonniers; nous ignorons celle des Anglo-Prussiens.

Le général Maison se rapproche des frontières de France, et manœuvre l'ennemi. — Sur ces entrefaites, voyant arriver l'avant-garde du général Borstell, et se sentant menacé sur ses derrières par le corps de Wintzingerode, concentré à Namur, le général Maison jugea prudent de quitter Bruxelles, où l'insurrection avait, d'ailleurs, plus de partisans que dans aucune autre ville de la Belgique. A cet effet, la division Barrois et une partie de celle du général Castex s'établirent à Hall; l'avant-garde à Elbeck, Ombeck et Henrypont; la réserve à Tubize. En même temps, le général Chambarlhac, commandant la seizième division militaire, eut l'ordre d'aller garder le pont de Tournay jusqu'au retour du général Ledru-des-Essarts, qui alla retirer des places de la Lys tous les hommes en état de tenir la campagne; le général Penne prit à Mons le commandement du peu de troupes qui s'y trouvaient réunies. Févr.-Mars.

Le 3 février, le général Penne, vivement attaqué par un détachement de l'avant-garde de Wintzingerode, se retira en combattant sur Valenciennes, où la cavalerie du général Castex vint à son secours. Le 4, le général Maison transféra son quartier général à Ath; et le 10, à Tournay, d'où il éclaira les routes de Valenciennes, d'Audenarde, de Courtray et Menin, n'ayant de troupes détachées qu'à Lannoy, où il envoya la brigade de cavalerie du général Meuziau, qui fut renforcée par l'infanterie du général Ledru-des-Essarts.

Après avoir rallié tout son corps d'armée, qui fut relevé par une partie également nombreuse du corps saxon, aux ordres du prince de Weimar, le général Bulow, conformément aux instructions des souverains alliés, entra en France pour y opérer

1814. France. sur les flancs de l'armée de Silésie, de concert avec le général Wintzingerode, qui lui-même devait être bientôt rejoint par le comte Woronzoff. Il se porta, en évitant les places, par Mons, Pont-sur-Sambre et Cartigny, sur Laon, où il arriva le 24 février [1].

S'il faut en croire les bruits publics, le prince de Saxe-Weimar et le général Bulow employèrent tous les moyens possibles de séduction pour se rendre maîtres de Deventer et d'Anvers, places devant lesquelles la force de leurs armes venait d'échouer ; il paraîtrait même que le gouverneur de la première la mit à trop haut prix ; quant à celui d'Anvers, on ne sera pas étonné d'apprendre qu'il rejeta avec un profond mépris les propositions insidieuses du général Bulow.

Le prince de Weimar avait pour instruction d'interdire à la garnison d'Anvers toute course à la droite de l'Escaut, de garantir les Pays-Bas des sorties des places d'Ypres, Lille, Valenciennes, le Quesnoy et Maubeuge, et de couvrir la ligne de Mons à Avesnes, sur laquelle opéraient les corps de Wintzingerode et de Bulow ; mais il éparpilla tellement ses troupes qu'il ne put atteindre qu'imparfaitement le but désiré. Toutefois, étant parvenu à donner de la jalousie au général Maison sur son flanc droit, celui-ci abandonna, le 17, sa position de Tournay, pour prendre celle de la Marque, et s'établir sur la Deule, à Wambrechies et au Quesnoy, en même temps qu'il fit garder, sur la Lys, la ville d'Armentières, par un bataillon et cinquante chevaux commandés par le général Penne. Un millier d'hommes, sortis des dépôts de Lille, vint renforcer la division Ledru-des-Essarts, et le général Saulnier rentra en ligne avec une centaine de gendarmes qu'il ramenait de la Belgique.

Le général Bulow avait laissé au prince de Weimar la brigade Zielenski, occupée au blocus de Gorcum, ainsi que la division Borstell, jusqu'à l'arrivée du restant du corps saxon. Le général Borstell eut ordre de s'emparer de Tournay, d'où il poussa sur Ypres, le 22, le major Hellwig, avec de l'infanterie et de la cavalerie. Le général Maison croyant qu'on voulait le

[1] Ainsi qu'on le verra au chapitre troisième.

resserrer sous Lille, et lui couper toute communication avec les places maritimes, prit des dispositions dont le succès était infaillible. Il laissa sur la Marque la cavalerie du général Castex, détacha à Armentières la brigade de la division Barrois avec ordre de suivre le mouvement de l'ennemi, dès qu'il serait prononcé, et l'échelonna par la seconde sur la route de Menin, afin de soutenir la retraite du général Castex sur Lille, ou de couper celle de l'ennemi sur Menin; mais le major Helwig, informé de ce qui se passait, se retira en toute hâte sur Coutray, d'où les Français le chassèrent facilement.

Dans le même moment, les généraux Lecoq et Ryssel se portèrent de Peruvels, Leuze et Mons, sur Condé et Maubeuge, que le prince de Weimar les avait chargés de reconnaître. Mais le comte Maison, voulant exécuter les ordres pressants du prince de Neuchâtel et du ministre de la guerre, qui lui prescrivaient de retirer d'Anvers la division Roguet, avait jugé à propos de donner le change sur ses véritables intentions, en ordonnant au général Castex de culbuter les postes ennemis de la rive droite de la Marque, et au général Carra-Saint-Cyr, commandant supérieur de Valenciennes, Bouchain et Condé, de se porter, avec leurs 1,800 hommes environ de garnison, et 3 pièces de canon, sur la route de Tournay. Ce dernier tomba sur la colonne du général Lecoq, qu'il repoussa de Vieux-Coudé au delà de Peruvels, après lui avoir mis une centaine d'hommes hors de combat; la canonnade qui eut lieu sur ce point détermina le général Ryssel à ne pas achever son mouvement sur Maubeuge.

Le 5 mars, le général Maison, après avoir réuni ses troupes à Courtray, partit pour Audenarde; il avait avec lui environ 6,000 fantassins et 1,000 chevaux; il fit connaître ce mouvement au général Carnot, qui eut ordre de faire une grande sortie sur la gauche de l'Escaut, dans la direction de Gand, où devait avoir lieu la jonction de la division Roguet. Le général Penne fut chargé de se porter sur Gand, d'y entrer par surprise au point du jour, et de s'y maintenir jusqu'à l'arrivée du reste de l'expédition.

Le colonel Hobe, qui occupait Audenarde avec 5 bataillons et 400 chevaux, voyant d'abord repousser ses avant-postes

1814. France. d'Avelghem et de Peteghem, demanda du renfort au général Borstell. La place était d'ailleurs assez bien défendue par ses fortifications et par un fossé très-profond rempli par les eaux de l'Escaut qui inondait la campagne environnante. Dès lors, persuadé que la prise d'Audenarde lui coûterait trop de monde, et d'ailleurs informé que le général Penne ne pourrait entrer à Gand, le comte Maison se retira, après une courte canonnade, sur Courtray, sans autre perte qu'une douzaine d'hommes. Chemin faisant, son avant-garde mit en fuite près de Warcoing la tête de colonne du prince de Weimar, qui avait passé l'Escaut à Hérine, pour tomber sur les derrières des Français.

Le 6, la division Barrois occupa Courtray; Belleghem fut confié au général Penne, avec un bataillon, 100 chevaux et 3 pièces de canon; le général Daudenarde fut placé à Sweweghem avec 2 bataillons et 400 lanciers, le reste de la cavalerie et 2 bataillons établirent les communications à Haerlebeck, Cuenre et Heule.

Cependant le prince de Weimar voulut chasser les Français de cette position; à cet effet, il réunit, le 7 mars, à Warcoing, 12 bataillons, 6 escadrons et 16 pièces de canon, et les fit avancer par Sweweghem et Belleghem, et deux colonnes indépendantes de partisans et de Cosaques, qui descendirent sur Haerlebeck. Ceux-ci furent tenus en échec par un bataillon et 100 chevaux commandés par le colonel Lascours. La colonne du partisan Ziegler n'entra dans Sweweghem que lorsqu'à la chute du jour le général Daudenarde reçut ordre de le quitter et d'opérer sa retraite sur Courtray, où le général Barrois le recueillit, à un kilomètre en avant de la ville. Belleghem fut emporté par la colonne du partisan Schon; le général Penne jugea prudent de se retirer devant des troupes six fois plus fortes que les siennes, et il alla se poster sur une hauteur en arrière de ce village, où le comte Maison vint à son secours avec l'artillerie légère, la cavalerie et toute l'infanterie, moins une brigade de la division Barrois. L'ennemi fut aussitôt arrêté par le canon, qui balaya la chaussée sur laquelle il était serré en masse; et, comme la nuit était arrivée, l'attaque générale fut remise au lendemain. Le comte Maison, qui s'y attendait, ne

trouvant pas sa position avantageuse, évacua Courtray une heure avant le jour, et alla prendre position sous Lille à Mont-Hallouin, jetant des postes à Roncq et à Turcoing. L'affaire du 7 lui avait coûté 180 hommes mis hors de combat. Le 8, le prince de Weimar fit son entrée à Courtray. 1814. France.

De son côté, le général Carnot avait poussé jusqu'à Lockeren une partie de sa garnison; mais, informé de la retraite du comte Maison, il la rappela à Anvers deux jours après, et conserva ainsi la division Roguet[1].

8-9 mars.

Surprise de Berg-op-Zoom; belle défense de la garnison de cette place; défaite des Anglais. — Tandis que ces événements se passaient en Belgique et sur l'ancienne frontière de France, sir Graham médita un coup de main contre Berg-op-Zoom. Il était informé que, par l'effet de la désertion et des maladies, la garnison se trouvait réduite de 4,000 hommes à 2,700, tandis que l'étendue des fortifications en exige au moins 12,000 pour défendre la place; il savait également que le corps de place n'était qu'à demi vêtu; que la gelée facilitait le passage des fossés; et que la population de Berg-op-Zoom, forte d'environ 5,000 âmes, se composant principalement de marins, que l'état de blocus réduisait à la misère, on pouvait, avec quelque raison, compter sur leur coopération dans cette entreprise.

[1] Des sorties hardies et heureuses, qui ravitaillaient la place, entretenaient la confiance de la garnison et des habitants; aussi jamais pendant la durée du siége les Anversois ne laissèrent-ils échapper une plainte. Le général Carnot ne manquait point de donner aux expéditions partielles qu'il dirigeait sur des points éloignés, la publicité qui pouvait les rendre profitables à la cause française. Il en faisait insérer à mesure les bulletins dans le journal des Deux-Nèthes. Les feuilles des 9, 10 et 11 mars rendent compte de plusieurs actions, qui passèrent l'attente du gouverneur. Ainsi l'on y voit que, le 8 mars, le 9e de tirailleurs de la garde (colonel Bardin) s'empara, de nuit, du beau village de Saint-Nicolas, à plus de quatre lieues d'Anvers, après avoir attaqué à l'improviste un corps de Cosaques, qui prit la fuite; que, le 9, le général Aymar, commandant la colonne envoyée sur la rive gauche de l'Escaut, reprit possession de tout le pays jusqu'à Hulst, où le colonel Bignon leva la contribution imposée, et que, le 10, le colonel Bardin, à la tête d'un des bataillons du 9e de tirailleurs, surprit à Waesmunster, à sept lieues d'Anvers, le régiment prussien du prince Guillaume (dragons), le mit en fuite, et lui prit une vingtaine de chevaux.

1814. France. De son côté, le général Maison, dans l'état de faiblesse où se trouvaient la garnison et les défenses de la place, avait prescrit au général Bizanet, qui en était le commandant, de garder ses dehors à la turque.

Le 7, le général anglais partagea en quatre colonnes à peu près d'égale force, 4,800 hommes destinés à cette tentative, qui fut fixée au lendemain. Le 8, entre neuf et dix heures du soir, on entendit une vive canonnade à la porte Steenbergen; c'était la troisième colonne, chargée de la fausse attaque sur ce point, et qui devait ensuite servir de réserve, qui, après avoir surpris la garde de l'avancée, cherchait à franchir le pont dormant du corps de la place, défendu par le feu des palanques. Tout le monde fut aussitôt sur pied; mais tandis que la troisième colonne est contenue à cette porte, la quatrième, aux ordres des généraux Skerret et Gorre, pénètre dans le port. Le général Bizanet dirige aussitôt toutes les réserves vers la porte d'Eau; mais tandis qu'elles s'y rendent de la place d'armes par la fausse porte, le long du quai, le général Gorre, avec une partie de la quatrième colonne, file le long des remparts et se rend maître de la porte d'Anvers, d'où il court vers celle de Bréda; le poste qui y était établi lui tient tête ainsi qu'à la troisième colonne qui avait enlevé, sans coup férir, les ouvrages extérieurs de ce front. Les deux autres colonnes, après avoir brisé les glaces du fossé, escaladent facilement le bastion d'Orange, nettoyé par le général Gorre, et renforcent la quatrième colonne.

La garnison, forcée d'abandonner aux Anglais toute la partie gauche du port, les contint néanmoins toute la nuit sur les autres points; et, dès que le jour parut, les voyant confinés dans cette partie de l'enceinte, elle marcha contre eux sur trois colonnes d'attaque. Deux se chargent de balayer le rempart, celle du centre de forcer la fausse porte, et toutes trois doivent se réunir à la porte d'Eau. Elles s'ébranlent en même temps : aussitôt celle de droite refoule les assaillants vers la porte d'Eau, et les mitraille si bien qu'ils se rendent prisonniers; de là elle court seconder celles du centre et de la gauche contre le général Coock, qui tenait encore à la fausse porte et au bastion d'Orange. Après une lutte sanglante, ce général mit bas les armes vers neuf heures du matin.

Cette défense, qui dura près de douze heures, fit le plus grand honneur au général Bizanet et au petit nombre de braves qu'il avait sous ses ordres; il eut à regretter 160 morts, 300 blessés et une centaine de prisonniers. La perte des Anglais fut énorme; elle s'éleva à 4,000 hommes, dont 2,077 prisonniers, parmi lesquels le général Coock; les généraux Skerret et Gorre furent du nombre des tués. 1814. France.

Sir Graham s'était ainsi vainement flatté d'enlever Berg-op-Zoom, la veille du jour de la naissance du prince d'Orange, et d'en envoyer les clefs à ce prince pour son bouquet.

Le 10 mars, le général anglais et le gouverneur conclurent une suspension d'armes de trois jours pour enterrer les morts, évacuer les blessés et échanger les prisonniers.

Derniers mouvements des troupes françaises et alliées en Belgique. — Plusieurs jours se passèrent sans que l'ennemi fît aucun mouvement; pendant ce temps la garnison d'Anvers fit sur les derrières une course qui inquiéta vivement le corps de blocus; celle de Maubeuge opéra également une sortie dans laquelle elle délivra une colonne de 4 à 500 prisonniers français; et le général Gilly, descendant avec les garnisons d'Ostende, de Dunkerque et de Nieuport, dispersa un parti de cavalerie qui favorisait un rassemblement à Bruges, leva sur la ville une contribution de 100,000 francs, et enleva le maire et l'intendant que l'ennemi venait d'y installer. Mars.

Le prince de Weimar se tenait toujours sur la ligne de Courtray, Tournay et Mons, lorsque le général Thielmann lui amena le reste des troupes saxonnes, et qu'il fut rejoint par la brigade Zielenski (du corps de Bulow), à laquelle Gorcum venait de se rendre. Ayant alors environ 37,000 hommes sous les armes, dont 27,000 disponibles, parmi lesquels 3,000 de cavalerie, avec un train de 41 bouches à feu, il se porta en avant; le 17 mars, il transféra son quartier général à Cerfontaine, fit partir le général Thielmann avec 10 bataillons, 4 escadrons et 17 pièces légères, pour observer à Tournay le corps groupé sous Lille, et s'avança avec le général Lecoq à la tête de 7 bataillons, 3 escadrons et 24 pièces de gros calibre, pour faire une tentative sur Maubeuge. Mais cette place était à l'abri d'un coup de main; ses ouvrages, délabrés et négligés depuis quinze ans,

1814. France. venaient d'être palissadés, et le colonel Schouller, directeur de la manufacture d'armes, officier d'un mérite reconnu, la défendait avec 1,000 hommes, composés d'un bataillon de gardes nationales du Pas-de-Calais, d'un bataillon de douaniers, de 30 chevaux du dépôt du 1er de chasseurs, et d'une compagnie de canonniers formée d'habitants.

L'ennemi fit, le 19 et le 20 mars, toutes les dispositions nécessaires, et s'empara, le 21, des hauteurs d'Assevant, ainsi que de Roussies, après un léger engagement avec un détachement sorti de la ville pour reconnaître sa position et sa force. Le 22, il construisit, à petite portée des remparts, trois batteries armées ensemble de huit mortiers et de quatre pièces de 24 et de six de 12, qui commencèrent à jouer le lendemain matin à trois heures. L'artillerie de la place répondit avec une supériorité telle qu'à midi elle avait démonté la moitié des pièces saxonnes, écrasé plusieurs plates-formes, et fait sauter un magasin à poudre. Ce fut inutilement que le prince de Weimar somma d'abord la place, puis offrit une suspension d'armes; après avoir continué le feu jusqu'à la chute du jour, il fut obligé, faute de munitions, de se retirer sur Mons pendant la nuit.

Le 24, le colonel Schouller sortit avec sa garnison, détruisit les ouvrages des assiégeants, chassa l'arrière-garde de Ferrière-la-Grande, et la poussa sur son corps de bataille de Requignies, d'où l'ennemi continua le blocus de Maubeuge.

Soldats, citoyens, femmes, enfants, tout le monde prit part à la défense de la place; et le succès du 23 ne fit qu'enflammer davantage leur ardeur et leur dévouement.

Cependant le général Thielmann fit une diversion sur la gauche, et poussa, le 23, un fourrage jusqu'aux portes de Lille. Les avant-postes français furent reployés jusqu'à Helemmes; aussitôt le général Maison confia la garde des portes à la garde nationale, et sortit avec les troupes disponibles de la garnison, pour rejoindre son noyau d'armée à Sainghin. Le général Castex dispersa sans peine les deux colonnes venues par Chornaing et Bouvines, leur fit une soixantaine de prisonniers et en mit une centaine hors de combat. Quant à l'autre colonne, le géné-

ral Thielmann, qui la conduisait, la fit rentrer à Tournay dès qu'il eut apprit que, par un mouvement sur la Marque, le général Maison allait le prendre à dos. 1814. France.

Tel était l'état des choses en Belgique et sur l'ancienne frontière du nord de la France, au 25 mars.

CHAPITRE II.

SUITE DE L'ANNÉE 1814.

Mesures prises par Napoléon avant de quitter Paris pour se mettre à la tête de l'armée réunie sous Châlons. L'impératrice Marie-Louise est nommée régente. L'empereur arrive à Châlons et prend l'offensive ; combat de Saint-Dizier ; combat de Brienne. L'armée ennemie se concentre à Trannes. Bataille de la Rothière. L'armée française se retire sur Troyes. Napoléon continue la retraite sur Nogent. Dispositions prises par lui pour défendre le passage de la Seine à Nogent, Montereau et Auxerre. Opérations du maréchal Macdonald ; défense de Châlons et de Vitry ; les Français évacuent ces deux villes ; retraite successive des troupes du maréchal sur Épernay, Château-Thierry, La Ferté-sous-Jouarre et Meaux. Mouvement rétrograde du feld-maréchal Blucher pour concentrer son armée. Napoléon réunit la sienne à Sézanne ; combat de Champ-Aubert ; bataille de Montmirail ; combats de Château-Thierry, de Vauxchamps. Retraite de l'armée de Silésie au delà de Châlons. Prise de Soissons par le général russe Wintzingerode. Marche de la principale armée alliée sur Fontainebleau et Nangis ; combats de Sens, de Nogent, de Cutrelles. Les maréchaux Macdonald, Victor et Oudinot concentrent leurs troupes sur l'Yères.

1814. France.

Vers le milieu de janvier, la principale armée des alliés, sous les ordres du prince Schwartzenberg ; celle dite de Silésie, commandée par le feld-maréchal Blucher ; et le corps du général Wintzingerode (faisant partie de l'armée du nord aux ordres du prince royal de Suède), réunis sur la Meuse et sur la Marne, étaient en mesure d'agir sur la capitale de l'empire français. Ces masses présentaient effectivement un total de 300 et quelques mille combattants. Les corps de Bulow en Belgique, et de Bubna dans le bassin du Rhône, non compris l'un et l'autre dans ce total, étaient destinés à des entreprises collatérales, subordonnées aux succès des opérations des trois armées que nous venons de désigner.

Napoléon n'avait alors à opposer à ces forces qui le menaçaient et le pressaient au centre, que les faibles corps d'armée des maréchaux Macdonald, Ney, Marmont, Victor et Mortier. Ces troupes, dont l'effectif s'élevait à peine à 60,000 hommes,

étaient placées de la manière suivante : celles du maréchal Ney et des maréchaux Marmont et Victor, à Vitry et aux environs ; le maréchal Mortier s'était retiré, comme on l'a vu, de Chaumont sur Troyes ; et le maréchal Macdonald s'avançait de Mézières sur Châlons. 1814. France.

Dans cet état d'infériorité numérique, l'empereur prendra-t-il l'offensive, ou bien se tiendra-t-il habilement sur la défensive, en attendant le résultat des mesures qu'il a prises pour renforcer son armée? Si la prudence s'oppose à l'adoption du premier parti, le désir de porter rapidement de grands coups sur un terrain bien étudié et bien connu, la nécessité de délivrer au plus tôt les départements envahis, doivent écarter la seconde détermination. Autant par confiance dans les ressources de son génie, que pour appuyer les desseins de sa politique, Napoléon n'abandonnera point ce système d'offensive auquel il est redevable de tant de succès, et qui fait l'espoir de ses armées, comme la terreur de ses adversaires. Ses idées sont fixées : réunissant ses troupes au centre des opérations, entre la Seine et la Marne, pour tenter les chances d'une bataille, il se flatte de forcer les alliés à la retraite par la vigueur de ses mouvements, et il conçoit l'espoir de conquérir la paix qu'on lui refuse. Cependant, sentant le besoin de ralentir les progrès de l'invasion afin de gagner un délai indispensable à la création de ses moyens de défense, il résolut de tenter une dernière démarche dans le but d'obtenir un armistice même aux plus dures conditions. En conséquence il envoya M. de Caulaincourt aux avant-postes avec des conditions d'armistice et de paix ; car instruit, par des avis venus de divers côtés, que les prétentions de l'empereur Alexandre à diriger les affaires de la coalition et à ne plus traiter qu'à Paris, offusquaient l'Autriche, qui inclinait à la paix, Napoléon espérait, par des négociations, arrêter pendant quelque temps, la marche des armées alliées. M. de Caulaincourt, parti de Paris le 5 janvier, s'était rendu à Lunéville d'où il avait écrit à M. de Metternich pour lui annoncer l'objet de sa mission. Ce ministre lui avait répondu qu'avant d'entamer de nouvelles négociations, il fallait attendre l'arrivée de lord Castlereagh que l'Angleterre envoyait au quartier général des souverains alliés pour la représenter. Malgré l'humi-

1814. France. liation de sa position, M. de Caulaincourt s'était résigné à attendre, aux avant-postes français, l'arrivée du ministre anglais

Janvier. *Dernières mesures prises par Napoléon avant de quitter Paris pour se mettre à la tête de l'armée réunie sous Châlons.* — Toutefois, avant de quitter Paris pour se mettre à la tête de son armée, et exécuter ses grands desseins, Napoléon voulut fortifier cette capitale et la mettre à l'abri d'un coup de main; il ordonna de couvrir les barrières par des tambours en charpente, percés de créneaux et d'embrasures, de manière à pouvoir diriger quelques feux de mousqueterie et d'artillerie sur les principales avenues.

Le comité de défense avait inutilement proposé des ouvrages en terre détachés et fermés aux faubourgs extérieurs qui auraient été crénelés, barricadés et rattachés à l'enceinte de Paris par des tranchées; il avait également demandé l'organisation des habitants des faubourgs en compagnies qui eussent fait partie des légions voisines de la garde nationale intérieure. L'empereur rejeta ce projet, qui eût laissé toutes les troupes de la garnison disponibles pour combattre en ligne, par la crainte d'alarmer la multitude, qui ne verrait dans ces mesures défensives, dans cette espèce de camp retranché, que les défaites et les malheurs dont la France entière était menacée. Défiance déplacée! cette classe nombreuse d'habitants dont Napoléon suspectait ainsi les dispositions, aimait, avant tout, la patrie; et elle eût fait, n'en doutons pas, toutes sortes d'efforts et de sacrifices pour défendre l'entrée de Paris aux alliés. Ce fut aussi une faute bien grave de n'avoir pas pressé plus franchement la mise en activité de la garde nationale.

Celle-ci fut placée, sans instructions positives, sous les ordres du roi Joseph, ayant pour major-général le maréchal Moncey. Le commandement de la 1re division militaire et celui des dépôts de la garde impériale firent également partie des attributions du frère aîné de l'empereur.

La capitale était devenue par le fait la place de dépôt de l'armée que Napoléon allait commander en personne. Elle renfermait, outre sa garde soldée ordinaire [1], trente cadres de

[1] La gendarmerie, les vétérans, etc.

bataillons de ligne, qui, après avoir été complétés par la conscription anticipée de 1815, devaient être dirigés sur l'armée, et successivement remplacés par d'autres qui n'étaient éloignés de Paris que de deux ou trois journées de marche; plus, vingt-deux cadres de bataillons de jeune garde, dont 4 tenus au complet étaient destinés à former réserve et à faire le service extérieur du palais. Les postes intérieurs étaient confiés à 300 grenadiers ou chasseurs à pied de vieille garde. 1814. France.

Les progrès de l'invasion ayant successivement fait refluer dans l'intérieur les différents dépôts de cavalerie, le ministre de la guerre venait d'établir à Versailles un dépôt général des remontes, dont le commandement était confié au général Roussel d'Urbal. Près de 10,000 cavaliers s'y trouvaient, et à mesure qu'ils étaient remontés au complet de 1,000 chevaux, le général avait l'ordre de les diriger sur Paris pour y séjourner trois jours, avant de continuer leur marche sur l'armée. Par suite des mesures prises pour la remonte de la cavalerie de la garde, le général Ornano devait avoir au 1er février 1,200 chevaux disponibles.

Des ordres furent donnés pour faire venir 100 bouches à feu de Châlons, de Bordeaux, et 50 de Brest. Quatre compagnies de matelots canonniers tirés de Cherbourg, des invalides exercés au tir du canon, des vétérans de la garde chargés du service d'une batterie de 8 pièces, attachée à leur réserve, furent appelés à remplir le vide qu'occasionnait la disette de canonniers pour le service de ce grand parc d'artillerie.

En même temps, comme l'envahissement d'un quart du territoire de l'empire privait l'Etat de plusieurs milliers de conscrits, Napoléon arrêta que la force des bataillons ne serait que de 400 hommes au lieu de 840. Il enjoignait aux préfets de presser le départ des gardes nationales mises en activité par un décret du 6 janvier, et qui devaient être rassemblées, dans les premiers jours de février, à Provins, Montargis et Troyes, pour y être armées et équipées.

Par un autre décret la garde royale de Joseph fut dissoute, et le maréchal Soult, autorisé à prendre dans ces corps d'élite tous les soldats propres à faire des sous-officiers dans la ligne. Les cadres durent former le 13e régiment de tirailleurs et de

1814. France. voltigeurs, le 3e d'éclaireurs à cheval, et 2 nouvelles compagnies d'artillerie dans la garde impériale [1].

Une réserve sous les ordres du général comte Gérard, et composée de 34 bataillons tirés des dépôts les plus voisins de Paris, s'organisait à la même époque en deux divisions ; la première, forte de 13 bataillons, commandés par le général Dufour, était en ligne sous le maréchal Mortier; le général Hamelinaye réunissait la seconde à Troyes.

Le général Pajol formait également deux brigades de dragons et de chasseurs, avec les dépôts des régiments employés aux armées des Pyrénées et de Catalogne, et le général Bordesoulle réunissait à Meaux le noyau de quatre autres brigades de cuirassiers, dragons, lanciers et chasseurs.

A ces mesures préparatoires, Napoléon ajouta l'ordre au maréchal Soult de diriger sur Orléans deux divisions d'infanterie, la moitié de sa cavalerie et de son artillerie légère ; au maréchal Suchet de détacher sur Lyon une division d'infanterie, les deux tiers de sa cavalerie et toute son artillerie. Ces deux maréchaux devaient prendre en remplacement pareil nombre de troupes dans les dépôts de Bordeaux, de Toulouse, Nîmes et Montpel-

[1] La garde royale d'Espagne, créée à Naples en 1806, consistait en un régiment de grenadiers, un de chasseurs à pied, un régiment de chevau-légers, un escadron de gendarmerie d'élite et deux compagnies d'artillerie : les régiments français et la légion polonaise, composant à cette époque l'armée de Naples, avaient concouru à sa formation, en fournisant chacun une compagnie de grenadiers et une de voltigeurs (pour l'infanterie), une compagnie d'élite (pour la cavalerie), tous au complet. Les deux compagnies d'artillerie avaient également été tirées du 2e régiment d'artillerie française à pied, du 1er à cheval. La gendarmerie d'élite était venue de Paris.

En 1808, tous ces corps furent dédoublés, moitié suivit en Espagne le roi Joseph, l'autre resta à Naples pour former la garde de Murat. Cette même année, Napoléon incorpora à la garde de Joseph une des légions dites de réserve de l'armée d'Espagne, et tous les prisonniers français délivrés à San-Fernando près de Madrid. Il permit aussi à son frère de choisir, dans les dépôts de remonte français, 400 cavaliers démontés pour recruter son régiment de chevau-légers. La garde royale, ainsi reconstituée, comptait 3,600 grenadiers ou chasseurs, et 800 chevau-légers ou gendarmes. Ce corps se fit remarquer par sa belle tenue, son instruction et sa discipline.

A l'époque où Joseph résigna la couronne d'Espagne, il était dû à sa garde une année de solde, qui ne fut point acquittée.

lier. Du reste, leurs instructions portaient de se tenir sur la défensive. 1814. France.

Le maréchal Augereau fut chargé de défendre les deux routes de Lyon à Paris par la Bourgogne et le Bourbonnais, et de faire occuper Chambéry, Grenoble et Vienne par les troupes aux ordres du général Marchand, avec lequel le prince vice-roi d'Italie devait se tenir en communication. Deux divisions de troupes de ligne et les gardes nationales des 7e, 8e et 9e divisions militaires étaient mises à cet effet à la disposition du maréchal, qui avait ordre d'ailleurs dans ses instructions, aussitôt qu'il aurait reçu les renforts de l'armée de Catalogne, de tâcher de couper le corps autrichien du général Bubna, en marchant par ses deux ailes sur Genève et sur la Suisse.

L'impératrice Marie-Louise est nommée régente. — Toutes ces dispositions étaient achevées lorsqu'un sénatus consulte conféra, le 24 janvier, la régence à l'impératrice Marie-Louise, comme dans la campagne précédente. Le même jour, Napoléon fit ses adieux à la garde nationale parisienne, en la personne de ses officiers, convoqués et réunis au château des Tuileries. Il convient de remarquer que l'empereur, dans son discours, prit un ton plus conforme à la situation où il se trouvait, et qu'il recommanda, avec autant de chaleur que de dignité, son épouse et son fils au courage et au dévouement des défenseurs de la capitale. Tous les assistants, profondément émus de cette scène d'un genre nouveau, jurèrent de mourir pour la défense d'un dépôt sacré, dont l'éloignement devait empêcher, plus tard, la perte de tant de généreux citoyens, qui eussent été, sans aucun doute, fidèles à l'honneur et à la foi du serment. 24 janvier.

Napoléon, après avoir fait de touchants adieux à l'impératrice et à son fils qu'il ne devait plus revoir, quitta Paris le 25 janvier, pour aller se mettre à la tête de l'armée, où sa présence était devenue indispensable. Parti le 25 au matin, il arriva le même soir à Châlons-sur-Marne.

L'empereur arrive à Châlons, et prend l'offensive ; combat de Saint-Dizier. — Cette armée, loin de présenter une de ces nombreuses et formidables masses avec lesquelles la France imposait naguère aux souverains de l'Europe, n'est que la réunion de cinq corps presque désorganisés, dont les cadres 26 janvier.

1814. France. sont vides de tant de soldats vétérans, morts glorieusement les armes à la main, en cherchant à retenir encore la victoire fuyant leurs illustres drapeaux, ou anéantis par la misère et le typhus, ou prisonniers de l'ennemi. C'est avec ces faibles débris, offrant à peine 70,000 hommes, que le vainqueur d'Arcole, de Marengo, d'Austerlitz et d'Iéna va cependant lutter, souvent avec succès et jamais sans gloire, contre trois armées fortes ensemble de 300,000 combattants.

Ainsi que nous l'avons déjà dit, les deux armées de Blucher et du prince de Schwartzenberg étaient en communication, mais elles n'avaient pas encore opéré leur réunion. Napoléon voulut profiter de cet état de choses pour les battre l'une après l'autre. En conséquence, il commença par manœuvrer sur le flanc de l'armée principale, à laquelle son dessein était de livrer bataille. Il réunit ses troupes à Vitry et marcha par Saint-Dizier, Joinville et Chaumont, sur Langres, où il comptait trouver la tête de l'armée du prince de Schwartzenberg.

Le 27 janvier, le général Milhaud se porta sur Saint-Dizier, et il surprit la division de cavalerie du général Landskoy. La division Duhesme attaqua l'infanterie prussienne et lui fit quelques prisonniers. L'empereur entra à neuf heures à Saint-Dizier.

Le lendemain il marcha par Vassy sur Montierender, où il établit, le soir, son quartier général et fit bivouaquer ses troupes.

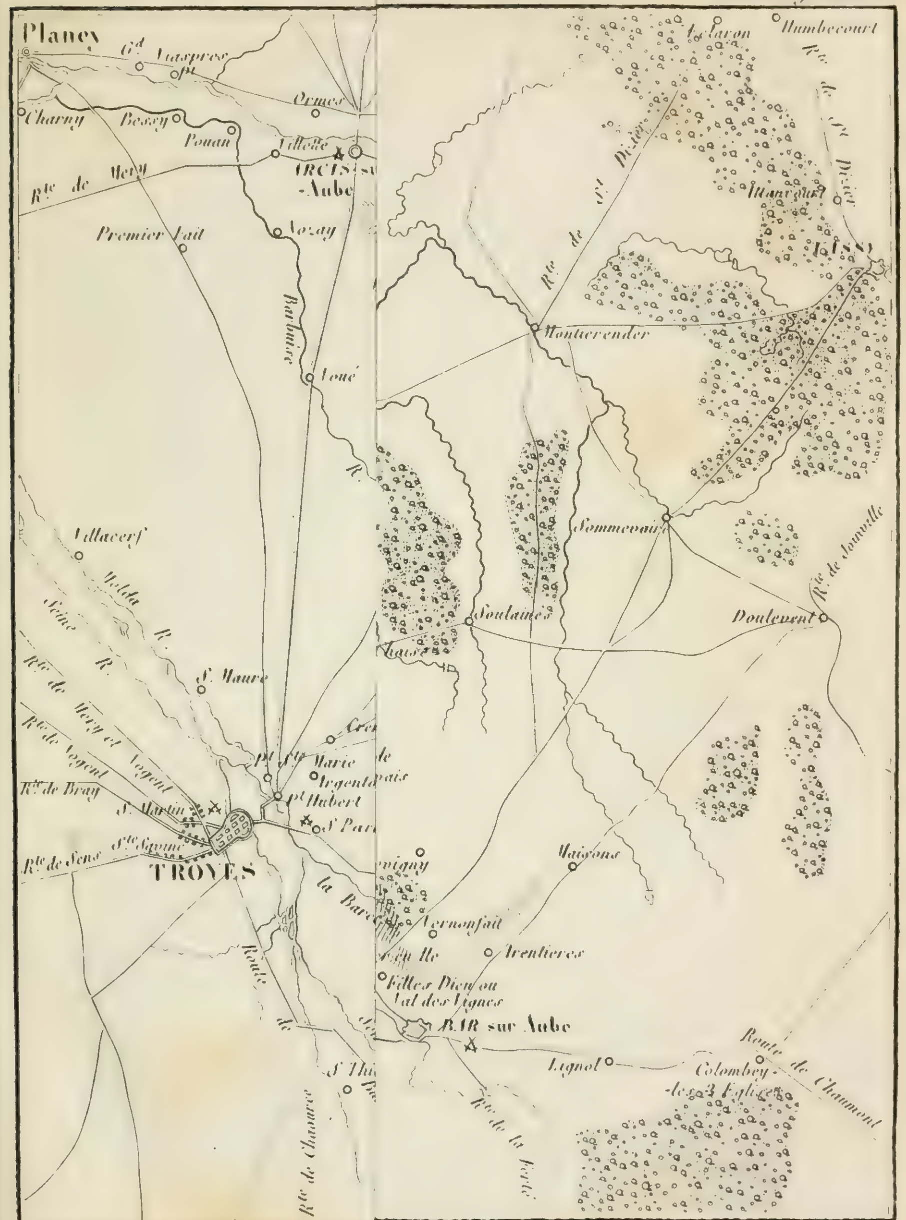
Le maréchal Marmont, laissé à Saint-Dizier avec le premier corps de cavalerie pour former l'arrière-garde, coucha le 30 à Vassy, faisant couvrir les derrières de l'armée par la division Lagrange et la cavalerie légère.

Le maréchal Mortier, après avoir quitté Vandeuvres et Magny-le-Fouchar, s'établit à Troyes.

La division Brayer, du corps d'armée du maréchal Macdonald, dont le quartier général était toujours à Mézières, ayant remplacé, à la naissance de l'Argonne, la division du général Ricard, celui-ci prit position à Chatrou; la division Dufour vint à Braux-le-Comte; ces deux divisions, ainsi que la cavalerie du général Piquet, commandées par le général comte Gérard, flanquaient la droite de l'armée.

CARTE POUR L'ANNES, TROYES &c.

Tome 12 Page 355 et suiv



CARTE POUR L'INTELLIGENCE DES AFFAIRES DE BRIENNE, LA ROTHIÈRE, TRANNES, TROYES &ª



Cependant des reconnaissances envoyées par l'empereur, de Montierender, dans différentes directions, pour avoir des nouvelles de l'ennemi, n'avaient rien rencontré ; d'autre part, les habitants rapportèrent qu'une armée était passée, toute récemment, par Joinville, en prenant la direction de Troyes par Doulevent. Cette double circonstance fit penser à Napoléon que les troupes du feld-maréchal Blucher avaient traversé l'Aube à Lesmont. Mais comme il devait présumer que le pont de ce dernier village avait été coupé d'après ses ordres par le général Dufour (1), il espéra pouvoir atteindre au moins l'arrière-garde et l'entamer, dans la supposition naturelle que la reconstruction du pont dont nous parlons aurait retardé la marche de l'armée alliée. 1814. France.

Combat de Brienne. — Les corps des maréchaux Victor, Marmont, du général Gérard, et les réserves commandées par le maréchal Ney, se mirent en mouvement le 29, et s'avancèrent par la route de Brienne, en une seule colonne, la cavalerie en tête, et l'infanterie de la garde en queue. Le major-général, prince de Neufchâtel, avait expédié au maréchal Mortier l'ordre de se rapprocher de l'armée ; mais l'officier d'état-major qui en était porteur ayant été pris malheureusement par des coureurs du feld-maréchal Blucher, celui-ci fut averti, par le contenu des dépêches, du danger qu'il allait courir. Il se hâta donc de rappeler le général Sacken, qui faisait réparer le pont de Lesmont, et de faire couvrir son mouvement rétrograde par la cavalerie du général Pahlen (du corps de Wittgenstein). 29 janvier.

De son côté, le prince de Schwartzenberg, apprenant l'arrivée de l'empereur à Montierender, ordonna au général de Wrede, qui était en marche, avec son corps, de Chaumont à Bar-sur-Aube, de se porter sur Joinville pour se réunir au général Wittgenstein, et s'opposer avec ce dernier au mouvement que l'armée française pourrait faire sur les derrières de l'armée de Blucher. Soupçonnant même que le feld-maréchal prussien serait peut-être attaqué par toutes les forces réunies de Napoléon, le prince donna l'ordre aux ré-

(1) Il n'en était rien. Le général Dufour n'avait eu ni le temps, ni les moyens nécessaires pour exécuter cet ordre important.

1814. France. serves et aux gardes russes et prussiennes de marcher de Chaumont sur Bar, afin d'être prêtes à entrer en ligne au besoin.

Cependant l'armée française continuait son mouvement. La division Piré (cavalerie), formant tête de colonne, aperçut l'ennemi en position entre Mézières et Brienne. Le général Piré poussa d'abord devant lui une brigade d'infanterie légère russe; mais celle-ci, bientôt soutenue par six escadrons de uhlans et quatre pièces d'artillerie à cheval, s'étant arrêtée à la hauteur du village de Perthes, sur la grande route, la canonnade commença aussitôt. Pendant cet engagement, les premières troupes du général Sacken, rétrogradant de Lesmont, vinrent se placer en colonne derrière Brienne, sur la route de Vitry à Bar-sur-Aube. Le général Scherbatoff, qui commandait le détachement déjà engagé sur la grande route, s'étant replié sur le chemin de Lessicourt, la cavalerie du comte Pahlen qui avait flanqué le mouvement du général Sacken, de Lesmont sur Brienne, se forma en première ligne. Blucher fit occuper la ville par les troupes du général Alsuwieff.

La cavalerie française se déploya bientôt dans la plaine, et le général comte Grouchy, qui la commandait, ordonna aux divisions du 5e corps tenant la gauche, de se porter, sous la protection de trois batteries, contre la cavalerie qui lui faisait face. Le général Pahlen, ne se croyant pas assez fort pour soutenir le choc, fit plier ses régiments en colonnes et les mit en mouvement sur Brienne, opposant une bonne arrière-garde aux divisions Briche et Lhéritier, qui menaçaient de troubler cette retraite. Dans le même temps, le général Scherbatoff, ayant fait former trois de ses bataillons en carrés, ceux-ci, par un feu très-vif, réussirent à contenir les Français assez de temps pour qu'il fût loisible au général Pahlen de traverser Brienne, et d'aller se former à la droite du corps de Sacken, avec la cavalerie de ce dernier, laquelle venait de former l'arrière-garde depuis Lesmont, dont elle avait détruit le pont nouvellement reconstruit.

Dans cette situation des choses, Napoléon crut devoir attendre l'arrivée de son infanterie, retardée par le mauvais état des chemins. Il était impossible d'aborder la cavalerie ennemie,

ayant devant elle pour la protéger une forte ligne de tirailleurs postée dans le fossé de la route de Brienne à Bar, dans les jardins en avant de la ville et sur la route de traverse, de Morvilliers à Doulevent. Les deux partis restèrent ainsi à s'observer pendant quelque temps; enfin, à trois heures et demie parut la division Duhesme, formant tête de colonne du maréchal Victor. Dès que cette troupe fut à la hauteur de la cavalerie française, l'empereur ordonna au maréchal de la porter en avant, bien qu'elle fût harassée de la marche pénible qu'elle venait de faire dans les boues.

L'action s'engagea alors par un feu d'artillerie et de mousqueterie qui se prolongea jusqu'à près de cinq heures, sans avantage de part et d'autre. Le jour baissait; Napoléon, impatient de vaincre, envoie au maréchal Ney des ordres réitérés pour presser sa marche, et lui prescrit de s'avancer sur Brienne par le chemin de Mézières, avec une des brigades de la division Decouz (jeune garde), tandis que la division Duhesme renouvellerait son attaque, et que le général Chatau, chef d'état-major du maréchal Victor, à la tête d'une autre colonne, tournerait la ville par la droite, afin de s'emparer du château.

Ces mouvements s'exécutent; mais voyant que les trois colonnes ne sont protégées que par de l'artillerie, et que la cavalerie française est encore dans la même position, Blucher fait charger la division Duhesme par les quarante escadrons des généraux Pahlen et Wassiltschikoff. Les bataillons français sont ramenés en désordre, et perdent une partie de leur artillerie.

La marche de la colonne dirigée par le maréchal Ney se trouva ralentie par cet échec. Les bataillons de la jeune garde, qui venaient déjà de s'emparer de deux pièces et allaient pénétrer dans la ville, prévenus par une brigade de chasseurs russes, furent obligés de se retirer derrière les jardins.

La colonne de droite (celle du chef d'état-major du maréchal Victor), plus heureuse, pénétra par le parc jusqu'au château, où l'ennemi n'avait laissé qu'un faible poste, et s'empara de ce bâtiment. Sans perdre de temps, le général français y poste 400 hommes des 37e et 56e régiments, sous les ordres du chef de bataillon Henders, et descend dans Brienne, culbutant tout

1814. France. ce qui se trouve sur son passage; mais dans ce moment même, la cavalerie de la garde, commandée par le général Lefebvre-Desnouttes, ayant tenté une charge à l'entré de la ville, est rejetée par la cavalerie russe sur la division Duhesme qu'elle entraîne. L'ennemi réunissant alors des forces supérieures contre la colonne descendue du château, la repoussa dans cette même direction.

Le château de Brienne, grand bâtiment à peu près carré, très-vaste, et clos par des murs qui divisent plusieurs cours et jardins, est situé sur une colline au pied de laquelle la ville se trouve adossée. Celle-ci, sans enceinte, consiste en deux rues qui se coupent à angle droit; l'une aboutit au château, l'autre est traversée dans toute sa longueur par la route de Vitry-sur-Marne à Bar-sur-Aube.

La possession de ce poste par les Français les rendait maîtres d'une partie de la ville. Blucher reconnut d'autant mieux la nécessité de les en chasser, que son parc, qui remontait alors de Lesmont à Dienville, se trouvait compromis. Il ordonna donc au général Alsuwieff d'attaquer le château en flanc et sur ses derrières, et au général Sacken de diriger une forte colonne d'infanterie dans la grande rue de Brienne, pour balayer tout ce qui s'y trouvait.

Ce fut vainement que les colonnes ennemies escaladèrent le château sur des points différents; deux fois repoussées à la baïonnette, elles jonchèrent les cours, les escaliers, de leurs cadavres, et le général Alsuwieff fut contraint de les replier dans la ville, sous le feu meurtrier des bataillons français.

Dans ce même temps, le maréchal Ney ayant donné l'ordre au général Decouz de s'avancer avec sa division, celle-ci avait repoussé l'attaque de la colonne Sacken dans la grande rue.

Soutenu par la division Meunier, le général Decouz se trouva en mesure de barrer la retraite aux troupes d'Alsuwieff, qui n'eurent plus d'autre parti à prendre que de se jeter dans la ville. Alors s'engagea un nouveau combat. Il était neuf heures du soir; le général Decouz, blessé mortellement d'une balle qui lui avait fracassé l'épaule, remet le commandement au brave contre-amiral Baste, l'un de ses généraux de brigade. La mêlée devient affreuse, chaque maison, vivement disputée, est prise et

reprise plusieurs fois. Le général Baste, après avoir eu deux chevaux tués sous lui, est frappé à mort et tombe dans les bras de son aide-de-camp, le lieutenant Masson de Saint-Amand, en répétant le cri *en avant*, par lequel il ranime le courage de sa troupe ébranlée[1]. Dans un de ces combats particuliers, le prince Alexandre Berthier, major-général, reçoit un coup de lance sur la tête. Tous les corps se trouvent confondus; et Brienne, éclairée par l'incendie de ses maisons, offre moins le tableau d'un combat que celui d'une boucherie effroyable.

1814. France.

Vers dix heures du soir, le général Grouchy fit charger la division Lhéritier, à la lueur des flammes; mais elle fut contenue par les troupes légères russes; le 22e de dragons se distingua particulièrement, en tenant ferme à l'entrée de la ville, tandis que les autres régiments étaient ramenés.

Enfin à onze heures et demie, Blucher, jugeant inutile de prolonger un combat aussi sanglant, et sachant d'ailleurs que son parc avait filé sans malencontre sur Dienville, ordonna au corps de Sacken, ainsi qu'à la cavalerie de Pahlen, de se retirer en silence sur la route de Bar-sur-Aube. Épuisés de fatigues, les deux partis cessèrent alors leur feu. Les Français restaient toujours maîtres du château, et les troupes légères conservaient la plus grande partie de la ville. Napoléon s'établit à Perthes avec le quartier général[2].

Ce combat, loin d'avoir le résultat que l'empereur s'en était

[1] Ancien commandant des matelots de la garde impériale, Baste, voyant avec douleur l'inaction dans laquelle était plongée la marine, avait demandé à l'empereur, dès l'ouverture de la campagne, d'utiliser son bras contre l'ennemi, qui envahissait le territoire de la patrie, Le commandement d'une des brigades de la jeune garde fut confié à l'intrépide contre-amiral, dont la mort fut pleurée de tous les braves, comme elle excita les regrets de ses nombreux amis. Napoléon lui-même exprima vivement l'affliction qu'il ressentait de cette perte.

[2] Dans la journée, vers trois heures, l'empereur débouchant du bois de Valantigny, avec une faible escorte, avait été assailli par des Cosaques, dont l'un allait le frapper de sa lance quand l'officier d'ordonnance Gourgaud prévint le coup en tuant l'agresseur. Poursuivi par ces troupes ennemies, l'empereur leur eût difficilement échappé si une brigade de la division Meunier ne fût venue à son secours.

Le feld-maréchal Blucher avait également couru le danger d'être pris, lorsque les Français s'emparèrent du château de Brienne.

1814. France. promis, plaçait au contraire l'armée française dans une situation fort critique.

La perte avait été considérable de part et d'autre ; plus de 6,000 tués ou blessés, Français et Russes (les Prussiens n'avaient point été engagés), restaient sur le champ de bataille; chaque parti avait entre les mains plusieurs centaines de prisonniers. Outre le général Baste, l'armée impériale eut à regretter le général Decouz, qui mourut bientôt après de sa blessure. Le général Lefebvre-Desnouettes avait été mis hors de combat.

L'empereur commit une grande imprudence en attaquant son adversaire dans la position de Brienne, et il l'eût peut-être payée bien plus cher, si les renforts envoyés par le prince de Schwartzenberg fussent arrivés jusque sur le champ de bataille, car l'armée française n'avait pour opérer sa retraite que des chemins rendus impraticables par le dégel.

En apprenant, le 30 au matin, que l'ennemi s'était retiré sur Bar, Napoléon supposa que Blucher n'osait point courir les chances d'un nouveau combat, et donna l'ordre de le poursuivre. En conséquence, la cavalerie sous les ordres du général Grouchy, et le corps du maréchal Victor, partirent de Brienne à neuf heures; mais la marche de ces troupes fut retardée par la rencontre qu'elles firent de la cavalerie ennemie dans la plaine de Dienville. La journée se passa, de part et d'autre, en évolutions, dont les intervalles furent marqués par de fortes canonnades. A la nuit, l'armée française prit position à la Rothière.

Les deux divisions Dufour et Ricard, et la brigade de cavalerie du général Piquet, en continuant de flanquer la droite de l'armée, n'avaient point pris part au combat de Brienne. Le général Gérard qui les commandait, après les avoir réunies au village de Rosnay, leur fit prendre position ce même jour (30) à Dienville pour former l'aile droite et garder le pont de l'Aube.

La division du général Defrance, composée de régiments des gardes d'honneur, avait été détachée le matin, pour protéger le rétablissement du pont de Lesmont.

Le maréchal Marmont, faisant toujours l'arrière-garde de l'armée, avec la division Lagrange et le premier corps de cavalerie, vint coucher le 30 à Vassy.

L'empereur Alexandre avait transféré le quartier général des

souverains à Langres où lord Castlereagh était enfin arrivé; de là on avait assigné à M. de Caulaincourt Châtillon-sur-Seine comme lieu des futures négociations, et cela malgré Alexandre et les Prussiens qui ne voulaient plus traiter de la paix qu'à Paris. Toutefois lord Castlereagh, après s'être entendu avec l'empereur d'Autriche et M. de Metternich, décida la Russie et la Prusse à essayer encore une fois de traiter avec Napoléon, en disant qu'il le fallait absolument pour la dignité de toutes les puissances qui, déjà, avaient offert publiquement à Napoléon de négocier, et afin de s'assurer par quelques pourparlers si un arrangement était encore possible en offrant à la France ses frontières de 1790; il affirmait que l'Angleterre voulait, de très-bonne foi, conclure la paix; mais que si Napoléon refusait ce qu'on lui offrait, comme c'était certain, il faudrait bien en finir avec lui. Les souverains alliés ayant adhéré aux propositions du ministre anglais, auquel on ne pouvait rien refuser, résolurent le 29 janvier, jour même du combat de Brienne, d'envoyer leurs plénipotentiaires à Châtillon, où le duc de Vicence fut invité à se rendre. 1814. France.

Lord Castlereagh avait pour instructions de maintenir l'accord entre les principaux membres de la coalition que quelques symptômes de mésintelligence menaçaient de diviser, de faire prévaloir les vues du cabinet britannique, de se servir des richesses de l'Angleterre pour faire triompher ces vues qui consistaient à ôter à la France ses limites naturelles, conquises par la République, et à fonder une monarchie des Pays-Bas en faveur de la maison d'Orange, en y ajoutant la Belgique pour enlever à la France l'Escaut et Anvers, ce que l'Angleterre avait le plus à cœur. Il était en outre prescrit au ministre de la Grande Bretagne de n'aborder aucune question relative au droit maritime.

L'armée ennemie se concentre à Trannes. — Cependant le feld-maréchal Blucher, couvert par sa cavalerie, s'était arrêté à Trannes avec les corps de Sacken et d'Alsuwieff. Dans cette position il pouvait facilement gagner la route de Troyes par Dolancourt, ou être soutenu par le corps de Giulay, qui occupait Bar, et le prince de Würtemberg, dont les troupes étaient campées à Maisons. 30-31 janv.

1814. France.

Dans le même temps, le général de Wrede se trouvait entre Mussey et Joinville, prêt à se joindre au général Wittgenstein, dont le corps occupait cette dernière ville. La tête des troupes, sous les ordres du général Barclay de Tolly (gardes et réserves russes et prussiennes), arrivait à Colombey-les-Deux-Églises; le corps de Colloredo se portait sur Bar, et celui du général York, marchant sur deux colonnes, était sur le point d'atteindre Saint-Dizier.

En persistant dans son dessein de forcer le feld-maréchal prussien à combattre de nouveau, Napoléon ignorait absolument la situation menaçante de la principale armée alliée, sous les ordres du généralissime prince de Schwartzenberg. Dans la persuasion qu'elle était alors en marche sur Auxerre, et qu'il aurait lui-même le temps de se diriger sur Troyes pour s'y réunir avec le maréchal Mortier, après avoir battu Blucher, il employa la journée du 31 à rectifier la position qu'il venait de prendre.

Le 1[er] février au matin, l'armée française occupait Dienville, la Rothière, Petit-Mesnil, la Giberie, la Chaise, et en arrière de ce petit village, celui de Morvilliers, que le maréchal Marmont avait eu ordre de retrancher, ainsi que la Chaise [1].

[1] Tel était l'ordre de bataille :

Aile droite sous les ordres du général comte Gérard.

Brigade Picquet, déployée en première ligne, couvrant l'intervalle entre la division Dufour et la Rothière.
Division Dufour, en masse par bataillon appuyée à l'Aube.
— Ricard, *idem* en deuxième ligne, en arrière de la précédente.
Force, 6,900 hommes d'infanterie.
640 chevaux.

Centre commandé par le maréchal Victor.

Général Nansouty.	Division Lefebvre-Desnouettes, — Colbert, — Guyot,	En bataille, à droite en arrière de la Rothière.

Division Duhesme, occupant la Rothière, Petit-Mesnil et Chauménil.
— N...... occupant la Giberie.

Général Milhaud.	Division Piré. — Briche. — Lhéritier.

Force, 6,100 hommes d'infanterie.
5,600 chevaux.

De son côté, Blucher était resté immobile dans sa position de Trannes, pendant la journée du 31, pour y attendre les renforts du prince de Schwartzenberg. 1814. France.

Celui-ci, instruit que le feld-maréchal prussien était poursuivi par Napoléon, décida qu'il fallait offrir la bataille, et il dirigea à cet effet les corps de Giulay, du prince de Würtemberg et les réserves du général Barclay de Tolly, sur Trannes, pour renforcer les troupes qui s'y trouvaient, tandis que les généraux de Wrede et Wittgenstein manœuvreraient sur le flanc droit de l'armée française.

Bataille de la Rothière. — Prévenu de ces mouvements et calculant que les renforts arriveraient en temps utile, Blucher fixa l'attaque à midi, le 1er février. 1er février.

Elle devait avoir lieu sur trois points à la fois : à la gauche, le général Giulay avait ordre d'attaquer, avec son aile gauche, le village de Dienville, tandis que sa droite soutiendrait le corps de Sacken, qui, au centre, s'avancerait en deux colonnes sur la Rothière ; à la droite, le prince de Würtemberg devait attaquer le village de Chaumenil.

Les instructions du général de Wrede portaient qu'il favoriserait cette triple attaque en s'avançant de Soulaines sur la Chaise, pour inquiéter, selon les circonstances, le flanc gauche

Aile gauche sous les ordres du maréchal Marmont.

Division Doumerc, déployée sur le plateau de Morvilliers, face à la Chaise.
— Lagrange, occupant militairement la Chaise et Morvilliers.
Force, 4,600 hommes d'infanterie.
1,800 chevaux.

Réserves sous les ordres du maréchal Ney.

Division Rothembourg, en bataille à gauche et à hauteur de Brienne-la-Ville.
— Decouz, } En marche de Lesmont sur la ferme de Beugné.
— Meunier, }
— Defrance, gardant le pont de Lesmont.
Force, 9,700 hommes d'infanterie.
800 chevaux.

Force totale..... { 27,300 hommes d'infanterie.
8,840 chevaux.
128 bouches à feu. }

N. B. La force totale des alliés, à la Rothière, était de 106,700 combattants, dont 22,700 de cavalerie, avec un matériel de 286 bouches à feu.

1814. France. ou les derrières des Français. Enfin, le général Colloredo eut l'ordre de s'avancer de Vandœuvres, où il devait arriver vers deux heures du soir, sur la route qui de Dienville conduit à Troyes par Piney. Blucher gardait en réserve, à Trannes, une partie des troupes du général Barclay de Tolly, échelonnées par le reste sur la route de Bar-sur-Aube.

Ces dispositions arrêtées, l'armée alliée fut prévenue de la bataille par un ordre du jour, qui enjoignit à chaque combattant de mettre au bras gauche, en signe de ralliement, une écharpe ou bracelet blanc, pour éviter les méprises qui auraient pu avoir lieu parmi les soldats de tant de nations différentes [1].

Napoléon, inquiet du mouvement préparatoire de son adversaire, pensa que le but de celui-ci était de le tenir en échec, afin de donner peut-être à l'armée principale des alliés le temps de filer sur Troyes; dans cette idée, il crut devoir se retirer lui-même dans cette direction; déjà il avait mis les réserves du maréchal Ney en mouvement sur Lesmont, lorsque le général Grouchy le prévint vers midi que la ligne ennemie paraissait s'ébranler pour une attaque générale. A cet avertissement, l'empereur monta à cheval, et vint aux avant-postes; la neige qui tombait à flocons, rendant le temps très-obscur, il lui fut difficile de reconnaître positivement ce qui se passait; mais présumant que ce pourrait être un mouvement offensif, il fit rappeler le maréchal Ney, et donner l'ordre à la division Rothembourg, bivouaquée à hauteur de Brienne-la-Ville, de se tenir prête à se porter en avant.

Vers une heure, les colonnes ennemies se présentèrent devant les avant-postes, dans la plaine de la Rothière, et dans le bois de Beaulieu. L'action s'engagea à la gauche et au centre des alliés par une forte canonnade, et à la droite par une fusillade très-vive.

Le général Giulay, malgré les plus grands efforts et une fausse attaque bien dirigée sur le pont d'Unienville, ne put s'emparer du pont, plus important de Dienville où s'appuyait la droite du général Gérard. Ne pouvant employer l'artillerie pour la défense de ce pont placé et, pour ainsi dire, encaissé au pied du

[1] C'est à tort qu'on a voulu donner à cette mesure de simple précaution un but politique d'une plus haute importance.

coteau qui domine les deux rives de l'Aube, le général de brigade Boudin (de la division Ricard), établit une réserve à l'entrée du village, et posta en avant ses tirailleurs, dans les maisons voisines du pont. La bravoure et l'intelligence du général trouvèrent de dignes soutiens dans les jeunes soldats de sa brigade, qui repoussèrent constamment l'ennemi. 1814. France.

Le général Sacken avait eu de la peine à se tirer des boues; il fut même obligé de doubler l'attelage de ses pièces dont la moitié resta en arrière. Son infanterie abordait pourtant déjà la Rothière, mais elle fut repoussée par le feu de la division Duhesme, postée dans les jardins et dans les maisons, et vivement chargée par les généraux Piré, Colbert et Guyot qui étaient sur le point d'entamer ses masses; après un rude choc, ceux-ci furent eux-mêmes ramenés jusqu'à Brienne-la-Ville par le corps de cavalerie du général Wassiltschikoff, et forcés d'abandonner vingt-quatre pièces de la garde. Alors l'infanterie russe, recommençant l'attaque, enleva la Rothière et fit prisonnière presque toute la division Duhesme; ce qui s'en échappa se réfugia dans Petit-Mesnil, où quelques vieux soldats se retranchèrent dans les maisons, et vendirent chèrement leur vie.

Cependant le prince royal de Würtemberg avait débouché d'Éclance, et forcé les tirailleurs français à évacuer le bois de Beauvais; déjà même il s'était emparé du hameau de la Giberie, situé sur un coteau, lorsque le maréchal Victor, sentant toute l'importance de ce poste, le fit reprendre par son infanterie. Le prince de Würtemberg se rabattit alors sur Petit-Mesnil, pour y attendre des renforts et être à même de recommencer l'attaque avec avantage.

Ainsi la droite et la gauche des Français résistaient; mais leur centre était enfoncé, et, pour comble de malheur, l'attaque secondaire du comte de Wrede obtenait les plus grands succès. Ce général s'étant avancé sur Chauménil et Morvilliers, menaça vivement le maréchal Marmont, dont le corps d'armée était trop faible pour défendre une ligne si étendue. Le maréchal voulut se concentrer en avant de Chauménil et à la droite de Morvilliers; mais ayant à peine le temps de placer la brigade Joubert dans Chauménil, il ne put empêcher le corps austro-bavarois de déployer ses colonnes dans la même position. Le général

1814. France. Joubert, après une résistance opiniâtre, fut chassé de Chauménil par la division Rechberg, qui l'attaqua de front, et la cavalerie du général Spleny, qui, le tournant par la droite, lui enleva trois pièces et une centaine de prisonniers, tandis que la division Hardegg le tournait par la gauche.

Voyant ainsi sa droite découverte, le maréchal Marmont se retira en avant du bois d'Ajou; l'empereur, craignant d'être vivement poussé sur ce même point, et peut-être acculé sur l'Aube, s'y porta de sa personne avec la division Guyot, une batterie et une brigade de la division Meunier; mais ce renfort ne rétablit point l'équilibre. L'artillerie française ayant été réduite au silence par celle de l'ennemi, la cavalerie austro-bavaroise en profita pour exécuter une charge dans laquelle elle enleva sept pièces de canon et une centaine d'hommes.

Ces progrès du général de Wrede, coïncidant avec les succès obtenus sur le centre de l'armée française, Napoléon jugea la bataille perdue, et ne s'occupa plus que des moyens d'assurer sa retraite. Le comte Grouchy eut ordre de soutenir le plus longtemps possible le maréchal Victor avec les divisions de dragons Briche et Lhéritier; et le comte Nansouty, avec la cavalerie de la garde, dut se maintenir derrière la Rothière. En même temps, le maréchal Oudinot fut chargé de s'emparer de la Rothière avec la division Rothembourg, favorisée par une charge heureuse du général Colbert; cette diversion sur le centre ne fut pourtant pas couronnée de succès. La jeune garde, malgré les feux les mieux nourris de la mousqueterie ennemie, était déjà parvenue jusqu'à l'église, lorsqu'elle fut repoussée du village par le feld-maréchal Blucher, à la tête d'une division de grenadiers russes, de la brigade autrichienne Grimmer, et du corps du général Alsuwieff.

Enfin, des forces bien supérieures aux siennes forcèrent le maréchal Victor à abandonner la Giberie, et à se retirer à la ferme de Beugné, en deçà du Petit-Mesnil et de Chauménil. Le prince de Würtemberg, qui les commandait, fut dès lors en communication avec les Bavarois, et faisant filer sa cavalerie entre Petit-Mesnil et la Rhotière, il surprit au bois d'Ajou, et face à Chauménil, les divisions Briche et Lhéritier, qui, attaqués en flanc, au milieu de l'obscurité, furent

bientôt dispersées, et ne se rallièrent qu'à Beugné. Les chevau-légers wurtembergeois s'emparèrent d'une batterie placée à la lisière du bois d'Ajou. 1814. France.

Afin de mieux contenir l'ennemi pendant sa retraite sur Brienne, l'empereur ordonna au général Drouot d'incendier la Rothière ; aussitôt le maréchal Ney reprit la route de Lesmont; le maréchal Marmont vint s'établir, avec la cavalerie du général Doumerc, sur la même route, vis-à-vis de celle du bois d'Ajou; le maréchal Victor bivouaqua à Beugné. Le maréchal Oudinot ne vint reprendre ses bivouacs de la nuit précédente qu'après avoir vu la Rothière en flammes; et le comte Gérard abandonna, à minuit, le pont de Dienville.

Les Français perdirent dans cette malheureuse journée 54 bouches à feu et 6,000 hommes, dont 2,400 prisonniers; le général Marguet, de la division Rothembourg, y fut tué, et le général Forestier, couvert de blessures, mis hors de combat. La perte des alliés fut à peu près la même; s'ils n'eurent point de prisonniers, le nombre de leurs blessés fut beaucoup plus considérable. Mais cette première bataille rangée, sur le sol de la patrie, affecta d'une manière grave le moral de l'armée française, tandis que les alliés redoublèrent d'ardeur et d'audace, et cessèrent de redouter l'influence que Napoléon aurait pu exercer sur l'esprit national à la suite d'un succès même contesté.

Le gain de la bataille de la Rothière augmenta chez l'étranger la réputation militaire du vainqueur de la Katzbach ; et cependant il n'y fit aucune de ces belles manœuvres qui décèlent un général habile. On voit, à la vérité, 36,000 Français sur un champ de bataille trop étendu, forcés à la retraite, tranchons le mot, battus par 106,000 ennemis. Mais si, au lieu de faire attaquer par sa gauche le pont de Dienville, le feld-maréchal prussien eût au contraire cherché à acculer l'armée française sur ce point, il la forçait à faire volte-face, et la détruisait peut-être entièrement avant que son avant-garde eût passé l'Aube à Lesmont, où qu'elle fût arrivée à Vitry, ses deux seuls points de retraite. Même après la bataille, il aurait pu faire filer des forces considérables de Dienville sur la route de Troyes, par Piney, soit pour s'opposer à la jonction du maré-

1814. France. chal Mortier, soit pour attaquer Napoléon s'il venait à opérer par ce point sa retraite sur Troyes.

Quoi qu'il en soit, il paraît que le calme et l'ordre avec lesquels le mouvement rétrograde de l'armée française s'effectua sur Brienne, éloignèrent le général ennemi de l'idée que ce fût une retraite prononcée ; ainsi, sans ordonner de poursuite, il se contenta de renforcer sa position de la Rothière et de coucher sur le champ de bataille abandonné par les troupes vaincues.

Quant à Napoléon, après avoir cherché à surprendre à Brienne l'armée de Silésie, et n'avoir pas complétement réussi, on ne peut l'excuser de s'être aheurté à poursuivre son adversaire, sans calculer que celui-ci pouvait être renforcé d'un moment à l'autre par une partie des troupes de la grande armée alliée ; mais, comme nous l'avons dit plus haut, il était impatient de vaincre.

Quelques villages, et notamment ceux de la Chaise et de Morvilliers, qui s'étaient armés et avaient aidé le maréchal Marmont dans ses travaux de retranchements, furent soumis à l'exécution militaire. Telles sont, il est vrai, les lois de la guerre; mais telles ne sont pas les lois de l'humanité. Une conduite aussi impolitique et si peu dans les principes de la déclaration du 1er décembre, doivent prouver suffisamment que les alliés n'étaient pas bien d'accord sur le sort qu'ils réservaient à la France en cas de succès.

5 février. *L'armée française se retire sur Troyes.* — L'armée française, après une courte halte à Brienne, se remit en marche le lendemain 2 février, avant le jour, sur Lesmont, laissant presque tous ses blessés dans la ville, faute de moyens de transport. Le maréchal Marmont et le premier corps de cavalerie marchèrent également sur Troyes, mais par la route de Rosnay. L'ennemi n'entra dans Brienne qu'à huit heures, après une courte canonnade avec les batteries de l'arrière-garde ; mais déjà une grande partie de l'armée avait passé le pont de Lesmont, dont les approches furent défendues vigoureusement par le maréchal Ney. Lorsque l'armée eut fait une halte de quatre heures sur la rive gauche de l'Aube, et qu'elle se fut établie à Piney, ce maréchal, vivement pressé par les corps de

Giulay et de Würtemberg, repassa la rivière vers neuf heures du soir, et rompit le pont en se retirant. 1814. France.

Dans la même journée, le maréchal Marmont, poursuivi par le comte de Wrede, qui espérait le couper du reste de l'armée française, fut assez heureux pour arriver avant lui au pont de la Voire, dont il ordonna la destruction. Mais les poutrelles n'ayant pas été enlevées, un bataillon bavarois passa sur la rive droite, et fut pris ou sabré par la brigade de cavalerie du général Curto. Cet échec ne découragea pas le comte de Wrede; après avoir formé son corps d'armée hors de la portée de l'artillerie placée sur la hauteur en face du pont, il força le passage sous une grêle de balles. Alors les Français, se retirant derrière le second pont, s'y maintinrent avec succès, et ils auraient repoussé et même écrasé la colonne ennemie, si un parti des uhlans n'avait passé la Voire à gué, et n'avait menacé leur droite. Le maréchal Marmont, à la faveur d'un brouillard épais, alla tranquillement s'établir à Rameru, et le 3, il arriva à Arcis, où il trouva un petit corps de 7 à 800 chevaux (cuirassiers, dragons, lanciers et chasseurs), organisé à Meaux par le général Bordesoulle.

Cependant les souverains alliés tenaient conseil au château de Brienne, et décidaient que l'armée de Silésie marcherait par Châlons sur Paris, en longeant la Marne; que l'armée du prince de Schwartzenberg s'avancerait également sur la capitale par Troyes en longeant les deux rives de la Seine, et que la communication entre les deux armées s'établirait par le général Seslavin à Sézanne avec 2,000 Cosaques; par le comte de Pahlen entre Sézanne et l'Aube, avec 2,500 chevaux; et par le comte de Wittgenstein sur la rive gauche de cette rivière.

Toute l'armée française s'avança sur Troyes sans être poursuivie dans aucune direction. Le comte de Wrede était retourné à Lesmont, où il trouva le comte Giulay et le prince de Würtemberg occupés à rétablir le pont; mais lorsque le prince de Schwartzenberg fut informé de la position de Napoléon, par les rapports d'une division de cavalerie légère de la garde russe envoyée en reconnaissance dans la matinée du 3, il donna les ordres suivants : aux généraux Collerodo, Giulay et au prince de Würtemberg de s'établir devant Troyes; au comte Barclay

1814 France. de Tolly d'échelonner les corps précédents, à Lusigny ; à l'hetmann Platoff de se porter sur Sens; et au général Seslavin de revenir à Piney. On voit, par cette nouvelle disposition, qu'il n'existait plus de communication entre l'armée de Blucher et celle du prince de Schwartzenberg, ainsi qu'il avait été décidé à Brienne, et que chacun allait agir séparément. Blucher continua son mouvement pour gagner la rive gauche de la Marne.

Napoléon arriva à Troyes le 3 février. Le maréchal Mortier lui rendit compte qu'après s'être porté le 30 janvier sur Arcis, il avait cru devoir revenir sur ses pas, en apprenant que l'ennemi occupait Bar-sur-Seine. Le 5, l'armée française prit les positions suivantes : la vieille garde, infanterie et cavalerie, à Troyes ; les divisions de jeune garde, à Pont-Hubert ; le corps du maréchal Victor à Pont-Sainte-Marie ; les deux divisions du comte Gérard à Saint-Parre-aux-Tertres ; les divisions Briche et Lhéritier à Bouranton, Lanbressel, Saint-Maur et Pont-Sainte-Marie ; celle du général Piré à Crency ; et celle du général Defrance à Tennelière.

L'armée française n'avait point été accueillie à son passage dans Troyes, avec les démonstrations que devait inspirer la présence des défenseurs de la patrie ; le silence qui régnait dans les rues que traversa Napoléon, fit assez connaître le changement d'opinion à son égard, et la crainte des calamités dont la ville était menacée. Les habitants ayant caché leurs ressources, et les magasins étant presque vides, à peine le soldat reçut-il une ration de pain. Quelques misérables profitèrent de la disposition des esprits et de l'effet qu'elle produisait sur l'armée, pour exciter à la désertion ceux des jeunes soldats qui n'étaient pas éloignés de leurs foyers. En moins de huit jours, plus de 6,000 hommes disparurent des rangs. A cet état de choses affligeant, vint se joindre la nouvelle de la défection du roi de Naples. Toutefois, les vétérans de l'armée, indignés et non découragés, n'eurent pas besoin, pour se vouer plus que jamais au maintien de l'indépendance nationale, d'apprendre l'ouverture du congrès de Châtillon. La paix était devenue sans doute indispensable ; mais la recevoir et non la conquérir ! ! Un grand nombre souhaitaient ne pas survivre à ce nouveau malheur ajouté à la perte de tant de conquêtes si chèrement payées.

Sur ces entrefaites, l'avant-garde commandée par le prince Maurice de Lichtenstein (du corps de Colloredo), étant arrivée par la route de Bar-sur Seine, chassa le faible poste des Maisons-Blanches, et en fut chassée à son tour par la division Michel (vieille garde), qui y passa la nuit. 1814. France.

Le lendemain matin, 4 février, vers neuf heures, le général Michel, soutenu par les dragons du général Briche, surprit l'ennemi à Saint-Thiébault, dans la même direction, et bien qu'il eût des forces supérieures, il le poussa jusqu'à Saint-Parre-les-Vaudes.

Le 5, le prince de Schwartzenberg opéra un mouvement général. Pour forcer l'empereur à abandonner Troyes, il menaça ses derrières en le faisant tourner par la route de Bar-sur-Seine. A cet effet, le corps de Colloredo et la cavalerie du prince Maurice de Lichtenstein s'avancèrent de nouveau sur cette route, et le prince de Würtemberg par celle de Bar-sur-Aube; le général Giulay eut ordre de marcher sur Troyes entre les routes de Vandœuvres et de Piney, et le comte de Wrede dut marcher sur Vandœuvres; les gardes et réserves russes et autrichiennes eurent ordre de s'établir à Chaource, Bar-sur-Seine, Ricey, Parques, Praslain et Lanteuze.

L'empereur, qui avait besoin de connaître le but de tous ces mouvements, fit porter en avant le maréchal Mortier, avec la division Friant et celle du général Michel, qui de Saint-Thiébault s'était retirée aux Maisons-Blanches; le maréchal chassa les Autrichiens au delà d'Étroy, dont il occupa le pont; après quoi il reçut ordre de rentrer dans Troyes. C'était une fausse attaque, la véritable devant avoir lieu le lendemain. Enhardi par la retraite du maréchal Mortier, le comte Colloredo voulut s'emparer du pont de la Guillotière: mais le général comte Gérard le repoussa vigoureusement, et lui fit perdre près de 400 hommes.

Ouverture du congrès de Châtillon. — Du 3 au 4 février M. de Caulaincourt et les plénipotentiaires de la coalition arrivèrent successivement à Châtillon-sur-Seine; ces diplomates étaient pour l'Autriche M. de Stadion, pour la Russie le comte Rasumowski, pour la Prusse M. de Humboldt, pour l'Angleterre lord Aberdeen, auquel on avait joint les deux ambassa- 5 février.

1814. France. deurs lord Cathcart et sir Charles Stewart. Avant la réunion de Châtillon, les ministres de Russie, d'Autriche, de Prusse et d'Angleterre avaient décidé dans une conférence tenue à Langres chez le comte de Stadion, que les plénipotentiaires de ces hautes puissances ne se présenteraient pas à Châtillon comme uniquement envoyés par leurs cours respectives, mais encore comme ayant mission de traiter de la paix avec Napoléon, au nom de l'Europe entière. Les quatre souverains répondant de l'accession de leurs alliés aux arrangements dont on serait convenu à l'époque de la paix, ils devaient déclarer qu'ils étaient tenus à ne point admettre d'autre forme de négociations que celle de séances préliminaires avec protocole [1]. Le 5 on échangea les pouvoirs, et lord Castlereagh annonça que la question du droit maritime serait écartée de la négociation, que l'Angleterre entendait ne la soumettre à personne, pas même à ses alliés; c'était parler en maître qui ne souffre pas d'objection; aussi tout le monde se tut, hors le duc de Vicence, qui présenta quelques observations écoutées en silence et auxquelles on ne fit aucune réponse. Il demanda ensuite qu'on énonçât les conditions de paix, qu'on ne voulut pas encore lui faire connaître ce jour-là. Enfin le 7, on lui déclara qu'avant toute autre condition, on demandait que la France rentrât dans ses limites de 1790; qu'elle n'eût plus aucune autorité sur les territoires situés au delà de ces limites, et qu'elle n'eût pas à se mêler du partage qu'on en ferait; enfin que Napoléon renonçât à tous les titres nés de ses rapports de souveraineté ou de protectorat avec l'Italie, l'Allemagne et la Suisse. Il fallait répondre par *oui* ou par *non*, avant toute espèce de négociation.

Jamais on n'avait traité des vaincus avec une telle insolence. Napoléon avait abusé souvent de la victoire et beaucoup exigé de ses ennemis, mais il ne les avait jamais humiliés; et Alexandre devait se souvenir du lendemain d'Austerlitz, où il avait demandé et obtenu de son vainqueur la grâce de ne pas être fait prisonnier avec son armée. Loin d'imiter une telle générosité, ce prince, aujourd'hui membre des plus influents de la coalition, avait consenti à imposer à son adversaire ces dures

[1] Registre où l'on inscrit les notes, déclarations, et autres objets de délibération diplomatique.

et outrageantes conditions qui révoltaient d'indignation le brave et honnête duc de Vicence. Trop ému pour répondre immédiatement à cette déclaration qui paraissait être l'*ultimatum* de la coalition, le plénipotentiaire français demanda la suspension de la séance pendant quelques heures, pour donner le soir sa réponse. Dans la note qu'il remit à huit heures, M. de Caulaincourt rappela les conditions de Francfort qu'il avait formellement acceptées par sa lettre du 2 décembre écrite à M. de Metternich; il ne peut être indifférent, dit-il, à celui à qui on demande des sacrifices, de savoir au profit de qui il les fait, et quel emploi on veut en faire; enfin, si en faisant ces sacrifices pour arriver à la paix, on peut mettre sur-le-champ un terme aux malheurs de la guerre par la suspension immédiate des hostilités.

Mais il n'était plus question, depuis longtemps, des conditions de Francfort, ni de faire connaître au profit de qui seraient enlevées à la France les frontières naturelles qu'elle avait acquises depuis 1792. Les diplomates étrangers s'écrièrent tous à la fois qu'il ne s'agissait pas des propositions de Francfort, qu'ils n'avaient pas mission de discuter; qu'on n'avait à s'occuper que de celles de Châtillon, et qu'il fallait se prononcer, séance tenante, par *oui* ou par *non;* ce qui était mettre, sans discussion, la France dans l'alternative d'une paix honteuse ou d'une guerre à outrance; c'était lui imposer la loi du plus fort, et la sommer de se rendre à discrétion.

M. de Caulaincourt était réduit au désespoir; il voyait qu'il n'obtiendrait une suspension des hostilités qu'au prix d'une acceptation immédiate et sans réserve. D'un autre côté, il n'osait pas prononcer ce *oui* fatal qu'on voulait lui arracher, et résolut immédiatement d'instruire Napoléon de la cruelle situation où il se trouvait. Mais le lendemain il fut informé par le plénipotentiaire russe que l'empereur Alexandre venait de suspendre les séances du congrès. Cette mesure lui causant une vive inquiétude, il écrivit à M. de Metternich pour lui demander, sous le sceau du secret, si en acceptant les conditions de Châtillon il obtiendrait un armistice. Dans ce moment Napoléon, qui marchait contre Blucher entre la Seine et la Marne, avait mandé au duc de Vicence de ne pas se presser

1814. France. de traiter, ce qui avait rendu à ce dernier quelque espérance de voir changer la situation, si l'empereur obtenait des succès.

6-7 février. *Napoléon continue sa retraite sur Nogent.* — Dans la soirée du 5, Napoléon reçut une dépêche du maréchal Macdonald, qui l'informait de l'occupation de Châlons par le corps du général York (ainsi que nous le dirons plus bas). Cette nouvelle décida l'empereur à quitter Troyes pour se retirer, le 6, à Nogent, où devaient se rendre les régiments envoyés par le maréchal Soult, ainsi que les nouvelles levées de Paris. Il comptait, de là, tomber sur l'armée de Silésie, si elle continuait son mouvement sur la Marne.

Le maréchal Marmont, qui avait déjà été forcé d'évacuer Arcis-sur-Aube et Méry-sur-Seine, précéda l'armée à Nogent.

Le maréchal Mortier, laissé à Troyes pour former l'arrière-garde, n'en partit que le 7 avant le jour. La veille, il avait fait insulter les avant-postes ennemis; et le prince de Schwartzenberg, s'imaginant qu'il allait être attaqué sur toute sa ligne, avait employé la journée entière à déployer ses troupes. Le maréchal Mortier, par ce stratagème, ayant gagné vingt-quatre heures, autant pour lui que pour l'armée déjà partie, sa retraite sur Nogent ne fut point inquiétée, et il put emmener ceux des blessés qui étaient en état de supporter la voiture.

7 février. *Entrée des alliés à Troyes.* — La grande armée alliée entra le 7, à deux heures après-midi, dans Troyes, et se procura des vivres au moyen de réquisitions forcées. Le généralissime la fit cantonner tout entière dans les environs, à l'exception de quatre bataillons russes et autrichiens qui formèrent la garde du quartier général de l'empereur de Russie, du roi de Prusse et du prince de Schwartzenberg, qui n'entrèrent que le lendemain dans cette ville[1].

[1] Jusqu'alors aucune ville de France n'avait fait de mouvement en faveur de la maison de Bourbon; celle de Troyes reçut bien les alliés, et ne montra ni opposition, ni adhésion aux démarches faites auprès d'Alexandre par quelques royalistes, qui reçurent de cet empereur la réponse suivante : « Nous ne venons point pour donner nous-mêmes un roi à la France, nous voulons seulement connaître ses intentions, et c'est à elle à se prononcer, mais hors de notre ligne militaire; car il importe qu'on ne croie pas que l'opinion a pu être influencée par la présence des armées. » Le marquis de Vidrange, qui

Dispositions prises par l'empereur pour défendre le passage de la Seine à Nogent, Montereau et Auxerre. — Napoléon, sans perdre de temps, fit des préparatifs pour défendre le passage de la Seine à Nogent. Le 7, le maréchal Marmont, après avoir eu bien de la peine à s'arracher des boues, prit position en avant de Sézanne, à Lachy et Chapeton ; le maréchal Ney s'établit un peu en arrière sur le chemin de Villenoxe et Barbonne à Sézanne ; et le 8, le maréchal Mortier entra à Nogent. 1814. France.

Avant de prendre toutes ces dispositions, et marcher de sa personne sur la Marne, d'où l'armée de Silésie menaçait la capitale, l'empereur s'était occupé de réorganiser sa cavalerie de ligne. De six corps, il la réduisit à quatre, formant en tout environ 12,000 chevaux, sous le commandement en chef du colonel-général des chasseurs, comte Grouchy, qui eut sous ses ordres les généraux de division Bordesoulle, Saint-Germain, Milhaud et Kellermann (comte de Valmy).

Les maréchaux Oudinot et Victor furent chargés de la défense de la Seine, de l'Yonne et du Loing, entre Nogent, Montereau et Auxerre ; et le dernier de ces maréchaux dut particulièrement défendre jusqu'à la dernière extrémité le pont de Nogent. Tous les deux avaient ordre de correspondre avec le ministre de la guerre, qui, au besoin, devait faire occuper les ponts de Melun, Corbeil et Choisy. Ils furent en même temps prévenus que l'empereur reviendrait à Nogent après son expédition contre Blucher, et qu'alors il attaquerait, avec toutes les forces qu'il aurait sous sa main, le prince de Schwartzenberg. Les troupes laissées sous leurs ordres, fortes d'environ 24,000 hommes, se composaient des 2e et 7e corps d'infanterie en formation à Provins et à Nangis, de la réserve de Paris, du corps de cavalerie du général Milhaud, et de celui du comte de Valmy, qui devait arriver incessamment de l'armée d'Espagne ; de la division Alix, établie à Sens, et de plusieurs bataillons de gardes nationales de l'ouest.

Opérations du maréchal Macdonald ; défense de Châlons et de Vitry ; les Français évacuent ces deux villes ; retraite suc- 1er-10 févr.

avait été le président de la députation, se rendit aussitôt en Suisse auprès du comte d'Artois pour lui porter l'assurance des vœux et du dévouement de la ville de Troyes.

1814. France. *cessive des troupes du maréchal sur Epernay, Château-Thierry, la Ferté-sous-Jouare et Meaux.* — Avant de passer au récit des opérations de l'empereur contre Blucher, nous allons suivre les mouvements du maréchal Macdonald, depuis le moment où nous l'avons quitté jusqu'à son arrivée à Meaux le 11 février.

Le feld-maréchal Blucher, dans son mouvement sur la Marne, devait réunir aux troupes de son armée avec lesquelles il avait combattu à Brienne et à la Rothière, le corps prussien de Kleist, qui, après avoir passé le Rhin à Coblentz, était alors en marche vers Châlons, et le corps russe de Kapzewitsch, qui, relevé au blocus de Mayence par des troupes de la confédération, s'avançait, par Nancy, dans la même direction que le précédent.

L'armée de Silésie devait également rallier le corps d'York. Entré le 30 janvier dans Saint-Dizier, d'où il menaçait la Marne, dégarnie par les mouvements de l'armée française sur l'Aube, le général York aurait surpris Châlons, l'une des grandes communications de la capitale, et pris le grand parc d'artillerie, qu'on ne pouvait enlever faute de chevaux, si des ordres de l'empereur n'étaient venus presser la marche du maréchal Macdonald. Ce maréchal arriva le 31 janvier à Châlons avec son corps d'armée, et prit de suite ses mesures pour s'y maintenir, ou du moins pour avoir le temps d'évacuer le parc. En conséquence, il plaça le général Molitor à Aulnay et à la Chaussée, pour entretenir la communication avec Vitry; la division Brayer en arrière d'Aulnay; la cavalerie du général Exelmans éclaira la rive droite de la Marne sur les routes de Vitry, Bar-sur-Ornain et Sainte-Menehould; la cavalerie du duc de Padoue éclaira la rive gauche; la division Albert fut établie à Pogny et Omai; le général Simmer, avec la gendarmerie des départements envahis, couvrit Châlons sur la rive gauche de la Marne. Le maréchal Macdonald fut favorisé dans ces dispositions par la vigoureuse défense de la garnison de Vitry, qui repoussa avec perte le général Katzler. Le maréchal Lefebvre, parti le 30 janvier de Châlons avec le 9e régiment de voltigeurs et 80 chevaux, avait passé la Marne à Vitry, et avait jeté son infanterie dans cette ville, après avoir inutilement tenté de marcher

sur Brienne pour rejoindre l'empereur. Au moyen de ce renfort et des 700 hommes qui formaient la garnison, sous le général Montmarie, cette ville, quoique mal fortifiée, se trouvait à l'abri d'un coup de main; et, comme elle est située sur la grande route de Paris à Strasbourg, à 3 myriametres et demi de Châlons et 3 de Saint-Dizier, l'ennemi fut obligé de prendre de mauvais chemins de traverse, et sa marche sur Châlons fut considérablement ralentie. 1814. France.

Le 3 février, de grand matin, le général York tourna Vitry, qu'il fit observer par une brigade, et, débouchant sur Aulnay, il força la brigade de cavalerie du général Domanget et la division Molitor de quitter leurs positions. Il y eut à la Chaussée un engagement sérieux, dans lequel les Français perdirent une centaine d'hommes, 3 pièces de canon et 7 caissons. Le maréchal Macdonald concentra aussitôt ses forces dans Châlons, qu'il voulait défendre le plus longtemps possible, bien que cette ville n'eût pour toute fortification qu'une mauvaise chemise en maçonnerie. Le général Molitor fut chargé de la défense de la porte dite Sainte-Croix, et le général Brayer de celle de Saint-Jean (route de Vitry); la porte de Reims fut confiée au général Sébastiani, qui eut sous ses ordres la division Albert; le pont fut défendu par de fortes batteries; on détruisit tous les bateaux de la Marne depuis Châlons jusqu'à Épernay, où le maréchal Kellermann se retira avec le parc.

Après avoir tiraillé toute la matinée du 4, la cavalerie légère, se voyant menacée par de nombreux escadrons, se retira sur la rive gauche de la Marne : aussitôt l'ennemi déploya ses colonnes, établit son artillerie sur la route de Sainte-Menehould, attaqua vigoureusement la ville par une ancienne brèche existante entre les portes de Reims et de Verdun. A onze heures le combat s'engagea sur tous les points, et dura jusqu'à la nuit; mais alors un grand nombre de maisons étant incendiées par 40 bouches à feu que le général York fit jouer sur la ville, les Français abandonnèrent le faubourg de Sainte-Memmie, et l'ennemi menaça la porte Saint-Jean.

Une résistance plus longue ne pouvait qu'attirer sur la ville les plus grands malheurs; et, tous les moyens de défense étant épuisés, elle ne devait avoir aucun résultat avantageux. Dans

1814. France. cet état de choses, le maréchal Macdonald permit aux magistrats, qui l'en conjuraient, de traiter avec le général York. Une députation fut donc envoyée, et obtint que les hostilités seraient suspendues sur-le-champ, à condition que la ville serait évacuée le lendemain à six heures du matin. Cette convention fut exécutée, et les Français quittèrent Châlons le lendemain 5 février, par la route d'Épernay, après avoir fait sauter le pont. Le maréchal avait ordonné dans la nuit au général Montmarie d'évacuer Vitry, et de le rejoindre par la rive gauche de la Marne : le même jour, de grand matin, ce général, après avoir fait sauter le pont et filer devant lui les équipages et les munitions, prit la route de Vatry, où il fut soutenu par la cavalerie du général Exelmans; mais ce fut en vain que ces deux généraux cherchèrent à sauver le convoi; l'ennemi ayant débouché en force de Vatry, son canon eut bientôt jeté la confusion dans les voitures. Toutefois, l'infanterie et la cavalerie, sans être entamées, rejoignirent le maréchal Macdonald à Bierge et Saint-Pierre-aux-Oies, et arrivèrent avec lui, le 6, à Épernay, où fut établi le quartier général.

Blucher, qui se trouvait le 5 à Sommepuis, ayant son avant-garde à Fère-Champenoise, voulut prévenir le maréchal Macdonald à la Ferté-sous-Jouarre, et lui enlever le parc d'artillerie. A cet effet, l'armée de Silésie se porta sur cette ville par les deux routes qui y conduisent de Châlons ; le feld-maréchal prussien marcha de sa personne sur la petite route par Bergères et Montmirail, se faisant précéder par le général Sacken ; et le général York reçut ordre de poursuivre les Français sur la grande route, le long de la Marne, et, dans le cas où il pourrait pousser plus loin sans trop de difficultés, de passer la Marne à Château-Thierry, et de se réunir au corps de Sacken à Montmirail, où les généraux Kleist et Kapzewitsch devaient arriver le 10 à marches forcées.

Ce projet ne trouva point en défaut le maréchal Macdonald ; dans la nuit du 7 au 8, il fit partir de Dormans et de Crézancy la division Molitor et la brigade Simmer, et ordonna au général Exelmans d'aller prendre position à la Ferté-sous-Jouarre, à l'embranchement de la route de Montmirail, laissant une brigade à Château-Thierry. Si le feld-maréchal prussien eût

mis autant d'activité dans ses manœuvres, le maréchal Macdonald eût été perdu. Ce maréchal arriva le 8 à Château-Thierry, et son arrière-garde s'établit en arrière de Dormans. Le général Brayer, qui la commandait, attaqué le lendemain de bonne heure par l'avant-garde du général York, se retira, sans être entamé, jusqu'à Crézancy; alors la cavalerie du duc de Padoue et la brigade Montmarie (garnison de Vitry) formèrent l'arrière garde avec le même succès, et vinrent s'établir à Château-Thierry. 1814. France.

Le lendemain matin, l'ennemi jeta un pont de bateaux au-dessus de celui qui avait été détruit la veille, et passa la Marne sous le feu de l'arrière-garde française, qui se replia en bon ordre sur la Ferté. Cependant le général Sacken, croyant prendre l'avance, arriva par la route de Montmirail, et trouva, contre son attente, les divisions Brayer et Molitor établies en avant de la Ferté; son avant-garde réussit d'abord à les faire plier; mais elle fut elle-même bientôt repoussée avec perte de 400 hommes, par les brigades des généraux Beauvais et Schæffer (de la division Albert), qui s'avancèrent rapidement, de leurs bivouacs, sur la route de Meaux, au soutien du général Bigarré dont la brigade tenait encore tête à l'ennemi.

Le 10 février, le maréchal Macdonald détruisit les ponts de la Ferté et de Trilport, et se retira à Meaux, où il fut renforcé par 8,000 gardes nationaux, et par 2,000 conscrits que l'on incorpora dans la brigade du général Minot. Ainsi, non-seulement il n'avait pas été coupé dans sa retraite, comme il aurait pu l'être sans l'extrême lenteur de Blucher, mais encore il avait augmenté de 10,000 hommes son faible corps d'armée, et avait attiré son adversaire dans une position, dont un général aussi actif et aussi habile que Napoléon va tirer le plus grand parti.

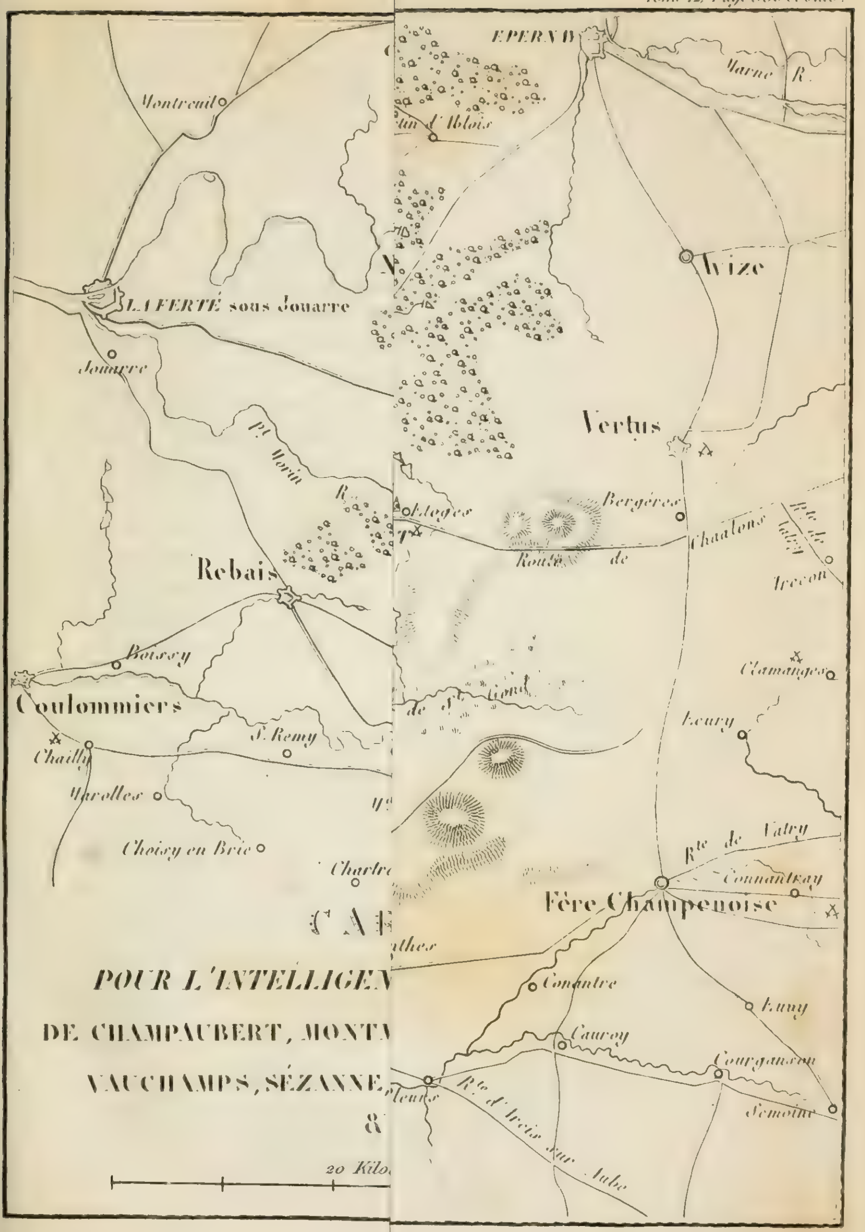
Mouvement rétrograde du feld-maréchal Blucher pour concentrer ses troupes. — Dans la nuit du 10, le feld-maréchal prussien fut informé par le comte Pahlen, qui battait la campagne entre les deux armées alliées, que Napoléon s'avançait avec son armée sur la Marne. Il s'occupa aussitôt de concentrer ses troupes; mais il était un peu tard; et d'ailleurs, dans ses dispositions, il laissait encore des corps trop éloignés, comme 10 février.

1814. France. on va le voir. Le général Sacken, en marche sur la Ferte, reçut ordre de revenir à Montmirail ; même ordre fut envoyé au général York, qui passa la Marne à Château-Thierry ; la cavalerie fut placée dans les environs de Sézanne, que le général Seslavin avait momentanément abandonné pour reconnaître la marche de l'armée française. Établi seul à Vertus, Blucher y attendait les corps de Kleist et de Kapzewitsch, qui avaient couché le 8 à Châlons, et sa communication avec les troupes de Sacken et d'York n'était assurée que par le faible corps du général Alsuwieff, posté isolément à Champ-Aubert.

Ainsi Napoléon, marchant contre les corps épars de l'armée de Silésie, devait en avoir bon marché ; le simple exposé de ses opérations va prouver qu'il ne déploya jamais plus d'habileté et de génie militaire.

10 février. *Napoléon réunit son armée à Sézanne ; combat de Champ-Aubert.* — L'empereur avait rejoint à Sézanne le maréchal Ney et le maréchal Marmont, dans la nuit du 9 au 10. La garde, partie en même temps que lui, eut beaucoup de peine à sortir de détestables chemins de traverse ; elle y perdit même quelques chevaux, et si l'artillerie fut arrachée des boues de la forêt de Traconne, on le dut aux chevaux du pays, qui furent mis en réquisition. Le 10, toute l'armée était réunie en avant de Sézanne.

Vers neuf heures du matin, le maréchal Marmont étant arrivé sur la hauteur qui domine la vallée du Petit-Morin, aperçut le corps d'Alsuwieff. Avec 5,000 fantassins et 24 pièces de canon, le général russe n'était point en mesure de résister ; cependant, au lieu de se retirer et de faire voler le pont de Saint-Prix pour retarder la marche des Français, il voulut défendre le passage ; mais l'empereur le fit attaquer de suite par les divisions Lagrange et Ricard ; le pont fut bientôt emporté, et l'ennemi poussé jusque sous Baye, où il se déploya et fit jouer son artillerie contre la cavalerie du premier corps. Aussitôt la division Lagrange gravit le plateau qui s'étend entre Baye et Bannay, et marcha au secours de la cavalerie ; le 2e léger, ainsi qu'un bataillon de marine, s'avancèrent sur la droite du bois par où les Russes pouvaient déboucher. Le général Alsuwieff, pressé sur son front et sur sa gauche, se retirait en bon ordre, après



POUR L'INTELLIGEN

DE CHAMPAUBERT, MONTM

VAUCHAMPS, SÉZANNE,

&

CARTE

POUR L'INTELLIGENCE DES COMBATS

DE CHAMPAUBERT, MONTMIRAIL, CHATEAU-THIERRY, VAUCHAMPS, SÉZANNE, FÈRE-CHAMPENOISE

8.e

20 Kilometres

CHATEAU-THIERRY
Rte d'Epernay
EPERNAY
Marne R.
Nogent l'Artaud
LA FERTÉ sous Jouarre
Jouarre
Orbais
Vize
Vertus
Corrobert
Fontenelle
Vieux Maisons
MONTMIRAIL
Vauchamps
CHAMPAUBERT
Rebais
Coulommiers
St Remy
la Ferté Gaucher
Choisy en Brie
Chartronges
Sézanne
Fère Champenoise
Pleurs
Forêt de Traconne
Barbonne

avoir repoussé devant Bannay la brigade Pelleport, lorsque l'empereur dirigea sur ce point son artillerie, et fit déployer, dans la plaine, l'infanterie du maréchal Ney. En même temps il ordonna au comte Girardin, aide de camp du prince de Neuchâtel, d'aller à la gauche prévenir l'ennemi sur la route de Paris, et au général Ricard de le prévenir sur Épernay, en longeant le bois à droite. Le général Alsuwieff n'eut plus alors de retraite que par la route de Montmirail; la confusion qui était déjà dans ses rangs, augmenta encore lorsqu'il voulut changer de direction; tout son corps d'infanterie, dont la gauche venait d'être rejetée dans Champ-Aubert par un escadron de lanciers conduits par le général Picquet, fut chargé vivement par les cuirassiers du général Bordesoulle, qui l'acculèrent au bois et aux étangs du Désert, et le forcèrent à la fuite. 21 bouches à feu et leurs caissons, le général Alsuwieff, deux généraux sous ses ordres, 47 officiers et 1,800 prisonniers restèrent au pouvoir des vainqueurs; près de 1,200 Russes avaient été tués, à peine s'en sauva-t-il 1,500, qui, le lendemain, rejoignirent à Fère-Champenoise les corps de Kleist et de Kapzewitsch. Les Français ne comptèrent pas plus de 650 hommes tués ou blessés; au nombre de ces derniers se trouvait le général Lagrange, atteint d'une balle à la tête. 1814. France.

L'empereur, avant que le combat fût terminé, avait envoyé l'ordre au maréchal Macdonald de reprendre l'offensive contre l'ennemi; malheureusement, ainsi qu'on va le voir, ce maréchal se contenta de faire porter en avant la cavalerie qu'il avait trouvée à Meaux, et il ne manœuvra de sa personne ni sur la rive gauche ni sur la droite de la Marne, où il aurait pu être de la plus grande utilité pour achever de détruire les corps d'York et de Sacken. L'empereur coucha à Champ-Aubert, et le soir même le général Nansouty, avec les dragons et les lanciers de la garde, et une brigade de la division Ricard, eut ordre de marcher sur Montmirail, dont il chassa plusieurs pulks de Cosaques.

Bataille de Montmirail. — Le lendemain 11, le général Nansouty fut rejoint par les grenadiers à cheval sur les hauteurs de Montcoupeau; les chasseurs à cheval du général Lefebvre-Desnouettes, la deuxième brigade de la division Ricard, 11 février.

1814. France. et l'infanterie de la garde, se portèrent aussi sur Montmirail, où l'empereur arriva vers les dix heures, laissant à Étoges le maréchal Marmont avec la cavalerie de ligne et la division Lagrange, pour empêcher l'ennemi de déboucher de Vertus.

Cependant les généraux Sacken et York manœuvraient pour se réunir à Montmirail, où ils venaient d'être prévenus par l'armée française. Sacken était à Vieux-Maisons, et la prudence lui conseillait de joindre à gauche le corps d'York qui était en marche de Château-Thierry; mais les ordres du feld-maréchal Blucher lui prescrivant de chasser les Français de Montmirail, il continua son mouvement à droite dans l'espoir de forcer le passage par le vallon du Petit-Morin, et vint établir sa droite à la ferme de la Haute-Épine sur le bord de la route de Châlons à la Ferté-sous-Jouarre; le ravin qui conduit de la ferme au village de l'Épine-au-Bois, couvrait son front de bataille, défendu d'ailleurs par 40 pièces de canon; sa gauche fut appuyée au village de Blessine, au delà duquel la cavalerie fut placée sur deux lignes.

Voici quelle était la position de l'armée française : à gauche, le général Ricard, avec une partie de sa division, défendait le village de Pomesson, clef du passage par le vallon du Petit-Morin; le maréchal Ney était à Marchais avec ses divisions; à droite, le reste de la division Ricard et la cavalerie, entre les routes de Château-Thierry et de la Ferté; la division Friant était en colonne serrée sur la route de Châlons.

L'action s'engagea dans cette position, et se prolongea jusqu'à midi sans succès marqués du côté des Russes qui étaient plus nombreux; mais le maréchal Mortier, que l'empereur attendait avec impatience, étant arrivé de Sézanne et ayant débouché de Montmirail à la tête de la division Michel, l'attaque devint générale à deux heures. L'objet principal était d'emporter la ferme de la Haute-Épine qui était bien défendue. A cet effet, le comte Nansouty fut chargé d'inquiéter la gauche de l'ennemi, tandis que le général Ricard feindrait d'abandonner le passage du Petit-Morin. Sacken fait descendre aussitôt de la Haute-Épine plusieurs bataillons; le maréchal Ney fond, comme un éclair, sur la ferme, dont il s'empare à la tête de quatre bataillons que le général Friant avait placés en avant

du reste de la vieille garde, et l'empereur fait charger par les grenadiers à cheval l'infanterie russe, dont deux brigades sont entièrement détruites. 1814. France.

Pendant le mouvement à droite de Sacken pour rejoindre le général York, l'avant-garde de ce dernier avait débouché à Fontenelle; mais elle fut bientôt chassée par le maréchal Mortier, accouru avec six bataillons de la division Michel, qui n'avaient point pris part au combat. Une division ennemie fut plus heureuse contre la gauche des Français. Après des efforts incroyables et la prise et reprise de Pomesson et de Marchais, elle occupait ce dernier village, lorsque l'empereur la fit attaquer par deux bataillons de vieux chasseurs, conduits l'un par le grand maréchal du palais, l'autre par le maréchal Lefebvre, pendant que le général Ricard s'ébranlait de Pomesson, où il était rentré; ce mouvement réussit. Les Russes, chassés de Marchais, furent obligés de se jeter dans la forêt de Nogent, la cavalerie du général Defrance leur interdisant la retraite sur la route de la Ferté.

Cette victoire valut à Napoléon 6 drapeaux, 26 pièces de canon, 200 voitures de bagages ou de munitions, et 708 prisonniers; l'ennemi perdit en outre plus de 3,000 hommes, tant tués que blessés; les Français eurent environ 1,000 hommes hors de combat. Les généraux Michel et Boudin, et presque tous les officiers supérieurs de la division Ricard furent blessés. Le feu avait cessé à huit heures, et l'armée bivouaqua sur le champ de bataille des alliés, qui étaient en pleine retraite sur Château-Thierry. L'empereur espérait que les habitants détruiraient les ponts de cette ville, et lui livreraient ainsi les fuyards, qui n'auraient pas le temps de les réparer avant l'arrivée du maréchal Mortier, qui devait marcher sur Château-Thierry par la route directe. Il prit lui-même la route de la Ferté, et, rencontrant à Vieux-Maisons le général Saint-Germain, avec les 2,400 chevaux que le maréchal Macdonald avait lancés à la poursuite de l'arrière-garde du général Sacken, il le laissa dans ce village, ainsi que le général Friant, avec une partie de sa division, pour observer le débouché de Sézanne; gardant avec lui quatre bataillons de grenadiers, il remonta par le chemin de Rozoy, dans la direction de Château-Thierry. Ses éclai-

1814. France. reurs, ainsi que ceux du maréchal Mortier, ramenèrent un grand nombre de voitures de bagages et quelques caissons abandonnés dans les chemins de traverse.

12 février. *Combat de Château-Thierry.* — Les troupes du général York étaient en bataille sur un plateau en arrière du ruisseau des Caquerets, disposées à interdire la route de Montmirail à Château-Thierry, lorsque les colonnes françaises arrivèrent devant elles. La canonnade s'engagea aussitôt, et Napoléon réunit ses bataillons comme pour préparer une attaque de vive force, et 200 grenadiers s'emparent du seul debouché qui ne fût pas battu par l'artillerie. Au même moment, six bataillons de la division Michel, alors commandée par le général Christiani, montent par la grande route sur le plateau, s'y déploient et sont soutenus par le reste de l'infanterie. Les quatre divisions de cavalerie des généraux Desnouettes, Laferrière, Colbert et Defrance, passant le défilé, manœuvrent par la gauche pour couper la retraite à la cavalerie ennemie. Le général York, qui s'en aperçoit, envoie à son secours la cavalerie de réserve, soutenue par une division d'infanterie du corps de Sacken ; 3,000 chevaux sont en présence de part et d'autre, mais la cavalerie prussienne, commandée par le général Jugratz, n'est point de force à résister aux troupes d'élite qui lui sont opposées, et qui ont à leur tête le maréchal Ney. Les seuls dragons du général Letort culbutent l'ennemi à droite de la route de Montmirail à Château-Thierry, et vont barrer aux fuyards la route d'Épernay. Pendant ce temps et à gauche de la route de Montmirail, l'ennemi était aussi vivement repoussé, et son extrême droite, qui avait tenu plus longtemps, était tournée par les escadrons de service commandés par le général Béliard ; ses carrés furent enfoncés, et ce qui ne fut ni pris ni tué se sauva à travers le bois, et vint rejoindre le reste de l'armée qui passait en désordre la Marne à Château-Thierry. Malheureusement la difficulté d'un chemin escarpé et très-étroit ne permit pas à la cavalerie de poursuivre ses avantages ; elle ne put déboucher en force. Arrivé sur la côte de Nesle, qui domine le vallon de Château-Thierry, l'empereur fit marcher le général Petit avec deux bataillons de grenadiers contre le prince Guillaume de Prusse, qui était sorti de la ville

au secours des fuyards. On lui prit 400 hommes, et il fut obligé de repasser les ponts et d'y mettre le feu. A la nuit tombante, l'armée française établit ses bivouacs dans le vallon de Château-Thierry; l'empereur coucha dans le château de Nesle. Il donna dans les bulletins, à cette glorieuse journée, le nom de Château-Thierry; elle ne lui coûta pas plus de 400 hommes; l'ennemi perdit trois pièces de canon et 3,000 hommes, dont 1,800 prisonniers; le général Freudenrich était au nombre de ces derniers. 1814. France.

A minuit, les alliés avaient évacué Château-Thierry. Le 13, de grand matin, ils se dirigeaient en toute hâte, le général York sur Fismes, par Saponet et le mont Saint-Martin; et le baron Sacken sur Reims, par la Fère-en-Tardenois; le gros de leur armée était hors d'atteinte avant que l'on pût la poursuivre. Ce jour-là, l'empereur fit rétablir les deux ponts de Château-Thierry. Quelques soldats intrépides passèrent la Marne sur des barques et vinrent chasser de la ville l'arrière-garde ennemie, dont le feu était très-meurtrier pour tous ceux qui s'approchaient de la rive gauche. Alors, toute la population de la ville courut au-devant des Français, et les aida à rétablir les ponts. La joie était dans tous les cœurs et sur tous les visages; l'armée fut reçue en libératrice par les habitants, qui venaient d'être pillés et saccagés. Les soldats, animés par trois combats glorieux, n'éprouvaient plus que le désir de venger leurs malheureux compatriotes.

Dès que l'armée fut de l'autre côté de la Marne, elle se mit à la poursuite des vaincus; la cavalerie des généraux Colbert et Defrance leur enleva 400 prisonniers et les força à mettre le feu à un grand nombre de caissons. Ils durent alors se repentir des horreurs commises tant à Château-Thierry que dans les campagnes, car les paysans exaspérés tuèrent, en représailles, plus de 2,000 des leurs qui avaient cherché leur salut dans les bois.

Combat de Vauchamps. — On ne sait pourquoi Blucher était resté depuis le 10 dans sa position de Vertus, entre Éloges et Bergères; et l'on se rendrait difficilement compte des motifs qui l'empêchèrent d'attaquer, dès le 11, le maréchal Marmont placé à Étoges. Enfin, le 13, il se détermina à marcher sur 14 février.

1814. France. Montmirail avec les corps de Kleist et de Kapzewitsch, et força le maréchal Marmont à se retirer ; mais l'empereur, instruit de ce mouvement, ordonna à la division Friant et à la cavalerie Saint-Germain de se porter de Vieux-Maisons sur Montmirail ; il partit lui-même de Château-Thierry, le 14, avec le reste de ses troupes, laissant à Rocourt, sur la route de Soissons, au delà de Château-Thierry, le maréchal Mortier, avec les divisions Christiani (remplaçant le général Michel, blessé à la Haute-Épine), Colbert et Defrance, pour observer les corps d'York et de Sacken. A huit heures du matin il arriva à Montmirail

L'infanterie ennemie occupait Vauchamps et avait jeté des tirailleurs dans le bois en avant ; le reste de son armée était placé à 600 mètres environ en arrière. L'empereur ordonna au maréchal Marmont d'enlever ce village, et au comte Grouchy de tourner, avec la cavalerie de ligne, la droite de l'ennemi. Toute la garde fut établie en réserve sur la grande route. Le feld-maréchal prussien ne pensait pas que la principale attaque dût être dirigée contre sa droite. Il ignorait entièrement la position de l'empereur ainsi que les dernières défaites de ses lieutenants ; et, comme il venait d'apprendre qu'une colonne d'infanterie se dirigeait de Sézanne sur Montmirail, il crut au contraire sa gauche menacée par Napoléon, et il la renforça. Cette infanterie était la division Leval, de l'armée du marechal Soult, qui rejoignait l'empereur, et qui n'arriva qu'à la fin du combat.

A dix heures, la première brigade de la division Ricard s'approcha sur la droite par le bois de Beaumont, tandis que la deuxième attaqua de front Vauchamps. Après avoir repoussé celle-ci, l'ennemi commit l'imprudence de descendre à sa poursuite ; d'abord ramené en désordre jusqu'à l'entrée du village par l'escadron d'escorte du maréchal Marmont, il fut presque aussitôt massacré par les 4 escadrons de service. Un seul bataillon s'était sauvé et s'était jeté dans une ferme à gauche du village ; mais il y fut fait prisonnier par 2 compagnies de chasseurs à pied.

Au moment ou Blucher voyait sa position enlevée, les cuirassiers et les hussards prussiens étaient culbutés par les divi-

sions Lefebvre-Desnouettes et Laferrière, ses derrières étaient menacés par le comte Grouchy, et il était pressé sur son front par toute l'armée française. Il fallut donc ordonner la retraite et former l'infanterie en carrés, qu'il fit protéger par quelques batteries; ses ailes furent couvertes par la cavalerie et le reste de l'artillerie; mais il n'eut pas plutôt dépassé Janvilliers, que le terrain, entièrement découvert, permit au comte Grouchy d'achever son mouvement; plusieurs carrés furent acculés aux bois entre Saint-Martin d'Albois et Étoges; près de 2,000 hommes mirent bas les armes; 4 pièces de canon et 5 caissons furent enlevés. L'empereur, voyant le désordre des alliés, fait aussitôt charger d'autres carrés par les escadrons de service et la division Laferrière; 500 hommes sont faits prisonniers; l'infanterie entre au pas de charge dans Fromentières.

1814. France.

Le feld-maréchal prussien, voulant retarder l'armée française dans sa poursuite, se retirait en échiquier et cherchait à faire agir son artillerie; l'empereur ordonna aussitôt au général Drouot de faire avancer toute l'artillerie de la garde, qui mitrailla tellement les Prussiens qu'ils ne purent achever de mettre leurs pièces en batterie. Ils firent néanmoins bonne contenance, mais pour leur malheur; car ils donnèrent au comte Grouchy le temps de leur barrer la route d'Étoges en avant de Champ-Aubert.

Au jour tombant et au moment où Blucher s'y attendait le moins, les divisions des généraux Doumerc, Bordesoulle et Saint-Germain, ayant à leur tête le comte Grouchy, se précipitent sur ses derrières; ses carrés sont enfoncés et écrasés sous les pieds des chevaux; sa destruction est achevée par la cavalerie de la garde, et il n'aurait pas sauvé un seul homme si le général Couin, qui avait ordre de suivre le comte Grouchy, avait pu arriver assez tôt avec 2 batteries d'artillerie légère; des chemins presque impratiquables l'en empêchèrent. La nuit vint encore favoriser les fuyards. Après une courte halte à Champ-Aubert, le maréchal Marmont se remit à la poursuite de l'ennemi; les cuirassiers du général Doumerc chassèrent du débouché de la forêt d'Étoges le peu de troupes de son arrière-garde qui parvinrent à se faire jour; le maréchal mit ensuite

1814. France. pied à terre, et recommandant à la division Lagrange, poussée en avant, de ne point tirer, il entra dans Étoges, où il surprit le prince Urusoff; 600 hommes et 8 pièces d'artillerie tombèrent en son pouvoir.

Le maréchal Marmont passa la nuit dans cet endroit; le comte Grouchy bivouaqua à Champ-Aubert avec la cavalerie du comte Saint-Germain et la division Leval; l'empereur vint coucher, le soir même, à Montmirail, avec le reste de l'armée.

La journée de Vauchamps, qui ne coûta à Napoléon que 600 hommes, lui valut 15 pièces d'artillerie, 10 drapeaux et 2,000 prisonniers; l'ennemi eut en outre près de 7,000 hommes tant tués que blessés. Cette bataille fut glorieuse pour l'armée française, elle le fut surtout pour la cavalerie et pour son brave et habile chef, le comte Grouchy, colonel général des chasseurs.

15 février. *Retraite de l'armée de Silésie au delà de Châlons.* — Le 15, le feld-maréchal Blucher passa la Marne et vint s'établir au delà de Châlons; il y fut rejoint le 16 par les débris de tous les corps battus de l'armée de Silésie.

Tant d'échecs successifs durent lui ouvrir les yeux sur toutes les fautes qu'il avait commises; et il dut se repentir, en ne tenant pas ses forces réunies, de les avoir fait battre séparément les unes après les autres. S'il avait agi autrement, il aurait pu lutter avec avantage contre l'armée française, puisque la sienne était trois fois plus nombreuse, et continuer peut-être sa marche sur Paris; ses corps étant épars lorsqu'il fut attaqué, il n'avait qu'à se retirer prudemment par Châlons derrière la Marne. Mais avant de prendre les funestes mesures qui le perdirent, il crut avoir assez fait en expédiant, le 10, un de ses officiers d'état-major au prince de Schwartzenberg pour l'engager à faire une diversion en sa faveur sur le flanc droit de Napoléon, comme s'il devait compter sur un pareil secours, et comme si ce secours pouvait arriver assez tôt pour le sauver! Ignorait-il que le généralissime, déjà avancé sur les deux rives de la Seine, marchait sur Paris, conformément aux dispositions arrêtées au château de Brienne dans la conférence du 2 février?

« L'armée française, dit un écrivain militaire [1], en contemplant les trophées, fruits heureux des conceptions de son chef, était loin de penser qu'ils lui feraient commettre une faute dont dépendaient les destinées de l'empire. A son arrivée à Troyes, Napoléon, envisageant avec effroi les conséquences de la bataille de la Rothière, et récapitulant ses ressources présentes et éventuelles, avait jugé avec raison que l'Italie serait perdue sans retour si la France n'était sauvée. Il prescrivit en conséquence au prince vice-roi de jeter des garnisons dans les grandes places, de repasser les Alpes avec son armée, et d'entrer de suite en action sur la base d'opérations des alliés. 1814. France.

« Cette mesure aurait eu d'importants résultats ; mais, après le combat de Champ-Aubert, entrevoyant une série de victoires, il se hâta de révoquer ses ordres. Étrange présomption de juger comme entièrement décisif un simple retour de fortune, et de croire son génie assez puissant pour vaincre ses innombrables ennemis, sans user même de toutes ses ressources. »

En même temps qu'il envoya les bulletins de ces brillants succès, l'empereur voulut donner à la ville de Paris le spectacle d'une sorte de triomphe. Il ordonna d'y faire entrer en plein jour le général Alsuwieff et les autres généraux, avec les 18,000 prisonniers qu'il venait de faire à l'armée de Blucher. La générosité française, qui ne voit plus que l'homme dans l'ennemi malheureux et désarmé, se signala, en cette occasion, d'une manière d'autant plus noble, que ce même ennemi traitait les habitants du sol français avec beaucoup moins d'humanité. Toutes sortes de secours furent prodigués à cette colonne. Napoléon avait ordonné que des détachements de la garde nationale iraient recevoir à Meaux ces prisonniers, et les escorteraient jusqu'à Versailles. Un pareil ordre pouvant être regardé comme un moyen d'attirer ces citoyens hors de la capitale pour les incorporer dans l'armée, le maréchal Moncey craignit de ne pas être obéi, et il fit tant auprès de Joseph que des troupes de ligne furent envoyées à Meaux [2]. La garde nationale ne fit que recevoir les

[1] *Mémoires pour servir à l'histoire de la campagne de* 1814, par le général Koch.

[2] Plus tard, à son arrivée à Nangis, l'empereur approuva cette prudence.

1814. France. prisonniers aux barrières et les conduire, à travers la ville, le long des boulevards, jusqu'à Versailles. L'empereur comptait rassurer les Parisiens par l'aspect des résultats de sa victoire et les étourdir sur les dangers qui venaient d'être éloignés ; mais, dans le même temps, de nouveaux dangers menaçaient la capitale.

14 février. *Prise de Soissons par le général russe Wintzingerode.* — Nous avons conduit le général Wintzingerode [1] jusqu'à Namur. Il s'y était reposé depuis le 30 janvier jusqu'au 6 février. Ce jour-là, il marcha sur Avesnes, par Sombref, Binche, Beaumont et Solre, évitant le Quesnoy, Maubeuge et Philippeville. On n'avait eu ni les moyens ni la volonté de mettre Avesnes à l'abri d'un coup de main. Une compagnie de vétérans était plutôt la garde de police que la garnison de cette place, dont les ouvrages se trouvaient d'ailleurs en très-mauvais état. Le 9, les portes furent ouvertes à l'avant-garde russe, qui occupa ainsi, sans coup férir, l'une des grandes communications de la capitale. De là, le général Wintzingerode continua sa marche sans obstacle ; mais, avant d'exécuter l'ordre qu'il avait reçu de rejoindre l'armée de Silésie derrière Châlons, il voulut tenter, le 14, sur Soissons, un coup de main qui lui réussit. Cette place, importante par sa position sur l'Aisne et sur les routes de Compiègne et de Château-Thierry, n'avait pas été restaurée ; aucun ouvrage n'en défendait les portes, et rien n'était plus facile que d'escalader les remparts, des brèches étant ouvertes presque sur tous les points. Ce n'était pas avec les cadres de 6 bataillons, un dépôt de 600 Italiens et une centaine de gendarmes que l'on pouvait espérer de conserver Soissons ; néanmoins le général de division Rusca prit toutes les mesures de défense que lui permettait la faiblesse de la garnison ; il se porta sur la porte de Laon, au foubourg Saint-Vaast, qui était le point le plus menacé, et s'y fit tuer. L'ennemi monta à l'escalade, et vint aussitôt ouvrir la porte aux colonnes russes ; malgré les plus grands efforts, le général Lonchamps fut chassé du pont. On se battit dans les rues avec acharnement ; 800 hommes, tant Français que Russes, restèrent sur le carreau. Les seuls géné-

[1] Commandant l'un des corps de l'armée alliée dite du Nord.

raux Dauloup-Verdun et Berruyer se retirèrent, après une valeureuse résistance, par la route de Compiègne, avec quelques gendarmes. Le général Lonchamps, sorti de la ville avec les cadres de 3 bataillons, fut fait prisonnier par la cavalerie du général Czernicheff; pas une seule pièce d'artillerie ne fut sauvée. 1814. France.

Marche de la principale armée alliée sur Fontainebleau et Nangis; combats de Sens, de Nogent, de Cuterelles. — Sur ces entrefaites, des ordres plus pressants forcèrent le général Wintzingerode à rejoindre en toute hâte l'armée de Silésie et à abandonner sa conquête, et dans le même temps le maréchal Mortier partit de Rocourt pour aller reprendre possession de Soissons. Dès lors Paris fut couvert dans cette direction; mais à un péril passé, à une crainte dissipée, devaient succéder de nouveaux périls, de nouvelles craintes. 10-14 février.

Les maréchaux Oudinot et Victor vont être forcés de se replier sur la dernière ligne de défense de la capitale; Nogent, Montereau et Auxerre n'arrêteront point la marche de l'armée du prince de Schwartzenberg; voyons par quelle suite d'événements la capitale était menacée de ce côté.

Telle était, le 9 février, la position des troupes laissées sous les ordres des deux maréchaux français : le maréchal Victor, avec le 2e corps d'infanterie, la réserve de Paris et la cavalerie du comte Milhaud, occupait, sur la rive gauche de la Seine, Romilly, Gelanne, Saint-Martin-le-Rosney et Pont, faisant éclairer les trois routes de Troyes à Nogent; le maréchal Oudinot était à Provins avec la division Rothembourg; deux compagnies de garde nationaux défendaient le pont de Bray dont on avait eu soin de rompre une arche; le général Pajol, avec 400 chevaux, observait la rive droite de la Seine, depuis Bray jusqu'à Montereau, où le général Pacthod achevait d'organiser 6,000 hommes de gardes nationales; le général Delort, au Fossard, gardait les approches de Montereau avec 600 chevaux; sur l'Yonne, se trouvaient le général de division Alix, à Sens, avec 2,400 hommes; les généraux Montbrun et Coëtlosquet, à Pont, avec 1,000 gardes nationaux et 600 chevaux; le général Moreau, à Auxerre, avec la compagnie départementale et quelques gendarmes. Depuis le 1er février, les ponts de

1814. France. Joigny et de Villeneuve-le-Roi étaient occupés par les Cosaques de l'hetmann Platoff.

Après être restée quelques jours à Troyes, la grande armée alliée marcha, le 10, sur Nogent, Sens et Auxerre. Les généraux Wittgenstein et de Wrede furent chargés de resserrer Nogent autant que possible. Le premier corps autrichien, alors commandé par le général Bianchi, reçut ordre de suivre, par Arcé et Cerisiers, le prince royal de Würtemberg, qui devait s'établir par la route de Sens dans les environs de cette place; ces deux corps d'armée devaient être soutenus par les réserves autrichiennes et la cavalerie légère du prince Maurice de Lichtenstein.

Le 11, le corps du prince de Würtemberg était réuni sous les murs de Sens, en avant du faubourg de Fontvannes; mais déjà il n'était plus possible de s'emparer de la ville par un coup de main. Comme les Cosaques l'investissaient depuis quelques jours, l'on s'était hâté de murer les portes, que l'ennemi voulut inutilement enfoncer à coups de canon; il chercha ensuite à incendier la ville, mais il ne put y parvenir. Il lui eût été bien difficile de s'emparer de Sens par la force, et peut-être même y aurait-il renoncé, n'en ayant point l'ordre, lorsque quelques hommes, indignes du nom français, vinrent lui faire connaître un passage que l'on croyait facile, par une petite porte du collége attenant au mur d'enceinte. Bientôt il l'enfonce, mais il est arrêté par une muraille construite depuis peu de jours. Les traîtres ne se découragent pas, une nouvelle issue est indiquée, l'ennemi arrive enfin dans la cour du collége; mais, pour entrer dans la ville, il faut enfoncer une autre porte et forcer une grille derrière lesquelles est retranchée la garnison. D'un autre côté, les assaillants ont déjà escaladé les remparts en deçà de l'Yonne; ceux qui sont maîtres du collége redoublent alors d'efforts et parviennent à forcer la porte et la grille. Le général Alix voyant qu'il ne peut se maintenir plus longtemps dans la ville, se retire, mais en combattant, et fait passer en bon ordre le pont de Sens à sa troupe. Le prince royal, qui sait que le pont est miné, n'ose troubler la retraite du général Alix, et celui-ci, après avoir rallié les généraux Montbrun et Coëtlosquet, vient rejoindre le général

Delort à Montereau, où les Cosaques l'avaient forcé de se replier. 1814. France.

Le général Pajol, qui avait toutes ces troupes sous ses ordres immédiats, plaça le général Alix en avant de Montereau, ayant au Fossard un bataillon et deux pièces de 4 ; et le général Delort, avec toute la cavalerie, sur la rive droite de la Seine, entre Montereau et Égligny ; il fit entrer en ligne la division Pacthod, et confia la défense de Moret aux gardes nationaux du général Montbrun ; mais voyant les ponts à sa gauche forcés par le prince de Würtemberg, qui, de Sens, avait continué son mouvement sur Bray, et menacé dans Montereau par le corps de Bianchi, qui avait déjà délogé ses avant-postes du Fossard, il jugea d'autant plus necessaire de se retirer, que les maréchaux Victor et Oudinot avaient battu en retraite sur Nangis ; il détruisit le pont de Montereau, et vint, le 14, s'établir au Châtelet.

L'avant-garde ennemie courut de Montereau sur Moret, que le général Montbrun venait d'évacuer peut-être avec trop de précipitation, et s'empara de Fontainebleau, où elle ne trouva personne à combattre ; dans le même temps, l'hetmann Platoff s'emparait de Montargis et de Grez, et enlevait dans Nemours 300 fantassins et les élèves de l'école des sous-officiers envoyés, les premiers de Melun et les seconds de Fontainebleau. Sous prétexte que le commandant d'Auxerre avait renvoyé au prince Maurice de Lichtenstein une sommation qu'il lui avait adressée de Joigny, la ville subit le sort d'une ville prise d'assaut, et sa faible garnison fut passée au fil de l'épée sur la route de Toucy, par où elle se retirait. Le genéral Moreau et quelques autres officiers et soldats parvinrent seuls à se sauver.

De son côté, le maréchal Victor, ayant appris la marche des comtes de Wrede et de Wittgenstein, et ayant vu déboucher de Saint-Martin le général Hardegg, plaça l'infanterie du comte Gérard, moitié à Mâcon, sur sa droite, et moitié à Saint-Aubin, la cavalerie du comte Milhaud en première ligne ; le 2e corps d'infanterie, à Nogent ; mais, comme il n'avait pas fait garder le ravin où coule l'Ardusson, le général Hardegg descendit sans obstacle, et le genéral Pahlen, commandant l'avant-garde de Wittgenstein, après avoir repoussé le peu de troupes placées à

1814. France. la droite de cette petite rivière pour défendre le pont de la Chapelle, vint s'établir dans le château de ce nom.

Le lendemain, 11, le général Bourmont fut laissé à Nogent, qu'il devait défendre avec les cadres du 18e de ligne et des 11e et 29e légers. Le maréchal Victor passa sur la rive droite de la Seine, et plaça le 2e corps d'infanterie, l'infanterie du comte Gérard et la cavalerie du comte Milhaud à Melz, Mériot et Plessis-Mériot; il ne pouvait rester sur la rive gauche, devant des forces aussi considérables que celles des comtes de Wrede et de Wittgenstein.

Nogent est une ville ouverte, où l'on n'avait pas eu le temps d'exécuter les ouvrages ordonnés par l'empereur; toutefois on crénela les maisons, on barricada les rues du faubourg de Troyes qui aboutissaient au pont, et une centaine d'hommes furent jetés dans une maison de plaisance, dite le Belvéder, en avant du faubourg. Par ces dispositions, le général Bourmont espérait, sinon conserver Nogent, du moins retarder de quelques jours la marche des alliés. Une division d'infanterie s'étant avancée d'abord pour entrer dans la ville, fut forcée de se retirer sous un feu meurtrier de mousqueterie; elle revint trois fois à la charge avec une seconde division et de l'artillerie, mais trois fois elle échoua, perdant considérablement de monde par les feux croisés dirigés de la ville et du faubourg. Vers minuit, le général Bourmont fut blessé au genou, et laissa le commandement au brave colonel Voirol, du 18e. La fusillade continua toute la nuit.

Le lendemain matin, 12, l'ennemi était parvenu à enlever une partie du faubourg, et entre autres le Belvéder; mais la ville et le pont tenaient encore, et il en acheta chèrement la possession. En vain quelques maisons étaient incendiées par des obus, il n'avançait pas plus vite, lorsque les gardes nationaux, chargés de défendre Bray, l'ayant abandonné à l'approche du comte de Wrede, le maréchal Victor ordonna d'évacuer Nogent. Le colonel Voirol, qui ne voulait pas laisser à l'ennemi la facilité de l'atteindre dans sa retraite, fit sauter le pont, et ensevelit sous ses décombres une cinquantaine de Russes commandés par un officier, qui s'y étaient imprudemment engagés; il se retira par la route de Provins. 1,800 Russes périrent

devant Nogent; les Français n'y perdirent que 400 hommes. 1814. France.

Le 11, le généralissime avait reçu à Troyes les dépêches du feld-maréchal Blucher, qui lui apprenait la défaite d'Alsuwieff et la situation critique de l'armée de Silésie, dont les corps épars étaient menacés par Napoléon, à la tête de 50,000 hommes. Aussitôt il ordonna au comte Barclay-de-Tolly de se concentrer à Méry au général Diebitsch de se porter en avant de Plancy, avec la division de cavalerie de la garde russe et une brigade de grenadiers, pour établir, le plus promptement possible, la communication entre les deux armées ; au comte Wittgenstein de passer la Seine à Pont, et de marcher sur Villenoxe; et au comte de Wrede de passer la Seine à Bray, et de marcher sur Provins. Le 13, tous ces mouvements furent exécutés ; l'arrière-garde française abandonna Villenoxe et Provins, et se retira sur la route de Nangis. Les ponts de Bray furent rétablis, et il en fut construit un de bateaux à Nogent. La tête de colonne du comte de Wrede avait à peine passé la Seine, que le maréchal Oudinot occupa Saint-Sauveur. Aussitôt après la nouvelle de la prise de Bray, ce maréchal s'était avancé avec la division Rothembourg et la brigade Gauthier, arrivée en poste de l'armée du maréchal Soult ; il voulait disputer le passage de la Seine, ou du moins combattre ce qui pourrait l'avoir déjà passée.

Sans perdre de temps, le comte de Wrede fit marcher la division Lamotte sur la route de Donnemarie, envoya sur Everly deux régiments de cavalerie pour couvrir la route de Provins, et ordonna au général Frimont, qui ne pouvait pas arriver avant midi, de placer la division Rechberg sur la route de Donnemarie, la division Hardegg près des Ormes, et la cavalerie Spleny à Everly. L'avant-garde du général Lamotte força les Français à évacuer Saint-Sauveur, et leur fit quelques prisonniers. Mais le comte de Wrede, ayant formé son avant-garde sur les hauteurs de Vimpelles, et poussé des tirailleurs jusque sous le village de Cuterelles, fortement occupé par trois brigades d'infanterie, jugea la position du maréchal Oudinot inattaquable de front, et résolut alors de tourner la gauche des Français. A cet effet, il ordonna à son chef d'état-major d'occuper le village de Luisetaines, avec 800 hommes et 700 che-

1814. France. vaux ; le maréchal s'en aperçut, et il envoya sur Luisetaines trois bataillons avec trois pièces d'artillerie. Ils y étaient établis lorsque l'ennemi, renforcé par 800 hommes et 4 pièces, les en chassa et les poursuivit jusque sur les hauteurs de Donnemarie.

Le maréchal Oudinot, après avoir ainsi défendu sa position de Cuterelles, ne pouvait s'y maintenir davantage. Le comte de Wrede était en ligne avec toutes ses forces, et il allait attaquer avec succès, lorsqu'une forte colonne engagea un vigoureux combat sur sa droite avec la division Hardegg, sur les hauteurs de Paroy ; c'était une partie du corps du maréchal Victor, qui, se retirant de Provins, avait marché en deux colonnes sur les routes de Nangis et de Donnemarie, pour appuyer le mouvement du maréchal Oudinot. La nuit commençait, et l'ennemi jugea prudent de ne point attaquer Cuterelles ; il se contenta de renforcer le point important de Luisetaines, en bivouaquant dans les positions suivantes : la division Lamotte, de Vimpelles à Luisetaines, celle de Rechberg en deuxième ligne derrière le ruisseau de la Vieille-Seine, le corps du général Frimont à Everly, l'artillerie restant attelée sur les hauteurs entre les deux lignes.

Pendant la nuit, les Français se retirèrent tranquillement sur Nangis, où ils prirent position; le lendemain, à trois heures du matin, ils furent renforcés par le maréchal Macdonald, qui s'établit à Guignes avec 12,000 hommes environ. Ce maréchal était parti de Meaux avec toutes les troupes de ligne et ce qu'il y avait de disponible en gardes nationales, d'après l'ordre de l'empereur, à qui le maréchal Oudinot avait fait connaître le passage de la Seine par les alliés, et la nécessité d'envoyer des renforts.

Séparés de Napoléon qui achevait son mouvement contre Blucher, les trois maréchaux firent connaître à Joseph leur position et celle de l'ennemi, et lui demandèrent des ordres comme au lieutenant de l'empereur dans la première division militaire où s'effectuaient leurs opérations.

15 février. *Les maréchaux Oudinot, Victor et Macdonald, concentrent leurs troupes sur l'Yères.* — Un conseil, composé de militaires qui connaissaient le théâtre des hostilités, fit sentir au roi Jo-

seph combien il serait dangereux de laisser ces corps d'armée, sous trois chefs égaux en autorité, devant un ennemi supérieur en forces, et surtout en cavalerie, dans les plaines de la Brie. Il fut donc décidé qu'on les rappellerait sur la rivière d'Yères. Cette ligne présentait des points susceptibles de défense, surtout à Villeneuve-Saint-Georges, regardé par Turenne comme une position excellente pour une petite armée; elle avait de plus ce grand avantage que la droite se refusait, et que la position de Villeneuve pouvait être conservée pour la retraite, tandis que la gauche, en obliquant, se dirigeait vers le point par où l'empereur devait effectuer sa jonction; il était permis de croire que l'on pourrait s'y maintenir jusqu'à son arrivée.

1814. France.

D'après les instructions qui leur furent adressées [1], les maréchaux prirent, le 15, les positions suivantes : le maréchal Victor s'établit à Chaulmes, la gauche à Fontenay, la droite à la forêt de Sénart, sur un plateau couvert de vignes et baigné au pied par un ruisseau encaissé. Le maréchal Oudinot s'établit à Guignes, sur la grande route de Paris à Provins, ayant ses avant-postes en avant de Mormant, et son quartier général à Ouzouer-le-Vougy. Le maréchal Macdonald, plus loin, s'établit à Solers. En même temps, le général Pajol eut l'ordre de quitter le Châtelet et de se replier sur Cramayel, communiquant par Sognolles avec le maréchal Macdonald, et par Lieursaint et Corbeil avec le général Charpentier, qui était à Essonne avec une division de jeune garde nouvellement organisée. On s'occupa également de faire préparer des ponts de bateaux pour faciliter le passage de la Seine au-dessus du confluent de la Marne, afin que si les maréchaux venaient à perdre la ligne de l'Yères et la position de Villeneuve-Saint-Georges, ils pussent se retirer à la gauche de la Seine, comme à la droite de la Marne.

Cependant l'alarme se répandit dans la capitale, qui crut tout perdu et l'ennemi à ses barrières. Par l'effet d'un malentendu, le parc d'artillerie, qui devait s'établir en deçà de l'Yères, repassa la Marne et fut placé sous Paris dans le parc de Bercy;

[1] Napoléon approuva entièrement ces dispositions lorsqu'il reprit à Nangis son mouvement contre le prince de Schwartzenberg.

1814. France. les craintes furent telles qu'à peine fut-on rassuré lorsqu'on le sut parti pour se rapprocher de l'armée.

Les maréchaux ne furent point inquiétés par la grande armée alliée, que la défaite de Blucher et le nouveau mouvement de l'empereur, forcèrent à reprendre les anciennes positions de la Seine et de l'Yonne; les corps de Bianchi, de Wittgenstein et de Würtemberg, furent employés à masquer et à protéger cette retraite, ordonnée, le 15, par les souverains assemblés à Nogent.

CHAPITRE III.

SUITE DE L'ANNÉE 1814.

Napoléon reprend l'offensive sur la grande armée des alliés. Combats de Mormant, de Valjouan, de Montmirail, de Montereau; le maréchal Oudinot reprend Provins. L'armée reçoit une nouvelle organisation. Combat de Méry. L'armée française rentre dans Troyes. Nouveau plan d'opérations des alliés. Nomination de commissaires pour traiter d'un armistice. Napoléon se détermine à marcher une seconde fois contre l'armée de Silésie. Le feld-maréchal Blucher s'avance vers Paris par la vallée de la Marne; jonction des corps d'armée des maréchaux Mortier et Marmont à la Ferté-sous-Jouarre. Retraite de ces deux maréchaux; combat de Meaux. Blucher suspend sa marche sur Paris. Les maréchaux Mortier et Marmont demandent des renforts au conseil de régence. Combats de Gué-à-Trême et de Lizy. L'ennemi s'empare de la Fère. Napoléon s'avance sur les derrières de l'armée de Silésie; Blucher se retire sur l'Aisne; combat de Neuilly-Saint-Front; capitulation de Soissons. Jonction des deux armées alliées du Nord et de Silésie. Reprise de Reims sur les alliés. Combat et bataille de Craone. Journées de Laon. L'armée française se retire sur Soissons. Les alliés rentrent dans Reims, et en sont chassés une seconde fois. Poursuite de l'ennemi sur Béry-au-Bac; reprise de Châlons et d'Épernay par les Français. La grande armée alliée reprend l'offensive; combats de Bar et de la Ferté. Combat de Bar-sur-Seine; affaire du pont de la Barce. L'armée, française, retirée sous Troyes, abandonne cette ville; suites de la retraite du maréchal Macdonald; ce maréchal prend une ligne de défense sur la Seine; il continue sa retraite sur Provins. Marche de Napoléon sur l'Aube. Combats de Fère-Champenoise, de Plancy et de Méry. Affaires d'Arcis-sur-Aube. L'armée française marche sur Saint-Dizier. Les alliés prennent la résolution de s'avancer sur Paris. Les maréchaux Mortier et Marmont cherchent, d'après les ordres de Napoléon, à se rapprocher de lui.

Le jour même du glorieux combat de Vauchamps, 14 février, Napoléon avait reçu des dépêches de son frère Joseph et des trois maréchaux Victor, Oudinot et Macdonald, qui lui annonçaient les nouveaux dangers dont Paris était menacé par suite des grands mouvements de la grande armée alliée. Il ne fallait rien moins que l'étonnante activité de l'empereur des Français, pour qu'il pût arriver, avant l'ennemi, des bords de la Marne à ceux de l'Yères. 1814. France.

1814. France. 17 février. *Napoléon reprend l'offensive sur la grande armée des alliés.* — Le 15, à la pointe du jour, il partit de Montmirail avec sa garde, et vint coucher à la Ferté-sous-Jouarre. Arrivé à Guignes le 16, il y rallia la division de dragons du général Treilhard venant de l'armée du midi, et environ 1,100 soldats d'élite de la même armée, ou tirés des dépôts de la garde. L'infanterie avait fait ces marches forcées, partie en poste, partie à pied ; la cavalerie avait marché nuit et jour. Pour assurer la gauche de sa nouvelle ligne d'opérations, Napoléon avait laissé à Étoges le corps d'infanterie du maréchal Marmont et le premier de cavalerie en observation devant le feld-maréchal Blucher. Le colonel-général comte Grouchy se trouvait placé à la Ferté-sous-Jouare, avec 800 chevaux et la division Leval, pour soutenir, de ce point, soit le maréchal Marmont, soit le maréchal Mortier, qui, posté à Villers-Coterets, observait le corps russe de Wintzingerode ; soit enfin le général Vincent, placé à Château-Thierry, avec quelques escadrons, pour couvrir la route de Paris à Châlons.

L'empereur arrêta à Guignes les dispositions convenables pour l'exécution du nouveau plan offensif qu'il avait médité. Chacun des maréchaux Victor, Oudinot, Macdonald, Ney, ainsi que le général Pajol, reçurent leur ordre de mouvement. Napoléon plaça la cavalerie de la garde, en colonne, entre Fontenay et Chaulmes ; l'infanterie de la vieille garde dans ce dernier village ; les deux divisions de jeune garde devaient occuper la Houssaie ; les parcs d'artillerie, rappelés de Brie et de Charenton, avaient ordre de marcher toute la nuit du 16 au 17 pour arriver à Ouzouer-le-Vougis ; le parc du génie et les sapeurs devaient seuls passer le pont des Seigneurs pour arriver à Guignes.

Toute l'armée dut se tenir prête à avancer et à combattre le 17 au point du jour.

Ainsi que nous l'avons déjà dit, le prince de Schwartzenberg avait ordonné aux généraux Wittgenstein et de Wrede, et au prince de Würtemberg d'arrêter leur mouvement. Toutefois, Wittgenstein avait continué sa marche de Provins sur Nangis, poussant même son avant-garde, commandée par le comte Pahlen, sur les routes de Rosoy et de Brie-Comte-Robert.

Celle-ci, assaillie le 16, à la hauteur de Beauvoir, par l'arrière-garde du maréchal Oudinot, qui fit brusquement volte face, fut rejetée jusque sur Bailly, où elle trouva protection sous le feu d'une artillerie nombreuse et d'une brigade d'infanterie. Le généralissime écrivit dans la nuit au comte Wittgenstein, pour lui notifier que sa marche imprudente sur Nangis et Mormant le compromettait; qu'en portant sur la rive droite de la Seine son corps et ceux du comte de Wrede et du prince de Würtemberg, son dessein (à lui prince de Schwartzenberg) avait été, moins de s'avancer sur Paris que d'établir ces mêmes troupes à Montereau, Donnemarie et Provins, de manière à faire front sur le flanc droit de l'armée française. Il ordonnait, en conséquence, au général russe de se retirer le lendemain au point du jour sur Provins, laissant seulement les troupes de Pahlen échelonnées à Nangis; d'occuper Villenoxe par deux bataillons et quelque cavalerie; de s'éclairer sur la Ferté-Gaucher et Coulommiers; enfin, dans le cas où il serait forcé à se replier, de venir se réunir, par Bray, à la grande armée.

1814. France.

Cette dernière occupait alors les positions suivantes :

Les réserves russes aux environs de Nogent, les Bavarois à Donnemarie, la division Hardegg à Nangis, les Wurtembergeois à Montereau, le général autrichien Bianchi entre Villeneuve-la-Guyard et Moret, son avant-garde à Fontainebleau; le général Giulay à Pont-sur-Yonne, les réserves autrichiennes et la cavalerie légère du prince Maurice de Lichtenstein à Sens. On vient de voir que le général Wittgenstein avait le gros de son corps à Nangis, et son avant-garde à Mormant.

Disséminée sur une ligne aussi bizarre, la grande armée alliée n'avait donc à opposer, ainsi qu'il est facile de le remarquer, aux 45,000 combattants, formant la masse bientôt mise en mouvement par l'empereur, que les 3 corps de Wittgenstein, de Wrede, et du prince de Würtemberg, échelonnés sur la rive droite de la Seine.

Conformément aux instructions données, l'armée française s'ébranla le 17; le général Alix, avec sa division et la cavalerie retirée au général Montbrun [1], ayant pour réserve la division

[1] Ce général fut traduit devant un conseil d'enquête pour s'être retiré à Essonne, au lieu de défendre Moret et la forêt de Fontainebleau.

1814. France. du général Charpentier, se porta de Melun sur Fontainebleau, dont il chassa le général Hardegg. Le comte Pajol partit de Saint-Germain-de-Laxis, et vint s'établir avec la division Pacthod au Châtelet, aux Ecrennes et à l'Ecluse, d'où il chassa les Wurtembergeois.

17 février. *Combats de Mormant et de Valjouan.* — En même temps l'empereur, à la tête du 2e corps, se mit en marche de Guignes sur Nangis. Le comte Pahlen occupait Mormant avec environ 2,500 fantassins et 1,800 chevaux ; de belles routes et de vastes plaines permettaient à la cavalerie de se déployer. Le maréchal Victor, avec son infanterie, ouvrit l'attaque sur le village de Mormant, tandis que la cavalerie du comte de Valmy tournait le village par la droite, celle du comte Milhaud par la gauche, et que de nombreuses batteries s'avançaient pour le foudroyer. Les 11e et 7e corps d'infanterie, arrivant ensuite, formèrent seconde ligne, et la garde resta en réserve à Guignes. Un bataillon du 32e de ligne, commandé par le chef de bataillon Gerard, entre dans Mormant au pas de charge; le combat est à peine disputé ; les carrés ennemis sont ébranlés par l'artillerie, et enfoncés par la cavalerie. Les vaincus prennent la fuite dans la direction de Provins et de Villeneuve-le-Comte, et sont poursuivis par les dragons pendant plusieurs lieues; 11 pièces de canon, 40 caissons et au-delà de 2,000 fantassins tombent au pouvoir des Français, et attestent la défaite de l'ennemi, dont la cavalerie seule parvient à s'échapper.

L'empereur ordonna aux colonnes victorieuses de continuer à marcher en avant; au maréchal Oudinot, avec la division Treilhard et le 7e corps d'infanterie, de se diriger à gauche sur Provins; au maréchal Macdonald, avec le 11e corps d'infanterie, et les divisions Piré et Briche au centre, de se porter sur Donnemarie.

Le maréchal Victor s'avança à droite sur Villeneuve-le-Comte avec le 2e corps d'infanterie, l'infanterie du général Gérard, les dragons Lhéritier, et 500 chevaux du premier corps, amenés du dépôt des remontes par le comte Bordesoulle ; la garde impériale, fatiguée de ses marches précédentes, resta à Nangis.

Le maréchal Oudinot vint bivouaquer à Maisonrouge et Vau-

villiers, non loin de Provins, et força le comte de Wittgenstein à presser sa retraite. 1814. France.

Le maréchal Macdonald fit bon nombre de prisonniers à la division Hardegg, et fit coucher l'infanterie à Maigneux, la cavalerie à Jaulney, Villenauxe et Montigué.

Vers trois heures de l'après midi, le maréchal Victor rencontra sur la route, à la hauteur de Valjouan, la division bavaroise Lamotte, occupant, avec un bataillon, la Grande-Maison et Villeneuve, et ayant sa cavalerie formée à droite, dans la direction de Mazures. Il ordonna aussitôt au comte Gérard d'engager l'action, et marcha de sa personne avec la cavalerie, contre celle de l'ennemi, qui voulut se retirer. Le général Gérard ne se fut pas plutôt déployé, sous la protection d'un feu d'artillerie et de tirailleurs, que, profitant d'un ravin boisé, il se porta par sa gauche, avec une division, sur les derrières des Bavarois, tandis qu'un bataillon du 86e enlevait Villeneuve par sa droite. L'ennemi chassé de ce village, fut chargé sur ses derrières par 3 escadrons du général Bordesoulle, et culbuté sur la lisière du bois qu'occupaient également les Bavarois. Si le général Lhéritier, devant qui cette infanterie se sauvait, eût chargé, *comme il devait*, il l'aurait toute prise; l'empereur en fit, après l'affaire, de vifs reproches à cet officier, d'ailleurs d'une bravoure reconnue.

Cependant le général Lamotte, trop faible pour soutenir un plus long combat, avait formé son infanterie en carré, et commençait sa retraite sur Donnemarie, lorsqu'il fut attaqué à la baïonnette, et mis dans le plus grand désordre par l'infanterie du comte Gérard, qui déboucha du bois. Les Bavarois parvinrent toutefois à se rallier et à continuer leur retraite, parce que non-seulement le maréchal Victor ne fit point appuyer par la cavalerie le mouvement de l'infanterie, mais encore parce qu'il enjoignit au général Gérard de venir s'établir à Montigny-Lancoup. Le combat de Valjouan valut aux vainqueurs 3 pièces de canon, et près de 1,000 prisonniers. L'armée française n'avait pas eu plus de 800 hommes hors de combat depuis le matin.

Le maréchal Victor, ne croyant pas pouvoir arriver le 17 au soir devant Montereau, s'arrêta à Salins, qui en est éloigné de deux lieues.

1814. France. Le mécontentement que Napoléon témoigna de ce retard [1] ne peut inculper le maréchal, qui allégua d'ailleurs l'extrême fatigue de ses troupes; car, alors même qu'il eût poussé ce jour-là jusqu'à Montereau, il est peu probable que le prince de Würtemberg, occupant cette place depuis trois jours, eût reculé sans combattre. Il n'était pas possible non plus de lui couper la retraite, ou d'empêcher les Bavarois et le général Wittgenstein de repasser la Seine à Bray ou à Nogent.

17 février. *Combat de Montmirail.* — Le même jour, 17, le maréchal Marmont remportait un avantage signalé sur le corps volant du général Diebitsch. Il avait été informé la veille par le comte Grouchy qu'un corps ennemi venant de Sézanne, avait chassé de Montmirail la faible garnison qu'on y avait laissée. Aussitôt ce maréchal vint d'Etoges coucher à Corrobert, d'où il chassa les coureurs ennemis.

Le lendemain il marcha par Fontenelle sur Montmirail. Il fit commencer l'attaque par un feu d'artillerie, mais les Russes n'ayant tiré que quelques coups de fusil, il jugea qu'ils voulaient simplement couvrir leur retraite. Aussitôt, et sur son ordre, la brigade Pelleport entra au pas de charge dans le faubourg, où elle fit une centaine de prisonniers, tandis que le colonel Ghneser pénétrait dans la ville, après l'avoir tournée par la gauche. Le général Diebitsch se retira en toute hâte sur Pont-Saint-Prix, heureux d'échapper à la cavalerie du général Doumerc.

Le maréchal Marmont sut alors plus positivement qu'il n'avait pas affaire à forte partie, et il s'établit sans crainte à Montmirail, où le bruit du canon avait attiré le comte Grouchy.

A son arrivée à Nangis on annonça à Napoléon la présence aux avant-postes d'un aide de camp du prince de Schwartzenberg qui venait lui demander une suspension d'armes, en disant que les conférences de Châtillon, suspendues pendant quelques jours, venaient d'être reprises sur des bases admises par M. de Caulaincourt, ce qui était faux. Mais les succès obtenus par

[1] Le bulletin officiel s'exprimait ainsi : « C'est une faute grave ; l'occupation des ponts de Montereau aurait fait gagner un jour, et prendre l'armée autrichienne en flagrant délit. »

l'empereur sur l'armée de Silésie et récemment sur celle de Bohème motivaient cette démarche. Il importait au généralissime d'arrêter sur-le-champ la marche rapide et victorieuse de Napoléon ; car l'armée de Bohême s'avançant en 4 colonnes sur une ligne de bataille de plus de vingt lieues, depuis Nogent jusqu'à Fontainebleau, une ou deux de ces colonnes couraient grand risque d'être enveloppées ou détruites, si l'empereur les devançait au passage de la Seine. Napoléon ne vit donc, dans ce qu'on lui proposait, que l'intention de l'arrêter au milieu de ses succès, ne voulut pas admettre près de lui le messager de la coalition, mais reçut la lettre du prince de Schwartzenberg, en disant qu'il répondrait plus tard, et continua, le 18, sa marche sur Montereau. Avant de partir de Nangis, il écrivit à M. de Caulaincourt pour lui faire connaître les avantages qu'il venait d'obtenir, depuis huit jours, sur les armées coalisées, lui recommandant de tout faire pour la paix, qu'il était prêt à accepter sur les bases proposées à Francfort, mais de ne rien signer sans son ordre. 1814. France.

Combat de Montereau. — Dès que le prince de Schwartzenberg fut informé des échecs éprouvés par les alliés à Mormant et à Valjouan, il se décida, en repliant son armée sur la rive gauche de la Seine, à attendre derrière cette barrière les mouvements ultérieurs de l'empereur des Français. Le prince de Würtemberg eut ordre de tenir toujours sa position de Montereau sur la rive droite, afin de couvrir la gauche de la grande armée alliée, et de protéger sa concentration. 18 février.

Le comte de Wrede repassa la Seine à Bray, prit position sur la rive gauche, et garda le pont ; le comte de Wittgenstein repassa aussi la Seine, établit une tête de pont à Nogent, sur la rive droite. Le quartier général fut transféré de Bray à Trainel, où les réserves se réunirent.

Dans la nuit du 17 au 18, Napoléon fit toutes les dispositions nécessaires pour attaquer avec succès la forte position occupée par les alliés devant Montereau. Le général Pajol, ayant reçu ordre de s'ébranler du Châtelet au point du jour, repoussa plusieurs escadrons ennemis qui se retirèrent sous la protection de l'infanterie embusquée dans le bois de Valence ; celle-ci, chargée à son tour, fut également forcée à la retraite. Le géné-

1814. France. ral français aurait continué sa marche, si la plaine n'avait été couverte par la cavalarie wurtembergeoise; il dut alors se borner à faire mettre 24 pièces en batterie sur la lisière du bois, et à déployer la division Pacthod sous la protection de leur feu. L'ennemi, qui riposta vigoureusement, parvint à démonter 12 de ces pièces.

A neuf heures du matin, le maréchal Victor était arrivé au pied de la hauteur de Surville; il y trouva le prince royal de Würtemberg établi sur deux fortes lignes entre Villaron et Saint-Martin.

Le général Chataux, jeune officier plein de feu et d'intelligence, et gendre du maréchal Victor, ouvre l'attaque avec la plus grande intrépidité, et s'empare de Villaron; mais ne se trouvant pas soutenu, il est repoussé avec perte. Loin de se décourager, il laisse en réserve une de ses brigades, tourne la position de l'ennemi, et se glisse vers les ponts par la route de Paris. Pendant ce temps, les troupes du général Pajol se maintenaient toujours sur le champ de bataille. Le général Delort, avec une faible brigade de cavalerie légère, arrêtait et chargeait, à trois reprises, plusieurs escadrons de hussards autrichiens. Le général Chataux allait s'emparer du pont de la Seine, lorsqu'il fut frappé mortellement par une balle. Sans ce funeste accident, qui jeta un grand désordre dans la brigade française, l'ennemi se serait trouvé entre deux feux; car la division Duhesme, à son tour, attaquait le village de Villaron. Le combat se prolongeait sur ce point, sans résultat décisif, lorsque vers une heure, le comte Gérard arriva avec son corps de réserve (celle de Paris). L'empereur lui fit dire par un de ses aides de camp, le général Dejean, de prendre le commandement de toutes les troupes, et de diriger l'attaque comme il l'entendrait.

Le général Gérard fit aussitôt avancer les 40 pièces attachées à son infanterie, et ne tarda pas à maitriser par son feu celui de l'ennemi; mais une attaque combinée et générale pouvait seule emporter la position formidable des alliés.

Le prince de Würtemberg ne croyant point l'artillerie française suffisamment soutenue, ordonne au général Daring de la charger avec deux bataillons d'infanterie. Celui-ci avait déjà réussi,

par ce mouvement brusque et imprévu, à enlever un canon, lorsque le général Gérard s'avance à la tête de 500 hommes, et le repousse avec perte sur sa ligne. 1814. France.

Sur ces entrefaites, vers deux heures, l'empereur arrive de Nangis au galop, et ordonne de gravir le plateau de Surville. Le gros de l'armée, formant environ 28,000 combattants, s'ébranle de toutes parts; en même temps, le général Delort accourt du bois de Valence, et fait, sur la route de Melun, une charge de cavalerie contre le flanc des alliés; il pénetre au centre d'une colonne qui a déjà atteint les premières maisons du faubourg, sabre le général qui la commande, et fait mettre bas les armes à la troupe. Les Austro-Wurtembergeois sont débordés et culbutés dans le défilé entre le revers des hauteurs de Surville et la Seine. Vivement poussés par la cavalerie, et voyant la plupart de leurs canons démontés, ils entrent pêle-mêle dans Montereau; mais les habitants, voulant se venger des mauvais traitements qu'ils ont soufferts, se servent de tous les moyens en leur pouvoir pour augmenter le désordre dans les rangs wurtembergeois, et aggraver leur perte.

Contenu par la mitraille de l'artillerie commandée par le général Dijeon, l'ennemi n'a pas même le temps de détruire le pont de l'Yonne. C'est en vain qu'il veut faire sauter celui de la Seine, la mine ne fait qu'un entonnoir sur clef; et les Français s'en emparent contre toute espérance. Les généraux Delort et Coëtlosquet le passent au galop, à la tête de la cavalerie du général Pajol, et précipitent la fuite des vaincus; ils sont suivis par le général Duhesme, qui entre au pas de charge dans la ville et fait main basse sur tout ce qu'il rencontre. Ces trois généraux poursuivent les fuyards dispersés sur la route de Sens. Les escadrons de service auprès de l'empereur, et le reste de la cavalerie chargent, entre la Seine et l'Yonne, le gros des Wurtembergeois qui cherchaient à gagner la Tombe, Maroles et Bazoles-les-Bray.

A la nuit, l'empereur établit son quartier général au château de Surville, la garde à Montereau, les deux divisions d'infanterie du comte Gérard, le 2e corps et une des brigades de cavalerie du général Pajol, au Fossard; les deux autres brigades à Varennes; et la division Pacthod sur la rive droite de la Seine.

1814. France. Cette victoire, qui fit dire à l'empereur : « Mon cœur est soulagé, je viens de sauver la capitale de mon empire! » lui donna 3,000 prisonniers, 4 drapeaux et 6 pièces de canon. Le prince de Würtemberg compta en outre plus de 3,000 hommes tant tués que blessés; les Français eurent près de 2,500 hommes mis hors de combat ; le général Delort avait été grièvement blessé[1], ainsi que le général Chataux, qui, plus malheureux, vint mourir à Paris, vivement regretté de l'armée.

Dans la même journée, le maréchal Macdonald, pressant au centre l'arrière-garde bavaroise, s'empara d'un parc d'artillerie. Malheureusement il ne put forcer a Bray le passage de la Seine; le comte de Wrède s'était établi sur la rive gauche, et avait si bien pris ses mesures, que les approches du pont furent inabordables.

18 février. *Reprise de Provins.* — A la gauche, le maréchal Oudinot s'était porté, dès le 17, de Nangis sur Provins; et dans la soirée, le général Wittgenstein, qui déjà battait en retraite de ce côté, avait traversé la dernière de ces villes dans le plus grand désordre. La cavalerie française étant trop fatiguée pour le poursuivre, son arrière-garde resta dans Provins et dans les environs. La nuit fut désastreuse pour les malheureux habitants en proie au pillage et exposés au choc de deux corps d'armée. Le lendemain, et pendant le combat de Montereau, l'avant-garde du maréchal Oudinot chassa l'arrière-garde ennemie, et marcha sur Nogent, se mettant ainsi en possession de la rive droite de la Seine.

L'empereur, maître du pont de Montereau, était en mesure de forcer les généraux de Wrede et Wittgenstein à abandonner la rive gauche de la Seine, puisqu'il avait la facilité d'opérer sur leurs derrières, en écrasant les corps épars jusqu'à Sens. Cette considération détermina le prince de Schwartzenberg à concentrer sur Troyes tant les troupes de la grande armée alliée que celles de l'armée de Silésie, qui reçut ordre de se

[1] La belle conduite de cet officier distingué, qui ne fut point mentionnée explicitement dans le bulletin officiel, lui valut le grade de général de division, et à sa brigade quarante décorations de la Légion d'honneur.

rendre de Châlons par Arcis sur Méry, où devait avoir lieu la jonction. Pour couvrir sa retraite, il ordonna au comte de Wittgenstein de défendre Nogent jusqu'à l'extrémité, au prince de Wurtemberg et au comte de Wrede, de se joindre à lui s'ils étaient poussés trop vivement. Ce mouvement de la grande armée alliée dégagea Orléans, tous les partis s'étant repliés aussitôt sur les routes de la Bourgogne et de la Champagne.

1814. France.

Avant son départ de Montereau, Napoléon venait d'apprendre que le 16 on avait remis à M. de Caulaincourt une lettre de M. de Metternich qui lui avouait que, pour surmonter la mauvaise volonté des cours alliées, il leur avait fait part de sa lettre confidentielle, et lui annonçait qu'en acceptant formellement les bases de Châtillon on pourrait arrêter immédiatement le cours des hostilités; que le 17 on avait repris les conférences à la condition que le plénipotentiaire français était prêt à se soumettre aux conditions proposées dans la dernière séance. Dans le conseil des souverains auxquels M. de Metternich avait communiqué la lettre confidentielle de M. de Caulaincourt, afin d'obtenir un armistice, il avait été décidé qu'un traité de paix préliminaire qui réaliserait pour la France l'effet de l'armistice, remplirait mieux l'objet de la coalition. En conséquence un projet en neuf articles avait été rédigé immédiatement et envoyé aux plénipotentiaires. Ceux-ci le présentèrent au ministre français, dans la même séance.

Les articles de ce projet portaient que Napoléon renonçait, pour lui et pour ses successeurs, aux acquisitions faites par la France depuis 1792, et à toute influence directe ou indirecte hors des limites de 1790; qu'en outre il ne s'immiscerait aucunement dans le partage des territoires cédés ni, en général, dans le règlement du sort des États européens; que l'Allemagne serait composée d'États indépendants unis par un lien fédératif; que la Hollande accrue de la Belgique constituerait le royaume des Pays-Bas gouverné par la maison d'Orange; que l'Italie serait divisée en États indépendants, et que l'Autriche y aurait des possessions dont les cours alliées se réservaient de déterminer l'étendue; que la Suisse serait un État libre et indépendant sous la garantie de toutes les puissances, y compris la France;

1814. France. que l'Espagne serait restituée à Ferdinand VII ; que l'Angleterre rendrait les colonies enlevées à la France pendant la guerre, à l'exception des îles de France, Bourbon et leurs dépendances dans les Indes orientales. L'île de Malte restait à l'Angleterre en toute propriété. Remise par Napoléon, après la ratification du traité, des forteresses des pays cédés, et de celles qui, en Allemagne, sont encore occupées par les troupes françaises, en l'état où elles se trouvent, avec leur artillerie, munitions, etc. Enfin remise, à titre de dépôt, des places de Besançon, Béfort et Huningue, jusqu'à ratification de paix définitive.

M. de Caulaincourt écouta avec un calme mêlé d'indignation la lecture de ces insolents articles, plus outrageants encore que ceux qui avaient été insérés au premier protocole. Il répondit qu'il allait en référer à son souverain, et qu'il présenterait plus tard ses observations et un contre-projet. Quand Napoléon reçut, à Montereau, communication du projet de préliminaires des alliés, il en fut exaspéré de colère et d'indignation. Il écrivit sur-le-champ à M. de Caulaincourt qu'il se croyait déjà déshonoré de ce qu'on ait cru pouvoir lui faire de pareilles propositions ; qu'il aimerait mieux perdre Paris que de subir les infâmes conditions de paix qu'on lui envoyait. Cependant appréciant les sages conseils de son ministre, qui le suppliait de présenter un contre-projet modéré et de se montrer moins absolu dans l'ultimatum qu'il lui annonçait, car il lui affirmait que ses victoires ne l'avaient pas encore replacé à la hauteur des bases de Francfort, Napoléon consentit à poursuivre la négociation en ne demandant que les limites pures et simples, c'est-à-dire le Rhin jusqu'à Dusseldorf, au delà de Dusseldorf la Meuse, rien en Italie sauf une indemnité pour le prince Eugène, et enfin la juste influence de la France dans le règlement du sort des États européens.

Sachant qu'il existait des causes de mésintelligence entre les coalisés, que les Autrichiens étaient fatigués de la guerre, et offusqués de la suprématie affectée par les Russes, Napoléon résolut de répondre à la démarche que le prince de Schwartzenberg avait faite pour obtenir une suspension d'armes, et d'écrire en même temps à l'empereur François. Ces deux lettres furent rédigées avec le plus grand soin et habilement raisonnées. Dans

la lettre à son beau-père, Napoléon disait qu'il avait toute confiance dans la lutte engagée si elle se prolongeait; qu'il marchait sur Troyes, et que dans sa prochaine rencontre avec l'armée autrichienne, il comptait être vainqueur, et que s'il l'était la coalition serait anéantie; que s'il était vaincu l'équilibre de l'Europe serait rompu au profit de la Russie et aux dépens de l'Autriche; que celle-ci n'avait donc rien à gagner à une bataille qui, dans un cas, lui ferait perdre tous les fruits de ses précédents succès, et, dans l'autre, la rendrait plus dépendante de la Russie; que ce qu'elle pouvait vouloir en Italie, la France le lui concéderait tout de suite; qu'ainsi l'intérêt de l'Autriche était de conclure la paix aux conditions qu'elle-même avait offertes à Francfort.

L'armée française reçoit une nouvelle organisation. — Pendant que les troupes françaises employaient les journées du 19 et du 20 à passer la Seine à Montereau et à se diriger sur Nogent, l'empereur s'occupa de réorganiser son armée : il amalgama l'infanterie du comte Gérard (ou réserve de Paris) dans le 2e corps, qui fut définitivement confié à ce général.

Le maréchal Victor, tombé dans une sorte de disgrâce, reçut l'ordre de prendre le commandement des nouvelles divisions de jeune garde, aux ordres des généraux Charpentier et Boyer de Rebeval (la dernière, toute composée de conscrits, était arrivée la veille à l'armée); le brave général Pajol, dont les anciennes blessures s'étaient rouvertes par suite d'une chute de cheval au combat de Montereau, revint à Paris se rétablir; sa cavalerie, composée des régiments provisoires, fut répartie entre les divers corps, et son infanterie, commandée par le général Pacthod, fit partie du corps du maréchal Oudinot. Ces mouvements intérieurs, la dispersion des forces sur des rayons divergents, et l'hésitation des maréchaux empêchèrent les résultats que l'on devait espérer des succès de Mormant, Valjouan et Montereau.

Le général Alix, affaibli par le départ de trois de ses meilleurs bataillons, qui rejoignirent leurs corps respectifs, remonta le Loing dès le 19, et chassa de Nemours l'arrière-garde du corps de Bianchi; cette dernière troupe, se retirant par Ormesson et Aufferville, vint camper à Villeneuve-l'Arche-

1814. France. véque, avec le corps de Giulay, les réserves autrichiennes et la cavalerie légère du général Ignace Hardegg.

Le comte Gérard, que nous avons laissé sur la route de Sens, fut arrêté à Pont-sur-Seine pour rétablir ce moyen de passage que l'ennemi avait détruit en se retirant; et le maréchal Macdonald, ne pouvant traverser la Seine à Bray, vint la passer à Montereau; le maréchal Oudinot la franchit également sur ce point; il avait trouvé trop d'obstacles à Nogent, et il s'était présenté aussi inutilement que le maréchal Macdonald devant Bray.

22 février. *Combat de Mery.* — Après avoir vaqué au soin de ses affaires générales et à celles qu'il dirigeait en personne, pendant son séjour au château de Surville où il était depuis le 18, l'empereur en partit le 21 au matin, passa la Seine à Montereau et la remonta jusqu'à Nogent qui, ainsi que Bray, fut bientôt évacué par l'ennemi, quand il apprit que Napoléon débouchait de Montereau. Le général de Wrede se retira sur Mâcon, et Wittgenstein, après avoir détruit le pont de Nogent, alla s'établir entre Pont-sur-Seine et Saint-Hilaire, laissant une arrière-garde à Mégrigny pour garder le défilé de la Seine vers Méry. Ces deux généraux, d'après l'ordre du prince de Schwartzenberg, poussèrent des reconnaissances de Saint-Martin-le-Rosnay sur Saint-Aubin et de Romilly sur Pont. Le généralissime, qui voulait connaître par quelle force il était suivi, fut informé, par les rapports de ces reconnaissances, que toute l'armée française était sur ses traces.

Toutefois, l'empereur Napoléon ne pouvait pas arriver assez tôt pour empêcher la jonction des deux armées alliées. Ses généraux d'avant-garde lui donnèrent avis qu'on remarquait un rassemblement considérable de troupes en dehors de Méry-sur-Seine. Cette petite ville, située sur les deux rives de la Seine, mais plus encore sur la droite, à six lieues nord-ouest de Troyes, venait d'être occupée par l'armée de Silésie, forte d'environ 48,000 hommes, y compris les 6,000 fantassins et les 4,000 chevaux aux ordres des généraux Rudzewitsch et Korf, rappelés du blocus de Mayence. A son départ de Châlons, et la jonction des deux armées étant ordonnée, le feld-maréchal Blucher n'avait plus jugé indispensable de retenir près de lui le corps de

Wintzingerode, qu'il avait rappelé des bords de l'Aisne, et qui pouvait agir plus utilement sur ce point, en donnant la main aux généraux Bulow et Woronzoff, qui continuaient leur mouvement d'invasion. 1814. France.

Napoléon, voulant pousser les alliés, ordonna aussitôt au maréchal Oudinot de forcer le défilé de Mérigny, et de s'emparer de Méry, par où son flanc gauche et ses derrières étaient menacés. La division du général P. Boyer, après un combat très-vif, refoula l'arrière-garde du corps de Wittgenstein vers Châtres, et se présenta sous Méry. L'ennemi, placé sur la rive gauche, défendait le pont; culbuté et poussé au delà par la brigade Gruyère, formant tête de colonne, il met le feu au pont, se rallie de l'autre côté, et engage une fusillade meurtrière. Bientôt le feu se communique du pont aux premières maisons de la rive droite, et les Russes, étouffés par la fumée et la flamme, sont obligés d'évacuer la ville qu'ils ne peuvent plus défendre; le pont est à demi brûlé, et les tirailleurs français ne craignant pas de passer sur les planches et sur les madriers enflammés, traversent la ville, suivis par le reste de la brigade Gruyère. L'ennemi oppose alors quelques escadrons et un détachement d'artillerie légère ; il se prémunit contre une attaque générale, en plaçant ses troupes en bataille sur deux lignes, dans la vaste plaine au delà de la rivière; et il tient sa cavalerie en réserve, prête à charger au premier moment favorable.

A la vue d'une ligne si imposante, l'empereur crut les alliés décidés à accepter la bataille; mais comme toutes ses forces n'étaient pas encore réunies, il dut se borner à étendre le gros de ses troupes le long de la gauche de la Seine, et il engagea un feu très-vif pour protéger les bataillons qui s'étaient aventurés sur la rive droite; ceux-ci, trop peu nombreux et privés de leur chef, le général Gruyère, mis hors de combat, furent repoussés dans la ville et forcés de repasser, à travers l'obscurité de la nuit, le pont presque détruit : retraite périlleuse, dans laquelle plusieurs soldats se noyèrent et d'autres furent tués.

Le lendemain, 22 février, les deux armées continuèrent de tirailler d'une rive à l'autre, tandis que la malheureuse ville de Méry était déjà la proie des flammes; l'incendie se propagea

1814. France. avec une rapidité effrayante, et chassa les habitants de leurs maisons qui s'écroulaient. Au milieu de cette scene de désolation, des vieillards furent impitoyablement égorgés, des malades arrachés de leur lit, vinrent expirer de faim, de misère et de froid, à la lueur des flammes qui dévoraient la ville; tout fut détruit en quelques heures, et les instruments du travail et l'asile des citoyens. Ne pouvant plus songer a se porter sur la rive droite de la Seine où se trouvait Blucher, Napoléon résolut de marcher le 23 sur Troyes.

Au soleil couchant, les deux armées gardèrent leurs positions et bivouaquèrent sur le même terrain. Le général Gérard, après avoir fait disperser par son avant-garde les Cosaques de l'hetman Platoff, vint le même soir à Villemaur, d'où il communiqua par Prunay avec le maréchal Macdonald, qui occupait Echemine et Pavillon; la division Lhéritier, du corps de cavalerie du général Milhaud, avait enlevé dans ce premier endroit 200 chevaux et une compagnie entière de chasseurs de la division Maurice de Lichtenstein; le maréchal Oudinot forma, aux Grez, la gauche de la ligne; le grand quartier général, la garde et la réserve s'établirent à Châtres, et le comte Grouchy reçut ordre de rejoindre en toute hâte par Nogent.

Tout semblait annoncer qu'on était à la veille d'une bataille; une pareille pensée devait sourire à Napoléon; sa position était belle, et son armée forte de 70,000 h., était animée d'un tel enthousiasme, qu'il ne pouvait guère douter de la victoire. Il n'avait qu'à poursuivre le cours de ses brillants succès. Les alliés le sentirent; ils ne voulurent pas hasarder en un jour le sort de la campagne, et causer peut-être la perte totale de leurs armées. Dans la nuit du 22 au 23, ils continuèrent leur retraite sur les deux routes de Bar-sur-Seine et de Bar-le-Duc, laissant à Troyes une arrière-garde assez forte pour les couvrir, et surtout pour recueillir le prince Maurice de Lichtenstein, qui se retirait par la route de Sens. Le comte de Wittgenstein couvrit la rive droite de la Seine, jusqu'à Villacerf, avec deux régiments d'infanterie légère, et se retira ensuite par la route de Lesmont.

Afin d'arrêter la marche victorieuse de Napoléon et d'éviter une bataille générale, le prince de Schwartzenberg proposa le 22, dans un conseil des souverains, d'offrir à Napoléon un

armistice et de rétrograder sur Brienne, Bar-sur-Aube et Langres et d'y attendre des renforts; malgré l'opposition de ceux qui soutenaient qu'en évitant le combat et en reculant, on compromettrait les affaires de la coalition en rendant à Napoléon tout son prestige, le prince de Schwartzenberg fit prévaloir son opinion, et la proposition d'un armistice fut résolue; car on espérait par là retarder la marche de Napoléon, ce qui serait déjà un grand avantage. Le généralissime choisit pour remplir cette mission le prince Wenceslas de Lichtenstein qui, le 23, rencontra Napoléon en marche sur Troyes, et lui remit le message du prince de Schwartzenberg. L'empereur l'accueillit fort bien et lui dit qu'il allait s'occuper de la proposition qu'on lui adressait, et qu'il répondrait à son arrivée à Troyes.

1814. France.

L'armée française rentre dans Troyes. — Le 23, de grand matin, les Français débouchant par les deux routes de Nogent, vinrent s'établir dans la plaine de Troyes, tandis qu'en avant de la ville, la division de dragons Roussel, atteignait, à Fontvannes, la cavalerie du prince de Lichtenstein, forte de 18 escadrons et de 16 pièces de canon; bien qu'en nombre inférieur, le général Roussel avait déjà chargé l'ennemi, et le forçait à une retraite précipitée, lorsque le général Ameil, arrivant avec une brigade de cavalerie légère de la division Jacquinot, et le 22e de dragons, de la division Lhéritier, acheva de l'enfoncer, et lui prit 280 chevaux et 6 pièces de canon. Les fuyards se sauvèrent derrière le corps de Giulay, établi en avant des faubourgs. Alors toutes les troupes alliées suivirent le mouvement de retraite.

24 février.

Troyes n'était pas tenable; ses seuls moyens de défense consistaient en quelques redans construits aux principales portes, et en quelques palissades faites aux principales brèches. Aussi les alliés n'y avaient-ils laissé une brigade bavaroise que pour retarder l'entrée des Français et avoir le temps de s'éloigner. Le général Wolkmann, qui la commandait, plaça l'artillerie sur les remparts, et fit fermer les portes dès que les avant-postes eurent été rejetés des faubourgs dans la ville. Vers quatre heures, après avoir sommé inutilement la garnison, le général Piré fit tirer sur la ville; l'ennemi riposta en envoyant

1814 France. des obus et des grenades qui incendièrent les faubourgs Saint-Martin et Sainte-Savine. Une batterie de douze allait briser la porte de la Preze, tandis que l'infanterie se disposait à monter à l'assaut, lorsqu'un parlementaire vint annoncer que la place serait évacuée dans la nuit; mais que si l'on continuait l'attaque, le gouverneur y mettrait le feu. L'empereur accéda à la condition proposée : il lui en aurait trop coûté de causer la ruine de cette ville populeuse et manufacturière.

Le lendemain 24, au point du jour, l'avant-garde française entra dans Troyes ; le général Nansouty, à la tête de la cavalerie de la garde, traversa la ville au trot, et culbuta les hussards de Seckler et de l'archiduc Rodolphe, restés à la porte de Maignelet, pour observer l'armée. Arrivé au défilé de Montier-Amey, le même général surprit l'arrière-garde du comte de Wrede, et lui fit 180 prisonniers. Il alla s'établir ensuite à Villeneuve-Mégrigny, où le 2e corps d'infanterie et le 7e, moins la brigade de la division Boyer, laissée devant Méry, le suivirent bientôt pour le soutenir au besoin. Les deux divisions du maréchal Ney s'établirent le soir à Saint-Parre-aux-Tertres.

Sur la route de Bar-sur-Seine, le comte de Valmy se porta sur la Burse, et, dans une charge des plus heureuses, enleva au corps de Giulay un parc et 500 hommes ; il poussa ensuite jusqu'à Bar. Le maréchal Macdonald s'avança jusqu'à Saint-Parre-les-Vaudes, avec le 11e corps d'infanterie et le 5e de cavalerie (général Milhaud), plaçant en réserve aux Maisons-Blanches la division Roussel, du 6e corps (comte de Valmy).

L'empereur entra dans Troyes le 24, à onze heures, aux acclamations d'un peuple immense, que la présence et les vexations de l'ennemi avaient exaspéré. Cette fois les soldats furent reçus et traités en libérateurs par la presque totalité des citoyens, à l'exception du petit nombre d'individus qui avaient signé la fameuse adresse présentée à l'empereur Alexandre, et qui n'avaient point quitté la ville ; parmi ces derniers, le marquis de Vidrange, contumace [1], et le chevalier Gouault, que l'on arrêta, jugés et condamnés par une cour prévôtale [2], furent les seuls sur lesquels s'exerça la vindicte de l'empereur.

[1] On a vu qu'il s'était rendu en Suisse auprès du comte d'Artois.

[2] En vertu de l'article 91, chapitre III, titre 1er du Code pénal. Le che-

Conférences de Lusigny. — A son entrée à Troyes, Napoléon s'était occupé de l'armistice dont il avait accueilli la proposition, et avait envoyé aux avant-postes, le même jour, 24, un de ses aides de camp, M. le comte de Flahaut, auquel il avait donné pour instructions de ne pas admettre de suspension d'armes pendant les pourparlers, d'exiger un préambule dans lequel on déclarerait qu'on allait traiter de la paix sur les bases de Francfort; et quant à la ligne de démarcation entre les armées, que les alliés rétrograderaient dans les Pays-Bas, jusqu'au delà d'Anvers, et qu'en Savoie, ils se tiendraient en dehors de Chambéry. M. de Flahaut s'était rendu au village de Lusigny entre Troyes et Vandœuvres, et y avait trouvé les commissaires alliés : le comte de Schuwaloff pour la Russie, le comte Duca pour l'Autriche et le général Rauch pour la Prusse. A la première séance, M. de Flahaut annonça les conditions de Napoléon. Les trois commissaires alliés déclarèrent qu'ils n'avaient aucun pouvoir pour toucher aux questions diplomatiques, et qu'ils étaient réunis pour une simple convention militaire; que par conséquent le préambule demandé était inadmissible. Quant à la limite temporaire sur laquelle s'arrêteraient les armées belligérantes, ils voulaient, au nord, s'avancer jusqu'à Lille, consentaient à rétrograder de quelques pas en Champagne et en Bourgogne, mais ils tenaient obstinément à Chambéry. Il y avait donc toute apparence qu'on ne s'entendrait pas; cependant les conférences de Lusigny ne furent abandonnées que lorsque le prince de Schwartzenberg n'en eut plus besoin pour se débarrasser des poursuites de Napoléon.

1814. France. 24 février.

Nouveau plan d'opérations des alliés. — Sur ces entrefaites,

valier Gouault s'était montré très-chaud partisan du gouvernement impérial avant l'invasion. Malgré la versatilité de ses opinions politiques, il fut plaint, parce qu'il montra un grand courage à ses derniers moments; il ne voulut point qu'on lui bandât les yeux, en déclarant d'une voix ferme qu'il saurait mourir pour son roi. Lui-même il donna le signal aux grenadiers de tirer, et c'est en s'écriant : *Vive le roi! vive Louis XVIII!* qu'il rendit le dernier soupir. Tant d'autres qui, comme lui, ont imploré le secours de l'étranger pour l'accomplissement de leurs vœux, n'auraient pas eu peut-être le courage de mourir aussi noblement pour la cause qu'ils avaient embrassée.

1814. France. de nouvelles dispositions émanées du conseil des souverains alliés déterminèrent une seconde séparation des deux armées de Schwartzenberg et de Blucher ; l'armée de Silésie, après avoir rallié 6 bataillons et 12 escadrons venant des blocus de Luxembourg et de Thionville, se mit en marche le 24, pour passer l'Aube à Baudemont, et séparer le maréchal Marmont de la grande armée française, en le refoulant contre la Marne. Cette armée, en opérant sa jonction avec les corps de Bulow, Woronzoff et Wintzingerode, formait une masse de 100,000 hommes, destinés à marcher de nouveau sur Paris. Cette diversion puissante devait avoir lieu tandis que le généralissime, se repliant sur Langres, au delà de l'Aube, s'opposerait, soit aux progrès de l'empereur dans l'est, soit aux opérations du maréchal Augereau dans le sud-est de la France.

L'armée de ce dernier maréchal renforcée par 12,000 combattants et par une nombreuse artillerie, arrivant de l'armée de Catalogne, prenait alors une attitude imposante. Le général Marchand venait de rentrer à Chambéry ; le général Musnier avait réoccupé Mâcon, et le général Dessaix menaçait Genève. Déjà Bourg et Nantua étaient repris, et le maréchal Augereau, avec le gros de son armée, allait se mettre en mouvement pour se porter en Franche-Comté et en Suisse. Le général Bubna se repliait sur tous les points devant des forces supérieures, et sa position paraissait critique. D'ailleurs, les alliés savaient par le bulletin de l'empereur, en date de Montereau, que son plan consistait à s'établir entre la grande armée et ses communications vers la frontière du Rhin, pour la forcer à une retraite prompte et désastreuse. Dès lors il avait le plus grand intérêt à se rapprocher du maréchal Augereau, en tirant vers le sud, entre la Suisse et l'Yonne. Il fut donc facile au cabinet autrichien de faire consentir les souverains alliés à la création d'une armée du midi, à laquelle on affecta les corps de Bianchi, la première division de réserve, les troupes autrichiennes qui se trouvaient à Dijon, ainsi que le 6e corps de la confédération ; cette armée, forte d'environ 50,000 hommes, fut confiée au prince de Hesse-Hombourg, qui devait se porter sur Mâcon contre le maréchal Augereau. Le prince de Veimar reçut ordre de rester dans les Pays-Bas, et le prince de Suède à Liége, pour

tenir en respect le corps du général Maison, ainsi que les garnisons des places, et assurer la base d'opérations de l'armée de Silésie. 1814. France.

Napoléon prend la résolution de marcher une seconde fois contre l'armée de Silésie — Cependant Napoléon ne demeurait pas inactif; n'ayant pu faire accepter la bataille au prince de Schwartzenberg, lorsque la grande armée alliée était réunie à celle de Silésie, l'empereur venait de se décider à opérer contre le feld-maréchal Blucher. A cet effet, et pour éviter toute surprise, il ordonna au maréchal Ney et au maréchal Victor, soutenus d'un millier de chevaux, d'observer l'armée de Silésie, et au reste de la jeune garde, ainsi qu'aux dragons du général Roussel, de marcher sur Arcis, où le maréchal Marmont reçut également ordre de se rendre de Sézanne.

Le maréchal Macdonald, chargé de poursuivre le prince de Schwartzemberg sur la route de Châtillon, ne rencontrant pas d'ennemis, poussa jusqu'à Essoye, Dandreville et Loches; sa cavalerie fut postée à Fontette, et son quartier général à Bussy-l'Évêque.

Combats de Dolencourt et de Bar. — Le maréchal Oudinot dut également suivre la grande armée alliée sur la route de Bar. Le comte Gérard, formant la tête de colonne de ce maréchal, fit enlever, le 26, par le général Duhesme, le pont de Dolencourt, gardé par la division Hardegg, et la poursuivit jusqu'au delà de Bar. Le maréchal Oudinot établit son corps d'infanterie et le 2e de cavalerie dans la vallée entre la ville et le pont, dont la garde fut confiée à la division Pacthod, établie sur les hauteurs de la rive gauche de l'Aube. 28 février.

Cependant, au milieu de la nuit, le comte de Wrede conçut l'espoir de surprendre, dans Bar, les Français, qui n'y étaient pas en force. L'entreprise réussit d'abord, puisque les deux bataillons envoyés s'emparèrent des faubourgs sans coup férir, et pénétrèrent dans l'intérieur de la ville jusqu'à la place; mais là ils furent reçus à bout portant par un bataillon de piquet; la décharge fut telle que le désordre, l'épouvante et la mort furent bientôt dans leurs rangs; ils ne parvinrent à se rallier qu'en dehors des faubourgs, après avoir perdu plus de 300 hommes.

1814. France. Pendant ce temps, l'empereur avait gardé en réserve, à Troyes la division Friant (vieille garde), et celle des généraux Laferrière et Exelmans, prêtes à marcher vers l'Aube et la Marne, selon les circonstances.

26 février. *L'armée de Silésie s'avance vers Paris, par la vallée de la Marne ; le maréchal Mortier se réunit au maréchal Marmont, à la Ferté-sous-Jouarre.* — Le 24, Blucher quitta la rive droite de la Seine pour marcher sur le corps du maréchal Marmont ; il passa l'Aube et se dirigea, en deux colonnes, par Barbonne et Chichy sur Sézanne. Le maréchal français fit replier à la hâte ses cantonnements, et prit position à Vindey, à une demi-lieue de Sézanne. Le 25, au matin, l'ennemi déboucha tellement en force, que l'on eut de la peine à dégager les 800 chevaux détachés sur les hauteurs de Pleurs pour le reconnaître. Le feld-maréchal prussien essaya d'imiter la manœuvre de l'empereur à Vauxchamps, en jetant de la cavalerie sur les flancs ainsi que sur les derrières de son adversaire ; toutefois cette cavalerie ennemie ne réussit point dans ses tentatives, et l'artillerie légère l'ayant maltraitée, elle s'éloigna. Le maréchal Marmont fit halte à la belle position en arrière du défilé de Tourneloup ; mais Blucher, marchant toujours à droite et à gauche avec sa cavalerie, tandis que son infanterie se formait pour attaquer, le maréchal continua sa retraite sur la Ferté-Gaucher, où il prit position derrière le Morin, après avoir soutenu heureusement un assez vif combat d'arrière-garde au village de Montis. Le lendemain il se porta par Rebais à la Ferté-sous-Jouarre, où l'ennemi ne le suivit que faiblement ; Blucher venait d'être informé par les dépêches et les réponses d'un officier d'état-major, fait prisonnier en se rendant en mission près du maréchal Marmont, que le maréchal Mortier avait laissé dans Soissons le général Moreau avec une bonne garnison ; il dut croire, d'après les mêmes renseignements, que ce dernier maréchal, à la tête de 8 à 10,000 hommes, s'était porté à Château-Thierry, et de là à la Ferté-sous-Jouarre.

Il craignit donc d'effectuer le passage de la Marne en présence des deux maréchaux français, et préférant la franchir sans combat en tournant leur droite, il fit aussitôt marcher son armée, les Prussiens par Rebais sur la Ferté-sous-Jouarre,

et les Russes, de Coulommiers, par Saint-Jean-les-Deux-Jumeaux, sur Trilport. Il chargea le général Korf d'observer, avec 4,000 chevaux, les mouvements que l'empereur Napoléon pourrait faire des bords de l'Aube à ceux de la Seine. 1814. France.

Cependant les maréchaux Marmont et Mortier, réunis à la Ferté, et ne voulant pas être coupés de Paris, comme devait le leur faire craindre le mouvement de l'armée de Silésie, passèrent la Marne, le 27, et brûlèrent le pont. Cette retraite fut couverte par la division Ricard entre Monceaux et Trilport; à ce dernier point, la cavalerie Doumerc défila lentement et avec peine sur un mauvais pont de bateaux, ce qui retarda le passage de l'infanterie, et donna le temps aux Russes de venir en chicaner la destruction. On réussit toutefois à le rompre, et l'on continua en toute hâte la marche sur Meaux.

Retraite des deux maréchaux ; combat de Meaux. — Cette ville, gardée par 1,500 gardes nationaux, sans autre défense que les tambours construits devant ses portes, était sur le point d'être prise par l'avant-garde du général Sacken, qui, dès la veille, occupait le faubourg de Cornillon, et le premier pont de la Marne, lorsque le maréchal Marmont, arrivant par la porte de la Ferté, marcha à la tête de son état-major et de quelques hommes, sur celle de Cornillon, dont il s'empara ; mais il ne put déloger l'ennemi du pont du faubourg ; le général Pelleport fut blessé dans cet engagement. 27 février.

Le même jour, l'arrière-garde du maréchal Mortier fut sur le point d'être coupée. Le général Vincent, qui la commandait avait quitté, dans la nuit, Château-Thierry; apprenant, à Montreuil-aux-Lions, que l'avant-garde prussienne se trouvait déjà à la Ferté, il se jeta à la droite et gagna Meaux par Lizy à travers champs, pour éviter l'avant-garde du corps de Sacken, qui se dirigeait également sur Meaux, après avoir jeté un pont entre Sameron et la Ferté.

Blucher suspend sa marche sur Paris. — De son côté, l'ennemi n'était pas non plus tranquille sur ses derrières ; l'empereur s'avançait sur la Marne. Informé de ce mouvement par une reconnaissance que le général Tettenborn avait poussée sur Fère-Champenoise, et qui avait été vigoureusement repoussée 28 février.

1814. France. par les chasseurs et les lanciers de la garde, Blucher jeta en toute hâte, dans la direction de Vertus, deux ponts sur la Marne, et fit passer son armée sur la rive droite, laissant à la Ferté-sous-Jouarre le corps d'York pour couvrir les ponts et recueillir la cavalerie du général Korf, rappelée de la Ferté-Gaucher. Le général Kleist, formant tête de colonne, prit position à Lizy, son avant-garde au-delà de l'Ourcq, sur la Thérouanne afin de continuer à inquiéter Meaux.

Après les défaites de Champ-Aubert, Montmirail, Château-Thierry et Vauchamp, Blucher n'avait pas été assez audacieux pour marcher sur Paris avec les 48,000 hommes qu'il était parvenu à réunir; il s'était donc adressé à l'empereur Alexandre pour obtenir l'adjonction à son armée des corps de Bulow et de Wintzingerode qui étaient alors sous les ordres de Bernadotte. Par l'entremise d'Alexandre et de lord Castlereagh, il avait été décidé en conseil des souverains alliés, que les deux corps d'armée que Blucher demandait seraient réunis à l'armée de Silésie, lord Castlereagh se chargeant d'aplanir toutes les difficultés avec le prince royal de Suède et de le dédommager des forces qu'on lui enlevait. On envoya immédiatement aux corps de Bulow et de Wintzingerode l'ordre de se ranger sous le commandement du feld-maréchal Blucher.

En même temps, pour resserrer les liens qui unissaient les membres de la coalition que certaines mésintelligences menaçaient souvent de briser, lord Castlereagh imagina de faire conclure un nouveau traité d'alliance qui cimenterait l'union des grandes puissances, l'Angleterre, l'Autriche, la Russie et la Prusse, contre les agressions de la France. Chacune de ces puissances s'engageait à fournir un contingent permanent de 150,000 hommes jusqu'à ce que la guerre actuelle fût terminée, en exigeant le concours des puissances secondaires, ce qui porterait la force totale de la coalition à 800,000 hommes. L'Angleterre ne pouvant pas fournir 150,000 hommes de ses propres troupes, s'obligeait à les donner en troupes à sa solde. Cette puissance offrait, pour toute la durée de la guerre, un subside annuel de 6 millions de livres sterling (150 millions de francs) à partager par tiers entre la Russie, l'Autriche et la Prusse. Les puissances contractantes ne devaient écouter aucune

proposition particuliere et ne traiter qu'en commun avec l'ennemi. L'alliance devait durer vingt années au delà de la paix prochaine, et, la guerre terminée, chacune des puissances devait tenir 60,000 hommes (en tout 240,000) au service de celui des alliés qui serait attaqué par la France. Les propositions de lord Castlereagh furent accueillies par les souverains alliés et signées à Chaumont le 1er mars. Ce fut ce fameux traité de Chaumont qui a servi de fondement à la Sainte-Alliance, qui pendant quarante années a favorisé les envahissements de ceux qui l'avaient établie, sous le prétexte spécieux des dangers dont la France pouvait les menacer dans l'avenir, mais dans leur propre intérêt, sans se soucier beaucoup du prétendu équilibre général qu'ils se proposaient de rétablir, et dont ils furent les premiers à détruire les bases. 1814 France.

Les maréchaux Mortier et Marmont demandent des renforts au conseil de régence — Cependant les deux maréchaux français, qui ne connaissaient point la marche de l'empereur, ne crurent pas pouvoir, avec 10,000 hommes qui formaient leur force totale, lutter contre l'armée de Silésie, et ils informèrent la régence de leur situation. Le colonel Fabvier, premier aide de camp du maréchal Marmont, fut envoyé à Paris pour appeler l'attention du ministre de la guerre et de la régente sur les dangers qui menaçaient la capitale [1]. 28 février.

Il y avait alors 5,000 hommes d'infanterie et 1,000 chevaux de disponibles dans les dépôts de la garde. Le roi Joseph crut prendre beaucoup sur lui en envoyant, sans l'autorisation directe de son frère, 1,300 fantassins et une centaine de lanciers

[1] Le duc de Feltre témoigna la plus vive anxiété, et prit toutes les mesures qui étaient en son pouvoir. Le roi Joseph ne fut frappé que d'une chose, c'était que le colonel avait été d'abord chez le ministre, au lieu de de venir chez lui ; on n'avait pas voulu le réveiller pour une pareille bagatelle. Du reste, on ne s'occupait que de plaisirs et de fêtes ; on recevait aux Invalides les drapeaux pris dans les derniers combats, dernière offrande des armées françaises au temple de Mars. Le 27, lorsque l'ennemi attaquait Meaux, son canon répondait à celui des Invalides. La sécurité du gouvernement paraissait cependant complète ; et cette fois encore, la fortune et la valeur de nos soldats la justifièrent. L'empereur dans toutes ses dépêches au ministre et à la régente s'obstinait à traiter de débris de fugitifs les 60,000 hommes commandés par Blucher.

1814. France. au corps du maréchal Mortier, et en plaçant un détachement de 300 hommes à chacun des ponts de Saint-Maur et de Charenton. Quant au maréchal Marmont, on ne put lui envoyer aucun renfort, attendu qu'il n'existait presque aucun conscrit dans les dépôts de la ligne épuisés par la formation de la dernière division de réserve.

28 février. *Combat de Gué-à-Trême.* — En attendant les secours demandés, les maréchaux se portèrent sur la rive droite de l'Ourcq, point qu'ils croyaient menacé; le général Vincent, commandant l'avant-garde du maréchal Mortier, rencontra les coureurs du général Kleist, et les repoussa jusqu'à Estrepilly, où ils passèrent la Thérouanne; derrière cette rivière, l'avant-garde prussienne occupait la position de Gué-à-Trême. Le général Christiani fit aussitôt canonner ce village par son artillerie pendant qu'il le faisait attaquer de front par sa première brigade et tourner sur la gauche par le régiment des flanqueurs-chasseurs; Gué-à-Trême fut aussitôt enlevé et les quatre bataillons qui l'occupaient vinrent se rallier derrière la cavalerie ennemie, qui défendait le défilé de Neufchelles. Le général Kleist fit rompre le pont de Lizy et s'établit à Fulaines, gardant les routes de la Ferté-Milon et de Nanteuil. Le maréchal Marmont vint par la route de la Ferté-Milon prendre position à May-en-Muliem; la nuit et une forte pluie de neige fondue n'arrêtèrent point le combat; on se battit avec acharnement jusqu'au lendemain matin. Les Français n'eurent pas au delà de 80 hommes hors de combat, et ils en prirent ou tuèrent plus de 400 à l'ennemi.

1er mars. *Combat de Lizy.* — A la suite de cet engagement, le feld-maréchal Blucher voulut attaquer les maréchaux dans leur position, avant l'arrivée de l'empereur. Il donna ordre, à cet effet, au général Korf et au corps de Kleist de passer la Marne, et de replier les ponts. Il prescrivit également à ce dernier corps et à celui de Kapzewitsch d'attaquer le lendemain, 1er mars, la gauche des Français, et de tomber sur leurs derrières. Mais on devait passer l'Ourcq à Crouy, et le pont se trouvant rompu, il fallait remonter jusqu'à Fulaines; le général Sacken put seul engager, devant Lizy, une fusillade avec le maréchal Mortier. Il était six heures du soir; Blucher voyant que son projet

d'aborder les maréchaux et de les prendre à dos, avait échoué 1814. France.
pendant cette attaque de front, prescrivit au général Kapzewitsch de jeter un pont sur l'Ourcq et de le franchir à Gesvres; les Russes passèrent la rivière malgré la cavalerie Doumerc, mais ils furent bientôt culbutés sur l'autre rive par le maréchal Marmont, dont l'infanterie leur fit près de 300 prisonniers.

Pendant la nuit, le général Poret de Morvan arriva avec les renforts partis de la capitale. Cette nouvelle, et l'arrivée de l'empereur, décidèrent Blucher à la retraite; en 2 jours la chance avait bien changé; Paris était sauvé.

L'ennemi s'empare de la Fère. — Cependant le général Bulow, dont on a vu plus haut les opérations en Belgique, était, le 24 février, à Laon; de là il avait détaché une brigade pour s'emparer de la Fère, dont la possession assurait son flanc droit, et le rendait maître du cours de l'Oise. Cette place, presque dépourvue de fortifications, avait 400 hommes de garnison; le 26, les Prussiens y jetèrent des obus, et ils allaient monter à l'escalade, lorsque le général d'artillerie, Pommereuil, remit la place à l'ennemi, avec des magasins considérables et le dépôt d'artillerie, et obtint la faculté de se retirer à Noyon, sous condition de ne pas servir pendant le reste de la campagne. Ce même jour, et en vertu de la décision prise en quartier général des souverains alliés, le général Bulow reçut ordre de Blucher d'opérer sa jonction sur l'Aisne avec le corps de Wintzingerode, qui avait opéré la sienne à Reims, avec celui du comte de Woronzoff, détaché de l'armée du nord; et dès le lendemain, toutes ces forces réunies se portèrent sur Soissons pour s'y réunir au feld-maréchal, ce qui allait porter l'armée de Silésie à 100,000 hommes.

Napoléon s'avance sur les derrières de l'armée de Silésie, et passe la Marne à la Ferté. — L'empereur, voyant échouer 2 mars.
les conférences de Lusigny pour une suspension d'armes, parce qu'on n'avait pu s'entendre sur la ligne de démarcation, mit sous les ordres du maréchal Macdonald les corps d'armée du maréchal Oudinot et du général Gérard, avec la cavalerie des généraux Saint-Germain, Milhaud et du comte de Valmy. Il le chargea, avec ces troupes réunies aux siennes, de contenir la grande armée alliée établie derrière l'Aube, entre Bar et la Ferté;

1814. France. et, le 27, il se porta contre l'armée de Silésie avec la même impétuosité qui avait signalé sa première expédition sur la Marne; il emmenait avec lui toute sa garde, l'infanterie du maréchal Victor, la cavalerie du comte Bordesoulle, et la division Roussel, du corps du comte de Valmy. Parti de Troyes, il coucha le même jour aux Herbisses, à 2 lieues au delà d'Arcis-sur-Aube; le lendemain il se dirigea sur Sézanne par Fère-Champenoise, et plaça son quartier général au château d'Esternay, entre la Ferté-Gaucher et Sézanne. Le 1er mars il entra à la Ferté-Gaucher, et se porta aussitôt sur Urbais et la Ferté-sous-Jouarre, où il arriva le soir même par un temps pluvieux et par d'affreux chemins. Pendant la nuit on désembourba l'artillerie et l'on travailla à la reconstruction du pont de la Ferté.

3 mars. *Le feld-maréchal Blucher se retire sur l'Aisne; combat de Neuilly-Saint-Front.* — Le 2 mars, l'armée de Silésie se retira sur Soissons pour opérer la jonction annoncée avec les corps de Wintzingerode, Bulow et Woronzoff; et le général Kleist eut ordre de pousser une reconnaissance sur May. Le général Ziethen, qui en fut chargé, déboucha de Neufchelles, et repoussa la division Merlin; mais celle-ci ayant été soutenue par les divisions Ricard et Lagrange, et 12 pièces de canon, l'ennemi, forcé sur sa gauche à cinq heures du soir, se retira avec peine derrière le corps du général Kleist; celui-ci devait protéger la retraite du corps de Kapzewitsch, qui repassait la rivière pour se porter sur la Ferté-Milon; et à cet effet il était urgent de défendre, contre le maréchal Marmont, le défilé de Mareuil, qui se trouve en avant de l'Ourcq.

Le fils du feld-maréchal Blucher y fut laissé avec deux bataillons, un régiment de hussards et 6 pièces d'artillerie, et s'y conduisit vaillamment. A mesure que les troupes de Kleist arrivèrent sur la gauche, ce général les forma en bataille; et à minuit il continua sa marche sur la Ferté-Milon. Les maréchaux Marmont et Mortier s'établirent le soir même à Neufchelles et Vauzenfroy. Le lendemain 3, tandisque l'empereur, après avoir passé la Marne, lançait à la poursuite de l'ennemi la division Friant, le corps du maréchal Ney, et la cavalerie de la garde et de la ligne, il envoyait par Vieux-Maisons et Rullière à Château-Thierry le maréchal Victor et le duc de Padoue, avec


CARTE
pour l'Intelligence des Batailles
et Combats
DE SOISSONS, CRAONE, LAON
ET REIMS.
LAON
Bruyeres
Sissonne
Chavignon
Corbeny
CRAONE
Bray
Neufchatel
SOISSONS
Beaurieux
Cormicy
Braine
Fimes
La Neuvillette
REIMS
Rouay
Villers Coterets
La Ferté Milon
Marigny
Neuilly
FERE en Tardenois
24 Kilomètres

2 batteries à pied et 4 d'artillerie à cheval. Les deux maréchaux suivirent chaudement l'ennemi, dont l'arrière-garde prit position à Neuilly-Saint-Front, et aurait été infailliblement enlevée si la cavalerie Doumerc avait pu assez tôt la tourner par sa gauche, pendant que l'artillerie légère la canonnait en front. L'infanterie du maréchal Marmont arriva également trop tard pour seconder ce mouvement. Toutefois, l'ennemi perdit en se retirant près de 600 hommes et quelques bagages ; il voulut défendre quelques moulins, mais on les enleva si vivement, que presque tous les prisonniers qui y furent faits se trouvèrent atteints par la baïonnette. Le soir, les Français passèrent l'Ourcq à la Ferté-Milon, où ils bivouaquèrent. 1814. France.

Capitulation de Soissons. — L'armée ennemie, pressée en front par les maréchaux Marmont et Mortier, marchait avec des peines et des fatigues extrêmes, par des chemins de traverse ; elle se dirigeait sur Braine et Fisme, où son flanc gauche était menacé par l'empereur, dont l'avant garde s'approchait de Rocourt. Ses colonnes se débandaient et laissaient à chaque pas des blessés, des traînards et des bagages. Tout promettait à l'armée française la destruction de l'armée de Blucher, quand, par un malheur qu'on était loin de prévoir, Soissons ouvrit ses portes aux corps alliés de l'armée du Nord. Les colonnes harassées de l'ennemi purent reprendre la grande route, et l'armée de Silésie fut augmentée des forces des généraux Wintzingerode, Bulow et Woronzoff.

Nous devons rapporter les circonstances de cet événement extraordinaire.

Soissons n'était pas plus fortifié que la première fois où l'ennemi s'en empara de vive force. Il avait peu de troupes ; mais c'étaient des Polonais aguerris, et l'artillerie était bien servie. Toutefois, le général Moreau, déjà si malheureux à Auxerre, se voyant, le 2 mars, investi et canonné de toutes parts, ne songea qu'à préserver la ville d'un assaut et à sauver la garnison. Il reçut un parlementaire, entama une négociation avec le général Bulow, et consentit à rendre Soissons avec la faculté de se retirer sur Villers-Coterets, avec son artillerie et ses bagages.

Jonction des deux armées alliées, du Nord et de Silésie. — 4 mars.

1814. France. La capitulation de Soissons rouvrit à Blucher le passage de l'Aisne, et, loin de se trouver dans la triste position de combattre, ayant la ville devant lui, à dos les corps des maréchaux Marmont et de Mortier, et sur son flanc gauche les forces de l'empereur, qui précipitait sa marche pour le déborder, il fut en état, par sa jonction avec l'armée du Nord, de reprendre l'offensive et de tenir tête à son redoutable antagoniste. Couvert par l'Aisne, dont tous les passages furent fortement gardés jusqu'à Berry-au-Bac, il appuya sa droite à Fontenay, et étendit sa gauche par delà Craone. La cavalerie du général Czernicheff fut chargée de battre la campagne, et d'éclairer l'armée entre l'Aisne et la Vesle.

Le 4 mars, au point du jour, d'après les ordres donnés par l'empereur, à son quartier général de Montreuil-aux-Lions, la cavalerie du comte Grouchy et celle de la garde se portèrent en toute diligence à Fismes par la traverse de la Fère-en-Tardenois, pour tourner la gauche de l'ennemi; et les maréchaux Marmont et Mortier, soutenus à quelque distance par 3,000 hommes de la réserve de Paris, commandés par le duc de Padoue, reçurent ordre de pousser vivement l'ennemi. Celui-ci céda le terrain, et la marche ne souffrit aucune difficulté. Un grand nombre de voitures d'équipages tombèrent au pouvoir de l'armée française.

L'empereur fit pousser de Fismes sur Braine une reconnaissance composée des escadrons de service aux ordres du général Guyot; mais elle fut ramenée par le général Czernicheff, qui fut bientôt poussé lui-même jusqu'à Courcelles, par la division Roussel, qui descendait des hauteurs de Saint-Martin dans la vallée, ayant à sa tête le comte Grouchy. Le 5e dragons exécuta de très-belles charges.

L'empereur apprit à Fismes la reddition de Soissons, et en témoigna la plus vive indignation [1].

[1] Le bulletin officiel s'exprimait ainsi : « L'armée ennemie se croyait perdue, quand elle apprit que le pont de Soissons lui appartenait, et n'avait même pas été coupé. Par une lâcheté qu'on ne saurait définir, le général qui commandait à Soissons a abandonné la place en vertu d'une capitulation soi-disant honorable ; il est traduit, ainsi que les membres du conseil de défense, à une commission d'enquête. Ces officiers étaient d'autant plus con-

Si la révolution du 31 mars sauva la tête ou l'honneur au général Moreau et aux officiers qui composaient le conseil de défense, ils n'en furent pas moins condamnés par toute l'armée française, qui ne doutait pas que, sans la reddition de Soissons, c'en était fait de l'armée de Blucher, dont la destruction devait entraîner la retraite de toutes les forces de la coalition. 1814. France.

Reprise de Reims sur les alliés. — A la droite, le général Corbineau, détaché sur Reims avec la division Laferrière, y entra le 5, vers quatre heures du matin; il tourna la ville par Saint-Brice, et fit prisonniers quatre bataillons ennemis qui la couvraient du côté de Soissons, sur le plateau de Sainte-Geneviève. Par ce mouvement, l'empereur coupait les communications entre l'armée combinée du Nord et de Silésie et celle du prince de Schwartzenberg; au centre, le comte Grouchy s'empara de Braine, vers deux heures du matin, et enleva 100 chevaux aux Cosaques. 5 mars.

A la gauche, les maréchaux Marmont et Mortier entrèrent, vers trois heures de l'après-midi, dans les faubourgs de Soissons, avec l'arrière-garde russe; l'impétuosité des troupes fut telle qu'on faillit enlever la ville même. 8,000 Russes jetés dans la place sous les ordres du général Rudzewitsch, opposèrent la plus vigoureuse résistance; on se fusilla longtemps d'une maison à l'autre; une vive canonnade s'engagea alors, et le combat se prolongea mal à propos jusqu'à la nuit close. L'armée ennemie était tellement pressée dans sa retraite, que de la rive gauche de l'Aisne, on put canonner longtemps ses colonnes entassées sur la route de Laon. La perte de part et d'autre fut évaluée à environ 900 hommes tués ou blessés.

Combat et bataille de Craone. — Napoléon voulant profiter de l'occupation de Reims, qui rouvrait la communication avec une partie des places de la frontière des Ardennes, envoya au général Janssens l'ordre de rejoindre au plutôt par Rhétel, avec les troupes disponibles de la 2e division militaire, tandis que lui tournerait l'ennemi par sa gauche, et le préviendrait à Laon. A cet effet, il fit partir de Fismes le comte Nansouty avec la brigade polonaise Pacz et la division Exelmans, 6 et 7 mars.

pables, que, pendant toute la journée du 2 ou 3 mars, on avait entendu de la ville la canonnade de l'armée française, qui se rapprochait de Soissons. »

1814. France. pour se rendre maître de Berry-au-Bac, où se trouve le pont le plus proche sur l'Aisne; même ordre fut expédié aux maréchaux Marmont et Mortier. Le comte Nansouty chassa les grand'-gardes d'une brigade de cavalerie russe, qui gardait la tête du défilé sur la route de Reims, culbuta tout ce qu'il rencontra dans Berry, et passant le pont avec l'ennemi, il le conduisit battant jusqu'au delà de la Ville-aux-Bois, après lui avoir enlevé 2 pièces de canon et 200 cavaliers. Ce mouvement fut appuyé par les divisions Friant et Meunier, qui filèrent le long de la rive gauche de l'Aisne et vinrent s'établir sur les hauteurs entre Berry-au-Bac et Corbeny. L'empereur, après avoir rallié la division Laferrière, rappelée de Reims, se mit en marche sur Corbeny avec le reste des troupes; il y était établi, lorsque les alliés parurent sur le petit plateau de Craone. Le capitaine d'ordonnance Caraman fut aussitôt chargé de pousser une reconnaissance dans cette direction avec un bataillon de vieille garde, mais il fut si chaudement accueilli, que l'empereur fut forcé de le faire appuyer par une brigade, et d'ordonner au maréchal Ney d'opérer une diversion sur la droite, à travers le bois de Corbeny. La ferme de Heurtebise, prise et perdue alternativement par la division Meunier et une brigade russe, fut, à sept heures du soir, au pouvoir de cette dernière. L'empereur ayant fait cesser le combat, la vieille-garde retourna dans ses bivouacs en avant de Corbeny; la division Meunier s'établit entre Heurtebise et Vauclerc, et la division Boyer au moulin de Bonconville, à droite du chemin de la ferme de la Bove.

Le lendemain, 7 mars, l'empereur reconnut la position de l'ennemi. La droite et la gauche étaient appuyées sur deux ravins, et un troisième couvrait son front; l'infanterie de Wintzingerode était sur 3 lignes en colonnes serrées par bataillons; celle de Sacken entre Bray et l'Ange-Gardien; et les corps de Langeron, Kleist et York, manœuvraient entre la Lette et le chemin de Bruyères pour protéger et suivre le mouvement de 10,000 chevaux et de 60 pièces d'artillerie légère, pour se jeter par la droite des Français et sur leur ligne de communication, vers la route de Corbeny à Laon, et tomber sur leurs derrières. Le corps de Bulow était en marche pour occuper la position de Laon, qui assurait, en cas de revers, une retraite au feld ma-

réchal, dont toutes les forces, qui n'étaient pas réunies sur le même point, s'élevaient au moins à 100,000 hommes. Napoléon en avait à peine 35,000, dont les deux tiers étaient des soldats de nouvelles levées, malingres et sans instruction. 1814. France.

Le maréchal Ney, réunissant à son corps d'armée l'infanterie du maréchal Victor et les dragons du général Roussel, fut chargé de l'attaque principale, sur la droite. Là se trouvait le comte Woronzoff avec l'infanterie du général Wintzingerode, protégée par 36 pièces de canon sur son front, et par une batterie de 12 sur chacun des ravins de Vauclerc et d'Oulches, seuls débouchés praticables pour arriver à lui. La brigade du général de division Pierre Boyer, formant colonne de droite, còtoya la lisière du bois, et se présenta devant Ailles, tandis que les divisions Meunier et Curial se portèrent par la Clairière sur le plateau, à gauche en avant de ce village. Les colonnes françaises étaient sur le point de couronner le plateau, lorsqu'elles furent arrêtées par le feu très-vif de l'artillerie et de la mousqueterie ennemies. Mais le général Woronzoff ayant un peu refusé son aile gauche, par suite de l'attaque que fit la division Boyer de Rebeval (jeune garde), qui déboucha de l'abbaye de Vauclerc avec de l'artillerie, par le défilé qui conduit à Heurtebise, le maréchal profita de ce mouvement pour pousser les divisions Meunier et Curial sur le plateau.

A l'approche de la division Boyer de Rebeval, conduite par le maréchal Victor en personne, les troupes légères russes qui occupaient la ferme de Heurtebise, y avaient mis le feu et s'étaient rétirées sur leur première ligne. Le maréchal, franchissant le ravin défendu par 60 pièces de canon, se reforma aussitôt sur la hauteur; mais il fut frappé d'une balle qui le mit hors de combat. Dans le même moment, et d'après les ordres de l'empereur, le comte de Nansouty abordait l'extrême droite de la ligne ennemie avec la division Exelmans et la brigade Pacz; mais tout ce qu'il put faire fut de se maintenir, parce que son artillerie n'avait pu suivre, à cause de la difficulté des chemins. Le corps du maréchal Ney, réduit par les pertes énormes qu'il avait faites, à environ 3,000 hommes, ne pouvait enlever le village d'Ailles, et la division Boyer de Rebeval aurait été écrasée par le général Swawikin, si le général

1814. France. Drouot ne l'avait garantie de ce choc, en plaçant sur son flanc gauche deux batteries de la garde qui prirent les Russes d'écharpe.

L'attaque principale n'avait fait aucun progrès, lorsque le comte Grouchy, à la tête de la brigade Roussel, traversa le ravin de Vauclerc, et vint se former en bataille à l'angle du petit bois de Saint-Martin; il allait charger sur le flanc droit des hussards ennemis, mais il fut grièvement blessé d'un coup de feu à la cuisse, et obligé de se retirer du champ de bataille. Par une autre fatalité, personne ne prit le commandement de ces escadrons, qui restèrent exposés à la mitraille sans recevoir d'ordres.

Cette charge ayant manqué, et le maréchal Ney ainsi que le général Boyer de Rebeval, demandant sans cesse des renforts, l'empereur ordonna au général Laferrière de passer le ravin de Vauclerc, pour appuyer la division Boyer de Rebeval; mais celle-ci venait d'être culbutée dans les bois, ainsi que les divisions Meunier et Curial; c'est en vain que le général Laferrière se précipite sur les Russes, il tombe blessé grièvement, et sa cavalerie, rejetée dans le ravin, va se rallier derrière l'infanterie.

Cependant Blucher ordonnait aux corps de Sacken et de Woronzoff, qu'il ne voulait pas laisser seuls aux prises, de se replier au plus vite; des difficultés inattendues, telles que l'escarpement des lieux, s'étaient opposées aux progrès du général Wintzingerode, qui s'était avancé seulement jusqu'à Presle, sans pouvoir atteindre le flanc de l'armée impériale, que les Cosaques seuls inquiétèrent; l'infanterie du général Kleist, qui avait pris une autre direction, s'étant égarée, n'arriva qu'à la nuit à Festieux.

Le général Sacken se retira sur la route de Laon, laissant sa cavalerie au comte Woronzoff pour couvrir la retraite. Toutefois ce mouvement ne put avoir lieu sans quelque désordre, et l'empereur en profita pour presser de nouveau l'arrivée des troupes du maréchal Mortier, et ordonner au général Colbert de déboucher sur le grand plateau de Craone, par le sentier escarpé qui conduit de Craonelle à la ferme des Roches, ce qui fut exécuté, malgré les feux d'artillerie et de mousque-

terie de l'ennemi. En même temps il confia l'infanterie du maréchal Victor au général Charpentier, qui venait d'arriver avec sa division, retardée à Craone par l'artillerie de la garde qu'il avait fallu laisser passer. 1814. France.

Sur les ordres de l'empereur, ce général passa en colonne serrée le ravin de Vauclerc, et, après avoir côtoyé le pied du plateau en suivant la lisière du bois, afin de se garantir de l'artillerie ennemie, il gravit sa contre-pente à gauche du village d'Ailles. A peine paraissait-il sur le plateau, que le général Woronzoff ordonna au général Sanders de se porter sur la gauche des Français avec sa brigade de réserve et une autre de chasseurs. Mais peu d'instants après, le général Charpentier se trouvant appuyé par une batterie d'artillerie de la garde et par la division Friant, et le général Pierre Boyer, soutenu par les divisions Meunier et Curial, ayant enlevé le village d'Ailles aux chasseurs russes, Woronzoff dut commencer son mouvement de retraite. Aussitôt l'armée française s'étendit par sa gauche et occupait toute la largeur du plateau; le maréchal Mortier fut établi en seconde ligne; les six batteries de réserve de la garde furent placées sur le front de l'armée.

L'empereur donna le commandement de toute la cavalerie au comte Belliard et lui ordonna d'appuyer le maréchal Ney, et de se lier avec le comte Nansouty, pour déborder le flanc droit de l'ennemi.

Le général Belliard, se prolongeant vers la gauche avec les divisions Colbert et Roussel, prit bientôt la tête de colonne, et le général Colbert chargea plusieurs fois la droite de l'ennemi qui se retirait en toute hâte sur le chemin de Craone à l'Ange-Gardien : le désordre commençait à s'y introduire, mais pour l'entamer et contenir la cavalerie du corps de Woronzoff et de Sacken, le général Belliard aurait eu besoin de toute la cavalerie qui était à la droite avec le comte Nansouty, et l'occasion fut perdue.

A la hauteur d'Ouarmont le maréchal Ney pressa vivement la gauche de l'ennemi, qui se jeta dans le chemin de Chevrigny pour être à l'abri de toute poursuite sur la rive droite de la Lette. Le général Charpentier dirigea sur ce chemin rapide et

1814. France. étroit 4 pièces de canon, qui l'enfilèrent et y causèrent un grand ravage.

Telle fut la bataille de Craone, dont les Russes et les Français revendiquèrent également l'honneur. Les derniers restèrent à la vérité maîtres du champ de bataille, mais ils achetèrent cet avantage par des sacrifices énormes. Ils perdirent dans cette journée plus de 8,000 hommes, parmi lesquels un très-grand nombre d'officiers, et surtout d'officiers d'infanterie, qui, devenus trop nombreux en proportion des soldats[1], ne dédaignaient pas de prendre un fusil et de combattre comme eux. En outre des officiers déjà cités, les généraux Pierre Boyer, Bigarré et Lecapitaine, furent blessés. Les Russes eurent près de 6,000 hommes hors de combat; les généraux Landskoy et Orschakoff furent tués; les généraux Schowanski, Laptieff, Masloff et Swarikin étaient au nombre des blessés. L'artillerie joua de part et d'autre d'une manière terrible. On ne fit aucun prisonnier, et il ne fut pris ni canons ni voitures. Ainsi cet engagement sanglant, mais partiel, fut sans résultat; la possession du champ de bataille couvert de cadavres, de débris d'affûts et de caissons, était pour Napoléon le seul prix comme la seule marque de sa victoire. A la nuit tombante, l'armée française bivouaqua entre Filain et Ostel; ses avant-postes furent poussés jusqu'à l'Ange-Gardien par le général Colbert, qui s'établit à Aisy, s'étendant de la Lette à l'Aisne et de Pargny à Celle.

9-10 mars. *Attaque infructueuse faite par l'armée française sur Laon.* — Le général Woronzoff fit une halte de quatre heures à Chavignon, rallia la garnison de Soissons, et se retira sous Laon, où il trouva le feld-maréchal Blucher, qui s'occupait des dispositions nécessaires pour recevoir une seconde bataille. Le lendemain, 8 mars, le maréchal Ney, à la tête de son infanterie et de toute la cavalerie de l'armée, se porta, par l'Ange-Gardien et Chavignon, contre l'arrière-garde ennemie. Mais il ne put l'atteindre; le général Benkendorf, qui la commandait, s'était déjà réuni, vers quatre heures du soir, à Urcel, à l'avant-garde du général Wintzingerode. Près de ce village et au mi-

[1] « La vieille garde seule se soutient, » écrivait Napoléon à son frère après la bataille, le reste fond comme neige. »

lieu de marais impraticables, se trouve la chaussée de Soissons à Laon; le général Czernicheff occupait Etouvelle et Chivy; une batterie enfilait la chaussée. Il fut impossible au maréchal Ney de forcer un défilé aussi bien gardé, et l'infanterie prit position à Urcel; la cavalerie occupa Nouvion, Mailly et Grand'-champs. La division Friant coucha à Chavignon, et les divisions Charpentier et Boyer de Rebeval près de la Malmaison. 1814. France.

Dans la même journée, la cavalerie française laissée devant Soissons y était rentrée sans difficulté et s'était emparée de l'artillerie enclouée et d'un équipage de pont, que l'ennemi n'avait pu emmener faute de chevaux. De son côté, le maréchal Marmont, après avoir rallié à Roucy la division du duc de Padoue, s'était porté sur Corbeny, ayant la cavalerie du 1er corps à Craone.

Toutefois, Napoléon ne crut pas devoir rester inactif pendant la nuit. Des renseignements acquis dans la soirée lui ayant fait connaître qu'il était possible de tourner le défilé d'Etouvelle, il voulut en profiter pour tenter un coup de main sur Laon. A cet effet, il fit partir, à onze heures du soir, le chef d'escadron d'ordonnance Gourgaud, avec deux bataillons de chasseurs à pied et deux escadrons de chasseurs à cheval de vieille garde, pour tourner le poste d'Etouvelle, en même temps que le maréchal Ney forcerait la chaussée avec les deux divisions de jeune garde, ouvrirait au général Belliard un débouché pour se précipiter dans la ville avec sa cavalerie, pèle-mêle avec les fuyards. Les Russes, surpris dans Etouvelle, n'eurent que le temps de se replier en toute hâte sur Laon. Une demi-heure avant le jour, le général Belliard débouche de Chivy avec les dragons Roussel; et, mettant en tête de colonne les chasseurs à cheval confiés au chef d'escadron Gourgaud, il se jette à la poursuite des troupes chassées d'Etouvelle et de Chivy; mais il est arrêté au pied de la montagne de Laon par l'ennemi, qui, faisant un feu très-vif de mitraille, le force à prendre position hors de portée. A la pointe du jour, on découvrit la position des alliés, dont la droite appuyait aux collines entre Thierret et la Neuville, la gauche aux hauteurs d'Athies; le centre était en bataille sur la croupe et au pied de la montagne, avec une formidable artillerie. Les avant-postes étaient à Clacy, Semilly, Ardon et Athies; le

1814. France. feld-maréchal prussien avait en ligne plus de 80,000 hommes.

Le général Belliard poussa aussitôt quelques escadrons vers Clacy pour éclairer sa gauche, et occupa Leully presque sans résistance. A sept heures, le maréchal Ney déboucha de Chivy avec son infanterie; il fut suivi de près par le reste de l'armée, à l'exception du maréchal Marmont, qui avait reçu ordre de se porter de Corbeny sur Laon, par la route de Reims, et de prendre part à l'affaire autant qu'il le pourrait. A la faveur du brouillard qui cachait leurs mouvements, les Français s'emparèrent des villages de Semilly et d'Ardon, situés au pied du plateau de Laon. Ils se déployèrent ensuite à cheval sur la route, la droite appuyée à Leully, et la gauche au tertre de Clacy, en se plaçant de manière à ne pas tomber dans la ligne des feux des batteries démasquées par l'ennemi. Vers onze heures, Blucher, voyant la faiblesse numérique de ses adversaires, se décida à prendre l'offensive; il fit marcher une division d'infanterie avec une brigade de cavalerie du corps de Wintzingerode pour tourner la gauche, tandis que, d'après ses ordres, Semilly était enlevé par l'infanterie du comte Woronzoff, et Ardon par le corps du général Bulow; déjà les troupes impériales se retiraient en désordre, lorsque le maréchal Ney, avec quelques escadrons de la garde, repousse les Russes qui accouraient sur la chaussée pour couper la retraite aux corps engagés dans la plaine; ils furent en même temps chargés par la brigade de cavalerie légère du général Grouvelle, et par le général Belliard marchant à la tête des dragons Roussel contre les masses prussiennes; la brigade du général Poret de Morvan rentra alors dans Ardon.

Vers quatre heures, le général Charpentier, débouchant d'Etouvelle avec sa division et celle du général Boyer de Rebeval, eut ordre de concerter avec les généraux Friant et Curial une attaque sur Clacy. Le général Curial fit tourner à droite ce village par 300 tirailleurs, et le comte Charpentier le fit attaquer de front et de flanc. La brigade Montmarie y entra par le chemin de Mons-en-Laonnois, et fit prisonniers 7 officiers russes et 250 soldats. Ce succès fut malheureusement compensé par la perte d'Ardon; le corps de Bulow en chassa le général Poret de Morvan, qui fut mis hors de combat, ainsi que le colonel Leclerc.

Cependant l'empereur, jugeant la position de Laon inatta-

quable de front, attendait avec impatience, pour opérer un mouvement décisif, l'arrivée du maréchal Marmont. Celui-ci, qui avait reçu ordre de prendre part à l'affaire autant qu'il le pourrait, arrivé sans obstacle au défilé de Festieux, à une heure, trouva la vaste plaine qui s'étend jusqu'à Laon occupée par la cavalerie ennemie. Il porta d'abord ses réserves sur une colline boisée, que l'ennemi abandonna après une vive résistance, pour se retirer dans Athies, et il fit attaquer ensuite ce dernier village et deux fermes à droite. L'ennemi s'y défendit encore, et 40 bouches à feu de chaque côté engagèrent une canonnade qui dura près de trois heures ; le général Lucotte, avec sa brigade, pénétra dans Athies, y culbuta deux bataillons russes, et s'empara de l'une des fermes. Les alliés cédèrent ainsi une partie du terrain, mais ils étaient tellement en force qu'il fut impossible au 6e corps de franchir la plaine.

A la nuit, Blucher fit marcher les corps d'York et de Kleist contre le maréchal Marmont. Les troupes qui occupaient les fermes et le village d'Athies, surprises au moment où elles allumaient les feux de leurs bivouacs, furent facilement culbutées. Le prince Guillaume de Prusse tomba sur le parc d'artillerie et sur le bois où était la réserve. En vain les canonniers voulurent regagner la route ; dans le désordre et l'obscurité de la nuit, ils perdirent la plus grande partie des pièces. Au petit bois, le maréchal tint assez longtemps pour organiser la retraite et sauver les pièces qui n'avaient été ni renversées ni dételées. L'infanterie reprit en bon ordre la route de Festieux ; la cavalerie, dispersée dans la plaine, et enveloppée par une cavalerie supérieure, fut mise en désordre. Vers quatre heures du soir, le colonel Fabvier avait été envoyé par le maréchal avec un détachement de 1,000 hommes pour joindre l'empereur, dont on entendait alors le vif engagement ; attaqué par le corps d'York, cet officier aussi brave qu'intelligent tint sur la route, à la faveur des fossés et de l'obscurité, assez longtemps pour pouvoir former l'arrière-garde. Il imposa par sa fermeté à l'ennemi qui, trompé d'ailleurs sur sa force, ne s'approchait qu'avec circonspection. Enfin le corps d'armée arriva au défilé de Festieux, et la retraite se fit alors avec moins de danger, quoique l'ennemi continuât sa poursuite.

1814. France. Le 10, au matin, les troupes du maréchal Marmont prirent quelques heures de repos à Corbeny et à Craone, puis elles allèrent repasser l'Aisne à Berry-au-Bac; cette malheureuse affaire de nuit coûta aux Français 130 caissons, 40 bouches à feu et plus de 2,000 hommes prisonniers; le nombre des morts et des blessés fut peu considérable.

On a de la peine à concevoir comment l'empereur fit déboucher le faible corps du maréchal Marmont par une plaine immense, tandis qu'il attaquait avec toutes ses forces un défilé qu'il ne put forcer; mais de son côté, lorsqu'à l'entrée de la nuit il ne pouvait plus prendre part à l'affaire, le maréchal aurait dû regagner le défilé, ou du moins placer son artillerie sur la route en arrière du petit bois.

L'empereur venait d'expédier des ordres pour tourner, le lendemain, le plateau de Laon par la droite et par la gauche, en même temps qu'on l'attaquerait de front [1], lorsque la nouvelle inattendue de l'échec du 6e corps, donnée à une heure du matin par les fuyards, vint déconcerter tous ses projets; toutefois, il résolut de se maintenir devant Laon, afin de retarder ainsi la poursuite du maréchal Marmont.

Le 10 mars, au point du jour, Blucher put voir les Français, au nombre de 17,000 combattants, en bataille au milieu d'un marais, avec un défilé à dos; tandis qu'il avait lui-même 40,000 hommes sur le plateau de Laon, et qu'il débordait la droite de Napoléon, à Semilly, avec 60,000.

Il dirigea aussitôt sur Clacy les trois divisions du corps de Woronzoff, et les hussards du général Balck, mais le général Charpentier, laissant arriver la colonne d'infanterie jusqu'à demi-portée de canon, la mitrailla tellement, qu'elle s'abrita dans le bois qui est en avant, à gauche de Clacy; la cavalerie ne fut pas plus heureuse dans son attaque contre ce village, et les Français perdirent moins de monde par le feu de l'ennemi que par les batteries du maréchal Ney, placées sur le tertre traversé par le chemin de Mons, et qui battaient le village de Clacy en croyant atteindre les Russes.

[1] Il y avait plus que de la témérité dans le plan d'attaque de Napoléon. Avec moins de 30,000 hommes, il voulait en attaquer 100,000 dans une position formidable, et par la manœuvre la plus vicieuse.

Six autres attaques, faites avec des troupes fraîches et plus nombreuses, ne réussirent pas mieux contre le général Charpentier, qui fut appuyé par les débris de la division Boyer de Rebeval. 1814. France.

A deux heures, l'empereur, établi sur un petit tertre à droite de Clacy, s'imagina que Blucher abandonnait Laon, parce qu'il avait vu se retirer les réserves qui couronnaient le plateau, dans la direction de Saint-Vincent. Aussitôt il fit tenter un coup de main sur la ville, par les divisions Curial et Meunier; mais celles-ci ne se montrèrent pas plus tôt sur la croupe du plateau, qu'elles furent mitraillées par une batterie que démasquèrent les Prussiens. Cette attaque dissipée en un moment, il fut reconnu impossible de la tenter de nouveau avec succès. A quatre heures la retraite commença sur Soissons, et l'on se canonna jusqu'à la nuit, que l'armée commença à repasser le défilé d'Etouvelle. La garde impériale retourna à Chavignon; le grand parc des équipages, les blessés et les prisonniers filèrent en toute hâte; mais dans la nuit un parti de troupes légères ennemies enleva les prisonniers et une cinquantaine de voitures, entre l'Ange-Gardien et la Malmaison.

Les journées des 8, 9 et 10, coûtèrent aux alliés environ 4,000 hommes, et aux Français, près de 4,500.

L'armée française se retire sur Soissons. — Le 11 mars au jour, l'armée française continua son mouvement rétrograde sans être vivement inquiétée; et à trois heures de l'après-midi elle fut réunie à Soissons. La cavalerie s'étendit le long de la rive gauche de l'Aisne, vers Braisne et le Châtelet, poussant des partis sur la route de Coucy, Noyon et Fontenay. Le maréchal Marmont s'était replié sur la rive gauche de la Vesle, et avait son quartier général à Fismes. 11 mars.

La première chose dont l'empereur s'occupa à Soissons fut de réorganiser son armée: les régiments de jeune garde du maréchal Ney et du maréchal Victor, ainsi que la brigade du général Poret de Morvan, ne formèrent plus que deux divisions sous les ordres des généraux Curial et Charpentier. Il arriva de Paris 1,700 cavaliers montés, dont le commandement fut confié au général Berckeim; il entra également en ligne une compagnie d'artillerie légère, 600 lanciers polonais, deux compagnies

1814. France. de sapeurs, deux canonniers gardes-côtes, environ 1,000 fantassins de nouvelle recrue qui avaient escorté un parc, ainsi que le régiment de la Vistule, ancienne garnison de Soissons.

Le commandement de cette dernière place fut confié au chef de bataillon Gérard, jeune officier déjà connu par sa bravoure et son intelligence, et qu'on verra accroître sa réputation dans ce poste important. L'empereur fit arrêter par le général Léry les travaux à faire pour mettre cette ville en état de résister à une attaque de vive force. Il laissa dans Soissons et dans Compiègne les troupes de jeune garde qui avaient le plus besoin de repos.

Cependant la présence de l'empereur devenait nécessaire sur un autre point fortement menacé.

Le comte de Saint-Priest, arrivé à Vitry par les Ardennes et renforcé de la brigade prussienne du général Jagow, rappelé du blocus d'Erfurt, ayant appris par quelques Français indignes de ce nom la défaite du maréchal Marmont, ne balança point à marcher avec ses 15,000 hommes pour surprendre Reims, qu'il savait occupé par une très-faible garnison et pour rouvrir la communication entre l'armée du prince Blucher et celle du prince de Schwartzenberg.

Pendant son mouvement sur Laon, Napoléon n'avait pu envoyer au général Corbineau d'autres renforts que 400 gardes d'honneur de la division du général Defrance, qui eut ordre de se tenir à moitié chemin de Berry à Reims afin de surveiller les bords de l'Aisne.

12-13 mars. *Les alliés rentrent dans Reims et en sont chassés une deuxième fois.* — Le 12, au point du jour, le comte de Saint-Priest, émigré français au service de la Russie, rassembla ses troupes à Cormentreuil, et, marchant sur trois colonnes, il entra dans Reims par la porte de Paris, le faubourg de Rhétel et le faubourg de Soissons. Surpris dans la ville, le général Corbineau fut obligé de rester caché sans pouvoir donner d'ordres ; les 100 chevaux de la garde, 50 gendarmes et les cadres de trois bataillons, formant la garnison de Reims, furent vivement harcelés en se retirant par Saint-Brice, sur la rive droite de la Vesle ; l'infanterie fut recueillie par le général Defrance, qui accourut aux premiers coups de canon. L'ennemi

prit dans Reims neuf pièces de canon, ainsi que le général Lacoste avec quelques centaines d'hommes de la levée en masse qu'il commandait,

La possession de cette ville était nécessaire pour que Napoléon pût rallier les troupes que lui amenait le général Janssens, et d'ailleurs il espérait avoir bon marché des 15,000 hommes du comte Saint-Priest. Il ordonna donc au maréchal Marmont de marcher sur Reims avec son corps d'armée et la cavalerie du général Bordesoulle ; il fit en même temps partir pour cette expédition toute la cavalerie de la garde, la division Friant et la brigade Pierre Boyer, renforcée du régiment de la Vistule ; il suivit de sa personne ces troupes avec les escadrons de service (environ 30,000 hommes), après avoir chargé le maréchal Mortier d'assurer, sur l'Aisne-Inférieur, la gauche de sa ligne d'opérations, et de couvrir Soissons avec les 8,000 fantassins des divisions Christiani, Curial et Charpentier, et les 4,000 chevaux du comte Belliard, composés de la division Roussel, de la brigade Pacz et de la brigade Curely (division Berckeim).

La cavalerie du général Bordesoulle, formant l'avant-garde de l'armée française, découvrit près de Rosnay les avant-postes prussiens qui se replièrent sans coup férir. Deux bataillons ennemis ayant voulu se défendre dans le cimetière d'Ormes, la division Ricard gravit le plateau et les força à poser les armes. Lorsque l'empereur arriva, vers quatre heures du soir, le corps de Saint-Priest était en bataille sur deux lignes, gardant les hauteurs de Tinqueux, la droite appuyée à la Vesle ; la gauche s'étendait vers Basse-Muire ; ses réserves en tête du faubourg de Soissons, et sur le plateau de Sainte-Geneviève avec 24 pièces de canon. Les 1,200 cavaliers étaient aux deux ailes, les Russes à droite, les Prussiens à gauche.

La division Merlin, soutenue des cuirassiers du 1er corps, engagea l'action à l'extrême droite, et fit mettre bas les armes à trois bataillons prussiens, qui cherchaient à gagner le pont de Sillery ; la division Ricard repoussa vivement l'ennemi jusqu'à l'entrée du faubourg. En voyant s'avancer tout le corps du maréchal Marmont, précédé par les gardes d'honneur, et flanqué par deux divisions de cavalerie de la garde, et apercevant, en avant de la Croix-Saint-Pierre, la réserve formée de la division Friant

1814. France. et la brigade Pierre Boyer, le comte de Saint-Priest reconnut qu'il avait à combattre l'empereur en personne, et il ordonna la retraite en toute hâte sur Laon. Comme il venait d'avoir l'épaule fracassée par un éclat d'obus, il ne put surveiller ce mouvement, et le désordre se mit dans ses rangs. Le général Philippe de Ségur, commandant le 3e régiment des gardes d'honneur, s'en étant aperçu, tomba sur les dragons russes à l'embranchement des routes d'Épernay et de Fismes, les enfonça, en culbuta un grand nombre dans le bras gauche de la Vesle, et leur enleva 14 pièces d'artillerie. Toutefois, l'ennemi parvint à se renforcer dans la ville et à garnir la porte de Soissons et les remparts de six bataillons.

Le maréchal Marmont entra dans le faubourg en colonne serrée ; mais perdant beaucoup de monde par la mousqueterie de l'ennemi, qui était couvert par un épaulement, il abrita ses divisions, et jeta dans les maisons les plus rapprochées du mur d'enceinte un bataillon qui tirailla jusqu'à onze heures, moment où l'empereur envoya de l'artillerie pour enfoncer la porte. La nuit et la précipitation firent qu'on ne s'aperçut pas que cette porte n'était qu'une grille couverte par un redan de six pieds de haut. Beaucoup de braves canonniers furent tués à coups de fusil, et parmi eux le capitaine Guériot, un des meilleurs officiers de la garde.

Cependant, le pont des moulins de Saint-Brice ayant été rétabli, le général Exelmans, avec sa division et les chevau-légers du comte Krasinski, avait tourné la position et refoulé sur Reims les troupes qui se retiraient à Berry-au-Bac. Leur déroute fut dès lors complète, et elles se sauvèrent à la débandade sur les trois routes de Neuchâtel, Rhétel et Châlons. Les troupes françaises entrèrent dans Reims à deux heures du matin. Elles eurent dans cette affaire 700 hommes mis hors de combat ; le général de Ségur fut grièvement blessé. La perte de l'ennemi s'éleva à 800 hommes tués, 1,600 blessés, 3,500 prisonniers, 14 bouches à feu, 100 chariots de munitions et un équipage de pont. Le comte de Saint-Priest mourut quelques jours après des suites de sa blessure.

14 mars. *Poursuite de l'ennemi sur Berry-au-Bac ; reprise de Châlons et d'Épernay par les Français.* — Le 14, au matin, l'em-

pereur ordonna au maréchal Marmont de marcher avec son infanterie et la division de cavalerie Merlin contre les débris du corps de Saint-Priest. Ce maréchal cantonna, dans les environs de Cormicy, sa cavalerie à Sapigneule, et la division Ricard sur les hauteurs en deçà de Berry-au-Bac.

Sur ces entrefaites, les généraux Vincent et Colbert, partant de Château-Thierry, chassaient d'Épernay le parti du général Tettenborn, tandis que le maréchal Ney entrait dans Châlons avec la cavalerie du général Defrance et l'infanterie du général Pierre Boyer. Le reste des troupes resta cantonné dans les environs de Reims.

Blucher n'eut pas plus tôt appris la défaite du général Saint-Priest, que, croyant sa gauche menacée, il concentra à Laon son armée dispersée entre Noyon et Corbeny. Les troupes battues à Reims renforcèrent les corps d'York et de Langeron.

Mais c'était désormais vers l'Aube que l'empereur voulait diriger ses pas. Toutefois, avant de commencer ce mouvement, il sentit la nécessité de donner trois jours de repos à l'armée, pendant lesquels il la passa en revue; il vit sans doute avec douleur la faiblesse des régiments, la fatigue et le besoin des soldats, le mauvais état de la cavalerie; mais il ne put remarquer aussi sans satisfaction (en ne se dissimulant pas toutefois qu'il épuisait ses dernières ressources) tout ce qu'il avait fait et tout ce qu'il pouvait encore faire avec cette poignée de braves.

Un décret du 5 mars avait appelé 6,000 gardes nationaux de l'Aisne et 3,000 de la Marne. Ces braves citoyens accoururent à Reims pour remplir les cadres appauvris du maréchal Marmont, et recompléter plusieurs de ceux du maréchal Mortier; mais on ne put les armer, et ils retournèrent dans leurs foyers.

Deux autres décrets rendus au quartier général de Fismes, sous la même date, firent évanouir les espérances de paix que l'on avait pu concevoir jusqu'à ce moment, et que le gouvernement avait répandues lui-même à dessein parmi les troupes. Ces actes proclamaient en quelque sorte une guerre d'extermination, et faisaient un devoir, à tous les citoyens, de l'insurrection contre les autorités qui tenteraient d'y mettre un

1814. France. terme. Telles étaient les principales dispositions de ces décrets :

Premier décret.

« Napoléon, considérant que les généraux ennemis ont dédéclaré qu'ils fusilleraient tous les paysans qui prendraient les armes, décrète :

« 1°. Non-seulement tous les citoyens français sont autorisés à courir aux armes, mais requis de faire sonner le tocsin aussitôt qu'ils entendront le canon de nos troupes s'approcher d'eux, de se rassembler, de fouiller les bois, de couper les ponts, d'intercepter les routes et de tomber sur les flancs et les derrières de l'ennemi.

« 2°. Tout citoyen français pris par l'ennemi, et qui serait mis à mort, sera sur-le-champ vengé par la mort en représailles d'un prisonnier ennemi, etc., etc. »

Deuxième décret.

« Napoléon, considérant que les peuples des villes et campagnes, indignés des horreurs que commettent sur eux les ennemis, et spécialement les Russes et les Cosaques, courent aux armes par un juste sentiment de l'honneur national, pour arrêter les partis de l'ennemi, enlever ses convois et lui faire le plus de mal possible; mais que dans plusieurs lieux ils en ont été détournés par le maire ou par d'autres magistrats, décrète :

« 1°. Tous les maires, fonctionnaires publics ou habitants qui, au lieu d'exciter l'élan patriotique du peuple, le refroidissent en dissuadant les citoyens d'une légitime défense, seront considérés comme traîtres et traités comme tels, etc. [1] »

[1] Nous croyons devoir faire connaître la conduite remarquable d'un ministre du culte catholique :

Le 10 mars, le sieur Pothier, prêtre, desservant la succursale de la commune de Pers, département du Loiret, averti qu'un parti de Cosaques du camp Valérien s'était emparé de la malle et de la diligence de Lyon, près de Ferrières, réunit 8 a 10 habitants de sa commune, et marcha à l'ennemi, qu'il rencontra sur le chemin de Ferrières au Bignon. Le sieur Pothier mit le sabre à la main, et fondit avec les siens sur les Cosaques, qui furent mis en fuite; il reprit la malle, la diligence, les chevaux, les postillons, les

La grande armée alliée reprend l'offensive ; combats de Bar et de la Ferté. — Nous devons maintenant ramener l'attention sur les opérations de la grande armée alliée, que nous avons laissée au delà de l'Aube, dirigeant ses colonnes sur Langres. 1814. France. 27 février.

Une dépêche du feld-maréchal Blucher au roi de Prusse, en date du 26 février, informait ce souverain que l'armée de Silésie, en marche sur la Marne, était suivie par l'empereur Napoléon à la tête de la majeure partie de ses forces. Cette nouvelle détermina le généralissime à suspendre son mouvement sur Langres et à reprendre l'offensive. Les 32,000 Français laissés sur l'Aube, sous le commandement général du maréchal Macdonald, occupaient alors les points suivants : à la droite de la rivière, le comte Gérard était avec son infanterie en avant et en arrière de Bar ; dans la vallée de l'Aube, les divisions Leval et Rothembourg (du corps du maréchal Oudinot), placées sur deux lignes, appuyaient leur gauche à la côte de Vernonfait ; la cavalerie du général Saint-Germain, à Moutiers-en-Ile et au Val-des-Vignes ; à la gauche, la cavalerie du comte de Valmy était à Spoy et environs ; la division des gardes nationales du général Pacthod gardait le pont de Dolencourt ; l'artillerie parquait à Magny-le-Fouchar. Le maréchal Macdonald était à Mussy-l'Évêque et Essoye avec le 11e corps d'infanterie, poussant à Fontenelle la cavalerie du comte Milhaud.

A son départ de Troyes, l'empereur, en déférant au maréchal Macdonald le commandement de toutes ces troupes, lui avait prescrit de s'emparer de la Ferté, et de rejeter l'ennemi sur la rive droite de l'Aube ; mais cet ordre, qui eût empêché le défaut d'ensemble dans les opérations, fut donné ou arriva trop tard. Quoi qu'il en soit, le 27, vers sept heures du matin, les Russes se mirent en marche sur la route de Bar ; et, pour ôter au maréchal Oudinot l'avantage qu'il pouvait tirer des ravins qui versent sur l'Aube, le général Wittgenstein eut ordre

voyageurs, et les dépêches encore intactes. Le 16 mars, le même Pothier empêcha sa commune d'acquitter une forte réquisition aux Cosaques, qu'il attaqua le soir sur la même route, auxquels il reprit les dépêches d'un courrier venant de Lyon, et qu'ils avaient tué. Comme ces dépêches étaient pour le gouvernement, Napoléon donna la croix de la Légion-d'Honneur à ce brave ecclésiastique.

1814. France. de tourner son aile gauche, en se portant sur Dolencourt par Arentières et Arsonval, et le comte de Wrede de le chasser de Bar dès que ce mouvement serait effectué.

Sur les dix heures, les Bavarois tiraillèrent avec la droite du 7e corps, et les Russes se portèrent en avant sur trois colonnes; la première, aux ordres du comte Pahlen, marcha sur Arsonval par Arentières, la côte de Vernonfait et les moulins de Lévigny; elle fut soutenue par la deuxième, aux ordres du prince Eugène de Würtemberg, qui marcha par les hauteurs en avant du bois de Lévigny, l'aile droite vers Vernonfait, face à l'Aube; la troisième, aux ordres du général Gortschakoff, prit, de Lignol, la gauche des deux autres.

La cavalerie du comte Pahlen ayant fait replier sur les avant-postes français un détachement de cavalerie légère, qui fourrageait au delà du bois de Lévigny, le maréchal Oudinot fit en toute hâte des dispositions de défense; mais elles furent plus qu'imparfaites; l'artillerie était toujours à Magny-le-Fouchard. Le général Montfort, à la tête des 101e et 105e régiments, marcha contre l'infanterie de la première colonne, parvenue sur la côte de Vernonfait; il la débusqua du taillis qui est au revers et la rejeta dans le ravin, où il lui fit beaucoup de prisonniers; il l'aurait peut-être prise en entier, sans l'arrivée de la troisième colonne, qui, à la faveur d'une charge de cuirassiers, mit en batterie une nombreuse artillerie. L'effet de la mitraille, joint à une nouvelle attaque du prince Gortschakoff, allait écraser la brigade Montfort et celle du général Bélair, placée plus loin à sa droite, tandis que le prince de Würtemberg, à la hauteur de Lévigny, s'engageait avec la brigade Chassé [1]; mais le général Pinoteau vint à leur secours. Malgré tous les efforts de l'ennemi, les brigades françaises se maintenaient dans leur position, lorsque le comte de Valmy, ayant passé l'Aube au gué du Saint-Esprit, s'élance des hauteurs de Vernonfait, et taille en pièces l'infanterie du prince Gortschakoff. Cet échec force le général Wittgenstein à rappeler les autres troupes au centre, où il place son artillerie; le général Ismert, à la tête des 4e et 16e de dra-

[1] 2e de la division Pierre Boyer, qui faisait partie de l'expédition contre l'armée de Silésie.

gons, tente de s'en emparer; trois fois il charge, trois fois il est repoussé et mitraillé, avec perte de 400 chevaux. 1814. France.

Toutefois une résistance si opiniâtre et des attaques si impétueuses déterminèrent le prince de Schwartzenberg à renforcer le comte de Wittgenstein de deux brigades de cavalerie et d'une d'infanterie du comte de Wrede; et dès lors le maréchal Oudinot dut ordonner la retraite. Le général Bélair, établi sur la crête des Filles-Dieu, voulut arrêter l'ennemi; mais l'artillerie lui fit perdre tant de monde, qu'il fut obligé de se retirer en tirailleurs. Le comte de Wrede entra dans Bar et n'y trouva plus les Français.

Presque tout le corps d'armée avait déjà repassé le pont de Dolencourt, lorsque le comte Pahlen vint porter le désordre parmi la cavalerie et l'infanterie d'arrière-garde, au moyen de 12 pièces de canon que, des hauteurs de ce village, il fit pointer sur la route; mais le général Montfort, marchant contre la batterie, la força à se retirer; et l'arrière-garde française, se plaçant sur le revers d'un coteau boisé, en face du pont, s'y maintint le reste de la journée, malgré plusieurs *hurras* de Cosaques.

Dans les deux armées il y eut environ 2,600 hommes mis hors de combat; l'ennemi fit 400 prisonniers; le général Pinoteau fut dangereusement blessé; le prince de Schwartzenberg et le comte Wittgenstein le furent aussi, mais le prince très-légèrement. Ce résultat fut glorieux pour les Français, puisqu'ils avaient eu affaire à 40,000 alliés, et qu'ils étaient au plus 15,000, sans artillerie et avec une rivière à dos.

Le 28 février, le maréchal Oudinot s'établit à Vandœuvres, l'arrière-garde à Magny-le-Fouchard, ayant des avant-postes sur la grand'route de Bar et sur celle de Spoy; il fut à peine inquiété par quelques coureurs russes. Le prince de Schwartzenberg ne voulait pas trop s'avancer avant que le prince royal de Würtemberg, ayant repoussé le maréchal Macdonald, fût arrivé à sa hauteur; et il était d'autant plus circonspect, qu'un rapport controuvé venait de lui annoncer la marche précipitée et combinée de Napoléon et du maréchal Augereau.

Le maréchal Macdonald avait reçu, le 27 seulement, les dépêches de l'empereur, qui lui déféraient le commandement des

1814. France. forces laissées sur l'Aube, avec ordre de s'emparer de la Ferté et de rejeter l'ennemi sur la rive droite de cette rivière. Aussitôt il fit pousser, de Mussy-l'Évêque, des reconnaissances sur les routes de Langres et de Châtillon, par les dragons du général Lhéritier, soutenus de la division Albert, et il dirigea son corps d'armée sur Fontette. Le comte Milhaud, formant l'avant-garde avec les divisions Piré et Briche, chassa du village de Villars la cavalerie légère du prince royal de Würtemberg, et la força de se replier sur l'infanterie; à l'arrivée des divisions Brayer et Amey, qui venaient renforcer la cavalerie française, l'ennemi repassa l'Aube, abandonnant la Ferté, dont il rompit le pont; les deux armées passèrent la nuit sur les deux rives opposées.

Le 28, au jour, et d'après de nouveaux ordres de l'empereur, le maréchal Macdonald fit partir la division Amey et 500 chevaux du 5e corps, pour aller garder à Troyes les parcs d'artillerie; il voulut ensuite ouvrir la communication avec le maréchal Oudinot, afin de mettre de l'ensemble dans les mouvements de l'armée et de préparer les moyens de défense de l'Aube. Mais la défaite du maréchal Oudinot, et l'évacuation de Bar, qu'il ignorait, ne lui furent que trop révélées par les troupes alliées, qu'il rencontra sur tous les points, dans les directions de Bar, de Vitry-le-Croisé et de Vandœuvres; il se vit forcé de rétrograder sur Fontette, où étaient les généraux Lhéritier et Albert, et de voler au secours du général Milhaud, laissé à la Ferté avec les seules divisions Briche, Piré et Brayer. Il n'y avait pas de temps à perdre, car le généralissime venait de donner l'ordre d'attaquer.

Le comte Giulay s'étant porté dans la matinée sur Silvarouvre, enleva de vive force une batterie du général Brayer qui prenait d'écharpe les abords du pont, franchit les barricades, passa le pont malgré tous les efforts du bataillon qui le gardait, et, en moins de trois quarts d'heure, arriva au-dessous de Villiers. Dans le même moment, le général Fresnel, qui avait commencé la canonnade sur la ville, ayant enfin forcé les batteries françaises à quelques déplacements, avait fait glisser ses tirailleurs jusque dans la Ferté, et avait rétabli le pont que passèrent toutes les troupes ennemies. Le général Milhaud, qui

ne voulait pas se compromettre inutilement, ordonna la retraite, 1814. France.
qui s'exécuta dans le meilleur ordre par la route de Bar-sur-Seine, à travers la forêt de Clairvaux ; recueilli devant Fontette par le maréchal Macdonald, dont la bonne contenance arrêta la cavalerie ennemie, il fut assez heureux pour que le prince royal de Würtemberg ne pût arriver assez tôt sur ses derrières, par Saint-Usage et Fontette, pour enlever son arrière-garde, à laquelle les Cosaques du général Seslawin prirent une centaine d'hommes.

De part et d'autre, dans cette journée, il y eut environ 600 hommes hors de combat; l'ennemi fit 150 prisonniers.

Bien que les troupes françaises fussent harassées, il fallut qu'elles marchassent toute la nuit pour ne pas être prévenues à Bar-Sur-Seine.

Le 1er mars, le prince de Schwartzenberg, croyant toujours à *la marche précipitée et combinée de Napoléon et du maréchal Augereau*, ordonna aux généraux de Wrede et de Wittgenstein de pousser une forte reconnaissance sur Vandœuvres. Ceux-ci confièrent, pour cette expédition, leur cavalerie et leur artillerie légère au baron de Frimont, qui les partagea en deux colonnes; la première, sous le comte Pahlen, se dirigea par Amance sur Val-Suzenay et Vauchonvilliers, contre le flanc gauche du général Gérard, qu'éclairait la cavalerie du général Saint-Germain. Tandis qu'une forte canonnade s'engageait sur ce point, le comte Pahlen se porta sur Villeneuve-Mégrigny pour y passer la Barce. Le maréchal Oudinot crut devoir ordonner la retraite; et son arrière-garde vint bivouaquer à Moutier-Amey. Cependant la seconde colonne, sous les ordres directs du général Frimont, s'avança par Spoy et vint occuper Vandœuvres; le comte Pahlen occupa Villeneuve-Mégrigny, et le général Wittgenstein Dienville, le comte de Wrede resta à Bar-sur-Aube, et les réserves du général en chef Barclay-de-Tolly se portèrent de Langres à Chaumont.

Le résultat satisfaisant de cette reconnaissance détermina le généralissime à marcher le lendemain sur Troyes; comme l'infanterie du comte Gérard et la division Rothembourg occupaient le pont de la Guillotière, son avant-garde n'osa pas l'attaquer, et elle rabattit sur Doches, qu'elle occupa dans la nuit; les gé-

1814. France. néraux de Wrede et Wittgenstein couchèrent le premier à Vandœuvres, le second à Piney.

2 mars. *Combat de Bar-sur-Seine.* — De son côté, le maréchal Macdonald disputait le terrain pied à pied; il détruisit les ponts de l'Ource et de la Seine jusqu'à Fouchères, et plaça des batteries le long du fleuve et derrière la Barce; il établit la division Brayer et une partie de la cavalerie sur les hauteurs de l'ancienne commanderie du Voleur, et posta le reste de ses troupes sur la rive gauche de la Seine jusqu'à Fouchères. Le 2, au matin, le prince royal de Würtemberg attaqua la gauche du maréchal, et le général Giulay, qui avait rétabli le pont de l'Ource, fit enlever celui de la Papeterie sous le feu meurtrier de l'artillerie et de la mousqueterie françaises. Le général Brayer se retira dans Bar et en barricada les portes; mais bientôt les colonnes d'attaque enfoncèrent à coups de canon celle dite de Châtillon. Le général Brayer, voulant épargner à la ville le sort d'une place prise de vive force, se retira sur Virey, où se trouvait une brigade de la division Albert. On repassa la Barce, et l'on en fit sauter le pont pour retarder la poursuite de l'ennemi. Les Français perdirent dans cette affaire une centaine d'hommes; les alliés en eurent plus de 500 mis hors de combat.

A la nuit close, le 11e corps fut établi à Saint-Parre-les-Vaudes, ayant en deuxième ligne, aux Maisons-Blanches, la division Brayer et les réserves d'artillerie du général Foucher; la cavalerie du général Milhaud occupa Vaux, Fouchères et Rumilly; le comte Sébastiani, nommé gouverneur de Troyes, gardait cette ville avec la division Amey.

3 mars. *Affaire des ponts de la Barce.* — Cependant le général Gérard, chargé par le maréchal Oudinot de défendre la position de la Barce, avait posté la division Duhesme entre la grève et la chaussée, en avant de la Folie; la division Jarry à sa gauche se liant avec la division Rothembourg placée sur le plateau de Laubressel. Cette infanterie, forte d'environ 5,000 hommes, devait être soutenue par la cavalerie du général Saint-Germain, établie à Saint-Parre-aux-Tertres. Le reste du 7e corps d'infanterie, et la cavalerie du comte de Valmy observaient, à Pont-Saint-Hubert, la rive gauche de la Seine. La position de la Barce était forte; mais, à cause de la gelée, elle se trouvait ac-

cessible à travers les marais d'Argentolle, par le vallon de Bouranton, où l'on avait oublié de placer 1 ou 2 bataillons. Ainsi qu'on l'avait prévu, dès le 3 au matin, le prince de Schwartzenberg fit attaquer la position sur trois points. Pendant que la division Rothembourg était observée par l'infanterie et deux régiments de cavalerie du comte Pahlen, 4 pièces légères, soutenues par un régiment de cuirassiers, canonnèrent son flanc, et le reste de la cavalerie tourna ses derrières par Bouranton et Saint-Parre-aux-Tertres. Chemin faisant, cette cavalerie enleva 200 hommes et une partie du parc qui se rendait à Troyes par la grande route, avec une faible escorte; elle faillit même prendre le comte Gérard qui gisait malade dans une ferme, croyant sa gauche couverte; mais le général Saint-Germain accourut bientôt avec ses cuirassiers, et après deux charges vigoureuses, rejeta l'ennemi sous Bouranton. Vers trois heures, le comte de Wrede canonna le front de la position, et le comte Wittgenstein descendit en deux colonnes des hauteurs de Rouilly et de Mesguil-Sellières : celle de droite prit à gauche de Bouranton, celle de gauche marcha directement sur les hauteurs de Laubressel; l'une et l'autre s'avancèrent précédées d'un grand nombre de pièces que couvrait une nuée de tirailleurs, et engagèrent un feu très-vif d'artillerie et de mousqueterie avec la division Rothembourg. La colonne de droite déboucha facilement de Bouranton, mais elle chercha inutilement à gagner la route de Tennelière : comme la cavalerie du comte de Pahlen, elle fut chargée à plusieurs reprises par le comte de Valmy, qui venait de remplacer, à Saint-Parre-aux-Tertres, le général Saint-Germain. Plus heureux dans son attaque, le comte de Wrede était parvenu à jeter de Couteranges, 4 ou 5 bataillons qui vinrent, par le bois qui borde la droite de la Barce, donner la main aux Russes arrêtés par la cavalerie du comte de Valmy.

Une plus longue résistance ne pouvant être que très-dangereuse, le comte Gérard donna l'ordre de la retraite. Les divisions Rothembourg et Jarry s'établirent à Saint-Parre, sous la protection de la cavalerie et de l'artillerie; mais le général Duhesme, qui défendait les ponts de la Barce, lorsqu'il reçut l'ordre de se retirer, fut assailli sur la chaussée par toute l'ar-

1814. France. mée bavaroise, qui le força de se jeter vers la Barce inférieure; il parvint néanmoins à atteindre Saint-Parre-aux-Tertres, avec perte de 400 hommes et de 2 pièces de canon.

Sur la gauche de la Seine, l'ennemi fit peu d'efforts, et la retraite du 11e corps et des dragons Milhaud s'opéra sans obstacle. Une division d'infanterie garda les Maisons-Blanches, et fut échelonnée par la cavalerie jusqu'aux faubourgs de Troyes.

Cette journée coûta aux Français 7 pièces d'artillerie et 150 hommes hors de combat; aux alliés environ 1,000 hommes.

4 mars. *L'armée française, retirée sous Troyes, abandonne cette ville.* — L'armée se trouva ainsi réunie sous les murs de Troyes, en présence de l'ennemi, et le maréchal Macdonald, encore malade, prit enfin le commandement en chef que l'empereur lui avait confié. Ce n'était pas avec 25,000 hommes qu'il pouvait livrer bataille sur la rive droite de la Seine, à la grande armée alliée; il résolut donc de se retirer à Nogent, assez lentement, toutefois, pour donner aux ambulances et au grand parc le temps d'évacuer Troyes.

Le 4 mars, vers huit heures, l'ennemi se présenta en force devant Saint-Parre; le comte Gérard, après avoir défendu le village pendant trois heures, passa ensuite le pont de la Seine, et se retira dans le faubourg Saint-Jacques, d'où il offrit d'évacuer Troyes dans six heures; mais le comte de Wrede n'en accorda qu'une. Dès que le général Milhaud entendit la canonnade, il tourna Troyes par la rive gauche de la Seine, et il alla prendre position, suivant l'ordre de la retraite, sur le chemin de Pavillon, à hauteur du comte de Valmy, établi sur la grande route de Paris; le comte Gérard passa le second pont de la Seine, et se retira dans le faubourg Saint-Martin; le général Molitor tourna Troyes et prit le chemin de Pavillon. L'ennemi avait placé des batteries à l'entrée des faubourgs, et lançait quantité d'obus dans la ville, lorsque le comte Sébastiani, sommé pour la seconde fois, prévint qu'il évacuait. Le feu cessa et la garnison se retira, après avoir fortement barricadé les ponts et l'entrée des faubourgs.

L'armée suivait tranquillement l'ancienne et la nouvelle route de Paris, lorsque la cavalerie bavaroise parut dans la plaine de Malmaison, sur les derrières du comte de Valmy. La terreur

s'empara d'une partie de la troupe française, que les généraux ne parvinrent à rallier complétement qu'aux Grez. On perdit dans cette échauffourée près de 400 vieux cavaliers, parce qu'on avait négligé de laisser une forte arrière-garde en avant de la Chapelle-Saint-Luc; très-heureusement l'infanterie tint ferme, ce qui empêcha le général Frimont d'entrer d'une haleine à Nogent, et de jeter le plus grand désordre dans l'armée. 1814. France.

Le quartier général du prince de Schwartzenberg fut établi de nouveau à Troyes. Cette ville, lors de sa première occupation par les alliés, avait eu à supporter des charges énormes, mais au moins l'ordre y avait été maintenu et les propriétés particulières respectées. Il n'en fut pas de même cette fois. Les généraux, irrités de ce qu'une partie des habitants avait maltraité leur arrière-garde à l'évacuation, et accueilli l'armée française avec trop d'enthousiasme, frappèrent la ville d'une contribution de guerre, prirent des otages, et tolérèrent, pendant trois jours, le pillage d'un grand nombre de maisons.

Rupture du congrès de Châtillon. — Le prince de Schwartzenberg, en entrant à Troyes, avait renvoyé à leurs quartiers généraux respectifs les commissaires réunis à Lusigny pour traiter d'un armistice; car, à cette époque, il n'avait plus besoin de ce moyen pour arrêter les poursuites de Napoléon. De même que les conférences de Lusigny, les négociations de Châtillon allaient être rompues. Un délai accordé pour attendre le contre-projet demandé à M. de Caulaincourt avait été fixé au 10 mars, et passé ce délai, le congrès devait être dissous. 19 mars.

M. de Caulaincourt avait écrit à l'empereur pour l'instruire de la résoluiion prise par les souverains alliés d'en finir avec les négociations de Châtillon en fixant un terme à leur durée. Il le suppliait de se désister de quelques points des bases de Francfort, sans quoi le congrès serait dissous à l'instant. « Je supplie Votre Majesté, disait-il, de réfléchir à l'effet que produira en France la rupture des négociations, et d'en peser les conséquences. Elle me rendra assez de justice pour penser qu'en lui écrivant comme je le fais, il faut porter au plus haut degré la conviction que ce moment va décider des plus chers intérêts de Votre Majesté et de ceux de mon pays. » M. de Caulaincourt informait également l'empereur de la visite

1814. France. que lui avait faite le prince Esterhazy, envoyé secrètement par M. de Metternich, pour lui conseiller d'engager son maître de traiter à tout prix, car le délai fatal du 10 mars passé, on ne serait plus disposé à négocier avec lui, et on lui ôterait non-seulement le Rhin, mais même le trône; que l'auguste père de Marie-Louise avait tout tenté jusqu'alors pour éviter que les choses en vinssent à cette extrémité, mais qu'il ne répondait plus de rien, et qu'il lui faisait tenir cet avis uniquement pour n'avoir pas à se reprocher de l'avoir laissé dans l'incertitude.

Napoléon, qui était alors à Reims, voulant s'assurer si les sacrifices qu'on exigeait de lui devaient être irrévocablement admis dans le contre-projet qu'on pressait M. de Caulaincourt de présenter, écrivait à ce dernier de demander aux plénipotentiaires alliés si les préliminaires auxquels on voulait qu'il opposât un contre-projet étaient réellement l'ultimatum de la coalition, et que, dans ce cas, il rompît immédiatement la négociation, quoi qu'il puisse en arriver; que si, au contraire, on lui répondait que ce n'était pas la dernière condition du traité de paix, il dise qu'en se rapportant aux bases de Francfort, il était autorisé à céder le Brabant hollandais, conservant l'Escaut et Anvers; à renoncer à la possession de Wesel, Cassel, Kehl, et du Thalweg du Rhin; mais que la France conserverait Mayence, dont Napoléon consentait à demolir les ouvrages, à condition que ceux de Cassel le seraient aussi. Il cédait toutes les possessions de la France au delà des Alpes, ne demandant qu'une dotation pour le prince Eugène et une pour la princesse Élisa. Quant aux colonies, la France n'y attachait aucune importance et y renonçait pour des possessions continentales.

M. de Caulaincourt devait remettre un contre-projet sur ces bases; mais après avoir épuisé tous les prétextes pour reculer de quelques jours le terme de rigueur du 10 mars, il remit, ce même jour, au congrès une note dans laquelle il essaya de montrer l'injustice des préliminaires du 17 février, et de prouver qu'ils étaient la violation d'un engagement offert à Francfort par des alliés et accepté par la France; et entrant aussitôt dans les considérations résultant du fait de la propo-

sition et de son acceptation, il fut bruyamment interrompu par les négociateurs de la coalition, qui se levèrent en menaçant de rompre la séance si le plénipotentiaire français continuait à provoquer une discussion sur un fait dont ils n'avaient pas mission de s'occuper. C'est un contre-projet, s'écrièrent-ils, qu'on vous demande, et qu'on attend depuis un mois, avec ordre de partir d'ici si vous ne le remettez pas immédiatement. Cette séance orageuse n'aboutit qu'à donner à M. de Caulaincourt un délai de trente-six heures pour présenter le contre-projet demandé.

Sur ces entrefaites, l'échec essuyé par l'armée française devant Laon, les 9 et 10 mars[1], détermina les souverains alliés à donner de nouvelles instructions à leurs plénipotentiaires, dans le but de mettre très-promptement fin aux négociations de Châtillon, auxquelles ils ne tenaient plus. Le 15 M. de Caulaincourt remit son contre-projet aux plénipotentiaires réunis dans une huitième séance. Ce document était rédigé conformément aux bases qu'on vient de lire. Après en avoir écouté silencieusement la lecture, les négociateurs alliés se levèrent en annonçant qu'ils allaient envoyer ce contre-projet au quartier général de leurs souverains. En même temps ils déclarèrent qu'on pouvait regarder les conférences comme définitivement rompues. Dans une dernière séance, tenue le 18, ils lurent une note solennelle dans laquelle ils disaient que les principes qui avaient présidé aux résolutions des puissances alliées, à l'époque où elles entrevirent la possibilité d'entreprendre la grande œuvre de la reconstruction politique de l'Europe, avaient servi de base aux préliminaires du 17 février, et qu'elles ne poseraient les armes que lorsque ces principes seraient reconnus et admis par le gouvernement français.

M. de Caulaincourt, ne pouvant outre-passer les instructions qu'il avait reçues de l'empereur, se sépara le 19 des plénipotentiaires, et le lendemain, 20 mars, toutes les légations partirent de Châtillon pour regagner leurs quartiers généraux respectifs. Napoléon, instruit du résultat des conférences de Châtillon, qu'il avait prévu, en avait déjà pris son parti. Ainsi fut rompu ce congrès ouvert seulement pour la forme, et où il n'y avait pas possibilité de s'entendre, puisqu'on y arrivait de

1814. France. part et d'autre avec des prétentions si opposées et la volonté prononcée de les maintenir.

5-13 mars. *Suite de la retraite du maréchal Macdonald; ce maréchal prend une ligne de défense sur la Seine.* — Le 5 mars, le corps du général Wittgenstein continua l'offensive sur la nouvelle route, le comte de Wrede sur l'ancienne, et le prince royal de Würtemberg, avec le général Giulay sur la route de Sens. Ce jour-là même, le maréchal Macdonald, arrivé à Nogent, et craignant d'être attaqué le lendemain, plaça son armée sur une bonne ligne de défense; mais comme l'ennemi ne parut point dans la matinée du 6 mars, il porta le gros de son infanterie à Mériot et Plessis-Mériot, détruisit le pont de Nogent, et fit occuper le faubourg sur la rive droite, par les généraux Gérard et Saint-Germain. Le général Pacthod, après avoir laissé sa 2e brigade à Bray, descendit avec la 1re et 4 pièces à Montereau, et détacha la 3e à l'escorte des parcs sur Nangis. Les parcs et ambulances filèrent sur Provins.

Par suite de ce mouvement rétrograde des maréchaux, le prince Maurice de Lichtenstein avec sa cavalerie légère, et le général Seslawin avec ses Cosaques, avaient forcé le général Alix, qui flanquait la droite de l'armée, de se retirer à Sens, où il essaya inutilement d'organiser la levée en masse de l'Yonne, décrétée le 26 février. Ce n'est pas que le 7 mars, le tocsin n'eût fait accourir toute la population virile; mais les cadres de six bataillons de ligne qui devaient la recevoir, n'ayant pas été envoyés par le ministre de la guerre, il fut obligé de la laisser se disperser, en même temps qu'il se retira sur Auxerre avec 2,000 fantassins et 300 chevaux. Le prince de Lichtenstein avait dépassé Noyers, le prince de Würtemberg touchait aux portes de Sens, et les Cosaques couraient sur les deux rives du canal de Bourgogne.

Le maréchal Macdonald avait eu le temps de défendre le passage de la Seine, lorsque le prince de Schwartzenberg, persuadé que ce maréchal n'avait fait que se concentrer entre l'Ardusson et la Seine, et voulant s'assurer de ses forces, ordonna une reconnaissance. A cet effet, le général Rajewski [1] eut ordre

[1] Commandant le corps du comte de Wittgenstein, blessé le 27 février à Bar-sur-Aube.

d'attaquer de front cette position, tandis que le comte de Wrede en tournerait le flanc droit par Mâcon, et chercherait à s'approcher de Nogent le plus possible. Cette reconnaissance ne trouva point d'obstacles, seulement le poste resté dans l'île engagea une fusillade très-vive avec l'avant-garde du comte Pahlen, qui prit possession de Nogent ; et les Cosaques vinrent échanger quelques coups de carabine avec la garnison de Bray. L'avant-garde du comte de Wrede vint se poster à Grisy, dans cette direction. 1814. France.

Ne croyant pas devoir s'avancer davantage, tant que ses communications avec l'armée de Silésie ne seraient pas rétablies, le généralissime resta en observation sur la Seine. Une telle inaction paraîtra d'autant plus surprenante, que la grande armée comptait plus de 100,000 combattants, et que le maréchal Macdonald en avait à peine 29,000. Le séjour du généralissime à Troyes ne fut marqué que par une proclamation tendante à paralyser l'effet des décrets rendus à Fismes par l'empereur Napoléon. « Jamais les alliés, y disait-il, n'ont eu le dessein de conquérir la France ; mais ils ne feront la paix qu'à des conditions qui puissent assurer à l'Europe et à la France elle-même un repos durable..... Français, songez que tout ce qui résisterait à nos armes s'exposerait à une destruction inévitable. » C'était bien mal connaître l'esprit de la nation que d'attendre quelque chose d'une semblable proclamation ; elle ne fut connue que dans les départements envahis, et ne servit qu'à irriter davantage les esprits déjà aigris par les charges inséparables du séjour prolongé des alliés.

L'armée ennemie resta ainsi dans l'inaction aux environs de Troyes et sur la rive gauche de la Seine, jusqu'au 13 mars, qu'un incident tout particulier vint l'en faire sortir.

Le général russe Tettenborn, commandant une brigade de cavalerie légère à l'armée du Nord, détaché sur le Rhin après la paix avec les Danois, avait franchi ce fleuve à Cologne, à la mi-février, avec ordre de se rendre sur le théâtre des opérations pour entretenir la communication entre les armées du Nord et de Silésie. Il s'était dirigé par Trèves, Luxembourg et Stenay sur Reims, à travers l'Argonne, par la trouée de Grandpré, où trois des cinq compagnies franches organisées

1814. France. pour la défense de cette forêt, arrêtèrent un jour entier son avant-garde, et ne lui livrèrent le passage qu'après avoir été écrasées. Pendant qu'il faisait des courses entre la Seine et l'Aisne, il apprit les avantages remportés par le prince Blucher dans les journées des 9 et 10 mars, et il en informa le généralissime, ainsi que du retour probable de Napoléon sur l'Aube.

Le prince de Schwartzenberg, craignant d'être attaqué sur ses derrières, résolut de se concentrer entre la Seine et l'Aube. En conséquence, il ordonna au général Wittgenstein de pousser une reconnaissance, et à toute l'armée d'appuyer à droite vers Arcis. Le 13 mars, le général russe ayant jeté un pont à Pont, et l'avant-garde du comte de Wrede ayant resserré et vivement canonné Bray, le maréchal Macdonald, qui avait eu le temps de réparer le matériel de son artillerie, de faire reposer sa cavalerie, et de prendre enfin toutes les mesures convenables pour bien recevoir l'ennemi, ordonna au maréchal Oudinot de concentrer le 7e corps entre les routes de Nogent et de Bray; au comte de Valmy de se porter en avant de Rouilly et de Cucharmois, afin de couvrir Provins et Nangis; au général Milhaud de pousser une division à Hermé, pour observer la Seine jusqu'à Bray, et d'aller avec les deux autres à l'Échelle, éclairer les routes de Sézanne et de Villenoxe. Le lendemain, le maréchal fit pousser deux reconnaissances sur Sézanne et Villenoxe; la première, conduite par le général Treilhard avec 2,400 chevaux et une brigade d'infanterie, réussit d'abord, mais finit, le soir, par être chassée avec perte de Sézanne; la seconde, conduite par le général Saint-Germain, fut vivement repoussée par l'avant-garde du corps de Wittgenstein, et ne dut son salut qu'au comte Gérard, qui, accourant de Mériot-au-Port, plaça une division sur les hauteurs de Saint-Nicolas; le général Bélair, à la tête de sa brigade, enleva ce village et se porta sur le flanc de la colonne russe, qu'il força, par une canonnade très-vive, à se retirer sur Saint-Féréol.

14-15 mars. *La grande armée alliée se concentre sur Arcis.* — Instruit par un aide de camp de Blucher de la victoire de Laon et de la marche ultérieure de Napoléon, le prince de Schwartzenberg prononça son mouvement de concentration sur Arcis, résolu à accepter la bataille si elle lui était offerte; mais le 16 mars, il vou-

lut forcer le maréchal Macdonald à un mouvement rétrograde, afin de donner du jeu à la gauche de la ligne qu'il avait l'intention de prendre derrière l'Aube. A cet effet, et d'après ses ordres, pendant que le général Schachefskoy marchait sur la forêt de Sordun, défendue par une division du 2ᵉ corps, le prince Eugène de Würtemberg attaqua la division Leval, bivouaquée dans la plaine en arrière de l'Échelle, fit tourner, sur les huit heures, le parc de Houssaie par une partie de sa cavalerie, et dirigea son infanterie, soutenue de deux régiments de cuirassiers, sur le bois et le village de l'Échelle qu'elle occupa. Le village de Cormeron ayant été enlevé aux tirailleurs français, le général Leval le fit attaquer sur-le-champ en échelons par le 130ᵉ régiment, appuyé à droite par le 3ᵉ de ligne qui défendait le passage du ravin de Richebourg. Cormeron fut repris; mais le prince de Würtemberg ayant fait un nouvel effort, au bout d'une heure les munitions du 130ᵉ furent épuisées; ce régiment abandonna le village et se retira sur un bataillon du 10ᵉ léger, placé à gauche du taillis qui commande la plaine; le feu nourri de ce bataillon, et la mitraille de six pièces arrêtèrent la poursuite de l'ennemi. Aussitôt le général Leval fit former les deux brigades Montfort et Chassé à la gauche des 3ᵉ et 130ᵉ régiments formant la brigade Maulmont; et le prince de Würtemberg n'osa l'attaquer, ne se voyant pas soutenu par le comte de Wrede, que la difficulté des chemins avait retardé. De son côté, le général Duhesme repoussa vivement le général Schachefskoy.

1814. France.

Le maréchal Macdonald continue sa retraite sur Provins. — A l'extrême gauche des alliés, le prince royal de Würtemberg, pour faire diversion, jeta, à la faveur de l'obscurité, environ 800 grenadiers sur la rive droite de la Seine, au-dessus de Nogent; mais la brigade Matère, qui gardait le faubourg, les força presque aussitôt à se rembarquer dans le plus grand désordre, après leur avoir tué une centaine d'hommes, et noyé bon nombre d'autres. Toutefois, le maréchal Macdonald, pressé sur sa droite et sur sa gauche, ordonna au comte Gérard de quitter de suite Nogent, et de se replier sur Provins avec toute l'armée.

17 mars.

L'ennemi n'ayant plus personne devant lui, occupa durant

1814 France. la nuit les positions suivantes : le prince royal de Würtemberg, Nogent ; le général Rajewky, Mont-le-Potier ; le comte de Wrede, Plancy et Villenoxe ; et le général Barclay-de-Tolly, Acis-sur-Aube ; le général Giulay fut rappelé de Sens à Troyes. Ainsi le maréchal Macdonald ayant encore son front et ses flancs menacés, se décida à évacuer Provins, le 17 mars, entre deux et trois heures du matin, et alla prendre position à hauteur de la Maisonrouge, la droite à Donnemarie, la gauche à Cucharmois ; toute la cavalerie s'était réunie à Rouilly, pour empêcher l'infanterie d'être débordée pendant la retraite. Le comte Gérard, formant l'extrême arrière-garde, vint bivouaquer en arrière de Provins, d'où il pouvait empêcher l'ennemi de déboucher, soit par la ville haute, soit par la grande route.

Ici finit l'offensive du prince de Schwartzenberg contre le maréchal Macdonald ; il ne s'occupa plus qu'à tenir tête à Napoléon qui marchait vers l'Aube, et il donna ses ordres pour que son armée s'établît sur la rive droite de la Seine. Il voulut en même temps rouvrir, par l'occupation de Châlons, la communication avec l'armée de Silésie. Les troupes qu'il chargea de cette expédition donnèrent sur la cavalerie de la garde, qui les ramena battant ; c'était l'empereur qui s'avançait. Le maréchal Macdonald, qui ignorait la marche de l'empereur, par conséquent le motif de retraite des alliés, fit partir, le 18 au matin, des reconnaissances pour savoir la direction prise par le prince de Schwartzenberg, et tâcher d'obtenir des nouvelles.

17 mars. *Marche de Napoléon sur l'Aube.* — Après avoir rallié et mis sous les ordres du maréchal Ney 3,600 hommes environ, amenés de la 2e division militaire par le général Janssens (dont il a déjà été question), qui traversa, avec autant d'intelligence que de bonheur, un pays occupé par l'ennemi, Napoléon avait laissé sur la ligne de l'Aisne le maréchal Marmont avec son corps d'armée, et le maréchal Mortier avec trois divisions d'infanterie de la garde, les dragons du général Roussel et une brigade de la division Berckeim ; il ordonna aux deux maréchaux de se concerter, leur recommandant de couvrir Paris avant tout, et de s'approcher de lui, suivant les mouvements de l'ennemi. Ils avaient sous leurs ordres

13,000 hommes d'infanterie, 5,000 chevaux et 60 bouches à feu. 1814. France.

Ces dispositions prises, l'empereur était parti de Reims, le 17 mars, et venait manœuvrer sur les derrières de la grande armée alliée dont l'extension démesurée (d'Épernay à Sens) lui promettait des avantages signalés. Il n'avait cependant pour cette expédition que 10,000 fantassins et 6,000 chevaux ; savoir : 4,800 hommes d'infanterie et 800 chevaux sous le commandement du maréchal Ney, 1,600 chevaux de la division Berckeim ; le reste appartenant à la garde et composé des divisions Friant, Exelmans, Colbert et Letort, ces trois dernières réunies sous les ordres du comte Sébastiani.

Combats de Fère-Champenoise, de Plancy et de Méry. — 18-19 mars. Le 18, l'empereur partit d'Épernay et envoya l'ordre au général Duvigneau de venir occuper Châlons avec la garnison de Verdun. Le maréchal Ney, formant la colonne de gauche, partit de Châlons et alla occuper Sommesous que venait de quitter le corps austro-bavarois; celle de gauche, c'est-à-dire le reste de l'armée d'expédition, s'arrêta à Fère-Champenoise; le comte Sébastiani chassa les Cosaques de ce bourg et prit position à Gourganson, Semoine et Herbisse.

Le prince de Schwartzenberg, dont l'armée était presque tout entière concentrée sous Arcis, avait donné ordre aux Bavarois de repasser l'Aube, dont il leur avait confié la défense. Ceux-ci, après avoir laissé une simple arrière-garde à Lesmont et à Rosnay, où les Wurtembergeois et les corps de Giulay et de Rajewsky devaient se trouver le même jour, s'étaient échelonnés à Pougy, et devaient se replier, le 20, sur Brienne; le comte Barclay-de-Tolly reçut ordre de se porter, le 20, à Trannes. Ces mouvements rétrogrades firent penser à l'empereur que les alliés se retiraient en désordre, et il ordonna, le 19, au comte Sébastiani de passer l'Aube à Plancy et de les poursuivre vivement. Ce général ayant rencontré à hauteur de Coursemain les Cosaques de Kaisaroff, leur fit bon nombre de prisonniers; les habitants l'aidèrent à rétablir le pont de Plancy, qu'il franchit aussitôt, malgré une vive canonnade; de là, secondé par l'infanterie qui se jeta dans le village, il passa le deuxième bras de l'Aube au gué de Charny, et déboucha en deux colonnes avec les divisions Exelmans et Colbert. Les Cosaques se sauvèrent à

1814. France. Pouan et brûlèrent ce village. La cavalerie française s'établit à Bessy.

Cependant Napoléon, à la tête de la division Letort et des escadrons de service, avait pris la route de Méry, ville occupée par l'arrière-garde du prince de Würtemberg, dont le corps fermait la marche des alliés. Cette troupe n'eut pas plutôt aperçu la colonne de l'empereur, qu'elle se retira en mettant le feu au pont, et engagea une fusillade sur la rive gauche. Le général Letort, ayant passé de suite le gué au-dessous de Méry, en chassa promptement l'ennemi; il s'empara, à Châtres, d'un équipage de treize pontons, et s'établit aux Grez. L'empereur retourna avec ses escadrons de service à Plancy, où il passa la nuit. La division Friant bivouaqua sur les deux rives de l'Aube. Le maréchal Ney, qui avait eu ordre de descendre à Arcis, s'avança sans avoir vu l'ennemi, et établit son infanterie sur deux lignes en arrière de la ferme de Riverelle, sa cavalerie à Viaspre.

Tous ces mouvements de Napoléon, joints à l'offensive reprise par le maréchal Macdonald sur la rive droite de la Seine, inquiétaient fort les alliés, et le prince de Schwartzenberg montra la plus grande incertitude dans toutes les dispositions qu'il manda et contremanda. L'empereur s'en aperçut; et ne voulant lui donner aucun relâche, il rappela le général Letort, et prescrivit, le 20, au comte Sébastiani de se porter, dès le matin, sur Arcis. Celui-ci y arriva à dix heures, presque en même temps que l'infanterie du maréchal Ney. On s'occupa sur-le-champ de la construction du pont et de la défense de la ville. La division Janssens fut placée à cheval sur la route de Lesmont, appuyant la gauche au Grand-Torcy, et ayant en réserve la brigade du général Pierre Boyer; le comte Sébastiani plaça egalement les généraux Exelmans et Colbert à cheval sur la route de Troyes, poussa une reconnaissance, et établit ses avant-postes en présence des alliés. L'empereur, toujours dans la persuasion que l'ennemi se retirait en désordre, fut bientôt informé par le maréchal Ney et par le comte Sébastiani que le prince de Schwartzenberg n'était pas à plus de cinq myriametres, avec la majeure partie de son armée; il arriva sur-le-champ. Se refusant toujours à croire ce qu'on lui disait, il venait

d'envoyer aux avant-postes un capitaine d'ordonnance qui avait rapporté n'avoir aperçu qu'un millier de Cosaques, lorsque le comte Sébastiani annonça de nouveau et d'une manière positive que l'ennemi marchait sur Arcis en colonnes d'attaque. En effet, d'après les ordres du généralissime, le prince royal de Würtemberg marchait en deux colonnes vers Plancy : la première, composée de son propre corps et de celui du comte Giulay, sur la route de Troyes à Plancy; la deuxième, composée du corps de Rajewsky, sur la route d'Arcis. 1814. France.

Affaires d'Arcis. — Pendant ce temps, les Bavarois faisaient une diversion contre Arcis. Vers les deux heures, les Cosaques du général Kaisaroff, qui liaient le comte de Wrede au général Rajewsky, se voyant supérieurs en nombre, chargèrent la cavalerie française; ils avaient déjà renversé la division Colbert, qui était en première ligne, et ébranlé celle du général Exelmans, lorsqu'ils furent renforcés par la cavalerie du général Frimont et par trois batteries envoyées par le comte de Wrede, qui ordonna en même temps au général Volkmann d'enlever le village du Grand-Torcy et de s'emparer du pont d'Arcis, pour empêcher l'infanterie française de déboucher, et pour couper la retraite aux troupes qui se trouvaient sur la rive gauche de l'Aube. Mais déjà le mouvement rétrograde de la cavalerie était arrêté; l'empereur, l'épée à la main, s'était jeté au-devant de quelques fuyards qui se précipitaient sur les ponts : *Voyons*, leur avait-il dit, *qui de vous les repassera avant moi*. Il avait en toute hâte fait avancer la brigade de chasseurs à pied de la vieille garde, commandée par le général Pelet [1], qui, traversant la ville sous une grêle de boulets, vint se déployer en avant par masses, et imposa à l'ennemi. A la gauche, le maréchal Ney défendait Torcy contre toutes les attaques; un instant ce village ne fut plus en son pouvoir; mais la brigade Rousseau, appuyée par celle du général Pierre Boyer, y entra presque aussitôt. Ce fut en vain que le généralissime fit avancer de nouvelles troupes et une partie de la réserve, Torcy resta au pouvoir des troupes françaises dont l'artillerie 20-21 mars.

[1] Le général Pelet avait pris le commandement de la division de jeune garde Decouz, après la mort de ce général et du contre-amiral Baste, au combat de Brienne.

1814. France. faisait des prodiges. A la nuit tombante, le feu exerçait encore tellement ses ravages de part et d'autre, que Torcy et Arcis étaient devenus la proie des flammes. Le général Janssens fut blessé mortellement.

De son côté, la cavalerie, déployée dans la plaine, entre les routes de Plancy et de Troyes, tint ferme toute la journée contre celle du comte de Wrede.

Le mouvement que le prince royal de Würtemberg exécutait sur Plancy aurait eu lieu sans coup férir, si, par un heureux malentendu, le général Letort, revenu seul avec ses dragons, n'avait laissé les grenadiers et les chasseurs à cheval dans leurs bivouacs, aux Grez, sur la rive gauche de la Seine. Ceux-ci s'étant mis en marche pour Arcis à deux heures après midi, furent rencontrés, à la hauteur de Premier-Fait, par l'avant-garde du prince, qui détacha aussitôt plusieurs régiments de cavalerie légère pour les attaquer sur leur flanc gauche, vers Moulin, tandis que la deuxième division de cuirassiers autrichiens les chargerait de front, et la cavalerie wurtembergeoise par le flanc droit. Les Français entourés firent des prodiges de valeur; mais ils auraient peut-être succombé, sans la brigade Curély de la division Berckeim, qui arriva à leur secours avec son artillerie; ils se retirèrent à Méry avec 120 hommes et trois pontons de perte. L'ennemi n'osant point attaquer cette ville gardée par de l'infanterie, les cavaliers de la garde se remirent en route par Plancy sur Arcis, à la faveur de la nuit, laissant au général Berckeim l'équipage de pont capturé la veille.

A la chute du jour, une colonne débouchant inopinément de la route de Plancy à Arcis, causa d'abord quelque inquiétude à l'empereur; mais elle fut bientôt dissipée, lorsqu'on reconnut le général Lefebvre-Desnouettes, amenant de Paris 4,500 hommes de jeune garde, qui prirent position à Plancy sous les ordres du général Henrion, et 2,500 chevaux qui furent en seconde ligne, à droite d'Arcis. Vers neuf heures du soir, le comte Sébastiani, voulant profiter de ce renfort, exécuta une charge générale sur le plateau, et parvint à culbuter la gauche de l'ennemi; pour l'arrêter dans sa course impétueuse, il ne fallut rien moins que toute la cavalerie bavaroise, trois divisions de cuirassiers russes, et un escadron de la garde prus-

sienne. On bivouaqua en présence, en deçà et au delà de Nozay. 1814. France.

Les Français eurent tout l'avantage et tout l'honneur de cette journée ; malgré les efforts d'un ennemi dix fois plus nombreux, ils restèrent maîtres du défilé d'Arcis, et la jonction s'effectua le lendemain avec le maréchal Macdonald. L'empereur avait été constamment exposé au feu le plus vif; plusieurs officiers furent blessés autour de sa personne, et son cheval fut atteint d'un boulet qui le mit hors de combat; des murmures s'étant fait entendre comme pour blâmer le monarque de s'exposer ainsi : « Ne craignez rien, dit-il à ceux qui l'entouraient, le boulet qui me tuera n'est pas encore fondu. »

Le 21, au point du jour, Napoléon rappela la cavalerie et l'infanterie qu'il avait laissées à Plancy et à Méry, et fit passer l'Aube à une partie de son armée; une reconnaissance qu'il poussa sur la route de Lesmont, en avant du Grand-Torcy, n'ayant rencontré que quelques pelotons de cavalerie, il revint à Arcis toujours persuadé que l'ennemi effectuait sa retraite. En conséquence, le général Sébastiani reçut l'ordre d'attaquer sur-le-champ avec la cavalerie de la garde et celle de ligne, tandis que le maréchal Ney le soutiendrait avec toute l'infanterie. La cavalerie française étant bientôt sur la crête du plateau, la vue de 100,000 alliés n'empêcha pas le général Sébastiani d'aborder franchement sur la droite la cavalerie du comte Pahlen, qui aurait été entièrement culbutée sans l'arrivée de la seconde ligne. Toutefois, le maréchal Ney et le comte Sébastiani ayant fait prévenir l'empereur que l'ennemi, en bataille, s'étendait sur trois lignes, entre l'Aube et par delà la Barbuisse, derrière une nuée de troupes légères qu'appuyait une artillerie formidable, la retraite fut aussitôt ordonnée. Fort heureusement les alliés, qui se préparaient à combattre et non à poursuivre, donnèrent à Napoléon le temps de faire jeter un second pont au-dessous de la ville, vis-à-vis de Villette, et de faire filer toute son armée, en commençant par l'artillerie et les bagages, sur la route de Vitry, où l'on arrive par un marais impraticable, d'environ 1,000 mètres, traversé par une levée étroite, coupée de cinq ponts, et au bout de laquelle viennent également aboutir les routes de Fère-Champenoise et de Châlons.

L'empereur chargea le maréchal Oudinot et le comte Sébas-

1814 France. tiani de défendre les ponts d'Arcis, de s'établir le plus solidement possible dans cette ville et de former l'arrière-garde. Cette honorable mission fut dignement remplie, et les troupes effectuèrent en bon ordre le passage du défilé. La brigade Montfort occupa le faubourg que traversent les routes de Lesmont et de Troyes; la brigade Maulmont garda le faubourg de Méry; la brigade Chassé fut placée en réserve; la division Rothembourg prit position en troisième ligne, sur la rive droite de l'Aube.

Cependant le prince de Schwartzenberg assemblait les commandants des corps d'armée pour arrêter un plan de poursuite; il fut résolu que le comte de Wrede lancerait de suite contre les Français une brigade de cavalerie légère, tandis qu'avec le reste des troupes il passerait l'Aube le plus promptement possible pour se porter entre Donnement et Dommartin; qu'une partie de la réserve s'établirait derrière la Voire pour appuyer les Bavarois, et que l'autre partie s'avancerait de Mesgnil-la-Comtesse et de Chaudrey sur le Grand-Torcy contre le flanc gauche de l'armée française, en même temps que le prince royal de Würtemberg attaquerait Arcis sur trois colonnes.

Celui-ci engagea bientôt une canonnade des plus vives contre l'arrière-garde, dont le maréchal Oudinot dut hâter la retraite; dans le même moment un combat très-meurtrier s'engageait aussi sur la rive gauche; le général Leval fut blessé, le général Maulmont eut un cheval tué sous lui; le général Chassé, sur le point d'être pris, saisit une caisse de tambour, battit la charge, et, à la tête de vieux soldats du 16e léger et du 28e de ligne, repoussa les tirailleurs, débarrassa le passage et donna le temps de former sur la rive droite les troupes déjà passées. Le maréchal Oudinot, après avoir pris toutes ses mesures pour défendre le passage et hérisser de batteries la rive gauche de l'Aube, s'établit au Chêne, à l'embranchement des trois routes, où il recueillit le lendemain, à onze heures du soir, la brigade Maulmont, laissée dans le faubourg pour protéger la destruction du pont de Villette et la construction de barricades aux principales issues de la ville; plusieurs sapeurs du génie furent tués par les tirailleurs ennemis dans cette opération; mais, à la fin, le pont tomba sous la hache. Ainsi, tous les efforts de l'ennemi

échouèrent devant la constance et l'intrépidité d'une poignée 1814. France.
de Français, exposés aux attaques combinées des trois corps de Würtemberg, de Giulay et de Rajewsky. Cette héroïque résistance sauva l'armée.

Le maréchal Macdonald, dont les troupes étaient fatiguées par une marche forcée à travers des chemins affreux, fit occuper Ormes par le général Molitor, et Viapre par le comte Gérard. L'empereur, avec sa garde, coucha à Sommepuis, échelonné à Mailly par les cuirassiers du général Saint-Germain.

A l'exception du comte de Wrede, qui marcha toute la nuit pour arriver à Chalette, et de la cavalerie légère de la garde russe, qui franchit l'Aube à Rameru, et porta ses avant-postes à Vinet et Luistre, toute l'armée alliée bivouaqua devant l'Aube, sur le champ de bataille. On évalua la perte de l'armée française, dans ces deux journées, à 3,000 hommes, dont 800 prisonniers; celle de l'ennemi fut de 8 à 9,000 hommes, mais il ne lui fut pas fait un seul prisonnier.

Malgré cet avantage obtenu avec 20,000 hommes au plus, contre 90,000, Napoléon ne se faisait pas illusion sur sa position militaire, et encore moins sur sa position politique, car, avec ses guerres continuelles et son despotisme, il s'était aliéné la nation et ne pouvait plus s'attendre à obtenir d'elle les sacrifices et les secours nécessaires pour forcer la coalition à évacuer le territoire national; il avait trop abusé de ses moyens et en avait tari les sources. Il ne lui restait donc que le dévouement de sa brave et glorieuse armée et celui de quelques courageux citoyens de la garde nationale des départements non encore envahis par l'ennemi. Cependant les armées de Bohème et de Silésie étaient sur le point de se réunir. Dès lors, avec les forces qu'il avait, Napoléon ne pouvait plus tenter de lutter contre elles. Il ne lui restait plus que la ressource très-hasardeuse de se rapprocher des places fortes pour en tirer des renforts et en même temps attirer l'ennemi loin de Paris, dont les maréchaux Marmont et Mortier étaient chargés de défendre les communications avec au plus 10,000 hommes contre 200,000.

L'armée française marche sur Saint-Dizier. — Le 22, le maréchal Macdonald, passant d'Ormes sur les hauteurs de Dosnon, 22-23 mars.
tint en échec, toute la journée, le comte Oscherowski, détaché

1814. France. à Métiercelin pour couper la route de Vitry, tandis que le reste de la grande armée alliée suivait l'armée française dans cette direction pour se placer entre elle et Paris, assurer son flanc droit et opérer sa jonction aux environs de Châlons-sur-Marne, avec Blucher, que les maréchaux Marmont et Mortier ne pouvaient empêcher de repasser l'Aisne.

L'empereur, après avoir traversé la Marne au gué de Frignicourt, chargea le maréchal Ney de sommer Vitry. Le commandant prussien ne se laissa pas effrayer par des menaces, et, comme la place renfermait une garnison de 4,500 hommes et 41 bouches à feu, elle fut jugée à l'abri d'un coup de main et ne fut point attaquée. Les troupes bivouaquèrent hors de portée de son canon, à Blacy et Vitry-le-Brûlé ; l'empereur, avec sa vieille garde, coucha à Faremont.

Le 23 mars, il se mit en route sur Saint-Dizier, où s'établirent l'infanterie et le quartier impérial. La division Piré, formant tête de colonne, et soutenue par la division du général Defrance, après avoir enlevé un bel équipage de pont et fait 900 prisonniers dans cette ville, poussa jusqu'à Doulevant. Le maréchal Macdonald fut moins heureux dans son mouvement : toutes ses troupes n'étaient pas encore ralliées lorsque, dans la nuit du 23, il reçut l'ordre de quitter les environs d'Arcis ; il avait envoyé des officiers d'état-major sur les chemins de Plancy à Nogent, et de Saint-Saturnin à Villenoxe, pour diriger par Sézanne sur Sommepuis celles qui n'auraient pas encore traversé les marais. Une division avait été commandée pour escorter l'artillerie ; mais, par l'effet d'un malentendu, elle n'arriva pas au rendez-vous ; livré à lui seul, le parc fut assailli dans la plaine par la cavalerie légère du comte Oscherowski ; néanmoins le commandant forma le carré, et voulut défendre le parc avec les 500 canonniers qui en dépendaient ; mais plusieurs obus étant tombés au milieu, il craignit de voir sauter les caissons, et il prit le parti d'abandonner les voitures et de sauver les hommes et les chevaux. Le général Gérard, qui faisait l'avant-garde du maréchal Macdonald, était alors en colonne de marche entre le Grand-Fenu et la Custonne ; il entendit la canonnade dans la direction de Sommepuis, et s'étant porté de sa personne jusqu'au delà de Nivelet, où il apprit le danger de l'artillerie, il

pressa la marche de son infanterie pour attaquer les Russes, qui se retirèrent sur Humbeauville, emmenant avec eux 300 prisonniers et 14 bouches à feu ; celles qu'ils n'avaient pu enlever, avaient été enclouées. 1814. France.

Le gros du corps d'armée du maréchal Macdonald vint passer la Marne à Frignicourt, sur un pont de chevalets, et s'établit à Villotte et Bignicourt. Le comte Sébastiani rejoignit à Saint-Dizier avec sa cavalerie. Le général Gérard passa la nuit à Blacy ; le maréchal Oudinot, parti du Chêne, passa à Frignicourt sur le pont de chevalets qu'il brûla, et continua à former l'arrière-garde ; il n'avait perdu que quelques voitures de bagages.

Le but de Napoléon en faisant cette pointe sur Saint-Dizier, au risque de découvrir Paris, était de prendre position sur les derrières de la grande armée alliée, de la séparer de ses magasins, de ses parcs de réserve, de ses convois et de tous ses équipages, et de la placer ainsi dans une position désespérée. Ce mouvement absolument semblable à celui dont la faiblesse seule de son armée venait d'empêcher la réussite, devait être appuyé par 10 ou 12,000 hommes qu'il comptait rallier, et que, d'après ses ordres, le général Durutte devait avoir fait sortir des places de la 3e division militaire[1].

[1] Tous les militaires éclairés regrettèrent alors, et peut-être aussi Napoléon, de n'avoir pas pris de Reims une direction absolument différente. A cette époque, il était encore possible de sauver l'empire avec les débris de l'armée ; mais, au lieu de se porter par Château-Thierry et Arcis sur la droite du généralissime, la prudence lui conseillait de manœuvrer contre sa gauche par Provins et Sens, pour de là s'approcher par Auxerre des sources de l'Yonne, de l'Armançon et de la Seine. Ce mouvement eût été d'autant plus facile, qu'exécuté dans la ligne intérieure de défense, il se trouvait hors d'atteinte de l'ennemi. Par la même raison, il assurait la jonction des maréchaux Marmont et Mortier, lorsque, obligés de plier devant le feld-maréchal Blucher, ils eussent été dans le cas de chercher un point d'appui. L'armée française, une fois dans ce pays coupé et difficile, aurait soutenu avec avantage une guerre de chicane sur la gauche de la grande armée, sans cesser d'avoir l'œil dans le bassin du Rhône, et d'être maîtresse de celui de la Loire. Dans cette hypothèse, si le maréchal Ney, obtenant l'autorisation qu'il sollicitait de *se jeter dans les Vosges*, *de se mettre à la tête de l'insurrection de ces contrées belliqueuses*, et de former un corps d'armée avec les garnisons de Rhin et Moselle, eût agi,

1814. France. 24 mars. *Les alliés prennent la résolution de marcher sur Paris.* — Cependant les alliés tenaient à Pougy, le 23 mars, chez l'empereur de Russie, un conseil de guerre dont le prince de Schwartzenberg avait provoqué la réunion. On y donna lecture des dépêches trouvées sur un courrier pris à l'attaque du parc d'artillerie du maréchal Macdonald (sur la route de Sézanne à Sommepuis), et par lesquelles le prince de Neuchâtel faisait connaître à ce maréchal la marche et les desseins de Napoléon. Il fut résolu que le généralissime, sans s'inquiéter de ce qui se passerait sur ses derrières, se porterait de suite à Châlons pour se réunir au prince Blucher, et opérer conjointement avec lui sur les derrières et sur le flanc de l'armée française.

Le prince de Schwartzenberg, dont ces dispositions contrariaient peut-être les vues, ne se hâta point de prononcer le mouvement convenu ; et la grande armée alliée occupait encore une ligne demi-circulaire autour de Vitry, lorsque le lendemain matin, l'empereur de Russie, après avoir réuni en conseil privé à Sommepuis plusieurs de ses généraux, fit part au généralissime de la résolution qu'il avait prise de marcher sur Paris avec les armées réunies. Ce monarque instruisit lui-même le roi de Prusse de cette détermination. Quant à l'empereur d'Autriche, il avait abandonné à ses deux alliés la direction des événements qui allaient décider du sort de son gendre, et il s'était porté sur Lyon pour rejoindre l'armée du midi.

Il ne manquait plus au complément de cette grande entreprise que la jonction de l'armée de Silésie, quand on apprit qu'elle occupait Reims et Château-Thierry, qu'elle allait entrer à Châlons, et que toute sa cavalerie, sous les ordres du général Wintzingerode, était entre la Somme-Soude et la Coole.

Le feld-maréchal Blucher, craignant d'abord que Napoléon,

avec son audace et son activité accoutumées, dans la ligne des places de la Moselle et de la Sarre, sur la droite de la ligne d'opérations de l'armée de Silésie; ou qu'il eût simplement rejoint l'empereur par la vallée de la Seine; ou enfin qu'il se fût réuni, près ou dans la Suisse, au maréchal Augereau, on conviendra que les affaires n'auraient pas tardé à changer de face; et, supposé que les alliés, au mépris des armées établies sur leurs flancs et leurs derrières, eussent fait la conquête de Paris, elle n'aurait été d'aucune influence sur les résultats ultérieurs de la campagne. (Général Koch, *Campagne de* 1814.)

après avoir reçu des renforts, ne reprit l'offensive sur la rive droite de l'Aisne, était resté quelques jours dans l'inaction ; mais sur un avis d'un mouvement sur Saint-Dizier, il se décida à franchir cette rivière. Le maréchal Marmont, qui ne pouvait en disputer le passage à une armée de 109,000 combattants, résolut de ne défendre Berry-au-Bac que le temps nécessaire pour assurer sa retraite sur Fismes, et il en prévint le maréchal Mortier qui s'y porta aussitôt. Le général Ricard, chargé de former l'arrière-garde et de faire sauter le pont de Berry-au-Bac, se retirait en bon ordre avec sa division et une brigade de cavalerie légère, lorsque 8,000 chevaux, passant l'Aisne au gué d'Asfeld, se divisèrent en deux masses principales, dont l'une marcha sur le maréchal Marmont par Sapigneulles et Loivre, et l'autre, coupant ce maréchal du maréchal Mortier, s'avança sur ce dernier. La cavalerie française d'arrière-garde fut repoussée, malgré la plus grande résistance ; et le maréchal Marmont fut obligé de la faire appuyer par de l'artillerie et des carrés ; mais l'infanterie ennemie qui avait passé à Berry-au-Bac et à Pontavaire, étant arrivée en forces supérieures, ce ne fut pas sans peine que ce corps d'armée parvint à gagner les hauteurs de Roucy ; ne pouvant pas garder cette position, il alla ensuite s'établir en arrière de Fismes, sur le Mont-Saint-Martin, où le maréchal Mortier rejoignit, le 19, en marchant à couvert de la Vesle. Les deux maréchaux conservèrent, toute la journée du 20, cette nouvelle position ; et le maréchal Mortier y rallia la division Charpentier qu'il avait détachée devant les places de Soissons et de Compiègne, pour observer l'Aisne inférieure. Une forte reconnaissance apprit, ce jour-là, aux maréchaux que l'armée de Silésie, marchant par la gauche, cherchait à se mettre en contact avec le prince de Schwartzenberg, afin d'opérer de concert avec lui, et qu'elle n'avait laissé devant eux que 8 à 10,000 hommes pour les tenir en échec.

1814. France.

Les maréchaux Mortier et Marmont cherchent, d'après les ordres de Napoléon, à se rapprocher de lui. — Le 20 mars, au soir, ils reçurent une dépêche du prince de Neuchâtel, datée de Plancy-sur-Aube, à dix heures du matin. Le major-général leur annonçait que l'empereur avait blâmé la retraite sur Fismes,

1814. France. et leur transmettait l'ordre de se porter sans délai sur Châlons ou Épernay [1].

Pour exécuter le premier ordre de couvrir Paris, les maréchaux avaient dû se placer à Fismes, et non aller à Reims. Pour exécuter le second, il n'y avait pas de routes praticables à l'artillerie, de Fismes à Épernay; et, comme il était d'ailleurs certain que de Reims l'ennemi y serait avant eux, ils partirent dans la nuit pour Château-Thierry, d'où ils comptaient prendre la grande route de Châlons. Malheureusement ils furent forcés de prendre la petite, le général Vincent leur ayant appris l'occupation d'Épernay et de la grande route par des forces considérables.

Entré dans Châlons après le départ du maréchal Ney, et avant que le général Duvigneau eût eu le temps d'y mettre garnison, le comte Tettenborn avait détaché deux régiments de Cosaques et deux pièces légères pour chasser le corps volant qui occupait Épernay. Le général Vincent n'avait que 500 hommes d'infanterie et 125 chevaux, sans artillerie. Toutefois, avec le concours de la garde nationale, à laquelle le maire communiquait son ardeur, il défendit, le 24, cette place pendant trois heures, espérant être bientôt soutenu par les maréchaux Marmont et Mortier, auxquels il avait fait passer l'ordre du major-général. Vers deux heures, l'avant-garde du général Wintzingerode ayant franchi la Marne au gué de Damerie, toute résistance devint inutile, et le général Vincent se vit obligé de se retirer à Dormans par la forêt de Vaucienne. Le dévouement patriotique des habitants d'Épernay fut puni par quarante-huit heures de pillage.

Après avoir détruit les ponts de Château-Thierry et ordonné au général Vincent de les rejoindre par Orbais, les maréchaux

[1] La lettre du major-général était ainsi conçue :

« L'empereur me charge de vous mander que, l'ennemi ayant évacué Provins, Nogent et Troyes, et se dirigeant sur Bar-sur-Aube et Brienne, il voit avec peine que vous vous soyez retirés sur Fismes, au lieu de vous retirer sur Reims, et de là sur Châlons et Épernay. S. M. ordonne que vous preniez sur-le-champ cette communication; sans cela, Blucher va se réunir au prince de Schwartzenberg, et tout cela tomberait sur vous. L'empereur va peut être manœuvrer lui-même sur Vitry. »

se portèrent sur Champ-Aubert, et firent une telle diligence qu'ils y étaient le 22 au soir. Arrivés le lendemain à Bergères, ils aperçurent une colonne de cavalerie qui descendait sur Vertus par la route d'Épernay; la cavalerie d'avant-garde y accourut; la ville était livrée au pillage par un parti de Cosaques du général Tettenborn. Le général Merlin les chassa, fit quelques prisonniers, et s'empara d'environ 60 voitures de bagages, de 300 chevaux et de presque tout ce qu'ils venaient de piller.

Le 24, on continua le mouvement en se portant sur Vatry; le soir, le maréchal Mortier se plaça à cheval sur les routes de Troyes à Châlons, et de Vertus à Vatry; et le maréchal Marmont aux deux Soudés, sur le chemin de Fère à Vatry. Le général Vincent, qui avait été détaché vers Montmirail, avec 2,000 fantassins de jeune garde, 50 dragons et 50 gardes d'honneur, pour observer les corps prussiens qui avaient suivi l'armée jusqu'à Château-Thierry, rencontra les coureurs des corps d'York et de Kleist, et s'engagea avec eux.

Le feld-maréchal Blucher était déjà en communication avec la grande armée, lorsqu'il eut connaissance de la détermination prise à Pougy. Il opéra sa jonction sans éprouver d'obstacle, et reçut des ordres en exécution de la décision prise par l'empereur Alexandre, dans un conseil de guerre tenu en plein air, à deux ou trois kilomètres de Sommepuis, sur un monticule à droite de la route. Cette décision portait : « que l'on marcherait sur Paris, dont les routes étaient entièrement ouvertes : la grande armée par Vatry, Sézanne et Coulommiers; celle de Silésie par Montmirail et la Ferté-sous-Jouarre ; et que toutes deux se réuniraient à Meaux, le 28, pour arriver ensemble devant Paris; que le général Wintzingerode, avec toute sa cavalerie et son artillerie, suivrait Napoléon sur Saint-Dizier, et constamment en queue, en prenant toutes les mesures imaginables pour lui persuader que la grande armée le poursuivait. »

Une circonstance qui mérite d'être remarquée, et qui dut donner toute confiance aux troupes alliées qui, jusque-là, s'étaient méfiées du cabinet autrichien; c'est qu'avant de se porter sur Paris, le prince de Schwartzenberg les informa de cette résolution par une proclamation, dans laquelle il leur annonçait

1814. France. que la nation française se détachait de la cause de Napoléon et n'attendait que l'occasion de se prononcer contre lui.

Nous allons interrompre le récit des événements dont la Champagne est le théâtre, et dont nous nous sommes presque exclusivement occupés dans ce chapitre, pour retracer les opérations des armées d'Italie, de Lyon, des Pyrénées et de la Catalogne.

CHAPITRE QUATRIÈME.

SUITE DE L'ANNÉE 1814.

Opérations militaires en Italie. Défection du roi de Naples. L'armée franco-italienne se retire sur le Mincio. Bataille du Mincio. Affaires de Borghetto, de Salo et de Gardonne. Proclamation du prince Eugène à son armée. Évacuation de la Toscane et des États romains par les Français. Le vice-roi détache le lieutenant général Grenier sur le Pô et le Taro. Combat de Guastalla. Combat de Parme. Affaire de Sostinente. Les Napolitains occupent Reggio. Débarquement d'un corps anglo-sicilien en Toscane. — Opérations dans le sud-est de la France. Le général comte Bubna se porte de Genève sur Lyon. Le maréchal Augereau prend le commandement d'un corps d'armée sur le Rhône. Conduite timide du comte Bubna. Les Autrichiens envahissent la Savoie. Retraite du général Dessaix sur l'ancienne frontière de France. Combat des Échelles. Affaire du fort Barraux. Les Autrichiens occupent Châlons et le pays compris entre l'Ain et la Saône. Le maréchal Augereau reprend l'offensive. Les Français rentrent en Savoie. Affaire d'Aix et d'Annecy; combat du pont de la Caille. Napoléon blâme le plan d'opérations du maréchal Augereau. Combat de Saint-Julien sous Genève. Des renforts ennemis s'avancent sur la Saône; combat de Poligny, de Mâcon, et de Saint-Georges. Le maréchal se replie sur Lyon; bataille de Limonest. L'armée française évacue Lyon et se retire sur l'Isère. Les Français évacuent une seconde fois la Savoie. — Opérations sur la ligne des Pyrénées; positions des armées du maréchal Soult et de lord Wellington. Les alliés passent les Gaves du Béarn. Bataille d'Orthez. Retraite de l'armée française; combat d'Aire. Passage de l'Adour par les Anglais au-dessous de Bayonne. Le comité royaliste de Bordeaux propose aux Anglais de venir occuper cette ville. Le maréchal Beresford entre à Bordeaux. Le maréchal Soult veut manœuvrer sur la droite de l'armée alliée. L'armée française se replie sur Tarbes. Affaire de Maubourguet; combat de Vic-Bigorre et de Tarbes. — Position respective des armées française et alliée en Catalogne. Attaque du pont de Molins-del-Rey. Les Espagnols surprennent les places de Lerida, Mequinenza et Monzon. L'armée française se replie sur Figuières. Le roi Ferdinand est rendu aux Espagnols.

On a vu page 219 que le prince vice-roi d'Italie occupait, à la fin de décembre, la ligne de l'Adige (de Castagnaro à Rivoli), avec environ 36,000 combattants, dont 2,800 de cavalerie, presque tous de nouvelles levées; son parc d'ar- 1814. Italie.

1814. Italie. tillerie consistait en 66 bouches à feu. Le général Bonfanti, avec un petit corps séparé, surveillait les débouchés des Alpes tyroliennes, dans les plaines du Brescian. Les généraux Gratien, Fresia et Rouyer organisaient à Alexandrie, Turin et Gênes des réserves de conscrits. De faibles garnisons gardaient Ancône, Civita-Vecchia, le fort Saint-Ange à Rome, Pise, Livourne et tous les forts du littoral de la Toscane et de la rivière de Gênes. Le prince avait fait armer le château de Plaisance et construire une tête de pont à Borgo-Forte.

L'armée autrichienne, aux ordres du feld-maréchal comte de Bellegarde, forte de 78 bataillons et de 66 escadrons (formant environ 55,000 hommes), n'était composée que de vieilles troupes; la cavalerie surtout était excellente. A la droite, le général Sommariva occupait, au nord du lac de Garda, Riva et Torbole, et poussait ses postes au delà de Toscolano. A la gauche, le général-major Stahremberg, avec un corps volant, entre Lendinara et Badia, était prêt à se joindre, au premier ordre, à la division Nugent, qui faisait des courses dans les départements du Reno et du Rubicon. Le gros de l'armée, cantonné entre le Bacchiglione et l'Adige, attendait le signal des hostilités. Sur les derrières, le feld-maréchal-lieutenant Marschall resserrait les blocus de Venise et de Palma Nova, tandis qu'un corps anglo-autrichien pressait la capitulation de Cattaro et de Raguse.

Nous avons déjà dit que l'armée napolitaine, forte de 28 bataillons et de 21 escadrons, au total d'environ 23,000 hommes, s'était mise en marche sur deux colonnes, dès le commencement de décembre. La première, composée des divisions Ambrosio et Pignatelli, était entrée dans la Marche d'Ancône par les Abruzzes; la seconde, composée des divisions Carascosa et Livron, avait suivi la Voie Romaine et cantonnait dans les environs de Rome. Le roi, toujours à Naples avec sa garde à pied, achevait l'organisation de ses troisièmes bataillons et terminait ses préparatifs de guerre.

La grande quantité de neige tombée en janvier retarda l'ouverture de la campagne. Pendant ce temps, lord Bentinck reçut ordre de conclure un armistice indéfini avec Murat; le cabinet de Londres ne pouvait faire davantage; il lui était im-

possible de traiter avec Murat, après avoir reconnu les droits du roi de Sicile à la couronne de Naples. 1814. Italie.

D'après le plan de campagne qui fut ensuite arrêté, les troupes impériales devaient opérer sur la rive gauche du Pô, les Napolitains sur la droite, et le corps anglo-sicilien, qui débarquerait à Livourne, entre la mer et les Apennins, dans la direction de Gênes.

Défection du roi de Naples. — Cependant, le roi de Naples, après s'être mis en marche, s'arrêta tout à coup, prétextant (vis-à-vis des Français) que Napoléon n'avait pas décidé lequel, du prince Eugène ou de lui, commanderait les troupes réunies de Naples et du royaume d'Italie; et alléguant aux alliés que l'empereur d'Autriche n'avait pas ratifié le traité dans le délai convenu. Mais l'ambition lui fit bientôt abandonner une conduite si prudente, et il se déclara ouvertement. Comme il lui tardait d'être en possession des états de l'Église et de la Marche d'Ancône, que couvraient ses troupes, il s'empara de Rome et prescrivit l'investissement du fort Saint-Ange, de Civita-Vecchia et de la citadelle d'Ancône. Dès qu'on le vit agir ainsi à l'égard du gouvernement français, dont les autorités et les troupes occupaient cette partie de l'empire, le vice-roi ne s'abusa plus sur le parti qu'il avait pris, et les alliés ne doutèrent plus de son accession pleine et entière. Fin de janv.

La liberté est rendue au pape Pie VII. — Les négociations de Châtillon duraient encore lorsque Napoléon, ne sachant que faire du pape à Fontainebleau, l'avait fait partir, en janvier, pour Savone, sous l'escorte du colonel Lagorsse, sans avoir encore l'intention de l'envoyer à Rome. Mais, pour se venger de l'infâme trahison de Murat, qui, par son traité avec l'Autriche, espérait obtenir tout le centre de l'Italie, Napoléon renvoya le pape à Rome en février. A sa rentrée dans sa métropole, le saint-père réclama la possession de tous ses États ecclésiastiques, obstacle insurmontable mis à l'ambition de Murat, qui fut forcé de remettre au souverain pontife les provinces qu'il avait convoitées et envahies. Février.

L'armée franco-italienne se retire sur le Mincio. — Le prince Eugène se voyant ainsi menacé sur son flanc droit par l'armée napolitaine, et sur ses derrières par le corps de Nugent, se replia, 3 février.

1814. Italie. le 3 février, sur le Mincio. Le 5, l'armée franco-italienne était ainsi disposée[1] : la gauche à Monzambano et Peschiera, la droite à Mantoue, quatre bataillons à Governolo et Borgoforte, la division Marcognet en réserve à Bozzolo et Marcaria, la division Gratien se porta d'Alexandrie sur Plaisance, et le général Severoli, avec trois bataillons italiens arrivés d'Espagne en poste, de Plaisance sur la Lenza.

De leur côté, les Autrichiens vinrent prendre les positions suivantes : le général Sommariva à Rivoli, son avant-garde à Pastringo, le général Wlasitsch devant Peschiera, la division Radiwojewitsch à Villafranca, poussant ses avant-postes à Valeggio et Pozzolo, celle de Mayer à Mantoue; une brigade devait investir Legnago, où les Français avaient laissé une forte garnison.

La ligne des Français, excellente vis-à-vis des Autrichiens, pouvait être attaquée avec avantage par les Napolitains; le vice-roi résolut donc de rejeter le maréchal de Bellegarde sur l'autre côté de l'Adige. En conséquence, il ordonna au comte Verdier de se porter, le 7, avec la division Fressinet et le 4e de chasseurs italiens, de Monzambano sur Villafranca, tandis que, avec l'avant-garde et la division Quesnel, il marcherait de sa personne de Goito sur Roverbella, où le général Grenier devait se rendre de Mantoue, avec la garde royale, les divisions Rouyer et Marcognet et la cavalerie du général Perreymond. A gauche, le général Palombini fut chargé de déboucher de Peschiera avec sa division, et de se porter sur les hauteurs de Salionze et Cavalcasello, pour refouler sur Villafranca le général Sommariva. La garnison de Mantoue, aux ordres du général Zucchi, appuyée de la cavalerie du général Rambourg, devait marcher dans la direction d'Isola-della-Scala, pour couvrir le comte Grenier, et inquiéter la division Mayer sur le Tartaro.

Après s'être concerté à Bologne avec le roi de Naples, le maréchal de Bellegarde vint établir son quartier général à Villafranca. Il n'y eut pas plutôt reconnu le mouvement des Français qu'il les crut décidés à la retraite, et qu'il marqua le passage de son armée à Borghetto et Pozzolo.

[1] Son organisation était la même que celle que nous avons donnée page 234.

Le 8, au point du jour, les Autrichiens passèrent sans obstacle le Mincio à Borghetto, où ils avaient jeté un pont. Le général Verdier rebroussa aussitôt chemin et forma la division Fressinet sur la droite du ruisseau d'Olsino pour couvrir ses derrières. 1814. Italie.

Bataille du Mincio. — Cependant le prince Eugène avait franchi les canaux de Villabona, et s'était mis, à Marengo, en communication avec le comte Grenier. Il continuait sa marche sur Querni, lorsque, des hauteurs de Mazinbona, il découvrit le mouvement de l'ennemi, et vit s'élever la fumée de la canonnade de Monzambano. Ne doutant point que le maréchal de Bellegarde ne cherchât à passer le Mincio, il marcha à lui en faisant un simple changement de front. Remontant ainsi vers Valeggio, il rencontra le général autrichien Merville, qui avait déjà jeté un pont à Pozzolo et posté la brigade Veczay sur les hauteurs de Volta; il rencontra également le maréchal de Bellegarde, qui attendait, en avant de Valeggio, sur la rive droite du Mincio, avec la majeure partie de son centre, le corps de Sommariva, qui devait le franchir après lui à Borghetto. 8 février.

Alors l'action s'engagea dans la position suivante, une des plus singulières qui se soient jamais vues. La division Palombini, adossée à la rive gauche du Mincio, sur les hauteurs de San-Lorenzo, aux prises avec le général Wlasitsch; le comte Verdier, sur la rive droite, derrière le ruisseau d'Olsino, avec le corps de Radiwojewitsch; le vice-roi, entre Mazinbona et Cortazza, contre la division Merville; le comte Grenier, repoussant, avec la division Marcognet, la droite de la division Mayer, en position derrière Roverbella; enfin, la garnison de Mantoue refoulant la gauche, sur les routes de Legnano, d'Isola-della-Scala et de Castiglione-di-Mantova.

Le général Merville, s'apercevant du mouvement dirigé contre lui, porte une brigade de cavalerie contre celle du général Perreymond, qui est renversée et perd 6 pièces d'artillerie légère; le vice-roi la rallie sous la protection de la division Quesnel qui se forme aussitôt en carrés. Chargé à son tour, l'ennemi rétrograde en désordre sur Pozzolo, et abandonne 5 des pièces qu'il venait d'enlever.

1814. Italie. Le général Mayer, abandonné à lui-même et pressé par la division Marcognet, se replia sur Mozzacane.

Arrivant au moment où le général Merville, renforcé de trois régiments d'infanterie, achevait de déployer la brigade Stutterheim entre Pozzolo et Remelli, le général Bonnemain se forma néanmoins en sa présence; le 31e de chasseurs à cheval repoussa avec intrépidité une charge de grenadiers, et son avant-garde brava le feu terrible de l'artillerie autrichienne, qui avait, dans cette position, 18 pièces à opposer à 4.

L'armée française s'avança ensuite sur deux lignes, ayant sur ses flancs les brigades de cavalerie Perreymond et Bonnemain, au centre la division Quesnel, et en seconde ligne la division Boyer, qui venait d'arriver de Roverbella. Le général Forestier enlève le village de Pozzolo au régiment de Chasteller, qui, poursuivi par le 35e léger sur la rive droite, ne peut empêcher la destruction du pont. Le général Bonnemain, attaqué deux fois par les grenadiers autrichiens, soutenus en dernier lieu par 5 escadrons des uhlans de l'archiduc Charles, les disperse, et tombant ensuite sur l'infanterie, entame ses carrés et la rejette sur Maffey et Querni. Dès ce moment, le général Merville se replie sur Valeggio; et le général Mayer, voyant sa droite dépostée de Mozzacane par une brigade de la division Marcognet, gagna en toute hâte Villafranca.

La cavalerie de la garde étant arrivée de Goito, où elle était restée jusqu'alors en observation [1], le vice-roi marcha sur Valeggio, mettant en première ligne les escadrons royaux et la division Rouyer, et en seconde les brigades Perreymond et Campi. Le général Forestier, laissé à Pozzolo, eut ordre de former la réserve conjointement avec la brigade Deconchy rappelée de Roverbella.

Cependant le maréchal de Bellegarde, rappelant sur la rive gauche du Mincio toutes les troupes du centre, et une partie du corps de Radiwojewitsch, envoyait des secours considérables au général Merville. Alors les lignes autrichiennes s'étant reformées en avant de Foroni et de Maffey, s'y battirent avec acharnement jusqu'à la nuit, dont elles profitèrent pour

[1] Le prince Eugène l'avait rappelée peu après l'échec essuyé par la brigade Perreymond, en avant de Pozzolo, afin de couvrir son aile gauche.

couvrir leur retraite. Vers la fin de la journée, le régiment de Chasteller, chassé de Pozzolo, revint faire une attaque infructueuse sur le pont, qu'il trouva rompu. Sur d'autres points, la division Zucchi chassa deux brigades ennemies de Castiglione-di-Mantova et de Due-Castelli, et leur fit bon nombre de prisonniers. La division Palombini avait reployé les postes du corps de blocus de Peschiera; mais elle se retira bientôt sous le canon de la place; elle n'était pas assez forte pour déloger le général Wlasitsch des hauteurs de San-Lorenzo. Le comte Verdier se maintint longtemps derrière le ruisseau d'Olsino; mais enfin, débordé sur la droite, il gagna en combattant les hauteurs de Monzambano qu'il occupa le reste de la journée; et, lorsque le général Radiwojewitsch fut rappelé par le maréchal de Bellegarde, il le poursuivit vivement et vint prendre position dans l'anse de Borghetto.

1814. Italie.

Les Autrichiens eurent, dans cette bataille remarquable par la disposition des troupes qui y furent engagées, près de 5,000 hommes hors de combat, et 2,000 prisonniers; la perte des Français n'excéda pas 3,000 hommes.

Le 9, au matin, l'armée franco-italienne repassa la rivière à Goito, et s'établit, savoir : la division Fressinet à Monzambano, se liant à Volta, où furent placées la garde royale, la division Marcognet et la cavalerie des généraux Perreymond et Bonnemain; la division Quesnel à Goito; celle de Zucchi, avec la brigade Rambourg, rentra dans Mantoue; le général Palombini dans Peschiera; le général Rouyer forma réserve à Gurdizzolo.

Affaires de Borghetto, de Salo et de Gardone. — Dans 10-14 février
l'idée que le vice-roi avait beaucoup souffert, et que par son dernier mouvement il ne cherchait qu'à se retirer sur Plaisance, le maréchal de Bellegarde crut n'avoir qu'à se montrer sur la rive droite pour le décider à une retraite définitive. A cet effet, dans la nuit du 9 au 10, le général Radiwojewitsch repassa la rivière sur le pont de Borghetto, qu'il occupait depuis la veille, et fit replier tous les postes français; mais bientôt les généraux Verdier et Grenier s'avancèrent sur ses flancs, le rejetèrent sur Borghetto, et fermèrent l'anse du Mincio par de bons retranchements, dont la garde fut confiée à la

1814. Italie. division Marcognet, chargée également de défendre Pozzolo.

Sur ces entrefaites, le général Stanislawlewitsch, après avoir tourné avec 6 bataillons le lac de Garda, et investi, le 10, le fort de Rocca d'Anfo, s'empara de Salo sans coup férir, et gagna le val Trompia, dont il chassa les avant-postes, pour venir prendre position à Gardone; mais bientôt les portes de Salo furent enfoncées à coups de canon, et les Autrichiens, vivement poursuivis par les 4 bataillons de la garde royale, tombèrent, en se sauvant, sous le canon de la flottille, qui rangea la rive occidentale du lac, et les força de se jeter sans armes dans les montagnes, et de se retirer le lendemain à Toscolano.

Le 14, le général Bonfanti parvint à chasser de Gardone les 3 bataillons ennemis, et à les acculer au lac d'Idro; il rentra ensuite à Brescia; l'infanterie de la garde revint à Dezenzano. De son côté, le général Stanislawlewitsch continua le blocus de Rocca d'Anfo.

Vers le même temps, le vice-roi apprit la reddition du château de Verone, point important pour reprendre la ville, et où il avait laissé une centaine d'hommes; mais il eut la satisfaction de voir le maréchal de Bellegarde transférer à Somma-Campagna son quartier général, entre l'Adige et le Mincio, et justifier son inaction auprès des Anglo-Siciliens qu'il engageait à agir, en alléguant les maladies épidémiques qui ravageaient son armée. D'autre part, le roi de Naples, n'ayant point encore reçu de garanties suffisantes, saisissait ce prétexte pour retarder son offensive; mais bientôt le général autrichien Nugent, dont les 11 bataillons et les 8 escadrons avaient été mis sous ses ordres, se porta sur la Lenza, et le quartier général napolitain fut transféré à Modène, ayant la division Carascosa à Reggio. Murat venait de se résoudre à ne pas dissimuler plus longtemps, et il signifia sa déclaration de guerre au prince Eugène.

Dans cet état de choses, le vice-roi crut devoir adresser la proclamation suivante à son armée :

Soldats,

« Depuis l'ouverture de la campagne, vous avez supporté de grandes fatigues; vous avez donné à l'ennemi de grandes

preuves de votre valeur, et à votre souverain de grandes preuves de fidélité. Mais combien ils sont glorieux, les prix que vous avez déjà reçus de vos généreux efforts! Vous avez conquis l'estime de l'ennemi, vous avez obtenu les récompenses de l'empereur, et vous pourrez vous enorgueillir au fond de vos âmes d'avoir longtemps préservé de toute invasion ennemie la plus grande partie du territoire italien, et un grand nombre de départements français. Cependant le jour du repos ne s'est pas encore levé pour vous; un nouvel ennemi se présente. Soldats, des espérances d'une paix solide et prochaine s'élèvent de toutes parts, je les crois fondées. Quel est cet ennemi? Quand je vous l'aurai fait connaître, vous refuserez d'ajouter foi à mes paroles, et votre incrédulité, que j'ai longtemps partagée, sera pour vous un titre de gloire. Les Napolitains nous avaient solennellement promis leur alliance; sur la foi de leurs promesses, ils ont été reçus dans le royaume comme des frères; ils ont été admis, non-seulement à occuper plusieurs de nos départements, mais même à partager avec nous toutes nos ressources. Ils sont entrés comme frères, et ils étaient nos ennemis!..... Ils sont entrés comme frères, et c'est pourtant contre nous qu'ils avaient préparé leurs armes! Soldats, je lis dans vos âmes toute votre indignation, et je sais ce qu'un sentiment d'indignation, dont la cause est si noble, peut ajouter à votre noble vaillance. Les Napolitains ne sont pas non plus invincibles! Peut-être même compterons-nous des amis dans leurs propres rangs. Certes, si le sentiment de la loyauté peut être égaré, qui doute qu'un instant de réflexion ne suffise pour le rallumer et lui rendre tout son empire? Il est dans les troupes napolitaines un grand nombre de Français; ils abandonneront bientôt des drapeaux qu'eux aussi ont crus fidèles à leur souverain et à leur patrie, ils se réuniront à vous; ils trouveront au milieu de vous les mêmes grades qu'ils ont acquis par leurs services; vous les recevrez comme des amis, vous les consolerez par votre accueil de la déplorable défection dont ils n'ont pas mérité d'être victimes [1]. Français! Italiens!

1814. Italie.

[1] Une déclaration du grand juge, ministre de la justice, en date du 22 février, porta que tous les Français qui étaient au service du roi de Naples, seraient obligés de rentrer sur le territoire de l'empire, dans le délai de

1814. Italie. je compte sur vous, comptez sur moi. Vous me trouverez partout où votre intérêt et votre gloire auront marqué ma place. Soldats, voici ma devise : *honneur et fidélité!* Que cette devise soit aussi la vôtre ; avec elle et l'aide de Dieu, nous triompherons encore de tous nos ennemis. »

Les Français attachés au service du roi de Naples l'abandonnent. — Ainsi qu'il devait s'y attendre, le roi de Naples fut abandonné par la presque totalité des Français qui se trouvaient dans son armée [1]; mais le retour de ces braves ne contre-balança pas la défection des soldats des régiments italiens, que l'on s'empressa, pour éviter une désertion générale, de jeter presque tous dans les places de Peschiera et de Mantoue. Réduite alors à 28,000 hommes, l'armée du vice-roi resserra ses positions et rapprocha sa réserve du Pô.

D'un autre côté, le général napolitain Macdonald, força, après vingt-cinq jours de blocus et quarante-huit heures de bombardement, la citadelle d'Ancône à se rendre; et le général Lecchi prit possession de la Toscane au nom du roi de Naples.

Février. *Évacuation de la Toscane et des États romains par les Français.* — Le 16, le général Pouchain, qui commandait à Pise, et venait d'appeler à lui, pour renforcer la défense de cette place, 700 hommes de la garnison de Livourne, fut attaqué par

trois mois, à dater du 17 février, sous peine d'être poursuivis par le ministère public, conformément aux dispositions du décret impérial, du 6 avril 1809. Un très-petit nombre d'officiers n'obéirent pas, et entre autres le lieutenant général Manhès.

[1] Quelques instances que fit Murat, il ne put les retenir sous les drapeaux de la félonie. « Croyez-vous, leur dit-il, que j'aie moins que vous le cœur français? Pensez, au contraire, que je suis très à plaindre. J'ai été contraint de faire un traité avec les Autrichiens et un arrangement avec les Anglais, et, par suite, à me déclarer en état de guerre, afin de sauver mon royaume, menacé d'un débarquement par les Anglais et les Siciliens. Cela aurait immanquablement excité un soulèvement intérieur. Peut-être les événements deviendront-ils plus favorables. Restez donc avec moi : j'ai fait votre avancement, d'autres avantages vous attendent encore. C'est me payer d'ingratitude que d'abandonner mon service, lorsque mes bonnes dispositions vous sont aussi connues. »

Murat, en tenant ce langage, avait oublié sans doute qu'il parlait à des hommes d'un caractère trop généreux pour renoncer comme lui au noble titre de *citoyen français*.

la brigade napolitaine du général Minutolo (division Pignatelli Cerchiara). Le duc d'Otrante (Fouché), commissaire général de l'empereur dans la France transalpine, obtint la suspension des hostilités, sous la condition préalable que les troupes françaises remettraient aux troupes napolitaines les places de Pise, Livourne et Lucques. Quelques jours après fut signée l'évacuation de la Toscane et des États romains; les garnisons du fort Saint-Ange, de Civita-Vecchia, et de l'île Gorgona, ainsi que des châteaux de Volterra et de Florence, durent retourner en France par mer, ce qui les faisait tout naturellement tomber entre les mains des Anglais [1]. 1814. Italie.

Le vice-roi détache le lieutenant général Grenier sur le Pô et sur le Taro; combat de Guastalla. — Inquiet sur le sort de Gènes, où le général Frezia n'avait qu'une poignée de conscrits à opposer aux Anglais qui allaient débarquer, et peu rassuré par les dispositions de Milan, le vice-roi crut devoir pousser un gros détachement sur le Pô. 24 février.

Dans cet intervalle, le roi de Naples ayant fait marcher sur Guastalla les marins de sa garde avec une brigade d'infanterie, soutenus par 1,200 Autrichiens, le lieutenant-colonel Metzko, à qui l'on confia cette opération, surprit, le 24 février, Casal-Maggiore, construisit un pont à Sacca, et commença des ouvrages pour le couvrir; mais, le 27, le général Bonnemain, arrivé de Borgoforte, le força à la retraite et captura presque tous les bateaux destinés à la construction du pont.

Murat ayant commencé à se retirer, et une crue subite du Taro empêchant le général Grenier de le poursuivre, le prince Eugène, pour accélérer sa retraite, passa le Pô à Borgoforte, et parut devant Guastalla, le 1er mars au matin, avec 4 bataillons, 200 chevaux et 4 pièces d'artillerie. Cette ville était défendue par une brigade autrichienne et plusieurs centaines de chevaux napolitains; à son approche, ceux-ci s'enfuirent en toute hâte jusqu'à Reggio; l'infanterie voulut résister, mais elle fut repoussée et perdit 250 hommes.

[1] Des officiers bien informés assurent qu'à son depart pour la France le duc d'Otrante se fit donner, à Modène, par le roi de Naples, 300,000 francs en lettres de change, à titre d'indemnité pour la cession de ses droits sur le duché d'Otrante (Koch, *Campagne de* 1814).

1814. Italie. 2 mars. *Combat de Parme.* — Le général Grenier, ayant enfin passé le Taro, le 2 mars, poursuivit sur trois colonnes les Napolitains dont l'arrière-garde, ramenée à Parme sur la division Nugent, ne parvint à arrêter l'impétuosité des Français qu'en jetant dans la ville le régiment de l'archiduc François-Charles; mais le général Grenier ordonna aussitôt au général Rambourg de harceler l'ennemi en tournant Parme par la gauche avec sa cavalerie, pendant qu'il conduisait lui-même l'attaque de front. La colonne de Metzko, rejetée le 27 par le général Bonnemain sur la rive droite du Pô, et prévenue à Guastalla par le vice-roi, fut découverte par le général Rambourg, qui, dans un instant, la dissipa et lui enleva 500 hommes, 2 pièces de canon et tous ses bagages. L'attaque sur la ville fut également heureuse : 600 Autrichiens y furent tués, et 1,800 mirent bas les armes; dans ce nombre se trouvait une centaine de Napolitains qui furent renvoyés désarmés à Murat.

Le 2 mars au soir, le général Grenier s'établit sur la Lenza; le lendemain, la brigade Rambourg chassa de Reggio une centaine de chevaux ennemis, et le général Severoli y arriva le 4, avec 7 bataillons, se faisant précéder à Rubiera par une faible avant-garde. Les Austro-Napolitains, ainsi écartés et mis pour quelque temps hors d'état de reprendre l'offensive, le vice-roi put rappeler sans inconvénient sur le Mincio la division Rouyer et la brigade Jeannin.

Cependant le feld-maréchal de Bellegarde avait porté son quartier général de Vérone à Villafranca, et sa première ligne bordait la rive gauche du Mincio.

Affaire de Sostinente. — D'après les ordres du vice-roi, le général Villatta marcha le 5 mars au matin, avec 1,200 hommes, de Governolo à Ostiglia, et emporta le poste de Sostinente, dont il détruisit les retranchements. Ne supposant point que ce fût une fausse attaque, et croyant au contraire que le général Grenier soutenait cette tête de colonne, et que le prince Eugène voulait se porter sur Legnago pour séparer les deux armées, le général en chef ennemi craignit d'avoir compromis sa gauche et reprit ses anciennes positions; c'était précisément l'objet des mouvements du général français.

7 mars. *Les Napolitains occupent Reggio.* — Le roi de Naples, in-

formé qu'il avait seulement devant lui 4 bataillons et 10 ou 12 escadrons, renforça l'avant-garde autrichienne, et, le 6 mars, fit passer la Secchia au comte de Stahremberg avec ordre d'attaquer Rubiera. Cette ville était gardée par deux compagnies de voltigeurs et un régiment de chasseurs italiens, qui, après une glorieuse mais vaine résistance, furent culbutés et ramenés par des forces décuples jusqu'à Reggio, où le général Severoli les recueillit.

Doutant encore que l'armée ennemie eût passé la Secchia, ce général laissa la brigade Soulier à Reggio et se porta sur Rubiera, avec la brigade Rambourg et 3 bataillons italiens, jusqu'auprès de San-Lorenzo, où il prit position à cheval sur la route, la cavalerie en seconde ligne. Les 10,000 hommes que déploya Murat n'empêchèrent pas le général Severoli, qui n'en avait que 3,000, d'accepter imprudemment le combat; ses troupes firent des prodiges de valeur, et il eut une jambe emportée; le général Rambourg, prenant alors le commandement, soutint encore quelques instants le combat et se replia très-sagement sur Reggio; il se maintenait avec intrépidité dans cette ville, et il eût fait payer cher une attaque de vive force, lorsque le roi de Naples lui fit la proposition d'évacuer la ville sans condition, en lui donnant tout le temps nécessaire pour cette opération. Le général Rambourg accepta, et, après avoir marché toute la nuit, il rejoignit, le lendemain matin, le général Gratien. Celui-ci, ne se voyant plus en sûreté derrière la Lenza, repassa alors le Taro, et alla s'établir à Castel-Guelo, Sanguinara et Grugno.

Le roi de Naples entra dans Reggio le 8 mars, et porta son armée sur la Lenza, en détachant sur Borgo-di-Sotto et Guastalla la brigade Gober, renforcée d'un bataillon napolitain; le 9, il poussa la brigade Stahremberg jusqu'à Parme.

Une reconnaissance générale que le vice-roi fit en avant de Mantoue donna de l'inquiétude aux Autrichiens, et le maréchal de Bellegarde concentra ses forces, ne laissant qu'une avant-garde à Salionze, Valeggio et Pozzolo, aux ordres du comte de Neipperg; le gros de l'armée fut réparti sur deux lignes, la première ayant la droite à Castelnovo, la gauche à Villafranca, la seconde derrière l'Adige et à Vé-

1814. Italie. rone, avec la réserve de grenadiers et le quartier général.

Tout le mois de mars s'écoula sans que les trois armées fissent aucun mouvement. Seulement, le corps de blocus de Venise, aux ordres du feld-maréchal-lieutenant Marschall, enleva, le 23 mars, le fort de Cavanella, en repoussa la garnison sous le canon de Brondolo, et plaça ses avant-postes dans l'île de Fossone; la flottille du lac de Garda soutint deux fois l'honneur du pavillon italien contre celle des Autrichiens.

Févr.-Mars. *Débarquement d'un corps anglo-sicilien en Toscane.* — Dans le courant de février, 1,200 hommes de cavalerie et 15,000 d'infanterie, dont 4,000 Anglais, avaient été rassemblés à Palerme. Le 28, la première division, composée de la cavalerie, de 2,000 Anglais, d'une partie de la légion hanovrienne et de quelques régiments siciliens, formant en tout 7 à 8,000 hommes, fut débarquée à Livourne par lord Bentinck. Dès qu'elle eut mis pied à terre, parut un ordre du jour du prince héréditaire de Sicile, dans lequel il revendiquait hautement ses droits sur le royaume de Naples; et il en résulta, indépendamment d'une rixe entre les Siciliens et les Napolitains que lord Bentinck eut beaucoup de peine à apaiser, que Murat concentra son armée pour être prêt à tout événement. Dans une entrevue qui eut lieu à Reggio, l'Anglais se plaignit de cette concentration et demanda que la Toscane fût évacuée par les Napolitains, menaçant de faire rembarquer ses troupes et d'aller les jeter dans le golfe de Naples, où l'appelaient les mécontents; mais Murat, la proclamation de Ferdinand à la main, se plaignit avec amertume d'avoir été trompé, et déclara qu'il ne rendrait jamais la Toscane. Cette discussion eût infailliblement amené une rupture, si la cour de Londres n'avait ordonné à lord Bentinck de désavouer la démarche du prince François-Xavier-Joseph, fils de Ferdinand IV, et de renoncer à l'évacuation demandée; elle fit annoncer en même temps au roi de Naples qu'elle approuvait dans son entier le traité d'alliance conclu entre l'empereur d'Autriche et lui.

Toutefois ces contestations n'avaient pas empêché le général anglais de commencer ses opérations; instruit que l'escadre portant sa 2e division venait d'arriver dans le golfe de la Spezzia, il voulut en faciliter le débarquement; à cet effet, il

se porta de Pise et de Lucques, le 23 mars, sur la Magra, et força le poste français de Sarzana à repasser cette rivière. 1814. Italie.

Nous terminerons dans un autre chapitre le récit de cette campagne d'Italie.

Commencement des opérations dans le sud-est de la France. Le général autrichien comte Bubna se porte de Genève sur Lyon. — Nous avons dit dans le premier chapitre que le général autrichien Bubna s'était rendu maître de Genève, après une simple sommation faite au général français qui commandait dans cette place. Glorieux de cette conquête facile, le comte Bubna perdit un temps précieux à s'y établir avec sa division légère, au lieu de marcher rapidement sur Lyon par le département de l'Ain, qui lui était ouvert. Ce ne fut que le 4 janvier qu'il poussa, sur les deux routes de Gex et de Nantua, deux reconnaissances qui s'emparèrent de Saint-Claude et du fort l'Écluse. Bien qu'il pût juger alors du peu d'obstacles qu'il rencontrerait en s'avançant vers la seconde ville de l'empire français, le général autrichien crut plus prudent de se lier d'abord à l'extrême gauche de la grande armée dont il faisait partie. En conséquence, il se porta, le 6, à Poligny, d'où il envoya des détachements pour investir Arbois, Lons-le-Saulnier et Salins. Le lendemain, il entra à Dôle, et replia dans Auxonne un détachement commandé par le général Lambert. Mais, informé bientôt que les généraux Legrand et Musnier réunissaient, l'un à Châlons-sur-Saône, l'autre à Bourg, tous les hommes disponibles des dépôts stationnés dans les départements de Saône-et-Loire et de l'Ain, il résolut de prévenir les suites de ces rassemblements. En même temps qu'il envoyait un fort parti de cavalerie sur Châlons, il se dirigea, avec le gros de ses troupes, renforcées depuis peu d'une brigade du corps aux ordres du prince Louis de Lichtenstein, sur Bourg, par Saint-Amour. France. Janvier.

Le général Legrand contint, au pont de la Saône, le détachement ennemi; mais le général Musnier, posté en avant de Bourg avec 1,200 hommes seulement, ne se crut pas en état de s'opposer à la marche du comte Bubna, et se retira sur la route de Lyon, en laissant à la garde nationale le soin de défendre le chef-lieu du département de l'Ain. Celle-ci, qui

1814. France. croyait n'avoir affaire qu'à un simple parti, refusa de recevoir le parlementaire qui lui fut envoyé, et engagea une fusillade avec la tête de colonne autrichienne. Ce combat disproportionné ne pouvait pas être de longue durée; il se termina par la prise de la ville, qui fut livrée au pillage. Une partie des habitants l'abandonnèrent et allèrent joindre le detachement du général Musnier.

Après être resté quelques jours assez inutilement dans Bourg, le général Bubna ordonna au général-major Zeichmeister, qu'il avait laissé avec sa brigade à Genève, de remettre la garde de cette ville au corps de chasseurs volontaires qui venaient de s'y former, d'attaquer à Rumilly le détachement français qui s'y trouvait, et de le pousser vivement jusqu'à Chambéry; quand à lui, il se dirigea vers Lyon avec sa colonne, après avoir laissé des détachements à Bourg; son avant-garde entra le 24 à Montluel.

Le maréchal Augereau prend le commandement d'un corps d'armée français sur le Rhône. — Ce même jour, ce maréchal, parti de Paris le 11, arrivait à Lyon.

Telle était la confusion qui dès lors commençait à s'introduire dans les rouages du gouvernement, que le ministre de la guerre, Clarke, ne connaissait pas, ou feignit de ne pas connaître la faiblesse des moyens mis à la disposition du maréchal que Napoléon venait de charger de la défense des départements orientaux de l'empire.

Le maréchal Augereau ne fut pas médiocrement surpris, quand il vit que les 6,000 combattants annoncés par le ministre se réduisaient à 1,200 hommes aux ordres du général Musnier, et parmi lesquels encore on comptait à peine 300 vieux soldats. La situation présente de la ville de Lyon n'offrait aucune ressource pour remédier à cet ordre de choses [1]. La terreur s'é-

[1] « Plus d'esprit public ; l'approche de l'ennemi a glacé tous les cœurs. La plupart des riches fabricants de cette grande cité l'ont abandonnée ; et si quelques citoyens, dociles à l'appel de leurs magistrats, prennent les armes, c'est moins dans la vue d'éloigner de leurs foyers le fléau de l'occupation étrangère, que pour défendre leurs propriétés contre 20 à 25,000 ouvriers réduits, par la fermeture des ateliers, aux angoisses de la misère et du désespoir. » (Général Koch, *Campagne de 1814*.)

tait emparée du plus grand nombre des citoyens : les uns avaient abandonné leurs maisons, leurs fabriques, leurs comptoirs ; les autres s'étaient armés moins pour s'opposer à l'invasion de l'ennemi, que pour se garantir des excès auxquels pouvait se porter la classe ouvrière en proie à la misère qui devait nécessairement amener la fermeture des ateliers.

Le maréchal ne pouvant espérer de préserver Lyon de l'occupation prochaine des troupes alliées, ne dut songer qu'aux moyens qui pouvaient empêcher celles-ci de s'y maintenir. Il s'empressa donc de se rendre à Valence, au-devant des troupes que le maréchal Suchet avait détachées de son armée par ordre de l'empereur, pendant que le sénateur comte Chaptal, commissaire extraordinaire du gouvernement, se rendait à Clermont pour accélérer la levée et le départ des gardes nationales du Puy-de-Dôme et du Cantal. Il chargea le général Musnier de couvrir Lyon et de résister le plus longtemps possible.

Plus ferme à son poste que bien d'autres fonctionnaires, le comte de Bondy, préfet du département, resta à Lyon pour pourvoir aux besoins de la troupe, maintenir la tranquillité et saisir la première occasion de relever le courage des habitants.

Conduite timide du comte Bubna. — Le général Musnier, dont les dépôts stationnés à Lyon portaient les forces à 1,700 hommes, était à peine établi en tête du faubourg de la Croix-Rousse, lorsque ses avant-postes furent engagés, le 16, avec les coureurs autrichiens, sur les routes de Dombes et d'Ambérieux ; mais l'inondation du pays ayant empêché le comte Bubna de déboucher avec le gros de ses troupes directement par Meximieux, ce ne fut que le lendemain que le général Musnier se vit contraint de repasser la Saône et de venir s'établir à l'embranchement des chaussées de Châlons, de Moulins et de Clermont.

Après avoir poussé des reconnaissances et envoyé des parlementaires pendant toute la journée du 18, l'ennemi prit poste, le 19, sur la hauteur de la Croix-Rousse. Tant de lenteur fit penser au général Musnier qu'il n'avait devant lui que des troupes légères, hors d'état de tenter un coup de main sur Lyon ; et il allait les déloger par une attaque de nuit, immédiatement

1814. France. après l'arrivée d'un renfort de 700 hommes envoyés de Valence, lorsque le comte Bubna, en ayant eu avis, se retira sur les hauteurs du château de la Pape. Lyon fut sauvé par cette retraite, l'esprit public se remonta, et la garde nationale se recruta d'un plus grand nombre de citoyens. Après s'être fait précéder, le 20, par deux pièces de canon, le maréchal Augereau arriva, le 22, avec une troisième et 170 chevaux des 4e et 31e de chasseurs; ce jour-là, l'ennemi fut repoussé jusqu'à Montluel, où il se maintint jusqu'à la fin de janvier.

Janvier. *Les Autrichiens envahissent la Savoie.* — Cependant le sénateur comte de Saint-Vallier, commissaire extraordinaire du gouvernement dans la 7e division militaire, coopérait avec activité, un grand zèle, et de tous ses pouvoirs, à la défense et à la sûreté du territoire dont la surveillance lui était confiée. Un décret du 4 janvier avait appelé les comtes Marchand et Dessaix (l'un et l'autre encore souffrants des blessures qu'ils avaient reçues dans la dernière campagne) au commandement des levées en masse des départements de l'Isère et du Mont-Blanc. Ces deux généraux s'étaient concertés pour suivre un travail uniforme, combiner leurs mouvements et se soutenir réciproquement au besoin. Le comte de Saint-Vallier avait autorisé le général Dessaix à organiser en compagnies franches les douaniers du Simplon, du Mont-Blanc et du Léman; cette organisation, le travail préparatoire et l'instruction pour opérer la levée en masse du Mont-Blanc étaient achevés le 15 janvier. On pouvait compter par aperçu sur un effectif de 10,000 hommes bientôt prêts à entrer en ligne.

Le 16, le comte de Saint-Vallier, prenant en considération l'état maladif du général Laroche, confia le commandement de la 7e division au général Marchand.

Sur ces entrefaites, le général Zeichmeister reçut l'ordre du comte Bubna, qui lui prescrivait de marcher sur Chambéry et d'expulser les Français du département du Mont-Blanc. Il se mit en mouvement le 18, à la tête de 2,000 hommes d'infanterie et 500 chevaux, avec 8 pièces d'artillerie, et vint attaquer le village de Rumilly, occupé par 225 hommes des 8e léger et 60e de ligne, 164 préposés aux douanes, et 16 chasseurs du 4e régiment. Le chef de bataillon Adine, inspecteur des douanes,

officier aussi brave qu'intelligent, défendit ce poste pendant deux heures, malgré l'infériorité du nombre et le manque d'artillerie. Obligé de céder, il exécuta sa retraite avec le plus grand ordre ; et se voyant poursuivi un peu trop vivement sur la route de Chambéry par la cavalerie ennemie, il se jeta dans les montagnes de droite, repoussa les tirailleurs qui harcelaient son arrière-garde, et continua sa marche jusqu'à Aix sans être inquiété. Officiers et soldats de ligne et volontaires donnèrent en cette occasion des preuves éclatantes de valeur et d'intrépidité. 1814. France.

L'ennemi poursuivant sa marche sur la grande route, entra le 20 à Chambéry. Le général Dessaix avait évacué cette ville avec tout ce qu'il avait pu réunir de troupes, pendant la nuit du 19 au 20 ; et après en avoir dirigé une partie sur le fort Barraux, il se rendit à Montmeillan, avec environ 600 hommes.

La marche rapide du général Zeichmeister et l'occupation du chef-lieu du département du Mont-Blanc paralysèrent ainsi toutes les mesures de défense et surtout la levée en masse dont l'organisation était déjà commencée.

Retraite du général Dessaix sur l'ancienne frontière de France ; combat des Échelles. — Le général autrichien ne tarda pas à paraître devant Montmeillan. Dépourvu d'artillerie et avec une poignée d'hommes, le général français ne pouvait entreprendre de s'y défendre ; c'est pourquoi il crut devoir se retirer derrière l'Isère, dans la direction de Pontcharra, où il fut suivi par la cavalerie ennemie. Une fusillade assez vive s'étant engagée à l'arrière-garde, le général Dessaix tomba brusquement au pas de charge sur ses adversaires, les mit en fuite, et s'établit au village de Pontcharra. 31 janvier.

Quatre pièces de canon ayant été envoyées de Grenoble par le général Marchand, le général Dessaix les fit diriger sur les Chavannes, position importante qui domine le pont de Montmeillan, et dont le chef de bataillon Escard s'était emparé le 24, après avoir forcé l'ennemi à repasser l'Isère et à se jeter dans Montmeillan. Toute la petite troupe du général Dessaix fut établie aux Chavannes, après avoir détruit les bacs et ponts sur l'Isère, en remontant cette rivière jusqu'au confluent.

Rassuré sur sa droite et sur son centre que défendait le fort

1814. France. Barraux, le général Marchand dirigea en toute hâte sur le poste des Échelles, le peu de troupes dont il pouvait disposer, et parvint à y rassembler environ 1,500 hommes, dont le général Barral[1], en retraite depuis vingt ans, vint, malgré ses infirmités et son grand âge, prendre volontairement le commandement.

Après avoir hésité pendant quelques jours, le général Zeichmeister prit la résolution d'attaquer ce poste, qui ferme la route de Chambéry à Lyon. Le général Barral, qui avait trop peu de monde pour empêcher l'ennemi de le tourner, se replia, après une courte résistance, sur Voiron et Saint-Laurent-du-Port, où le général Marchand l'établit en attendant les renforts qui lui étaient annoncés. Cette affaire eut lieu le 31 janvier.

6 février. *Affaire du fort Barraux.* — Quelques jours après (6 février), l'ennemi se présenta au nombre de 7 à 800 hommes, sur un plateau vis-à-vis des Chavannes; mais il crut devoir se borner à cette simple démonstration sur ce point, tandis que deux autres colonnes plus nombreuses se portaient sur Chapareillan et Bellecombe, au pied de la montagne qui est en face du fort Barraux. Le major Bois, du 8e léger, officier de distinction, qui commandait ces postes, opposa, avec quelques centaines d'hommes, la plus vigoureuse résistance. Contraint de céder à des forces supérieures, il se replia dans le plus grand ordre sous les redoutes du fort, dont l'ennemi n'osa approcher. Le pont de Bellecombe fut emporté malgré les efforts des braves qui le défendaient, mais il coûta à l'ennemi une cinquantaine d'hommes tués, dont deux officiers.

Le major Bois et sa troupe s'étaient rendus dignes des plus grands éloges par leur conduite distinguée.

Dans le rapport que cet officier adressa au général Dessaix, il lui faisait connaître l'empressement que les habitants de Barraux et des villages voisins avaient mis à secourir les blessés, et à apporter à la troupe des vivres et des munitions; des enfants de l'âge de dix à douze ans avaient porté des paquets de cartouches aux tirailleurs, sous le feu même de l'ennemi. La brave et bonne population de l'Isère montrait alors la plus grande

[1] Ce respectable vieillard, maréchal de camp avant la révolution, appartenait à l'une des plus anciennes familles du Dauphiné.

énergie et un dévouement sans bornes à la cause nationale. 1814. France.

L'ennemi s'empare de Châlons et du pays compris entre l'Ain et la Saône. — Pendant que ceci se passait sur la frontière de l'ancienne Savoie, le général Bubna, qui n'avait pas eu la hardiesse de s'emparer de Lyon, tourna ses armes contre le général Legrand, qui occupait Châlons-sur-Saône depuis plusieurs jours, avec un faible détachement de 200 hommes. La valeur de cette poignée de soldats et de la garde nationale sédentaire ne put empêcher les Autrichiens de franchir, à l'aide de leur artillerie, les barricades qui couvraient le pont de cette ville, de refouler le détachement français sur Charolles, et de désarmer une partie de la population du pays compris entre l'Ain et la Saône. Le général ennemi fit occuper Villefranche, Mâcon, Tournon, Châlons. Ses troupes se trouvèrent ainsi disséminées dans les départements de Saône-et-Loire, du Rhône, de l'Ain et du Mont-Blanc, et sur la frontière de celui de l'Isère.

Le maréchal Augereau reprend l'offensive. — Ce maréchal 17 février. mit à profit ce morcellement du corps ennemi, pour accélérer l'organisation de celui dont il avait le commandement. Les conscrits destinés à recruter les 16 bataillons de ligne qui devaient former le noyau de cette petite armée n'arrivant pas encore, le maréchal crut devoir encourager la levée d'un corps franc aux ordres de l'adjudant-commandant Damas, composé d'anciens militaires et de volontaires énergiques.

Par l'arrivée successive de 4 bataillons, forts ensemble d'environ 4,000 hommes (provenant d'une réserve rassemblée à Nîmes), du 2e régiment de Toulon, d'un bataillon du 145e régiment, des deux divisions Pannetier et Digeon (de l'armée de Catalogne), et de l'artillerie attachée à ces différentes colonnes, le maréchal Augereau se trouva vers le milieu de février, à la tête d'une armée de près de 22,000 combattants, non compris près de 4,000 gardes nationaux formant les garnisons de Lyon et de Briançon [1]. Étant ainsi en état de prendre

[1] Voici l'état de composition et la force de cette armée :

Division Musnier : — Deux brigades commandées par les généraux Ordonneau et Gudin.

Force, 5,350 hommes, troupes de ligne venant d'Espagne.
6 bouches à feu.

1814. France. l'offensive contre un adversaire dont les forces ne s'élevaient pas à plus de 12,000 hommes, le maréchal résolut de le contraindre à évacuer les départements qu'il avait envahis. En conséquence, le général Pannetier reçut ordre de se porter, par Villefranche, sur Mâcon; en même temps que le général Musnier se porterait, par Montluel, sur Meximieux, et de là sur Pont-d'Ain et Bourg, où ces deux généraux devaient se mettre en communication. Les partisans de Damas furent chargés de défendre le col de Tarare.

Le 17, le général Pannetier culbuta les avant-postes autrichiens à Villefranche, leur fit une centaine de prisonniers, et enleva, le lendemain, Mâcon au général Scheiter, après un engagement assez chaud. Le général Musnier délogea de

Division commandée provisoirement par le général Pannetier : — Deux brigades, dont une de troupes venant d'Espagne, et l'autre formée de conscrits jetés dans les cadres de bataillons de ligne.

Force, 4,100 hommes.

2 bouches à feu.

Brigade Bardet, formée de cinq bataillons de ligne, recrutés par la conscription de 1814, et organisée à Nîmes par le général Menard.

Force, 4,242 hommes.

4 bouches à feu, servies par des canonniers de marine.

Brigade Remond, composée de bataillons de gardes nationales, formant en grande partie les garnisons de Lyon et de Briançon; elle n'avait en ligne que le seul régiment de gardes nationales de Toulon, dont la force était de 870 hommes.

2 bouches à feu, servies par des canonniers de marine.

Division Digeon (cavalerie), formée de trois régiments venus d'Espagne et des cadres de trois autres.

Force, 2,168 chevaux.

6 bouches à feu d'artillerie légère.

Corps détaché dans le département du Mont-Blanc.

Division Dessaix, composée de onze bataillons de ligne recrutés par la conscription de 1814, de deux compagnies franches, d'une compagnie de douaniers; deux cadres des 4e et 31e de chasseurs à cheval.

Force, 5,170 hommes.

103 chevaux.

4 bouches à feu, servies par des canonniers volontaires.

Total général.... { 18,827 hommes.
2,271 chevaux.
30 bouches à feu.

Meximieux les postes du général Klopfstein, et les poursuivit jusqu'au village de l'Oye, dont ils furent chassés avec perte. Le général Ponchelon se porta de Lyon sur Nantua avec deux bataillons. Le maréchal Augereau se flattait ainsi de couper tout ce qui se trouverait entre cette ville et Bourg; mais le général Klopfstein eut le temps d'évacuer Nantua et de se rallier à Bourg au comte Bubna, qui battit prudemment en retraite. Le 19 et le 20, les Français entrèrent dans ces deux villes sans coup férir. 1814. France.

Les Français rentrent en Savoie. — Cependant le général Marchand, invité à favoriser ce mouvement par une diversion sur tel point qu'il jugerait convenable, pensa qu'il convenait de reprendre le poste des Échelles qui menaçait Lyon, et de pousser l'ennemi jusqu'au delà de Chambéry. Il fit part de ce projet au général Dessaix, qui, de son côté, crut le moment favorable pour forcer le passage de l'Isère au-dessus de Montmeillan, déloger les Autrichiens de cette ville, et rallier à la hauteur des marches, une colonne de 800 hommes que le major Bois devait lui amener de Barraux, pour de là se porter sur Chambéry. 18 février.

La route ayant été coupée, le général Marchand ne pouvait enlever le poste des Échelles que par un chemin souterrain taillé dans le roc, dont l'entrée barricadée en dedans, ne donnait accès qu'à 3 ou 4 hommes de front; il confia cette tâche difficile au major Thilorié, du 18e léger. Le 15, les voltigeurs du 1er de ligne, le fusil en bandoulière, s'élancèrent à l'entrée de cette grotte, et parvinrent, après une fusillade très-meurtrière, à renverser les barricades et à déboucher, au bout d'une demi-heure, du côté de Chambéry, tandis que les grenadiers du même régiment et les carabiniers du 18e léger, se portant au pas de charge sur les positions latérales, les enlevaient aux tirailleurs ennemis. Le 16, les troupes marchèrent sur Chambéry par la route de Lyon; de son côté, le général Dessaix ne fut pas moins heureux dans son mouvement; Montmeillan fut évacué par l'ennemi. Les Autrichiens se sauvèrent en désordre à Chambéry, où ils furent ralliés par le général Klebelsberg qui les établit sur les hauteurs en arrière, gardant la ville comme avant-poste. Le 19, au matin, le général Mar-

1814. France. chand fit marcher une colonne de 600 hommes pour les prendre à dos, pendant que le général Dessaix faisait attaquer le pont du Reclus. Repoussé de toutes parts, l'ennemi se replia sur Aix, dans une position couverte en front par des marais, et dont les flancs s'appuyaient à une montagne et au lac de Bourget.

22-25 février. *Affaire d'Aix et d'Annecy; combat du pont de la Caille.* — Le général Dessaix attaqua, le 22, cette position qui fut emportée. Le 23 il entra à Aix; mais sentant combien il était essentiel de ne pas donner un moment de repos à l'ennemi, il en partit aussitôt pour le poursuivre, et vint s'établir à la Biolle, d'où il porta 300 hommes commandés par le chef de bataillon Escard, vers Albiens, à l'embranchement des routes d'Annecy et de Rumilly. Le lendemain il ordonna au général Serrant de marcher vivement sur Annecy, avec une colonne d'environ 1,500 hommes. Les Autrichiens, après avoir essayé de se rallier dans plusieurs positions au delà du pont d'Alby, continuèrent leur retraite sur Annecy, dont ils occupèrent le château; ils en furent chassés à la baïonnette, et poursuivis jusqu'au pont de Brugny. La nuit mit fin à cette série d'engagements qui coûta beaucoup de monde à l'ennemi, et qui fit honneur au général Serrant ainsi qu'aux troupes sous ses ordres.

Pendant ce temps le général Dessaix se portait sur Rumilly, en balayant tous les postes que l'ennemi avait échelonnés pour protéger sa retraite. Il occupa cette ville le 24, et plaça ses avant-postes sur la rivière de Fier. L'ennemi avait barricadé le pont de Copet, et occupait la rive droite. Le 25, le général Dessaix fit remonter le Fier par un fort détachement qui parvint à établir un pont, et se porta sur la rive droite. D'après le rapport de ses coureurs, le général Klebelsberg jugeant qu'il allait être tourné par sa gauche, ordonna la retraite, et le pont de Copet ayant été débarrassé de ses barricades, les avant-postes furent portés à Clermont, où débouche un chemin qui, partant de Seyssel, aboutit sur la grande route de Chambéry à Genève. Le 26, le général Dessaix s'empara de Frangy et occupa les belles positions de Chaumont. Il avait ordonné au général Serrant de s'emparer le même jour du pont de Brogny, et de pousser jusqu'à celui de la Caille, sur le ruisseau des Usses. L'en-

nemi s'était réuni sur ce dernier point, au nombre de 2,500 hommes avec quatre pièces de canon; mais malgré sa résistance il dut céder à l'impétuosité des assaillants ; le pont de la Caille fut emporté, et la troupe autrichienne poursuivie jusqu'au bois de Creuseille. 1814. France.

Napoléon blâme le plan d'opérations du maréchal Augereau. — La marche et les combinaisons militaires de ce maréchal n'avaient point été approuvées par l'empereur, qui chargea le duc de Feltre de lui faire savoir que c'était vers Genève et dans le pays de Vaud qu'il aurait dû et qu'il devait encore porter son corps d'armée[1] ; et comme le maréchal Augereau tardait encore à s'engager dans un pays de chicane avec des troupes dont la moitié se composait de conscrits et de gardes nationales non instruits et mal habillés, en alléguant la nécessité de compléter leur équipement, le ministre de la guerre lui répondit dans une seconde dépêche que ces détails ne devaient point arrêter ses mouvements, et lui cita l'exemple des conscrits jetés dans les cadres de la grande armée, qui, bien que mal vêtus et très-

[1] « Le comte de Bubna, écrivait le ministre de la guerre au maréchal, n'a pas plus de 10,000 hommes à vous opposer..... La France et la Suisse ont les yeux sur vous..... Les Vaudois et les Argoviens ont 16 bataillons de milices tout prêts à se ranger de votre côté; les cantons de Saint-Gall, de Soleure, et même une partie de celui de Zurich, n'attendent que votre présence pour se déclarer en faveur des Français....... L'empereur vous somme d'oublier vos cinquante-six ans, et de vous souvenir des beaux jours de Castiglione...... L'empereur n'est point satisfait de vos dispositions ; en poussant ainsi des détachements dans différentes directions, vous allez chercher tous les points où sont les forces disséminées de l'ennemi, *au lieu de frapper au cœur*, selon l'expression de S. M. Elle m'ordonne, en conséquence, de vous réitérer ce que je vous ai mandé trois fois par ses ordres. Vous devez, monsieur le maréchal, réunir vos troupes en une seule colonne, vous mettre à la tête, et marcher, soit sur le pays de Vaud, soit sur le Jura, au cas que l'ennemi s'y trouve rassemblé.... C'est par la réunion des masses qu'on obtient de grands succès. Je puis d'ailleurs vous donner l'assurance que S. M. *a des motifs très-positifs* de penser que l'ennemi est d'avance très-effrayé des mouvements qu'il suppose que vous devez faire, et auxquels il doit en effet s'attendre : il serait bientôt rassuré, si vous vous borniez à faire faire des courses à des détachements, *en restant tranquillement de votre personne* à Lyon. C'est en vous mettant à la tête de vos troupes, comme l'empereur le veut, et en agissant vigoureusement, que vous parviendrez à faire une grande et utile diversion. »

1814. France. incomplétement armés, n'en combattaient pas avec moins de valeur et de dévouement [1].

Peu de temps après, Napoléon instruit que les alliés dirigeaient de nouvelles forces sur la Saône, fit donner ordre au maréchal Suchet d'envoyer au maréchal Augereau une nouvelle division de 10,000 hommes, et au prince Borghèse d'en réunir une autre de 6 à 8,000 à Turin, et de lui faire passer les Alpes dans les premiers jours d'avril; en même temps il fit partir en poste, de Paris, pour être placés dans les bataillons de gardes nationales, 66 officiers et 286 sous-officiers.

Le maréchal Augereau se décida enfin à opérer dans la direction qui lui était tracée par le ministre, lorsqu'il eut reçu le rapport du général Marchand qui l'informait des succès obtenus en Savoie. Il prescrivit au général Musnier de se porter de Nantua par Lons-le-Saulnier, Chiette et Morey sur Nyon, où il devait le rejoindre avec la division Pannetier et la cavalerie du général Digeon; le général Bardet avec la brigade de réserve, et le général Ponchelon avec deux bataillons de la division Musnier, reçurent ordre de franchir le Rhône au pont de Bellegarde ou à celui de Seyssel, et de se réunir, devant Genève, au comte Marchand, qui fut informé de ces dispositions; le général Remond resta à Lyon avec un bataillon de ligne et sept de gardes nationales, formant ensemble 3,600 hommes.

La division Musnier commença son mouvement le 27 février; la brigade du général Ordonneau, qui marchait en tête, après avoir chassé les Autrichiens de Lons-le-Saulnier, les poursuivit jusqu'à Poligny, et vint coucher le 2 mars à Morey. Le gros des troupes fut échelonné entre ce dernier endroit et Lons-le-

[1] « L'empereur pense qu'il est très-indifférent que les bataillons de la réserve de Nîmes soient mal habillés et équipés, dès qu'ils ont des fusils. S. M. me charge de vous dire que le corps du général Gérard, qui a fait de si belles choses sous ses yeux, n'est composé que de conscrits à demi-nus. Il a en ce moment une division de 4,000 gardes nationaux en chapeaux ronds, en habits et vestes de paysans, et sans gibernes, armés de toutes sortes de fusils, dont il fait le plus grand cas; et il voudrait bien en avoir trente mille. »

(Extrait d'une lettre du ministre de la guerre au maréchal, à la date du 22 février.)

Saulnier, où le maréchal Augereau établit ce même jour son quartier général. 1814. France.

Combat de Saint-Julien sous Genève. — Sur ces entrefaites, le général Dessaix, sentant combien il importait de rejeter l'ennemi dans Genève, et de s'emparer même de cette place, prit, de concert avec le général Marchand, les mesures les plus promptes pour atteindre ce but. Le 27, le général Serrant eut ordre de pousser une reconnaissance sur Chable. Ce poste et celui de Pommiers furent évacués par les Autrichiens ; parvenus à la hauteur de Moissin, les Français trouvèrent deux escadrons ennemis en bataille, et les dispersèrent par quelques coups de canon. Le général Serrant allait entrer dans sa position, lorsqu'un feu d'artillerie qu'il entendit du côté de Saint-Julien lui fit penser que le général Dessaix était engagé sur ce point. Il y marcha, mais il rencontra près d'Archamp un fort détachement ennemi qui lui était quatre fois supérieur en nombre. Le général français s'apercevant qu'il était compromis, ne pensa plus qu'à déjouer le projet de son adversaire, qui déjà cherchait à l'envelopper, et il parvint à faire sa retraite dans le plus grand ordre. La canonnade, dont le bruit l'avait trompé provenait de la colonne du général Bardet qui s'approchait alors du fort l'Écluse, en chassant devant lui les postes ennemis ; l'écho des montagnes avait contribué à la méprise. 1er mars.

Le 28, le général Dessaix, après avoir repoussé depuis Frangy quelques postes autrichiens, vint s'établir à Eluizet. Ce même jour, le général Serrant occupait Creuseille, le pont de la Caille et le village de Coponex.

Le lendemain matin, le général Dessaix fit ses dispositions pour attaquer l'ennemi sur trois colonnes : le général Ponchelon commandant celle de gauche, porta d'abord une centaine de tirailleurs dans des bois qui longent à gauche la route de Chambéry à Genève, afin d'en débusquer les postes qui s'y trouvaient. Ce mouvement réussit, et le général Ponchelon resta maître du bois. La colonne du centre, à la tête de laquelle se trouvait le général Dessaix, marchant sur Véry, en chassa l'arrière-garde autrichienne, qui ne s'y défendit que quelques instants ; mais bientôt une fusillade des plus vives s'engagea avec le gros des troupes du général Klebelsberg : celui-ci pousse

1814. France. avec vigueur, vint prendre position à l'extrémité d'un grand plateau au-dessus du pont de Saint-Jullien, où il établit une batterie de quatorze bouches à feu.

Le général Dessaix fit avancer deux pièces de canon qui prirent d'écharpe celles de l'ennemi. Ne conservant ensuite au centre qu'un bataillon et quelques compagnies du 79e régiment, il renforça, avec le reste de ses troupes, les colonnes de gauche et de droite. Cette dernière, commandée par le général Serrant, après avoir côtoyé le pied de la montagne de Salève, devait tourner la gauche de l'ennemi et s'approcher ensuite de Genève pour canonner cette place. Un grand nombre de tirailleurs, détachés à propos de ces deux colonnes, inquiétèrent tellement le général ennemi, en débordant ses ailes, qu'il se décida à abandonner sa position. Repassant le pont de Saint-Jullien, il vint couronner les hauteurs qui dominent Genève, et les fit couvrir par 26 pièces de canon. Le général Dessaix occupa aussitôt la position que les Autrichiens venaient d'évacuer.

Le feu recommença sur les deux flancs de la ligne, peu de temps après ces mouvements, et la canonnade se prolongea au centre. Le général Dessaix voulant accélérer la fin de ce combat qui devenait trop meurtrier, envoya dire au général Serrant de hâter sa marche dans la direction de Carouge, pendant qu'il portait sur Ternier un bataillon du 18e de ligne, sous les ordres du commandant Roberjot. Ce dernier s'avançant dans la direction indiquée, fut attaqué par une colonne ennemie qu'il avait prise pour des troupes de la brigade Serrant. Cette méprise, qui jeta quelque désordre dans le bataillon du 18e, aurait eu des suites plus fâcheuses, si le général Théodore Chabert, servant volontairement sous les ordres du général Dessaix [1], ne fût arrivé à son secours avec un bataillon du 1er régiment, commandé par le chef de bataillon Garin. La troupe ennemie fut culbutée et mise en déroute.

Cette colonne avait été dirigée par le général Klebelsberg sur la droite des troupes du général Dessaix, afin d'appuyer une charge à fond que la cavalerie ennemie allait faire sur l'artil-

[1] Le général Chabert, ayant encouru la disgrâce de Napoléon, était exilé depuis quelque temps dans les environs de Grenoble, lorsque les dangers qui menaçaient la patrie lui firent reprendre les armes.

1814. France

lerie française, qui, malgré son infériorité, inquiétait beaucoup la ligne autrichienne. En effet, 6 escadrons, débouchant de Saint-Jullien et passant le pont de l'Arve, ne tardèrent pas à s'avancer par la grande route. Le général Dessaix fit suspendre le feu de ses pièces, et donna l'ordre qu'on attendît les assaillants à un quart de portée de mitraille. L'ennemi continuant sa marche avec confiance, ses premiers pelotons furent accueillis, à la distance convenue, par la décharge la plus meurtrière. Toute la colonne, mise en désordre, tourna bride sur-le-champ vers Saint-Jullien, où les boulets français l'accompagnèrent.

Le général Dessaix, voulant profiter du double succès obtenu sur ses adversaires par la colonne du chef de bataillon Roberjot, et par le feu de son artillerie, avait donné l'ordre à ses troupes de marcher au pas de charge sur Saint-Jullien, en débordant ce village à droite et à gauche; mais informé par les différents chefs de corps que les soldats n'avaient plus de cartouches, il dut renoncer à cette attaque et se borner à prendre des positions que la chute du jour rendait nécessaires pour la sûreté de sa ligne. Vers dix heures, les avant-postes annoncèrent que les Autrichiens venaient d'évacuer Saint-Jullien pour rentrer dans Genève. Pour expliquer cette retraite inattendue, il convient de dire que la prise du fort l'Écluse par le général Bardet, faisant craindre au comte Bubna de voir attaquer Genève par la droite du Rhône, il avait envoyé l'ordre au général Klebelsberg de rompre les ponts de l'Arve et de se renfermer dans la place.

Tel fut le combat de Saint-Jullien, où une faible division française, composée de conscrits qui n'avaient pas deux mois de service, ayant à combattre un ennemi bien supérieur en nombre, et n'étant soutenue que par 5 pièces de canon, opposées à une artillerie formidable, s'empara des positions les plus avantageuses. La perte des Autrichiens s'élevait à plus de 1,000 hommes hors de combat, tandis que le général Dessaix n'en avait pas à regretter plus de 300[1].

[1] Dans son rapport au général comte Marchand, le général Dessaix fit le plus grand éloge des généraux Serrant, Ponchelon et Chabert, de l'adjudant-commandant Delamarre, des chefs de bataillon Roberjot, Escard, Ga[illegible]n, Savoye, Roch (ces deux derniers commandaient des détachements de

1814. France. Le 3 mars, le général Dessaix entra dans Carouge et s'établit sur la rive gauche de l'Arve; le général Marchand était resté avec la brigade Bardet à Saint-Génis.

Le maréchal Augereau, satisfait de la prise des Écluses, et estimant que les généraux Marchand et Dessaix étaient en mesure de forcer l'ennemi à abandonner Genève, rappela la division Musnier dont l'avant-garde, poursuivant ses succès, avait franchi le passage des Rousses et poussé jusqu'à Saint-Cergue sur le territoire vaudois. Son dessein, en réunissant cette division à celles des généraux Parmentier et Digeon, était d'aller livrer combat au prince de Lichtenstein, sous les murs de Besançon. Cette imprudente détermination du maréchal sauva Genève et tira d'inquiétude le comte Bubna, qui balançait s'il se laisserait renfermer dans cette place, ou s'il tenterait de se frayer un chemin difficile par Yverdun, où il venait déjà d'envoyer sa cavalerie. Rassuré par le mouvement dont nous venons de parler, et qu'il apprit presque aussitôt, le général autrichien se décida à attendre les événements dans Genève, bien persuadé que les généraux Marchand et Dessaix ne pouvaient pas plus enlever brusquement cette place, déjà mise en état de défense, que l'assiéger régulièrement, sans le concours des forces que le maréchal portait sur un autre point.

5 mars. *De nombreux renforts ennemis s'avancent sur la Saône; combat de Poligny.* — Cependant les troupes alliées destinées à former la nouvelle armée qui devait agir dans le sud-est de la France, s'avançaient vers la Saône sur trois colonnes; la première, commandée par le général Bianchi, marchant par Beaune et par Seurre, poussait un détachement à Châlons pour renforcer le général Scheither qui occupait toujours cette ville; la deuxième, aux ordres du général Wimpfen, arrivait à Villette et Villers-Robert; enfin, la troisième, conduite par le général en chef, prince de Hesse-Hombourg, s'approchait de Dôle.

De son côté, le maréchal Augereau, ne se doutant point de ce grand mouvement qui s'opérait autour de lui, allait commencer l'exécution de son nouveau plan d'opérations, lors-

gardes nationales du Mont-Blanc), des aides de camp Dessaix et Naz, des capitaines Mouthon, Ricard, Sthem (de l'artillerie), et de l'inspecteur des douanes Dubois.

qu'un détachement du général Bianchi vint prendre poste à Louhans. Dans le même temps le général Gudin, attaqué à Poligny par la tête de colonne du général Wimpfen, la repoussa, lui mit 300 hommes hors de combat, et lui fit 100 prisonniers. Malgré ce petit avantage, le maréchal, apprenant que le général Bianchi manœuvrait déjà sur la rive droite de la Saône pour le couper de Lyon, et qu'une nuée de troupes légères s'étendait de Mervan à Saint-Trivier; le maréchal, disons-nous, ordonna de suite un mouvement rétrograde et vola au secours du général Rémond. Une ville ouverte et grande comme Lyon, ne pouvait être défendue par 3,600 hommes contre les forces considérables qui la menaçaient. Le maréchal manda en outre au général Bardet de repasser le Rhône sans perdre de temps, de se rendre à Bourg, et de faire de là une démonstration contre Mâcon. Quant à lui, il réunit, le 5, le gros de son armée à Lons-le Saulnier, coucha à Saint-Amour, dépassa Bourg le 7, et rentra le 9 dans Lyon. Ce jour-là, le général Bardet s'établit à Bourg, le général Ponchelon à Pont-d'Ain, et le général Rémond alla observer l'ennemi à Villefranche avec deux bataillons et 50 gendarmes.

1814. France.

Combat de Mâcon. — L'ennemi n'ayant encore qu'un faible poste à Mâcon, le maréchal Augereau voulut l'enlever, et à cet effet, il prescrivit au général Musnier de passer, le 10, par Villefranche avec sa division et le 12[e] de hussards, d'y prendre les deux bataillons du général Rémond, et d'attaquer Mâcon le lendemain; les généraux Bardet et Ponchelon eurent ordre de faire en même temps, de Saint-Laurent, une diversion sur la tête de pont; le maréchal devait se porter à moitié chemin de Villefranche. Mais le général Bianchi s'étant établi ce jour-là même à Mâcon, l'avant-garde du général Musnier rencontra à Saint-Georges les avant-postes autrichiens, et les repoussa vivement vers les Maisons-Blanches. A peine le général Scheither avait-il réuni ses douze escadrons et ses deux bataillons sur la chaussée, que le colonel Colbert fondit sur lui avec 450 hussards des 4[e] et 12[e] régiments. Blessé et renversé de cheval par le chef d'escadron Plessen [1], le général ennemi se sauva à pied dans la

11 mars.

[1] Officier westphalien passé au service de France.

1814. France. mêlée; mais la cavalerie autrichienne, revenue d'un premier moment de terreur, allait repousser les hussards français, lorsque deux compagnies de voltigeurs, arrivant au pas de course sur les flancs de la chaussée, les forcèrent à se retirer sous un feu des plus vifs. Le colonel Colbert s'élança alors à la poursuite de la colonne sur la grande route, et fit prisonnier un bataillon d'infanterie légère. Le général Musnier, voulant profiter de cet avantage, fit avancer la brigade du général Estève, qui flanqua la route à droite avec le 20e de ligne, et à gauche avec le 67e, et le général Ordonneau reçut ordre de gagner l'extrémité de la hauteur de Chintré, à laquelle Mâcon est adossé, avec les 4 bataillons du 32e de ligne et le régiment de gardes nationales de Toulon. Le général Musnier marcha dans cet ordre jusqu'à portée de canon de la ligne autrichienne, dont la droite était appuyée à Vinzelles, et la gauche à la Saône; il s'attendait à une résistance médiocre; mais arrêté par une batterie de 30 pièces de canon et par toute la division Bianchi, il lutta plus d'une heure contre les charges de la cavalerie et les feux de l'artillerie, comptant toujours sur le mouvement du général Ordonneau, que 2 brigades ennemies arrêtèrent à Léger et à Vinzelles; enfin il se retira devant un ennemi trop nombreux sans être inquiété, et après avoir éprouvé une perte de 93 hommes tués, 230 blessés, 360 prisonniers, et de deux pièces démontées qui restèrent sur le champ de bataille, faute de chevaux.

Dès que le prince de Hesse-Hombourg fut informé de ce combat, il laissa le prince de Cobourg en observation sur la rive gauche de la Saône, chargea le comte Hardegg de poursuivre sur Bourg les généraux Bardet et Ponchelon, qui n'avaient pu faire la diversion ordonnée sur la tête de pont de Mâcon, et réunit son armee près de cette ville sur la droite de la Saône.

Sur ces entrefaites, le maréchal Augereau avait placé la division Pannetier avec le 4e de hussards en avant de Saint-Georges, occupant fortement le village de Lage-Longsart; la brigade Ordonneau et le 12e de hussards furent postés en arrière de Beaujeu; et le général Musnier, avec la brigade Gudin et le 13e de cuirassiers, forma réserve à l'embranchement des routes de Villefranche et de Beaujeu.

Combat de Saint-Georges. — Parti de Mâcon le 17, le prince de Hesse-Hombourg ordonna, le 18, aux généraux Bianchi et Wimpfen d'attaquer la droite de la ligne française, et au prince de Wied-Runckel, d'en tourner la gauche avec sa division par la route de Beaujeu, pendant qu'un petit détachement ferait une fausse attaque sur la rive droite de la Saône. Le général Pannetier, assailli par des masses formidables, eut d'abord son poste enlevé et fut vivement poursuivi par la tête de colonne du général Bianchi; mais bientôt soutenu par la réserve, il rentre dans Lage-Longsart; la brigade Gall, forte de 4 bataillons et de 4 escadrons, est taillée en pièces par le 4e de hussards. Mais les Français sont arrêtés dans leurs progrès par l'arrivée du général Wimpfen, et le combat se prolonge le reste du jour sur le même terrain. Enfin, Lage-Longsart est enlevé une seconde fois par l'ennemi. Voyant toutefois la gauche de sa ligne pressée par la division Wied-Runckel, le maréchal Augereau ordonna la retraite sur Limonest. Dès que le général Bianchi s'aperçut de ce mouvement, il lança sa cavalerie à la poursuite; mais le général Ordonneau fit bonne contenance avec l'arrière-garde, et les grenadiers du 67e tinrent constamment les cavaliers ennemis à distance respectueuse. 1814 France. 18 mars.

Le maréchal Augereau se replie sur Lyon; bataille de Limonest. — Le soir, le maréchal se plaça à cheval sur la route en avant du village de Limonest, et se mit en devoir d'arrêter l'ennemi le plus longtemps possible dans cette position, afin d'y attendre l'arrivée de la 2e division de Catalogne. Le lendemain, après avoir eu connaissance des dispositions que faisait le prince de Hesse-Hombourg pour tourner son flanc gauche et gagner la route de Moulins, il prit l'ordre de bataille suivant : la division Musnier fut établie à Limonest, sur les hauteurs entre la Saône et la route de Châlons; la brigade Estève, de la division Pannetier, sur le plateau qui s'étend de Limonest à Dardilly, avec le 4e de hussards et le 13e cuirassiers; le général Digeon se porta, avec le 12e de hussards et la brigade Beurmann, qui venait d'arriver du midi, en avant de Grange-Blanche, liant sa droite au général Musnier par l'infanterie du général Pannetier; un bataillon et 100 chevaux furent détachés à la tour de Salvagny, où le général Saint-Sulpice reçut ordre d'en- 20 mars.

1814. France. voyer de Lyon tous les gardes d'honneur disponibles du 4e régiment qu'il commandait; entre la Saône et le Rhône, le général Bardet dut observer, à Miribel, le comte Hardegg (débouchant alors par la route de Bourg), et porter à Calvire 2 bataillons pour tenir en échec le prince de Cobourg qui côtoyait la rive gauche de la Saône.

Le 20, au point du jour, les colonnes autrichiennes s'ébranlèrent et attaquèrent sur tous les points; à midi la brigade Mumb chassa les postes qui tenaient les hauteurs de Salagon, de Couzon et de Saint-Routain, et le général Musnier, pris à dos, se vit forcé de battre en retraite sur Lyon; ce mouvement rétrograde fut aussitôt suivi par le général Pannetier, qui se sentit trop faible pour arrêter, au passage du ravin qui couvrait son front, les masses du général Bianchi marchant sur le plateau de Dardilly. Cependant le général Digeon avait porté une brigade sur Salvagny, qu'il ignorait être tombé dès le matin au pouvoir de l'ennemi; le général Beurmann, chargé de cette expédition, sut bientôt à quoi s'en tenir; attaqué à hauteur de Dardilly par la division du prince de Wied-Runckel, et voyant un nombreux détachement forcer de marche pour gagner la route de Clermont, il se retira sur Grange-Blanche avec autant de sang-froid que d'habileté. Plaçant alors deux bataillons sur un monticule à droite de la route de Moulins, et deux autres sur la hauteur à gauche, qui commande l'embranchement de celle de Clermont, et gardant le 12e de hussards en réserve prêt à charger, le général Digeon se battit bravement, et tint en échec, jusqu'à cinq heures, la division ennemie.

Vers trois heures, les généraux Musnier et Pannetier étaient aux portes de Lyon, et les tirailleurs de la brigade Mumb attaquaient le faubourg de Vaize, lorsque le maréchal Augereau, qui était retourné en ville à une heure, pour se concerter avec les autorités civiles, se mit à la tête des troupes et se porta au pas de charge sur les hauteurs de la Duchère et de Rochecardon, où les Autrichiens étaient en force; il engagea sur ce point une attaque qui se soutint jusqu'à la nuit avec des chances variées.

En sortant de Lyon, le maréchal avait envoyé au soutien du général Digeon, le 13e de cuirassiers et une demi-batterie

d'artillerie légère, sous les ordres du général Guillemet; mais en même temps les troupes du général Wimpfen, entrant en ligne, la division Wied-Runckel attaqua le mamelon à droite de la route de Moulins, que l'adjudant-commandant Ricard eut de la peine à conserver; déjà l'infanterie légère du prince tiraillait en tête du faubourg Saint-Just. Le général Digeon, qui manquait d'ailleurs de munitions pour son infanterie et son artillerie, prit alors le parti de faire charger sa cavalerie en deux colonnes : l'une, de deux escadrons du 13e de cuirassiers, tombe à droite sur une batterie de six pièces, sabre les canonniers et ramène les avant-trains; l'autre, de trois compagnies du 12e de hussards, taille en pièces les deux bataillons du régiment de Hiller sur la route de Clermont, enlève le colonel et fait 360 prisonniers. Les colonnes ennemies furent ainsi arrêtées sur ce point comme sur tous les autres; le feu cessa à la nuit, et les deux partis établirent leurs bivouacs en présence. 1814. France.

Le général Bardet, de son côté, dignement secondé par le colonel Gay, commandant à Calvire les deux bataillons du 79e de ligne, n'avait pas perdu un pouce de terrain.

La perte des alliés fut d'environ 3,000 hommes, tant tués que blessés et prisonniers, dans les journées du 18 et du 20 mars; celle des Français ne s'éleva qu'à 946, dont 550 le 18, et 416 le 20.

L'armée française évacue Lyon et se retire sur l'Isère. — 21 mars. A l'entrée de la nuit, le commissaire extraordinaire du gouvernement, le préfet, le commisaire général de police, et le conseil municipal s'assemblèrent sous la présidence du maréchal Augereau; et comme on reconnut que Lyon ne pouvait être plus long temps défendu, sans être exposé à tous les désastres d'une ville prise d'assaut, la retraite fut décidée. Avant le jour, l'armée commença son mouvement en traversant le pont de la Guillotière, et prit la direction de Vienne pour venir occuper la ligne de l'Isère. Le général Bardet, qui rejoignit par le pont Morand, et la cavalerie du général Digeon, formèrent l'arrière-garde, sans être inquiétés jusqu'à Valence, où le gros des troupes arriva le 23. La nouvelle position que prenait le maréchal était également favorable pour rallier le

1814. France. corps du général Marchand, et pour s'opposer à la jonction du prince de Hesse-Hombourg avec lord Wellington.

Fin de mars. *Les Français abandonnent une seconde fois la Savoie.* — Sur ces entrefaites, il ne s'était passé du côté de Genève, d'autres événements qu'une attaque contre l'Écluse. Le général Klebelsberg, informé que ce fort n'avait que cent hommes de garnison, voulut tenter un coup de main pour s'en emparer; mais, à son approche, le tocsin appela tous les citoyens sur les hauteurs qui dominent le fort. Obligé d'établir ses batteries sur des points peu favorables, l'ennemi se retirait après avoir épuisé ses munitions, lorsqu'il fut assailli par 3,000 paysans, qui lui tuèrent une centaine d'hommes et le poussèrent jusqu'au delà de Péron.

Le 23 mars, au moment où il se flattait de se voir renforcé par la division Védel, que le prince Borghèse réunissait à Turin, et par conséquent de pouvoir prendre l'offensive, le général Marchand eut avis de l'évacuation de Lyon, et se replia aussitôt sur Grenoble; le fort l'Écluse fut évacué, le pont de Seyssel brûlé, et les 500 hommes qui gardaient ces deux postes, se dirigèrent en toute hâte sur Moirans par des chemins de traverse; deux bataillons occupèrent le pont de Beauvoisins. Le reste des troupes fut partagé en deux colonnes, dont la première, aux ordres du général Serrant, prit la route d'Annecy, et l'autre, conduite par le général Marchand, celle de Rumilly.

Le comte Bubna rétablit promptement les ponts de l'Arve, et mit la division Klebelsberg à la poursuite des colonnes françaises. Le général Serrant, harcelé trop vivement par le général Zeichmeister, fit volte face près d'Alby, rentra pêle-mêle avec les Autrichiens à Annecy, les culbuta dans le torrent au pont de Brogny, et les mena battant jusqu'à celui de la Caille, après leur avoir enlevé 300 hommes.

Parvenu à Chambéry, le général Marchand continua paisiblement sa retraite sur l'Isère, et vint prendre la position qu'il avait occupée dans les premiers jours de l'année, entre Montmeillan et les Échelles.

Le maréchal Augereau avait reçu, le 22, du ministre de la guerre, la nouvelle de l'occupation de Bordeaux par les An-

glais, et l'ordre de faire partir en poste pour Libourne 6,000 hommes des 10,000 qui venaient d'arriver de Catalogne. 1814. France.

Ainsi qu'on l'a déjà vu par les lettres du ministre de la guerre, le maréchal Augereau fit des fautes qui furent bien funestes à la France; mais un fait que le duc de Feltre et l'empereur lui-même n'arguèrent pas, fut reproché amèrement à ce maréchal par les bons citoyens du Jura, de l'Ain, de Saône-et-Loire et du Mont-Blanc : nous voulons parler de l'opposition qu'il mit à l'organisation des corps francs, qu'il regardait comme indisciplinés et peu sûrs. Les habitants de ces contrées belliqueuses, qui firent tant de mal à l'ennemi et notamment à la division du comte Bubna, en auraient peut-être interdit l'entrée aux troupes du prince de Hesse-Hombourg, si la défense des principaux points sur les montagnes et dans les vallées, avait été confiée à des partisans commandés par des anciens officiers retirés qui le sollicitaient, et auxquels, dans l'occasion, les paysans se seraient infailliblement réunis. Le corps de l'adjudant-commandant Damas fut le seul organisé dans le département du Rhône, et prouva par ses services l'utilité d'un pareil secours [1].

Opérations militaires sur la ligne des Pyrénées; position des armées du maréchal Soult et de lord Wellington. — Lord Wellington occupait depuis la mi-décembre une ligne dont la gauche appuyée à Bidart, sur la route de Saint-Jean-de-Luz Janv.-Févr.

[1] Il est certain qu'Augereau, duc de Castiglione, ne se montra plus, dans cette campagne, le même qu'aux beaux jours de l'armée d'Italie, où son dévouement et la fermeté de son caractère fixèrent la victoire indécise sous les drapeaux républicains*. Si l'on doit s'en rapporter à des bruits, encore aujourd'hui accrédités, il aurait prêté l'oreille, dès cette époque, à des insinuations étrangères. Cette influence se manifesta d'abord, au dire de plusieurs officiers de l'armée, dans la détermination que le maréchal prit de marcher sur le prince de Lichtenstein, au lieu d'appuyer le général Marchand devant Genève, et d'exécuter les instructions de Napoléon, en se portant dans le pays de Vaud et en Argovie. Plus tard, la destruction intempestive des ponts de l'Isère, la proclamation qu'Augereau adressa à son armée, et dans laquelle il accusait le souverain déchu *de n'avoir pas su mourir en soldat*, enfin sa conversation avec Napoléon, lorsqu'il le rencontra à Valence, le 24 avril : tous ces faits semblent appuyer une assertion, que l'historien ne peut toutefois admettre légèrement.

* Voyez le récit de la bataille de Castiglione, tome III, pages 470 et suivantes

1814. France. à Bayonne, allait, passant par Villefranque, se terminer à Ureuray, sur celle de Saint-Jean-Pied-de-Port. Il avait son quartier général à Saint-Jean-de-Luz, mais la majeure partie de sa cavalerie cantonnait, faute de fourrages, sur l'Èbre.

Le maréchal Soult, dont l'armée était encore (à cette époque) forte de 60,000 hommes, voyait avec plaisir que la rigueur de la saison forçât son adversaire à l'inaction, et lui laissât le temps d'achever l'instruction des nombreuses recrues qu'il avait reçues. Sa droite, sous les ordres du comte Reille, occupait le camp retranché de Bayonne; le centre, commandé par le comte d'Erlon, cantonnait sur la rive droite de l'Adour, entre Bayonne et Port-de-Lanne; enfin, la gauche, sous le général Clausel, bordait la rive droite de la Bidouze, depuis son confluent jusqu'à Saint-Palais; deux divisions de cavalerie en couvraient la gauche. Le général Harispe, rappelé de l'armée d'Aragon pour organiser la levée des Basques, au milieu desquels il est né, était avec une petite division à Saint-Jean-Pied-de-Port.

Il n'y avait plus d'autres barrières à opposer aux alliés sur la route directe de l'Espagne à Bordeaux que Bayonne; aussi cette place, située avantageusement au confluent de la Nive et de l'Adour, avait-elle été mise en bon état de défense, non-seulement par les réparations faites au corps de place, mais encore par l'extension que l'on avait donnée aux ouvrages extérieurs, ce qui en rendait la contrevallation très-difficile sur la rive gauche de l'Adour.

On avait en outre retranché Hastingues, sur la rive droite du Gave de Pau, et construit des têtes de pont sur la Bidouze à Guiche, à Bidache et à Came. Un grand nombre de redoutes battaient la rive gauche de l'Adour; on avait relevé les fortifications de Saint-Jean-Pied-de-Port, amélioré celles de Navarreins, et mis la ville de Dax, devenue l'entrepôt des approvisionnements de l'armée, à l'abri d'un coup de main.

Pour assurer une prompte communication entre toutes les parties de la ligne, des ponts de bateaux avaient été jetés sur la Nive dans le camp retranché de Bayonne, et sur l'Adour à Port-de-Lanne. Au commencement du mois de janvier, le maréchal Soult, dans l'intention de procurer des ressources à sa cavalerie, et de lier ses opérations avec le général Harispe dans

la vallée d'Ossez, résolut de s'étendre vers sa gauche et de se rapprocher de Hellette, point dominant de la route de Saint-Jean-Pied-de-Port à Bayonne. 1814. France.

Ce mouvement fut exécuté du 3 au 5 janvier avec autant de succès que d'habileté, par le général Clausel, qui réussit, malgré l'opposition de lord Wellington (dont les opérations furent contrariées par la rigueur de la saison et la difficulté des chemins), à étendre la division Taupin du pont de Bardos à la Bastide, à placer la division Darricau sur le plateau d'Ayherre, et à faire occuper Hellette par les brigades Dauture et Pâris, qui passèrent alors sous les ordres du général Harispe.

Le mois de janvier s'écoula sans autres événements que quelques escarmouches. Le général Harispe, dans la vallée d'Ossez, prit de la supériorité sur le partisan Mina, et finit par le confiner entièrement dans la vallée de Bastan.

Mais tandis que l'armée anglaise se voyait renforcée de 6,000 hommes de pied et de 1,400 chevaux, arrivés récemment d'Angleterre, et de sa grosse cavalerie restée d'abord sur l'Èbre, le maréchal Soult reçut l'ordre d'envoyer à la grande armée deux divisions d'infanterie, six régiments de dragons et près de 2,000 hommes d'élite pour renforcer la garde impériale, ce qui réduisit son effectif à 40,000 hommes et 300 chevaux ; et, comme si la victoire eût pu encore rester indécise, le cabinet de Saint-James, joignant aux moyens matériels ceux de son astucieuse politique, tira tout à coup le duc d'Angoulême de l'exil et de l'oubli, et le débarqua sur les côtes de France, dans l'espoir d'y réveiller l'énergie et d'encourager les tentatives des nombreux partisans de la maison de Bourbon dans le Midi. Cette attente ne fut point trompée ; la proclamation que le prince adressa aux Français en arrivant à Saint-Jean-de-Luz, se répandit avec rapidité. Le parti royaliste sortit de son engourdissement ; à Bordeaux et à Toulouse se formèrent des associations secrètes, dont les machinations et les sourdes menées réussirent à augmenter le mécontentement du peuple et à entraver les mesures des agents de l'autorité impériale.

Les alliés passent les Gaves[1]. — Une forte gelée ayant rendu 14 février.

[1] Les Béarnais appellent ainsi quelques-unes des rivières qui traversent leur territoire. Il y a le Gave d'Oleron, le Gave de Pau, le Gave d'Ossau, etc.

1814. France. les communications praticables vers le milieu de février, lord Wellington résolut de prendre l'offensive et de passer l'Adour. L'entreprise était difficile, car il fallait absolument contraindre le maréchal Soult à abandonner la rive gauche de l'Adour et surtout le camp retranché, et il n'y avait pour cela d'autre moyen que de porter les premiers coups à la gauche de l'armée française ; en conséquence, le duc de Wellington ordonna au général Hill, qui commandait sa droite, de marcher, le 14, sur Hellette, et au général Mina de se porter de la vallée de Bastan sur Baigorry et Bidarray.

Le général Harispe, après avoir livré Saint-Jean-Pied-de-Port à ses propres forces, campait à Hellette avec 4,000 conscrits, à l'arrivée du général Hill, et, comme il était trop faible pour lui résister, il se retira aussitôt par Saint-Martin d'Arberou sur Garris; mais la division Morillo, du corps de Mina, menaçant de se porter sur ses derrières par Saint-Palais, le général Pâris se mit en marche pour le devancer et assurer le passage de la Bidouze et du Soison.

Dès lors, le général Harispe, resté avec sa seule division et le 21e de chasseurs à cheval, sans artillerie, fut obligé, après un combat très-vif contre le corps du général Hill, de repasser la Bidouze, dont il détruisit les ponts, et d'aller rejoindre la brigade Pâris à Arrivercitte, sur la rive droite du Gave de Mauléon.

Cependant le centre de l'armée alliée, moins les divisions Clinton et Alten, restées entre la Nive et l'Adour, s'était porté sur les bords de la Joyeuse. Le général Clausel, qui avait reçu l'ordre du maréchal Soult d'éviter tout engagement, repassa cette rivière, puis successivement la Bidouze, le Soison et le Gave de Mauléon, derrière lequel il prit position, tenant ses avant-postes sur la ligne du Soison, au pont d'Arrivercitte, et aux bacs d'Hauteville et d'Osserin. L'aile gauche de l'armée française était ainsi disposée derrière le Gave de Mauléon : la division Villatte à Sauveterre, se liant à gauche à la division Harispe, et à droite avec la division Taupin, qui se rattachait à la division Foy, de la lieutenance du comte d'Erlon, établi sur la rive gauche de l'Adour. Enfin, pour mieux déjouer toute tentative de passage au-dessus de Bayonne, deux divisions du camp retranché avaient remonté le fleuve.

Le général Hill se présenta, le 16, devant le pont d'Arriver-citte, qu'un bataillon lui disputa vivement; mais le général Pâris, menacé d'être tourné par le 92e régiment anglais, qui avait trouvé un gué, fit sauter le pont et se reploya sur la division Harispe, qui se dirigea alors sur Sauveterre. 1814. France

La droite des alliés, qui parut, dès le 18, devant cette position, resta pendant quelques jours sans rien entreprendre. Cette inaction provenait des préparatifs que faisait lord Wellington pour exécuter le passage de l'Adour au-dessous de Bayonne; entreprise qui lui paraissait praticable, maintenant que le départ de trois divisions pour la grande armée avait forcé le maréchal Soult de porter la majeure partie de ses forces sur le Gave de Pau, et de ne laisser pour garder la place et le camp retranché que 12,000 hommes, dont les trois cinquièmes étaient des conscrits. L'intention du général en chef ennemi était de profiter de la faiblesse de son adversaire sur ce point, pour s'ouvrir la grande route de Bordeaux, et manœuvrer sur la droite de l'armée française; mais des vents contraires ayant empêché la flottille de l'amiral Penrose de protéger la construction d'un pont de bateaux à l'embouchure de l'Adour, il fut contraint d'en revenir à son premier projet, et il fit tous ses efforts pour obtenir un avantage décisif sur la gauche de l'armée française. Toutefois, jugeant que la position de Sauveterre serait difficile à enlever s'il ne réussissait pas à partager l'attention du maréchal Soult, il ordonna un mouvement général sur toute la ligne; en conséquence, les divisions qui formaient le blocus de Bayonne eurent ordre de se tenir prêtes à passer l'Adour au-dessous de cette place, si la flottille arrivait, ou d'exécuter tout autre mouvement au-dessus de la place; le maréchal Beresford fut chargé d'attaquer les postes d'Hastingues et d'Oeyer-Gave, afin de rejeter les Français sur Peyrehorade; la division Picton, de la droite, dut faire une fausse attaque de front sur Sauveterre, tandis que le général Hill passerait le Gave de Mauléon à Villenave et tournerait la position.

Ces opérations furent couronnées d'un plein succès. Le maréchal Beresford poussa, le 23 février, les postes français jusque dans la tête du pont de Peyrehorade; et, le 24, le général Hill ayant passé le Gave à Villenave, le général Clau-

1814. France. sel, qui avait reçu l'ordre de ne point s'engager, fit sauter le pont de Sauveterre et se retira.

Le maréchal Soult ne pouvant espérer, vu l'infériorité de ses forces, de se maintenir sur le Gave d'Oléron, s'échelonna, dès le 22, sur Orthez, où l'armée prit position le 26.

Les alliés se dirigèrent sur Orthez le 26 février; le maréchal Beresford, avec le centre, devenu la gauche des corps agissants, passa les Gaves d'Oléron et de Pau à leur confluent au-dessus de Peyrehorade, et marcha, sur la grande route, vers Orthez; le général Stappleton Cotton franchit, avec sa cavalerie, le Gave de Pau aux gués de Cauneille et de la Hontan, et la tête de colonne du général Hill, suivant la route qu'avait tenue le général Clausel, vint prendre poste sur les hauteurs de Magret et de Départ, canonner Orthez, et engager une vive fusillade au pont.

Rien n'était plus vicieux que cette division des forces alliées en trois colonnes; aussi le maréchal Soult, qui l'avait prévue, en aurait-il profité pour tomber, le 26, avec toutes ses troupes réunies sur celles qui avaient passé le Gave de Pau, si le colonel du 15e de chasseurs qui était chargé d'en garder le passage, l'en avait prévenu à temps; mais cet officier, qui s'absenta sans motifs, n'avertit le maréchal de la présence de l'ennemi sur le Gave, qu'au moment où, déjà formé sur le plateau de Baigts, il n'était plus temps de s'opposer à ses progrès [1].

27 février. *Bataille d'Orthez.* — Le maréchal Soult, se voyant donc forcé de renoncer à l'offensive, disposa ses troupes dans la nuit du 26 au 27, de la manière suivante : à l'aile droite, la première brigade de la division Taupin au village de Saint-Boés, échelonnée par la deuxième, formant potence avec la division Maransin, qui s'étendait parallèlement à la route de Dax, ayant pour réserve la brigade Pâris; au centre, les divisions Foy et Darmagnac avaient été placées à cheval sur la route de Bayonne, à la naissance des collines qui s'élèvent en avant d'Orthez; enfin, à l'aile gauche, la division Harispe, chargée de défendre cette ville, s'échelonnait à la division

[1] Le maréchal suspendit de ses fonctions le colonel du 15e baron Faverot, et fit examiner sa conduite par un conseil d'enquête, dont le rapport ne fut point favorable à cet officier.

Darricau, aux Trinitaires, vers les hauteurs de Rontun, où le général Villatte et la cavalerie du général Souit formaient la réserve; le général Berton, avec deux régiments de cavalerie, un d'infanterie légère et deux pièces de canon, fut détaché à Lacq sur la route de Pau, pour garder le Gave jusqu'au pont de Lescar, avec l'instruction de ne se retirer par Arthes sur Sault-de-Navailles, que lorsqu'il y serait forcé par des masses. Le général Darricau tenait Dax avec quelques centaines d'hommes détachés de sa division. 1814. France.

Ces dispositions étaient sans doute excellentes; mais elles ne remédiaient qu'imparfaitement aux graves inconvénients de la position d'Orthez. Cette position n'avait pour toute retraite que la route d'Orthez à Saint-Sever, percée dans un terrain montueux, difficile et coupé de marais; la droite, à Saint-Boés, était en l'air et pouvait être facilement abordée par l'ennemi qui se fût trouvé, s'il l'eût culbutée, aussi près du seul point de retraite que le général Harispe à Orthez; dans ce dernier cas, en s'emparant par un mouvement rapide du pont sur le Luy-de-Béarn, à Sault-de-Navailles, les alliés auraient mis l'armée française dans une situation désespérée.

Lord Wellington reconnut, le 27 au matin, la position de son adversaire, et résolut de l'attaquer sur toute son étendue, en se déployant assez pour en déborder les ailes; le maréchal Beresford eut ordre d'aborder la droite de front et de la faire tourner par deux de ses divisions; le général Picton d'attaquer le centre et la gauche avec sa division et celle du général Clinton, appuyée de la brigade de cavalerie légère de lord Sommerset, pendant que le général Hill passerait le Gave au-dessous d'Orthez, et prendrait la gauche à revers; la division légère du général Alten formait réserve sur la rive droite.

L'action commença à 9 heures par l'attaque du village de Saint-Boés, et devint bientôt générale; le maréchal Beresford parvint à s'emparer de ce village après de grands efforts; mais il ne put en déboucher, le peu de terrain battu par l'artillerie française ne lui permettant pas de déployer ses masses. Dès que lord Wellington fut informé de cette circonstance, il comprit qu'il fallait changer de plan, et laissant le lieutenant général Stappleton-Cotton, avec la cavalerie de lord Sommerset,

1814. France. devant la division Darmagnac, il porta la division Alten contre le général Maransin; celles des généraux Picton et Clinton contre le général Foy, en même temps qu'une brigade du général Cole, soutenue du corps du maréchal Beresford, attaquait la division Taupin.

Les Français opposèrent à cette double attaque la plus vive résistance; le général Béchaud perdit la vie à Saint-Boés, qui resta aux Anglais; au centre, le général Foy ayant été blessé, sa division commença à plier, et détermina le même mouvement dans les divisions Taupin et Maransin, qui, toutefois, ne tardèrent pas à se rallier sous la protection de la brigade Pâris, laquelle, formée en carré, arrêta quelque temps l'ennemi; enfin, à la gauche, le général Hill força le gué de Biron, défendu seulement par deux faibles bataillons de la brigade Baurot; le général Villate n'ayant pas songé à retarder sa marche pour laisser le temps au général Berton d'amener ses détachements et de tomber sur le flanc de cette colonne, le maréchal Soult, accouru de la droite, où il venait de rétablir le combat, vit qu'il était trop tard pour s'opposer à ses progrès, et n'hésita pas à ordonner la retraite. Les généraux d'Erlon et Reille reçurent l'ordre de se replier promptement sur Sault-de-Navailles, le général Harispe de se porter sur Rontun, et le général Berton de marcher sur Arthes, parallèlement à l'armée, jusqu'à hauteur d'Hagetmau, afin d'arriver sur le flanc de l'ennemi, si le canon se faisait entendre dans cette direction.

La retraite s'effectua avec ordre et le plus grand sang-froid; les divisions passèrent successivement le défilé, sans confusion et sans autre perte que celle d'un escadron du 21e de chasseurs, et de 300 hommes environ d'infanterie, qui furent coupés de l'armée et pris par la cavalerie anglaise[1].

[1] Les chasseurs du 21e, commandés par le chef d'escadron Leclair, après avoir chargé une colonne portugaise et fait mettre bas les armes à 400 hommes, furent enveloppés par des forces tellement supérieures, que 7 d'entre eux parvinrent seuls à s'échapper. Les 300 fantassins faisaient partie de l'arrière-garde du général Harispe. Ayant mis trop de ténacité à entraver la marche du général Hill, ils furent coupés près de Sallespisse par la brigade de lord Sommerset. Ce sont ces deux événements que les rapports anglais et espagnols présentent comme une déroute complète.

La perte des deux armées fut à peu près balancée; car les Français eurent 2,500 hommes tués, blessés ou prisonniers, et les alliés 2,300 hors de combat; mais ils prirent deux pièces de canon, et en recueillirent deux autres et un obusier, que, faute de chevaux, on ne put emmener. 1814. France.

Retraite de l'armée française; combat d'Aire. — Après s'être réunie et reposée quelques heures à Sault-de-Navailles, l'armée française continua, pendant la nuit, sa retraite sur Hagetmau, où le général Berton rejoignit; et de là, en deux marches, elle atteignit successivement Saint-Sever et Aire, sur l'Adour, après avoir rallié le général Darricau, qui avait reçu ordre d'évacuer Dax. 1er mars.

Le maréchal Soult n'avait pas l'intention de tenir à Aire, dont la position n'était pas avantageuse; mais, ne voulant pas perdre les magasins de riz et de farine qui s'y trouvaient, ainsi qu'à Barcelonne, il prit dans les environs de ces deux villes une position de passage pour en favoriser l'évacuation. Le comte d'Erlon, renforcé de la brigade de cavalerie légère du général Berton, formait l'arrière-garde à Cazères; le général Reille occupait Barcelonne; et le général Clausel la ville d'Aire, avec les divisions Villate et Harispe, cette dernière couvrant la route de Pau.

Parvenu à Saint-Sever, lord Wellington, dans l'incertitude de la marche de son adversaire, envoya à sa recherche sur toutes les routes. Le général Hill remonta la rive gauche, et le lieutenant général Cotton la rive droite de l'Adour, se dirigeant tous les deux sur Aire; tandis que le maréchal Beresford se portait sur Mont-de-Marsan; cette marche divergente devait, au surplus, faire perdre aux alliés les avantages que leur offrait la bataille d'Orthez, et c'est une preuve de plus de l'extrême circonspection du général en chef des Anglais.

Le lieutenant général Hill, jugeant qu'on pouvait aisément tourner la gauche de la position d'Aire, la fit attaquer par une brigade portugaise, soutenue par la division du général Stewart; mais, après un combat dont les chances furent très-variées, il fut obligé de se désister, et le général Clausel, secouru d'abord par un bataillon du corps d'armée du comte Reille, et ensuite par la division Maransin, se maintint dans sa position. Le géné-

1814. France. ral Maransin se plaça en échelon à gauche de la route de Pau, couvrant le pont du Lées.

Cependant, sur la rive gauche de l'Adour, le général Stappleton-Cotton était arrivé devant Cazères. Le comte d'Erlon, n'ayant pas l'ordre d'accepter le combat, se reploya sur Barcelonne, protégé par la brigade Berton, dont le 13e régiment de chasseurs fit une charge brillante sur la cavalerie de lord Sommerset, qui débouchait, sans précaution, de Cazères.

Lorsque sir Stappleton-Cotton se présenta devant Barcelonne, tout était prêt pour bien le recevoir; mais le jour commençant à baisser, le général anglais ne jugea pas prudent d'engager le combat. Le maréchal Soult donna l'ordre au général Berton de repasser l'Adour en toute hâte et d'aller s'établir derrière le pont du Lées. Si on doit en croire des rapports dignes de foi, la perte des Français, au combat d'Aire, fut beaucoup moindre que celle des alliés, qui eurent 1,200 hommes hors de combat.

Le maréchal Soult ayant pris la détermination de poursuivre son mouvement de retraite et de quitter les bords de l'Adour, avait à opter entre trois partis : prendre la route de Mont-de-Marsan à Bordeaux, ou celle d'Agen par Condom; ou enfin, remonter l'Adour et se diriger sur Tarbes. Il s'était décidé pour ce dernier parti, qui, en lui conservant l'avantage de continuer à s'appuyer aux montagnes et les facilités de pouvoir se joindre, en cas de besoin, à l'armée d'Aragon, neutralisait les effets de la bataille d'Orthez, en détournant la marche de l'ennemi du cœur de la France. A la vérité, le maréchal laissait ainsi Bordeaux à découvert; mais, d'une part, il devait supposer que lord Wellington, ne pouvant y détacher qu'une faible partie de ses troupes, ne parviendrait pas à s'en rendre maître; et de l'autre, que, si, contre toute attente, il osait s'y porter et s'aventurer avec toutes ses forces dans les landes, laissant derrière lui l'armée française et une place aussi formidable que Bayonne, on pourrait le faire repentir de sa témérité.

L'évacuation des magasins d'Aire et de Barcelonne fut terminée pendant la nuit du 2 mars, et l'armée commença son mouvement de retraite, se dirigeant partie sur le chemin de Vic-Bigorre, partie sur Plaisance; elle occupa, le 3, les positions suivantes : le comte d'Erlon et la brigade de cavalerie du général

Vial à Plaisance; le comte Reille à Madiran, ayant devant lui la cavalerie du général Berton; le général Clausel à Maubourguet; le quartier général à Rabastens. Cette retraite ne fut suivie sur le chemin de Vic-Bigorre que par la cavalerie du général Fane, qui porta ses avant-postes sur la Sage. 1814. France.

Passage de l'Adour par les Anglais au-dessous de Bayonne. — Sur ces entrefaites, le corps anglais du lieutenant général Hope, exécutait le passage de l'Adour au-dessous de Bayonne. Le général Thouvenot, gouverneur de cette place, n'ayant plus, depuis l'arrivée de la flottille de l'amiral Penrose à l'embouchure du fleuve, de moyens maritimes suffisants pour s'opposer à cette entreprise, ne put empêcher le général Hope de débarquer, le 23 février, sur la plage du côté du Boucault, un bataillon de 600 hommes, qui, s'étant maintenu contre une sortie de la garnison, fut suivi pendant la nuit par toute la division Howard, et par un train d'artillerie considérable. Après avoir fait construire, en quarante-huit heures, un pont de bateaux sous la protection de ses forces et de la flottille, le général anglais se porta, secondé par le corps d'armée du général espagnol Freyre, sur Saint-Étienne, en chassa les Français, acheva l'investissement de la place, et renvoya à l'armée les deux divisions qui l'avaient jusqu'alors observée, entre la Nive et l'Adour..

Un comité royaliste formé à Bordeaux propose aux Anglais de marcher sur cette ville. — Nous avons dit précédemment que la retraite des Français sur le haut Adour avait laissé la route de Bordeaux ouverte à l'armée alliée. Quoique pressé par les sollicitations du duc d'Angoulême et d'un grand nombre de partisans de la dynastie prétendue légitime, qui lui peignaient la conquête de cette ville comme très-facile, lord Wellington paraissait hésiter à y porter des forces. Il ne pouvait croire que les royalistes disposassent d'autant de moyens qu'ils le prétendaient, et que les habitants, en livrant leur ville à ses troupes, voulussent s'exposer aux terribles effets du ressentiment de Napoléon. D'ailleurs, l'exemple de Toulon en 1793, dont l'occupation avait été si fatale aux Anglais, devait nécessairement lui inspirer des craintes sur l'issue de cette entreprise, et l'engager à user de prudence. Toutefois, ses appréhensions étaient peu fondées : la population, toute commerçante, haïssait le système

1814. France. impérial, qui avait détruit son commerce; et, parmi les autorités supérieures, le maire, qui seul avait de l'influence sur l'opinion, et qui disposait de presque toutes les ressources, était à la tête du parti royaliste.

Jusque-là les principaux meneurs, qui formaient le comité de ce même parti, dont l'existence datait déjà de plusieurs mois, n'avaient encore rien tenté qui pût éveiller les soupçons de la police impériale; ils perdaient leur temps à discuter des projets, sans préparer les moyens qui pouvaient en assurer l'exécution. Tour à tour téméraires et pusillanimes, suivant les circonstances, un rien les faisait trembler, et le moindre succès obtenu par les Anglais les remplissait d'une audace qui ne se manifestait, toutefois, que par des paroles prononcées secrètement dans le comité. Enfin, l'arrivée du duc d'Angoulême au quartier général de lord Wellington et la nouvelle de la victoire d'Orthez leur firent prendre la résolution d'envoyer le marquis de Laroche-Jacquelein à Saint-Jean-de-Luz, « supplier le général anglais, au nom des Bordelais, de disposer, pour le soutien de leur cause, d'environ 3,000 hommes, dont 1,000 seulement feraient leur entrée à Bordeaux [1]. »

Lord Wellington était trop prudent pour accéder alors à une proposition qui décelait, au surplus, le peu d'expérience et les conceptions étroites des hommes qui avaient osé la faire. Mais les événements l'ayant depuis favorisé, et les instances d'un nouveau député, expédié de Bordeaux par le comité royaliste, étant venues se joindre à celles du marquis de Laroche-Jacquelein, il donna enfin l'ordre au maréchal Beresford de se porter sur cette ville, non pas avec 3,000 hommes, mais avec deux divisions anglo-portugaises et une brigade de cavalerie légère. Il semblerait que l'approche de la colonne du maréchal Beresford eût

[1] Alphonse Beauchamps, *Histoire des campagnes de* 1814 et 1815. Cet écrivain entre dans de très-grands détails sur une confédération royaliste, formée dès le mois de mars 1813, et qui étendit ses ramifications par les soins des ducs de la Trémouille, de Fitz-James et de Duras, de MM. de Polignac, Ferrand, Adrien de Montmorency, Sosthène de la Rochefoucauld, Sesmaisons, Barente, Charles d'Autichamp, et d'autres zélés partisans de la dynastie bourbonnienne. MM. Taffard de Saint-Germain, de Gombault, le marquis de Laroche-Jacquelein, Alexandre de Saluces, principaux agents de cette société à Bordeaux, y formèrent le noyau de ce comité secret.

dû combler les vœux des membres du comité royaliste; cependant lorsque le marquis de Laroche-Jacquelein, qui la précédait de deux jours, chargé des instructions du duc d'Angoulême, vint leur annoncer son arrivée et les inviter à se déclarer publiquement en faveur de la cause royale, bon nombre d'entre eux, tremblant sur les suites d'une pareille démarche, cherchèrent à la différer, alléguant que le peuple n'était pas encore suffisamment disposé à la révolution; et ce ne fut qu'après une longue délibération qu'un exprès fut dépêché, à Langon, au maréchal Beresford, pour l'engager à poursuivre sa marche. 1814. France.

Le maréchal Beresford entre à Bordeaux. — Les autorités impériales, qui se jugeaient impuissantes pour faire tête à l'orage, ayant, ainsi que la faible garnison, quitté la ville, le maréchal Beresford y fit son entrée, le 12 mars, au milieu d'un peuple ivre de joie, qui ne vit alors dans les plus implacables ennemis de la France que des libérateurs. 12 mars.

Le maréchal Soult, dans l'ignorance de ces événements, profita du loisir que lui laissait l'inaction de lord Wellington [1] pour donner une nouvelle organisation à son armée, affaiblie par les derniers combats et par la désertion, à l'intérieur, des nouvelles levées. Il chercha à la renforcer en autorisant la formation de plusieurs corps de partisans; afin de remonter en même temps le moral de la troupe, et de contre-balancer les effets d'une proclamation du duc d'Angoulême, répandue avec profusion à ses avant-postes, il en publia une autre qui ranima l'ardeur des vétérans de l'armée, et leur fit demander à grands cris d'être conduits à l'ennemi [2].

Le maréchal Soult veut manœuvrer sur la droite de l'armée alliée. — Les bonnes dispositions des troupes du maréchal le déterminèrent à manœuvrer sur la droite de l'armée ennemie, afin de rester, s'il était possible, à Aire, et de forcer lord

[1] Cette inaction provenait de ce que lord Wellington attendait, pour pousser ses opérations avec plus de vigueur, que les deux divisions qu'il avait laissées en observation entre la Nive et l'Adour l'eussent rejoint.

[2] L'histoire, à une époque plus reculée, conservera les principaux traits de cette proclamation énergique. Nous nous bornerons à en citer la dernière phrase : « Soyons Français, et mourons les armes à la main plutôt que de survivre à notre déshonneur. »

1814. France. Wellington à rappeler le maréchal Beresford, qu'il croyait encore dans les Landes. Une reconnaissance qu'il fit faire sur Pau, lui apprit que cette ville n'était occupée que par une brigade d'infanterie et une de cavalerie; rassuré de ce côté, il allait mettre l'armée en mouvement le 9 mars; mais le manque de vivres le forçant à attendre qu'on en eût rassemblé dans les cantonnements, il ne put se mettre en marche que le 12, laissant le comte d'Erlon dans la vallée de Bigorre, pour garder la communication de Tarbes.

Le général Berton, à la tête de l'avant-garde, ayant culbuté les avant-postes ennemis sur le plateau de Viella, le général Hill, menacé par ce mouvement, se concentra entre Aire et Garlin, derrière le gros Lées, où il fut renforcé par les deux divisions que le général Hope avait cru pouvoir renvoyer sans inconvénient à lord Wellington, après son passage de l'Adour audessous de Bayonne.

16 mars. *L'armée française se replie sur Tarbes.* — L'armée française devait continuer son mouvement, le 14, sur Aire; mais apprenant que le général Hill avait été renforcé, supposant que ce ne pouvait être que par les troupes destinées à se porter sur Bordeaux, et craignant d'ailleurs d'être coupé de Tarbes s'il poussait plus avant, le maréchal Soult crut devoir se retirer par Simacourbe et Lambège sur Vic-Bigorre.

Aussitôt que ce mouvement de retraite fut prononcé, l'armée anglaise s'ébranla en trois colonnes; la droite se dirigeant sur Conchez, le centre vers Castelnau, et la gauche sur Plaisance.

Le maréchal, supposant que lord Wellington le poursuivait avec toutes ses forces, s'établissait, le 19, sur le plateau de Lamayon, dans l'intention d'accepter le combat, lorsqu'il fut informé que la gauche des alliés avait suivi la route de Plaisance à Maubourguet, et paraissait déjà sur le plateau de Sauveterre. Il renonça à son projet et se hâta de gagner Tarbes, ordonnant à la cavalerie légère de contrarier la marcher de l'ennemi jusqu'à ce que le comte d'Erlon eût pris position à Vic-Bigorre.

19 mars. *Affaire de Maubourguet; combat de Vic-Bigorre.* — Le général Berton exécuta cet ordre avec succès; échelonné der-

rière Maubourguet, il attendit que la cavalerie ennemie en débouchât pour la charger avec impétuosité ; et la culbutant jusque dans la ville, il fit ensuite sa retraite en bon ordre sur Rabastens. 1814. France.

Le comte d'Erlon, auquel cet engagement avait donné le temps de se mettre en mesure, fut attaqué à son tour près de Vic-Bigorre par la cavalerie anglaise, qui abandonna la poursuite du général Berton ; et, la division Picton s'étant mise de la partie, il se vit contraint de rétrograder, après un combat très-chaud, jusqu'au village de Pujo, en arrière de Vic-Bigorre sur la route de Tarbes.

Le 20, l'armée anglaise poursuivit son mouvement sur Tarbes en deux colonnes ; le général Clinton, avec celle de gauche devait tourner la droite des Français par la route de Rabastens ; tandis que le général Hill, avec celle de droite, devait s'avancer par la route de Vic-Bigorre, et les chasser de Tarbes.

Combat de Tarbes. — L'habileté du maréchal Soult empêcha lord Wellington de tirer de cette combinaison tout l'avantage qu'il en espérait. A la vérité, le général Hill réussit à s'emparer de Tarbes, dont le général Reille défendit pendant quelque temps les approches ; mais après avoir traversé cette ville en toute hâte, imaginant poursuivre une armée en pleine retraite, il se trouva en présence des troupes du général Clausel, qui l'attendait dans une position avantageuse. Lord Wellington voulut alors presser la marche du général Clinton ; mais ce fut inutilement : cette colonne arriva trop tard. 20 mars.

L'armée française, continuant sa retraite, alla prendre position dans la soirée, le général Clausel à Clarac, les comtes Reille et d'Erlon à Tournay, 5 régiments de cavalerie à Trie ; le lendemain elle suivit la route de Tarbes à Toulouse par Monrejean et Saint-Gaudens, sans que la nombreuse cavalerie ennemie osât l'inquiéter sérieusement. De Saint-Gaudens, l'armée française continua sa marche sur Toulouse, où le maréchal Soult était décidé à tenter encore une fois le sort des armes.

Les derniers événements de cette campagne de l'armée des Pyrénées appartiennent à un autre chapitre. L'ordre des dates nous amène à rendre compte de ce qui se passait en Ca-

1814. France. talogne entre l'armée du maréchal Suchet et les troupes alliées qui lui étaient opposées.

Espagne. *Position respective des armées française et alliée en Catalogne.* — Depuis la réunion du corps de Catalogne à l'armée d'Aragon, le maréchal Suchet, avec 18,000 fantassins et 2,100 chevaux, s'échelonnait entre Barcelonne et Gironne, gardant, avec 2 divisions, à San-Boy et San-Feliu, le Llobregat inférieur.

Il avait en outre, dans différentes places bloquées par l'ennemi, plus de 8,000 vieux soldats; et la brigade employée en Cerdagne, ainsi que les places de Barcelone, Olot, Hostalrich, Gironne et Figuières, dans l'intérieur de sa ligne, le privaient encore de plus de 14,000 hommes.

Le corps anglo-sicilien, fort de 12,000 hommes, sous les ordres de lord Bentinck, et une division de 9,000 Espagnols, commandée par le général Sarsfield, bordaient la rive droite du Llobregat, depuis son embouchure jusqu'à Manresa, et se liaient par Collent au corps du général Elio, qui, de Vique, observait Gironne sur les deux rives du Ter, avec 17,000 combattants. Le général Copons, dont le corps d'armée s'élevait à 18,000 hommes, faisait le siége de Peniscola, et bloquait les places gardées par des garnisons françaises au delà du Llobregat.

Le maréchal Suchet n'aurait pas osé garder sa position aventurée contre des forces aussi considérables, si elles eussent été réunies sous le commandement d'un chef habile; mais connaissant la mésintelligence qui régnait entre ses adversaires, il espéra pouvoir s'y maintenir jusqu'à ce que l'exécution du traité de Valençay lui permît de repasser les Pyrénées avec toutes ses garnisons.

15 janvier. *Attaque du pont de Molins-del-Rey.* — En effet, les alliés restèrent dans l'inaction la plus complète, depuis le mois de décembre jusqu'au 15 janvier; mais à cette époque, les généraux ennemis, qui, la veille, dans une entrevue à Villafranca, avaient concerté un plan d'attaque, essayèrent de le mettre à exécution : les généraux Clinton et Sarsfield durent se porter sur le pont de Molins-del-Rey, tandis que le général Copons, par une marche forcée sur Papiol, chercherait à

prendre l'armée française en flanc, et qu'un détachement ferait des démonstrations sur la Garriga. 1814 Espagne.

Cette attaque, contre laquelle le maréchal Suchet, prévenu d'avance par ses émissaires, avait pris ses mesures, fut aussi faiblement exécutée qu'elle avait été mal combinée ; les alliés se replièrent dans leurs positions après une canonnade de sept heures.

Immédiatement après cette tentative de l'ennemi, le maréchal Suchet, ayant reçu l'ordre du ministre de la guerre de diriger en poste une division de 10,000 hommes sur Lyon, sentit la nécessité de se rapprocher des Pyrénées; mais, avant de repasser la Fluvia, il écrivit au ministre pour lui représenter que quelle que fût l'issue de la mission du duc de San-Carlos près de la régence [1], on s'affaiblirait en pure perte en laissant 6 à 8,000 hommes en garnison à Barcelonne, à Hostalrich et à Rose ; que le parti le plus prudent serait de renvoyer au plus tôt le roi Ferdinand en Espagne, et de s'en rapporter à sa loyauté à l'égard de l'article 7 du traité relatif à la restitution des places fortes espagnoles et au retour des garnisons françaises. « Alors, ajoutait le maréchal, je pourrais céder Barcelonne sans danger apparent, tenir Figuières avec 2,000 hommes jusqu'à la rentrée des garnisons des autres places, partir et amener, à marches forcées, 25,000 vieux soldats à l'empereur. L'armée du général Copons arrêterait la marche du corps anglo-sicilien qui me serre de plus près, et le besoin qu'a le peuple espagnol de la paix, l'emporterait, du moins pour quelque temps, sur les intrigues des Anglais. »

Les Espagnols surprennent les places de Lérida, Mequinenza et Monzon. — Quoiqu'il soit permis de douter que l'espoir du maréchal Suchet se fût alors complétement réalisé, toujours est-il certain que Napoléon eût bien fait de suivre alors son avis ; mais il ne l'accueillit que lorsqu'il n'en était plus temps et quand le maréchal Suchet, qui avait attendu quinze jours sans recevoir de réponse, se vit forcé de se replier sous Gironne derrière le Ter, après avoir laissé 6,800 hommes dans cette place et 300 dans Hostalrich. Pour comble de malheur, les places de Lérida, Février.

[1] Voir page 298.

1814. Espagne. de Mesquinenza et de Monzon, tombèrent, à cette époque, avec leurs garnisons, au pouvoir de l'ennemi, qui s'en empara par un honteux stratagème, au moyen d'ordres supposés du maréchal Suchet, dont un transfuge avait surpris le chiffre [1].

Le même piége avait été tendu au gouverneur de Tortose Le général Robert, feignant d'y tomber, proposa au général espagnol Sans de venir prendre possession de la place avec deux bataillons; mais celui-ci n'osa pas tenter l'aventure, et prouva, ainsi que le dit le général Robert dans son rapport au maréchal Suchet, « que des hommes pervers peuvent bien concevoir des projets criminels, mais qu'ils manquent presque toujours de courage au moment de l'exécution.

L'armée française se replie sur Figuières. — Dans les premiers jours de mars, le maréchal Suchet ayant reçu l'ordre du ministre de la guerre de détacher une seconde colonne de 10,000 hommes sur Lyon, tenta, avant de la mettre en mouvement, de délivrer la garnison de Lérida, que l'ennemi avait déposée à Igualada, fit sauter les forts d'Olot, de Palamos et de Bascara; et sur convention verbale, rendit Gironne aux Espagnols après en avoir détruit les fronts qui regardent la France; puis il vint se concentrer derrière Figuières, entre Llers et Castellon.

24 mars. *Le roi Ferdinand est rendu aux Espagnols.* — Sentant le besoin d'avoir à sa disposition de vieilles troupes aguerries telles que celles des armées des maréchaux Soult et Suchet, Napoléon avait songé, comme on l'a vu précédemment [2], à renvoyer à Madrid le roi Ferdinand VII, détenu depuis 1808 à Valençay, afin, si c'était possible, de terminer la guerre avec les Espagnols, prêts à envahir le midi de la France avec les Anglais dont ils ne voulaient pas se séparer. Il offrait à Ferdinand de lui rendre la liberté à condition qu'il ferait cesser la guerre dans la Péninsule et refuserait aux Anglais de rester sur le territoire espagnol. Le négociateur de Napoléon, M. de La-

[1] Le maréchal Suchet réclama auprès du général Copons pour l'exécution des conventions particulières signées par ses officiers. Ce général répondit qu'il en référerait à son gouvernement, faisant ainsi participer la nation à un acte de déloyauté qui n'appartenait qu'à quelques individus.

[2] Voir page 298.

forest, avait éprouvé d'abord beaucoup de difficulté à convaincre Ferdinand de la sincérité des offres de l'empereur, ce prince s'imaginant qu'on le trompait, et que cette démarche imprévue cachait quelque nouvelle perfidie. Cependant M. de Laforest, sans avouer les embarras dans lesquels Napoléon se trouvait, et dont Ferdinand se doutait, parvint enfin à lui faire considérer comme sérieuse la proposition qu'on lui adressait, et à l'engager à signer un traité qui lui rendait la liberté et son trône. 1814. Espagne.

Voici les principales clauses de cette convention : intégrité continentale et coloniale de l'Espagne; restitution des places fortes espagnoles et rentrée des garnisons en France; échange des prisonniers; retraite des armées espagnole et anglaise au delà des Pyrénées; amnistie générale aux Espagnols qui s'étaient attachés à la France. Mais ce traité, signé à Valençay le 11 décembre, ne pouvant être exécuté que si la régence et les cortès le ratifiaient, le duc de San-Carlos était parti de Valençay, le 13 décembre, pour aller le présenter à l'acceptation du pouvoir qui représentait le roi.

On resta longtemps sans nouvelles du duc de San-Carlos. Celui-ci, après un long détour à travers la Catalogne, afin d'éviter la présence de l'armée anglaise, avait rencontré en route la régence et les cortès d'Espagne qui s'étaient décidés à quitter Cadix pour venir siéger à Madrid. Il leur présenta à Aranjuez le traité de Valençay, que la régence repoussa en refusant d'adhérer, comme on devait s'y attendre, à un traité conclu par le roi en état de captivité, et en déclarant qu'on ne reconnaîtrait la signature du monarque espagnol que lorsqu'il serait en Espagne en pleine jouissance de sa liberté; et elle renvoya, avec cette réponse, le duc de San-Carlos à Valençay où il arriva dans les premiers jours de février. Toutefois Napoléon, jugeant qu'il valait mieux courir la chance d'être trompé, mais aussi celle de trouver Ferdinand fidèle à sa parole en exécutant les conditions du traité qu'il avait signé, se décida à le renvoyer en Espagne avec son oncle et son frère, et les adressa au maréchal Suchet, auquel le ministre de la guerre annonça que les princes espagnols partant le 17 mars de Valençay, arriveraient incessamment sur la frontière, et que son intention était qu'on fît immédiatement remise de toutes les places à Ferdinand, en

1814. Espagne. prenant, toutefois, les précautions nécessaires pour assurer la rentrée de leurs garnisons.

Ces instructions exigeaient sans doute de nouvelles explications; mais avant que le maréchal Suchet eût pu les recevoir, Ferdinand, sous le nom de comte de Barcelonne, avec son frère don Carlos et son oncle don Antonio, arriva, le 20, à Perpignan.

Le maréchal Suchet, qui s'y était rendu depuis plusieurs jours, reçut le souverain légitime des Espagnes avec tous les égards dus à son rang et à ses malheurs. Désirant toutefois concilier l'esprit des instructions qu'il avait reçues avec la juste impatience du prince, il ne consentit à lui laisser continuer son voyage, qu'autant que son frère resterait en otage jusqu'à nouvel ordre.

Quelque dure que lui parût cette condition, Ferdinand s'y soumit. Parti, le 22, de Perpignan, il séjourna, le 23, à Figuières, et fut reçu, le 24, sur les bords de la Fluvia, par le général Copons, en présence des armées des deux nations; une suspension d'armes avait été conclue verbalement pour cette cérémonie. Le prince, satisfait de la réception et de la conduite franche du maréchal, lui dit, en le quittant, que cette journée valait pour lui une victoire, lui faisant entendre par là qu'il ne tarderait pas à lui renvoyer les garnisons des places. Toutefois, l'accomplissement de cette promesse éprouva encore des retards qui privèrent l'armée, jusqu'au dernier moment, de 15,000 vieux soldats, qui eussent été bien utiles. Ici, il convient d'observer que Napoléon avait commis la même faute dans la campagne précédente, en s'obstinant à laisser plus de 70,000 hommes dans des places d'Allemagne, qu'il ne pouvait pas espérer de conserver, sans compter les 30,000 hommes avec lesquels le maréchal Davout gardait Hambourg.

CHAPITRE CINQUIÈME.

SUITE DE L'ANNÉE 1814.

Projet formé par l'Angleterre de remettre la famille des Bourbons sur le trône de France. Situation intérieure de la France. Les alliés s'avancent sur Paris; double combat de Fère-Champenoise. Combats de Sézanne, de Chailly, de la Ferté-Gaucher, de Moutis, de Trilport, de Meaux et de Montsaigle. Passage de la Marne par la grande armée alliée. Topographie du champ de bataille sous les murs de Paris; situation de cette capitale au 29 mars; mesures arrêtées pour sa défense. Dispositions d'attaque de la part des alliés. Bataille de Paris; le roi Joseph quitte le champ de bataille et la capitale; derniers moments de la bataille. Le maréchal Marmont demande une capitulation; arrivée d'un aide de camp de Napoléon auprès du maréchal Mortier. Suspension d'armes et conventions verbales entre les deux partis.

L'Angleterre médite la restauration des Bourbons. — A cette même époque, le cabinet de Saint-James commença à dérouler le plan qu'il avait déjà communiqué à la Russie à l'ouverture de la campagne, et qui consistait à rétablir la famille des Bourbons sur un trône usurpé. Lord Castlereagh, venu sur le continent, en partie dans ce dessein, fit entrevoir à l'empereur d'Autriche que la France ne pourrait être ramenée dans ses anciennes limites, qu'autant que le rétablissement de la maison de Bourbon, en imprimant un mouvement contraire à l'esprit de conquête dont la nation paraissait animée comme son chef, la disposerait à un sacrifice si pénible à son orgueil, ajoutant qu'il serait difficile de favoriser ses projets d'agrandissement en Italie, s'il n'adoptait franchement cette voie expéditive de concilier l'intérêt général des puissances avec le sien. Ces communications réveillant toute l'ambition du monarque autrichien, firent taire dans son cœur les sentiments paternels qui s'y étaient élevés en faveur de son infortunée fille Marie-Louise, et il consentit à l'offrir une seconde fois en holocauste, pour obtenir ce que ses armes n'avaient pu gagner en quinze campagnes. 1814. France.

Les souverains alliés étant tous à peu près d'accord sur ce

1814. France. point, le ministre anglais se hâta d'en prévenir le comte d'Artois, qui, n'ayant pu jusqu'alors dépasser Vesoul, vint s'établir à Nancy, afin d'y attendre plus tranquillement l'issue des événements militaires, et d'être à portée de réunir auprès de lui les partisans de sa cause.

Situation intérieure de la France. — Cependant la situation intérieure de la France favorisait et les armes et les desseins des alliés. A la vérité, les places fortes du nord et de l'est étaient encore intactes; mais les garnisons qu'elles renfermaient, insuffisantes pour les garantir même d'un coup de main, se composaient en grande partie de gardes nationales ou de conscrits presque nus et de vétérans éclopés. D'un autre côté, l'occupation de Bordeaux par les Anglais allait priver le corps du Rhône de 6,000 hommes qui lui étaient destinés [1], et enlever à la grande armée le peu de ressources qu'elle eût pu tirer des départements du Midi. Le désordre commençait à faire des progrès dans les départements de l'Ouest. Des partis de mécontents se montraient déjà dans la Vendée et sur la Loire. Les hommes connus par leur attachement à la révolution, les fonctionnaires publics et les acquéreurs de biens nationaux étaient menacés et insultés. Plus de finances, plus de crédit public, la rentrée des contributions ne s'opérant que par les voies de contrainte; les biens communaux, les plus belles forêts domaniales, en vente sans trouver d'acheteurs; les campagnes désolées par les réquisitions de grains, de fourrages, de bestiaux; le laboureur abandonnant sa charrue à défaut de bras auxiliaires et de chevaux; les ateliers fermés: tel était le tableau que présentait un pays naguère si florissant et si prospère. La France ne paraissait plus capable d'aucun élan pour sauver la capitale, qu'une seule victoire allait ouvrir aux bandes de l'Europe coalisée.

Il aurait fallu, pour conjurer cette grande catastrophe, que l'esprit public, qui s'était prononcé dans un certain nombre de départements, fût unanime. La population des anciennes provinces de la Picardie, de la Champagne, de la Lorraine, de l'Al-

[1] Ils devaient former le noyau d'un nouveau corps créé par l'empereur pour agir sur la Gironde, et dont le général Decaen avait le commandement en chef.

sace, de la Franche-Comté, de la Bourgogne et du Dauphiné, en haine de l'étranger, faisait, à la vérité, une guerre de détail aux troupes alliées; mais dans les départements non encore envahis, et qui n'avaient encore senti du fléau de la guerre que la conscription ou les réquisitions, un très-grand nombre de citoyens, séduits par les proclamations fallacieuses des alliés, étaient moins disposés à craindre ceux-ci qu'à les inviter à venir les délivrer du joug des autorités impériales. De toutes parts, les hommes dont le zèle pour la cause des Bourbons avait été comprimé pendant quatorze années, formaient, avec de nouveaux convertis, des associations royalistes, lesquelles, bien que frappées de nullité par la police impériale, et là où dominaient les alliés, contribuaient toutefois à entraver l'action du gouvernement.

A Paris, deux partis s'étaient formés contre Napoléon : le premier, ayant à sa tête le prince de Talleyrand et un étranger allemand, le duc Dalberg, neveu du prince primat et ennemi de Napoléon, ne voulait que renverser le dominateur, sans songer alors à opérer une révolution complète dans le système du gouvernement. Le second, sans chef avoué, se composait de coteries particulières, où figuraient quelques personnages de nom. Ce parti, qui ne désirait renverser le trône impérial que pour relever celui des Bourbons, sur les degrés duquel il espérait ressaisir ses priviléges, était formé de presque tous les anciens nobles, de prêtres, de fonctionnaires publics du deuxième et du troisième ordre, et d'une grande quantité de femmes de toutes les conditions.

La présomption nobiliaire de quelques coryphées du parti purement royaliste, leur faisait croire qu'ils menaient l'ensemble des mécontents, tandis qu'ils n'étaient que les jouets du duc de Rovigo d'un côté, et de l'autre les dupes du prince de Bénévent. Celui-ci et le duc Dalberg avaient chargé le baron de Vitrolles, homme spirituel, adroit, insinuant, connaissant les hommes et les choses, de se rendre au quartier général des alliés pour obtenir leur appui; l'habile agent n'avait pas peu contribué à les décider à rompre les conférences de Châtillon [1].

[1] De son côté, le parti royaliste députa le comte Gain de Montagnac à

1814. France. Cependant au milieu des menées des deux partis, un certain nombre d'habitants de la capitale gardaient une attitude capable d'imposer aux alliés et à ceux qui réclamaient leur appui. Ces citoyens, bien que fatigués de la domination impériale, ne pensaient pas qu'il fût opportun de commencer une nouvelle révolution en présence des armées étrangères qui occupaient une partie du territoire de la patrie; et, dans la crainte d'aider au triomphe complet des alliés, ils préféraient soutenir la cause de Napoléon. Ils ne désespéraient point encore du salut de la France, et souhaitaient que l'armée dans laquelle combattaient leurs fils, leurs frères, replacée dans le chemin de la victoire, leur donnât les moyens de demander compte au chef du gouvernement des immenses sacrifices qui avaient été faits pour le maintenir sur un trône prêt à s'écrouler sous lui.

Telle était, au 24 mars, la situation intérieure de la France.

Reprenons maintenant le fil des événements militaires.

25 mars. *Les alliés marchent sur Paris; double combat de Fère-Champenoise.* — On a vu à la fin du chapitre troisième que la grande armée alliée campait, le 24 mars, sur la rive droite de la Cosle, et celle de Silésie sur les bords de la Marne, entre Châlons et Château-Thierry; la première était établie sur le front, la seconde sur le flanc gauche des maréchaux Mortier et Marmont, placés tous deux près de la gauche de la Somme-Soude, entre Vatry et Soudé. Le but des maréchaux français était de joindre Napoléon, celui des généraux alliés d'atteindre Paris.

Le 25, de grand matin, l'avant-garde du maréchal Mortier

Laon, pour *informer le prince royal de Suède* (Bernadotte) *des mesures que le comité avait prises pour faire proclamer Louis XVIII à Paris, et l'inviter à engager les souverains alliés à couper Napoléon de Paris, pour faciliter l'exécution de ses projets* (Voyez *Journal d'un Français*, par le comte Gain de Montagnac.)

Mais cet envoyé, dupe d'une mystification de la police impériale, perdit huit jours en courses inutiles, et revint rapporter à ses commettants que le prince Charles-Jean n'était rien moins que l'âme de la coalition, et que, d'après les conseils du général Bulow, il fallait s'adresser à l'empereur Alexandre.

remonta sur la rive gauche de la Somme-Soude, et le gros de ses troupes (les trois divisions de jeune garde Christiani, Curial et Charpentier) s'avança dans la direction de Soudé-Notre-Dame. 1814. France

De son côté, la grande armée alliée marcha sur Fère-Champenoise, les gardes et réserves dans la direction de Montepreux; le corps du général Rajewski et les Wurtembergeois dans celle de Vitry, précédés de leur cavalerie et suivis des Bavarois et du corps autrichien de Giulay. Le comte Pahlen formant l'avant-garde de la colonne du centre, envoya aussitôt ses Cosaques sur la Somme-Soude.

A huit heures du matin, et pendant que le général Belliard arrivait à Dommartin-l'Estrée avec la division Roussel, l'ennemi se montra sur le rideau, de l'autre côté de la Somme-Soude, et engagea une forte canonnade. Le maréchal Marmont rassembla sur-le-champ ses troupes encore éparses dans leur camp, et les disposa en plaine, sous le canon de l'ennemi et en vue de sa cavalerie.

Celle-ci, sous les ordres des généraux comte Pahlen et prince Adam de Würtemberg, attaquant simultanément et par les deux flancs la position française, le maréchal se vit forcé à un mouvement de retraite sur Sommesous; la cavalerie du général Bordesoulle, qui voulut arrêter l'ennemi, fut vivement repoussée par une des brigades de la cavalerie russe. Dans le même temps, la queue de la colonne du maréchal Mortier, attaquée près de l'Estrée, par une nuée de cavalerie légère, perdit un certain nombre de prisonniers. Toutefois, les deux corps parvinrent à se réunir et à se former en arrière à droite et à gauche de Sommesous. Une canonnade eut lieu et dura deux heures à l'avantage des Français, malgré la position peu favorable de leur cavalerie; mais à midi, le général Nostitz et le grand-duc Constantin s'étant avancés à la tête de deux colonnes de cavalerie autrichienne et russe, il fallut continuer le mouvement rétrograde, par échiquier, pour gagner Lenhare; deux charges tentées par le comte Pahlen furent repoussées; une troisième enfonça les cuirassiers du général Bordesoulle, malgré les efforts du général Roussel; mais le général Latour-Foissac, à la tête du 8e de chasseurs, exécuta une

1814. France. charge qui rompit un moment l'impétuosité de la cavalerie ennemie.

Après sept heures d'engagement, les maréchaux espéraient gagner les hauteurs de Fère-Champenoise, quand une forte giboulée, qui fouettait le front de la ligne française et favorisait la cavalerie de la garde russe, accrut prodigieusement les embarras du mouvement rétrograde. Les cuirassiers, à peine reformés, furent culbutés de nouveau et rejetés sur l'infanterie de la jeune garde, qui n'eut que le temps de se former en carrés; deux carrés de la brigade Jamin furent pris ainsi que le général; ceux de la brigade Lecapitaine perdirent leur artillerie, mais ne furent point entamés. L'orage grossissait, il grêlait avec force, on ne se distinguait plus à trois pas, et dans ce désordre extrême et inévitable, 24 pièces d'artillerie, plus de 60 caissons de munitions et un bataillon du train des équipages furent abandonnés. Enfin, le temps s'éclaircit, les divisions Ricard et Christiani firent bonne contenance et donnèrent le temps à la cavalerie de passer le ravin de Connantray. Le prince de Schwartzenberg se contenta alors de faire poursuivre les corps des maréchaux par l'artillerie légère, la cavalerie de Pahlen, et celle du prince Adam de Würtemberg, qui, laissant Connantray sur leur gauche, s'étendirent dans la plaine de Fère-Champenoise.

L'armée française était à peine ralliée derrière Connantray lorsque quelques coureurs ennemis furent aperçus débouchant du ravin; une terreur panique saisit les troupes, elles s'enfuirent pêle-mêle vers Fère-Champenoise. Cette déroute aurait eu peut-être les résultats les plus décisifs pour les alliés, si un régiment de marche de grosse cavalerie, commandé par le colonel Leclerc, et arrivé la veille à Sézanne, ne fût accouru au secours des maréchaux. Débouchant de Fère-Champenoise au moment même où le désordre était à son comble, le brave Leclerc ne se laisse point rompre par les fuyards, et continuant à se porter en avant, il impose aux escadrons ennemis par sa contenance ferme, et donne aux maréchaux le temps de rallier leurs troupes sur les hauteurs de Lintehs.

Pendant qu'ils s'occupaient de ce soin, on vit s'avancer sur la gauche une colonne soutenant un combat très-vif. Le bruit se répand dans les rangs encore confus que Napoléon arrive : les cris de : *vive l'empereur!* retentissent de toutes parts, les cuirassiers du général Bordesoulle se portent les premiers en avant ; mais ils sont forcés de se replier après avoir perdu plusieurs pièces. 1814. France.

Le prince de Schwartzenberg, l'empereur de Russie et le roi de Prusse, arrivés à Fère-Champenoise, surpris de l'imposante attitude que reprend l'armée française, rappellent la majeure partie des troupes alliées lancées à sa poursuite, pour s'opposer à la colonne dont nous venons de parler, et qu'ils voient déboucher tout à coup devant eux ; profitant de cette circonstance, les maréchaux précipitent leur retraite sur Allement.

Cette colonne, dont l'apparition inopinée étonnait et inquiétait tant l'ennemi, était composée des divisions Pacthod et Amey [1], présentant un effectif d'environ 5,000 baïonnettes.

Pressée de se réunir aux maréchaux Mortier et Marmont, elle avait quitté Bergères dans la nuit du 24 au 25, et s'était mise en marche sur Vatry. Le général Pacthod, qui commandait comme le plus ancien, se voyant attaqué à Villeseneux par la cavalerie du général Korf, qui suivait la route de Châlons à Étoges, forma aussitôt ses troupes, le convoi massé en arrière ; mais, au lieu de se retirer sur Fère-Champenoise, il s'attacha à repousser de pied ferme, pendant une heure et demie, les attaques des escadrons ennemis ; ceux-ci ayant été successivement renforcés, les deux divisions françaises durent gagner Fère-Champenoise à travers champs, et, par suite, abandonner le convoi qui gênait trop la marche, après en avoir pris, toutefois, les chevaux pour doubler les attelages de l'artillerie.

Le général Pacthod, opérant son mouvement en échiquier, espérait atteindre, dans cet ordre, Fère-Champenoise, lors-

[1] On a vu cette dernière division se porter malheureusement de Saint-Saturnin sur Sézanne, et ne pouvoir rejoindre le maréchal Macdonald. Le général Amey se réunit alors à la division Pacthod ; celle-ci avait quitté, par ordre, la garde des trois ponts de la Seine, et escortait un convoi considérable de vivres.

1814. France. qu'une brigade de deux régiments de chasseurs à cheval russes vint s'établir sur ses derrières, et le placer dans l'alternative de se faire jour ou de se rendre. Le général Raymond Delort propose de charger ces nouveaux ennemis, tandis que le reste des troupes contiendra le général Korf. Sa brigade, forte de 1,200 hommes et composée d'un bataillon du 54e régiment et de quatre bataillons de gardes nationales de la Sarthe, de Loir-et-Cher et d'Indre-et-Loire, attaque les deux régiments ennemis et les force à rétrograder; mais la cavalerie du corps de Sacken, sous les ordres du général Wasiltschikoff, accourt au bruit du canon, et force à son tour le général Delort à se replier.

Tel était l'état des choses, quand vers quatre heures la cavalerie et l'artillerie de la garde russe entrèrent en action. Le général Pacthod, assailli de toutes parts, harangue ses gardes nationales et leur fait jurer de vendre chèrement leur vie. L'ardeur de ces braves gens redouble, la cavalerie s'épuise en vaines charges contre eux; mais bientôt les batteries criblent de mitraille les carrés français; plusieurs d'entre eux, parmi lesquels celui où se trouvait le général Pacthod, sont enfoncés et forcés de mettre bas les armes; celui du général Thevenet bravait toutes les attaques et touchait déjà aux marais de Saint-Gond, où il aurait trouvé un refuge assuré; mais il est accablé sous le feu de 48 pièces de canon, toute la cavalerie de la grande armée s'élance sur lui et en fait une horrible boucherie. Le général Thévenet fut blessé et pris, et aucun homme n'échappa, car aucun ne voulut accepter de quartier; et, quoique enfoncés, ils combattirent à la baïonnette jusqu'au dernier soupir [1].

Telle fut l'issue de la malheureuse journée de Fère-Champenoise; dans ce double combat des maréchaux avec la cava-

[1] Nous voudrions pouvoir citer les noms de tous les braves qui se signalèrent dans ce malheureux combat, où moins de 6,000 Français eurent à lutter tout un jour contre une cavalerie dont la force totale, à la fin de l'action, s'élevait à près de 20,000 sabres; mais comme la liste en serait trop longue, nous nous bornerons à rappeler ceux de Druot, colonel du 149e régiment; Bergnon, major-commandant deux bataillons de la Sarthe; Durevoir, major-commandant un autre régiment de gardes nationales; Anger, chef d'un bataillon d'Indre-et-Loire (ce dernier avait eu la cuisse emportée); Favart, lieutenant au 149e : ce dernier s'était emparé, au milieu d'une des charges, d'une pièce d'artillerie légère.

lerie de la grande armée alliée, et du général Pacthod avec la cavalerie de l'armée de Silésie et une partie des réserves russes, les Français perdirent 9,000 hommes, dont 5,000 hors de combat ; c'était presque la moitié des hommes présents. Les généraux de division Pacthod et Amey, les généraux de brigade Jamin, Delort, Bonté et Thevenet, qui se trouvaient au nombre des prisonniers, furent présentés à l'empereur Alexandre, qui les accueillit avec la bienveillance qu'un monarque généreux ne peut refuser à de vaillants guerriers trahis par la fortune. Les alliés avaient eu 4,000 hommes tués ou blessés. 60 bouches à feu et plus de 350 caissons étaient entre leurs mains [1].

Ce succès ouvrait le chemin de la capitale aux alliés. Leurs troupes passèrent la nuit dans la plaine de Fère-Champenoise, où fut établi le quartier général du prince de Schwartzenberg et des monarques.

Le 26, les trois corps russes de l'armée de Silésie poussèrent jusqu'à Étoges ; le gros des deux corps prussiens resta à Montmirail, un de leurs partis poursuivit celui du général Vincent sur Verdelot et Rebais ; le général York ayant entendu à midi une forte canonnade, envoya le général Ziethen en reconnaissance sur Sézanne.

La veille au soir (25), les maréchaux, quelques moments après leur arrivée à Allement, avaient tenu conseil et résolu de se retirer par cette même ville de Sézanne, le lendemain de bonne heure, et d'inviter le général Compans à tenir dans cette ville jusqu'à l'arrivée des deux corps d'armée. Cette invitation lui fut sur-le-champ transmise ; mais le général, instruit de la position des corps d'York et de Kleist, ayant en vue la cavalerie du général Ziethen, répondit qu'avec un matériel considérable à couvrir, il était obligé de le mettre en mouvement avant minuit ; que tout ce qu'il pouvait faire était de laisser à Sézanne une arrière-garde jusqu'à deux heures du matin, pour faciliter

[1] Une particularité bien remarquable, et qui, dans une guerre d'invasion, rappelle les déplorables scènes des troubles civils, c'est que le chef d'escadron Rapatel, ancien aide de camp du général Moreau, et alors officier d'ordonnance de l'empereur de Russie, fut tué en sommant un carré, dans lequel se trouvait l'un de ses frères, capitaine d'artillerie.

1814. France. la jonction. Les maréchaux quittèrent Allement, le 26, à cette même heure (deux heures du matin), dans l'ordre suivant : les dragons du général Roussel, les régiments de marche commandés par les colonels Ghigny, Christophe et Leclerc; le premier corps de cavalerie, l'artillerie, l'infanterie marchant par le flanc, et une division d'infanterie du maréchal Marmont formant l'arrière-garde, avec laquelle marchaient les maréchaux.

Bientôt on apprit que Sézanne était désert, et au même moment des vedettes ennemies vinrent reconnaître l'avant-garde. Le général Ziethen étant entré dans la ville aussitôt après le départ de l'arrière-garde du général Compans, avait établi son bivouac en dehors sur la droite.

26 mars. *Combats de Sézanne et de Chailly.* — Le jour commençait à poindre; les Prussiens se défendirent vigoureusement contre l'attaque des dragons qui marchaient en tête de la colonne française; mais la cavalerie ennemie, canonnée d'abord en front et chargée ensuite sur la gauche, fut enfin repoussée et obligée de se retirer sur la route de la Ferté, à droite du Morin, pendant que le général Christiani traversait hardiment Sézanne au pas redoublé, et allait s'établir sur la hauteur qui domine le vallon de Belle-Croix, à l'embranchement des routes de la Ferté-Gaucher et de Coulommiers. Le combat cessa vers neuf heures du matin. La cavalerie, après avoir tourné Sézanne de la droite à la gauche, rejoignit la grande route vis-à-vis de la tuilerie, et forma l'arrière-garde avec une batterie légère. L'ennemi perdit dans cet engagement environ 200 hommes, dont 60 prisonniers.

L'armée, pressée sur ses derrières par l'avant-garde de la grande armée des alliés, aux ordres du prince royal de Würtemberg, suivit la route de Coulommiers jusqu'à Esternay; ensuite, prenant la traverse à droite, elle se porta, par Réveillon, sur la Ferté-Gaucher. La cavalerie prussienne avait pris le chemin de la Ferté, qui longe le Grand-Morin, sans inquiéter l'arrière-garde française.

Les maréchaux s'étaient ainsi dirigés sur la Ferté dans la vue de suivre les traces du général Compans, pour lequel ils avaient de vives inquiétudes; mais ce général, échappé à tous les dangers, s'était retiré en arrière de Réveillon, d'où, le 26,

au point du jour, il s'était également avancé dans la direction la Ferté. 1814. France.

Sa division fut attaquée par l'avant-garde du général York, et contrainte de se replier dans la direction de Coulommiers.

Au lieu de continuer à la poursuivre, les Prussiens, jugeant que le gros de l'armée française ne pouvait être encore passé, s'établirent solidement à la Ferté-Gaucher, sur les deux rives du Grand-Morin, et se contentèrent de faire suivre le général Compans par quelques escadrons et une brigade d'infanterie.

Le général Compans s'étant arrêté à Chailly, fut attaqué par la brigade prussienne, qui lui prit 300 hommes et le rejeta en désordre sur Coulommiers; mais à l'aide d'un renfort d'un millier de fuyards de toutes armes qu'il trouva à Coulommiers, et que le général Vincent avait ralliés, il put aller prendre position sur les hauteurs de Montanglaust, après avoir détruit tous les ponts du Grand-Morin.

De leur côté, les maréchaux, ignorant toujours le sort de cette division, se remirent en marche, à une heure, sur la Ferté-Gaucher; et lorsque le maréchal Mortier descendit, vers quatre heures, de Moutis sur la Ferté, il trouva la brigade du prince Guillaume de Prusse établie sur les hauteurs de la rive gauche du Petit-Morin en avant de la ville.

Combats de la Ferté-Gaucher et de Moutis. — Après quelques coups de canon échangés de part et d'autre, le prince Guillaume, qui attendait le corps du général Kleist et les réserves d'artillerie, laissa un rideau de tirailleurs en avant de la ville, pour tenir en échec la gauche de son adversaire, jeta 3 bataillons dans la Ferté, et se mit en bataille en arrière avec le reste de sa division. 26 mars.

Cependant l'infanterie de la garde descendit par la chaussée jusqu'à la Maison-Dieu, par où elle voulait s'emparer de la Ferté-Gaucher, et par suite de la seule route praticable qui, de là jusqu'à Coulommiers, conduisît vers Paris.

Dès que les Prussiens aperçurent la tête de la colonne française, ils firent jouer sur elle leur artillerie, et comme on n'avait pas assez de pièces pour lui répondre, il fallut s'arrêter. Le maréchal Mortier ordonna une attaque de vive force sur la chaussée, pendant qu'une division tenterait d'entrer dans la

1814. France. ville en suivant la rivière; on fut ramené des deux côtés. Enfin les approches de la nuit faisant craindre au maréchal de ne pouvoir sortir de jour de cette fausse position, il se décida à se retirer sur le plateau de Chartronge.

Pendant que ce mouvement s'exécutait, le corps du maréchal Marmont fut attaqué par la cavalerie de Pahlen, renforcée de l'avant-garde du corps de Kleist, séparée le matin du général Ziethen. Le maréchal Marmont, afin de donner le temps à son collègue de forcer le défilé de la Ferté, défendit le petit ruisseau qui coule devant le bois de Meaux; mais, prévenu que le maréchal Mortier n'avait pu effectuer son projet et rétrogradait sur le plateau de Chartronge, il se dirigea du même côté, laissant le général Joubert à Moutis avec sa brigade, pour protéger sa retraite. Celui-ci, bientôt attaqué par 6,000 Bavarois, avec 20 pièces de canon, leur résista avec une grande vigueur jusqu'à la nuit, qu'il se retira sur Provins avec sa petite colonne de 1,000 hommes et les 2 pièces de canon qui y étaient attachées.

Les deux corps d'armée se réunirent et se reposèrent quelques heures à Courtacon.

Les corps d'York et de Kleist, de l'armée de Silésie, et ceux du prince royal de Würtemberg et du général Rajewski, de la grande armée, furent les seules troupes des alliés qui agirent dans cette journée, et il est probable que si le prince de Schwartzenberg n'eût pas manœuvré si lentement, et que toutes les forces ennemies eussent été mises en jeu, il aurait épargné aux alliés une bataille sanglante sous les murs de Paris.

Les maréchaux, ne voyant d'autre voie de salut que celle de se jeter sur Provins, pour, de là, s'acheminer par Nangis vers la capitale, se mirent en marche le 27, à deux heures du matin, et arrivèrent à Provins, après avoir traversé Chartronge, Courtacon et Champcenetz.

Il eût été facile à l'armée de se porter de suite à Nangis, ce qui eût fait gagner une journée; mais les maréchaux préférèrent de passer le reste du jour et la nuit à Provins. Ils auraient pu, puisqu'ils s'arrêtaient dans cette dernière ville, rallier la division du général Souham, arrivée depuis la veille à Nogent par ordre du ministre de la guerre, qui la rappelait de l'Yonne

sur la Seine; mais le maréchal Marmont fut d'avis de l'y laisser, croyant qu'elle couvrirait le mouvement rétrograde de l'armée. 1814. France.

Sur ces entrefaites, le général Compans avait continué sa retraite sur Meaux, où il avait trouvé 1,500 hommes d'infanterie et 600 chevaux, sous les ordres du général Ledru des Essarts. Avec ce renfort, le comte Compans résolut de défendre la Marne, au moins pour la journée. Il donna le commandement de la cavalerie au général Vincent, avec ordre de se porter en avant de Trilport.

Combats de Trilport et de Meaux. — L'armée de Silésie se dirigeait sur Meaux, les Prussiens par Coulommiers, et les Russes par la route de la Ferté-sous-Jouarre. Le général Vincent disputait à l'avant-garde du comte de Langeron, commandée par le général Emmanuel, le plateau de Saint-Jean-les-Deux-Jumeaux, quand l'avant-garde du corps d'York, venant au secours des Russes, le força à se retirer et à repasser la Marne à Trilport. 27 mars.

L'ennemi jeta des ponts sur cette rivière. Deux colonnes de cavalerie et une d'infanterie ayant débouché presque aussitôt, repoussèrent, après un combat assez vif, les troupes du général Ledru jusque sous Meaux; et même une partie de l'infanterie des alliés fusilla dans le faubourg de Cornillon, avec celle du général Compans.

La nuit du 27 au 28 se passa assez tranquillement à la grande armée alliée et aux corps des maréchaux; mais, sur les bords de la Marne, il y eut une fusillade continuelle et des coups de canon échangés entre l'armée de Silésie et le corps du général Compans.

Le 28, au point du jour, l'avant-garde des Prussiens marcha sur Meaux; la grande armée prit la même direction en deux colonnes. Pensant que son principal soin devait être de gagner Paris, pour couvrir ce point si important, le général Compans quitta Meaux à six heures du matin.

Combat de Montsaigle près de Ville-Parisis. — Renforcé, à Claye, de 3 bataillons de la jeune garde aux ordres du général Guye, d'environ 400 cuirassiers et d'autant de lanciers polonais venus en toute hâte de Paris, mais vivement poursuivi par les avant-gardes prussiennes, le général Compans se retira d'a- 28 mars.

1814. France. bord sur Ville-Parisis, et de là sur Montsaigle. Auprès de ce dernier village, l'infanterie prussienne fut culbutée par le général Vincent, qui chargea avec les cuirassiers du colonel Dujon et les éclaireurs polonais, et fit environ 250 prisonniers. La division française continua sa retraite jusqu'à Bondi; sa perte avait été peu considérable.

Ce jour-là, les maréchaux arrivèrent à Nangis, où ils se séparèrent : le maréchal Mortier tint la grande route de Paris, et alla camper à Guignes; le maréchal Marmont se rendit à Melun par la traverse.

29 mars. *Passage de la Marne par la grande armée alliée.* — Le 29, le prince de Schwartzenberg ordonna au feld-maréchal Blucher de laisser un corps d'armée à Meaux, sur la rive droite de la Marne, et de gagner, avec le reste de ses troupes, la route de Soissons, tandis que la grande armée passerait la rivière à Meaux et à Trilport, pour venir prendre sa gauche.

Les alliés ayant effectivement passé la Marne, se mirent en marche vers Paris, le 29, de très-grand matin, en trois colonnes: celle de droite, principalement composée de l'armée de Silésie; celle du centre, consistant dans les gardes, les réserves et le corps de Rajewski; celle de gauche, formée des Wurtembergeois, du corps de Giulay et des grenadiers autrichiens. La première se dirigea par la route de Charny, Mory et Aunay; la seconde par Claye; la dernière par Charmentré et Chelles.

Déjà l'avant-garde prussienne escarmouchait avec celle du général Vincent, lorsque celui-ci reçut deux officiers supérieurs des alliés, venus en parlementaires, et qui demandaient à se rendre auprès du gouvernement à Paris. Le général Compans ordonna de les renvoyer après qu'ils auraient remis leurs dépêches. Elles étaient adressées au duc de Feltre, ministre de la guerre, auquel on les fit parvenir. Sur ces entrefaites, le général York fit demander une suspension d'armes de quelques heures; elle fut accordée et convenue de vive voix; mais les coureurs du général Vincent ayant rapporté que l'armée de Silésie en profitait pour se porter à sa droite sur les routes des Petits-Ponts et de Senlis, le général Compans continua son mouvement rétrograde sur Paris.

A la nouvelle du mouvement rétrograde qu'opéraient les

deux corps des maréchaux Mortier et Marmont, ainsi que le corps détaché sous les ordres du comte Compans, le général Ornano était sorti de Paris pour éclairer la plaine en avant de Pantin ; prévenu que le dernier de ces corps se repliait de son côté, il porta les réserves de la garde entre la Chapelle et les Prés-Saint-Gervais, présumant que le général Compans occuperait Pantin ; mais, par un malentendu, celui-ci passa le canal de l'Ourcq et prit position sur la butte Beauregard, qui touche Belleville et domine une grande partie des Prés-Saint-Gervais, laissant aux troupes du maréchal Marmont, Bagnolet et Romainville ; le général Vincent plaça ses bivouacs en tête de la Chapelle. 1814. France.

L'armée de Silésie s'établit à Grand-Drancy, Aunay, le Bourget et Villepinte ; les corps du prince royal de Würtemberg à Anet ; le quartier général des souverains alliés à Bondi ; le corps de Rajewski et la cavalerie de Pahlen à Romainville et Pantin.

Pendant ce temps les maréchaux Marmont et Mortier, ayant opéré leur jonction à Brie-Comte-Robert, occupèrent : le premier, Saint-Mandé, Vincennes, Charonne et Montreuil ; le second, Charenton, Conflans, Bercy et Picpus.

Topographie du champ de bataille sous les murs de Paris; situation de cette capitale au 29 mars. — Mais avant de poursuivre le récit des événements militaires, et afin de rendre intelligible la relation de la bataille du 30 mars, il convient d'exposer en peu de mots la situation des esprits et des choses à Paris, ainsi que les projets conçus et les travaux exécutés pour la défense de cette capitale depuis le départ de l'empereur. Un autre préliminaire, qui ne nous paraît pas moins indispensable, c'est une esquisse topographique du champ de bataille. Nous commencerons par celle-ci, afin de mettre les lecteurs militaires à même d'apprécier ce qu'on a fait et ce qu'on aurait pu faire dans cette mémorable journée [1].

Dans la ligne du pendant des eaux, le plateau qui règne de Rosny à la butte de Saint-Chaumont, et les hauteurs de Montmartre, méritent seuls l'attention des militaires.

[1] Nous avons puisé ces détails dans l'ouvrage du général Koch, *Mémoires pour servir à l'histoire de la campagne de 1814.*

1814. France. Le plateau de Rosny projette, entre ce village et Montreuil, un grand contrefort, qui, se dirigeant par Fontenay-sous-Bois à Nogent-sur-Marne, présente une première position contre un ennemi débouchant des routes de Lagny et de Montfermeil, pour se porter sur les barrières du Trône et de Montreuil; toutefois, comme elle laisse à sa gauche la plaine qui s'étend de Rosny et de Bondi aux villages de Merlan et de Noisy-le-Sec, et ne couvre pas la route d'Allemagne, elle est peu digne d'examen.

Le plateau principal se resserre entre les gorges de Montreuil et de Merlan et n'a plus qu'une largeur d'environ trois cents mètres; mais après cet étranglement il s'élargit et projette deux contreforts, dont l'un s'étend au nord entre la gorge de Merlan et les carrières de Pantin, et se divise en plusieurs groupes qui séparent les petites gorges de Noisy et de Romainville. Le contrefort opposé forme au sud une croupe assez large entre les gorges de Montreuil et de Bagnolet, et se termine à des escarpements de carrières. Le plateau avec ses contreforts, mesuré depuis ces escarpements jusqu'à la sommité des pentes qui dominent Noisy, a trois kilomètres de développement, sur une largeur qui varie de neuf cents à quinze cents mètres. Cette position n'est accessible de front et de niveau que par l'étranglement de Merlan et de Montreuil. Ce dernier village, Noisy, Romainville et le clos de Malassis appuient ses flancs, et fournissent de front des défenses successives; cependant son occupation ne serait avantageuse qu'autant que l'ennemi marcherait sur le plateau, car elle couvre seulement la route de Montfermeil, et laisse celles de Lagny et de l'Allemagne sur ses flancs.

Au delà de Romainville, le plateau entre le ruisseau du vallon de Bagnolet et la gorge entre Romainville et les carrières de Pantin, n'a, du nord au sud, qu'une largeur d'un kilomètre. C'est derrière ce second étranglement que s'élèvent les deux contreforts qui forment la position d'où l'on maîtrise à la fois les routes de Meaux et de Lagny.

Le premier de ces contreforts se dirige au nord entre Romainville et Pantin, et va pendre au-dessus de ce dernier village, ne laissant entre le canal de l'Ourcq et les carrières qui sont à son pied qu'un espace de cinq à six cents mètres.

Le second court au sud entre le vallon de Bagnolet et la gorge de Charonne, et va s'abaisser en pente douce à hauteur du hameau du Petit-Vincennes. 1814. France.

Cette position, mesurée dans le développement des contreforts opposés, n'a pas moins de trois kilomètres; mais celui de droite se refuse et se trouve protégé par les accidents de toutes espèces que présentent en avant le clos de Malassis, le vallon et le parc de Bagnolet. Celui de gauche est également protégé en avant par le village et le parc de Romainville, et par les terrasses qui partagent les croupes sur lesquelles une partie de ce village est assis.

La position n'est d'un accès un peu facile que par l'étranglement derrière lequel elle se trouve. Pour maîtriser à gauche la route d'Allemagne, il suffit d'occuper Pantin,et de défendre en avant l'intervalle de cinq mètres entre les carrières et le canal de l'Ourcq; on reste maître à droite de la route de Vincennes, en occupant la tête de la chaussée, dont les flancs sont revêtus jusque-là par des murs de terrasse.

Lorsqu'on a dépassé cette position, les petits vallons des Prés-Saint-Gervais et de Charonne forment un troisième étranglement, qui n'a guère que 5 à 600 mètres d'ouverture. Ce dernier est occupé par le parc de Saint-Fargeau, qui serre au nord le chemin de Romainville à Belleville, et occupe au midi la naissance des pentes dont les eaux descendent à Charonne. Il est surtout remarquable par les buttes des tourelles et du télégraphe dans le parc de Saint-Fargeau, lesquelles procurent à la fois des moyens de protéger la première position et de disputer la seconde.

Celle-ci, considérée dans sa plus grande étendue, est aussi déterminée par deux contreforts : le premier s'élève entre les buttes du télégraphe et de Saint-Chaumont, se prolonge au delà de Belleville, et va former la butte Beauregard entre la gorge des Prés-Saint-Gervais et celle qui descend de Belleville au hameau des Maisonnettes; l'autre prend naissance à la butte du télégraphe, et va former au delà de Ménil-Montant, bâti en partie sur sa croupe, l'arête du Mont-Louis, qui sépare la gorge de Charonne des boulevards extérieurs.

Les points d'appui de cette position sont : au centre, la butte

1814. France. du télégraphe et les têtes des villages de Belleville et Ménil-Montant ; à la droite, le cimetière de Mont-Louis, le monticule de Fontarabie, et comme postes avancés, le village et le clos de Charonne ; à gauche, la butte Beaurepaire, et comme postes avancés, le village et le clos des Prés-Saint-Gervais.

L'ennemi ne peut tourner cette position par la droite qu'en s'emparant de Charonne et du monticule de Fontarabie, et se glissant par les pentes et les habitations situées entre les boulevards et le cimetière de Mont-Louis, dans les vieilles carrières des Amandiers, entre Mont-Louis et Ménil-Montant. Les difficultés sont moindres par la gauche. L'intervalle entre les escarpements de la butte Beauregard et le canal de l'Ourcq offre une plaine d'un kilomètre, peu aisée à défendre quand l'ennemi est maître de Pantin et du contrefort entre les villages de Romainville et des Prés-Saint-Gervais.

La butte Saint-Chaumont, isolée entre la plaine de la Villette et la gorge qui descend de Belleville à Paris, étant séparée des boulevards extérieurs par un terrain qu'a bouleversé l'exploitation d'anciennes carrières, n'est point une position d'armée, mais peut fort bien être celle d'une réserve destinée à soutenir la butte Beauregard, et à protéger la retraite des troupes dans Paris.

Ainsi le plateau de Rosny et la butte Saint-Chaumont offrent deux positions défensives susceptibles d'être vivement et successivement disputées.

Montmartre offre une position qui, considérée dans son ensemble, s'étend depuis le faubourg extérieur de la Chapelle jusqu'à celui des Batignolles, sur un développement qui, mesuré par les crêtes, a près de deux kilomètres et demi ; mais dans cette position générale le centre, la gauche et la droite forment, en quelque sorte, trois autres positions distinctes.

Celle de droite, appelée butte des Cinq-Moulins, s'étend sur un développement de plus de 800 mètres de la Chapelle à Clignancourt, comme une courtine élevée dont ces villages forment les saillants. La route de Paris à Saint-Denis, le chemin qui joint les villages en avant de la butte, celui qui règne sur la butte même et les boulevards extérieurs, permettent à toutes les armes d'y manœuvrer librement. La position du centre est

formée par la crête élevée de Montmartre, sur laquelle on voit le village de ce nom. Mesurée de l'est à l'ouest, elle n'a pas moins de 900 mètres de développement; mais du sud au nord, elle se rétrécit tellement, qu'elle n'a pas 100 mètres d'une surface de niveau. Ce n'est, pour ainsi dire, qu'une arête sur laquelle les buttes des Moulins et le chemin qui les unit sont bordés de part et d'autre par des pentes plus ou moins rapides. Sur celle du nord, des escarpements, des maisons, des terrasses séparées par des rues étroites et d'une pente rapide, offrent mille moyens de résistance. La crête est inaccessible à l'ouest; à l'est, d'autres escarpements ne laissent d'accès que par un chemin roide et de peu de largeur, qui d'ailleurs, aboutissant à Clignancourt, unit le centre à la droite, et ne devient praticable à l'ennemi qu'après qu'il s'est au moins rendu maître de ce village. Du côté de Paris, la hauteur offre aussi des escarpements; mais les anciens chemins et la nouvelle rampe donnent toutes les facilités désirables pour porter à son sommet les troupes et l'artillerie nécessaires à la défense. La position de gauche s'étend depuis les escarpements qui terminent à l'est la crête élevée de Montmartre, jusqu'à l'embranchement des routes qui du faubourg des Batignolles descendent à Clichy et à Saint-Ouen. Les deux points saillants de cette position sont formés par le faubourg des Batignolles, situé en avant des escarpements de Montmartre, et par le mammelon de la Hutte des gardes, d'où s'incline, en pente douce, une large croupe qui se perd vers la Seine, au-dessous de Clichy. Entre ces saillants, les buttes des Trois-Moulins et des Tertres, provenant du déblai des carrières, dessinent une espèce de courtine d'environ 600 mètres. Un chemin qui part du faubourg des Batignolles passe en deçà des Trois-Moulins, se divise en deux branches, dont une se dirige par la Hutte des gardes et traverse Clignancourt, et l'autre va gagner le chemin transversal tracé à mi-côte, entre la crête de Montmartre et les boulevards. Ce chemin et ces boulevards unissent la gauche au centre et à la droite, et sous ce point de vue établissent l'unité de défense, autant que le permettent les pentes et les escarpements du terrain. On voit par tout ce qui précède quelles ressources peut offrir la défense bien combinée de Montmartre.

1814. France.

Telle était alors l'esquisse topographique des dehors de la capitale, qui offraient de précieux moyens de résistance, même avant qu'elle ne fût entourée de fortifications invincibles, et dont Napoléon seul eût su tirer parti s'il eût été présent. Voyons quelle était, au 29 mars, la situation intérieure de Paris.

Le conseil de régence, assemblé le 28 mars, manifestait par toutes ses mesures la crainte d'un danger imminent. Il avait décidé d'abord que l'impératrice et le roi de Rome ne quitteraient point Paris [1]; mais le roi Joseph, qui n'avait pas encore exprimé son avis sur le parti qu'il fallait prendre, lut enfin au conseil de régence deux lettres de l'empereur dans lesquelles ce monarque disait qu'à aucun prix il ne fallait exposer son fils et sa femme à tomber entre les mains des alliés. La seconde lettre était écrite de Reims le 16 mars. Il fallut donc obéir; et malgré le sage avis de la majorité du conseil, le départ de la régente et de son fils fut fixe au lendemain 29. Elle partit en effet ce jour-là pour Blois accompagnée de l'archichancelier Cambacérès.

Une chose qui pouvait étonner ceux qui se doutaient que M. de Talleyrand serait le chef du parti de la révolution qui détrônerait Napoléon au profit des Bourbons, fut d'entendre ce rusé diplomate exprimer au sein du conseil de régence une opinion semblable à celle de la majorité, et se prononcer contre le départ de la régence; mais il craignait l'empereur, qui, tant qu'il ne serait pas mort, pourrait encore triompher de la coalition et des intrigues des partisans des Bourbons; et comme le conseil qu'il donnait avait l'avantage sur la décision qu'on venait de prendre par une aveugle obéissance, il pouvait s'en prévaloir, quoique déjà fortement compromis par ses relations secrètes avec les alliés, auxquels, cependant, il n'avait encore

[1] S'il faut en croire le rapport de quelques serviteurs de Marie-Louise, cette infortunée princesse, prenant une résolution digne de son illustre aïeule, Marie-Thérèse, et de son rang d'impératrice, voulait se présenter à la tête du corps municipal, pour obtenir des souverains alliés les conditions les plus favorables à la cause de son époux et de son fils, déjà ceint d'une couronne; mais elle en fut empêchée par les démarches de ceux qui s'étaient déjà abouchés avec les alliés (comme on l'a vu plus haut), et qui avaient le plus grand intérêt à ce qu'elle s'éloignât, ainsi que le conseil de régence, afin de mettre leur projet à exécution.

rien promis ostensiblement. Les membres du conseil, les grands dignitaires, les ministres allaient suivre la régente; le roi Joseph, le ministre de la guerre et le ministre directeur restaient seuls à Paris. Les attributions du premier, en qualité de lieutenant général de l'empereur dans la première division militaire, embrassaient les forces disponibles, les travaux matériels et le mouvement des armées. 1814. France.

Les forces disponibles étaient de trois espèces : la garde nationale, commandée par le maréchal Moncey ; quelques troupes des dépôts de la ligne, sous les ordres du général Hullin, commandant de la division et de la place; et les réserves de la garde impériale, sous ceux du général Ornano.

Mesures de défense arrêtées. — Quant aux moyens matériels de défense, il avait été arrêté que Paris ne serait couvert que par des ouvrages en bois, capables seulement de résister aux attaques de la cavalerie. Pour flanquer ou protéger les parties de tambour qui ne se défendraient pas elles-mêmes, on crénela les bâtiments élevés aux diverses barrières et quelques parties adjacentes au mur d'enveloppe; on ferma en maçonnerie ou en fortes palissades les lacunes de l'enceinte, et l'on acheva le chemin de ronde intérieur, afin de circuler librement tout autour.

L'artillerie affectée à la défense de l'enceinte ne consistait qu'en 40 pièces de 4 et 20 de 8, indépendamment de 12 pièces de 4 et 4 de 8, formant une réserve sur chacune des rives de la Seine.

Les cinquante-six barrières de l'enceinte étaient divisées en grandes et petites; parmi les premières, on classa celles de Fontainebleau, d'Orléans, du Maine, de Passy, de Neuilly, du Roule, de Saint-Denis, de Pantin, du Trône et de Charenton. L'artillerie fut concentrée aux grandes barrières, où aboutissent les grandes routes, et que le service public et celui des armées, obligeant de tenir ouvertes jour et nuit, mettaient dans la nécessité d'occuper en force, comme plus exposées à l'insulte des partis. Une des réserves fut placée à la barrière du Trône, l'autre à celle de Fontainebleau.

Au dehors on avait construit des tambours en charpente

1814. France. aux ponts de Saint-Maur, de Charenton et de Neuilly; mais les hauteurs de Paris et ses faubourgs extérieurs étaient encore sans défense quand la première approche du feld-maréchal Blucher convainquit le roi Joseph que ces frêles ouvrages ne seraient d'aucune utilité. Il avait fait dresser un plan de fortifications tel à peu près que celui rejeté en janvier par Napoléon, et l'avait soumis à ce dernier. La réponse n'était pas encore arrivée le 29: les troupes alliées avançaient vers Paris, et l'ex-roi n'osait prendre des mesures que n'autorisait pas l'ordre de son frère, de sorte que les tambours des barrières, à peine terminés, étaient encore les seuls ouvrages qui protégeassent Paris.

La garde nationale parisienne était composée : 1° de 12 légions divisées en 4 bataillons chacune, et qui, si elles eussent été au complet, auraient offert une masse de 30,000 hommes; 2° d'une troupe d'artillerie consistant en 300 élèves de l'École polytechnique, et 480 canonniers ou servants pris à l'hôtel des Invalides; 3° d'un corps du génie.

L'effectif de la garde nationale parisienne n'excédait pas 12,000 hommes, dont 6 à 7,000 seulement armés de fusils de munition. Quant aux gardes rurales, à l'exception de celles de Bercy, Saint-Denis et Belleville, elles n'existèrent jamais qu'en projet.

Sur la rive droite de la Seine, les 1re et 4e légions gardaient la gauche de l'enceinte; les 2e, 3e, 5e, 6e et 7e gardaient le centre; les 8e et 9e la droite.

Sur la rive gauche, la 11e légion fut chargée de couvrir le centre, la 12e la gauche, et la 10e la droite.

Douze grand'gardes affectées à chaque légion, chacune de 100 hommes, furent chargées de fournir des postes à chaque barrière, et devaient, en cas d'alerte, se porter aux points menacés.

Les troupes de ligne formant la garnison de Paris étaient très-peu considérables, et le gouverneur n'eut à sa disposition, soustraction faite des troupes nécessaires à la garde des prisons et des hôpitaux, qu'un nombre insuffisant pour le service qui lui avait été assigné par ordre du roi Joseph, du 20 mars. A peine put-il jeter garnison dans Saint-Denis et

Vincennes, et faire occuper par des détachements les ponts de Saint-Maur, Charenton et Neuilly. Le général Préval avait formé, au dépôt général de remontes de Versailles, un nouveau régiment de marche de 1,000 hommes, qui accompagna l'impératrice jusqu'à Rambouillet. 1814. France.

Quant aux réserves de la garde impériale, comme 1,500 fantassins et 700 chevaux étaient allés, sous les ordres du général Guye, se réunir, à Claye, au corps du général Compans; comme, en outre, 1,500 fantassins et 300 chevaux partirent, dans la journée du 29, pour escorter l'impératrice et le roi de Rome, il ne restait de disponible que 600 hommes de pied et 300 de cavalerie pour renforcer l'armée. Toutefois, le comte Ornano crut devoir faire entrer en ligne 4,000 conscrits non encore organisés, qui formèrent une division dont le général Michel (de la garde) prit le commandement.

Après avoir fait, en personne, une reconnaissance des environs de Paris, le roi Joseph arrêta les dispositions suivantes [1] :

Le lendemain 30, à la pointe du jour, le maréchal Marmont devait occuper la position de Romainville, et les généraux Compans et Ornano défendre les Pré-Saint-Gervais et Pantin, ainsi que le terrain entre les hauteurs et le canal de l'Ourcq. Le corps du maréchal Mortier avait l'ordre d'entrer en ligne entre le canal et Montmartre, et d'occuper les longs faubourgs de la Villette et de la Chapelle. Il fut convenu que le quartier général du roi serait placé à Montmartre, où le général Hullin mettrait un poste, et que le reste de ses troupes ferait, avec la garde nationale, le service interieur, garderait les barrières et défendrait les parties de l'enceinte que l'armée ne couvrirait pas.

Les deux réserves d'artillerie, ainsi que toutes les pièces inutiles sur la rive gauche de la Seine, attelées de chevaux de poste et de rivière, furent, réunies au nombre de vingt-huit, à la barrière du Trône. Le major Évain, de l'artillerie

[1] « Joseph, mieux instruit des projets de son frère que des desseins de l'ennemi, croyait n'avoir à repousser qu'un de ses corps d'armée, et ne désespérait pas d'en venir à bout avec la réunion de troupes qui allait s'opérer sous les murs de la capitale. » (Général Koch.)

1814. France. de la ligne, en prit le commandement, et on y attacha, comme pointeurs, des canonniers vétérans de la garde impériale.

Le maréchal Moncey prescrivit aux chefs de légion de la garde nationale de faire prendre les armes dès qu'ils entendraient battre la générale; et, en leur recommandant d'assurer la tranquillité intérieure, il les engagea à faire occuper au dehors de l'enceinte quelques avant-postes par ceux des citoyens qui s'offriraient *volontairement* pour ce service.

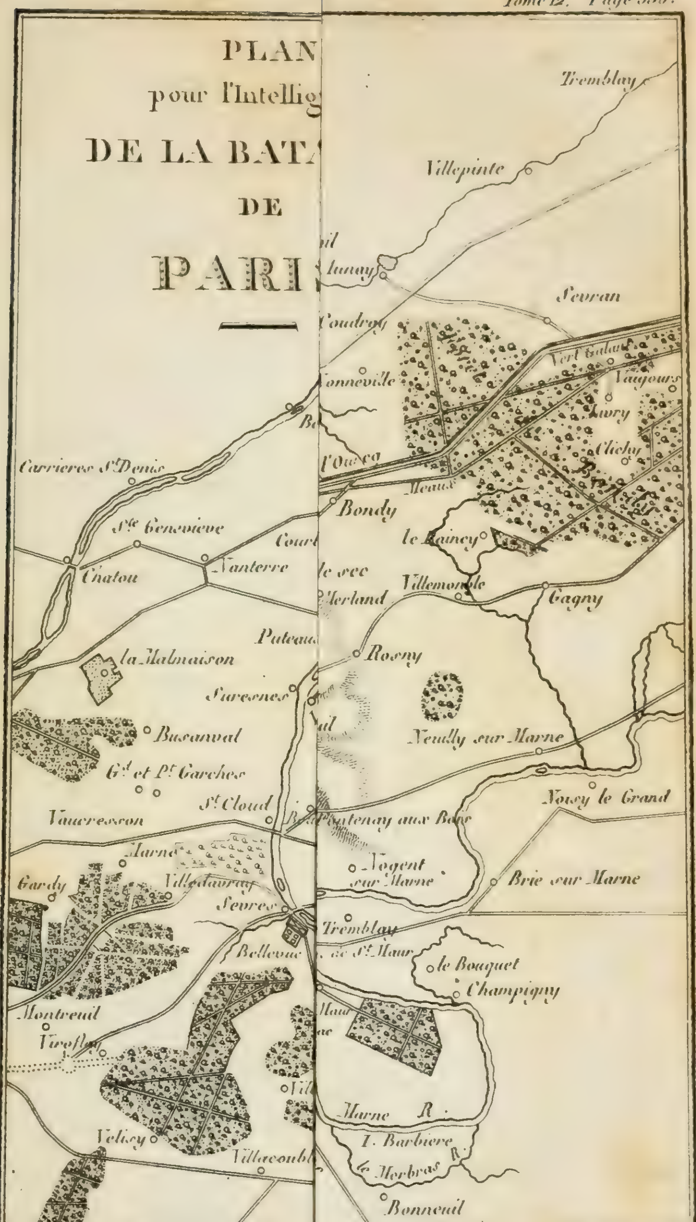
Par l'arrivée des différents corps sous Paris, six chefs, parmi lesquels trois maréchaux, avaient six commandements divers, sous la direction du roi Joseph.

Dispositions d'attaque des alliés. — Cependant l'empereur de Russie et le roi de Prusse réunissaient a Bondi, en conseil de guerre, le généralissime prince de Schwartzenberg, le feld-maréchal Blucher, le général en chef Barklay de Tolly, et le ministre comte de Nesselrode. L'attaque fut décidée pour le lendemain. Un jour de plus suffisait pour que Napoléon pût arriver. Il fallait tenter de lui enlever sa capitale et d'ajouter aux embarras de sa position l'événement probable d'une révolution politique.

On détermina que l'attaque aurait pour objet l'occupation des hauteurs de Montmartre et Belleville.

La direction des attaques sur Montmartre fut confiée au feld-maréchal Blucher, et son armée, débouchant par le Bourget, dut d'abord occuper ou masquer Saint-Denis; du reste, on le laissa maître de faire, en arrivant sur le terrain, les dispositions qu'il jugerait convenables.

Le général en chef Barklay de Tolly, débouchant sur la route d'Allemagne avec le 6e corps et les réserves, fut chargé d'attaquer les hauteurs de Belleville. Les gardes russes et prussiennes eurent ordre de garder Pantin, d'agir sur la route d'Allemagne, et de soutenir celles des attaques principales qui auraient besoin d'appui. Le général Rajewski, avec son corps et la cavalerie du comte Pahlen, eut pour instruction de menacer le village des Prés-Saint-Gervais, d'attaquer le plateau de Belleville, d'occuper Montreuil et Ba-


PLAN
pour l'Intellig
DE LA BATA
DE
PARI
Tremblay
Villepinte
Sevran
Vert Galant
Vaujours
Livry
Clichy
Bondy
le Raincy
Villemomble
Gagny
Rosny
Neuilly sur Marne
Noisy le Grand
Brie sur Marne
Nogent sur Marne
Tremblay
le Bouquet
Champigny
Marne R.
I. Barbière
le Merbras
Bonneuil
Carrieres S.t Denis
S.te Genevieve
Chatou
Nanterre
Puteaux
la Malmaison
Suresnes
Busanval
G.d et P.t Garches
S.t Cloud
Vaucresson
Marne
Villedavray
Gardy
Sevres
Bellevue
Montreuil
Viroflay
Velisy
Villacoubl
Bondy
le sec
Merland
Coudray
Sonneville
l'Ourcq
Meaux
aunay
Fontenay aux Roses


PLAN
pour l'Intelligence
DE LA BATAILLE
DE
PARIS.
Sarcelles
Montmorency
Gonesse
Tremblay
Bonneuil
Garges
Pierrefitte
Villepinte
Stains
Epinay
Blanc Mesnil
Aunay
Argenteuil
le Bourget
le Courneuve
Sevran
Villeneuve la Garenne
S.t DENIS
Colombe
S.t Ouen
Aubervilliers ou les Vertus
Carrieres S.t Denis
Asnières
Bobigny
Canal de l'Ourcq
Bondy
S.te Geneviève
Courbevoye
Nanterre
Chatou
Villiers
le Raincy
Batignoles
la Chapelle
la Villette
Pantin
Noisy le sec
Villemomble
Gagny
Romainville
Puteaux
la Malmaison
Suresnes
Longchamp
Rosny
Bagnolet
Montreuil
Neuilly sur Marne
Vincennes
Noisy le Grand
Vaucresson
S.t Cloud
Vaugirard
Nogent sur Marne
Bry sur Marne
Sevres
Bercy
Bellevue
les Moulineaux
Charenton
le Tremblay
S.t Maurice
le Bouquet
Champigny
Meudon
Gentilly
Ivry
Chatillon
Cachant
Villejuif
Creteil
Bagneux
Vitry
Fontenay aux roses
Marne R.
Bourg la Reine
Villacoublay
Velisy
Montreuil
Viroflay
Chevilly
Bonneuil
1 2 4 8 12 Kilomètres

gnolet, et de porter un corps de cavalerie au pied des hauteurs de Vincennes, pour observer ce poste et se mettre en rapport avec le prince royal de Würtemberg. Le corps de ce prince, soutenu de celui du général Giulay, reçut l'ordre d'arriver par la route de Lagny sur les hauteurs de Neuilly-sur-Marne et de Rosny, de s'emparer des ponts de Saint-Maur et Charenton, de nettoyer les bois de Vincennes, et d'en investir le château, protégeant dans la plaine à gauche les attaques des hauteurs de Belleville. La destination principale de ces deux derniers corps, comme celle des corps de Sacken et de Wrede, laissés à Meaux et à Coulommiers, était de couvrir l'opération décisive des alliés sur Paris, d'arrêter les troupes que l'empereur aurait pu diriger sur les ponts de la Marne, et de les contraindre à se jeter par ceux de la Seine sur la route de Fontainebleau. Ce plan, qui avait pour but évident d'occuper la ligne des sommités qui dominent Paris au nord, fut déterminé par une coïncidence qu'explique la configuration des lieux, d'après les mêmes principes que le plan de défense proposé en janvier, rejeté, puis repris, puis ajourné. Montmartre, qui dans ce plan de l'ennemi devait être un des points d'attaque, n'entrait pas dans la ligne de défense de l'armée française; enfin, on restait de part et d'autre dans l'ignorance des forces et des positions respectives. Tel était l'état des choses le 30 mars, à la pointe du jour. 1814. France.

Bataille de Paris. — Déjà le tambour avait appelé aux armes la garde parisienne, les troupes de la garnison se formaient dans leurs casernes, les maréchaux Marmont et Mortier et les généraux sous leurs ordres se rendaient à leurs corps; et l'aurore paraissait à peine. 30 mars.

Le roi Joseph quitte le Luxembourg avec son état-major, et va se placer à Montmartre, sur la route de Clignancourt, et au point où elle coupe la butte des Cinq-Moulins. Le général Hullin, après avoir porté sur les hauteurs les faibles détachements que la garde et la police de Paris laissaient à sa disposition, arrive au quartier général du roi avec les directeurs de l'artillerie et du génie. Le ministre de la guerre, le ministre directeur, les officiers généraux qui se trouvent à

1814 France. Paris sans destination se rendent successivement sur le même point.

Le maréchal Moncey inspecte les légions, fait renforcer les barrières menacées, harangue les bataillons, et les détermine à envoyer des détachements sur les hauteurs et des tirailleurs sur la ligne ou sur les ailes de l'armée.

On se porte au champ de bataille.

Sur la ligne assignée au maréchal Marmont, la cavalerie et le reste des troupes stationnées à Montreuil, Malassis et Bagnolet, tenaient déjà la droite et les postes avancés de la position de Romainville et de Pantin. Il restait peu de chemin à faire aux troupes cantonnées à Saint-Mandé, et celles qui se trouvaient à Charonne n'avaient que les pentes à gravir pour arriver sur la position. A la gauche du maréchal, le général Compans, dont le corps avait bivouaqué sur la butte de Beauregard, pouvait en peu d'instants couronner le plateau entre Romainville et les prés Saint-Gervais.

Il n'en était pas de même du maréchal Mortier, dont la majeure partie des troupes, cantonnées à Charenton, Conflans et dans les faubourgs de Marengo, Bercy et Picpus, ne pouvaient parvenir sur la ligne qui leur était assignée, entre Montmartre et le canal de l'Ourcq, qu'en développant le grand arc de cercle des boulevards extérieurs, et les lignes allongées des faubourgs de la Villette et de la Chapelle. Les réserves de la garde impériale se trouvaient derrière Pantin, en avant de la Villette et en face de l'ennemi.

Heureusement, l'armée de Silésie, qui devait, sous les ordres de Blucher, marcher contre Montmartre, la Chapelle et la Villette, n'avait point occupé Aubervilliers.

A la gauche de la grande armée alliée, les corps du prince royal de Würtemberg et du comte de Giulay, obligés de défiler le long de la Marne, ne pouvaient arriver en ligne que vers le milieu du jour. Le reste de la grande armée, sous les ordres immédiats du comte Barklay de Tolly, s'étendait depuis Livry jusqu'à Romainville et Pantin.

L'action s'engagea au centre vers six heures du matin. Tandis que le comte Barklay de Tolly faisait avancer au soutien des attaques une partie des gardes et réserves, une division du

corps de Rajewsky, sous les ordres du prince Eugène de Vurtemberg, et les cuirassiers commandés par le général Kretoff, débouchaient de Pantin. 1814. France.

Une division de la jeune garde, aux ordres du général Boyer de Rebeval, venait de se former; mais, trop faible pour attendre le choc de l'ennemi, elle se retira sur la droite de la division Michel, qui se formait à gauche de la grande route d'Allemagne. Dans ce moment, les deux divisions Boyer et Michel canonnèrent avec vigueur les colonnes Russes.

Sur ces entrefaites, les tirailleurs du général Rajewski s'emparaient de la butte au-dessus de Romainville; le général Compans couronnait les hauteurs des Prés-Saint-Gervais, le général Vincent se portait, avec sa cavalerie, de la Chapelle à Belleville, et le maréchal Marmont faisait gravir le plateau à ses troupes du côté de Bagnolet.

On aperçut l'ennemi débouchant à la naissance des gorges qui descendent sur Pantin et Romainville. A l'instant, et par l'effet d'un mouvement combiné, la droite du maréchal Marmont, aux ordres du duc de Padoue, menaça le flanc gauche de l'ennemi, tandis que la gauche, sous le général Compans, se refusait un peu et laissait le centre au point le plus près des colonnes ennemies. Les Russes ayant prévenu le maréchal à Romainville, il fit reconnaître la position en arrière, celle du télégraphe, et en même temps il prit l'offensive avec le général Compans, pour débusquer les Russes du bois et se rapprocher, s'il était possible, de Romainville.

Le combat s'engagea avec vivacité sur le plateau et dans les bois.

Le maréchal, secondé par les tirailleurs du général Boyer, réussit à repousser l'ennemi. Tandis qu'il le chassait du bois de Romainville et le forçait à se replier sur ce village, les tirailleurs rejetèrent sur Pantin les cuirassiers du général Kretoff.

Durant ces premières attaques, le maréchal Mortier avait pris dans la plaine Saint-Denis son ordre de bataille : la division Charpentier resta massée au pied de la butte Saint-Chaumont; celle du général Curial fut destinée à soutenir la brigade du colonel Secretant (de la garde), chargé de l'attaque de Pantin; le général Christiani, avec la sienne, vint prendre po-

1814. France. sition à l'extrémité de la Villette et de la Chapelle, prêt à renforcer la brigade Robert; à l'extrême gauche, la cavalerie du comte Belliard, augmentée des trois cents chevaux du général Dautencourt, s'établit en première ligne entre la Chapelle et Saint-Ouen.

Mais dans le même temps le comte de Langeron portait ses troupes du Bourget devant la Villette, et détachait son avant-garde contre le village d'Aubervillers, qu'occupaient les tirailleurs de la brigade Robert.

Ces renforts, procurant de part et d'autre les moyens de soutenir l'attaque et la défense de Pantin, n'auraient fait que balancer les chances de combat, si le général Barklay de Tolly ne se fût déterminé à faire donner une partie des gardes et réserves.

D'après ses ordres, la 2e division de grenadiers russes va soutenir sur les hauteurs, entre Montreuil et Romainville, le flanc gauche du général Rajewski, tandis qu'une brigade de la 1re division se porte au soutien du centre, et que l'autre marche vers la droite dans les bois de Romainville. Dans la plaine, les gardes prussiennes et de Bade vont renforcer les troupes qui disputent Pantin; ces nouveaux moyens permettent au général Rajewski de reprendre l'offensive.

Sur les hauteurs, tandis qu'une des divisions de grenadiers russes menace de front la gauche et le centre du maréchal Marmont, une colonne, soutenue par toute la cavalerie du général Pahlen, chasse les Français de Montreuil, pousse des reconnaissances sur Vincennes, contient la cavalerie du géneral Bordesoulle, et s'apprête à débusquer le duc de Padoue du plateau de Malassis, pour le rejeter au delà du vallon de Bagnolet. En même temps une autre forte colonne russe du corps de Wittgenstein, commandée par le prince Eugène de Würtemberg, s'élève sur les pentes de Pantin au bois de Romainvillle, pour prendre en flanc, à la gauche du maréchal Marmont, les troupes commandées par le général Compans. Pendant ce mouvement, le prince Eugène de Vürtemberg se dispose à l'attaque du village des Prés-Saint-Gervais, et manœuvre dans le but d'isoler du général Compans la division Boyer, et de séparer les corps des deux maréchaux.

Le maréchal Marmont, ainsi menacé sur sont front et sur

ses flancs, pousse contre la colonne du général Senieschnin [1] la brigade du général Fournier, qui tombe blessé grièvement; cet accident ne ralentit point l'ardeur de sa troupe, et une poignée d'hommes tient l'ennemi en échec. 1814. France.

Le maréchal détache la division Ledru au soutien du général Compans, qui rappelle des Prés-Saint-Gervais sur le plateau le 11e de voltigeurs, afin de soutenir la brigade Chabert, fortement occupée dans le bois de Romainville par les têtes des colonnes de deux des divisions russes. La division Ledru trouve sa route coupée par la première, la culbute sur les pentes de Pantin, et arrive à temps pour tenir tête à la seconde.

Le prince Eugène de Würtemberg, ralliant la division culbutée derrière sa colonne, côtoie le bas des pentes des hauteurs de Romainville, et se jette sur le village des Prés-Saint-Gervais, que défendaient seulement deux bataillons formant l'extrême droite du général Boyer. Le maréchal Marmont détache à leur secours le colonel Fabvier, avec trois ou quatre cents hommes, et le prince Eugène se voit forcé de rétrograder.

En ce même instant on se disputait Pantin, que défendait une des divisions du corps de Wittgenstein. Les généraux Boyer et Michel font un nouvel effort pour enlever ce village : ils n'y peuvent réussir, mais du moins ils font perdre à l'ennemi l'espoir de pousser plus avant sur Paris.

Ainsi toutes les attaques avaient été déconcertées; à la droite même, le duc de Padoue n'avait cédé que le village de Montreuil.

Le général Barklay de Tolly, rebuté de tant de résistance, donne un instant de relâche à ses troupes, en attendant que l'armée de Silésie puisse agir et le seconder, et croit devoir provisoirement se borner à se maintenir dans les postes de Pantin, Romainville et Montreuil. Le maréchal Marmont, de son côté, profite de ces dispositions pour rétablir l'ordre dans sa ligne; le maréchal Mortier rectifie à sa droite la position du colonel Secretant, et la fait soutenir par le général Curial, tandis que sur son front il disputait Aubervilliers aux troupes du comte de Langeron, et qu'au loin le maréchal Blucher mettait en mouve-

[1] C'était la première brigade de la deuxième division de grenadiers russes.

1814. France. ment les corps d'York, de Kleist et de Woronzoff. Telle était, vers onze heures, la situation des affaires.

Le roi Joseph quitte le champ de bataille et la capitale. — Le frère de Napoléon, malgré tous les rapports, répugnait à croire que les maréchaux fussent attaqués ou près de l'être par toutes les forces des alliés ; mais le colonel Allent, chef d'état-major de la garde parisienne, qui, la carte des chasses à la main, avait suivi tous les mouvements de l'ennemi, ne lui cacha pas que l'armée française, pressée par des forces infiniment supérieures, n'avait d'autre espoir que de disputer le terrain pied à pied ; bientôt après le général Hullin lui amena le capitaine-ingénieur des sapeurs-pompiers Peyre, qui était tombé la veille dans les avant-postes des alliés, et que ceux-ci renvoyaient après lui avoir remis la fameuse proclamation du prince de Schwartzenberg ; cette pièce prouvait assez que Paris était réellement attaqué par les deux grandes armées de la coalition.

Le lieutenant de l'empereur français crut devoir délibérer avec les ministres et les généraux sur les mesures à prendre pour assurer la retraite de l'armée et la conservation de la capitale. Pendant cette délibération on vint annoncer que l'armée de Silésie entrait en ligne, sous le commandement du feld-maréchal Blucher, entre Pantin et la Chapelle. Le corps seul du comte Woronzoff, qui venait de Villepinte, était en arrière; ceux de Kleist et d'York arrivaient à la hauteur de Pantin.

Le feld-maréchal avait prescrit à l'avant-garde, sous les ordres du général Katzler, de passer le pont du canal de l'Ourcq sur lequel la route des Petits-Ponts vient rejoindre celle d'Allemagne, et de se porter entre Pantin et le canal pour lier la droite de la grande armée à la gauche de celle de Silésie, et seconder sur ce point la défense ou les mouvements offensifs. Le prince Guillaume de Prusse était chargé de garder, avec six bataillons, l'intervalle entre le canal et la route de Senlis; le reste des corps d'York et de Kleist reçut l'ordre de se porter sur cette route pour menacer la Villette, occuper le front du maréchal Mortier, et laisser au comte de Langeron les moyens de s'étendre sur la droite ; ce dernier devait, après avoir chassé d'Aubervilliers les tirailleurs du colonel Robert, franchir les excavations commen-

cées du canal, détacher le général Kapzewitsch pour combiner l'attaque de vive force de Saint-Denis, avec le général Karnieloff, lequel, maître de ce poste, se réunirait au reste du corps de Langeron pour attaquer Montmartre, tandis que le premier se porterait par le chemin de la Révolte sous le bois de Boulogne, et qu'un détachement, prenant poste sur la route de Saint-Ouen à Paris, observerait, à droite de Montmartre, le faubourg des Batignolles. Tel était le plan dont nous allons voir l'exécution. 1814. France.

Ce fut alors que le roi Joseph se détermina à quitter le champ de bataille et à se retirer, avec les ministres, près de l'impératrice. Le général Hullin fut chargé de faire parvenir aux maréchaux Mortier et Marmont l'autorisation de capituler, et de prendre lui-même des mesures pour évacuer Paris avec les troupes de la garnison.

Derniers moments de la bataille. — Tandis que l'armée de Silésie se développait dans la plaine Saint-Denis, les corps aux ordres du prince royal de Würtemberg se portaient à la hauteur de Fontenay-sous-Bois, et s'y divisaient en deux colonnes. La première détacha un bataillon sur le pont de Saint-Maur, tandis que le gros continua sa route sur Charenton ; la seconde se dirigea par la route de Neuilly-sur-Marne et le bois de Vincennes, et s'avança au soutien du bataillon qui attaquait le pont de Saint-Maur. Ce point que défendaient seulement 400 conscrits et 8 bouches à feu, fut enlevé après un vif engagement ; et le prince royal alla soutenir les attaques du pont de Charenton.

Entouré, sur la rive gauche, d'un simple tambour, ce pont laissait la rive droite sans défense, et n'était gardé que par une compagnie de vétérans, un bataillon des élèves de l'école vétérinaire d'Alfort, et quelques canonniers-pointeurs. Les colonnes austro-wurtembergeoises les forcèrent à repasser la Marne et à se jeter sur les routes de Provins et de Melun, où quelques troupes légères les poursuivirent.

Au moment où ses colonnes prenaient ainsi le revers du pont de Charenton, le prince de Würtemberg dirigeait sur la route de ce village à Paris un corps de cavalerie légère pour assurer son flanc droit et observer les troupes qui pourraient déboucher de Paris. Ce corps atteignit presque les barrières de Charenton

1814. France. et de Bercy, qui n'étaient gardées que par la 9e légion, et força quelques patrouilles à se replier.

Le comte Pahlen, en voyant le prince royal de Würtemberg descendre de Fontenay et de Nogent pour entrer en ligne, avait porté en avant quelques troupes pour masquer de son côté le château de Vincennes. Sur la ligne française, la brigade Vincent, placée entre Montreuil et Charonne, et celle du général Laville, à l'extrême droite du comte Bordesoulle, observaient ce mouvement. Il ne restait à la barrière du Trône qu'une réserve assez faible de la 8e légion. En ce moment le major Evain crut devoir faire agir les réserves d'artillerie de la garde parisienne, servie par les élèves de l'École polytechnique, dans l'espoir de former une utile diversion à l'extrême droite du maréchal Marmont, ou d'empêcher au moins les troupes légères des alliés de le déborder. Arrivé au point où l'avenue est coupée par le chemin de Charonne à Saint-Mandé, cet officier fit mettre les premières pièces en batterie sur la chaussée, et à sa gauche dans la route de Charonne. Bientôt une colonne de cavalerie légère, se portant sur ces pièces par derrière les maisons et les granges du Petit-Vincennes, allait les enlever toutes, après avoir fait replier quelques gendarmes qui les soutenaient, et sabré les intrépides élèves qui les servaient, quand le colonel Ordener tombe avec le 30e de dragons sur le flanc de l'ennemi, et le force à lâcher prise. Le major Evain profite de ce mouvement pour rallier quelques canons, les mettre en batterie et seconder, par un feu de mitraille, la charge des dragons. La cavalerie ennemie se retire alors emmenant plusieurs pièces et quelques prisonniers, parmi lesquels 6 élèves de l'École polytechnique ; 15 autres avaient été blessés. Cet engagement n'eut d'autre résultat que d'assurer les mouvements de l'ennemi sur les hauteurs, sans menacer encore la droite du maréchal Marmont. Ce ne fut que vers la fin de la journée que le comte Pahlen, suivant les progrès des siens sur le plateau, vint serrer de plus près la cavalerie des généraux Chastel et Bordesoulle.

Nous avons laissé le général Barklay de Tolly, attendant pour reprendre l'offensive, que le prince royal de Würtemberg assurât sa droite, et que l'armée de Silésie, occupant entre le canal de l'Ourcq et Montmartre la majeure partie des forces du

maréchal Mortier, ne laissât plus devant Pantin que les réserves de la garde. Ces conditions étaient remplies; le maréchal Blucher détachait même au soutien de ce poste la cavalerie du corps prussien sous le général Katzler : en conséquence, le général en chef russe recommença l'attaque avec une nouvelle vigueur. 1814. France.

Sur les hauteurs, le général Rajewsky dirige la division Mezenzoff contre le duc de Padoue, qui occupait encore le plateau de Malassis. Dans cette position, les troupes françaises, ayant à dos des escarpements ou des pentes, se replient, et le duc de Padoue, qui occupait comme postes avancés les villages de Charonne et de Bagnolet, prend sa ligne sur la berge gauche du vallon, refusant sa droite, protégée par la profondeur croissante de ce dernier, et l'obliquité des berges qui se replient vers le parc de Saint-Fargeau, et laissent, entre elle et le Mont-Louis la gorge de Charonne.

Le général Mezenzoff attaque le village de Bagnolet, tandis qu'une autre brigade russe essaie d'enlever celui de Charonne. On se fusille; mais bientôt les progrès des Russes sur le centre du maréchal Marmont obligent ce maréchal à marquer la retraite du duc de Padoue dans le parc Saint-Fargeau et celle de la cavalerie des généraux Bordesoulle et Chastel dans la gorge de Charonne. L'ennemi s'empare de Bagnolet et de Charonne.

La bonne contenance des détachements des 7e, 8e et 9e légions de la garde parisienne empêcha les Russes de s'avancer jusqu'aux barrières de la ville.

Tandis que ces choses se passaient à la droite du maréchal Marmont le centre et la gauche de sa position étaient aussi attaqués, ou plutôt accablés par des forces supérieures. La division Pitschnitzki, jalouse de réparer l'échec qui l'avait rejetée sur Pantin, s'avançait sur le chemin de Romainville à Belleville, flanquée à gauche par 2 régiments de cuirassiers, à droite par 8 bataillons de grenadiers. Ces colonnes forcent la faible brigade du général Chabert à se replier devant elles, et marchent à grand pas sur le chemin de Belleville. A l'exception de la division Ricard, massée comme réserve à la hauteur du parc des Bruyères, le corps du maréchal était dispersé, et combattait sans ordre apparent. Bientôt l'action n'offre de son côté qu'une espèce de mêlée. Le maréchal Marmont, voyant les progrès de l'ennemi

1814. France. se porte en personne, à la tête de la brigade Clavel (de la division Ricard), contre la tête de la division Pitschnitzki ; mais les batteries russes mettent le désordre dans ses rangs, le maréchal a un cheval tué sous lui, le général Clavel est blessé et pris; les fuyards se jettent sur le reste de la réserve et l'entraînent. Heureusement le général Compans porte de suite un bataillon de jeune garde à la butte du télégraphe, et le colonel Ghéneser, qui occupait le parc des Bruyères, tombe avec 200 hommes sur les derrières des grenadiers russes. Ce coup d'audace les arrête, et tandis que l'infanterie du général Pitschnitzki s'empare du parc des Bruyères, le maréchal rallie au télégraphe les corps épars de sa petite armée. Aussitôt il reforme sa ligne dans la position qui s'étend de Mont-Louis aux Prés Saint-Gervais, à travers le parc Saint-Fargeau. Cette position eût exigé 10 à 12,000 hommes; il n'en restait au maréchal que 5,000, déjà harassés. Il ordonne à la cavalerie des généraux Bordesoulle et Chastel de couvrir le flanc droit de Ménilmontant et la position de Mont-Louis, tandis que le duc de Padoue rappelé de Bagnolet, s'établit dans le parc de Saint-Fargeau, en tête de Ménilmontant, ayant en face la butte des Tourelles. Le parc se remplit de batteries et de tirailleurs. Les divisions Ricard, Lagrange et Ledru s'étendent du télégraphe jusqu'au delà de Belleville, et se lient à la division du général Boyer de Rebeval, qui tenait encore les Prés Saint-Gervais et les berges du plateau de Beauregard, au-dessus de ce village. Cette dernière se lie également à la brigade d'infanterie légère de la garde qui, sous les ordres du général Michel, couvrait toujours le hameau des Maisonnettes, et gardait les ponts du canal de l'Ourcq. A l'extrême droite, la cavalerie des généraux Bordesoulle et Chastel, désormais plus embarrassante qu'utile, est amoncelée sur le flanc droit de Ménilmontant, en butte à l'artillerie ennemie, sans qu'on songe à la faire filer dans la plaine de Saint-Denis, où l'on allait en sentir si vivement le besoin. De son côté, le comte Barklay de Tolly, maître enfin du parc des Bruyères, de Charonne et de Bagnolet, s'apprête à chasser le maréchal Marmont de sa seconde et dernière position.

Exposons maintenant ce qui s'était passé, depuis onze heures entre les hauteurs et le canal de l'Ourcq.

Le général Michel avait été grièvement blessé, et sa brigade de droite se trouvait renforcée par la division Curial, quand le général Katzler essaya d'exécuter le mouvement qui lui était prescrit, pour soutenir à Pantin la gauche du général Barklay de Tolly. Le général prussien passa en effet sans obstacle le pont du canal, au delà de la ferme de Rouvroy, et s'avança entre le canal et Pantin, tandis que les grenadiers russes débouchaient du village; mais une batterie de position de 12 pièces foudroyant ces colonnes, les força de chercher un abri derrière les maisons, et la cavalerie prussienne se couvre elle-même des clôtures de la ferme de Rouvroy. Cependant le maréchal Mortier, pressé à la gauche du canal, y rappelait le général Curial, en sorte que le colonel Secretant restait seul pour couvrir le hameau des Maisonnettes et le flanc de Belleville. La butte Saint-Chaumont n'était gardée que par de faibles détachements de garde nationale et une batterie de 4 pièces servies par des élèves de l'École polytechnique. La gorge entre les buttes de Saint-Chaumont et de Beauregard était faiblement occupée, et le chemin qui s'élève des Maisonnettes à Belleville offrait à l'ennemi le moyen de tourner la gauche du maréchal Marmont.

Le comte Barklay de Tolly résolut de prendre à revers les Prés Saint-Gervais, en même temps que le prince Eugène de Würtemberg l'attaquerait de front.

Il commença par rejeter sur les Maisonnettes la brigade Secretant, qui était encore maîtresse des ponts de l'Ourcq; puis le lieutenant général Yermoloff, avec sa division de grenadiers russes, les grenadiers gardes du corps, et le régiment de Pawlowsk, reçut l'ordre d'enlever ce hameau et de se porter par la route entre les buttes de Beauregard et de Saint-Chaumont, pour prendre en flanc Belleville, et à revers la position des Prés Saint-Gervais. Le prince Eugène de Würtemberg se tint prêt, avec le reste des troupes, à faire un effort simultané sur ce village. Le général Tschoglikoff fut chargé en même temps d'aborder la tête de celui de Belleville, tandis que le général Paskiewitsch attaquerait celle de Ménilmontant, et que le général Mezenzoff, soutenu à sa gauche par la cavalerie du comte Pahlen, se porterait sur le flanc de ce village et sur les hauteurs qui le séparent du cimetière de Mont-Louis.

1814. France. Sur tous les points on résista avec un rare courage ; sur tous, il fallut céder à l'immense supériorité du nombre. La cavalerie du comte Pahlen força les tirailleurs et les détachements qui disputaient les faubourgs de Montreuil et de Fontarabie à se replier sur les barrières ; le duc de Padoue, menacé sur ses derrières et vivement attaqué de front par les colonnes de Paskiewitsch, céda aussi et se vit rejeté de Ménilmontant sur Belleville ; le général Yermoloff occupa presque en même temps le hameau des Maisonnettes ; une de ses colonnes s'empara de la butte Saint-Chaumont qui n'avait pour défense qu'une poignée de soldats et de canonniers et quelques gardes nationaux de bonne volonté ; une autre colonne, secondée par le prince Eugène de Würtemberg, s'empara des Prés Saint-Gervais ; Boyer, qui les défendait, se retira sur Belleville avec des peines infinies ; et bientôt même Belleville fut en partie envahi par les tirailleurs du prince de Würtemberg et du général Yermoloff.

Le maréchal Marmont demande une suspension d'armes pour traiter d'une capitulation. — Le maréchal Marmont, qui défendait vaillamment le terrain pied à pied sur ce point et sur la position du télégraphe, s'aperçut que l'ennemi, de Charonne et de Ménilmontant, lançait déjà des obus sur Paris, et que la cavalerie des généraux Chastel et Bordesoulle allait être acculée aux barrières par celle du comte Pahlen. Dans cette extrémité, où il ne restait qu'à disputer les rues mêmes de Paris, le maréchal crut devoir faire usage de l'autorisation du roi Joseph. L'officier qui portait la même autorisation au maréchal Mortier s'étant égaré, elle n'était pas encore parvenue à ce maréchal. Le maréchal Marmont envoya un de ses aides de camp au généralissime ; on convint d'une suspension d'armes de deux heures, sous condition que le maréchal, achevant de céder les hauteurs, se bornerait à couvrir et défendre l'enceinte de Paris, et se concerterait avec son collègue pour traiter d'une convention stipulant en principe son évacuation.

Avant d'exposer la situation où se trouvait alors le maréchal Mortier, reprenons le récit des attaques qu'il eut à soutenir à la droite du canal de l'Ourcq.

Tandis que l'armée alliée attaquait et tournait les hauteurs,

le corps du comte de Langeron, dans son mouvement offensif, chassait, d'Aubervilliers sur la Chapelle, les tirailleurs du colonel Robert, et y rejetait sa brigade, ainsi que le détachement d'infanterie et de cavalerie qui, sous la conduite du major Koziétulski, des éclaireurs polonais de la garde, cherchait à introduire des munitions dans Saint-Denis. Les généraux Kapzewitsch et Karnieloff, croyant ce poste hors d'insulte, s'étaient bornés à le bloquer, et s'étaient repliés avec le reste de leurs troupes vis-à-vis de Clignancourt et de la Chapelle. Le comte de Langeron, arrivé avec le gros de son corps à la hauteur de Saint-Ouen, avait dirigé sur le chemin de ce village aux Batignolles un détachement et une batterie qui devaient marcher à la hauteur du général Kapzewitsch, et observer ce qui sortirait de Paris par la barrière de Clichy. Le général Rudzewitsch reçut de lui, en même temps, l'ordre d'envoyer par le chemin de la Révolte, vers le bois de Boulogne, un corps de cavalerie, quelque artillerie légère, et ce qu'il fallait d'infanterie pour balayer la plaine de Clichy, et observer les détachements de la garde parisienne qui pourraient se montrer aux barrières de l'est. Le maréchal Mortier fit observer et occuper cette colonne, mise sous les ordres du général Emmanuel, par la petite brigade aux ordres du brave général Dautancourt, composée de 320 grenadiers, dragons, chasseurs, mamelucks et éclaireurs, fond de tous les dépôts. Ayant pris, sur sa gauche, cette mesure de prudence, le maréchal ne s'attacha qu'à tenir tête aux masses qu'il avait devant lui.

Tandis que le général Katzler se portait au soutien de Pantin, le prince Guillaume de Prusse, qui n'était pas encore détaché sur ce village, s'avançait contre la Villette, et le général Horn, flanqué par 4 régiments de Cosaques, marchait contre la Chapelle. L'attaque du premier poste fut soutenue par le général Woronzoff, qui entrait en ligne au même moment. L'artillerie du maréchal Mortier foudroyait l'artillerie ennemie, celle-ci ripostait; le maréchal ordonna au colonel Christophe de charger la cavalerie des alliés; mais les dragons français furent pris en flanc par les hussards de Brandebourg et culbutés. Le prince Guillaume de Prusse ordonna à un régiment de mi-

1814. France. lice d'entrer de vive force dans la Villette, que le comte Woronzoff attaquait un peu plus sur la gauche. La division Curial ne pouvant résister à ces efforts combinés, fut forcée d'abandonner les batteries qui défendaient la tête de ce village. Cependant le colonel Secretant, quoique grièvement blessé, conservait encore à cette époque la position en avant des Maisonnettes, et 160 à 180 chasseurs vétérans défendaient à outrance le premier pont du canal, à droite du village.

Le général Christiani essaya vainement de reprendre la Villette; on se battit dans les rues avec le plus grand acharnement; l'engagement fut long; enfin, la garde prussienne, après avoir forcé le pont du canal, se présenta sur les derrières de la troupe française, et décida l'affaire. La retraite s'opera en bon ordre; il en fut de même à la Chapelle, où la division Charpentier défendit également le terrain pied à pied, et combattit avec une égale vigueur. Les troupes stationnées entre la Villette et la Chapelle firent leur mouvement rétrograde par échiquier, sous la protection de l'artillerie. Entre ce dernier village et Montmartre, la brigade du colonel Robert profita, pour couvrir sa retraite, des accidents favorables qu'offre la butte des Cinq-Moulins; celle du général Lecapitaine exécuta la sienne sous le feu de l'ennemi, avec une précision admirable en des soldats si peu exercés.

Cependant les colonnes du comte de Langeron continuaient leur mouvement vers Montmartre, les Batignolles et le bois de Boulogne; la cavalerie du général Rudzewitsch commençait à dépasser, sur le chemin de la Révolte, le village de Clichy; et le maréchal ne pouvait leur opposer que sa cavalerie, car il avait plus que jamais besoin du reste de ses troupes pour contenir en avant des barrières les corps victorieux de Kleist, d'York et de Woronzoff. Cette situation de la gauche coïncidait avec celle de la droite.

Arrivée d'un aide de camp de Napoléon auprès du maréchal Mortier. — Ce fut alors que le maréchal Mortier reçut la première communication de son collègue; mais il n'avait point encore l'autorisation de capituler, qui ne lui parvint que vers cinq heures. Le maréchal, par sa contenance, imposait à l'ennemi, qui hesitait encore à aborder Montmartre.

Sur ces entrefaites, survint le général Dejean, aide de camp de l'empereur, qui l'avait expédié de Dolencourt, avec des instructions verbales pour les maréchaux. Ainsi Napoléon, s'il en eût pris dès lors la résolution, eût pu arriver lui-même et disputer Paris. 1814. France.

Il prescrivait au maréchal Mortier, par l'organe de son aide de camp, de chercher à garantir Paris d'une occupation étrangère, en donnant avis au prince de Schwartzenberg des ouvertures qu'il faisait à l'empereur d'Autriche, et qui devaient, disait-il, assurer la paix. Le maréchal Mortier expédia de suite au prince de Schwartzenberg le général Lapointe, son chef d'état-major, en qualité de parlementaire; le prince répondit, ainsi que le maréchal l'avait prévu, que son souverain tenait à la coalition par des liens sacrés, indissolubles, qui ne lui permettaient pas de traiter séparément de la paix.

Peu d'instants après, le comte Orloff, aide de camp de l'empereur Alexandre, vint, au nom de son souverain, sommer le maréchal de mettre bas les armes; celui-ci, choqué justement d'une telle injonction, répondit que Paris n'était pas encore pris, et que, le fût-il, l'armée française saurait encore où et comment affectuer sa retraite, devant et malgré l'ennemi.

Mais, dans cet intervalle, le maréchal Marmont avait conclu sa suspension d'armes. Le maréchal Mortier en reçut l'avis, et, adhérant à la trêve, se réunit à son collègue pour traiter d'une convention. Ils se rendirent, en conséquence, à la Villette, où ils trouvèrent, de la part des alliés, le comte de Nesselrode, ministre de l'empereur Alexandre; l'aide de camp de ce prince, comte Orloff; le comte de Paer, aide de camp du généralissime, et le capitaine Peterson, délégué du commissaire anglais. Un aide de camp de l'empereur de Russie fut envoyé au comte de Langeron pour l'informer que les hauteurs de Montmartre devaient être remises aux alliés comme une conséquence des clauses de la suspension d'armes; mais soit que cet officier général fût jaloux de remplir, avant la fin de la journée, la tâche qui lui avait été assignée dans le plan d'attaque, soit que l'éloignement n'eût pas permis de lui donner assez tôt connaissance de la trêve, les hostilités continuèrent quelque temps encore à Montmartre,

1814. France. aux Batignolles et à la barrière de Neuilly. Rappelons en peu de mots les faibles ressources qu'offrait sur ce point la défense de Paris.

Montmartre avait reçu le matin quelques détachements de la garde parisienne; mais vers onze heures et demie, c'est-à-dire à l'instant où les mouvements du comte de Langeron, vers Saint-Ouen, déterminèrent le roi Joseph à quitter le champ de bataille, des officiers généraux vinrent donner à ces détachements l'ordre de descendre aux Batignolles et dans la plaine de Clichy. Il ne resta sur Montmartre qu'un faible détachement de vétérans et de conscrits tirés de la garnison de Paris. Ce ne fut qu'un peu plus tard qu'on dirigea sur ce point, à défaut d'autre infanterie, le bataillon de sapeurs-pompiers de la ville, affaibli par les postes qu'il avait été obligé de laisser aux Tuileries et à sa caserne, rue de Clichy. L'artillerie, placée sur le haut de la butte consistait, en deux batteries, l'une de 7 bouches à feu au Moulin de la Lancette, et l'autre de 2 pièces au Moulin-Neuf; bonnes pour battre au loin la plaine, elles n'opposaient l'une et l'autre, de près, que deux fichants peu dangereux aux masses arrivées au pied de la montagne. Il n'y avait, à la hauteur de Clignancourt, que la cavalerie du général Belliard et son artillerie légère en état d'arrêter les progrès des attaques directes du comte de Langeron. Rien ne l'empêchait de les combiner avec les attaques de flanc, et particulièrement sur le faubourg des Batignolles, où convergent les routes de Saint-Ouen et de Clichy à Paris. Déjà la cavalerie du général Emmanuel arrivait par cette dernière à hauteur de Villiers, où ses tirailleurs étaient aux prises dans la plaine avec ceux de la garde parisienne, et pouvaient, en peu de minutes, insulter les faubourgs des Batignolles et de Monceaux. D'un autre côté, une colonne d'infanterie s'avançant avec une batterie par le chemin de Saint-Ouen, prit bientôt après position au point où ce chemin coupe la croupe qui descend de la Hutte des Gardes vers Clichy. Enfin, ces attaques de front et de flanc pouvaient être favorisées par une diversion sur les barrières de l'ouest, notamment sur celle de Neuilly, puisque la colonne qui suivait le chemin de la Révolte, parvenue à la porte Maillot, avait moins d'un kilomètre à parcourir pour insulter cette barrière.

Depuis la barrière de Clichy jusqu'à celle de Neuilly, l'enceinte et les faubourgs extérieurs n'étaient défendus que par la garde parisienne; et comme l'extrême gauche de l'armée ne s'étendait que jusqu'à Montmartre, cette ligne se trouvait abandonnée au maréchal Moncey. 1814. France.

Dès que ce maréchal aperçut le mouvement des corps du comte de Langeron sur les chemins de la Révolte et de Saint-Ouen, il se porta à la barrière de Clichy. Le comte Regnaud de Saint-Jean-d'Angely, chef de la deuxième légion, était parti pour Blois en vertu des ordres du roi Joseph; le maréchal confère au chef de bataillon Odiot le commandement provisoire de la légion et des détachements qui occupaient la barrière de Clichy et la chaussée de Saint-Ouen. Les détachements qui, vers midi, étaient descendus de Montmartre dans la plaine, se replièrent vers les Batignolles. Le maréchal visita les autres barrières, dont les commandants mirent en bataille leurs postes sur les crêtes qui dominent les Thermes et la plaine du bois de Boulogne, y portèrent des patrouilles et des tirailleurs; et on conduisit de l'artillerie en avant de l'arc de triomphe, où on la couvrit d'abattis. Ces dispositions et celles qu'on prit aux Batignolles attirèrent l'attention de l'ennemi. La colonne qui suivait le chemin de Saint-Ouen s'arrêta; celle qui marchait par le chemin de la Révolte, déclina au loin sur la gauche et tâcha de rejeter les tirailleurs sur les barrières. Lorsque sa tête parvint à la porte Maillot, le général Emmanuel n'osa l'engager de suite et toute entière dans le bois de Boulogne. Un détachement de troupes légères avec quelques pièces et de nombreux artilleurs, marcha contre la barrière de l'Étoile.

Une attaque plus sérieuse menaçait la butte Montmartre. Tandis que le détachement et l'artillerie destinés à contenir le faubourg des Batignolles s'avançaient par le chemin de Saint-Ouen sur la croupe de la Hutte des Gardes, le reste du corps de Rudzewitsch, fort de vingt bataillons, se dirigea entre la Hutte et la gauche de Clignancourt; celui du général Kapzewitsch marcha contre le centre et la droite de ce village.

Ces deux colonnes, précédées d'une artillerie formidable, arrivent à petite portée de fusil de la cavalerie du comte Belliard. En vain, pour les arrêter, le général Dautancourt les

1814. France. charge à la tête des chasseurs que commandait le chef d'escadron Lafitte, il est ramené par leur feu ; le général Sparre, avec les 5e et 12e de dragons, n'est pas plus heureux, et bientôt toute la ligne est obligée de se réfugier au pied de Montmartre. Débordé de part et d'autre, le comte Belliard n'est plus libre de chercher un meilleur terrain dans les plaines latérales. Le comte de Langeron fait battre à mitraille cette cavalerie, que protégeaient à peine quelques pièces légères, et qui se retire par les rues qui conduisent au sommet de Montmartre. Les régiments de marche des colonels Christophe, Ghigny et Leclerc, les dragons du général Roussel et la brigade Dautancourt remontent au galop ses pentes escarpées. Les deux colonnes d'infanterie des généraux Kapzewitsch et Rudzewitsch renversent un bataillon de sapeurs-pompiers de la ville, placé dans un enclos à mi-côte, gravissent la butte et couronnent Montmartre en peu d'instants.

La gauche du maréchal Moncey, qui tenait encore la tête du faubourg des Batignolles, accablée par le nombre, fut obligée alors de se replier sur la barrière Monceaux ; et bientôt ce faubourg lui-même, déjà menacé par les routes de Saint-Ouen et de Clichy, presque enveloppé de toutes parts, fut abandonné par les gardes nationaux qui le défendaient. Ils se précipitèrent sur la barrière de Clichy. Le maréchal faisait des dispositions pour la défendre et prévenir le désordre ; déjà un feu vif et nourri s'était engagé entre les troupes françaises postées à la barrière et l'ennemi, qui venait d'occuper les Batignolles, quand le son de la trompette annonça le parlementaire qui venait proclamer l'armistice. Le feu s'éteignit, et le parlementaire continua sa route jusqu'à la barrière de Neuilly, où son arrivée mit fin au combat qui venait de s'engager entre la première légion et le général Emmanuel.

Suspension d'armes et conventions verbales entre les deux partis. — Durant ces incidents se discutaient, à la Villette, les clauses de la capitulation. Après d'assez vifs débats, on convint que l'armée se retirerait avec son matériel et aurait la nuit entière pour cette évacuation ; que les troupes alliées entreraient à Paris à six heures du matin, et ne pourraient recommencer les hostilités qu'après neuf heures. Ces conventions fu-

rent verbales, et le maréchal Marmont se chargea de les rédiger et signer au nom de son collègue, avec les comtes Orloff et Paer. L'armée remit alors à la garde parisienne les barrières qu'elle avait défendues contre l'ennemi. Le général Hullin, de son côté, fit relever tous les autres postes intérieurs occupés par la garnison. Le général en chef Barklay de Tolly, que l'empereur Alexandre venait de nommer feld-maréchal, prit ses quartiers à Romainville ; son armée bivouaqua en avant de Pantin et à Belleville, Ménilmontant et Mont-Louis ; celle de Silésie, à Montmartre et aux environs ; les corps du prince royal de Würtemberg et du comte Giulay, à Saint-Maur et à Charenton ; et les troupes du général Emmanuel, aux Ternes, à la porte Maillot, à Auteuil et à Boulogne. 1814. France.

Pendant la retraite de l'armée française et jusqu'à l'entrée de l'armée coalisée, il fallait pourvoir à la sûreté de la capitale avec la garde nationale et les deux faibles corps des sapeurs-pompiers et de la gendarmerie municipale. Le maréchal Moncey, qu'un ordre impératif obligeait à suivre l'armée, remit au duc de Montmorency le commandement de la garde nationale ; le chevalier Allent continua les fonctions de chef d'état-major, et le maréchal quitta Paris avec le maréchal Mortier. Toutes les mesures prises par lui ou par le chef d'état-major pour le service de la nuit, furent exécutées ; et le zèle et l'intelligence des officiers et des gardes nationaux pourvut à tout ce qui n'avait pu être prévu. Ils continrent dans leurs prisons les détenus qui essayèrent de s'en échapper ; les Cosaques qui pénétrèrent par-dessus les palissades furent, suivant la consigne, saisis sans bruit et gardés en lieu sûr ; les rassemblements furent dissipés par de continuelles patrouilles, et un calme profond régna dans toute la capitale pendant cette nuit qui précéda son occupation. Encore quelques heures, et le jour du 31 mars allait éclairer l'entrée triomphante des étrangers dans Paris ; les armées de toute l'Europe avaient enfin pénétré au cœur de la France, de cette noble France qui les avait vaincues pendant vingt-deux ans !

CHAPITRE SIXIÈME.

SUITE DE L'ANNÉE 1814.

Capitulation de Paris. Députation du préfet et du corps municipal aux souverains alliés. Agitation des partis dans Paris. Le conseil municipal émet le vœu du rappel des Bourbons au trône de France; nomination d'un gouvernement provisoire. Le sénat prononce la déchéance de Napoléon. — Dernières opérations de la grande armée française; combats d'Horicourt et de Saint-Dizier. L'armée revient sur Fontainebleau; Napoléon part en poste pour Paris. L'armée prend position sur la rivière d'Essonne. Pourparlers entre le maréchal Marmont et le prince de Schwartzenberg. Abdication conditionnelle de Napoléon. Marche du corps d'armée du maréchal Marmont sur Versailles. Négociations des maréchaux chargés de porter aux souverains alliés l'abdication de Napoléon. Constitution délibérée par le sénat. Armistice; insurrection des troupes du maréchal Marmont. Abdication définitive de Napoléon ; le comte d'Artois fait son entrée à Paris. — Dernières opérations sur la frontière du nord ; combat de Courtray. — Dernières opérations du corps d'armée du maréchal Augereau ; combats de Voiron, de Voreppe et d'Aiguebelle. — Derniers événements militaires en Italie. Fin des opérations de l'armée des Pyrénées ; bataille de Toulouse ; rentrée de l'armée de Catalogne sur le territoire français; soumission des deux armées au gouvernement provisoire. — Convention militaire du 23 avril ; arrivée de Louis XVIII en France, et son entrée à Paris. Traité de paix entre la France et les quatre grandes puissances alliées.

France. La capitulation de l'armée française sous Paris fut signée dans cette capitale, le 31 mars à deux heures du matin, par les colonels Fabvier et Denis, au nom des maréchaux Mortier et Marmont, et par les comtes Orloff et Paer, au nom des alliés.

Elle portait en substance que les troupes des deux maréchaux évacueraient Paris, le 31 mars à sept heures du matin, emmenant avec elles l'attirail de leurs corps d'armée ; que les hostilités ne pourraient commencer que deux heures après, c'est-à-dire, à neuf heures ; que tous les arsenaux, ateliers, magasins et autres établissements militaires, seraient laissés dans l'état où ils se trouvaient avant qu'il fût question de capituler; que les blessés et maraudeurs restés dans la ville après neuf heures seraient prisonniers de guerre; que la garde

nationale ou urbaine, totalement séparée des troupes de ligne, serait conservée, désarmée ou licenciée, selon les dispositions des puissances alliées ; que la gendarmerie municipale partagerait entièrement le sort de la garde nationale ; enfin que la ville de Paris serait recommandée à la générosité des hautes puissances contractantes.

Cependant, le préfet du département et celui de police avaient obtenu du maréchal Marmont, qui avait rédigé le projet de l'acte qu'on vient de lire, que les commissaires français stipuleraient dans l'intérêt de la ville toutes les clauses qu'il leur serait possible d'impétrer ; mais les commissaires des alliés excipèrent de leurs défauts de pouvoirs, et offrirent seulement de servir de sauve-garde, jusqu'auprès des souverains, à la députation que la ville enverrait au quartier général de ceux-ci. Dans cette circonstance difficile, les deux préfets, sans instruction du gouvernement puisqu'il n'en existait plus, et ne pouvant prendre conseil que d'eux-mêmes, résolurent de se rendre au quartier général des souverains à Bondy, avec une députation du conseil municipal, le chef d'état-major, chevalier Allent, et deux officiers supérieurs de la garde nationale, Alexandre Delaborde et Tourton [1].

Députation des préfets et du corps municipal aux souverains alliés. — Le cortége arriva à Bondy, entre trois et quatre heures du matin. Les préfets annoncèrent au comte de Nesselrode l'objet de leur mission, et demandèrent une audience de l'empereur Alexandre. Le ministre leur ayant fait espérer qu'ils l'obtiendraient au lever de ce monarque, le chevalier Allent représenta que la garde nationale, chargée maintenant de la

[1] « Ils partirent, dit le général Koch, avec les commissaires des alliés, dans ces voitures de luxe réservées au corps municipal, et destinées à augmenter la pompe des cérémonies publiques, dans les jours de la gloire et de la puissance impériale. Le cortége traversa en silence les ruines des Maisonnettes et de Pantin, et les deux lignes de bivouacs, qui, de la barrière jusqu'à Bondy, bordaient la route, et s'étendaient dans la plaine ou sur les hauteurs. Les feux des bivouacs éclairaient cette file de voitures blanchâtres, dont le vernis et la dorure attiraient l'attention des soldats. Le nombre de ceux-ci donnait une idée des masses que notre armée avait eu à combattre...... C'était ainsi que les magistrats de tant de capitales avaient été naguère intercéder pour elles les chefs de nos armées triomphantes. »

1814. France. garde de Paris, en occupait seule les barrières; qu'en la séparant des troupes de ligne, la capitulation n'avait pu la priver des droits qu'elle tenait des lois mêmes aux honneurs militaires; qu'il importait, sous ce rapport, et quelle que fût la décision des souverains à son égard, de statuer qu'elle remettrait les barrières, conformément aux règles et aux usages de la guerre. Les magistrats ayant appuyé cette demande, le comte de Nesselrode engagea le chevalier Allent à conférer de cet objet avec le prince de Schwartzenberg, et prit sur lui de suspendre la remise des barrières, jusqu'à nouvel ordre du généralissime. Un officier de l'état-major russe partit à cet effet avec l'adjudant-commandant Alexandre Delaborde. Le prince de Schwartzenberg accueillit la demande du chef d'état-major Allent, et ajouta même qu'en attendant la décision des souverains, la garde nationale pourrait conserver aux barrières et à l'intérieur tous les postes utiles à la tranquillité publique. Le colonel Apraxin et l'adjudant-commandant Tourton allèrent régler en conséquence la remise et le service des barrières.

Bientôt après, la députation fut admise à l'audience de l'empereur Alexandre. Ce monarque lui dit « qu'il n'était pas l'ennemi des Français, et n'avait en France qu'un seul ennemi, un homme qu'il avait admiré *et longtemps aimé*, qui, dévoré d'ambition et plein de mauvaise foi, était venu l'attaquer au milieu de ses États, et l'avait obligé à chercher le gage de sa sûreté ultérieure dans la libération de l'Europe. » Il ajouta « que les souverains alliés ne voulaient ni conquérir, ni dominer la France ; mais *apprendre et appuyer ce qu'elle-même jugerait le plus utile à son bonheur*, et qu'ils n'attendaient, pour s'en occuper, que de connaître dans le vœu de Paris le vœu probable de toute la France. » Les préfets remercièrent l'empereur de Russie, en termes généraux, de la bienveillance qu'il témoignait à la nation, et leurs demandes se renfermèrent dans ce qui intéressait Paris. Le monarque promit la conservation des musées, des monuments, des établissements publics, de toutes les institutions civiles; et comme les magistrats réclamaient surtout la conservation de la garde nationale, Alexandre, se retournant vers le chef d'état-major, demanda

s'il pouvait compter sur cette troupe civique. Ce dernier répondit qu'on devait compter sur elle dans tout ce que pouvaient faire des gens d'honneur; le souverain russe, après avoir répliqué qu'il ne désirait rien de plus, et ne voulait aucune autre garantie, renvoya pour tout le reste au général Sacken, qu'il venait de nommer gouverneur de Paris. 1814. France.

Agitation des partis dans Paris. — Cependant l'agitation des divers partis politiques commençait à se manifester dans Paris. Celui de la régence se trouvait sans appui, par l'effet du départ de l'impératrice et de son fils, et par la translation du gouvernement à Blois; celui de la restauration, favorisé par le prince de Talleyrand, acquérait en lui un chef qui conservait d'anciennes relations près des souverains, et pouvant, comme grand dignitaire, agir sur le sénat et sur les restes du corps législatif. Mais, dans ce parti, les uns voulaient une constitution qui garantît les intérêts généraux contre les intérêts de caste et de corporation, qui maintînt les grands principes proclamés en 1789, et qui préservât la patrie d'une nouvelle révolution, en éloignant les abus qui avaient amené la chute de la monarchie; les autres voulaient l'ancien régime pur et simple, avec tout son cortége, avec tout ce qu'il avait de nuisible et d'humiliant pour la presque totalité de la nation.

Vers onze heures du matin, une cinquantaine de jeunes gens prirent la cocarde blanche, et se portèrent sur le boulevard de la Madeleine, en criant : *Vive le roi! vivent les Bourbons*, en agitant un drapeau blanc. Une partie des croisées se garnissaient en même temps de femmes, qui agitaient des mouchoirs blancs. Ce mouvement se propagea sur le boulevard des Italiens; la masse de la population n'y prit aucune part.

Entrée des alliés à Paris. — Le même spectacle eut lieu pendant l'entrée des étrangers. Les monarques alliés (excepté l'empereur d'Autriche, qui s'était retiré à Dijon) et leurs troupes se rendirent, par les boulevards, aux Champs-Élysées.

Dans sa marche triomphale, Alexandre, ayant à sa droite le roi de Prusse et à sa gauche le prince de Schwartzenberg, s'avançait à cheval, à travers le faubourg Saint-Martin, suivi d'un brillant etat-major et escorté de 50,000 soldats d'élite.

1814. France. Cette marche à travers les masses populaires des faubourgs et du boulevard Saint-Denis, qui, bien que mornes et silencieuses, supportaient, avec une aversion peu dissimulée, la présence des soldats étrangers, avait peu rassuré d'abord les souverains alliés à l'égard de leurs projets ultérieurs que cette froideur malveillante du peuple semblait réprouver d'avance. Mais la scène changea complétement à leur arrivée sur les boulevards voisins des grands quartiers de la capitale, où un accueil plus amical se manifesta subitement par les cris de : *Vive Louis XVIII, vive Alexandre! vive Guillaume!* et même *Vive les Cosaques!* ce qui satisfit visiblement les souverains étrangers, déjà inquiets de l'attitude froide, silencieuse et presque menaçante du peuple parisien, toujours si sensible à l'honneur des armes françaises. Enfin arrivés aux Champs-Élysées, ils y passèrent plus tranquillement la revue de leurs troupes.

Beaucoup de gardes nationaux continuaient à porter la cocarde tricolore, tandis que d'autres arboraient la cocarde blanche ; et cette diversité d'emblèmes allait occasionner des scènes de désordre, qui furent heureusement prévenues par les sages mesures et les exhortations énergiques du chef d'état-major.

Vers le soir, les souverains tinrent un conseil dans l'hôtel du prince Talleyrand, rue Saint-Florentin, où l'empereur de Russie avait pris son quartier. Le prince de Schwartzenberg, le comte de Nesselrode, le général Pozzo-di-Borgo et le prince de Lichtenstein firent partie de ce conseil, auquel le prince de Talleyrand et le duc d'Alberg assistèrent [1]. La question de la restauration y fut décidée. La paix avec Napoléon, la régence, le retour des Bourbons furent successivement agités : sur l'avis de M. de Talleyrand on conclut qu'il fallait rappeler les Bourbons avec une constitution qui consacrât les résultats de la révolution française ; et on rédigea une déclaration, qui fut imprimée et publiée à l'instant, par laquelle les souverains s'engageaient à ne plus traiter avec Napoléon, ni *avec aucun membre de sa famille*. Le duc de Vicence arriva peu de temps

[1] Le baron Louis et l'abbé de Pradt, archevêque de Malines, le général Dessoles, furent introduits dans le cours de la conférence, pour être consultés sur l'état de la France et la situation des esprits.

après, chargé de nouvelles propositions de Napoléon pour l'empereur Alexandre; mais il était trop tard. 1814. France.

Le lendemain 1er avril, tandis que le prince de Talleyrand, en sa qualité de vice-grand électeur de l'empire, convoquait le sénat, et que le préfet de la Seine réunissait le conseil municipal, celui de police recevait à la fois l'invitation de faire rouvrir les théâtres, l'avis que les souverains iraient à l'opéra, et l'ordre de licenciement de la gendarmerie municipale, présentée au généralissime comme dangereuse, à cause de son attachement à Napoléon.

Le chef d'état-major de la garde parisienne, les adjudants-commandants Tourton et Alexandre Delaborde, se rendirent chez le prince de Schwartzenberg, insistèrent sur la conservation de ce corps, et en démontrèrent la nécessité, pour assurer la police des spectacles et autres lieux publics, et pour seconder, en beaucoup de cas, la garde nationale, qui n'avait point de cavalerie. Ils ne dissimulèrent pas que parmi les gendarmes, beaucoup d'anciens militaires pouvaient tenir à Napoléon; mais ils affirmèrent que ce sentiment ne les empêcherait pas de se conduire conformément à l'intérêt de la capitale qui les soldait, et de leurs familles, que la perte de leur état jetterait dans la misère.

L'ordre fut révoqué, à condition néanmoins que le commandement de la gendarmerie municipale serait réuni à celui de la garde nationale.

Les rapports de service des troupes de ligne alliées et de la garde nationale furent égalememt réglés; dans tous les points de contact, la garde nationale conserva le rang que lui assuraient la loi et les règlements à l'égard des troupes de lignes. On adopta l'heureuse idée des patrouilles mixtes, où un officier de la garde nationale commandait un sous-officier et quelques grenadiers ou chasseurs de la garde nationale, un sous-officier et plusieurs soldats de troupes alliées. Les postes auxquels chaque légion fournissait tour à tour, furent partagés et confiés chacun à celle sur le territoire de laquelle il se trouvait. Par ce moyen, les citoyens se déplacèrent peu de leurs arrondissements, et restèrent à portée de protéger leurs maisons et leurs familles. Ces dispositions et plusieurs autres,

1814. France. toutes aussi sages, maintinrent l'ordre public, empêchèrent toute rixe sérieuse entre les habitants de Paris et les militaires étrangers, et diminuèrent autant que possible les maux de l'occupation.

1er avril. *Le conseil municipal émet le vœu du rappel des Bourbons au trône de France; nomination d'un gouvernement provisoire.* — Pendant qu'on prenait ces mesures conservatrices, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents, signait une déclaration en faveur du rappel *sans réserve* des Bourbons; et un sénatus-consulte instituait un gouvernement provisoire de cinq membres (le prince de Talleyrand, le duc de Dalberg, les comtes de Jaucourt, le général Beurnonville et l'abbé de Montesquiou), chargés de *pourvoir aux besoins de l'administration*, et de présenter au sénat un *projet de constitution qui puisse convenir au peuple français.*

Le 2 avril, le comte de Nesselrode ayant invité l'état-major de la garde nationale à faire prendre la cocarde blanche aux citoyens qui la composaient, le chef d'état-major et le général Dessoles, nommé au commandement de cette garde par le gouvernement provisoire, furent d'avis qu'il fallait continuer à laisser chacun parfaitement libre à cet égard, s'occuper avant tout de la tranquillité de la ville, et plus tard, lorsque les esprits seraient moins dissidents, lorsqu'ils seraient et plus généralement et mieux préparés à la révolution qu'on voulait opérer, de faire arborer la nouvelle cocarde, mais sur un ordre de l'autorité civile, afin d'écarter toute idée d'intervention d'une force armée dans les actes politiques.

Le gouvernement provisoire avait aussi conféré au général Dessoles le commandement militaire du département de la Seine. La réunion des fonctions les plus importantes et les plus difficiles convenait à ce général et n'était nullement au-dessus de ses forces. Très-avantageusement connu de l'armée, expert dans la science administrative, ennemi du despotisme de Napoléon, il possédait tous les titres à la confiance de ses frères d'armes et à l'estime de ses concitoyens.

3 avril *Le sénat prononce la déchéance de Napoléon.* — Ce fut

le 3 avril que le gouvernement provisoire acheva de s'organiser, en désignant les commissaires pour tenir jusqu'à confirmation ou nomination des titulaires, les portefeuilles des divers départements ministériels; et, dans l'après-midi, il adopta l'acte du sénat qui déclarait Napoléon *déchu* du trône, *le droit d'hérédité* aboli dans sa famille, *le peuple français et l'armée déliés*, envers lui, *du serment de fidélité.* Cet acte fut appuyé le même jour de l'adhésion du corps législatif. 1814. France.

Le 4 avril, fut proclamé un arrêté qui *libérait ou licenciait les conscrits non appelés ou non incorporés, les bataillons de nouvelle levée, et toutes les levées en masse.*

Nous avons dû glisser rapidement sur les circonstances purement politiques, afin de reprendre le plus tôt possible le récit des événements militaires. Nous suivrons la même méthode dans l'historique du reste de cette campagne.

Dernières opérations de la grande armée française; affaire d'Hoiricourt. — Nous avons laissé l'empereur en marche, le 24 mars, sur Joinville, avec sa garde et les 5ᵉ et 6ᵉ corps de cavalerie, tandis que le maréchal Macdonald, avec les 7ᵉ et 11ᵉ corps d'infanterie, le suivait à Saint-Dizier, et que les comtes Gérard et Saint-Germain formaient son arrière-garde à Perthes et Longchamps. Le général Wintzingerode, qui avait ordre de le suivre avec ses 10,000 chevaux, ne dépassa pas Maisons le 24; et son avant-garde, sous le général Tettenborn, n'ayant pu aller au delà de Thieblemont, cette marche ne fut nullement inquiétée. Napoléon, persuadé que le succès de son entreprise dépendait de la rapidité de ses mouvements et de l'inquiétude qu'ils causeraient au généralissime, se remit en marche le 25 mars, de grand matin. La cavalerie légère des généraux Piré et Jacquinot fut poussée sur les routes de Bar-sur-Aube et de Chaumont; la première entra dans cette ville; les troupes de la garde occupèrent Brienne et Doulevent; le 11ᵉ corps vint prendre position à Vassy, couvert en arrière du défilé d'Humbecourt par le 7ᵉ, qui garda les débouchés de la forêt. Dans ce mouvement, l'arrière-garde fut mitraillée vis-à-vis de Hoiricourt, par une batterie légère que le général Tettenborn amena sur la rive droite de la Marne; et la colonne qui suivait la route de Saint-Dizier à Vassy, resserrée en cet endroit, entre la ri- 25 mars.

1814. France. vière et sa berge, en fut ébranlée. Heureusement, le général Treilhard mit ses dragons à couvert derrière le village de Valencourt, et, dégageant le chemin, permit à l'infanterie du général Gérard de gagner la colline. On plaça à la hâte deux batteries sur le plateau, qui éteignirent bientôt le feu de l'ennemi, et une centaine de tirailleurs ayant passé la Marne, au gué, continrent les siens. Le général Gérard ayant ainsi arrêté les suites d'une surprise qui allait causer un désordre honteux, continua son chemin en bon ordre, observé jusqu'à Humbecourt par le général Tettenborn, lequel, après avoir laissé quelques Cosaques devant ce village, alla s'établir à Eclaron. Le gros de la cavalerie alliée s'avança jusqu'à Saint-Dizier, et la brigade Czernicheff se porta de Vitry à Montiérender; le rapport qui parvint à l'empereur, de cette affaire d'arrière-garde, prolongea son erreur, il crut que la grande armée était sur ses traces et se félicita du parti qu'il avait pris.

Cependant, au premier avis de la marche de l'armée française sur Chaumont, le parc général et les gros bagages des alliés qui se trouvaient à Bar-sur-Aube, furent évacués sur Béfort; cette circonstance semblait promettre un résultat heureux, lorsque quelques prisonniers ramenés au quartier impérial, annoncèrent la jonction des deux armées ennemies, et leur marche sur Paris. L'empereur n'en tint aucun compte.

Toutefois, dans la matinée du 26, informé par le maréchal Macdonald que l'arrière-garde n'avait vu absolument que de la cavalerie légère, et cette circonstance confirmant les déclarations des prisonniers, Napoléon se détermina à pousser lui-même une forte reconnaissance sur ses derrières. Les Cosaques laissés devant Humbecourt furent rejetés sur Valcourt, où le général Tettenborn fut culbuté et obligé de repasser la Marne. L'empereur, parvenu sur le plateau de Valcourt, distingua l'ennemi en bataille sur la rive opposée. Il occupait, avec deux bataillons de chasseurs, la ville de Saint-Dizier, à laquelle sa gauche était appuyée; sa droite s'étendait dans la direction de Vitry, protégée par quelque infanterie dans le bois de Perthes; et des essaims de tirailleurs à cheval bordaient la Marne. Sa première ligne était en avant de la route, face à la rivière; sa seconde, en arrière; l'artillerie, entremêlée de

quelques escadrons, placée sur la chaussée même qui en domine le cours. 1814. France

Combat de Saint-Dizier. — Croyant toujours apercevoir l'avant-garde de l'armée du prince de Schwartzenberg, Napoléon rappela les corps d'infanterie qui étaient près de Vassy, et ordonna aussitôt à la colonne de franchir la Marne au gué d'Hallignicourt. Le comte Sébastiani la passa en colonne par pelotons, et se déploya à droite et à gauche du gué, soutenu par les corps des comtes de Saint-Germain, Milhaud et Valmy, qui se portèrent sur ses flancs. L'infanterie de la garde, celle du comte Gérard et du maréchal Macdonald suivirent la cavalerie; mais le maréchal Oudinot se dirigea sur Saint-Dizier par la route de Joinville. Dès que l'armée française fut formée, la cavalerie en première ligne, l'infanterie en seconde, entre Hallignicourt et Hoiricourt, l'action s'engagea à gauche par échelons, le centre et la droite marchant en ligne. Le général Wintzingerode, se voyant toute l'armée française sur les bras, chercha à éviter le combat; mais craignant de perdre l'infanterie qui gardait Saint-Dizier, il ordonna au général Tettenborn de couvrir la route de Vitry, pendant qu'avec le gros de ses forces, il gagnerait, par cette ville, la route de Bar-sur-Ornain. En conséquence de cette instruction, le général Tettenborn essaya plusieurs charges qui furent repoussées; le baron Wintzingerode s'étant ébranlé, de son côté, pour se rapprocher de Saint-Dizier, fut enfoncé par la cavalerie de la garde, qui poursuivit les fuyards jusqu'au bois de Trois-Fontaines. Pendant que ceci se passait à la gauche, le maréchal Oudinot entrait au pas de charge dans Saint-Dizier, dont la garnison effrayée se repliait sur Bar. L'ennemi étant alors rompu et sans appui, la cavalerie française redouble d'audace et d'activité; les généraux Milhaud et Letort, le comte de Valmy enfoncent et mettent en déroute les colonnes alliées [1]; et l'infanterie, suivant au pas de course les cuirassiers et les dragons, les seconde avec gloire, et complète le succès Le maréchal Oudinot, à la tête de la cavalerie du comte de Valmy, conduit battant le gros des Russes à cinq kilomètres au delà de Saudrupt, où la nuit le 26 mars.

[1] La brigade de dragons du général Lamotte chargea la première et se distingua particulièrement.

1814. France. force de prendre position. Le maréchal Macdonald donne la chasse au général Tettenborn jusqu'à Perthes, et la fusillade ne cesse qu'à la nuit. Le quartier impérial resta à Saint-Dizier, où la garde s'établit.

Les Russes venaient de perdre, dans cette journée, près de 4,000 hommes, tant tués que prisonniers, et 30 bouches à feu; la perte des Français n'excédait pas 600 hommes hors de combat.

Cette victoire, la dernière que dut remporter Napoléon, ne servit qu'à lui dessiller les yeux et à le convaincre enfin que les alliés étaient en pleine marche sur Paris. Il eut d'abord l'intention de manœuvrer sur leurs derrières, par l'une des routes qui y conduisent de Châlons; mais il fallait préalablement enlever Vitry; l'armée s'étant portée vers cette place, une reconnaissance exacte des lieux démontra à l'empereur que ce coup de main était trop hasardeux. On tint conseil devant Vitry, et d'après l'avis du major général et du maréchal Ney, Napoléon, qui avait songé un moment à se jeter avec toute l'armée dans les Vosges, résolut de ne pas quitter la trace des alliés, et de se mettre en marche sur Paris par Troyes.

L'armée française revient sur Fontainebleau; Napoléon part en poste pour Paris. — Pendant que l'armée commençait à exécuter ce mouvement, le maréchal Oudinot entrait à Bar et jetait des partis sur la Meuse, pour avoir des nouvelles de la division sortie de Metz avec le général Durutte; mais on n'en put rien apprendre, quoique depuis deux jours elle se trouvât entre Longwy et Verdun.

Le maréchal Oudinot reçut l'ordre de rejoindre l'armée en toute hâte, et la retraite sur Troyes s'opéra dans l'ordre suivant : une première colonne, composée de l'artillerie légère, des 5e et 6e corps de cavalerie, fut rappelée des environs de Chaumont sur Troyes; la 2e formée de toutes les troupes à cheval de la garde, se dirigea sur Brienne; la 3e, consistant dans l'infanterie de la garde qui se trouvait aux environs de Saint-Dizier, vint, le 28, sous les ordres du maréchal Ney, coucher à Montierender, où fut établi le quartier impérial; enfin, la 4e, composée des 6 corps (infanterie et cavalerie) précédemment commandés par le maréchal Macdonald, poussa le

même jour jusqu'à Vassy. Le comte Gérard, qui tenait Valcourt, ne s'ébranla qu'au moment ou le maréchal Oudinot déboucha de Saint-Dizier sur la route de Joinville, et s'échelonna le soir depuis Humbecourt jusqu'à Vassy; cette marche se fit par un temps affreux et dans des chemins de traverse. Dès que le général Wintzingerode s'aperçut qu'il n'était plus poursuivi, il revint à Saint-Dizier, où il rappela les généraux Tettenborn et Czernicheff.

Le 29, l'empereur, à la tête de la cavalerie de sa garde, était en route sur Vandeuvres, lorsqu'un courrier expédié de Paris lui remit une dépêche du roi Joseph qui lui annonçait l'arrivée à Meaux des armées combinées. Il envoya, comme on l'a déjà dit, le général Dejean aux maréchaux pour leur recommander d'éviter l'occupation de la capitale, et pour annoncer en même temps au prince de Schwartzenberg les propositions qu'il faisait à l'empereur d'Autriche, et qui, selon lui, étaient de nature à amener la paix. Un agent diplomatique partit en même temps pour Dijon, avec une lettre autographe adressée à ce souverain.

Napoléon, arrivé à Troyes le même jour, 29, traça l'itinéraire de l'armée, de manière à ce qu'elle arrivât le 2 avril sous la capitale. Quant à lui, il la devança le 30, suivi seulement du prince de Neufchâtel et du duc de Vicence, dans l'intention d'arriver à Paris le plus tôt possible par la route de Fontainebleau.

Au moment où il atteignait le village de la Cour-de-France, le général Belliard y arrivait de son côté, ramenant sa cavalerie de Paris. Il apprit à l'empereur la bataille livrée sous cette ville, la capitulation des deux maréchaux, ainsi que le départ de l'impératrice, que ce souverain ignorait encore. Le corps du maréchal Mortier arriva sur ces entrefaites, et l'empereur qui s'obstinait à se rendre dans sa capitale, vaincu par les représentations réitérées du prince de Neufchâtel, du duc de Vicence et du général Belliard, se décida à retourner à Fontainebleau; après avoir ordonné que toutes les troupes prissent position sur l'Essonne, et avoir envoyé M. de Caulaincourt à l'empereur Alexandre, afin de tâcher d'arrêter ou de ralentir les entreprises politiques que les souverains alliés allaient tenter dans Paris avec le secours des mécontents et des intrigants. Cepen-

1814. France. dant l'armée, qui était en pleine marche sur Fontainebleau, ne pouvait arriver que vers le 3 ou le 4 avril. Si l'empereur l'avait eue immédiatement sous sa main, il se serait précipité avec elle sur Paris, et Dieu seul sait ce qui serait résulté de cette lutte désespérée. « Il amenait à sa suite environ 50,000 « hommes auxquels allaient se joindre les 15 ou 18,000 hom- « mes sortant de Paris. Avec ce qu'il pouvait attirer à lui des « bords de la Seine et de l'Yonne, il n'aurait pas moins de « 70,000 combattants. Il voulait les concentrer le long de « l'Essonne, sa droite à la Seine, sa gauche dans la direction « d'Orléans. L'ennemi serait dispersé dans Paris, partagé sur « les deux rives de la Seine, et avec 70,000 soldats qui avaient « au cœur la rage de l'honneur et du patriotisme, Napoléon « ne désespérait pas de frapper encore des coups terribles, des « coups qui retentiraient à travers les siècles! Qui sait même! « il referait peut-être en une journée sanglante la grandeur de « la France[1]! » Vaines prévisions! vaines espérances! Le moment était arrivé où les destinées de l'empire allaient fatalement s'accomplir!

L'armée française prend position sur la rivière d'Essonne. — Tandis que les maréchaux Mortier et Marmont s'établissaient sur l'Essonne, que le gros de l'armée s'acheminait nuit et jour vers Fontainebleau, et que l'empereur s'occupait de la réorganisation de ses troupes, le duc de Vicence échouait dans sa mission auprès de l'empereur Alexandre. A Bondy, ce monarque, après avoir accueilli M. de Caulaincourt avec la cordialité la plus affectueuse, lui avait déclaré que lui et ses alliés n'étaient venus jusqu'à Paris qu'afin d'obtenir une paix sûre pour l'Europe et en même temps honorable pour la France; mais comme on ne pouvait pas espérer une paix sûre et durable de l'homme qui avait si longtemps ravagé l'Europe, ni lui ni ses alliés ne consentiraient plus à traiter avec Napoléon. Qu'ils savaient que la France était aussi fatiguée de lui et de son despotisme que l'Europe elle-même; que les alliés n'avaient pas l'intention d'imposer un souverain à la France; qu'ils lui en laissaient le choix, et qu'aussitôt qu'elle en aurait désigné un,

[1] *Hist. du Consulat et de l'Empire*, par M. Thiers, tom. XVII, p. 628.

autre que Napoléon, ils concluraient la paix avec ce souverain. Consterné de cette résolution des alliés de ne plus traiter directement avec Napoléon, le duc de Vicence avait passé à Paris les journées du 31 mars et du 1er avril, visitant successivement les sénateurs, M. de Talleyrand, et l'empereur Alexandre qui l'avait engagé à venir le revoir. Il ne trouva, parmi les premiers, que des fidélités ébranlées. Le second était irrévocablement engagé dans la cause des Bourbons. Quant à l'empereur Alexandre et au prince de Schwartzenberg, ils lui dirent et lui répétèrent que personne ne voulait plus de Napoléon ni des siens; qu'il fallait donc en prendre son parti, et que ceux qui tenaient encore à lui n'avaient plus qu'un service à lui rendre, qui était de l'engager à se résigner, seul moyen d'obtenir pour lui un sort moins rigoureux.

1814. France.

M. de Caulaincourt, convaincu qu'il n'y avait plus rien à espérer pour Napoléon ni pour sa famille, s'était rendu le 2 avril au soir à Fontainebleau pour instruire l'empereur de ce qui se tramait contre lui à Paris; mais ce dernier avait prévu que les souverains alliés tenteraient de tirer les dernières conséquences de leur triomphe, et que le sénat, qui lui devait toute sa fortune, ses honneurs, ses priviléges, l'abandonnerait lâchement pour se venger de la longue soumission qu'il lui avait imposée et à laquelle il s'était résigné autant par faiblesse que par intérêt. Quoi qu'il arrivât, Napoléon avait déjà résolu d'arracher Paris des mains de l'ennemi, dont il jugeait la position fort compromettante si l'on savait profiter de la circonstance. Il était persuadé qu'en passant brusquement l'Essonne avec ses 70,000 hommes, et en attaquant à l'improviste les 80,000 hommes de Schwartzenberg qui lui étaient opposés, il les refoulerait en désordre sur Paris, où, à l'aide des Parisiens des faubourgs, il les écraserait, soit en entrant à leur suite dans la ville, soit qu'en passant rapidement sur la droite de la Seine, il se précipitât sur leur ligne de retraite. Les troupes alliées réunies sous Paris s'élevaient alors à 180,000 hommes partagés en trois masses : une de 80,000 hommes sur la gauche de la Seine, entre l'Essonne et Paris, aux ordres de Schwartzenberg; une sur la droite de la Seine, et une autre à l'intérieur de Paris. C'était sur cette disposition des forces ennemies que Napoléon

1814. France. fondait la réussite de son entreprise et l'anéantissement de la coalition au cœur même de la France, unique moyen de rétablir ses affaires et d'obtenir une paix acceptable. Dans ce moment l'infanterie de la garde était sur la route de Paris, en avant de Moulignon et de Saint-Fargeau. La droite de l'armée française s'appuyait à Melun, sa gauche à la Ferté-Aleps, en remontant l'Essonne; Corbeil et Essonne étaient occupés par le maréchal Marmont; Mortier était à Mennecy; la partie de Melun, située sur la rive gauche de la Seine, était occupée par des dépôts de cavalerie. Les troupes aux ordres du maréchal Macdonald devaient, à leur arrivée, prendre position, l'infanterie en deuxième ligne, à Villiers, Chailly-en-Bière et Fontainebleau, la cavalerie sur la rivière d'Ecolle, depuis Saint-Germain jusqu'à Boissise. La totalité des forces réunies sur cette ligne n'excédait pas 36,000 hommes. De leur côté les alliés, malgré la révolution qui venait de s'opérer dans Paris, avaient jugé nécessaire de se porter en avant; il ne restait dans la capitale que les gardes et les réserves.

Le 3 avril Napoléon avait passé la journée en revue des troupes qui arrivaient et en préparatifs d'attaque, tandis que le Sénat, flatté de l'accueil que lui avait fait la veille l'empereur Alexandre, auquel M. de Talleyrand l'avait présenté, prononçait définitivement la déchéance de son ancien maître, par un acte qui déliait tous les Français du serment qu'ils lui avaient prêté, et pendant que le gouvernement provisoire, formé le 1er avril, achevait de s'organiser. Le lendemain, 4, Napoléon, qui attendait le même jour les corps de Macdonald, d'Oudinot et de Gérard, comptait pouvoir les porter en ligne le 5 ou le 6 et attaquer immédiatement Schwartzenberg. En même temps, il assembla toute la garde et une partie des troupes des 2e et 7e corps, cantonnés près de lui à Fontainebleau. Ces troupes, composées en partie des débris des vieilles bandes d'Espagne tirées de l'armée du maréchal Soult, ne se ressouvenant, dans la catastrophe présente, que de la gloire passée de leur empereur, l'accueillirent avec les cris accoutumés. Ce signe non équivoque de leur dévouement, leur air martial et déterminé déridèrent un instant son front; il les compta et redevint soucieux.

Après avoir parcouru les rangs, Napoléon se porta au milieu de la cour du château où se passait la revue, fit former en cercle autour de lui les officiers et sous-officiers, et leur adressa cette énergique allocution : 1814. France.

« Soldats, l'ennemi en nous dérobant trois marches, s'est rendu « maître de Paris. Il faut l'en chasser. D'indignes Français, des « émigrés, auxquels nous avons eu la faiblesse de pardonner « jadis, ont fait cause commune avec l'étranger, et ont arboré « la cocarde blanche. Les lâches ! ils recevront le prix de ce « nouvel attentat. . . . Jurons de vaincre ou de mourir et de « venger l'outrage fait à la patrie et à nos armes. » Nous le jurons ! s'écrièrent les troupes en défilant aux cris frénétiques de *vive l'empereur ! à Paris, à Paris !* et elles allèrent se placer derrière Marmont et Mortier sur l'Essonne, pour laisser la place libre aux troupes qui arrivaient successivement.

Les troupes seules et leurs officiers montraient de l'enthousiasme ; les maréchaux et les généraux, au contraire, considéraient comme une nouvelle folie la résolution d'attaquer l'ennemi dans Paris. Lefebvre, Oudinot et Ney suivis bientôt de Macdonald qui venait d'arriver, entrèrent avec Napoléon dans son cabinet et lui représentèrent que s'il était utile pour l'honneur des armes de livrer une dernière bataille, il était affreux de la livrer dans Paris et de faire de cette capitale une autre Moscou. Après avoir répliqué qu'il ne s'agissait pas de livrer bataille dans Paris, mais que son intention était de profiter des fautes de l'ennemi, Napoléon congédia les maréchaux en leur disant qu'il allait aviser et qu'il leur ferait connaître ses résolutions.

Abdication conditionnelle de Napoléon. — Pendant cette scène extraordinaire, les maréchaux s'étaient écriés qu'il était temps d'en finir pour sortir de la cruelle situation où l'on se trouvait. L'empereur leur demanda alors s'ils désiraient vivre sous les Bourbons ? Ils manifestèrent à cet égard une forte répugnance : Ney, surtout, s'exprima sur ce point en termes peu mesurés, et se hasarda de dire que le seul souverain désirable pour eux était le Roi de Rome. Napoléon avait compris que c'était son abdication en faveur de son fils sous la régence de l'impératrice, qu'ils voulaient, sans oser la lui demander 5 avril.

1814. France. formellement. Bien qu'il jugeât une telle combinaison impossible, comme c'était la seule base sur laquelle on pouvait encore négocier, il fit partir M. de Caulaincourt pour Paris afin d'entamer cette nouvelle et dernière négociation, et lui adjoignit les maréchaux Ney et Macdonald, leur laissant la liberté de prendre avec eux le maréchal Marmont, en passant à Essonne. Il leur lut ensuite l'acte suivant qu'il venait de rédiger :

« Les puissances alliées ayant proclamé que l'Empereur Na-« poléon était le seul obstacle au rétablissement de la paix en « Europe, l'Empereur Napoléon, fidèle à son serment, déclare « qu'il est prêt à descendre du trône, à quitter la France et « même la vie, pour le bien de la patrie, inséparable des droits « de son fils, de ceux de la régence de l'impératrice, et des « lois de l'Empire. Fait en notre palais de Fontainebleau, le « 4 avril 1814. » Il signa, non sans un profond regret, cette pièce, tout en comptant qu'elle lui ferait gagner deux ou trois jours dont il pensait avoir encore besoin pour achever ses dispositions d'attaque ; il la remit ensuite à M. de Caulaincourt et congédia ses trois négociateurs, qui partirent immédiatement pour se rendre auprès des monarques alliés.

Défection du maréchal Marmont. — Après avoir prononcé la déchéance de Napoléon et dégagé les Français du serment qu'ils lui avaient prêté, il s'agissait de l'empêcher de reprendre le sceptre qu'on venait de lui arracher des mains, car on savait qu'il se disposait à marcher sur Paris à la tête de 70,000 hommes. L'unique moyen de conjurer ce danger était de gagner les chefs de l'armée, et de provoquer une sédition militaire. Ces chefs, pour la plupart, dégoûtés, épuisés par la guerre, jugeaient qu'il était temps de se séparer de Napoléon qui, vaincu par suite de ses fautes, n'était plus en état de contribuer au salut de la France. M. de Talleyrand, avec son aptitude à apprécier les hommes, avait désigné Marmont aux efforts des séducteurs, ce qui avait réussi complétement. Cependant Marmont n'avait pas le caractère d'un traître; ce n'était pas un méchant homme ; il s'était admirablement conduit dans la défense de Paris et y avait fait preuve d'un brillant courage ; mais vaniteux à l'excès, ambitieux et faible, il se croyait, à la guerre, supérieur à tous ses collègues, qualité que Napoléon,

qui l'aimait, était loin de lui reconnaître. Ce malheureux céda facilement aux flatteries de M. de Talleyrand et de ses agents qui lui vantaient ses qualités militaires et politiques, et son importance personnelle qui pouvait lui acquérir une haute position sous les Bourbons. Adulé de toutes parts, il consentit à entrer en relation et en pourparlers avec le prince de Schwartzenberg, avec lequel il convint secrètement de quitter le lendemain, 5, la position d'Essonne, avec le 6e corps qui formait la tête de colonne de l'armée, et de se retirer sur Versailles. Ces conditions écrites furent laissées entre les mains du prince de Schwartzenberg.

Suivant cette convention, Marmont, en marchant à Versailles, devait se retirer sur un point en deçà du théâtre des hostilités, entre les armées de Napoléon et les alliés. Le maréchal Marmont agissait de concert avec le comte Souham, l'un des plus anciens généraux divisionnaires de l'armée. A l'exception des généraux Chastel, Ledru Desessarts et Lucotte, dont les dispositions n'avaient pas paru favorables, tous les autres, les généraux Compans, Meynadier, Bordesoulle, furent mis successivement dans le secret de cette négociation et l'approuvèrent. Lorsque, arrivés à Essonne, les négociateurs de Napoléon eurent communiqué au maréchal Marmont l'objet de leur mission, ce maréchal fut très-embarrassé d'une telle marque de confiance de Napoléon dans une pareille circonstance. Toutefois, laissant le commandement des troupes au général Souham, il accompagna ses collègues, auxquels il ne parla de sa convention qu'en termes vagues, et en les assurant, à plusieurs reprises, que rien n'était conclu. Il fut fortement blâmé par ses collègues, et Macdonald lui conseilla de redemander son engagement au prince de Schwartzenberg; Marmont, plongé dans la plus grande perplexité, suivit ce conseil; mais Schwartzenberg ne consentit à lui rendre sa parole que dans le cas où la négociation des maréchaux réussirait tout en jugeant le succès impossible.

Marche du corps d'armée du maréchal Marmont sur Versailles. — Il avait ordonné au général Souham de ne faire aucun mouvement jusqu'à son prochain retour; mais peu d'heures après le départ du maréchal Marmont l'empereur pré-

1814. France. cipita, sans le savoir, l'exécution de la convention, en faisant appeler le général Souham, sans doute pour lui expliquer lui-même les motifs qui l'obligeaient à révoquer les ordres relatifs à la marche sur Paris. La lettre qui mandait ce général n'indiquant point d'objet, et plusieurs circonstances donnant lieu au général Souham de penser que Napoléon était instruit du traité particulier du maréchal Marmont, il assembla les officiers généraux dépositaires du secret, et ils résolurent à l'unanimité d'exécuter sur-le-champ le traité, et de se rendre à Versailles sans attendre d'instructions ultérieures du maréchal. Le corps d'armée se mit en marche le 5 avril, à quatre heures du matin. Les troupes crurent quelque temps qu'on les menait à une attaque sur le flanc droit des alliés; mais quand elles s'aperçurent qu'on les avait trompées, leurs murmures éclatèrent, et les généraux eurent beaucoup de peine à les conduire jusqu'à Versailles.

5 et 6 avril. *Négociation des maréchaux chargés de porter aux souverains alliés l'abdication de Napoléon.* — Le maréchal Macdonald, le duc de Vicence et le maréchal Ney, arrivés à Paris, communiquèrent l'objet de leur mission au gouvernement provisoire, qui ne leur cacha pas qu'il était peu disposé à la favoriser. Ils obtinrent une audience de l'empereur Alexandre, qui leur parut mieux disposé, et lui représentèrent que refuser l'abdication conditionnelle offerte par Napoléon, c'était attacher les soldats à son infortune et recommencer une lutte presque terminée. Le czar résolut de prendre conseil de ses alliés, et sans donner aux plénipotentiaires des promesses positives, il les ajourna au lendemain, en les assurant qu'il appréciait toute la valeur de leurs propositions et qu'il était personnellement disposé à accueillir le vœu de l'armée.

Dans un conseil tenu dans la nuit du 5 avril chez l'empereur Alexandre, et auquel furent appelés les membres du gouvernement provisoire, on remit en délibération la déclaration du 31 mars.

Après une discussion contradictoire des motifs qui militaient en faveur de la régence ou de la restauration, Alexandre parut se rendre aux considérations présentées par le général Dessolles, qui lui fit sentir les conséquences d'un pas rétrograde dans

une révolution déjà si avancée. Au nom des souverains qui s'en étaient remis à sa décision, il déclara qu'ils ne laisseraient pas à la merci des vengeances de Napoléon ou de sa famille, de braves guerriers et tant de magistrats et de citoyens recommandables, victimes de leur confiance dans la déclaration des monarques alliés. Le lendemain, les commissaires trouvèrent le czar dans des dispositions bien différentes de la veille. Pendant qu'ils reproduisaient les arguments qui avaient failli triompher à la première audience, un aide de camp vint annoncer à Alexandre, en lui remettant une dépêche, que le corps du maréchal Marmont était passé du côté de l'armée alliée. « *Messieurs*, dit le monarque, *vous faites valoir beaucoup la volonté de l'armée; mais la connaissez-vous bien? savez-vous ce qui se passe?* » et il leur remit l'avis du prince de Schwartzenberg, annonçant la défection de ce même corps d'armée. Alexandre ajouta que cet événement changeait l'état de la question, et ne laissait à Napoléon que le choix d'une abdication absolue; puis, comme pour tempérer ce que cet arrêt avait de trop dur, il assura les commissaires qu'on lui accorderait pour retraite une principauté indépendante, où il serait libre d'emmener une partie de sa garde et ses serviteurs les plus dévoués. 1814. France.

C'est ainsi que la défection du maréchal Marmont, en faisant triompher la cause de la restauration, anéantit celle de la régence.

Les négociateurs impériaux avaient repris la route de Fontainebleau aussitôt après la décision d'Alexandre. Toutefois, le maréchal Macdonald et le duc de Vicence s'arrêtèrent à Chevilly, pour conclure avec le prince de Schwartzenberg un armistice nécessaire pendant l'achèvement des négociations; et le maréchal Ney alla seul annoncer à Napoléon l'issue de leur mission auprès des souverains.

Constitution délibérée par le sénat. — Dans le même temps, le sénat assemblé extraordinairement délibérait sur un projet de constitution que le gouvernement provisoire s'était hâté de rédiger. Quelques articles ajoutés et d'autres auxquels on fit de légers amendements, furent l'objet d'une courte discussion, terminée par l'adoption d'un acte dont la promulgation devait être bientôt illusoire. 6 avril.

1814 France. Après avoir entendu le rapport du maréchal Ney, que Napoléon écouta froidement et patiemment, bien qu'il vît à l'empressement du maréchal à accourir le premier, le vif désir qu'avait celui-ci de contribuer au dénoûment et de s'en faire un mérite, il lui dit simplement « J'aviserai, » et le congédia. M. de Caulaincourt et le maréchal Macdonald arrivèrent immédiatement à la suite de cette première entrevue. Comme Ney, ils racontèrent à l'empereur ce qui s'était passé à Paris depuis la veille, mais en termes plus nobles et plus respectueux, sans toutefois lui laisser ignorer que, dans leur profonde conviction, il ne lui restait plus autre chose à faire que d'abdiquer d'une manière absolue s'il voulait améliorer sa position et celle de sa famille, et ne pas attirer sur lui et sur la France de plus grands malheurs. Ce conseil irrita d'abord Napoléon, qui répondit avec humeur que malgré la honteuse défection de Marmont, il lui restait encore trop de ressources sous la main et dans ses armées d'Italie et du midi pour être réduit à accueillir une pareille proposition. Cependant, après de mûres réflexions, se voyant abandonné de tout le monde et en butte à des haines implacables, il sentit que son règne était fini. Il se résigna donc, et consentit à signer son abdication définitive, regrettant amèrement de laisser la France dans la cruelle situation où il l'avait réduite par sa faute. Il fit appeler les maréchaux et leur lut son acte d'abdication rédigé dans les termes de son abdication conditionnelle, excepté que dans ce dernier acte, il renonçait pour lui et ses héritiers aux trônes de France et d'Italie.

M. de Caulaincourt et les maréchaux Macdonald et Ney repartirent immédiatement pour Paris, chargés de porter à l'empereur Alexandre l'acte définitif d'abdication, et le 6 à minuit, ils étaient chez le czar, qui les attendait avec une vive impatience ainsi que ceux qui tremblaient à l'idée d'une entreprise désespérée de l'homme redoutable dont ils avaient prononcé la déchéance.

Abdication définitive de Napoléon. — La nouvelle de l'abdication définitive fut bientôt répandue dans l'armée, et dès lors chacun se crut maître d'abandonner un chef qu'entraînaient les événements, et de l'imiter en faisant son traité particulier.

Un grand nombre de généraux se rendirent à Paris, d'autres restèrent encore près du monarque déchu, ou par respect humain, ou pour lui donner une dernière marque de leur reconnaissance pour ses bienfaits et d'attachement pour sa personne. 1814. France.

Armistice ; insurrection des troupes du maréchal Marmont à Versailles. — Cependant l'armistice fut publié, il partageait la France entre les armées françaises et alliées ; celles-ci devaient, à partir de l'embouchure de la Seine, occuper la rive droite de ce fleuve, et de plus les limites méridionales des départements de la Seine-Inférieure, de l'Oise, de Seine-et-Oise, de Seine-et-Marne, de l'Yonne, de la Côte-d'Or, de Saône-et-Loire, du Rhône et de l'Isère, jusqu'au Mont-Cenis. 8 avril.

Le corps du maréchal Marmont, que le général Souham avait conduit à Versailles, ainsi qu'on l'a vu, fut le seul qui tenta de s'opposer à l'exécution de cette convention militaire. Au moment où les troupes étaient réunies sur la place d'armes pour passer la revue du maréchal, le bruit circula dans leurs rangs qu'elles allaient être cernées et désarmées par les Russes, que tous les officiers et soldats allaient être faits prisonniers et conduits en Sibérie. L'alarme se répand avec la rapidité de l'éclair, et des transports de rage éclatent de toutes parts : des officiers brisent leurs épées et s'arrachent les épaulettes, des soldats jettent leurs armes, d'autres jurent de mourir plutôt que de les rendre. Les généraux accourent ; ils essayent de dissiper ces vaines terreurs, des voix les accusent d'être les auteurs du mal. Des coups de fusil partent contre eux, et ils échappent avec peine. Les corps sans guides, sourds à la voix des officiers supérieurs, se débandent, se dispersent, errent par pelotons dans la ville et dans le parc ; toutefois, le plus grand nombre se réunit à la fin et parle de retourner vers l'empereur à Fontainebleau. L'autorité d'un chef, d'un sous-officier, une harangue, un cri peut-être eût entraîné la masse incertaine et flottante. Heureusement ce premier mobile ne se trouva point. Les coalisés se disposaient à placer entre le 6e corps et Fontainebleau, une barrière infranchissable. Marmont, qui avait une grande influence sur les troupes du 6e corps, sollicité, caressé et adulé par les gens de l'hôtel Talleyrand qui craignaient que cette sédition militaire ne produisît un changement complet dans la

1814. France. nouvelle situation que, jusqu'alors, on avait eu tant de peine à faire naître; Marmont, qui n'avait pas pris part à la lâche résolution de ses lieutenants, eut la faiblesse de se rendre complice de cette résolution que, par ses ordres au général Souham, il avait voulu prévenir. Il se décida à se rendre à Versailles, où il trouva son corps d'armée en complète dissolution. Des officiers qui n'avaient pas perdu la confiance des soldats, envoyés par lui, les désabusèrent, les calmèrent, rétablirent les cadres, les conduisirent à Mantes, d'où ils furent distribués dans leurs cantonnements.

Le comte d'Artois fait son entrée dans Paris. — Déjà, par ordre du gouvernement provisoire, la garde parisienne avait arboré la cocarde blanche. MONSIEUR, comte d'Artois, que M. de Vitrolles était allé chercher à Nancy, fit son entrée à Paris, le 12, au milieu d'un immense concours d'habitants, empressés de saluer par leurs acclamations, un des nobles rejetons de la famille de Louis IX et d'Henri IV. Les étrangers ne parurent point à cette cérémonie : la garde nationale seule bordait la haie et formait le cortége. Complimenté par le prince de Talleyrand, président du gouvernement provisoire, S. A. R. le remercia ainsi que ses collègues de ce qu'ils avaient fait pour la France : « Plus de divisions, ajouta-t-elle, la paix et la France! Je la revois, et rien n'est changé, excepté qu'il y a un Français de plus. »

Le frère du roi fût déclaré, le 14, par décret du sénat, lieutenant général du royaume, « en attendant que Louis-Stanislas-Xavier de France, rappelé au trône des Français, *eût* accepté la Charte constitutionnelle. »

Le sénat en corps présenta ce décret au prince, qui répondit n'avoir pas reçu du roi son frère le pouvoir d'accepter la constitution; mais il ajouta qu'il ne craignait pas d'être désavoué, en assurant, en son nom, qu'il en admettait les bases, dont il fit ensuite l'énumération. Elles comprenaient effectivement, suivant ses propres expressions, « toutes celles qui étaient essentielles et nécessaires pour consacrer tous les devoirs, assurer toutes les existences et garantir notre avenir. »

Alexandre avait promis à M. de Caulaincourt qu'on accorderait à Napoléon une souveraineté indépendante, et les alliés

s'opposant à ce qu'il restât sur le continent, le czar avait désigné l'île d'Elbe pour Napoléon, et s'engageait personnellement à faire accorder aux membres de la famille Bonaparte tout ce qui serait dû. Quant à Marie-Louise et au Roi de Rome, l'Autriche devait leur céder une principauté en Italie : Parme et Plaisance leur furent assignés. Il fut, en outre, convenu que Napoléon conserverait l'île d'Elbe en toute souveraineté et le titre d'Empereur pendant sa vie; qu'il emmènerait avec lui ses serviteurs les plus fidèles et 7 à 800 hommes de sa vieille garde. En vertu d'un traité signé le 11 avril par les ministres des souverains alliés et par M. de Talleyrand, au nom du gouvernement royal, un traitement annuel de 2 millions fut consenti pour l'ex-empereur, et une pareille somme pour ses frères et ses sœurs.

Napoléon s'était résigné, mais éprouvait une vive douleur de laisser la France si petite après l'avoir reçue si grande et victorieuse de tous ses ennemis. Accablé sous le poids des fautes qui l'avaient conduit vers l'abîme où il avait précipité sa fortune et celle de la France, il avait pris, dit-on, la résolution, peu digne de son grand caractère, de se donner la mort. Il crut, un instant, qu'en cessant de vivre on cesserait de le haïr. Mais le destin en avait décidé autrement. Sa carrière n'était pas encore finie; il devait être soumis à de plus rudes épreuves avant de quitter cette vie si courageusement supportée.

Le moment était arrivé pour Napoléon de se diriger vers la retraite qui lui était destinée. Il avait été convenu que chacune des grandes puissances nommerait un commissaire chargé de l'accompagner et de le faire arriver sain et sauf à l'île d'Elbe. Dès le 16 avril, le général russe Schouwaloff, le général autrichien Koller, le colonel anglais Campbell, et le général prussien Waldenburg-Truchsess, commissaires des puissances alliées, se réunirent à Fontainebleau pour accompagner Napoléon jusqu'au port de Fréjus et présider à son embarquement. Le départ fut fixé au 20. Ce jour-là, à midi, l'ex-empereur descendit dans la cour du château, où étaient rangés en bataille les grenadiers de la vieille garde, qu'il avait désiré passer en revue une dernière fois pour leur faire ses adieux. Il

1814. France. les fit ranger en cercle autour de lui et prononça les paroles suivantes : « Soldats, vous mes vieux compagnons d'armes, que j'ai toujours trouvés sur le chemin de l'honneur, il faut enfin nous quitter. J'aurais pu rester plus longtemps au milieu de vous, mais il aurait fallu prolonger une lutte cruelle, ajouter peut-être la guerre civile à la guerre étrangère, et je n'ai pu me résoudre à déchirer plus longtemps le sein de la France. Jouissez du repos que vous avez si justement acquis, et soyez heureux. Quant à moi, ne me plaignez pas. Il me reste une mission, et c'est pour la remplir que je consens à vivre, c'est de raconter à la postérité les grandes choses que nous avons faites ensemble. Je voudrais vous serrer tous dans mes bras, mais laissez-moi embrasser ce drapeau qui vous représente. » Alors il pressa sur sa poitrine le drapeau de la vieille garde et le général Petit qui le portait, au milieu des larmes des assistants et de l'attendrissement général, auquel les commissaires alliés eux-mêmes prirent part. Il monta ensuite dans sa voiture avec le général Bertrand. Le général Drouot ouvrait la marche dans une première voiture. Venait ensuite celle de Napoléon, puis celle des commissaires. Ces voitures prirent immédiatement la route du midi. La première partie du voyage se fit paisiblement jusqu'à Moulins, aux cris de *Vive l'empereur!* poussés par les populations, qui ne voyaient en Napoléon qu'un héros malheureux qui avait vaillamment défendu le sol de la patrie; mais à partir de Moulins, on n'entendit plus que les cris de *Vive le Roi! vivent les Bourbons!* et dans le midi, *A bas le tyran! mort au tyran! vivent les alliés!* A Orange, à Avignon, à Orgon, Napoléon eût été arraché de sa voiture et massacré par la plus vile populace sans l'énergique intervention des commissaires alliés et surtout sans celle de M. de Schouwaloff, auquel Alexandre avait dit : Votre tête me répond de celle de Napoléon ; car il y va de notre honneur de le faire arriver sain et sauf à l'île d'Elbe. Arrivé près de la mer, Napoléon s'embarqua le 28 avril sur une frégate anglaise que le colonel Campbell avait fait préparer pour le conduire dans la rade de Porto-Ferrajo où il arriva le 3 mai.

Il nous reste à parler des dernières opérations et de la soumission des armées secondaires; nous terminerons ce dernier

chapitre du volume, par le récit des événements qui suivirent l'installation du gouvernement royal, jusqu'au traité de paix conclu avec toutes les puissances alliées. 1814. France.

Dernières opérations militaires sur la frontière du nord; combat de Courtray. — Nous avons laissé le comte Maison attendant, après avoir concentré sa petite armée sous les murs de Lille, l'occasion d'opérer à Gand sa jonction avec la division du général Roguet. La tentative que le duc de Weymar venait de faire sur Maubeuge avec la majeure partie de ses forces, favorisant le dessein du général en chef français, celui-ci annonça hautement qu'il allait faire lever le blocus de cette place; mais plein de confiance dans le colonel Schouller qui en était le commandant, et dans le patriotisme des habitants, il disposa tout pour l'autre expédition. Les troupes furent pourvues de munitions, et l'on acheva la construction d'un équipage de pont, indispensable pour exécuter en face d'un ennemi supérieur en nombre une marche de flanc sur la Lys, où l'on n'avait aucun passage Fin de mars. Avril.

Le 25 mars, à quatre heures du matin, les divisions Barrois et Solignac, fortes ensemble de 6,000 hommes, 1,000 chevaux formant la division du général Castex, et un train d'artillerie de 20 bouches à feu, commencèrent leur mouvement. Le général Maison, avec cette masse, n'eut pas de peine à culbuter les partisans du major Hellwig, qui occupaient Menin, et il entra ensuite dans Courtray. De là, pour mieux abuser l'ennemi, en lui persuadant qu'il se proposait de marcher sur l'Escaut, il le fit poursuivre pendant quelques heures sur la route d'Audenarde; et, après avoir laissé prendre haleine à ses troupes, il détacha une partie de sa cavalerie, la brigade d'infanterie du général Penne, avec l'artillerie légère, à Peteghem.

Le lendemain, le corps français continua sa marche sur Gand. Cette place était occupée par un pulk de Cosaques et par le noyau d'un régiment d'insurgés belges. Les portes étaient fermées et défendues par de l'artillerie. L'infanterie du général Penne s'empara en un clin d'œil des pièces de l'ennemi; un escadron de Cosaques qui essaya de les reprendre, fut mis en déroute par les lanciers français. L'ennemi perdit 100 prisonniers.

Dès que les Français furent maîtres de Gand, sur l'avis que

1814. France. des coureurs russes se montraient aux environs de Lokeren, le général Maison détacha le colonel Villatte avec 50 lanciers et une compagnie de voltigeurs, afin d'ouvrir la communication avec Anvers. Cet officier était porteur d'instructions pour le général Roguet, auquel il était prescrit de passer l'Escaut et de s'établir sur la route d'Alost, comme s'il devait marcher sur Bruxelles. Ce mouvement s'exécuta, le 27, au gré du comte Maison, qui se renforça ainsi de 4,000 fantassins, 250 chevaux et 14 bouches à feu[1].

Au premier bruit de cette excursion, le baron Thielmann s'empara de Courtray sur les derrières du général Maison ; mais s'estimant trop faible pour lui couper la retraite, il gagna bientôt Tournay, où il fut rejoint par quelques renforts. Le duc de Saxe-Weimar, persuadé que son adversaire n'en voulait qu'à Bruxelles, donna l'ordre au comte de Walmoden, détaché du corps du prince royal de Suède, de se porter de Louvain à Alost, afin de couvrir cette capitale avec sa division, forte de 7 à 8,000 hommes.

Quoique ayant rempli l'objet de son expédition, le général Maison n'était pas entièrement hors de danger. Il s'agissait maintenant de rentrer à Lille, à la vue des corps alliés arrivant de toutes parts pour lui couper la retraite. Le prince de Weimar, en faisant un meilleur emploi de ses forces, l'eût placé peut-être, sans efforts, dans un grand embarras ; mais, induit en erreur par les démonstrations du général français, et tremblant pour Bruxelles, il réunit à Alost 12 bataillons et 7 escadrons avec 30 pièces de canon, résolu à l'attaquer, tandis que le général Thielmann inquiéterait, d'Audenarde, son flanc gauche; et comme s'il eût craint pendant cette opération, une nouvelle sortie des places de Condé, Valenciennes et Lille, où il n'était resté que des éclopés pour fermer les portes, il mit une garnison de 2,000 hommes à Tournay, laissa un détachement de pareille force à Leuze, fit appuyer à gauche le cordon d'observation de Condé à Valenciennes, après l'avoir renforcé, et se contenta de garder Courtray, Haerlebeck et Deynse, avec un corps de partisans.

[1] Le général Maison trouva à Gand des fonds assez considérables pour acquitter à la troupe une partie de la solde arriérée.

Le 30, deux heures avant le jour, les Français se retirèrent de Gand sur deux colonnes. Le général Solignac, avec sa division et une brigade de cavalerie, suivit la route qui longe la rive gauche de l'Escaut, afin de s'emparer de Peteghem, en face d'Audenarde; le gros du corps prit celle qui mène directement à Courtray par la rive droite de la Lys. Son avant-garde délogea sans peine de Deynse les avant-postes du partisan Puckler, et l'armée arriva à Courtray sans obstacles. Informé de ce mouvement, le général Thielmann rappelle à la hâte tous ses détachements; et, après avoir donné l'ordre aux généraux Walmoden et Gablentz de venir le remplacer à Audenarde, et de se tenir prêts à le soutenir, il se porte par une marche de nuit à Avelghem, plein d'espoir d'entamer l'arrière-garde française. A six heures du matin, les Saxons attaquent le poste de Sweveghem, qui se retire en combattant sur Courtray. Encouragé par ce début, Thielmann débouche du village et s'avance en bon ordre contre la ville; mais peu après, se voyant sur le point d'être enveloppé par l'effet des manœuvres habiles du général en chef français, il veut battre en retraite; il n'est plus temps. Au centre, la division Roguet l'enfonce et le disperse; le général Daudenaerde, à la tête des chasseurs à cheval, prend en flanc les cuirassiers qui s'efforçaient d'arrêter l'infanterie, les rompt et en sabre un grand nombre. Avant deux heures du soir, l'affaire était décidée, et les Saxons fuyaient de tout côté; le général Dariule les suivit quelque temps avec un bataillon et plusieurs pièces d'artillerie. L'ennemi perdit 3 canons et eut 8 à 900 hommes tués ou prisonniers. 1814. France.

Après avoir pris quelques heures de repos, et laissé à Avelghem, la division Barrois, pour observer le général Thielmann, l'armée française s'avança sur Tournay. Le général Maison croyait pouvoir tenter un coup de main sur cette ville; mais, instruit que la garnison, déjà forte de 4 bataillons, avait été renforcée pendant la nuit par une brigade d'infanterie prussienne, il jugea à propos d'opérer sa retraite sur Lille, où la division Barrois était déjà rentrée.

Cependant les Suédois ayant relevé la brigade prussienne du général Gablentz au blocus d'Anvers, le prince de Saxe-Weimar, renforcé par l'entrée en ligne de cette brigade, d'un

1814. France. brigade de milice saxonne, de la division hanovrienne de Walmoden et d'autres détachements, manifesta l'intention d'empêcher le comte Maison de faire de nouvelles courses en Belgique, et de le harceler même s'il cherchait à rejoindre Napoléon; le général français, peu intimidé par cette détermination, se préparait à rentrer en Belgique, où un grand nombre de citoyens l'appelaient à grands cris; mais avant de commencer une nouvelle expédition, il voulut ravitailler Maubeuge et prit, dans cette vue, le chemin de Valenciennes. Arrivé sous cette place, il apprit les changements survenus dans le gouvernement, et revint à Lille.

Le 7 avril, les généraux en chef conclurent un armistice indéfini, et arrêtèrent la ligne de démarcation de territoire que devaient occuper les deux armées.

A cette époque, le gouvernement provisoire ayant permis à toutes les dernières levées de rentrer dans leurs foyers, sans déterminer en même temps le mode légal d'exécution de cette espèce de licenciement, le désordre se mit dans l'armée; la désertion ne connut bientôt plus de bornes. Quelques individus voulurent profiter de l'effervescence des soldats pour les porter au plus haut degré d'exaltation, afin de les faire servir ensuite d'instruments à leurs projets de révolte contre le nouveau gouvernement; mais le général Maison, après avoir vainement essayé de ramener cette troupe par des exhortations paternelles, jugea nécessaire de déployer de la sévérité. Les mesures énergiques qu'il prit intimidèrent les mutins, et finirent par les ramener au calme et à l'obéissance.

Avril. *Opérations du corps d'armée aux ordres du maréchal Augereau; combats de Voiron, de Voreppe et d'Aiguebelle.* — Après la retraite du maréchal Augereau derrière l'Isère, son corps d'armée resta tranquille pendant quelques jours, le prince de Hesse-Hombourg n'ayant porté que le 25 des avant-gardes sur Saint-Vallier. Le général Marchand, dont les troupes formaient la droite de la nouvelle ligne prise par le maréchal, jugeant avec raison que l'ennemi dirigerait des forces sur Grenoble, fit occuper la grande Chartreuse, et plaça à Voiron le colonel Cubières avec deux bataillons du 18e léger.

Ces dispositions étaient prises, lorsqu'une colonne autri-

chienne, forte de 2,500 hommes, s'avança de Latour-Dupin pour attaquer Voiron. Le colonel Cubières sortit de ce poste pour marcher à la rencontre de l'ennemi, et engagea un combat assez vif qui n'eut aucun résultat. Toutefois le général Marchand, trouvant la position du colonel trop en l'air, lui donna l'ordre de se replier sur Voreppe, village situé à l'embranchement des deux routes qui conduisent de Grenoble à Lyon. 1814. France.

Dans le même temps, le maréchal Augereau faisait sauter le pont de Romans, et brûlait celui de la route de Marseille à Lyon.

Le 3 avril, le général autrichien Wimpffen attaqua le poste de Voreppe, d'où, après un combat de trois heures, le colonel Cubières se retira pour occuper, à trois kilomètres de Grenoble, un défilé formé sur la grande route de Lyon par l'Isère et un rocher escarpé. Le général Marchand avait fait fortifier ce point, et ordonné la construction d'une batterie de 24 pièces sur la rive gauche de la rivière.

D'un autre côté, le général Bubna réunit sa division pour s'emparer du poste de la Chavanne. A cette nouvelle, le général Dessaix, quoique malade, se rendit de suite à Aiguebelle, où il fit faire à la hâte quelques retranchements, derrière lesquels sa troupe attendit l'ennemi, qui ne tarda pas à se présenter le 8 avril. Son attaque, très-vive, fut repoussée avec intrépidité et succès par deux bataillons du 35e régiment commandés par le colonel d'état-major Favre.

Le général Dessaix ayant reçu, sur ces entrefaites, l'invitation du prince Eugène de couvrir la Maurienne et de défendre cette province jusqu'à la dernière extrémité, crut devoir s'y retirer avec les bataillons du colonel Favre; il avait envoyé le général Serrant prendre poste, avec le reste de ses troupes, à Pont-Charra, en face du fort Barraux.

Le général Marchand se préparait à recevoir une seconde attaque de l'ennemi, lorsque le prince Émile de Darmstadt[1] lui fit demander une entrevue, dans laquelle il lui apprit la révolution de Paris, du 31 mars, et ses suites.

[1] Le prince Émile avait servi sous les ordres du général Marchand dans la campagne de 1813, où ce dernier commandait la division hessoise faisant partie du 7e corps de la grande armée française.

1814. France. De son côté, le maréchal Augereau ayant reçu du gouvernement provisoire la notification de la déchéance de Napoléon, se hâta de conclure un armistice avec le prince de Hesse-Hombourg. Le corps d'armée, instruit par un ordre du jour de l'abdication de l'empereur, fit sa soumission au roi Louis XVIII[1].

Mars.-Avril. *Derniers événements militaires en Italie.* — Pendant que ces événements se passaient au nord et au sud-est de la France, la deuxième division de l'expédition anglo-sicilienne ayant pris terre à Lerici, dans la rivière de Gênes, lord Bentinck, en même temps qu'il laissait un détachement devant le fort Sainte-Marie pour en faire le siége, se mit en marche sur Gênes, le long de la côte; mais il fut bientôt arrêté à Sestri-di-Levante, où le général Rouyer Saint-Victor, avec environ 2,500 hommes provenant des postes évacués et de quelques renforts tirés de Gênes, avait pris position dès le 28 mars.

Le fort Sainte-Marie succomba le 1er avril, après un bombardement de quatre jours; et lord Bentinck, maître alors du golfe de la Spezzia et de la vallée de la Magra, par laquelle il pouvait être renforcé des Napolitains, prévenu d'ailleurs qu'une des divisions du corps anglo-sicilien devait arriver incessamment de Catalogne, où elle n'était plus nécessaire, crut pouvoir attaquer, le 7, les Français, en avant de Chiavari. Le combat fut opiniâtre, et les conscrits de la réserve se conduisirent comme de vieux soldats; mais le général français, inquiété par les embarcations ennemies sur la côte, et par des insurrections sur ses derrières, dans la vallée de Fontana-Buona, se retira en arrière de Rapalo, où il fut relevé par le général Pégot, que le vice-roi avait précédemment envoyé à Gênes. Cet officier, se voyant menacé d'un débarque-

[1] Nous avons déjà parlé, dans une autre note, de la proclamation adressée, en cette occasion, par le maréchal Augereau, à son armée; nous devons la consigner ici comme monument historique :

« Soldats, vous êtes déliés de vos serments; vous en êtes déliés par la nation *en qui réside la souveraineté;* vous l'êtes encore par l'abdication d'un homme qui, après avoir immolé des millions de victimes à sa cruelle ambition, *n'a pas su mourir en soldat.* Jurons fidélité à Louis XVIII, et arborons la cocarde vraiment française. »

ment vers Recco et Sori, fit sa retraite pendant la nuit du 10 au 11 sur le Montefaccio; il s'y maintint durant toute la journée du 12, contre les attaques d'une brigade anglo-sicilienne; mais il dut encore profiter de la nuit pour continuer son mouvement rétrograde et prendre poste derrière la Sturla, sur les hauteurs d'Albaro, sa gauche couverte par le fort de Richelieu. 1814. France.

Cependant l'amiral Pelew étant venu mouiller près de Nervi, le trouble et la consternation se répandirent dans Gênes, où des émissaires anglais soufflaient depuis trois mois le feu de l'insurrection. Le général Frezia, presque sans moyens matériels de défense, prit les mesures de sûreté qu'il lui fut possible d'employer. Les troupes qui n'étaient pas indispensablement nécessaires à la garde de la seconde enceinte et des batteries de la côte, entrèrent en ligne derrière la Sturla : le général Callier eut ordre de venir, avec la garnison de Savone, prendre position à Sestri-di-Ponente. Cette dernière troupe fut remplacée dans son poste par quelques compagnies d'un régiment de gardes nationales de Toulon, que l'on tira de Port-Maurice et d'Alassio.

Les journées du 13, du 14 et du 15, se passèrent en tentatives inutiles de la part des Anglais pour rejeter les Français dans Gênes; mais malheureusement le général Pégot fut mis hors de combat.

Combat de la Sturla. — Enfin, le 17, l'armée anglo-sicilienne, secondée par l'escadre de l'amiral Pelew, fit une attaque générale de la position : deux divisions anglo-siciliennes en attaquèrent la droite; deux autres colonnes assaillirent le centre et la gauche, et des embarcations firent une fausse attaque entre Sestri et Saint-Pierre d'Arena. Tous les efforts des ennemis, aidés d'une vive canonnade de l'escadre, ne purent chasser les Français; mais un régiment d'insurgés italiens parvint à les déloger du fort Sainte-Thecle et du fort Richelieu; le général Piat, qui commandait ce dernier fort, ayant capitulé, repassa le Bisegno en bon ordre, et se disposa à défendre l'enceinte extérieure de Gênes. Quelques bombes ennemies étaient déjà tombées dans cette ville et y avaient beaucoup accru la fermentation. L'évêque, en vue d'éviter une insur- 17 avril.

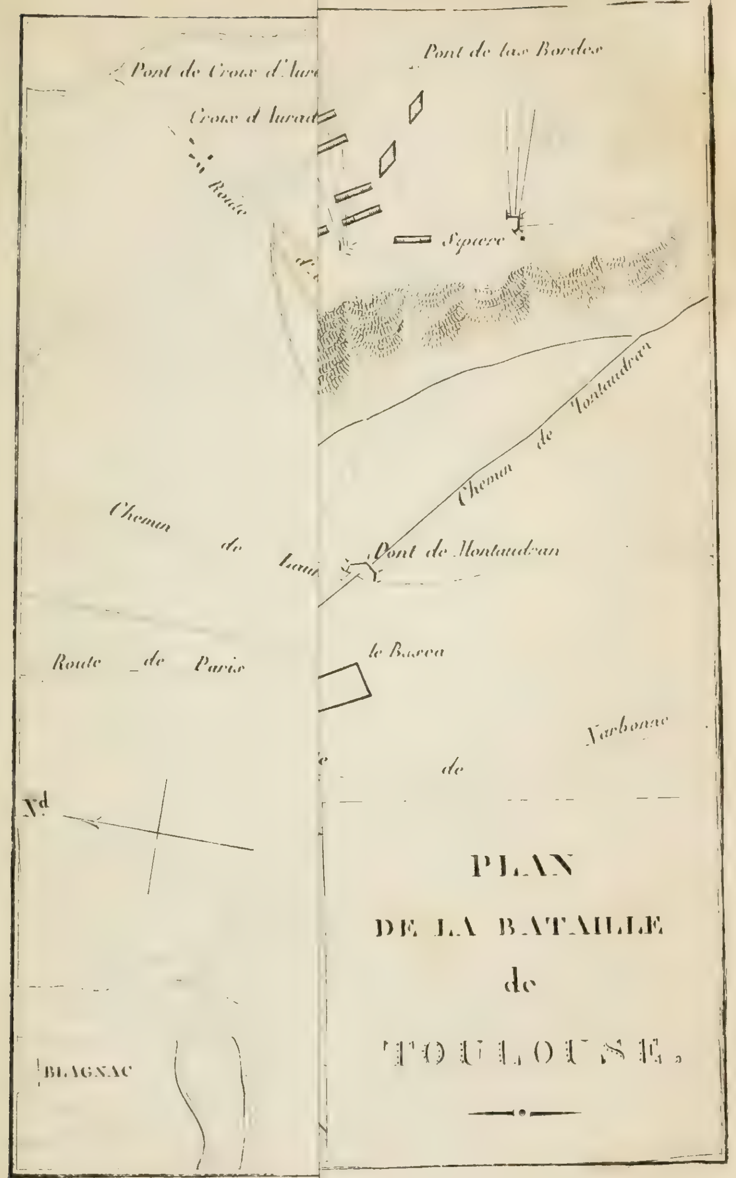
1814. France. rection générale, se joignit au maire pour supplier le général Frezia de prévenir la ruine entière de Gênes; la faiblesse et l'épuisement des moyens de défense étaient extrêmes; le 20, la capitulation fut conclue, et la garnison, forte de 4,000 hommes environ, sortit de la place, le 21, avec les honneurs de la guerre.

Pendant qu'une division de quelques milliers de conscrits français disputait encore pied à pied le littoral de la rivière de Gênes à l'armée anglo-sicilienne, le roi de Naples et le maréchal de Bellegarde avaient signé, le 7 avril, sur les bords du Pô, une convention portant que les Anglo-Siciliens évacueraient la Toscane, tandis que l'armée napolitaine passerait le Taro, s'emparerait de Plaisance et chercherait à franchir le Pô, pour expulser les troupes françaises de la Lombardie. Toutefois, le roi de Naples, craignant toujours le ressentiment de son beau-frère, retarda ce dernier mouvement jusqu'au 13 avril, à l'époque où lord Bentinck arrivait sous les murs de Gênes.

Le prince Eugène se disposa en même temps à tenir les Napolitains en échec. A cet effet, il confia le commandement du corps de droite, fort de 11 bataillons et 9 escadrons, au général Maucune, récemment arrivé à l'armée; celui-ci plaça la brigade Soulier à Grugno et Sanguinara, avec des postes à Sorugna et Plaisance; celle du général Vandeden à Castel-Guelfo, gardant Nocetto et Borgo-San-Donino avec une réserve de 3 bataillons. Une partie de la cavalerie du général Rambourg fut détachée en cordon le long du Taro; l'autre demeura dans ce dernier bourg.

Le roi de Naples s'avança, le 13, sur le Taro, et passa cette rivière malgré la vive résistance qu'il éprouva de la part des généraux Vandeden et Rambourg. Le général Maucune se replia en bon ordre sur Fiorenzola et ensuite derrière la Nura. La perte des Austro-Napolitains[1], dans cette journée, s'éleva à plus de 900 hommes hors de combat; les Français en avaient eu 350 environ tués, blessés ou pris. Le lendemain,

[1] Le roi de Naples avait avec lui dans cette expédition le corps autrichien du général Nugent, fort de quatre brigades, la division Caracosa, infanterie, une autre de cavalerie, et sa garde.


Pont de las Bordes
Route
Chemin de
Pont de Montaudran
Route de Paris
Narbonne
de
Nd
PLAN
DE LA BATAILLE
de
TOULOUSE.
BLAGNAC

Pont de Croix d'Aurade
Croix d'Aurade
Pont de Bateau
Pont des Bordes
Plateau
Borde de la Pujade
La Pujade
Pont Matabiau
Sacarin
Pont des Demoiselles
Pont de Montaudran
Chemin de Montaudran
Fg. St. Etienne
CANAL DE LANGUEDOC
Route de Paris
les Minimes
TOULOUSE
Fg. St. Michel
Route de Narbonne
Canal de Brienne
Fg. St. Ciprien
Pont Jumeau
Patte d'Oye
LA GARONNE
BLAGNAC

PLAN
DE LA BATAILLE
de
TOULOUSE.

Murat fit forcer le passage de la Nura par son avant-garde. 1814. France.
Après plusieurs autres engagements très-vifs, dans lesquels le général Maucune déploya autant d'habileté que ses troupes montrèrent de fermeté, le prince Eugène ayant appris l'abdication de Napoléon et la suspension d'armes conclue à Paris, nomma des commissaires pour traiter, avec ceux du maréchal de Bellegarde, de l'évacuation de l'Italie. Les places de Palma-Nova, Osopo, Venise et Legnano, furent d'abord remises aux Autrichiens. Dans les premiers jours de mai, les troupes françaises repassèrent les Alpes, sous la conduite du lieutenant général Grenier, non pas toutefois sans jeter, du sommet de ces montagnes, un dernier et triste regard « sur cette terre dont l'indépendance n'avait pu être cimentée par les brillants faits d'armes et par le sang d'une génération entière de braves. »

Dernières opérations de l'armée des Pyrénées; bataille de Toulouse. — Après tous les combats qu'elle avait eu à soutenir sur l'Adour depuis l'ouverture de la campagne, l'armée du maréchal Soult, réduite à 30,000 hommes de pied et à moins de 3,000 chevaux, était arrivée le 24 mars sous les murs de Toulouse. Le maréchal, qui avait pris la résolution de résister dans cette position aux 65,000 ennemis qui le poursuivaient, jugea avec raison qu'il ne pouvait rétablir un certain équilibre entre des forces aussi disproportionnées sans le secours de l'art de la fortification, et il dut s'empresser d'en faire usage avant que son adversaire vînt le relancer dans son camp. 10 avril.

La ville de Toulouse est située sur la rive droite de la Garonne, au-dessus de l'embouchure du canal du Languedoc. Son enceinte, formée d'épaisses murailles flanquées de tours, est couverte à l'est et au nord par le canal, à l'ouest par la Garonne; en sorte qu'elle n'est accessible qu'au midi, entre le canal et le fleuve. Le faubourg Saint-Cyprien, placé sur la rive gauche et enveloppé d'une bonne muraille en briques, communique avec la ville par un pont en pierre. Sur la rive droite, et à quatre kilomètres environ au nord de Toulouse, coule la rivière d'Ers qui se jette dans la Garonne, près de la petite ville de Grenade, à l'ouest de Saint-Cyprien; sur la rive gauche se trouve le Touch, petite rivière qui se jette dans la Garonne à Saint-Michel. Six grandes routes partent de la ville et du fau-

1814. France. bourg Saint-Cyprien dans différentes directions, à l'est, au nord, à l'ouest et au sud.

Le maréchal Soult mit à profit tous les accidents du terrain pour rendre sa position formidable ; les troupes, sans réclamer les secours des habitants de Toulouse, travaillèrent aux retranchements avec une telle ardeur, qu'en peu de jours elles eurent achevé les ouvrages qui formaient le système de défense arrêté.

Le faubourg de Saint-Cyprien fut entouré d'une première ligne d'ouvrages ; on retrancha les ponts du canal qu'on voulait conserver; on mina ceux de l'Ers, qui pouvaient être utiles à l'ennemi ; on saisit la crête des hauteurs de la Pujade, du Calvinet et de Montaudran, entre l'Ers et le canal, au moyen de redoutes que liaient des retranchements. Cette dernière hauteur à droite de la ligne, déjà couverte par l'Ers qui se rapproche de son pied, fut défendue par une inondation ; on arma d'artillerie de gros calibre ou de campagne, les parties de l'enceinte qui avaient des vues sur le canal ; on retrancha le faubourg Saint-Étienne ; enfin, on ne négligea rien de ce que l'art pouvait ajouter à la force naturelle des localités.

Lord Wellington, à qui les corps francs organisés sur ses derrières avaient donné des inquiétudes, et qui n'avançait qu'avec une extrême circonspection, arriva à Toulouse trois jours après l'armée française, c'est-à-dire le 27 mars.

Il fut huit jours avant de trouver un point favorable pour faire passer la Garonne à ses troupes; ces tâtonnements laissèrent aux Français le temps de mettre la dernière main à leurs retranchements.

Le maréchal Soult fit observer l'ennemi par quelques partis, en même temps qu'il prescrivit au général Lafitte, commandant dans l'Arriége une petite brigade de gardes nationaux et autres troupes, de pousser de fortes reconnaissances vers Saint-Gaudens et Martori, sur les communications des alliés. De son côté, le maréchal Suchet, prévenu de cet incident, ordonna que 60 conscrits du 29e de chasseurs à cheval se porteraient de Carcassonne sur Castelnaudary, annonçant partout l'armée d'Aragon ; cette ruse fit croire à lord Wellington qu'elle était réellement à trois ou quatre marches au plus de Toulouse, tandis qu'elle occupait encore la plaine du Lampourdan.

Enfin, après avoir hésité longtemps, le général en chef ennemi se décida à exécuter son passage en aval de Toulouse, au-dessus du confluent de l'Ers, près de Grenade. Le 4 avril, à la chute du jour, les pontons furent lancés ; mais, à peine les troupes des trois divisions du maréchal Beresford étaient-elles arrivées sur la rive droite, que la Garonne grossit considérablement ; la violence du courant dérangea les pontons, et le reste de l'armée alliée fut arrêté jusqu'au 8 sur la rive gauche. 1814. France.

On croit généralement que si le maréchal Soult eût opéré avec son activité ordinaire et fait le moindre mouvement, il eût empêché le passage de la Garonne; mais soit qu'il en eût été informé trop tard, soit qu'il eût le dessein d'attirer le duc de Wellington devant une position retranchée à loisir, ce dernier arriva sous Toulouse et arrêta, pour le 10, le plan d'attaque suivant :

Sur la rive gauche de la Garonne, le général Hill, avec les divisions Stewart, Murray, Morillo et une brigade de cavalerie anglaise, fut chargé d'observer le faubourg Saint-Cyprien, et d'attirer l'attention des Français par de fausses démonstrations. Sur la rive droite, les divisions Picton et Alten, avec une brigade de cavalerie allemande, furent destinées à une fausse attaque sur le canal, depuis le pont Matabiau jusqu'à son embouchure, et à défendre la route de Paris, au cas que les Français voulussent battre en retraite de ce côté. Le général Freyre, avec le 4e corps espagnol, l'artillerie portugaise et la brigade de cavalerie de lord Posomby, devait attaquer les retranchements de la Pujade, tandis que le maréchal Beresford, avec les divisions Cole et Clinton, soutenues des brigades de cavalerie légère de lord Sommerset et du général Ahrenschild, sous les ordres de sir Stappleton-Cotton, attaquerait ceux du Calvinet.

Le maréchal Soult fit, de son côté, les dispositions ci-après :

Le comte Reille, avec la division Maransin, devait garder le faubourg Saint-Cyprien; la division Darricau, de la lieutenance du comte d'Erlon, défendait, sur la rive droite de la Garonne, le canal depuis son embouchure jusqu'à la route d'Alby; le général Clausel avait la brigade Lamorandière, de la division Villatte, en avant-garde, et celle du général Saint-Pol en réserve dans les retranchements de la Pujade ; à droite de celle-

1814. France. ci, le général Soult avec la brigade de cavalerie du général Vial, s'étendait jusqu'aux redoutes du Calvinet, gardées par la division Harispe; vers l'extrême droite, la brigade Lesueur, de la division Darmagnac, détachée du corps du comte d'Erlon, gardait les hauteurs de Montaudran, ayant devant elle, en potence sur le chemin des Bordes, la cavalerie du général Berton qui, après avoir repassé l'Ers au pont de Saint-Martin, observait la plaine entre le pied des hauteurs et cette rivière. Enfin, la division Taupin, détachée du corps du comte Reille, formait réserve au château de Guery, sur la route de Puy-Laurens. La réserve de conscrits, sous le général Travot, gardait les ouvrages du pont des Demoiselles. La garde nationale de Toulouse faisait le service dans l'intérieur de la ville et à ses portes.

Le 10, vers six heures du matin, l'armée ennemie s'ébranla sur tous les points. Sur la rive gauche de la Garonne, le général Hill, avec ses trois divisions, s'avança contre l'enceinte extérieure de Saint-Cyprien, défendue seulement par quelques batteries. Sur la rive droite, le général Picton se forma près de l'embouchure du canal, attaqua les Français vers sept heures, et les repoussa jusqu'à la tête du pont Jumeau, à la jonction du nouveau canal avec l'ancien, où tous ses efforts furent contenus par 2 bataillons de la brigade Berlier.

Cependant, le général Freyre, après avoir longé la rive gauche de l'Ers, jusqu'à la hauteur de Croix-d'Aurade, se forma sur deux lignes, établit son artillerie sur une hauteur en avant et à gauche de celle de la Pujade, pendant que le maréchal Beresford, qui venait de passer l'Ers au pont de Croix-d'Aurade avec les divisions Cole, Picton et Cotton, remontait cette rivière sur trois colonnes pour gagner la droite des Français.

Aussitôt que le général Freyre le vit à hauteur de Saint-Martin, il s'avança en bon ordre contre la brigade Lamorandière, et la repoussa sous les retranchements qu'il comptait enlever de vive force. La brigade Saint-Pol accueillit les Espagnols par un feu terrible de mitraille et de mousqueterie, qui leur fit essuyer une perte considérable, sans pouvoir toutefois les arrêter; au contraire, la première ligne, espérant trouver un abri contre ce feu meurtrier dans un chemin creux, au pied des

ouvrages, s'y porta à la course, mais n'y arriva qu'entièrement rompue. La réserve, qui voulut prévenir les suites de cette faute, ne put arriver assez tôt au soutien des troupes qui la commettaient; dans ce même moment, le général Harispe lance de la hauteur du Calvinet, une de ses brigades contre les Espagnols, tandis que le général Darmagnac en fait autant par le revers de la position, sur leur flanc droit, et que le général Darricau, saisissant l'à-propos, jette du pont Matabiau un bataillon sur la route d'Alby. Ces efforts simultanés culbutent l'attaque du général Freyre et la ramènent à plus d'un kilomètre; les Français se seraient emparés du pont de Croix-d'Aurade, si le général Alten n'eût arrêté la poursuite en arrivant sur le flanc gauche avec une de ses brigades et quelques escadrons de la légion allemande.

1814. France.

Malgré cet échec éprouvé sur sa gauche, où les Espagnols perdirent plus de 1,000 hommes, Wellington ne changea rien à son plan d'attaque, et ordonna de redoubler d'efforts. Le général Hill, avec ses 3 divisions, finit, après beaucoup de tâtonnements, par chasser de la première enceinte du faubourg Saint-Cyprien, les postes d'avertissement que le comte Reille y avait laissés en se retirant sur la seconde.

Sur la droite de la Garonne, le général Picton attaqua de nouveau le pont Jumeau, et fut repoussé avec une perte énorme. Les Anglais voulurent brusquer l'attaque et se jeter dans les retranchements, mais la hauteur du profil rendit l'escalade impraticable, et le général Berlier les fit écraser à coups de pierres dans le fossé; le général Alten, plus circonspect dans l'attaque qu'il dirigea avec une brigade sur le pont d'Arnauld-Bernard, fut arrêté par le 31ᵉ léger devant le couvent des Minimes, et ne put même réussir à le débusquer de cet avant-poste. Enfin, D. Manuel Freyre eut beaucoup de peine à rallier ses troupes et à les porter sous la protection de la cavalerie de lord Posomby, et une des brigades du général Alten devant le plateau de la Pujade pour y continuer la canonnade. Ainsi, vers midi, l'action ne laissait que peu d'espérance de succès à l'armée alliée.

Le maréchal Soult, jugeant que les hauteurs de Montaudran allaient devenir le point important du champ de bataille, donna l'ordre de retirer du faubourg Saint-Cyprien la brigade Rouget,

1814. France. de la division Maransin, pour la porter sur ce point; mais cette troupe ne put y arriver à temps.

L'échec éprouvé par le général Freyre et le manque d'artillerie avaient suspendu la marche du maréchal Beresford; voyant que ses pièces n'arrivaient pas, au lieu d'attaquer les retranchements du Calvinet, comme il en avait l'ordre, il calcula qu'il lui serait peut-être plus facile de les tourner, en continuant de se diriger sur Montaudran. Ce mouvement, laissant un grand vide au milieu de la ligne de bataille, offrait au maréchal Soult l'occasion de couper le corps du maréchal Beresford, en faisant descendre une ou deux divisions entre le plateau et l'Ers. Outre ce grave inconvénient, le terrain présentait de grandes difficultés; les troupes ennemies ne s'arrêtèrent que lorsqu'il ne leur fut plus possible de passer outre. Lord Beresford forma alors la division Cole en arrière de la droite française, sur un terrain étroit, au pied de la colline de Montaudran. Le général Clinton rangea la sienne en même temps, et l'artillerie du corps d'armée fut dirigée contre les redoutes du Calvinet, sous la protection de la cavalerie de sir Stappleton-Cotton.

Le maréchal Soult, loin de mettre obstacle à ces dispositions, se félicitait que l'ennemi les eût prises, attendu qu'elles lui évitaient une partie des difficultés qu'il eût rencontrées dans ses propres mesures décisives. Toutefois, lorsqu'il le vit près de prendre l'initiative, il voulut le prévenir, et prescrivit à la division Taupin de marcher, soutenue par la brigade Leseur, à la rencontre du général Cole, tandis que le 21e de chasseurs, guidé par le lieutenant général Clausel, chercherait à lui couper ses communications, en se portant en avant, et que le général Berton chargerait le flanc gauche.

Le général Taupin se mit en marche, en colonne serrée sur la route de Caraman; il n'était plus qu'à cent pas des Anglais, quand un officier d'état-major lui transmit l'ordre de se jeter à gauche de la chaussée, afin de donner passage au 13e de chasseurs qui allait entamer une charge. Cette manœuvre, exécutée si près et en face de l'ennemi, causa un instant de flottement, dont le général Cole, soutenu en arrière, à droite, par la division Clinton, profite pour prévenir le choc et prendre lui-même l'initiative. Le 12e léger est enfoncé, et entraîne dans sa déroute

les régiments qui le suivaient; la brigade Leseur, qui s'était formée en potence sur le flanc droit de l'ennemi, s'avançant contre les colonnes assaillantes, est écrasée à son tour et mise en fuite. Dans ce moment, le général Taupin cherchant à rallier les fuyards, est frappé mortellement. Le général Danture était chargé de défendre la redoute élevée sur la croupe de la colline de Montaudran; mais n'ayant qu'une poignée d'hommes pour repousser l'escalade dont il est menacé, dans un ouvrage incomplet, par la division Picton, enhardie par le succès du général Cole, il abandonne le poste. Le maréchal Beresford s'emparant alors de cette redoute, réunit ses deux divisions sur le plateau, y amène de l'artillerie, et attaque en flanc les redoutes du Calvinet.

Dans cette extrémité, le maréchal français, de concert avec le général Clausel, changea de front, et prit une nouvelle ligne appuyée aux retranchements du pont des Demoiselles et aux redoutes du Calvinet, sur laquelle vinrent se ranger, successivement, la brigade Rouget, qui débouchait du pont de Montaudran, et les troupes des deux divisions mises en désordre. On combattit avec une nouvelle fureur; les redoutes furent défendues avec la plus grande opiniâtreté; les généraux Harispe et Baurot y furent grièvement blessés, et ce ne fut qu'à cinq heures du soir, seulement, que le 45e de ligne évacua la dernière.

Les redoutes du Calvinet emportées, sir Beresford marcha sur celles de la Pujade, qui n'opposèrent pas moins de résistance. La brigade Lamorandière y fit des prodiges de valeur et eut son général hors de combat; enfin, vers sept heures, elles furent également enlevées. Les vainqueurs s'arrêtèrent après ce dernier effort, et n'osèrent refouler l'armée française sur le canal. Dans cette position, maître encore du faubourg Saint-Étienne, le maréchal Soult avait sa retraite assurée, et se trouvait en mesure d'accepter un nouveau combat.

Le général en chef ennemi, redevable de ce succès à la témérité du maréchal Beresford, qui, comme nous l'avons déjà dit, avait pris sur lui de se porter vers les retranchements de Montaudran, au lieu de chercher à enlever ceux du Calvinet; lord Wellington, disons-nous, douta longtemps de sa bonne fortune, et loin de songer à enlever Toulouse le lendemain, il ne s'occupa,

1814. France. dans la journée du 11, que des moyens de se maintenir sur la chaîne de collines qui domine cette ville. De son côté, le maréchal Soult, tout en paraissant faire des préparatifs de défense, ordonna, pour la nuit suivante, la retraite sur Castelnaudary; et, le 12, au matin, il ne resta dans Toulouse que 1,500 blessés ou malades qu'on n'aurait pu transporter sans danger. La perte des Français, à la bataille de Toulouse, d'après les calculs les plus exacts, s'était élevée à 3,231 hommes hors de combat. Les alliés en comptèrent 4,458 dont 2,124 Anglais, 1,727 Espagnols, et 607 Portugais.

Lord Wellington entra dans Toulouse, le 12 avril, à dix heures du matin. Il fut accueilli avec les honneurs du triomphe par le parti royaliste, qui, déjà, avait arboré la cocarde blanche. Mais, sentant le besoin de donner quelque repos à ses troupes, il ne poussa que le 14 son avant-garde sur Avigonnet, où elle fut arrêtée par le canon du général Berton qui formait l'arrière-garde française.

Rentrée de l'armée de Catalogne sur le territoire français. — Tandis que ces événements se passaient sur les bords de la Garonne, le maréchal Suchet, désespérant d'amener à bien les négociations entamées successivement, depuis la fin de 1813, avec les généraux espagnols, la Régence et le roi Ferdinand, pour la rentrée des garnisons françaises, se décida à laisser partir l'infant don Carlos, et à s'en rapporter à la parole du monarque pour l'exécution de cette clause du traité. Prévoyant qu'il serait bientôt forcé de repasser les Pyrénées, il donnait tous ses soins à l'approvisionnement, à l'armement et à la mise en état de toutes les places fortes de cette frontière, lorsqu'une dépêche du maréchal Soult lui annonça que les alliés se disposaient à lui livrer bataille sous les murs de Toulouse. Il se hâta de repasser les Pyrénées pour se diriger en trois colonnes sur Narbonne.

14-19 avril. *Soumission des deux armées au gouvernement provisoire.* — D'après les avis successifs du gouvernement provisoire et du prince major général, les deux maréchaux adressèrent, le maréchal Suchet, le 14, et le maréchal Soult, le 19, leur soumission, ainsi que l'adhésion de leur armée au rappel du roi Louis XVIII, et conclurent un armistice commun avec lord

Wellington. Le comte Decaen, général en chef du corps de la Gironde, avait conclu le sien, le 12, avec lord Dalhousie, commandant les forces alliées à Bordeaux et sur la Gironde. 1814. France.

Vers les derniers jours du mois, le duc d'Angoulême, quittant le quartier général anglais, vint passer en revue l'armée des Pyrénées, qui prit pour cette cérémonie la cocarde blanche.

Aucun corps d'armée, aucune garnison ne refusa de reconnaître le gouvernement provisoire et de se soumettre au vœu de la nation. L'adhésion des armées françaises aux actes de ce même gouvernement mit fin de toutes parts aux hostilités; mais il importait de faire cesser le plus tôt possible le fléau de l'occupation étrangère. Malgré les revers des deux dernières campagnes, la France tenait encore dans les pays étrangers un grand nombre de places, dont la remise pouvait servir de compensation dans les arrangements de la paix future.

Convention militaire du 23 avril. — Une convention militaire fut conclue le 23 avril, portant entre autres choses, que les puissances alliées feraient évacuer le territoire français, tel qu'il se trouvait en 1792, à mesure que les places occupées hors de ces limites par les troupes françaises seraient évacuées et remises aux alliés; que leurs garnisons sortiraient avec armes, bagages, propriétés particulières, et trois pièces de campagne par chaque millier d'hommes, blessés et malades compris.

En vertu de cette convention, la France remit aux alliés 53 places fortes, 12,000 bouches à feu et un matériel considérable; d'après l'état actuel des affaires on estima que cette cession contre laquelle un grand nombre de voix françaises devaient s'élever, équivalait à la délivrance de 40 départements écrasés par les contributions en argent et en nature.

Le prince de Schwartzenberg ayant déposé le titre de généralissime, les grandes armées alliées furent dissoutes, et chaque nation se disposa à quitter la France. Néanmoins, Paris et beaucoup d'autres points restèrent occupés, et le territoire ne fut entièrement délivré qu'à la fin de juin.

Arrivée du roi Louis XVIII en France, et son entrée à Paris. — Cependant Louis XVIII avait quitté sa retraite d'Hartwel, et s'était embarqué le 24 à Douvres pour prendre terre le même jour à Calais. Le général Maison, qui l'attendait sur le 3 mai.

1814 France. rivage avec une députation de l'armée du nord, lui remit une adresse contenant de nouvelles protestations d'obéissance et de fidélité. Après avoir séjourné un jour à Calais, le roi arriva le 29 à Compiègne; il reçut, dans cette résidence, les félicitations de la plupart des maréchaux ayant le prince de Neuchâtel à leur tête : celui-ci, chargé de porter la parole, s'exprima ainsi : « Vos armées, Sire, dont les maréchaux sont aujourd'hui l'organe, s'estiment heureuses d'être appelées, par leur dévouement et leur fidélité, à seconder vos vues pour la gloire et la prospérité de la France. »

Le 3 mai, le roi, qui avait couché la veille au château de Saint-Ouen, près de Saint-Denis, fit son entrée solennelle dans la capitale. La plus grande partie de la population de cette ville s'était portée hors des barrières à sa rencontre; l'autre garnissait les fenêtres et les balcons des maisons, ainsi que les rues par où passa le cortége. Après avoir rendu grâces à Dieu dans l'église de Notre-Dame, le monarque descendit aux Tuileries, au milieu des acclamations de la multitude.

Deux jours après, le sénat ayant été admis à l'audience de S. M., le prince de Talleyrand prononça le discours suivant :

« Sire, le retour de Votre Majesté rend à la France son gouvernement naturel, et toutes les garanties nécessaires à son repos et au repos de l'Europe. Tous les cœurs sentent que ce bienfait ne pouvait être dû qu'à vous-même; aussi tous les cœurs se précipitent sur votre passage. Il est des joies qu'on ne peut feindre; celle dont vous entendez les transports est vraiment nationale. Le sénat, profondément ému de ce touchant spectacle, heureux de confondre ses sentiments avec ceux du peuple, vient, comme lui, déposer au pied du trône les témoignages de son respect et de son amour. Sire, des fléaux sans nombre ont désolé le royaume de vos pères. Notre gloire s'est réfugiée dans les camps; *les armées ont sauvé l'honneur français*. En remontant sur le trône, vous succédez *à vingt années de ruines et de malheurs*. Cet héritage pourrait effrayer une vertu commune. La réparation d'un si grand désordre veut le dévouement d'un grand courage. Il faut des prodiges pour guérir les blessures de la patrie; mais nous sommes vos enfants, et les prodiges sont réservés à vos soins paternels. Plus les cir-

constances sont difficiles, plus l'autorité doit être révérée; en parlant à l'imagination par tout l'éclat des anciens souvenirs, elle saura se concilier tous les vœux de la raison moderne, en lui empruntant les plus sages théories politiques. Une charte constitutionnelle réunira tous les intérêts à celui du trône, et fortifiera la volonté première du concours de toutes les volontés. Oui, Sire, la nation, et le sénat, plein de confiance dans les hautes lumières et dans les sentiments magnanimes de V. M., désire avec elle *que la France soit libre, pour que le roi soit puissant.* » 1814. France.

Une convention réglementaire de la marche et des subsistances des troupes alliées, du service des hôpitaux, du transtrop des prisonniers, fut signée le 28 mai. Par l'article 9, la France racheta, vingt-cinq millions de francs, ce que les alliés avaient capturé et tenaient encore dans les magasins français, tels que sels, tabacs, effets militaires, etc.

Traité de paix avec les quatre grandes puissances alliées. 30 mai. — Enfin, le 30 du même mois, la paix fut signée à son tour. La France se vit définitivement restreinte dans les limites de 1792, sauf de légères rectifications de démarcations à son avantage. L'île de Malte fut accordée en toute propriété à l'Angleterre. Celle-ci restitua les colonies ou établissements que les Français possédaient au 1er janvier 1792, à l'exception de *Tabago, Sainte-Lucie, l'Ile-de-France*, et de la partie de Saint-Domingue appartenant autrefois à l'Espagne, et qu'on s'engagea à rétrocéder à cette dernière. L'Angleterre *permit* à la France, par l'article 12, la formation d'établissements commerciaux aux Indes, sous condition *de n'y envoyer que les troupes nécessaires pour y maintenir la police;* et, par l'article 13, elle lui *rendit* le droit de pêche sur le banc de Terre-Neuve et dans le golfe Saint-Laurent, etc.

Ainsi affaiblie, la France pouvait toutefois espérer de réparer promptement ses pertes et de redevenir riche et puissante à l'ombre d'un gouvernement sage et constitutionnel. Mais des événements, dont nous essayerons de développer les causes avec franchise et impartialité, devaient la replonger bientôt dans des maux plus grands que ceux auxquels elle venait d'échapper. Ces douloureux récits feront la matière du volume

1814. France. suivant, dernière pierre du monument historique que nous avons entrepris d'élever au patriotisme, à la gloire nationale et au courage malheureux.

15 avril. *Défense de Bayonne; belle sortie de la garnison de cette place.* — La perte de la bataille d'Orthez ne permettant plus au maréchal Soult de couvrir les approches de Bayonne, un corps anglais, sous les ordres du lieutenant général Hope, avait passé l'Adour au-dessous de cette ville, et l'avait investie. Le maréchal y avait laissé la division Abbé pour la défendre.

Jusque vers le milieu d'avril, l'ennemi se borna à activer les préparatifs du siége de cette place, et ne fit aucune tentative sérieuse sur le camp retranché qui la couvrait; mais le général Thouvenot, gouverneur de Bayonne, jugea nécessaire de forcer le général Hope à déployer ses forces dans toutes les positions qu'il occupait, de reconnaître les ouvrages commencés et achevés, de détruire les plus rapprochés du camp retranché de la citadelle, de porter les avant-postes de la garnison jusqu'à l'embranchement des routes de Toulouse et de Bordeaux, enfin de faire tout le mal possible au corps assiégeant, pour retarder son entreprise.

En conséquence, il ordonna, pour le 15, à trois heures du matin, une attaque générale sur tous les points de la ligne de blocus. Le général Abbé fut chargé de faire de fausses démonstrations sur les fronts de la partie du camp retranché qui était sous son commandement, tandis que le général de brigade Maucomble ferait une attaque principale sur la rive droite de l'Adour, où l'ennemi avait ses principales forces et ses ouvrages les plus importants.

Ces divers mouvements eurent un succès complet.

Le général Abbé, secondé par les généraux de brigade Beuret, Delosme, et le colonel Gougeon, faisant fonctions de général, fit enlever les principaux postes de l'ennemi, qui éprouva de grandes pertes en tués, blessés et prisonniers.

Le général Maucomble, chargé de la principale attaque, forma ses troupes en trois colonnes. L'ennemi, prévenu par le bruit qu'occasionnait le passage de ces troupes à travers les abatis qui couvraient les retranchements, et par un déserteur qui passa de ce côté, était partout sous les armes une heure

avant l'attaque; ses retranchements étaient garnis de troupes. Son premier feu fut très-vif; mais, dirigé trop haut, il fit peu de mal, et ne servit qu'à augmenter l'ardeur des assaillants. 1814. France.

La colonne de droite, commandée par le chef de bataillon Delasalle, du 95e régiment, était composée de deux bataillons du 64e et du premier bataillon du 95e. Elle franchit, au pas de charge et l'arme au bras, tous les obstacles opposés à sa marche, enleva l'église de Saint-Étienne, et s'empara d'une pièce d'artillerie, que les difficultés du terrain empêchèrent l'ennemi d'emmener.

La colonne du centre, commandée par le chef de bataillon Beynet, du 94e régiment, était composée du premier bataillon du 5e léger, des premier et deuxième bataillons du 94e. Elle se porta en avant par les routes du Saint-Esprit et de la citadelle, détruisit tout ce qui obstruait et coupait ces passages, et s'empara à la baïonnette de l'embranchement des routes de Toulouse et de Bordeaux, des nombreuses maisons dans lesquelles les Anglais s'étaient établis et retranchés.

La colonne de gauche, commandée par le chef de bataillon Vivier, du 82e régiment, était composée du premier bataillon du 26e de ligne, d'un bataillon du 70e, et d'un autre du 82e. Elle déboucha par la redoute Bastarreche, franchit à la course le ravin qui la séparait de l'ennemi, et s'empara de la maison Bastarreche, de la crête qui la lie à celle de Montaigu, couronnée par une ligne non interrompue de retranchements. Celle-ci fut enlevée au pas de charge et à la baïonnette; on s'y battit corps à corps avec les Anglais, qui y laissèrent un grand nombre de morts et de blessés.

Les colonnes de droite et de gauche, d'après les ordres qu'elles avaient reçus, se maintinrent dans les positions enlevées; celle du centre se porta en avant sur la route de Bordeaux, en franchissant des coupures, des retranchements garnis de palissades, et poursuivant l'ennemi, qui se retirait en désordre sur ses dernières lignes.

Le général Garbé, commandant le génie de la place, fit alors sortir de Bayonne, sous les ordres du capitaine ingénieur Jarry, deux compagnies de sapeurs et une compagnie de pionniers. Ce détachement se porta à l'embranchement des routes

1814. France. de Toulouse et de Bordeaux, et fut employé, d'après les instructions du général Maucomble, à incendier les maisons qui servaient de défense et d'abri à l'ennemi, à effacer les retranchements, renverser les palissades, combler les coupures, et détruire les estacades des routes.

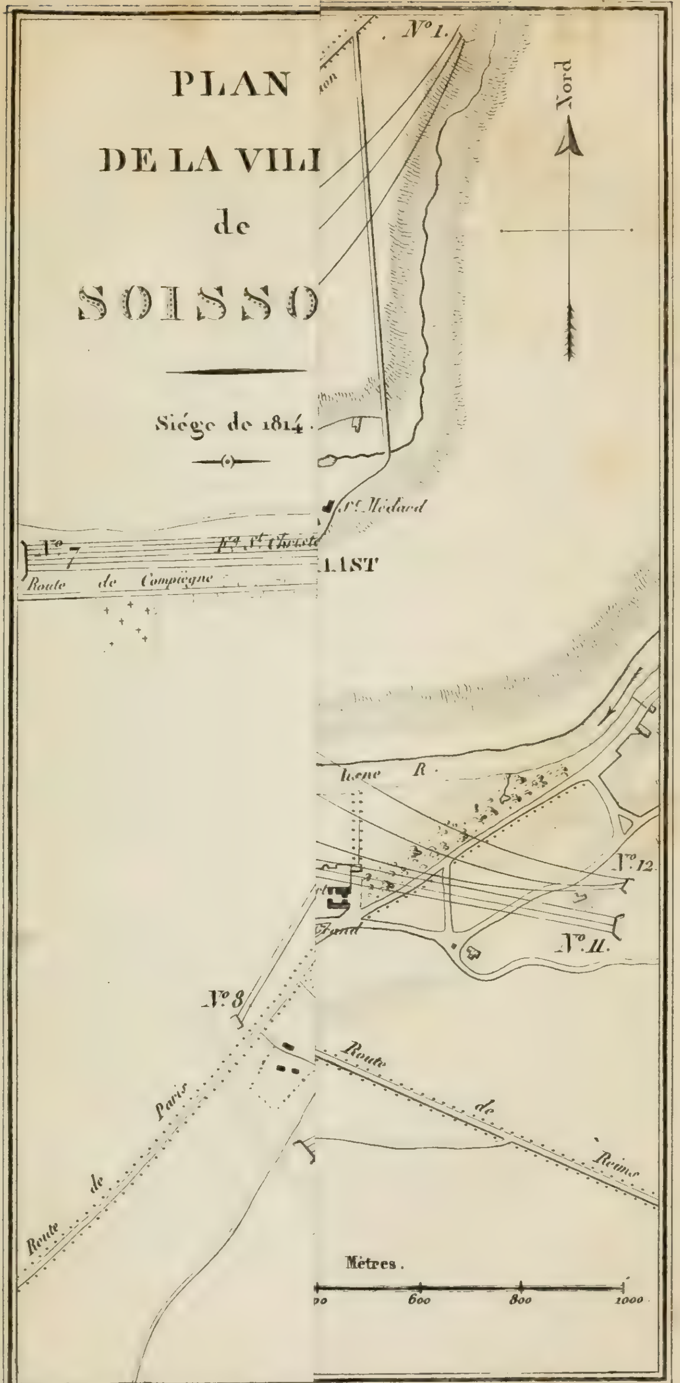
Ces opérations furent faites avec beaucoup d'activité et de courage, sous le feu très-vif de l'ennemi; mais les sapeurs étant trop inquiétés dans leurs travaux, le général Maucomble les fit appuyer par une réserve de trois compagnies de grenadiers.

Le gouverneur de Bayonne fit en même temps donner l'ordre, par le général Berge, commandant l'artillerie, à une compagnie d'artillerie de se porter avec quatre bouches à feu à l'embranchement des routes. Le capitaine Romagnie, qui commandait ce détachement, conduisit les pièces à l'endroit désigné, et s'y maintint avec vigueur sous le feu de l'ennemi, une seule de ses pièces pouvant tirer, attendu que le mouvement des troupes empêchait l'action des trois autres.

Les Anglais commençaient à faiblir dans leurs retranchements, lorsqu'une colonne de troupes fraîches, venue du côté d'Hayet, se porta, par la route de Toulouse, sur le flanc droit de l'attaque du général Maucomble, et une brigade de réserve, partie du Boucaut, se porta sur son flanc gauche. Ces renforts ranimèrent le feu de l'ennemi et le multiplièrent. Le premier bataillon du 95e régiment soutint courageusement le choc des troupes arrivées par la grande route de Toulouse, et la colonne de gauche se maintint devant les renforts venus du Boucaut; mais le but de la sortie générale étant atteint, le général gouverneur Thouvenot envoya au général Maucomble l'ordre d'opérer sa retraite. Les trois colonnes rentrèrent dans Bayonne après avoir enlevé leurs morts et leurs blessés, et avec 200 prisonniers.

Le feu avait cessé partout entre sept et huit heures du matin; la garnison avait repris, sur la droite et sur la gauche de la place, les anciennes positions, et les avant-postes du centre étaient portés jusqu'à l'embranchement des routes.

Pendant l'attaque, une division de chaloupes canonnières françaises, sous le commandement du capitaine de frégate Depoge, était disposée de manière à pouvoir battre la droite et


PLAN
DE LA VILI
de
SOISSO
Siége de 1814.
Nord
N°1.
S.t Médard
F.g S.t Christo
N°7
LAST
Route de Compiègne
R.
N°12.
N°11.
N°8
Route de Paris
Route de Reims
Mètres.
600
800
1000



Dessiné et Gravé par Ambroise Tardieu rue du Battoir N.° 12

la gauche de l'ennemi; elle contribua ainsi au succès de cette sortie. 1814. France.

Les conscrits qui remplissaient les cadres de l'infanterie, de l'artillerie, et du génie, et qui allaient au feu pour la première fois, avaient rivalisé de bravoure et d'ardeur avec les anciens soldats.

La perte des Anglais s'éleva à plus de 2,000 hommes. Les Français eurent 7 officiers et 103 sous-officiers et soldats tués, 49 officiers et 741 sous-officiers et soldats blessés, 10 hommes égarés, dont 2 officiers.

La colonne de gauche du général Maucomble eut la gloire, dans cette brillante sortie, de faire prisonnier le général Hope, commandant en chef les troupes assiégeantes, et deux officiers de son état-major, tous les trois blessés. Ils furent pris par l'adjudant Pigeon, du 70e régiment et par le sergent Bergeot et le voltigeur Bonemier, du 82e régiment. Pigeon fut nommé officier sur le champ de bataille. Le nombre des prisonniers s'élevait à 273, non compris ceux que nous venons de nommer; ils étaient presque tous de la garde anglaise, et on y comptait un lieutenant-colonel et 8 officiers.

Le général-major anglais Heiteh, officier général de jour, était au nombre des morts. Un autre officier général et plusieurs autres officiers de marque ennemis étaient blessés.

Le général Thouvenot n'oublia point de citer les noms de tous les braves de la garnison qui s'étaient distingués particulièrement.

Relation du siége de Soissons. — La ville de Soissons, deux fois attaquée et deux fois prise en moins d'un mois, ne paraissait pas susceptible d'une longue résistance. Dominée sur les deux rives de l'Aisne, qui l'arrose, son enceinte, abandonnée depuis vingt ans, ne présentant que des remparts sans parapet, des brèches praticables sur tous les points du corps de place, un fossé presque effacé, des portes exposées de toutes parts aux coups de l'ennemi; son enceinte, disons-nous, demandait de fortes réparations pour être mise à l'abri d'un coup de main. Mars.-Avril.

Cependant la position de cette place, à l'embranchement de plusieurs grandes communications, lui donnait alors une importance majeure. Soissons, tenant les routes de Château-

1814. France. Thierry, de Compiègne et de Reims, à vingt-cinq lieues de Paris, était devenu le meilleur poste qu'on pût choisir entre la Marne et l'Oise pour couvrir Paris, sans toutefois que ses propres fortifications répondissent au rôle qu'il était appelé à jouer dans cette célèbre et trop malheureuse campagne. Napoléon eut à regretter la première perte de Soissons, occasionnée par la mort du général de division Rusca, qui en était le gouverneur; mais quel sentiment pénible n'éprouva-t-il pas en voyant échapper le fruit de plusieurs victoires par la seconde reddition de cette place, sous le commandement du général de brigade Moreau, au moment même où l'armée du maréchal Blucher, acculée à l'Aisne, n'avait peut-être plus d'autre parti à prendre que de mettre bas les armes.

Dans cette conjoncture, Napoléon écrivit, le 6 mars, au ministre de la guerre, qu'il allait reprendre Soissons; et il le chargeait expressément d'envoyer, pour y commander, « un jeune officier supérieur, du grade de colonel ou chef de bataillon, qui eût sa fortune militaire à faire, et que ce choix fût aussi bon que possible, en raison de la haute importance du poste. » Le duc de Feltre jeta les yeux sur le chef de bataillon Gérard, du 32e de ligne, officier de la légion d'honneur, qui avait donné d'éclatantes preuves de valeur à Polotsk, à Nogent-sur-Seine, à Mormant, et dans plusieurs autres occasions.

La tâche du brave Gérard était difficile à remplir, sa responsabilité immense; plus d'un vieux général en eût été effrayé. Il arriva le 10 mars à Soissons, et prit aussitôt le commandement supérieur de la place[1]. Il découvre d'un coup d'œil les avantages et les défauts de son poste, donne tous ses soins aux démolitions et aux travaux de première urgence, déclare au conseil municipal et prévient tous les habitants que l'objet de sa mission est de les préserver enfin des ennemis, qui ne doivent plus mettre le pied dans leur cité.

L'armée française, après deux attaques infructueuses contre

[1] Ce poste était provisoirement confié au général d'artillerie de la garde, baron Neigre, qui s'occupait en ce moment à repousser, avec quelques détachements qu'il avait réunis, un corps de cavalerie ennemie qui s'était glissé derrière l'armée française, entre Laon et Soissons, et jusqu'aux portes de cette dernière ville, dont la garnison n'était point encore formée.

la position de Laon, se retira sur Soissons, où elle vint camper le 11 mars; cette place devenait du plus grand intérêt pour les mouvements ultérieurs de l'armée; on ne pouvait oublier que sa perte avait entraîné de fâcheux événements, et rendu inutiles les avantages obtenus aux affaires de Montmirail, de Montereau, de Lisy et de Craone. 1814. France.

Le 12, Napoléon ayant reconnu la place et l'état de sa situation, donna de nouveaux ordres et des instructions au commandant, à qui il accorda, sur sa demande, 40 bouches à feu, et 3,000 hommes environ de toutes armes, dont 1,500 soldats de sa garde, pour conserver à tout prix une place sur laquelle il pût compter désormais; il désirait surtout que les défenseurs de Soissons forçassent l'ennemi à attaquer ce poste dans toutes les règles. Après avoir pris ainsi toutes les mesures qui pouvaient en assurer la défense, Napoléon partit le 14, laissant seulement pour couvrir Soissons le corps du maréchal Mortier, qui prit position sur des hauteurs en avant de Crouy. Comme il fallait accélérer les travaux les plus indispensables avant de livrer la place à ses propres forces, le maréchal eut ordre de fournir à cet effet tous les travailleurs dont il pouvait disposer. Dès le 15, celui-ci fut attaqué sans succès par des troupes bien supérieures aux siennes. Le 16 et le 17, il résista encore opiniâtrément, pour donner le temps au commandant Gérard de se disposer à recevoir l'ennemi; mais le lendemain il s'éloigna, en laissant la division Charpentier dans sa position pour faire l'arrière-garde.

Le 16, les troupes de la garde impériale destinées à la défense de Soissons, y étaient entrées pour se réunir à divers détachements, officiers et soldats isolés qui s'y trouvaient déjà. Le commandant Gérard put alors former sa garnison, qui se trouva composée de 6 bataillons, 2 escadrons, 3 compagnies d'artillerie, et 3 autres de sapeurs et mineurs; un état-major de place fut créé; le capitaine Ormancin commanda la place pour l'intérieur et les détails; le chef de bataillon Dubocq prit la direction de l'artillerie, et le capitaine Bergère celle du génie : les emplacements des bouches à feu et de tous les magasins furent déterminés, les hôpitaux furent disposés. M. le sous-préfet Harel, auditeur au conseil d'État, était à la tête de l'ad-

1814. France. ministration, avec des pouvoirs extraordinaires qu'il tenait particulièrement de Napoléon : en l'absence du maire, M. Letellier fut nommé président du conseil municipal; les travaux furent poussés avec activité sur tous les points.

Le 18, le commandant Gérard passa une revue générale de la garnison, et assigna à chaque corps la portion de ligne qu'il devait défendre : il jura et fit jurer à tous de mourir plutôt que de laisser l'ennemi pénétrer dans la place. Dès ce moment, l'émulation redouble; il n'y a plus de repos, et, jour et nuit, les travaux défensifs sont poussés avec la dernière activité, activité qui se soutint pendant toute la durée du siége, parce que les nobles sentiments qui animaient le commandant et les autorités civiles étaient passés dans le cœur de tous les soldats, de toute la population de Soissons.

Des parapets à l'épreuve de la balle étaient élevés, dès le 20, sur tout le pourtour de la place; les batteries étaient construites, l'artillerie placée, les brèches réparées et fermées par des palissades; la gorge de Saint-Vast crénelée, et ses abords, par la berme de la rivière, garantis par une ligne de palissades en troncs d'arbres; les démolitions les plus indispensables à exécuter et les moins coûteuses pour l'État et pour les malheureux habitants, terminées. Enfin, une digue en aval du pont de la porte de Laon se trouvait construite pour arrêter les eaux du ruisseau de Saint-Médard, dans les fossés de Saint-Vast et dans le mail. On construisait une palanque à la porte de Crouy, et des tambours en palissades devant les portes du Mail, de Paris et de Reims. Quelques coupures furent faites ou projetées en avant de toutes les portes, 6,000 sacs à terre commandés. Le pont de bateaux était replié, et tout avait été disposé pour faire sauter le pont en pierre, dans le cas prévu de la perte d'une des deux parties de la ville.

Le même jour 20, le général Charpentier écrivit de Braine au commandant Gérard, qu'il était prévenu de l'abandon de Reims par le corps du maréchal Mortier; que tout portait à croire que l'armée entière de Blucher était en présence; que le maréchal Marmont avait dû se replier sur Fismes; que ces deux maréchaux allaient prendre la position du Mont-Saint-Martin, sur la Vesle; qu'ils essayeraient de s'y maintenir toute

la journée du lendemain, et que, dans le cas où ils devraient céder à la supériorité du nombre, ils se retireraient sur Oulchy-la-Ville, point de retraite où sa division (celle de Charpentier) devait également se rendre. Le général ajoutait que le maréchal Mortier le chargeait, par sa lettre, de rappeler au commandant l'importance du poste qui lui était confié; qu'il devait faire une vigoureuse résistance, et donner à l'empereur, alors en pleine opération sur l'armée de Schwartzenberg, le temps de se reporter promptement sur l'Aisne. 1814. France.

La place de Soissons, réduite à ses propres forces, fut investie et sommée par le général Bulow, qui, venant d'être rejoint à Crouy par le corps de Sacken, avait alors sous ses ordres une masse de 30,000 hommes. Dans la soirée du 20 mars, le général prussien, se flattant sans doute d'enlever Soissons aussi facilement que l'avait fait le général russe Wintzingerode, envoya des parlementaires; le commandant Gérard, refusant de recevoir leurs dépêches, les fit accompagner, jusqu'au camp d'où ils étaient partis, par deux officiers de la garnison, qui eurent ordre d'annoncer au général Bulow que le commandant de Soissons « ne voulait avoir de correspondance avec l'ennemi qu'à coups de canon ». Cette réponse ne laissant entrevoir aucune espèce de négociation, l'ennemi démasqua plusieurs batteries, et couvrit la ville d'obus et de boulets rouges, en même temps qu'il faisait attaquer de vive force le faubourg de Paris, contre lequel il échoua.

Les travaux d'attaque et de défense se firent alors sous un feu continuel et réciproque. La garnison, fière d'un premier avantage, redoubla de zèle, d'ardeur et de confiance; les habitants flottaient entre la crainte et l'espérance. Le commandant Gérard saisit ce moment pour faire un appel aux braves citoyens : il leur annonça qu'il répondait de la place, et qu'en unissant leurs efforts à ceux de la garnison, il ne voulait assurer qu'un plus glorieux succès; il déclara au conseil qu'une demi-résistance perdrait infailliblement Soissons et tous ses habitants; qu'il n'y avait pas à balancer pour lui fournir tout ce qu'il demanderait, bien résolu de se maintenir contre tous les efforts de l'ennemi, même s'il osait donner l'assaut.

Cependant le général Bulow avait reçu, par le maréchal

1814. France. Blucher, l'ordre positif de l'empereur Alexandre d'enlever Soissons, pour aussitôt marcher sur Paris. Il envoya à cette occasion de nouveaux parlementaires, qui ne furent pas mieux reçus que les premiers, ce qui le détermina à tenter une seconde attaque; mais il trouva partout la garnison à son poste, et ses plus braves soldats vinrent expirer au pied des remparts. Son infanterie légère ayant réussi à s'emparer du faubourg de Reims, voulait le conserver et s'y retrancher; Gérard ordonne une sortie : le faubourg est repris, et les jeunes soldats de la garnison font connaître aux habitants, par l'entrée des prisonniers qu'ils ont enlevés à l'ennemi, la valeur et l'humanité qui doivent les distinguer pendant toute la durée du siége de Soissons.

Dans cette même journée, le 22, l'ennemi ne cessa point de tirer sur la ville, et son feu augmenta, s'il était possible, l'ardeur avec laquelle on travaillait sur tous les points. La partie du faubourg de Reims la plus rapprochée des remparts et bâtie sur le bord des fossés de la place, fut incendiée et détruite comme mesure essentielle de défense, seulement jusqu'au pont sur le ruisseau de la Crise, où l'on fit une coupure.

La nouvelle tentative de l'ennemi étant restée sans succès, le corps russe de Sacken quitta le général Bulow. Celui-ci, malgré les injonctions réitérées qu'il recevait pour hâter la reddition d'une bicoque, dont la position était d'une si haute importance pour les alliés, écrivit alors à Blucher qu'il renonçait à l'espoir de l'enlever de vive force, attendu que cela était impossible; mais qu'il allait commencer, avec la plus grande activité, une attaque régulière.

En effet, le 23, il ouvrit à deux cents toises une tranchée sur le front Saint-Jean (bastion n° 2 de la place). Le commandant d'artillerie Dubocq fit placer aussitôt des obusiers et des pierriers, dont les affûts étaient en réparation, dans le bastion attaqué. Cette batterie couvrit bientôt la tranchée de l'assiégeant des pierres qu'elle lançait.

Le 24, l'ennemi ayant pénétré en force dans le faubourg Saint-Christophe, s'y établit. Son premier soin fut de créneler les maisons dont il était maître, en même temps qu'une batterie s'élevait en arrière sur la route de Compiègne. Bien-

tôt ses tirailleurs abrités firent un feu continuel sur la porte de Paris et sur une batterie construite sur la plate-forme ; il les fit appuyer par une forte colonne d'infanterie. Ces dispositions faisaient supposer l'intention, ou d'attaquer vigoureusement pendant la nuit, ou d'établir en toute hâte, derrière les maisons, des batteries qui devaient donner à l'ennemi la facilité d'enfoncer la porte menacée, et devant laquelle les assiégés travaillaient seulement à épaissir le parapet en avant du tambour qui la couvrait. En conséquence, le commandant Gérard résolut de faire une nouvelle sortie par les portes de Reims et de Paris; elle s'exécuta avec succès. Les travailleurs, surpris, abandonnèrent leurs tranchées sans grande résistance; on y fit des prisonniers. L'ennemi fut entièrement chassé du faubourg, et l'on mit le feu aux maisons les plus rapprochées de la porte de Paris.

L'ennemi, pour se venger de cet échec, tira, pendant toute la nuit du 24 au 25, une grande quantité d'obus; mais, trompé par la partie du faubourg incendié, il les dirigea de ce côté, de sorte que la ville en souffrit peu. Il tenta aussi, dans la même nuit, une attaque contre la porte de Crouy; il y fut mal reçu.

Le commandant Gérard fut prévenu que les Prussiens réunissaient sur plusieurs points une grande quantité d'échelles d'assaut; mais déjà cent longues piques se fabriquaient dans la place, par les soins du chef de bataillon Dubocq, pour la défense des brèches, et presque tous les matériaux nécessaires étaient rassemblés pour les rendre insurmontables.

Le 25, les habitants, prenant confiance dans les dispositions des chefs et dans la valeur des troupes, touchés d'ailleurs du noble dévouement qu'ils voyaient dans chacun de leurs défenseurs, qui ne pouvaient prendre un seul instant de repos, obtempérèrent spontanément à l'invitation faite par le commandant Gérard de joindre leurs bras aux efforts patriotiques d'une garnison qui sacrifiait si généreusement sa vie pour soutenir l'honneur des armes françaises et sauver leur ville d'une troisième invasion de l'ennemi. Dès que le commandant connut la résolution des habitants, il adressa au sous-préfet et au conseil municipal une simple réquisition de 200 volontaires

1814. France. pour concourir à la défense de leur cité. Ils furent aussitôt à la disposition du commandant supérieur, qui les organisa en 3 compagnies de sapeurs bourgeois; celles-ci nommèrent leurs officiers, mais elles furent dirigées par des officiers de l'armée, et placées immédiatement sous la direction du commandant du génie, pour être employées aux travaux intérieurs de la place.

La garde nationale urbaine, aux ordres du commandant d'armes Ormancin, était destinée au service de la police intérieure. Ses quatre sections de pompiers surtout apportaient la plus grande vigilance contre les incendies, dont la ville eut le bonheur d'être préservée : tous les habitants, ayant des tonneaux remplis d'eau devant leurs maisons et à tous les étages, éteignaient sans crainte le feu qu'occasionnaient les projectiles de l'assiégeant.

Le 26, le général Bulow envoya un nouveau parlementaire, auquel il fut défendu d'approcher des portes, et qui reçut l'injonction de s'éloigner au plus vite. Les assiégés achevèrent de se couvrir tour à tour de la place, et de mettre les parapets à l'épreuve du canon. On termina la palanque de la porte de Crouy, et l'on commença une tranchée large et profonde au pied des remparts de l'Arquebuse, ainsi qu'en avant de la palissade terminée pour joindre le mur du jardin de la sénatorerie à la rivière. Il y eut une fausse sortie de nuit.

Cependant, malgré le feu le plus vif de la place et les sorties de la garnison, les travaux d'approche avançaient sur le bastion n° 2; et, pendant la nuit du 27 au 28, l'assiégeant était parvenu au bord du fossé, et avait achevé le couronnement de la contrescarpe; il se croyait déjà maître de la place : la situation des assiégés devenait sérieuse et difficile; il fallut redoubler de bravoure, d'activité et d'audace. C'est dans cette circonstance que parut le parlementaire dont nous venons de parler plus haut. Les troupes de la garnison, dans la confiance intime que leur inspirait le commandant Gérard, qu'elles voyaient partout, renouvelèrent le serment de soutenir l'assaut, de le repousser, et de mourir plutôt que de voir l'ennemi pénétrer dans les murs confiés à leur vaillance. Le commandant se détermina à faire une forte sortie pour reconnaître les ouvrages

des assiégeants, et les détruire, s'il était possible. La garnison, qui n'excédait pas le nombre de 2,500 hommes, reçut l'ordre de se disposer à fondre sur l'ennemi. 1814. France.

Le 28, à quatre heures du soir, les corps rassemblés sont harangués par le chef infatigable de qui ils recherchent l'estime et le suffrage. L'action doit être décisive : les troupes de la vieille garde[1], les mineurs et un escadron de gendarmerie restent en réserve à la porte de Paris; les canonniers sont à leurs pièces. Après le signal convenu d'une décharge de vingt pièces de canon, qui couvrent de leur mitraille les tranchées et le faubourg Saint-Christophe, le commandant Gérard, à la tête du reste de la garnison[2], attaque l'ennemi avec tant d'impétuosité, que celui-ci, dans sa surprise, ne put résister au choc; les travailleurs sont tués ou pris dans les tranchées, les gardes et les réserves sont culbutées et mises en fuite. L'escadron de la garde impériale fait une très-belle charge dans le faubourg; il eût ramené deux pièces de canon, si le lieutenant Spies, qui le commandait, n'avait pas eu son cheval tué sous lui en avant de sa troupe. Plusieurs maisons barricadées tenaient encore, rien ne put arrêter les vieux grenadiers et chasseurs de la garde; ils se précipitent sur ces maisons, arrachent les fusils des Prussiens à travers les créneaux, et tuent leurs adversaires à coups de baïonnette ou de sabre. Toute la réserve se porte alors en avant des dernières maisons pour protéger les travailleurs chargés de détruire les ouvrages de l'ennemi. C'est en vain que celui-ci fait avancer de nouvelles troupes pour reprendre le faubourg. Le commandant Gérard ordonna un mouvement rétrograde, pour attirer ces masses sous la mitraille des remparts : elles en éprouvèrent un mal prodigieux. L'artillerie, qui avait protégé si efficacement la sortie, ne fut jamais mieux servie :

[1] C'étaient des détachements de grenadiers et de chasseurs, au nombre de 169 hommes, sous les ordres du chef de bataillon Bélanger.

[2] Cette colonne se composait d'un bataillon du 11e de voltigeurs (jeune garde); un bataillon du 14e de tirailleurs (*idem*); un bataillon d'isolés, remplissant les cadres de deux bataillons du 136e régiment; un bataillon de garde nationale mobile du département de l'Aisne; un escadron de lanciers et éclaireurs de la garde impériale, fort de 90 chevaux

1814. France. les sapeurs et mineurs rivalisaient de valeur avec la vieille garde, les commandants d'artillerie et du génie étaient partout. Cette journée coûta au corps prussien de Bulow près de 900 hommes, avec la perte de leurs tranchées et batteries, que les assiégés s'empressèrent de détruire, ainsi que le faubourg Saint-Christophe, qui fut incendié. On ramena dans la place une cinquantaine de prisonniers : la garnison n'avait pas plus de 80 hommes hors de combat.

La rentrée dans la place se fit dans le meilleur ordre et au milieu des acclamations des habitants. Toutes les troupes étant réunies en colonnes serrées sur la place d'armes, le commandant Gérard donna de justes éloges aux officiers qui avaient le plus contribué au succès de la journée; il demanda à chaque chef de corps l'état de ceux qui s'étaient le plus distingués, pour mettre leurs noms sous les yeux du gouvernement; et, en présence des habitants et des prisonniers faits dans le combat, il se saisit du drapeau de l'un des bataillons victorieux, en s'écriant avec l'accent de l'enthousiasme qu'inspire le plus entier dévouement : « Soldats ! l'armée a les yeux sur nous : nous couvrons la capitale de l'empire ; jurons encore sur ce drapeau de justifier la confiance de notre gouvernement, en défendant jusqu'à la mort le poste qu'il nous a confié. » Un nouveau serment solennel est prononcé et répété par les troupes. L'ordre du jour du commandant supérieur proclama les noms de ceux qui s'étaient distingués le plus.

Pendant la nuit du 28 au 29, l'ennemi continua de donner des alertes sur différents points, pour fatiguer la garnison. Au jour, il travailla beaucoup encore dans toutes ses tranchées, et il acheva une batterie de quatre pièces sur la capitale du bastion n° 2 ; il envoya un nouveau parlementaire, qui fut refusé : enfin, ayant réparé dans cette même journée une partie des dégâts de la veille, l'ennemi, favorisé par l'obscurité de la nuit du 29 au 30, exécuta le passage blindé du fossé ; mais un feu très-vif contraria cette opération ; une pluie de fascines goudronnées, lancées du haut du rempart, consuma ses travaux et ses approvisionnements. Du bois, du goudron, du suif, de la poix, de la résine et du souffre avaient été requis à cet effet dans la ville, et fournis à l'instant. On entretint ce feu pendant toute

la nuit, et on le rendit inabordable, en faisant rouler, de temps en temps, des obus du haut en bas des remparts. 1814. France.

Au jour, le feu de la place, mieux dirigé, força l'ennemi à retirer ses travailleurs; de nouvelles batteries furent construites pour battre le fossé avec des pièces de 12, qui commencèrent à tirer à quatre heures du soir, tandis que les pierriers n'avaient point cessé, pendant toute la journée, d'accabler la tranchée des assiégeants d'une pluie de pierres qui les incommodait beaucoup.

Le 31, au lever de l'aurore, on s'aperçut, avec autant de joie que de surprise, que l'ennemi venait d'abandonner ses tranchées et de retirer les pièces de toutes ses batteries. Plus tard, on vit les troupes prussiennes en position sur les hauteurs qui environnent Soissons, n'ayant plus que de petits postes et des vedettes dans la plaine; des colonnes paraissaient filer du côté de Paris et de Compiègne.

Le commandant du génie Bergères alla sur-le-champ reconnaître les travaux de l'assiégeant, à la tête d'une colonne de 500 hommes d'infanterie et toute la cavalerie (140 chevaux environ); les sapeurs, les mineurs, 300 travailleurs et les sapeurs bourgeois furent aussitôt employés à la destruction de ces ouvrages. On combla toutes les tranchées, desquelles on rapporta quatre ou cinq cents outils abandonnés par l'ennemi. On renversa ses batteries, on abattit le parc Beuvry, les maisons et les murs qui pouvaient servir à l'assiégant; on s'empressa aussi de rentrer dans la place plusieurs centaines de gabions, de saucissons, de fascines, avec d'autres matériaux qu'il avait réunis au dépôt de la tranchée. L'ennemi ne fit agir contre les travailleurs que du canon, dont la mitraille blessa quelques hommes. Les travaux intérieurs furent continués comme à l'ordinaire.

On entendit, le 1er avril, une forte canonnade dans la direction de Compiègne. L'ennemi, retiré sur les hauteurs de Crouy et de Presle, resta en position toute la journée; il commença deux grandes batteries sur la dernière de ces hauteurs, de laquelle il ne cessa de tirer, pendant cette même journée, à boulets et à mitraille, sur les travailleurs qui achevaient de détruire ses ouvrages. Les assiégés eurent deux sapeurs tués et quelques blessés.

1814. France. Les 2, 3, 4 et 5, on continua les travaux de l'intérieur et les démolitions de l'extérieur.

Le 6, l'ennemi, retranché dans Crouy, avait crénelé les premieres maisons, et fortifiait sa position sur la montagne. Le commandant Gérard, ayant besoin de faire des fourrages, voulut connaître la force qui pouvait lui être opposée sur ce point. Deux heures avant la nuit, il fit sortir 600 hommes et une pièce de canon, sous les ordres du major Braun, qui se portèrent franchement jusqu'à l'entrée du village. Après avoir replié les avant-postes de l'ennemi, ils le tournèrent par sa gauche, et chassèrent un bataillon qui devait le protéger de ce côté; mais les troupes qui étaient sur la hauteur ayant pris les armes, et s'étant avancées avec trois pièces de canon, le major Braun reconnut l'impossibilité d'atteindre le but de la sortie : il se tint en position jusqu'à la nuit, un peu en arrière du village, et rentra ensuite en bon ordre.

Le 7, l'ennemi envoya, par un paysan, au commandant Gérard, deux lettres, que celui-ci refusa de recevoir. Le lendemain, un parlementaire, qui se disait envoyé par le nouveau ministre de la guerre, fut également refusé.

Le 10, le commandant Gérard eut l'avis qu'un convoi, escorté par quelques cavaliers prussiens, était à Venizel; il chargea le brave lieutenant de lanciers Spies de l'enlever. L'escorte ennemie et une vingtaine de chevaux furent pris et conduits dans la place.

Les 11 et 14, la garnison fit ses dernières sorties sur l'ennemi; jusqu'à cette époque, son zèle ne s'était point ralenti dans tous les travaux qu'avait nécessités la défense de la place.

Le 14, dans l'après-midi, le général Daboville, porteur des actes du gouvenement provisoire, fut admis dans Soissons; il remit au commandant Gérard la lettre suivante :

« Le gouvernement provisoire vous envoie la relation fidèle et authentique des événements dont Paris a été le témoin depuis plusieurs jours. Dans le nombre de ces pièces, vous remarquerez le décret du sénat qui prononce la déchéance de Napoléon et de sa famille; l'acte constitutionnel qui rappelle sur le trône de France les héritiers légitimes et les descendants de saint Louis et de Henri IV; et les adhésions unanimes des magis-

trats, des généraux, des officiers et des soldats qui se dévouent sans réserve à la sainte cause de la patrie : vous y trouverez aussi la copie légalisée de l'acte d'abdication que Napoléon Bonaparte a signé à Fontainebleau le 11 avril présent mois. 1814. France.

« Quel prétexte pourrait maintenant vous empêcher encore de manifester les mêmes sentiments ? Tout retard est un crime de rébellion, quand la conscience est éclairée par la raison et les exemples les plus imposants.

« La patrie vous ordonne de cesser le scandale d'une résistance qui afflige les cœurs vraiment français, et de vous réunir au plus tôt à ses enfants.

« J'ai l'honneur de vous saluer. »

Cette lettre était signée *Montesquiou, le général comte de Beurnonville, le duc d'Alberg, le prince de Bénévent.*

Le 15, le commandant Gérard conclut un armistice avec les troupes de blocus, et envoya à Paris le commandant du génie Bergères, pour s'assurer de l'état des choses. Le 16, il reçut les actes officiels de la déchéance et de l'abdication de l'empereur Napoléon. Après avoir donné connaissance de ces pièces aux troupes de la garnison, il remit, à dix heures et demie du soir, son adhésion et celle de tous les corps français [1] sous ses ordres, au général Daboville, chargé de la présenter au gouvernement.

Le 22, il fit une convention avec le lieutenant général prussien de Borstel, commandant les troupes de blocus. Un article remarquable de cette convention portait qu'*un pont serait établi sur l'Aisne, à cent toises au-dessous du pont en pierres, et sous le canon de la place, pour le passage des troupes alliés ;* de sorte que pas un seul ennemi n'entra dans Soissons. Une condition aussi glorieuse préservait cette malheureuse ville, prise et reprise trois fois dans l'espace d'un mois, d'une nouvelle occupation par l'ennemi, et sauvait l'honneur des armes françaises, surtout celui de la brave garnison qui l'avait défendue [2].

[1] Il y avait une compagnie d'artillerie polonaise, commandée par le capitaine Radziszewsky, forte de 132 hommes, et une demi-compagnie de sapeurs de la même nation, sous les ordres du capitaine Miller.

[2] Le lieutenant général russe de Balk, envoyé de Paris par l'empereur

1814. France. C'est ainsi que se termina le siége de Soissons. Cette place, fortifiée si précipitamment et si imparfaitement, avait soutenu neuf jours de tranchée ouverte. L'ennemi avait perdu sous ses murs plus de 2,000 hommes.

Après les faits que nous venons de rapporter, il serait inutile de faire un plus grand éloge de l'admirable conduite de la garnison et des habitants de Soissons.

Alexandre, avec un corps de 10,000 hommes, pour se joindre aux troupes prussiennes du blocus et s'emparer enfin de Soissons, fut le premier, avec sa colonne, à passer sur le pont établi pour la traversée des troupes alliées, hors des murs de la ville. Toutefois, il demanda et obtint son entrée dans la place, pour complimenter le commandant Gérard sur sa belle défense.

Celui-ci reçut à Paris les témoignages les plus honorables de l'estime publique. Le prince de Wagram, Alexandre Berthier, alors capitaine de l'une des compagnies des gardes du corps du roi, lui écrivit, le 18 janvier 1815, la lettre suivante :

« Monsieur le chef de bataillon Gérard, je me fais un plaisir de répondre d'une manière satisfaisante à votre lettre d'hier ...... Comme major-général, j'atteste que vous avez défendu la place de Soissons, où vous commandiez en chef, avec bravoure et distinction contre un corps d'environ 20,000 hommes, n'ayant qu'une faible garnison renfermée dans cette ville à peine à l'abri d'un coup de main. Vous avez soutenu l'honneur des armes françaises; votre zèle, votre dévouement et votre conduite vous ont gagné l'estime de vos chefs, et vous donnent des droits à la bienveillance du roi. Recevez, etc. »

Peu de temps après, le chef de bataillon Gérard fut promu au grade de colonel.

GUERRE D'ESPAGNE.

Blocus et défense de la place de Santoña (de septembre 1812 au 30 avril 1814). — Santoña est un bourg de la province de Biscaye, en Espagne; il est situé au sud-ouest d'une presqu'île de 12 à 13,000 mètres de circonférence, environnée en grande partie par la mer ou par des marais, d'un accès très-difficile, et réunie au continent par un isthme de 250 mètres de large, sur 1,400 de longueur, qui court dans la direction est et ouest. Entre le bourg et cet isthme s'élève une montagne boisée et divisée en plusieurs mamelons de différentes hauteurs (depuis 800 jusqu'à 1,500 et 2,000 mètres), coupés entre eux par des vallons plus ou moins profonds. 1814. Espagne.

A l'est quart nord-est du bourg de Santoña, et à 2,800 mètres d'un fort appelé San-Carlos, s'élève en amphithéâtre sur le continent la petite ville de Laredo, qui avait autrefois un port très-fréquenté; un rocher, appelé le Rostrillar, sert de base au fort qui protége cette ville contre les attaques de mer, et croise ses feux avec ceux de Santoña.

Une plage qui, partant de Laredo, en décrivant une courbe de 4,000 mètres d'étendue, s'avance jusqu'à 450 mètres de Santoña, ne laisse que ce dernier espace aux bâtiments qui veulent entrer dans la rade intérieure, et sépare celle-ci de la rade extérieure, où se trouvent deux bancs de sable appelés *el Donzel* et *el Pittoro*.

Le port de Santoña, situé dans la partie ouest du bourg, est à sec à marée basse, et ne peut recevoir que des barques de pêcheurs.

Napoléon, sentant toute l'importance de la conservation de ce poste, en confia le commandement au général comte Charles de Lameth, vers le mois d'août 1812.

Dès cette époque, il était déjà difficile de parvenir à Santoña, incessamment bloqué et menacé par les nombreuses bandes organisées dans les provinces de Biscaye et de Santander. Il

1814. Espagne. fallut que le général Caffarelli, gouverneur des provinces de Guipuscoa, de l'Alava, de la Biscaye, etc., procurât au général de Lameth les moyens d'arriver à sa destination, en formant une colonne de 2,000 hommes, dont le commandement fut confié au général de brigade Soulier. Ce détachement eut à combattre des bandes considérables dans les journées des 1er et 2 septembre.

La garnison de Santoña se trouvait alors composée :

1° D'un bataillon du 130e régiment, sous les ordres du chef de bataillon Patureau; 2° d'un détachement du 28e de ligne, commandé par le chef de bataillon Bragairat; 3° d'une compagnie de pionniers; 4° de quelques détachements d'artilleurs de terre et de mer; 5° enfin, de l'équipage de la corvette *la Coquette*, commandée par le capitaine de frégate Elie : ce qui portait ses forces totales à 1,400 hommes.

Les moyens de défense consistaient en quelques mauvais ouvrages en terre, établis à l'ouest et au bas de la montagne, en face de l'isthme, et en deux mauvais forts situés sur la grande rade. Une quarantaine de bouches à feu de tout calibre, la plupart en fer, armaient le tout. Il existait un magasin à poudre assez bien garni, et des projectiles en quantité suffisante.

Le premier soin du nouveau gouverneur, après avoir établi ses postes à l'extérieur, fut de s'entendre avec le général du génie Dabadie (envoyé exprès sur les lieux par Napoléon) pour les ouvrages qu'il devenait urgent de faire construire. Il fut convenu que l'on compléterait et revêtirait ceux déjà commencés sur l'isthme, désignés sous le nom de fort *Dueso*, dont les approches seraient défendues par une flèche au saillant du bastion du centre, et trois lunettes placées à l'entrée de la chaussée de Santander; que l'on construirait une demi-étoile sans revêtement, mais bien fraisée et palissadée sur le mamelon dit *le Gromo*, situé de l'autre côté des marais; qu'un fort en pierres sèches et un corps de garde crénelé seraient établis sur le mont *Brusco*, à l'extrémité ouest de l'isthme; qu'on remettrait en bon état de défense le fort du Rostrillar, à Laredo, aussitôt que la force de la garnison permettrait d'occuper définitivement ce point; qu'une forte redoute, avec *blockhaus*, serait

élevée au Puntal ; et qu'enfin il serait construit de nouvelles batteries sur la passe des vaisseaux, laquelle devait d'ailleurs être rendue d'un plus difficile accès par une forte chaine qui la barrerait en entier. Des escarpements faits, au moyen de la mine, dans le roc, sur tous les points où l'on présumait qu'il serait possible de tenter un débarquement, et un chemin de ronde, également tracé dans le roc, pour surveiller le pourtour de la presqu'île, complétaient le système de défense. 1814. Espagne.

Plus tard, il fut résolu qu'on construirait sur la montagne du Mazo une bonne maçonnerie avec citerne, poudrière et caserne, à l'effet de servir de dernier refuge à la garnison, dans le cas où l'ennemi la forcerait dans toutes ses autres positions.

Des travailleurs, sous les ordres du commandant du génie, furent constamment employés à ces divers travaux, qui furent poussés avec une activité sans exemple. Les soldats, ainsi que les ouvriers de l'artillerie et du génie, conduits par des officiers, dont le zèle, la bravoure et les talents étaient dignes des plus grands éloges, mirent une persévérance admirable dans leur travail, malgré le service dont ils étaient accablés ; service réellement excessif, puisque, durant les quatre derniers mois de blocus ou siége, les troupes ne se déshabillèrent pas une seule nuit.

C'était peu toutefois de construire des fortifications ; il fallait encore les armer. Le général de Lameth eut encore recours au zèle et à la constance de la garnison. Il existait quelques pièces à l'arsenal, mais elles ne pouvaient être employées faute d'affûts ; d'autres avaient été enclouées par les Espagnols, et jetées à la mer : elles en furent retirées et mises en état de servir. On abattit des chênes verts dans la montagne, on en construisit des affûts ; en un mot, avec un travail opiniâtre, on parvint à compléter l'armement de la place à cent vingt pièces de canon, et tous les forts se trouvèrent défendus convenablement. Des fourneaux à boulets rouges rendirent plus redoutables les ouvrages destinés à défendre l'approche des vaisseaux.

C'est a cette époque que les soldats donnèrent le nom de *Gibraltar français* à cet ouvrage de leurs mains. Nul doute que si les Anglais se fussent emparés de Santoña, ils n'eussent

1814. Espagne. fait de cette place un véritable Gibraltar du nord de la Péninsule.

La corvette *la Coquette* était d'un médiocre avantage pour la défense du port, le commandant ayant déclaré que son bâtiment était hors d'état de manœuvrer; mais l'équipage fut utilisé d'une autre manière.

Le général de Lameth organisa une petite flottille avec des bâtiments du pays appelés *lanches* et *trincadours*, qui furent montés par des marins de *la Coquette* et des soldats du 130e régiment, exercés et accoutumés à la mer. Le commandement en fut confié aux officiers de la marine.

Des signaux établis sur le point le plus élevé de la montagne, donnaient avis de tout ce qui se passait à la mer, et dès qu'il se présentait quelques bâtiments isolés à une distance de quatre à cinq lieues (si la station anglaise n'était pas en vue), la flottille sortait et parvenait fréquemment à s'en emparer. C'est ainsi que furent capturés, le 5 juillet et 10 septembre 1813, deux bricks, l'un chargé de tabac et l'autre de vins et eaux-de-vie. Le 23 septembre, un bâtiment de transport anglais s'engagea dans la rade, et fut obligé d'amener son pavillon sous le feu de la batterie San-Carlos; il était chargé d'orge et d'effets d'habillement. Ces derniers objets furent revendus aux Anglais, avec l'autorisation du maréchal Soult, et l'orge fut employée pour la subsistance de la garnison. Trois autres navires, dont un anglais et deux portugais, furent aussi capturés par la flottille, et leur cargaison, qui se composait de morue, de vins, de riz et de vaches vivantes, apporta un grand soulagement à la garnison.

Les différentes embarcations ne cessèrent, pendant tout le temps du blocus, de faire le service le plus actif dans la rade, soit pour faciliter l'arrivée des bâtiments expédiés de Bayonne avec des vivres et des munitions, soit pour inquiéter l'ennemi dans les postes qu'il occupait sur la côte. On doit des éloges aux officiers qui les commandaient, et notamment à M. Mahé, enseigne de vaisseau.

Les troupes ennemies s'étant augmentées progressivement, établirent un blocus rigoureux, en attendant qu'elles fussent en état de former un siége en règle. Ces troupes ne se composaient que de bandes espagnoles; mais elles étaient déjà bien

organisées et aguerries ; elles avaient pour auxiliaires un bataillon d'infanterie anglaise, et leur nombre s'élevait à 12,000 hommes environ. Du côté de la mer, une station anglaise, composée de plusieurs bâtiments, et commandée par le commodore sir Home Popham, interrompait toute communication avec la France. Toutefois, dans les mauvais mois de l'hiver, les gros bâtiments étaient obligés de prendre le large, ou de se réfugier dans le port de Santander. Les bâtiments expédiés de Bayonne profitaient de cette circonstance pour introduire dans la place des vivres, des munitions et des denrées.

1814. Espagne.

La garnison de Santoña se ressentait du relâchement de discipline qui régnait dans presque tous les corps d'armée d'Espagne. Le général de Lameth sentit la nécessité de combattre une disposition aussi fâcheuse. Le 130e régiment avait à regretter toute une compagnie de grenadiers, qui avait été égorgée après s'être rendue au chef de guérillas Longa. Depuis cette époque, officiers et soldats avaient juré qu'ils ne feraient plus de prisonniers aux Espagnols. Quelque légitime que fût leur indignation, le général n'en forma pas moins le projet de s'opposer à leur résolution. Il fit sentir au commandant de ce corps la nécessité que les soldats fussent ramenés à des sentiments dignes des Français ; il lui fit envisager les conséquences funestes qu'entraîneraient d'aussi terribles représailles, et déclara, par un ordre du jour, qu'il ferait mettre en jugement et punir avec la plus grande sévérité les militaires qui commettraient des cruautés indignes d'armées disciplinées : tandis qu'au contraire il récompenserait ceux qui lui ameneraient des prisonniers. Ces mesures produisirent l'effet qu'on devait en attendre; dès ce moment la guerre se fit loyalement, et il est à remarquer que ce changement devint un sujet d'admiration pour les bandes espagnoles, qui s'empressèrent de suivre cet exemple.

Le pillage, ce fléau destructeur, né des besoins du soldat, toléré quelquefois par une cruelle nécessité, mais plus souvent encore par une coupable indifférence, le pillage était à l'ordre du jour : il fut réprimé ; en un mot, la discipline fut rétablie. Une nourriture saine et assez abondante, pendant les trois quarts du temps que dura le blocus, maintint constamment la

1814. Espagne. garnison dans un état satisfaisant sous tous les rapports. Il n'y eut jamais plus de dix à douze malades à l'hôpital (non compris les blessés), et souvent beaucoup moins. Le médecin Ramel et le commissaire des guerres Defages méritèrent la reconnaissance de la garnison, par le soin extrême qu'ils apportèrent l'un et l'autre dans l'exercice de leurs fonctions.

Le 130e régiment peut être cité pour sa bravoure dans une armée où tous les corps rivalisaient de courage; mais celui-ci était composé en totalité d'anciens soldats, acclimatés, accoutumés à avoir affaire aux guérillas, et commandés par de bons officiers. Il suffira de dire, pour compléter son éloge, que le second bataillon, qui arriva un peu plus tard (comme nous le dirons ci-après), avait fait partie de cette vaillante garnison du château de Burgos, qui, sous les ordres du général Dubreton, soutint pendant six semaines tous les efforts de l'armée anglo-portugaise, commandée par Wellington.

Dans les sorties qui eurent lieu, deux ou trois compagnies du 130e suffisaient pour dissiper des corps nombreux : gravir des montagnes presque à pic, charger l'ennemi à la baïonnette jusque dans les rochers qui lui servaient de retranchement, c'était pour ces braves et ceux du 28e le résultat de leur propre impulsion, et jamais ils ne rentraient sans avoir atteint le but pour lequel ils avaient été commandés.

Le 7 septembre 1812, cinq jours après l'arrivée du général de Lameth, il fut fait une sortie par le commandant Patureau, qui produisit un ravitaillement de quarante-quatre bœufs, des effets de campement, et quelques armes. Le chef de bande Herrero fut sur le point d'être pris.

Le 13 octobre, 1,200 Espagnols vinrent attaquer l'une des lunettes du passage, et furent repoussés par deux compagnies du 130e, réunies au poste et aux travailleurs employés sur ce point. La garnison eut 3 morts et 15 blessés. La perte de l'ennemi fut considérable, mais elle ne put être évaluée, la cavalerie ayant favorisé l'enlèvement des morts et des blessés.

Le 5 novembre, le général de Lameth proposa à l'ennemi, par parlementaire, l'échange de quelques prisonniers. Cet échange eut lieu sans difficulté.

Le 7 janvier 1813, le général Caffarelli vint à Santoña, à la

tête d'une colonne qui fit entrer deux cents bœufs dans la place. 1814. Espagne.
Le premier bataillon du 130e et le détachement du 28e furent remplacés par les deuxième et troisième bataillons du premier de ces deux régiments. Le colonel Mathivet, les chefs de bataillon Pontenay et Grouin remplacèrent MM. Patureau et Bragairat. La garnison se trouva augmentée de 300 hommes, et l'on occupa définitivement Laredo et le Rostrillar.

Le 27 avril, la place de Santoña fournit au général Foy, chargé de s'emparer de Castro, tous les objets d'artillerie, de génie, et les vivres dont il avait besoin pour cette opération, qui fut terminée le 12 mai par la prise d'assaut de cette petite ville.

Le 1er mai, le général Sarrut, passant dans les environs de Santoña, fit entrer cinq cents bœufs dans cette place.

Le 21 juin, la garnison laissée à Castro par le général Foy, reçut l'ordre d'évacuer ce poste sur-le-champ, en raison des mouvements extraordinaires qui forçaient l'armée française à s'éloigner, et arriva à Santoña ; elle se composait de 192 hommes du 6e régiment d'infanterie italienne, commandés par le capitaine Ceroni. Le même jour, une sortie de 600 hommes, sous la direction du commandant Pontenay, fit entrer dans la place 160 bœufs. Les Italiens furent désignés pour former la garnison de Laredo.

Depuis le 7 janvier l'ennemi avait été forcé de s'éloigner, attendu que de fortes colonnes françaises parcouraient la Biscaye et la province de Santander dans tous les sens; mais le général Caffarelli fit connaître, le 21 juin, au général de Lameth, qu'il allait être entièrement abandonné à lui-même et réduit à ses propres ressources. L'ennemi commença peu à peu à reparaître, et le gouverneur déclara la place en état de siége ; il forma un conseil de défense composé du général commandant et des chefs des différents corps de la garnison.

Le 6 août, les Espagnols firent une tentative sur Laredo ; mais ils furent repoussés avec perte.

Les troupes ennemies augmentèrent considérablement du 1er au 15 août ; et, à cette dernière époque, elles étaient au moins de 10,000 hommes. La station anglaise était composée de quatre frégates, quatre bricks et cinq goëlettes.

Le général commandant les troupes du siége commença à

1814. Espagne. envoyer des sommations, qui furent reçues de la manière convenable.

Le 21 août, le commandant de Laredo, Perinet, repoussa, dans une sortie de 150 hommes, deux colonnes ennemies fortes chacune de 1,000 hommes, qui se dirigeaient sur son fort.

Le 24 octobre, l'ennemi chercha à attaquer l'ouvrage du Gromo. Le général de Lameth se porta sur ce point, d'où il dirigea deux colonnes de 200 hommes chaque; elles eurent un engagement assez vif avec les Espagnols, qui furent forcés à la retraite, après avoir eu un capitaine et 8 soldats tués, 20 blessés et 14 prisonniers. La garnison perdit 2 grenadiers, et eut un capitaine et 3 voltigeurs blessés.

Le 31 décembre, le gouverneur ordonna une sortie pour conduire hors de la place les habitans qui n'avaient plus de vivres. L'ennemi fut repoussé sur tous les points; mais on eut à regretter la perte de l'adjudant-major Lucan.

Dans la nuit du 13 au 14 février 1814, l'ennemi, au nombre de 1,200 hommes, attaqua le poste de la pointe du passage, composé de 28 hommes, commandés par un officier, et s'en empara après une vigoureuse défense. Le lendemain ce poste fut repris, et l'on tua à l'ennemi 2 officiers et 30 soldats.

Dans la nuit du 21 au 22 du même mois, une colonne de 4,000 hommes attaqua Laredo, défendu, comme nous l'avons déjà dit, par 270 Italiens. Elle monta sept fois à l'assant du fort, et, toujours repoussée, elle ne put rester maîtresse que des ouvrages avancés et de la ville, qui est ouverte. Elle fit prisonnier le commandant Perinet et 2 officiers italiens. Le capitaine Ceroni prit alors le commandement du fort. Cette seule nuit coûta aux Espagnols le général Barco et 1,000 hommes d'élite.

On s'était battu depuis le 21 à neuf heures du soir jusqu'au 24, lorsque, par la plus lâche trahison, les officiers italiens ternirent la gloire d'une aussi belle défense, en livrant le fort à l'ennemi. Le capitaine Ceroni ne partagea point cette honteuse défection; il avait été arrêté et renfermé par ses subordonnés.

Pendant que ceci se passait à Laredo, une autre tentative de l'ennemi donna lieu à un de ces faits d'armes extraordinaires qui, pour avoir lieu sur un petit théâtre, n'en sont pas moins

dignes d'admiration ; et celui-ci mérite bien d'être cité dans tous ses détails. 1814. Espagne.

Le petit ouvrage construit sur le Brusco était défendu par 50 hommes et un officier du 130ᵉ, le lieutenant Pison. La montagne boisée et remplie de rochers sur le sommet de laquelle ce fort est placé fut entièrement occupée par 200 Espagnols, dans la nuit du 21 au 22 février. Le fort n'était approvisionné de vivres que pour cinq jours, et l'ennemi ne cessa point, pendant quatre jours et quatre nuits, de faire sur lui le feu le plus vif. Les Français y répondirent convenablement, mais avec peu d'effet, en raison des retranchements naturels derrière lesquels les soldats espagnols se tenaient facilement à couvert. Les batteries du Gromo et du fort de Dueso ne purent pas non plus l'incommoder beaucoup, attendu leur éloignement. Dans la nuit du 24 au 25, quelques soldats ennemis parvinrent, en se traînant de rochers en rochers, jusqu'au pied du mur, où ils placèrent des saucissons de mine qui formèrent une brèche de cinq toises d'ouverture. Le lieutenant Pison n'ayant pas voulu recevoir les parlementaires qui lui furent envoyés à plusieurs reprises, l'ennemi dirigea le feu le plus violent sur la brèche, et tenta un assaut dans la matinée du 25, qui fut repoussé par une vigoureuse sortie que fit le digne officier du 130ᵉ, à la tête de ses braves. La brèche fut couverte des cadavres de l'ennemi ; la garnison eut 3 hommes tués et 7 blessés dans cette seule nuit, sans compter plusieurs hommes mis hors de combat dans l'intérieur du fort. Au moment où l'explosion s'était fait entendre, le général avait fait porter la moitié de la garnison de Santoña sur l'isthme de Béria, à l'effet de protéger la retraite de la garnison, si, contre toute attente, elle réussissait à l'opérer. Vers les deux heures de l'après-midi, le lieutenant Pison, voyant que l'ennemi se préparait à un nouvel assaut, n'ayant plus ni munitions ni vivres depuis le matin, et manquant totalement d'eau depuis la veille, résolut d'affronter tous les dangers pour sortir de sa pénible position. Pendant que l'ennemi formait ses colonnes d'attaque du côté de la brèche, le commandant du Brusco fait sortir inopinément sa troupe, se précipite au milieu des Espagnols, renverse à la baïonnette et perce tout ce qui veut s'opposer à son passage. Il parvient ainsi jus-

1814. Espagne. qu'au fort du Gromo, ayant presque tous ses soldats blessés, mais sans perte d'un seul homme dans le trajet. L'ennemi, de son propre aveu, eut plus de 150 hommes et un colonel hors de combat.

Il est difficile d'exprimer la stupeur de l'ennemi et la joie de la garnison de Santoña, en voyant la valeureuse résolution du lieutenant Pison couronnée d'un tel succès. Les soldats et leur intrépide chef furent embrassés par leurs camarades avec des transports extraordinaires; on les reçut comme des victimes échappées à une mort certaine.

Les troupes formées sur la plage de Béria avaient demandé à voler au secours de leurs compagnons d'armes du Brusco; mais le général de Lameth se vit dans la nécessité de les refuser, le salut de la place pouvant être compromis par une action engagée imprudemment hors des retranchements, pendant que des forces considérables étaient en face de la presqu'île sur le point opposé.

Le lendemain 26, le gouverneur, voyant qu'il devenait impossible de conserver le Gromo, fit retirer pendant la nuit l'artillerie et les munitions, détruire les ouvrages, et évacuer la position.

Au commencement du printemps, on s'attendait à une attaque générale des forces de terre et de mer; toutes les dispositions paraissaient être faites par les forces assiégeantes. Toutefois cette attaque se différait de jour en jour, parce que l'ennemi, croyant la garnison encore plus à court de vivres qu'elle ne l'était réellement, s'attendait à la voir demander une capitulation. Le général de Lameth, pour entretenir les Espagnols dans cette croyance, avait à dessein publié divers ordres du jour prescrivant de fortes réductions sur les rations en tout genre.

Enfin, le 30 avril, un officier de l'état-major du maréchal Soult apporta l'ordre de remettre Santoña au roi d'Espagne, avec tout le matériel qui provenait du pays.

Il y avait quelques précautions à prendre pour faire connaître à la garnison le changement politique qui venait de s'opérer en France. Le général de Lameth lut une proclamation à la troupe rassemblée sous les armes, et des cris de *vive le roi!* répon-

dirent aux idées exprimées dans cette proclamation. Un *Te Deum* et une salve de trois cents coups de canon terminèrent la cérémonie. 1814. Espagne.

Le général de Lameth, auquel le gouvernement royal avait laissé le choix des moyens pour entrer en France avec ses troupes et son matériel, trouva dans le colonel anglais Waller, gouverneur de Santander, des dispositions obligeantes. Il est vrai que le général, tout en se refusant *aux vues des Anglais sur Santoña,* avait eu constamment avec eux les rapports et les procédés que des militaires qui s'estiment doivent toujours conserver entre eux.

Le colonel anglais vint lui-même à Santoña pour disposer l'embarquement. Il envoya douze vaisseaux de 300 tonneaux doublés en cuivre, pour recevoir la garnison, qui quitta la place le 16 mai, emportant les témoignages de l'estime et presque de l'attachement des Espagnols eux-mêmes. Le convoi vint mouiller à Pouillac, dans la rivière de Bordeaux, le 21 mai.

Au débarquement, la réunion des effets de toute espèce, soit des munitions de guerre et autres objets appartenant à la France, soit d'objets provenant de prises faites par la flottille, présentait une valeur de plus de 150,000 francs.

Tel fut le résultat d'une défense de vingt-trois mois, pendant laquelle le général de Lameth n'eut qu'à se louer de la valeur des troupes et de leur discipline : l'importance en sera appréciée, si l'on étudie la position exacte de Santoña, dont la rade peut recevoir des vaisseaux de guerre de toutes forces, et qui, par conséquent, commande tout le golfe de Gascogne, l'embouchure de la Gironde, la Rochelle et Rochefort.

GUERRE DES ANTILLES.

1809. Antilles. 24 février. *Précis des événements militaires dans les Colonies et sur mer, depuis* 1809 *jusqu'à la paix de* 1814. — *Attaque de la Martinique par les Anglais, et reddition de cette colonie.* — Le gouvernement britannique, ayant résolu de s'emparer de la Martinique et des autres possessions qui restaient encore aux Français dans l'océan des Antilles, fit, vers la fin de 1808, tous les préparatifs de cette expédition. Une escadre, forte de sept vaisseaux de ligne, trois frégates, soixante-douze autres bâtiments de guerre légers, et plus de cent transports, fut réunie dans les mers des îles sous le Vent. 12,000 hommes de troupes de ligne, venus d'Halifax, des Bermudes, de Madère et des diverses colonies des Antilles, se rassemblèrent à la Barbade, avec un matériel considérable d'artillerie, un grand nombre de canonniers et d'artificiers; sans compter 3,500 soldats de marine ou matelots, qui devaient être employés au charroi de l'artillerie, à la construction des batteries, et même au service de quelques-unes.

Cependant cet armement si formidable était sur le point d'être dissous dans les premiers jours de l'année 1809, soit par la mésintelligence des généraux anglais, soit par le sentiment que leur imposait l'attitude des Français à la Martinique; lorsque deux lettres écrites au ministère français par le gouverneur de cette colonie, l'amiral Villaret-Joyeuse, interceptées dans les mers d'Europe, engagèrent l'amirauté de Londres à envoyer l'ordre d'attaquer cette colonie sur-le-champ et sans réplique.

La présence à la Barbade d'un si grand nombre de troupes ennemies, et les besoins urgents de la colonie, avaient en effet déterminé l'amiral Villaret à réclamer de son gouvernement des secours de toute espèce; ce furent ces dépêches qui tombèrent entre les mains des croiseurs britanniques.

Le capitaine général de la Martinique n'avait à opposer aux

forces considérables qui le menaçaient que 2,396 hommes, en majeure partie recrues et étrangers à la France. Il comptait, à la vérité, sur le bon esprit qu'il avait cru jusqu'alors avoir inspiré à la colonie, et sur celui des gardes nationales, qui devaient lui fournir 2,000 hommes pour le service actif; mais très-peu de ces milices se réunirent, et, trois jours après le débarquement des Anglais, il n'en resta pas un seul dans les rangs. D'un autre côté, après les pertes éprouvées dans les premiers combats, beaucoup des étrangers qui étaient incorporés dans les 26e et 82e régiments de ligne désertèrent; il ne resta bientôt plus que 1,500 hommes pour la défense, et 350 marins, dont nous parlerons plus tard.

1809. Antilles.

Le trajet de la Barbade à la Martinique n'est que de 20 lieues. Sans rien diminuer au cordon de bâtiments de guerre qui bloquait étroitement cette dernière colonie, les Anglais prirent leurs mesures pour que leur expédition d'attaque y atterrît la nuit.

Le 30 janvier 1809, à sept heures du matin, deux débarquements considérables s'effectuèrent dans les quartiers du *Robert* et du *Marin*, favorisés par trois habitants de la colonie (MM. Dubuc-Raineville, Dubuc-Saint-Olympe et Cotterell); mais les vigies ne les signalèrent au fort de France qu'à neuf heures. Tous les rapports portaient à croire que les forces débarquées n'étaient que de 6,000 hommes, et que le point principal de débarquement serait à *Casenavire*, bien plus rapproché du fort *Desaix*, et plus analogue aux vues premières des Anglais. Les manœuvres qui se faisaient dans leur escadre, à l'ouest de la baie du fort de France, semblaient le confirmer. En conséquence, le gouverneur envoya le colonel Montfort avec son régiment (le 82e), pour occuper les positions de défense de *Casenavire*. L'adjudant commandant Miany se mit à la tête des gardes nationales qu'il put réunir sur les lieux, pour s'opposer aux colonnes débarquées. Celle du *Robert* était de 8,500 hommes, commandés par le général en chef de l'expédition, Beckwith, et le lieutenant général Prévost. Celle du *Marin* était de 3,500, sous les ordres du major général Maitland. Le mouvement de ces colonnes fut si rapide, que le colonel Miany ne put parvenir à réunir que 300 gardes nationaux

1809. Antilles.

de la Trinité, avec les chasseurs de la Martinique, pour se porter sur la barre du gros morne. Il abandonna cette position dans la nuit du 30 au 31, et se retira au fort Platelet, afin de faciliter la réunion des 5e et 6e bataillons de milices au poste *Mathilde*, où le chef d'escadron Tascher de la Pagerie avait été envoyé. La marche de l'ennemi força le colonel Miany à évacuer le Platelet, pour se porter successivement aux postes *Bruno* et *Dusson*, où il trouva le bataillon du 2e régiment, sous les ordres du commandant Prost.

Ces progrès des Anglais firent ordonner l'évacuation de *Saint-Pierre*, dans la nuit du 31 janvier. Le brick *le Favori* y fut brûlé, et son équipage, ainsi que celui du bâtiment l'*Incarnation*, déjà brûlé au *Marin*, arrivèrent au fort de France (fort royal). *Casenavire* fut aussi évacué par le 82e, qui se porta en avant d'un camp retranché établi sur le front d'attaque du fort Desaix.

Le 1er février, le colonel Miany et le chef de bataillon Prost furent attaqués au poste *Dusson*, et forcés à se retirer par échelons. Le colonel Montfort s'était porté avec son régiment à leur soutien, et, malgré cette réunion, la retraite se fit avec perte sur le camp retranché. L'ennemi s'établit sur la crête du morne Surirai.

Tandis que le colonel Montfort, avec partie de son régiment et du 26e, défendait avec vigueur le poste *Landais*, sur la gauche du front d'attaque, le chef d'état-major du gouvernement colonial, Boyer de Peyreleau, à la tête d'un bataillon du 82e, des grenadiers et partie de la milice de Saint-Pierre et de celles de la Trinité, qui avaient joint, demanda à l'amiral Villaret l'ordre de charger l'ennemi, pour le déposter de Surirai; mais cette attaque, renouvelée deux fois, fut infructueuse. L'adjudant commandant Miany fut encore plus malheureux; car il eut la cuisse traversée d'une balle. Le colonel Montfort, également blessé à la cuisse, n'en combattit pas moins avec une grande distinction, ainsi que les chefs de bataillon Prost et Pinguest, et le capitaine Jamart. La perte de l'ennemi fut plus considérable que celle des Français, qui eurent à regretter deux capitaines, Lahyer et Deranger, du 82e, et 500 hommes tués ou hors de combat.

Le chef d'escadron Boyer demeura chargé de la défense du camp retranché, et le chef de bataillon Prost de celle du poste *Landais*. 1809. Antilles.

Ce même jour 1er février, les Anglais commencèrent l'attaque et le bombardement de l'*îlet à Ramiers*, défendu par 132 hommes, sous les ordres du capitaine Petit, et approvisionné pour un mois.

Le lendemain, l'ennemi attaqua avec des forces supérieures le poste *Landais*, et le chef de bataillon Prost fut forcé de l'évacuer.

Deux autres colonnes très-fortes se portèrent en même temps contre les deux redoutes de tête du camp retranché. Le colonel Montfort qui s'y trouvait, le chef d'escadron Boyer et le directeur du génie Richaud avaient prévu ce mouvement, et fait toutes les dispositions nécessaires pour le repousser. 150 hommes du 82e régiment, sous les ordres du chef de bataillon Ocher, occupaient les deux redoutes, armées chacune de trois pièces de canon de 12; 200 hommes étaient placés sur leurs ailes; le reste du régiment était en réserve derrière. L'ennemi s'avança bravement, et parvint jusqu'au pied des redoutes; mais il n'y trouva que la mort. Le colonel Montfort, malgré ses souffrances, était partout, et animait ses soldats par sa courageuse activité; forcé toutefois de céder à la douleur et à la fatigue, il dut quitter le champ de bataille. Le capitaine Mazin fut tué dans l'une des deux redoutes : le chef de bataillon du génie, Richaud, dont la bravoure égalait les talents, porta quelques troupes à l'entrée d'une ravine, par où l'ennemi tentait de pénétrer.

L'attaque continuait avec la même opiniâtreté, et durait depuis deux heures et demie, lorsqu'enfin elle parut se ralentir. Le commandant Boyer saisit cet instant pour porter en avant sa réserve; et l'ennemi prononça sa retraite, mais en bon ordre, bien que poursuivi par les troupes, qui s'étaient élancées hors des redoutes en le voyant s'ébranler. La perte des Anglais fut évaluée à plus de 1,100 hommes dans cette attaque; celle des Français ne fut pas, à beaucoup près, aussi forte. Les pièces des redoutes étaient toutes démontées, et une grande partie des fusils hors de service, lorsque l'ennemi

1809 Antilles. commença sa retraite. Le commandant Boyer reprit les mêmes positions de la veille.

Pendant que les troupes de ligne donnaient un aussi bel exemple, les gardes nationales qu'on avait pu réunir sur divers points se débandèrent en entier, et se retirèrent dans leurs foyers. Celle de Saint-Pierre, qui la veille s'était si bien montrée, refusa de coopérer à la défense du fort de France, et disparut également, en abandonnant son chef, le colonel Desprès, et deux ou trois officiers, qui restèrent. Cette défection, qui commença par les gens de couleur libres, doit être attribuée aux nombreuses intelligences, que, malgré les soins du capitaine général, les Anglais s'étaient menagées; aux intrigues d'un nommé Santerre, habitant de l'île, qui avait quitté la colonie pour se soustraire au mépris général que sa conduite lui avait attiré, et que les Anglais avaient fait colonel, parce qu'il avait une grande influence parmi les gens de couleur : il connaissait parfaitement les passages, et jusqu'aux moindres sentiers, ce qui fut d'un très-grand avantage à l'ennemi. Un nommé Destreuse, habitant du fort de France, avait également endossé l'habit rouge, et s'était mis à la tête des colonnes anglaises. Le général Maitland, ami de Santerre, avait eu en outre le soin de répandre de nombreuses proclamations dans la colonie, menaçant les blancs de les dépouiller de leurs propriétés, les gens de couleur de leur indépendance, et tous les hommes pris les armes à la main de la déportation à Botany-Bay ou sur des plages sauvages.

Cette défection mit à découvert toute la gorge du Lamentin, la position de Casenavire, la ville du fort de France, en un mot, toute la colonie, et les approches du fort Desaix. L'amiral Villaret-Joyeuse se trouvait réduit à 1,500 hommes de troupes de ligne, non compris les canonniers, par les pertes des combats précédents, les maladies, par la garnison de l'îlet à Ramiers et la désertion des étrangers. Avec ces faibles moyens, il avait à défendre deux forts, leurs approches, et un camp retranché, contre 10,000 hommes de troupes, munis d'une artillerie immense; contre 3,000 marins, et contre une escadre formidable, qui forçait toutes les passes, et qui, pendant le combat

du camp retranché, avait pénétré, à l'entrée de la nuit, dans la baie du fort de France. 1809. Antilles.

On avait persuadé au capitaine général que, retiré dans le fort Desaix, qu'on lui représentait comme le boulevard des Antilles, il serait à même de soutenir un long siége, de lasser la patience des Anglais, chez lesquels la fatigue, les bivouacs, funestes à tous les arrivants dans ce climat pernicieux, et la fièvre jaune, devaient faire les plus grands ravages; et, qu'en y concentrant toutes ses forces, il se procurerait les seuls moyens qu'il y eût de sortir victorieux de cette lutte.

Ces considérations portèrent l'amiral Villaret à donner l'ordre d'évacuer le fort de France, et de brûler la frégate l'*Amphitrite*, au moment où elle allait être enlevée, dans la nuit du 2 au 3 février; ce qui lui procura, pour le service de ses batteries, un équipage, qui, réuni à celui des bricks, donna un total de 350 marins, dont la conduite pendant le siége fut digne des plus grands éloges.

Le 2, à dix heures du soir, le commandant Boyer reçut l'ordre, par écrit, d'évacuer le camp retranché, dont on s'attendait à voir la communication coupée le lendemain matin. Il exécuta cet ordre, après avoir détruit tous les ouvrages et ce qu'on ne put enlever.

Le 3 au matin, le capitaine général envoya le même Boyer, avec 800 hommes, pour retirer du fort de France toutes les munitions de guerre et de bouche que la précipitation de ceux qui avaient évacué cette ville ne leur avait pas permis d'enlever. Pendant ce temps, l'artillerie encloua les pièces, et détruisit les plate-formes, ainsi que les affûts.

Ainsi ce fut le 3 février que les troupes furent renfermées dans le fort Desaix et dans la grande redoute. Ce fort avait 200 toises dans sa plus grande longueur, 60 dans sa plus grande largeur, 600 dans son développement ultérieur, 1100 de développement pris du chemin couvert; enfin, 11 à 12,000 toises carrées de surface moyenne.

Sa distance de la grande redoute était de 180 toises. On y communiquait par une galerie souterraine. Le chef de bataillon Prost, avec le 26e, fut chargé de la défense de ce dernier ouvrage.

1809. Antilles. Ce même jour 3 février, le général-major Ramsay se présenta avec une sommation ; l'amiral Villaret ne voulut pas la recevoir.

Le 4, l'îlet à Ramiers se rendit après trois jours de bombardement. Il avait reçu cinq cents bombes ou obus ; tous les bâtiments et les blindages étaient écrasés. Cependant, comme le capitaine commandant Petit n'avait eu, par ce feu, que quatre hommes tués et douze blessés, il était déterminé à tenir encore ; mais il ne put résister à l'attaque de sept chaloupes, montées chacune par 80 hommes ; et les Anglais rendirent hommage à sa défense.

Depuis le 2, les postes du fort Desaix étaient attaqués et repoussés ; l'ennemi les resserrait de plus en plus. On fit plusieurs sorties infructueuses, et l'on eut beaucoup de peine à maintenir les communications du fort de France, pendant que les batteries tiraient sans relâche sur tous les indices qu'elles pouvaient apercevoir.

Dans la nuit du 8, deux chaloupes ennemies débarquèrent 800 hommes, qui s'emparèrent du fort de France. Ces troupes étaient conduites et dirigées par ce Destreuse dont nous avons parlé plus haut. Le fort Desaix ne discontinua point de tirer sur ce point, depuis l'instant où il aperçut les Anglais.

Le 11, l'ennemi démasqua au fort de France une batterie de trois mortiers et de plusieurs pièces de 24, qui firent un feu continuel, malgré le mal que leur occasionnait le fort Desaix. Les Anglais avaient d'abord dessein de tenter des moyens d'escalade ; mais, instruits par des déserteurs de la résistance qu'ils trouveraient, ils résolurent de s'en tenir à un bombardement vigoureux. Ils établirent autour du fort un cordon de toutes leurs troupes, disposées de manière que tous les points contre lesquels on tentait chaque jour quelque attaque, et qui étaient les seuls accessibles, furent gardés désormais par un nombre d'hommes bien supérieur à la totalité de la garnison du fort, dont toutes les tentatives devinrent vaines.

Toutefois, l'ennemi souffrait beaucoup par le feu du fort, et il expédia plusieurs bâtiments à Sainte-Lucie, chargés de blessés et de malades.

Le 14, le capitaine de frégate Trobiant, qui avait donné des preuves de la bravoure la plus distinguée, fut tué, et le chef

d'escadron Morany, aide de camp du capitaine général, fut blessé mortellement. 1809. Antilles.

Le 17, à la pointe du jour, pendant que l'artillerie assiégeante tirait avec la même vivacité, l'ennemi fit une tentative contre la grande redoute. L'attaque dura une heure et demie, mais elle fut repoussée, et les troupes de la redoute reprirent leurs avant-postes habituels.

Quelle que fût la surveillance que l'on exerçât, la désertion était toujours très-forte, surtout dans le 82ᵉ, où un grand nombre de Piémontais, de Belges et de mauvais sujets des dépôts coloniaux avaient été incorporés ; plusieurs des 350 marins qui avaient été *pressés* en France, désertèrent aussi, et beaucoup de soldats mariés, ou qui avaient des accointances dans la colonie, qu'ils habitaient depuis sept ans, se firent prendre par l'ennemi.

Le 19, les Anglais, disposés en plusieurs colonnes, firent une attaque générale sur tous les postes du fort. Au moment où la fusillade était partout engagée, ils démasquèrent cinq nouvelles batteries à mortier, à obus et à boulets, placées sur les mornes Tartanson, Langard, Patate, l'Archer et Surirai, lesquelles, réunies aux batteries du fort de France, firent un feu terrible, démontèrent beaucoup de pièces du fort Desaix, et détruisirent tous les établissements. Le capitaine général, dans ce moment, comme dans tous les instants critiques du siége, était présent partout, haranguait les troupes, les animait par l'exemple de son intrépidité, et soutenait leur ardeur, par tous les moyens qu'il avait en son pouvoir.

Depuis l'instant où les batteries furent démasquées jusqu'à la capitulation, elles tirèrent sans relâche ; elles ménagèrent leur feu, de manière à ce qu'il fût général pendant la nuit. Le jour, elles se bornaient à tirer seulement quelques bombes et obus avec une grande quantité de boulets de gros calibre, que leur fournissaient les nombreux bâtimens de l'escadre. Ce feu continuel gênait extrêmement la garnison du fort Desaix dans les immenses réparations qu'elle avait à faire. Les ravages de ces projectiles étaient d'autant plus considérables, qu'outre les carcasses incendiaires, les bombes et obus étaient chargés de balles, de morceaux de verre et de pointes de fer, qui répandaient

1809. Antilles. la mort autour des édifices écrasés sous le poids du globe qui les renfermait.

Le 21 février, une bombe mit le feu au magasin à poudre du bastion n° 5, fit sauter toutes les munitions apprêtées pour les vingt-quatre heures, celles qui étaient disposées sur les parapets dans la crainte d'un assaut, et un grand pan de revêtement.

Le 23, dix bombes étant tombées sur le grand magasin à poudre, la voûte en fut enfoncée et lézardée en trois endroits, malgré le double rang de sacs à terre, dont on l'avait renforcée par précaution; elle avait cédé sur une étendue de trois à quatre pieds, et sur une largeur de plusieurs rangs de briques. Cet accident fit craindre que ce magasin ne sautât à la première bombe et au premier moment, attendu la violence du feu des batteries ennemies. Toutes les casemates étaient endommagées, les plate-formes détruites, les affûts brisés avec tous les blindages, et il ne restait plus un seul pouce de bois ni un seul sac à terre à employer; toutes les galeries des contre-mines et les poternes étaient encombrées de blessés et de malades; l'ennemi outre le feu permanent de ses batteries, tenait la garnison sans cesse sous les armes par ses attaques réitérées contre la redoute et tous les postes du fort. Ces considérations, et surtout l'impossibilité d'une résistance plus prolongée, engagèrent les généraux et les supérieurs des troupes du génie et de l'artillerie, à supplier le capitaine général d'entrer en pourparlers avec l'ennemi, tandis qu'il en était encore temps. L'amiral Villaret fut sourd à leurs instances, et dit qu'il préférait s'ensevelir sous les ruines du fort, plutôt que de se rendre. Il parcourut tous les postes pour faire un dernier effort, ou mourir sur les parapets. Le feu redoubla en cet instant, et le chef d'état-major Boyer fut assez heureux pour sauver la vie au capitaine général.

A la fin celui-ci, convaincu de l'inutilité d'une plus longue défense, accueillit les représentations que les officiers de toute arme, réunis à ceux de l'administration, vinrent lui renouveler pour la troisième fois; et, après avoir fait dresser un procès-verbal, signé par tous ces officiers, il consentit à capituler. Toutefois, l'ennemi ayant prévenu que la base de la capitulation serait de porter en France la garnison prisonnière sur parole, l'amiral rompit les conférences.

Le 24 février, les ravages du feu de l'ennemi étaient affreux ; 1809.
il allait démasquer cinq nouvelles batteries, d'autant plus formidables, Antilles. qu'elles n'étaient qu'à une faible distance, et que le magasin se trouvait encore plus menacé d'une explosion instante. L'amiral Villaret dut se rendre aux sollicitations dont on le pressait, et arbora le pavillon parlementaire. Trois officiers supérieurs furent nommés de chaque côté pour discuter les articles de la capitulation. Les prétentions des Anglais ayant augmenté en raison des circonstances, la capitulation eut pour base que toute la garnison, considérée comme prisonnière de guerre, serait transportée à Quiberon pour y être échangée entre les deux nations, grade pour grade. Il ne fut rien demandé pour l'amiral Villaret-Joyeuse. Les Anglais ajoutèrent, de leur propre mouvement, cet article honorable, *que, vu le haut respect et l'estime que tout le monde portait au capitaine général, il était accordé que lui et ses aides de camp seraient envoyés en France libres de toute parole.*

Ainsi fut conquise l'île de la Martinique, après que l'unique fort resté pour sa défense eut essuyé une attaque de vingt-sept jours, et un bombardement qui n'avait pas eu encore de semblable dans ces parages. Le fort Desaix avait reçu 7,000 bombes et obus, et plus de 7,000 boulets, qui l'avaient réduit à un état tellement pitoyable, que les Anglais, en voyant tous ces désastres, ne pouvaient pas concevoir comment il avait pu tenir aussi longtemps contre un feu qui n'avait jamais été interrompu.

En vertu de la capitulation, la garnison du fort Desaix, à laquelle on réunit tous les prisonniers faits dans les différents postes de la colonie, l'administration, les hommes aux hôpitaux et les prisonniers que les Anglais avaient à la Barbade, furent conduits à Quiberon au nombre de 2,390 ; mais le gouvernement se refusa à toute espèce d'échange, et ils furent ramenés en Angleterre.

Prise de Santo-Domingo dans l'île de ce nom. — Après la 1809.
capitulation de la ville du Cap, et le départ des débris de l'armée 8 juillet.
conduite à Saint-Domingue par le capitaine général Leclerc, il ne restait plus aux Français, dans cette importante colonie, que la seule place de Santo-Domingo, capitale de la partie espagnole

1809. Antilles.

de l'île. Les habitants de cette ville, qui, lors de l'évacuation du Cap, avaient d'abord reconnu le gouvernement de Dessalines, s'étaient depuis déclarés pour la France. Dessalines forma le projet de subjuguer ces Espagnols, et de chasser les Français de leur dernier asile.

En conséquence, le 14 mai 1804, le chef des noirs partit du Cap français, et, après avoir parcouru les provinces de l'ouest et du sud, il se mit en marche, avec quelques troupes, pour la partie espagnole. Les circonstances ne lui étaient pas aussi favorables qu'il se l'était figuré; les colons espagnols l'avaient en horreur depuis les cruautés qu'il avait commises à son avénement à l'autorité souveraine. La population de cette contrée de l'île se composait d'environ 10,000 hommes libres, et de 15 à 20,000 esclaves. Ces derniers étaient traités avec tant de douceur, qu'ils étaient presque tous fortement attachés à leurs maîtres, et qu'ils avaient conçu depuis longtemps une grande aversion pour tous les habitants des autres parties de l'île.

Dessalines vint mettre le siége devant Santo-Domingo, où commandait le général Ferrand, qui lui opposa une vive résistance; toutefois, il eût probablement persévéré dans son entreprise, sans l'arrivée de l'escadre de l'amiral Missiessy.

Le général Ferrand s'était concilié l'estime et la bienveillance des anciens habitants espagnols par sa sagesse et sa modération. Il s'était préparé à résister avec vigueur à l'attaque des noirs. La place se trouvait approvisionnée de vivres et de munitions, les murailles avaient été réparées, les remparts garnis d'artillerie; mais, n'ayant qu'une garnison très-faible, Ferrand reconnut l'impossibilité de défendre à la fois la campagne et la ville. Après avoir exposé aux principaux habitants leur véritable position, il organisa trois bataillons de milice; il en arma une partie avec des fusils, et donna des lances aux autres.

Le 25 février 1805, le chef de bataillon Wiet fut attaqué, par une colonne venue du côté de Saint-Jean, dans le poste de Puerto; il y fut massacré avec tous ceux qu'il commandait. L'armée noire, s'étant dirigée ensuite sur Santo-Domingo, arriva sous les murs de cette place, où était venue se réfugier

la plus grande partie de la population, femmes, enfants, vieillards, esclaves. Le général Ferrand employa alors les hommes propres au travail, à terminer des ouvrages commencés à l'extérieur; il fit abattre les arbres, et, comme l'ennemi aurait pu se loger au bourg de San-Carlos, situé à une demi-lieue de la ville, il en fit démolir les maisons; il mit sur tous les bâtiments qui se trouvaient dans le port un embargo général, et fit acheter et verser dans les magasins publics les provisions et les vivres embarqués à bord. Les nègres esclaves qui pouvaient nuire à la tranquillité publique furent transportés à Higuey, dans la partie orientale de l'île; les milices furent chargées, conjointement avec la troupe de ligne, de la garde des postes, et on fit boucher toutes les ouvertures inutiles. Ce fut le 5 mars que l'armée noire parut devant Santo-Domingo, et Dessalines envoya de suite une sommation, en menaçant la ville d'un sac terrible, si sa volonté n'était pas exécutée dans les vingt-quatre heures. Le général Ferrand ne répondit point à cette sommation, mais, voulant faire connaître qu'il était déterminé à se défendre jusqu'à la dernière extrémité, et enlever aux habitants tout espoir de voir rendre la ville, il fit sortir de la rade tous les bâtiments marchands, et les chargea de transporter les femmes, les enfants et les vieillards, hors de la colonie. Par ce moyen, il se débarrassa des bouches inutiles.

1809. Antilles.

Les noirs commencèrent leurs travaux à une distance assez éloignée des murs, et usèrent de grandes précautions dans leurs attaques. Ils n'avaient point d'artillerie avec eux; mais comme la place n'était pas suffisamment armée, on ne put empêcher d'abord l'ennemi de plonger quelques rues de la ville par la mousqueterie disposée sur des points dominants. Le général Ferrand fit placer quelques pièces, qui débusquèrent les noirs de ces postes.

L'ennemi avait pris, à quelques lieues de la ville, une grande barque, qui lui servait comme moyen de communication dans ses retranchements; il devenait important de la leur enlever. Le chasseur Simon Miolle, de la 5e demi-brigade légère, s'offrit à tenter cette entreprise périlleuse. Armé seulement d'un fort couteau et muni d'une corde, il se jette à l'eau, traverse la rivière Ozama, met la barque à flot, l'a-

1809. Antilles. marre à sa corde, et, toujours en nageant, la conduit sous les murs de la place.

On se battait des deux côtés avec acharnement, lorsque parut une escadre de dix bâtiments de guerre, qui se dirigeait vers le port en ordre de bataille. Les assiégés à cette vue reprirent de l'espoir et de la confiance; les noirs furent jetés dans le trouble et la confusion. Mettant à profit cet instant favorable, le général ordonna la sortie d'une colonne de 450 hommes, sous les ordres du colonel Baron, qui se porta sur le bourg San-Carlos. Les nègres défendirent leurs retranchements avec opiniâtreté, et ne les quittèrent que pied à pied, en combattant avec un grand courage. L'escadre française [1] débarqua, le lendemain 29 mars, des troupes fraîches, de l'artillerie et des munitions. Dessalines ne crut pas pouvoir alors continuer le siége, et, comme il avait laissé la partie française presque sans défense, il craignit une diversion de ce côté. L'incendie, le viol, le massacre, la dévastation, marquèrent tous les pas de l'armée noire dans sa retraite, qui ressemblait à une déroute. Le général aurait bien voulu pouvoir arrêter ces excès, mais il n'avait pas de cavalerie.

La mort violente de Dessalines, arrivée le 17 octobre 1806, et la guerre que son successeur, Henri Christophe, eut à soutenir contre Péthion, président de la partie de la colonie française qui n'avait pas voulu reconnaître le gouvernement royal institué par Dessalines, laissèrent la partie espagnole dans un état de tranquillité, dont le général Ferrand profita pour asseoir de plus en plus l'autorité du gouvernement français; mais la révolution d'Espagne, en 1808, porta le commandant espagnol de Porto-Rico à déclarer la guerre au gouverneur de Santo-Domingo : celui-ci, comptant sur l'attachement des colons, résolut d'attendre les événements, sans en hâter l'issue.

Bientôt les intrigues des Anglais et des Espagnols fomentèrent une insurrection dans un canton appelé *Barahoude*, ce qui força le général Ferrand à sortir de Santo-Domingo, pour marcher, avec une colonne de 500 hommes, contre les insurgés, quatre fois plus nombreux. Il les rencontra à peu de

[1] C'était celle de l'amiral Missiessy. Voyez tome VIII, page 331.

distance, et donna l'ordre de l'attaque. Le premier choc fut terrible; mais, les deux ailes du corps français ayant été débordés par quelques pelotons de cavalerie ennemie, le désordre se mit dans ses rangs, malgré tous les efforts de Ferrand pour rallier les soldats. Ceux-ci s'enfuirent vers Santo-Domingo, et il ne resta que les officiers et quelques braves, qui succombèrent. Ferrand, se voyant ainsi abandonné, préféra se brûler la cervelle à la honte de tomber vivant au pouvoir des insurgés. Cet événement eut lieu le 7 novembre 1808. 1809. Antilles.

Le général Barquier prit alors le commandement de Santo-Domingo. Il ne tarda pas à être privé de toute communication avec la métropole, et de toute assistance intérieure, par l'investissement de la place par un corps d'armée espagnol.

Au mois de novembre 1808, une faible escadre anglaise s'était emparée du port de Samana, situé dans une petite île à l'est de celle de Saint-Domingue, et très-rapprochée de la côte. La garnison française qui s'y trouvait fut faite prisonnière, et l'île remise aux Espagnols. Sept mois après, en juillet 1809, une autre escadre anglaise, sur laquelle se trouvaient des troupes de cette nation, commandées par le général Carmichael, partit de la Jamaïque pour coopérer à la réduction de Santo-Domingo, que le général espagnol, Joseph Arata, avait déjà sommé inutilement à plusieurs reprises. Les troupes anglaises ayant débarqué, firent tous les préparatifs d'une attaque de vive force; le général Barquier ne crut pas devoir en attendre les effets, et proposa, le 7, une capitulation, en vertu de laquelle la garnison sortit avec les honneurs de la guerre; les officiers furent envoyés en France sur parole, et les soldats en Angleterre.

Événements maritimes dans le cours de l'année 1809. — On a déjà vu, dans le IX[e] volume, que la France perdit, au mois de juin 1808, l'escadre de l'amiral Rosily, forte de 5 vaisseaux de ligne et d'une frégate. L'occupation du Ferrol par le corps d'armée du maréchal Soult avait été trop courte, et son évacuation trop rapide, pour qu'on pût faire entrer dans les ports français les huit vaisseaux de ligne espagnols pris dans ce port. Ils furent envoyés, par les Anglais, à Cadix, où, avec les sept vaisseaux de ce port, les cinq pris aux Fran- 1809.

1809. Antilles.

çais, et l'escadre de l'amiral Purwis, de cinq vaisseaux de ligne, ils coopérèrent à la défense de cette place.

Une escadre française de 9 vaisseaux de ligne était dans la rade de l'île d'Aix, prête à mettre à la voile. Le 11 avril 1809, elle fut attaquée par l'amiral Cochrane, sous les ordres de l'amiral lord Gambier : quatre vaisseaux furent pris, les autres furent incendiés ou mis hors d'état de servir.

Une autre escadre de trois vaisseaux de ligne, deux frégates et deux corvettes, sortit de la rade de Toulon, avec un convoi de vingt bâtiments chargés de munitions de guerre pour l'Espagne. Elle se trouva en vue de la flotte de lord Collingwood, le 21 octobre, à la hauteur de Roses, sur les côtes de Catalogne, et elle fut attaquée le 22. Le convoi se sépara de l'escadre; cinq de ses bâtiments furent pris, le reste entra dans la baie et le port de Roses. L'escadre retourna sur les côtes de France, poursuivie par 5 vaisseaux de ligne ennemis, sous les ordres du contre-amiral Martin. Elle prit chasse : deux des vaisseaux s'échouèrent dans les bouches du Rhône, et furent incendiés le lendemain; un autre vaisseau et une frégate entrèrent à Cette; la seconde frégate et les deux corvettes, à Marseille et à Toulon.

GUERRE DE LA MER DES INDES.

Prise des îles de France et de Bourbon par les Anglais. — Au mois de juin 1810, 5,000 hommes de troupes anglaises (européennes et indiennes) furent réunis, sous les ordres du lieutenant-colonel Keating, à Calcutta, par lord Minto, gouverneur général des établissements britanniques dans l'Inde, à l'effet de s'emparer de la colonie française de Bourbon (alors nommée île de la Réunion), dans les mers d'Afrique. 1810. Mer des Indes. Août. - Déc.

L'escadre qui portait ces forces se présenta devant le port de Saint-Denis, le 6 août; elle allait effectuer un débarquement, lorsque le gouverneur de l'île, à la vue d'un armement aussi formidable, proposa de rendre la colonie par une capitulation avantageuse : elle fut signée le 8, et, le 10, les troupes anglaises prirent possession des places de Saint-Denis et de Saint-Paul, et bientôt de l'île entière.

Peu de temps après, un nouveau corps de 12,000 hommes de troupes anglaises et indiennes fut encore rassemblé par lord Minto, et embarqué à bord d'un armement de 70 voiles, vaisseaux de guerre et transports, pour attaquer et s'emparer de l'île de France.

Le général Decaen, capitaine général de cette colonie, n'avait à sa disposition qu'une force peu nombreuse en troupes de terre, 6 frégates et quelques autres bâtiments de guerre. Avec ces faibles moyens maritimes, il n'avait cependant pas cessé de donner beaucoup d'inquiétude aux Anglais dans les mers de l'Inde. Des croisières, conduites avec une grande intelligence par les capitaines Duperé, Hamelin et Bouvet, s'étaient emparées d'un grand nombre de bâtiments de commerce de la compagnie des Indes, et de la frégate portugaise *la Minerva* : cette dernière avait été prise par le capitaine Duperé.

Depuis la conquête de l'île Bourbon, quatre frégates anglaises *le Syrius, l'Iphigénie, la Magicienne* et *la Néréide*, étaient revenues sur les côtes de l'île de France pour y tenter

1810. Mer des Indes. quelque entreprise. Dans la nuit du 13 au 14 août, favorisés par un temps très-brumeux et une mer calme, ces bâtiments ennemis enlevèrent l'île de la Passe, à trois milles environ du Port-Royal, où le capitaine général avait établi un poste et une forte batterie. Enflés de ce succès, les capitaines anglais redoublaient de vigilance et de précautions pour empêcher le retour des croisières parties du port, ou l'arrivage des autres bâtiments qui tentaient d'y rentrer.

Combat naval dans la rade de Port-Royal, à l'île de France. — Le 20 août, on signala de l'île cinq bâtiments, à vue du port de l'est, appelé le grand port; et, bientôt après, on reconnut que c'était la division Duperé, qui revenait de croisière, et traînait à sa suite deux vaisseaux de la compagnie anglaise, *le Ceylan* et *le Windham*, capturés le 3 juillet, après un combat assez vif [1]. Cette division était composée des deux frégates *la Bellone* et *la Minerve*, et de la corvette *le Victor*, autre conquête du capitaine Duperé, dans une de ses précédentes croisières.

Celui-ci, en approchant du grand port, vit une frégate au mouillage près de l'îlot fortifié qui en défendait l'entrée; mais il n'en conçut point d'inquiétude, parce qu'il savait qu'à cette époque une frégate, *la Sémillante*, cédée au commerce, pouvait être arrivée à l'île de France, et qu'ainsi les signaux qu'on lui faisait devaient lui être inconnus, ce qui expliquait son silence.

Le capitaine Bouvet eut ordre de prendre la tête de la ligne et de faire route pour le port, la corvette en avant pour éclairer la passe; il était suivi immédiatement par *le Ceylan*. A peine *le Victor* était-il arrivé sous la volée du fort et de la frégate étrangère, que le pavillon français, qui flottait sur ces deux points, fit place au pavillon anglais. Les feux réunis du fort et de la frégate forcèrent aussitôt la corvette française à baisser son pavillon, et à obéir à l'ordre de mouiller

[1] *La Minerve*, commandée par le capitaine Bouvet, avait eu, dans cette affaire, 45 hommes hors de combat, et *la Bellone* 3. La perte de l'ennemi avait été incomparablement plus grande; ses vaisseaux avaient, outre leur équipage au grand complet, 400 hommes de troupes passagères (du 24ᵉ régiment), un officier général et un état-major nombreux.

sur-le-champ, qui lui fut donné par le commandant anglais. 1810. Mer des Indes.

La Minerve et *le Ceylan* étaient alors engagés dans la passe, présentant l'avant aux batteries ennemies, et recevant ainsi leurs feux, sans pouvoir riposter. Toutefois, ces deux bâtiments n'essuyèrent aucun dégréement majeur dans ce trajet. Passant entre *le Victor* et la frégate ennemie, le capitaine Bouvet ordonna au capitaine de la corvette de couper son câble et de le suivre; ce qu'il exécuta : dans le même temps, *la Minerve* envoya sa volée à bout portant sur la hanche de la frégate ennemie, et fit route pour le mouillage, où les trois bâtiments (*la Miverne*, *le Victor, le Ceylan*) jetèrent l'ancre vers deux heures après midi. A ce moment, *la Minerve* avait 23 hommes hors de combat.

Le capitaine Duperé, resté en dehors de la passe, manœuvrait pour sauver un homme de son équipage qui était tombé à la mer. Il n'hésita que fort peu d'instants sur le parti qu'il avait à prendre; et, par un mouvement d'intérêt bien naturel pour la division qu'il commandait, il se dévoua à suivre la destinée de *la Minerve;* il força, ainsi que l'avait fait le capitaine de cette dernière frégate, l'entrée du port, et rallia les trois bâtiments déjà entrés. *Le Windham*, dont le capitaine n'osa pas suivre le mouvement de *la Bellone*, fut pris le lendemain par la croisière anglaise.

Celle-ci se composait, comme nous l'avons dit plus haut, de quatre frégates, dont trois du premier et une du second rang. C'est cette dernière qui avait pris l'îlot de la passe, y avait mis garnison, et s'était embossée sur ce point, ainsi qu'on vient de le voir. Il ne paraissait point douteux aux deux capitaines Duperé et Bouvet qu'ils seraient attaqués le lendemain par les quatre frégates réunies, le port étant ouvert à l'ennemi, et aucun ouvrage extérieur n'existant pour protéger efficacement les quatre bâtiments français.

Le commandant Duperé assembla son conseil. Persuadé que la colonie allait être attaquée sérieusement, sachant que le capitaine général n'avait que peu de troupes à sa disposition, et que les frégates allaient lui être moins utiles pour la défense que les hommes qui les montaient, Duperé penchait vers l'avis

1810. Mer des Indes. de détruire ces bâtiments, et de former un corps de leurs équipages pour les réunir aux forces de terre.

Le capitaine Bouvet ne fut pas de cette opinion; il proposa, au contraire, d'attendre l'ennemi dans une position qu'il indiqua, et de résister là jusqu'à la dernière extrémité; presque certain que les frégates anglaises n'arriveraient pas sur la division française sans toucher sur quelques bancs qui la couvraient, et dont il convenait d'enlever les balises.

Ainsi partagés d'avis, les deux capitaines résolurent de s'en remettre à la décision du capitaine général. Le soir même, un officier partit pour le port nord-ouest, afin d'annoncer l'arrivée de la division, et l'embarras où elle se trouvait.

Le général Decaen fit sortir en toute hâte une autre division de trois frégates et une corvette qui était au port nord-ouest, sous le commandement du capitaine de vaisseau Hamelin, avec l'ordre de venir joindre la division Duperé sans aucun retard; et il vint lui-même au port sud-ouest pour annoncer aux deux capitaines ce renfort inespéré.

Ces derniers ne s'occupèrent plus alors que des préparatifs de leur défense. Ils s'embossèrent au dedans de plusieurs récifs ou bancs, marqués par des balises, qu'ils enlevèrent, après avoir pris position de manière à ce que l'ennemi ne pût tenter de couper leur ligne ou de la déborder, sans échouer.

Dans les journées du 22 et 23, les quatre frégates anglaises se rallièrent sous l'îlot de la passe. Le 23, à cinq heures du soir, elles se mirent en mouvement sur deux colonnes, et se dirigèrent dans cet ordre : *la Néréide* et *le Syrius* sur *la Bellone; la Magicienne* et *l'Iphigénie* sur *la Minerve*.

Cependant la division Hamelin (c'est-à-dire *la Vénus*, *la Manche* et *l'Astrée*, et la corvette *l'Entreprenant*), annoncée par le capitaine général, et depuis deux jours en route pour venir au secours de la division Duperé, ne paraissait pas. Les équipages de *la Bellone*, de *la Minerve* et du *Victor*, durent croire alors qu'à eux seuls allait appartenir la gloire de la résistance. Le péril auquel les exposait l'infériorité de leur force, loin de les effrayer, accrut leur énergie, et redoubla leur enthousiasme héroïque.

La Néréide, en avant de sa colonne, plus petite et tirant

moins d'eau que *le Syrius*, franchit le banc, et mouilla à portée 1810.
de pistolet de *la Bellone; le Syrius* échoua, présentant l'avant Mer des Indes.
à son travers.

La Magicienne, en avant de la seconde colonne, échoua à portée de fusil par le travers de *la Minerve*, et lui présentant son avant; *l'Iphigénie*, qui la suivait, vint sur babord, et mouilla par le bossoir de *la Minerve;* à demi-portée de canon.

Il était alors cinq heures et demie. Le feu commença dans cet état avec une grande vivacité de part et d'autre. A la nuit, les embossures de la division française ayant été coupées par les boulets, manquèrent à chacun des bâtiments, à peu près au même instant, à la réserve du vaisseau de la compagnie anglaise *le Ceylan*, qui fut obligé de couper les siennes pour suivre le mouvement des deux frégates, qu'il croyait ordonné; mais la rencontre du récif du fond de l'anse, près duquel la division avait étendu sa ligne, l'arrêta si brusquement, qu'elle ne put présenter à l'ennemi un front aussi respectable que dans la première position. Toutefois, bien que les bâtiments français se trouvassent masqués en partie les uns par les autres, l'ennemi ne dut pas s'apercevoir d'aucune diminution dans la vivacité de leur feu. Des ponts volants, que les capitaines français dressèrent entre eux, leur servirent à se communiquer tous les secours que les circonstances exigeaient : ceux contre l'incendie étaient les plus importants, parce que les bâtiments combattaient sous le vent; qu'il ventait grand frais, et que l'embrasement de l'un d'eux eût entraîné la perte de tous.

Vers la troisième heure du combat, le commandant Duperé fut blessé à la tête, et perdit connaissance. Dès ce moment, le capitaine Bouvet resta chargé du commandement de la division jusqu'à la réduction des frégates ennemies, dont le feu se ralentit à minuit, et ne se ranima plus que par intervalle.

Le 24, au point du jour, *la Néréide* était amenée; *l'Iphigénie*, qui jusqu'alors l'avait soutenue d'un peu loin, se retira hors de portée, et les Français virent, par les manœuvres des embarcations ennemies, que les frégates *le Syrius* et *la Magicienne* faisaient de vains efforts pour se mettre à flot.

Des cris de joie, poussés alors par les équipages de la division française, apprirent aux habitants de la colonie, accourus en

1810. Mer des Indes. foule sur le rivage voisin, que les Anglais étaient vaincus. Cependant *le Syrius* et *la Magicienne* continuèrent un feu très-meurtrier pendant toute la journée du 24. Ce ne fut que vers le soir que, désespérant de se relever, le commandant anglais fit mettre le feu à *la Magicienne*, après avoir fait passer son équipage sur *l'Iphigénie;* et le lendemain il prit le même parti à l'égard du *Syrius*.

L'Iphigénie, ainsi surchargée d'équipage, se retira sur l'îlot de la passe.

Alors parut à l'entrée de la baie la division Hamelin, qu'un vent contraire ou du calme avaient empêché de venir plus tôt au secours de la division attaquée. Le capitaine Hamelin envoya un canot à *l'Iphigénie* pour la sommer de se rendre à lui ; le capitaine Bouvet y envoya également le sien : cette frégate et la garnison de l'îlot de la passe se rendirent à discrétion. Telle fut l'issue d'un des combats les plus honorables pour la marine française. Le nombre des prisonniers faits sur les quatre bâtiments s'élevait à 1,000.

Le capitaine général Decaen donna les plus grands éloges aux officiers et aux équipages de la division Duperé, et nomma, sur le champ de bataille, le capitaine de frégate Bouvet capitaine de vaisseau.

La perte de l'ennemi en tués était énorme, attendu la quantité surabondante d'hommes dont ses vaisseaux étaient pourvus, en expectative de l'attaque générale de la colonie, qui allait s'effectuer sous peu. La division Duperé avait eu 37 hommes tués et 102 blessés : ses équipages n'en furent que plus ardents à courir à de nouveaux combats ; mais malheureusement les deux frégates *la Bellone* et *la Minerve* étaient hors d'état de reprendre la mer ; la corvette *le Victor* seule le pouvait.

Le capitaine général fit passer le capitaine Bouvet au commandement de la frégate anglaise *l'Iphigénie*, dont on forma l'équipage avec ce qui restait des hommes de *la Minerve*, et quelques hommes détachés des autres bâtiments.

Le capitaine Bouvet se remit bientôt en croisière avec son bâtiment, la frégate *l'Astrée* et la corvette *l'Entreprenant* dont le commandement supérieur lui fut confié.

Le capitaine Hamelin partit également pour une mission

pareille, avec *la Vénus*, *la Manche* et la corvette *le Victor*. 1810. Mer des Indes.

Reddition de l'île de France. — Cependant le grand armement dont nous avons parlé plus haut, avait mis en mer. Les 28 et 29 novembre, quelques troupes anglaises effectuèrent un débarquement, sous la protection de l'escadre de l'amiral Berrée, et sous le commandement du major général Abercomby. Elles furent attaquées les jours suivants et perdirent, dans différentes affaires, plus de 200 hommes tués ou blessés; mais le capitaine général Decaen n'ayant pu empêcher le débarquement du reste de l'armée ennemie et de l'artillerie, le siége fut bientôt mis devant le Port-Royal (ou Port-Louis), capitale de la colonie. Cette place, ainsi que le reste de l'île, se rendit par capitulation le 4 décembre. Les Anglais trouvèrent dans le port, outre les 4 frégates et les 2 vaisseaux de la compagnie des Indes précédemment capturés, les 2 frégates françaises *la Bellone* et *la Minerve*, 1 sloop de guerre, 2 bricks et 5 canonnières, et 20 vaisseaux marchands, portant depuis 150 jusqu'à 1,000 tonneaux. L'artillerie dont ils s'emparèrent se composait de 178 pièces de canon et 31 mortiers.

Par la perte de cette dernière colonie, la France vit compléter l'anéantissement de son commerce avec l'Inde.

A dater de l'année 1810, jusqu'à la paix de 1814, il ne se passa rien de bien remarquable sur mer. La France n'ayant plus aucun établissement colonial en Amérique et dans l'Inde, les mouvements de sa marine, presque tout entière bloquée dans les ports nationaux, durent se borner à quelques démonstrations en faveur du système de blocus continental, qui cessa à la chute de Napoléon.

Le 13 février 1814, une division de trois vaisseaux et trois frégates, commandée par le contre-amiral Cosmao, sortit de la rade de Toulon, où elle était stationnée, pour protéger la rentrée du vaisseau *le Génois*, venant de Gênes. Cette division, bientôt chassée par une escadre anglaise forte de dix-sept vaisseaux de ligne, se vit forcée à rentrer. Dans cette circonstance, le vaisseau français *le Romulus*, commandé par le capitaine

1810. Mer des Indes. Rolland, eut à soutenir l'attaque de trois vaisseaux de l'avant-garde ennemie pendant près d'une heure et demie : le vaisseau à trois ponts, *le Boyle,* combâttait *le Romulus* vergue à vergue; un autre trois-ponts le combattait aussi par sa hanche de babord, à demi-portée de pistolet, tandis que, dans l'intervalle que souvent ils laissaient, un vaisseau de 74 dirigeait son feu sur lui. La belle résistance du capitaine Rolland, malgré la grande infériorité de force, obligea l'ennemi à abandonner *le Romulus*, qui vint prendre son mouillage avec les autres bâtiments de la division. Dans cette action, *le Romulus* eut 80 et quelques hommes blessés à mort; beaucoup d'autres moins dangereusement; 3 officiers furent tués : le capitaine Rolland était grièvement blessé d'un coup de feu à la tête, ce qui par suite lui occasionna la paralysie de l'extrémité du bras droit. Louis XVIII, sur le rapport de son ministre de la marine, M. Malouet, conféra, par ordonnance du 8 juillet 1814, le grade de contre-amiral au brave Rolland, en récompense de sa conduite [1].

[1] Le contre-amiral Rolland fut mis en retraite, peu de temps après, sur le rapport du ministre de la marine Dubouchage.

FIN DU DOUZIÈME VOLUME.

OUVRAGES IMPRIMÉS ET DOCUMENTS MANUSCRITS

CONSULTÉS POUR LA RÉDACTION DES CAMPAGNES DE 1813 A 1814.

Allemagne.

Moniteur. — *Annual register.* — *Histoire de France.* — Maréchal Gouvion-Saint-Cyr, *Mémoires pour servir à l'histoire militaire sous le Directoire, le Consulat et l'Empire.* — Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empire.* — *Mémoires* du duc de Raguse.

Plotho, *Guerre en Allemagne et en France pendant les années* 1813 *et* 1814 (en allemand). Cet ouvrage, peu important au point de vue historique, contient des renseignements utiles sur les opérations des armées alliées pendant le cours de ces deux campagnes.

Général Hofmann, *Matériaux pour servir à l'histoire de la campagne de* 1813. (en allemand). Documents très-bons à consulter.

Général Clausewitz, *La campagne de* 1813, *jusqu'à l'armistice, par un témoin oculaire* (en allemand). Cet écrit posthume de l'auteur contient le récit impartial des événements pendant la première période de la campagne.

Muffling, *Campagne russo-prussienne de* 1813, *depuis son ouverture jusqu'à l'armistice du* 5 *juin* (en allemand). — *Campagnes de l'armée de Silésie sous le feld-maréchal Blucher, depuis la fin de l'armistice jusqu'à la prise de Paris* (id.) — *Opérations stratégiques de Napoléon, depuis la bataille de Gross-Gorschen jusqu'à celle de Leipzig* (id.) — *Observations sur les grandes opérations et les batailles des campagnes de* 1813 *et* 1814 (id.). — Ces ouvrages de l'écrivain militaire allemand le plus consciencieux ont le mérite d'être écrits avec talent et impartialité.

Danilefsky, *Événements mémorables de la guerre de* 1813. Ouvrage à consulter, mais, selon l'usage de l'auteur, il est écrit entièrement à l'avantage de l'armée russe. (Il existe une traduction allemande.)

Zander, *Histoire de la guerre sur le Bas-Elbe en* 1813 (en allemand). Récit des événements accomplis dans cette partie du théâtre de la guerre.

Odeleben, *Campagne de Napoléon en Saxe pendant l'année* 1813 (en allemand). Cet officier saxon, attaché au quartier général de Napoléon, a écrit comme témoin oculaire, ce qui rend son récit aussi impartial qu'estimé. Il existe une traduction française de cet ouvrage par Aubert de Vitry, contre l'infidélité de laquelle le colonel Odeleben a réclamé.

Boutourlin, *Tableau de la campagne d'automne de* 1813 *en Allemagne.* Cet écrit assez consciencieux d'un aide de camp de l'empereur Alexandre, a été revu par le général Jomini.

Aster, *Événements militaires entre Peterswald, Pirna, Kœnigstein et Priesten en août* 1813, *et bataille de Kulm* (en allemand). Bon à consulter relativement aux résolutions prises par les généraux alliés avant et après la bataille de Dresde.

Général Vaudoncourt, *Histoire de la guerre soutenue par les Français en Allemagne en* 1813. A consulter, surtout pour la première partie de la campagne.

Fain, *Manuscrit de* 1813. — Norvins, *Portefeuille de* 1813. Le grand nombre de dépêches de Napoléon que renferment ces deux ouvrages ont pu servir utilement à l'intelligence de la marche des événements avant que le gouvernement français publiât la correspondance de l'empereur Napoléon.

D'Artois, *Relation de la défense de Dantzig en* 1813. — During, *Journal du*

siége de Dantzig. Matériaux utiles pour l'histoire de la mémorable défense de cette place en 1813.

Duc Alexandre de Würtemberg (il commandait le corps de blocus devant Dantzig). — *Aperçu des opérations des troupes alliées devant Dantzig en* 1813. L'auteur ne s'occupe qu'à réfuter certaines allégations du capitaine d'Artois qu'il prétend être exagérées.

Journaux *militaires de Vienne et de Berlin* (en allemand). Ces recueils renferment d'utiles renseignements sur les opérations des armées alliées en 1813 et 1814.

France.

Général Koch, *Mémoires pour servir à l'histoire de la campagne de* 1814. Sauf quelques inexactitudes, c'est le meilleur ouvrage français qui ait été publié sur cette campagne.

Schels, *Opérations des armées alliées contre Paris en mars* 1814 (en allemand). Renseignements utiles pour l'histoire de l'armée de Bohême.

Danilewsky, *Relation de la campagne de* 1814 *en France* (en russe). Relation écrite exclusivement à la plus grande gloire du nom russe. (Il existe une traduction allemande.)

Damitz, *Histoire de la campagne de* 1814 *dans l'est et le nord de la France* (en allemand). Ouvrage utile dont une partie a été traduite en français (inédite).

Général Vaudoncourt, *Histoire des campagnes de* 1814 *et* 1815 *en France.* Bon à consulter.

Fain, *Manuscrit de* 1814, contenant l'histoire des six derniers mois du règne de Napoléon.

Journaux *militaires français et étrangers.*

Italie.

Général Vaudoncourt, *Histoire des campagnes d'Italie en* 1813 *et* 1814. — *Histoire du prince Eugène.* A consulter.

Général Vignolles, *Précis historique des opérations militaires de l'armée d'Italie en* 1813 et 1814. Le général Vignolles était chef d'état-major de l'armée d'Italie, et donne un aperçu exact des mouvements de cette armée et des combats qu'elle a soutenus.

Bellaire, *Précis de l'invasion des États romains en* 1813 *et* 1814, *et de la défense d'Ancône.*

Du Casse, *Précis historique des opérations de l'armée de Lyon en* 1814.

Espagne.

Mémoires du maréchal Suchet *sur ses campagnes en Espagne depuis* 1808 *jusqu'en* 1814. — *Mémoires et correspondance politique et militaire* du roi Joseph. — Sir John Jones, *Histoire de la guerre d'Espagne et de Portugal pendant les années* 1807 *à* 1813, *plus la campagne de* 1814 *dans le midi de la France.* — Napier, *Histoire de la guerre de la Péninsule et dans le midi de la France, depuis l'année* 1807 *jusqu'à l'année* 1814. — Comte de Toreno, *Histoire du soulèvement, de la guerre et de la révolution d'Espagne.* — Thiers, *Histoire du Consulat et de l'Empire.* — *Dépêches et ordres du jour du* feld-maréchal duc de Wellington.

Mémoires divers. — Documents manuscrits. — Pièces officielles.

TABLE DES MATIÈRES.

LIVRE NEUVIÈME.

CINQUIÈME COALITION.

Guerre d'Allemagne.

CHAPITRE PREMIER.

ANNÉE 1813.

CHAPITRE II.

SUITE DE L'ANNÉE 1813.

CHAPITRE III.

SUITE DE L'ANNÉE 1813.

CHAPITRE IV.

SUITE DE L'ANNÉE 1813.

Pages.

CHAPITRE VI.

SUITE DE L'ANNÉE 1814.

CHAPITRE IV.

SUITE DE L'ANNÉE 1814.

CHAPITRE V.

SUITE DE L'ANNÉE 1814.

LIVRE DIXIÈME.

—

SIXIÈME COALITION.

Guerre de France.

—

CHAPITRE PREMIER.

ANNÉE 1814.

Pages.

CHAPITRE II.

SUITE DE L'ANNÉE 1814.

CHAPITRE III.

SUITE DE L'ANNÉE 1814.

LIVRE NEUVIÈME.

(SUITE.)

CINQUIÈME COALITION.

Guerre d'Italie.

CHAPITRE CINQUIÈME.

SUITE ET FIN DE L'ANNÉE 1813.

LIVRE NEUVIÈME.

(SUITE.)

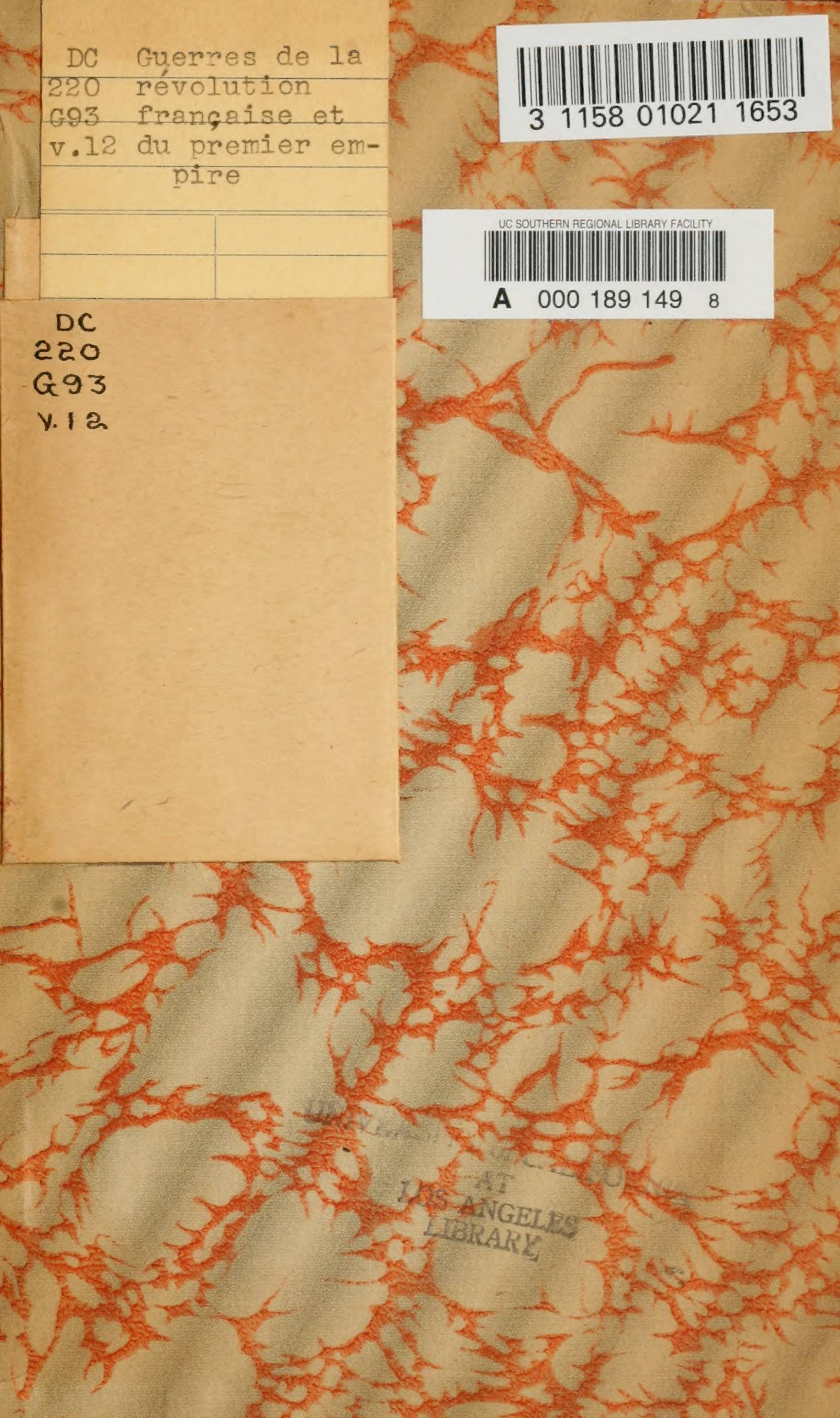
—

Continuation de la guerre d'Espagne.

—

CHAPITRE SIXIÈME.

SUITE ET FIN DE L'ANNÉE 1813.


DC 220 G93 v.12
Guerres de la révolution française et du premier empire
3 1158 01021 1653
UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY
A 000 189 149 8
DC
220
G93
V.12
AT
LOS ANGELES
LIBRARY

